

François PELTIER, Jean RIES, Dr. Ioana SALAGEAN, Germaine THILL, Paul ZAHLEN (STATEC)

N° 117

cahier économique

Rapport travail et cohésion sociale

SAVOIR POUR AGIR

STATEC

LUXEMBOURG

Institut national de la statistique
et des études économiques

13, rue Erasme
B.P. 304
L-2013 Luxembourg

Téléphone 247 84219
Fax 46 42 89
E-mail: info@STATEC.etat.lu
Internet: www.STATEC.lu

Octobre 2014
ISBN 978-2-87988-121-8

La reproduction est autorisée
à condition de mentionner la source.

Sommaire

Rapport travail et cohésion sociale

Préface/Introduction	5
Le contexte démographique, avec un focus sur les personnes âgées	7
Partie I: Marché du travail	36
1. Emploi	36
1.1 L'évolution de l'emploi	37
Annexe 1: Emploi au Luxembourg par branche économique, 1995 – 2013 (en milliers de personnes)	59
Annexe 2: Emploi salarié au Luxembourg par branche économique, 1995 – 2013 (en milliers de personnes)	60
1.2 Les taux d'emploi	62
1.3 Le travail à temps partiel	75
1.4 Le travail temporaire	85
2. Chômage	89
2.1 Concepts et définitions	89
2.2 Évolution et structure du chômage	90
2.3 Au-delà de l'emploi et du chômage	96
3. Salaires	102
3.1 Le niveau et l'évolution du salaire moyen	102
3.2 Les salaires par branche économique	104
3.3 Les effets de la crise économique ...	109
3.4 Le salaire moyen en termes de pouvoir d'achat	113
3.5 Le coût salarial de 2000 à 2013	117
Partie II: Revenus, conditions de vie et qualité de vie*	128
1. Perception des ménages sur leur difficultés matérielles et financières au travers de l'enquête EU-SILC	128
2. Revenus, pauvreté, inégalités	139
3. Les conditions de logement des ménages	166

Préface/Introduction

L'égalité un enjeu économique et social

Le présent rapport Travail et Cohésion Sociale, publié dans la série des cahiers économiques, s'inscrit dans un climat très favorable à un réexamen en profondeur des questions d'inégalité, d'exclusion et de la précarité au sein des organisations internationales et dans le monde académique. L'opinion publique et les médias sont aussi très attentifs à ces questions, préoccupés par le chômage et les conditions de vie marquées qui se sont dégradées ces dernières années, stigmates d'une crise économique qui perdure. Ainsi, depuis la crise, l'évolution du pouvoir d'achat du ménage médian (revenu disponible par équivalent adulte corrigé de l'inflation) a d'abord fléchi puis stagné.

L'égalité est bonne pour la croissance économique

La relation entre croissance économique et inégalité a été revisitée par de nombreux économistes depuis la grande récession, déclenchée par la crise financière et bancaire. Des économistes réputés comme Joseph Stiglitz et Paul Krugman, prix Nobel d'économie mais aussi Thomas Piketty de Patrimoine ont remis l'inégalité et l'exclusion tout en haut de l'agenda politique, non seulement comme une impérieuse préoccupation morale au cœur de toute société démocratique, mais aussi, plus prosaïquement, comme un prérequis de la croissance économique.

Les organisations internationales ne sont pas en reste: le Fonds Monétaire International s'est accaparé du sujet et a produit une série d'analyses empiriques inédites. Les auteurs¹ concluent: *"... redistribution appears generally benign in its impact on growth; only in extreme cases is there some evidence that it may have direct negative effects on growth. Thus the combined direct and indirect effects of redistribution—including the growth effects of the resulting lower inequality—are, on average, pro-growth."*

L'OCDE² s'est lancée dans un programme de recherche novateur explorant les conditions de la compatibilité entre une réduction de l'inégalité des revenus – et de manière plus large d'amélioration du bien-être – le soutien à la croissance économique et la protection de l'environnement. L'OCDE reconnaît que le changement technologique et la globalisation ont augmenté l'éventail des revenus du travail, mais l'ampleur de l'inégalité diffère entre les pays, en raison des particularités institutionnelles et du contenu des

politiques poursuivies. L'étude conclut: *"Many policies entail a double dividend as they reduce income inequality while at the same time boosting long-run GDP per capita. Examples include facilitating the accumulation of human capital, making educational potential less dependent on personal and social circumstances, reducing labor market dualism or promoting the integration of immigrants and fostering female labor market participation"*

Mais il y a aussi des politiques qui impliquent des dilemmes entre une réduction de l'inégalité des revenus, l'emploi et la croissance économique. L'OCDE cite, parmi d'autres, le salaire minimum qui réduit la dispersion des salaires mais peut, quand il est excessif, peser sur l'emploi des moins qualifiés et donc rester sans effet sur l'inégalité des revenus des ménages et exercer un effet négatif sur la croissance économique. Il s'agit donc de choix politiques ou de choix collectifs qui se traduisent par des politiques économiques et sociales spécifiques et dont les effets directs et indirects ne sont pas exposés de manière détaillée et explicite, faute d'instruments d'analyse, de données adéquates ou de volonté politique. Le présent rapport du STATEC permet d'en éclairer certains aspects.

Europe– Luxembourg 2020 : un objectif social utopique ?

L'Union européenne s'est fixé en 2010 un nouvel objectif à réaliser en une décennie, celui d'une croissance inclusive, durable et intelligente. Plusieurs indicateurs phare doivent permettre de mesurer le progrès des différents Etats membres vers les objectifs qu'ils se sont eux-mêmes fixés dans le cadre d'une ambition commune européenne. La croissance inclusive est appréhendée par le taux d'emploi et par l'indicateur de risque de pauvreté augmenté. Le premier objectif est en passe d'être atteint, l'emploi s'étant bien développé malgré le ralentissement très net des nouvelles embauches, conséquence de la crise bancaire, financière et économique. C'est surtout l'arrivée des femmes sur le marché du travail qui a permis d'atteindre un taux d'emploi de 73%.

En revanche, l'objectif de risque de pauvreté, se propose de fixer le taux de pauvreté légèrement en-dessous du niveau constaté en 2010, objectif que le gouvernement luxembourgeois, à l'époque, avait fixé à 66000 personnes (réduction des 6000 personnes en risque de pauvreté par rapport à l'année 2010). Or cet objectif est un pari utopique puisqu'il supposait que l'inégalité, surtout en bas de l'échelle des revenus, n'allait pas augmenter au cours de la décennie. En effet, une analyse de la tendance à long terme, suggère une hausse lente de l'inégalité des revenus mesurée par le taux de risque de pauvreté. Plusieurs

¹ Jonathan D. Ostry, Andrew Berg, and Charalambos G. Tsangarides, *Redistribution, Inequality and Growth*, IMF, SDN 14/02 2014

² OECD Economic Policy Reforms 2012, *Going for Growth*, 2012, *Reducing income inequality while boosting economic growth: Can it be done?*

facteurs peuvent expliquer une polarisation rampante de la société: les effets de la technologie et les qualifications demandées, la différenciation des revenus du travail par branche d'activité, les facteurs familiaux, sanitaires, le tout dans un contexte de rigueur budgétaire. Ainsi, en 2013, au milieu du gué ou presque, le nombre de personnes en situation de risque de pauvreté atteint 95.600 personnes.

Des indicateurs de pauvreté plus pertinents ?

La question méthodologique a souvent été abordée dans le rapport Travail et cohésion sociale. Le nature multidimensionnelle de la pauvreté a amené l'Union européenne à préconiser un indicateur plus large, le « risque de pauvreté et d'exclusion sociale » prenant en compte trois composantes : le taux de pauvreté basé sur un seuil de 60% du revenu disponible médian en équivalent adulte, le taux de privation matérielle sévère et finalement le taux de personnes vivant dans un ménage à faible intensité de travail. Cet indicateur atteint 19% et fait bondir les lecteurs et l'opinion publique luxembourgeoise tant il paraît extravagant. Pourtant, il faut rappeler que quels que soient

les défauts de cet indicateur officiel, il reste très utilisé et le Luxembourg fait partie des pays avec le taux de risque de pauvreté de d'exclusion parmi les plus faibles de l'Union européenne.

Il faudrait, comme nous l'avons suggéré à maintes reprises dans la préface à ce rapport TCS, réfléchir à des indicateurs alternatifs, plus parlants, comme le taux de pauvreté persistante, puisque la chute de certaines personnes en bas de l'échelle, dans la zone de précarité, peut n'être que temporaire, provoquée par une rupture familiale ou à une perte d'emploi, par exemple. Le taux de pauvreté persistante, 7,1% en 2013, est, à notre avis, un indicateur plus utile, le Luxembourg faisant partie des pays dont la probabilité d'entrée dans un état de risque de pauvreté est faible mais la sortie de cet état est tout aussi basse dans la comparaison européenne¹.

Une réflexion sur l'importance de la mobilité sociale et de l'égalité des chances tout comme une analyse sur les minima sociaux, empiriquement déterminés, réclament une analyse en profondeur des données récoltées par le STATEC.

Dr Serge Allegrezza
Directeur du STATEC

¹ Commission européenne Employment and social developments, 2012, chapitre 2.

Le contexte démographique, avec un focus sur les personnes âgées

Depuis 2011, un premier chapitre du « Rapport Travail et Cohésion Sociale » est consacré au contexte démographique. Différentes thématiques sont, selon les années, abordées. La présente publication abordera deux thématiques. La première sera consacrée à l'évolution démographique du Grand-Duché de Luxembourg comparée aux autres pays de l'Union européenne (UE-28). La seconde partie se focalisera sur les personnes âgées.

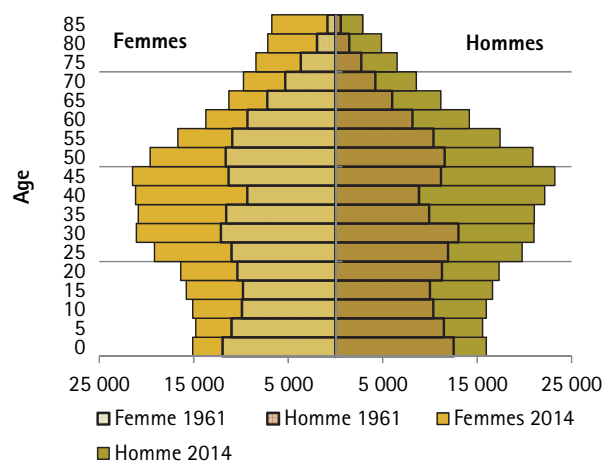
Depuis des années, le thème du vieillissement de la population revient de façon récurrente, notamment dans le contexte des discussions sur l'avenir du système public des pensions. Le vieillissement de la population peut résulter de deux phénomènes démographiques (respectivement de la combinaison de deux phénomènes) : d'une réduction de la fécondité (qui s'est stabilisé depuis quelques années dans la plupart des pays européens mais à un niveau ne permettant pas le renouvellement des générations) et de l'augmentation de l'espérance de vie. Le vieillissement de la population a pour effet une augmentation du rapport de dépendance démographique, ou taux de dépendance démographique, c'est-à-dire du ratio entre l'effectif de la partie de la population qui dépend des autres et l'effectif de la partie de la population qui peut prendre en charge les autres.

Etat de la population au 1^{er} janvier 2014

Pour appréhender la dynamique de la structure d'âge de la population, on peut superposer la pyramide des âges de 1961 à celle de 2014. En passant de 314 889 habitants au 1^{er} janvier 1961 à 549 680 au 1^{er} janvier 2014, l'augmentation de la population du Luxembourg est de +74.6% en une cinquantaine d'années. Cette augmentation se concentre sur les trente dernières années. C'est surtout l'immigration qui est à l'origine de ce dynamisme démographique.

La superposition des pyramides d'âge de 1961 et 2014 montre clairement un rétrécissement à la base de la pyramide (qui s'est surtout produit entre 1961 et 1985), un gonflement dans la classe d'âge des 35-49 ans, liée à l'immigration continue dans cette classe d'âge, ainsi qu'une augmentation assez importante de la part des 75 ans et plus, particulièrement chez les femmes dont l'espérance de vie est plus élevée que celle des hommes (respectivement 84.3 ans et 79.9 ans sur la période 2011/2013).

Graphique 1 : Pyramide des âges au 1^{er} janvier 1961 et au 1^{er} janvier 2014, nombre



Source : STATEC

Sur les trente dernières années, la part de la population de nationalité étrangère au Luxembourg passe de 26.3% de la population totale à 45.3%

Au premier janvier 1981, la population totale du Luxembourg fut de 364 600 personnes dont 95 800 étrangers. Au premier janvier 2014, on comptait 549 680 habitants au Luxembourg, dont 248 914 étrangers. La dynamique de l'immigration fait que la part des étrangers dans la population totale du Luxembourg est passée de 26.3% en 1981 à 45.3% en 2014. En d'autres mots, sur l'ensemble de la période 1981-2014, la population de nationalité luxembourgeoise n'a augmenté que de 11.9%, alors que la population de nationalité étrangère a augmenté de 159.8%.

On constate également que pratiquement toutes les nationalités (prises en considération ici) progressent en chiffres absolus, mis à part les Italiens. Le nombre de Portugais évolue de 29 300 en 1981 à 90 764 en 2014, celui des Français de 11 900 à 37 158, celui des Belges de 7 900 à 18 159, celui des Allemands de 8 900 à 12 659. Par contre, le nombre de personnes de nationalité italienne est en déclin en évoluant de 22 300 en 1981 à 18 773 en 2014.

Tableau 1 : Part des étrangers par nationalité dans la population totale, 1981, 1991, 2001 et 2014

	1981	1991	2001	2014
Étrangers (en%)	26.3	29.4	36.9	45.3
dont: - Portugais	8.0	10.2	13.4	16.5
- Italiens	6.1	5.1	4.3	3.4
- Français	3.3	3.4	4.6	6.8
- Belges	2.2	2.6	3.4	3.3
- Allemands	2.4	2.3	2.3	2.3
- Britanniques	0.6	0.8	1.0	1.1
- Néerlandais	0.8	0.9	0.8	0.7
- Autres	2.9	4.1	7.2	11.2

Source : STATEC

La part des Portugais dans la population du Grand-Duché, part qui était déjà importante en 1981 avec 8.0% de la population totale, passe à près de 16.5% en 2014. Celle des Français augmente également (de 3.3% en 1981 à 6.8% en 2014). Les Français constituent désormais le deuxième groupe de nationalité étrangère de la population du Grand-Duché. Ils ont pris cette place aux Italiens dont la part passe de 6.1% de la population en 1981 à 3.4% en 2014.

La part des Belges dans la population du pays augmente également (de 2.2% en 1981 à 3.3% en 2014), alors que celle des Allemands reste stable (2.3%). La part de personnes ayant une autre nationalité que les cinq nationalités évoquées ci-dessus passe de 2.9% à 11.2% entre 1981 et 2014, ce qui indique que l'immigration se diversifie au fil du temps.

Quel est le poids des différentes nationalités parmi la population étrangère dans son ensemble au Grand-Duché ? Les Portugais constituent le groupe le plus important des étrangers avec 36.5% de l'ensemble des étrangers au Luxembourg. Depuis 1981 (30.6%), la part des Portugais a donc légèrement augmenté. La part des Italiens dans la population étrangère totale a fortement diminué en passant de 23.2% en 1981 à 7.5% en 2014. La part des Allemands et des Belges dans la population étrangère a plutôt tendance à reculer. Par contre, la part des autres nationalités parmi les étrangers résidant au Luxembourg augmente assez fortement au cours de la dernière décennie de 11.1% en 1981 à 24.7% en 2014.

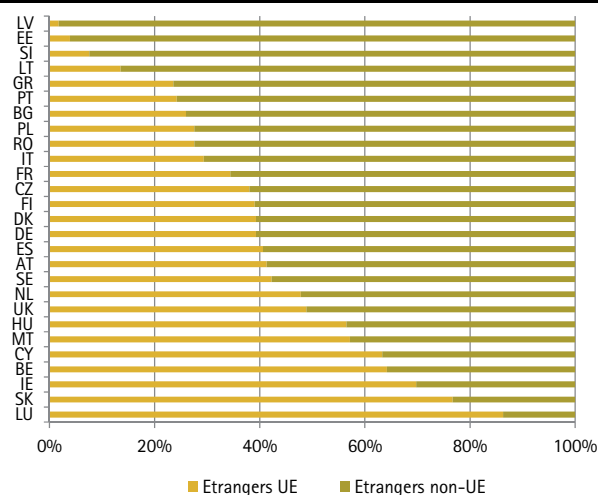
Tableau 2 : Part des étrangers par nationalité parmi la population étrangère résidant au Luxembourg, 1981, 1991, 2001 et 2014 (en %)

	1981	1991	2001	2014
Étrangers (en%)	100.0	100.0	100.0	100.0
dont: - Portugais	30.6	34.6	36.2	36.5
- Italiens	23.2	17.3	11.7	7.5
- Français	12.5	11.5	12.3	14.9
- Belges	8.2	8.9	9.1	7.3
- Allemands	9.2	7.8	6.2	5.1
- Britanniques	2.1	2.8	2.6	2.4
- Néerlandais	3.1	3.1	2.3	1.6
- Autres	11.1	14.0	19.5	24.7

Source : STATEC

Au Luxembourg, les étrangers provenant de pays de l'Union européenne sont largement majoritaires

En jetant un regard sur la distribution des étrangers selon leur nationalité (UE, respectivement non-UE), on s'aperçoit que le Luxembourg est le pays de l'UE où la part des étrangers provenant d'un autre pays de l'UE est la plus importante, respectivement où la part des non-communautaires est la plus faible. 86.3% du total des étrangers vivant au Luxembourg sont «communautaires» et uniquement 13.7% sont non-communautaires en 2013. Suit la Slovaque avec 76.7% d'étrangers communautaires, puis l'Irlande avec 69.8% d'étrangers communautaires.

Graphique 2 : Distribution des étrangers selon le groupe de nationalité (UE et non-UE) en Europe, au 1^{er} janvier 2013 (en % de la population de nationalité étrangère)

Sources : STATEC, EUROSTAT

En France et en Allemagne, la part des étrangers communautaires n'est que de 34.4% et 39.3% tandis qu'elle est de 64.2% en Belgique. Les divergences très fortes dans ce domaine en Europe sont liées à l'histoire spécifique des pays (notamment à l'histoire de l'immigration, mais aussi à l'histoire coloniale et l'histoire des frontières européennes).

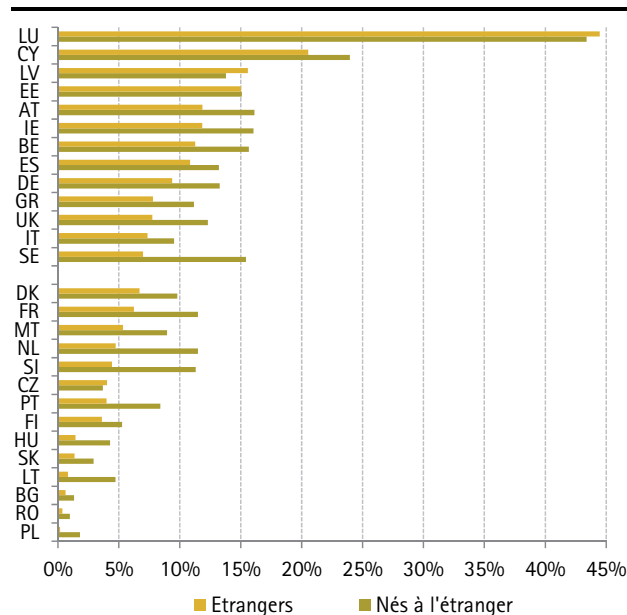
Au Luxembourg, les personnes nées à l'étranger constituent 43.4% de la population, tandis que la part des personnes de nationalité étrangère est de 45.3%

Les statistiques basées sur la nationalité ne racontent qu'une partie de l'histoire. Les statistiques concernant le pays de naissance permettent de la compléter. On peut donc comparer la proportion des personnes de nationalité étrangère à celle des personnes nées à l'étranger. Les différences entre ces deux indicateurs résultent notamment du droit de la nationalité des différents Etats (droit du sol, droit du sang, ...), mais également des naturalisations et de l'origine (communautaire ou non-communautaire) des immigrés.

Dans le contexte européen, il apparaît que le Luxembourg occupe une position un peu à part dans ce domaine. En effet, c'est un de rares pays où la proportion des personnes de nationalité étrangère est plus élevée que celle des personnes nées à l'étranger. Au 1^{er} janvier 2014, 43.4% des personnes résidant au Luxembourg sont nées à l'étranger, alors que 45.3% sont de nationalité étrangère.

Dans les autres pays européens, les pourcentages sont beaucoup plus faibles, mais on doit également noter que les proportions sont généralement inversées (c'est-à-dire qu'il y a généralement un pourcentage plus élevé de personnes nées à l'étranger que de personnes ayant une nationalité étrangère). En Belgique, par exemple, la part des personnes ayant une nationalité étrangère dans la population totale est de 11.1% en 2013, mais la part des personnes nées à l'étranger est de 15.7%. En Allemagne, 9.4% de la population ont une nationalité étrangère, mais quelque 13.3% de la population sont nés à l'étranger. La spécificité du Luxembourg peut notamment être expliquée par le fait que, contrairement à beaucoup de pays européens, les étrangers communautaires sont largement majoritaires au Luxembourg et que ceux-ci, jouissant des droits spécifiques des citoyens communautaires, ne sont pas nécessairement incités, respectivement motivés à prendre la nationalité luxembourgeoise.

Graphique 3 : Parts des personnes de nationalité étrangère et des personnes nées à l'étranger parmi la population totale des pays européens, au 1^{er} janvier 2013 (en % de la population totale)



Sources : STATEC, EUROSTAT

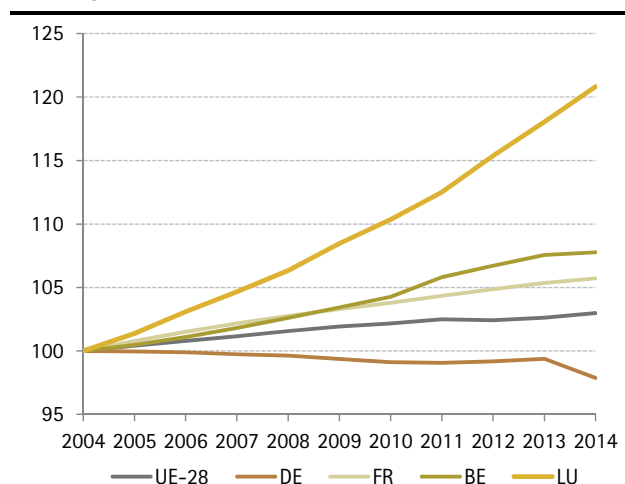
Le Luxembourg dans le contexte européen

La croissance dynamique de la population caractérisant le Luxembourg depuis le milieu des années 1980 (envol économique lié au développement de la place financière et du secteur des services en général) ne s'est jamais démenti depuis lors. A de multiples reprises, il a été dit que cette évolution est due en grande partie à un flux d'immigration continue. Lors des dix dernières années, la population a augmenté de 20.8%, passant de 454 960 personnes au 1^{er} janvier 2004 à 549 680 habitants au 1^{er} janvier 2014. La part des étrangers habitant le Luxembourg passe de 39.1% en 2004 à 45.3% au 1^{er} janvier 2014. Comment l'évolution démographique du Grand-Duché se situe-t-elle par rapport aux autres pays européens ?

La population du Luxembourg augmente de 20.8% de 2004 à 2014, contre 3.0% d'augmentation dans l'UE-28

De janvier 2004 à janvier 2014, la population du Grand-Duché de Luxembourg s'est accrue de 20.8%, alors que l'augmentation sur ces dix ans dans l'UE-28 n'était que de 3.0% en moyenne. La Belgique (+7.8%) et la France (+5.7%) dépassent la moyenne européenne, alors que l'Allemagne perd des habitants depuis le milieu des années 2000 (-2.1% en 2014 par rapport à l'année 2004).

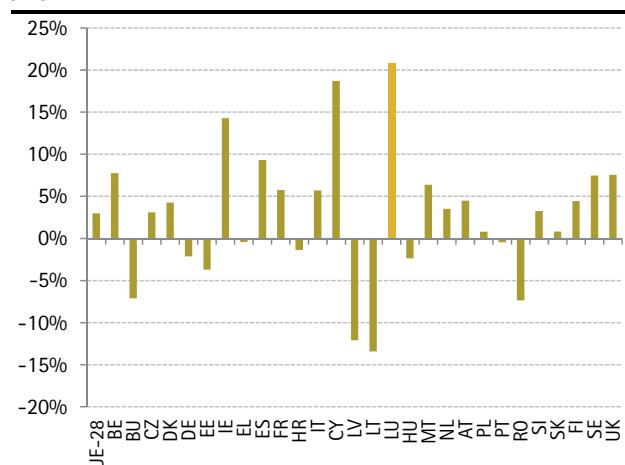
Graphique 4 : Evolution de la population du Luxembourg, dans l'UE-28 et dans les pays limitrophes de 2004 à 2014 (indices, 2004=100)



Sources : STATEC, EUROSTAT

N.B. : Chiffres au 1er janvier de l'année

Graphique 5 : Evolution de la population dans les pays de l'UE-28 de 2004 à 2014 (en%)



Sources : STATEC, EUROSTAT

N.B. : Chiffres au 1er janvier de l'année

Seuls les pays de l'Est de l'UE-28 sont placés derrière notre voisin germanique. On peut même parler de « décroissance démographique » dans les pays de l'Est. A titre d'exemple, la Lettonie et la Lituanie ont perdu respectivement 12.1% et 13.4% de leurs habitants lors des dix dernières années.

Le Luxembourg se situe en première position du peloton européen en termes de croissance démographique. Seule Chypre (+18.7%) est relativement proche du taux du Luxembourg. L'Irlande (+14.3%) complète le podium de tête. En quatrième position, on retrouve l'Espagne (+9.3%). La Belgique ne se situe pas très loin (5^{ème}), mais avec des taux inférieurs aux trois pays de tête.

Le solde migratoire facteur essentiel de la croissance démographique luxembourgeoise

Comme dit en préambule, le Luxembourg se distingue par son dynamisme démographique parmi les pays européens. Cela est largement imputable à l'immigration. Le taux de solde migratoire est le ratio entre le solde migratoire et la population. Ce taux est donc le plus parlant pour évaluer l'importance relative de l'immigration.

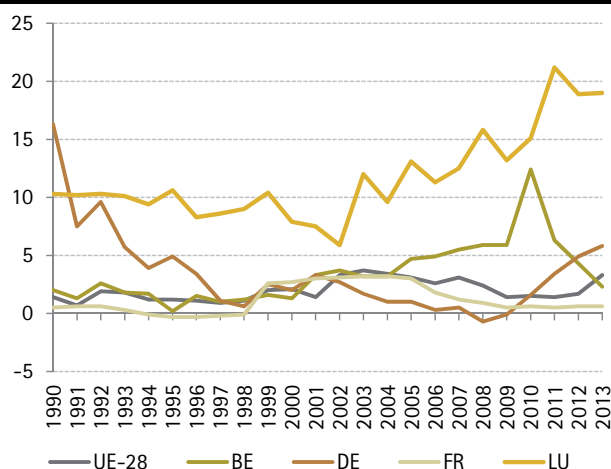
Dans les dix dernières années, le taux de solde migratoire net du Luxembourg dépasse en moyenne largement celui de l'Europe prise dans son ensemble : 15.0 pour mille par an au Luxembourg, contre 2.4 pour mille dans l'UE-28.

Le solde migratoire est le miroir de l'évolution économique du pays. Les périodes de croissance économique forte, comme la première moitié des années 1960, puis le début des années 1970 (avant la crise économique mondiale), puis la période de croissance exceptionnelle à partir du milieu des années 1980, sont caractérisées par des soldes migratoires très élevés. A l'inverse, les périodes de ralentissement économique ou de croissance économique lente (deuxième moitié des années 1960, les années 1975-1985, les années 2001-2003) sont caractérisées par un recul du taux de solde migratoire. Néanmoins, la crise observée depuis 2008 n'a pas d'impact négatif sur les soldes migratoires, au contraire.

A partir de 2004, le taux de solde migratoire du Luxembourg est tendanciellement en hausse et se maintient à un niveau élevé malgré la chute du PIB en 2009. Il passe 12.5 pour mille en 2007 à 15.8 pour mille en 2008, redescend légèrement à 13.2 pour mille en 2009, puis remonte de nouveau à 21.2 pour mille en 2011. En 2012, ce taux redescend légèrement pour atteindre les 18.9 pour mille. Ce taux ne varie pas pour l'année 2013 (19.0 pour mille). Rappelons qu'au début des années 1970, période considérée comme ayant été de forte immigration, le taux ne dépassait pas les 15 pour mille.

Dans l'Union européenne, le taux de solde migratoire – qui était déjà beaucoup plus faible qu'au Luxembourg en 2004 (3.4 pour mille dans l'UE-28, contre 9.6 pour mille au Luxembourg) – recule à 1.4 pour mille en 2009, et remonte un peu à 3.3 pour mille en 2013. En Allemagne, le taux de solde migratoire a plutôt tendance à reculer depuis le pic passager de la fin des années 1980 et du début des

Graphique 6 : Taux de solde migratoire au Luxembourg, dans l'UE-28 et dans les pays voisins, 1990/2013 (en pour mille)



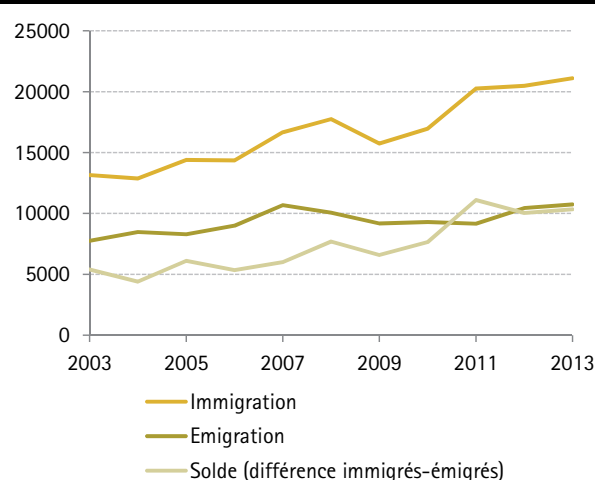
Sources : STATEC, EUROSTAT

années 1990. Le taux devient même négatif en 2008. Il est de 5.8 pour mille en 2013. En France, le niveau du taux de solde migratoire monte assez fortement au début des années 2000, puis décline à nouveau avec la crise économique récente (0.6 pour mille en 2013). En Belgique, par contre, une relative stabilité est observée depuis le milieu des années 2000 (aux alentours de 5.0 pour mille durant cette période).

L'année dernière (2013), les soldes migratoires positifs les plus importants en termes relatifs ont été constatés au Luxembourg (+19.0‰), à Malte (+7.6‰), en Suède (+6.9‰) et en Autriche (+6.6‰), tandis que Chypre (-13.9‰), la Lettonie (-7.1‰), la Lituanie (-5.7‰), l'Irlande (-5.6‰), l'Espagne (-5.5‰) et la Grèce (-4.7‰) ont enregistré les soldes migratoires négatifs les plus élevés.

Le solde migratoire résulte de la différence entre émigration (sorties) et immigration (entrées). Il est donc utile de considérer séparément ces deux phénomènes. En chiffres absolus, et en tendance, l'immigration et l'émigration sont en hausse depuis de nombreuses années au Luxembourg. Cependant les sorties évoluent moins à la hausse que les entrées, d'où une augmentation, en tendance, du solde migratoire.

Graphique 7 : Entrées (immigration) et sorties (émigration) au Luxembourg, 2003/2013 (nombre de personnes)

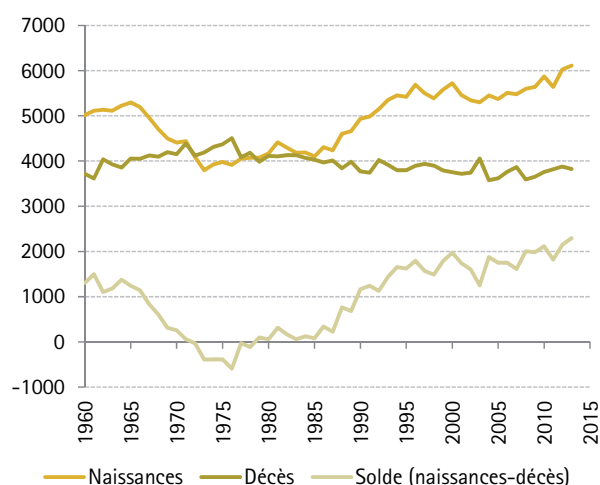


Source : STATEC

En 2008, le solde migratoire était de 7 700. En 2009, il redescendait légèrement pour atteindre les 6 583. En 2010 et surtout en 2011, ce solde a de nouveau augmenté et atteint un record de 11 004 en 2011. Un tassement est observé en 2012 (solde de 10 036, soit une diminution de 9.6% par rapport à l'année précédente). En 2013, ce solde remonte légèrement pour atteindre 10 348 (+3.1% par rapport à 2012). À noter cependant qu'au début des années 2000, le solde migratoire était beaucoup plus bas (par exemple, de l'ordre de 2 649 personnes en 2002).

Le solde naturel est largement positif au Luxembourg

En ce qui concerne l'évolution à long terme des naissances et des décès, il est d'abord à noter que la deuxième moitié des années 1960 et le début des années 1970 sont marqués par un recul des naissances et une augmentation des décès. Le solde des naissances et des décès devient négatif, d'où la peur de ce qu'on a pu appeler le « suicide démographique » du Luxembourg et qui se reflète notamment dans le rapport du démographe français Gérard Calot, remis en 1978 au gouvernement luxembourgeois. Or, ce rapport se situe déjà dans une période où les « fondamentaux » démographiques du Luxembourg avaient commencé à changer. Le nombre de naissances se stabilise, puis augmente fortement dans les années 1980 (avant de se stabiliser à ce niveau élevé).

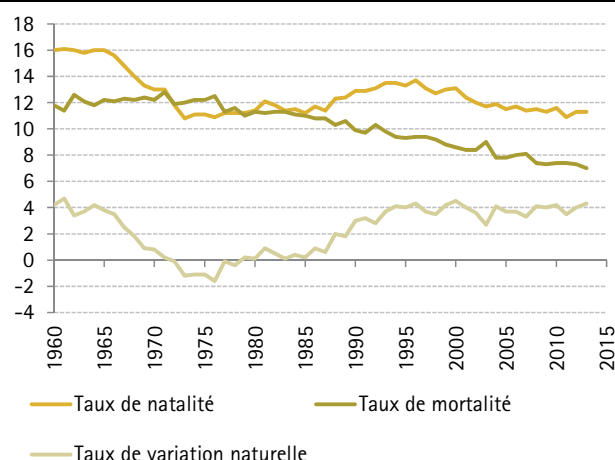
Graphique 8 : Naissances, décès et solde naturel au Luxembourg, 1960/2013, nombre en milliers

Source : STATEC

C'est également dans la deuxième moitié des années 1970 que commence à décliner le nombre de décès. Logiquement, le solde des naissances et des décès augmente fortement du milieu des années 1980 au milieu des années 1990 avant de se stabiliser à un niveau supérieur aux années 1960.

Comme pour le solde migratoire, il convient de mettre le solde des naissances et des décès en rapport avec la population pour évaluer son impact relatif. Il s'agit de ce qu'on appelle le taux de variation naturelle de la population. Après avoir décliné jusqu'au milieu des années 1970, ce taux s'orientait à la hausse, pour se stabiliser depuis le milieu des années quatre-vingt-dix ; ce qui est largement dû à une stabilisation, puis une hausse du taux de natalité (alors que le taux de mortalité tend à décroître de façon continue). D'un chiffre légèrement négatif en 1970, on arrive à un taux de variation naturelle de plus de 4 pour mille au milieu des années 1990. Depuis, le taux de variation naturelle de la population du Luxembourg se maintient grosso modo à ce niveau. Pour les années 2004/2013, le taux moyen annuel est de 3.9 pour mille.

Là encore, la comparaison avec l'UE apporte quelques données de cadrage utiles. En 2013, les taux de natalité les plus élevés ont été observés en Irlande (15.0‰), en France (12.3‰), au Royaume-Uni (12.2‰), en Suède (11.8‰) ainsi qu'au Luxembourg (11.3‰), et les plus faibles au Portugal (7.9‰), en Allemagne, en Grèce et en Italie (8.5‰ chacun) ainsi qu'en Roumanie (8.8‰).

Graphique 9 : Taux de natalité, taux de mortalité et taux de variation naturelle au Luxembourg, 1960/2013 (en pour mille)

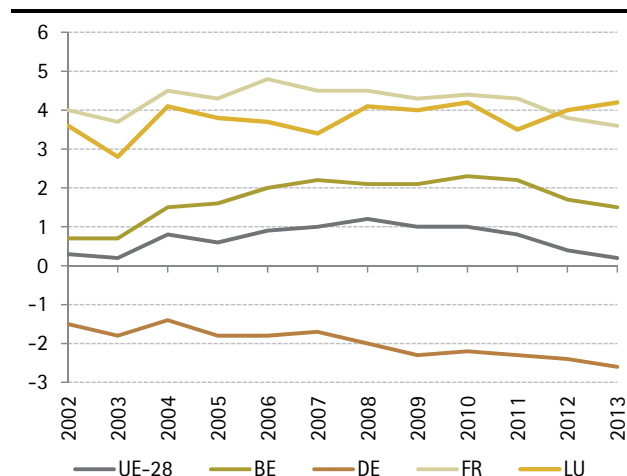
Source : STATEC

En ce qui concerne le taux brut de mortalité, ils sont les plus élevés en Bulgarie (14.4‰), en Lettonie (14.3‰), en Lituanie (14.0‰), en Hongrie (12.8‰) ainsi qu'en Roumanie (12.4‰), et les plus faibles à Chypre (6.0‰), en Irlande (6.5‰), au Luxembourg (7.0‰), à Malte (7.6‰) et en Espagne (8.3‰). En conséquence, la plus forte croissance positive naturelle de la population a été enregistrée en Irlande (+8.5‰), loin devant Chypre (+4.7‰), le Luxembourg (+4.2‰), la France (+3.6‰) et le Royaume-Uni (+3.2‰). Treize Etats membres ont enregistré une croissance naturelle négative, les plus fortes baisses ayant été observées en Bulgarie (-5.2‰), en Lettonie (-4.0‰), en Lituanie (-3.9‰), en Hongrie (-3.6‰), en Roumanie (-3.5‰) ainsi qu'en Allemagne (-2.6‰)¹.

En 1960, le taux de variation naturelle de l'UE était très supérieur à celui du Luxembourg : moins de 5 pour mille au Luxembourg, contre plus de 8 pour mille dans l'UE. Par la suite et jusqu'au milieu des années 1970, le taux chute et cela plus fortement au Luxembourg que dans l'UE-28 en moyenne. Il devient même négatif dans notre pays comme on l'a déjà vu en commentant les chiffres absolus.

¹ EUROSTAT, Communiqué de presse 108/2014, 2014.

Graphique 10 : Taux de variation naturelle au Luxembourg, dans l'UE-28 et dans les pays voisins, 2002/2013 (en pour mille)



Sources : STATEC, EUROSTAT

A partir du milieu des années 1970, les taux de variation naturelle au Luxembourg et dans l'UE-28 évoluent dans des directions opposées. Au Luxembourg on amorce une tendance ascendante, alors que dans l'UE ce taux continue à décliner et se rapproche tout simplement de l'équilibre entre décès et naissances (un taux de variation naturelle nul, respectivement très faible). Au cours de la décennie 2004/2013, le taux de variation naturelle de la population du Luxembourg atteint 3.9 pour mille, alors que le taux correspondant pour l'UE-28 n'est que de 0.8 pour mille.

Il est important d'ajouter que le taux de variation naturelle relativement élevé du Luxembourg est étroitement lié au solde migratoire. En fait, l'immigration au Luxembourg est « familiale » et constituée largement de personnes jeunes en âge de procréer (ce qui se répercute évidemment également sur le solde naturel et taux de natalité). Le fait que la population soit donc relativement jeune a également des répercussions sur le nombre de décès (et le taux de mortalité).

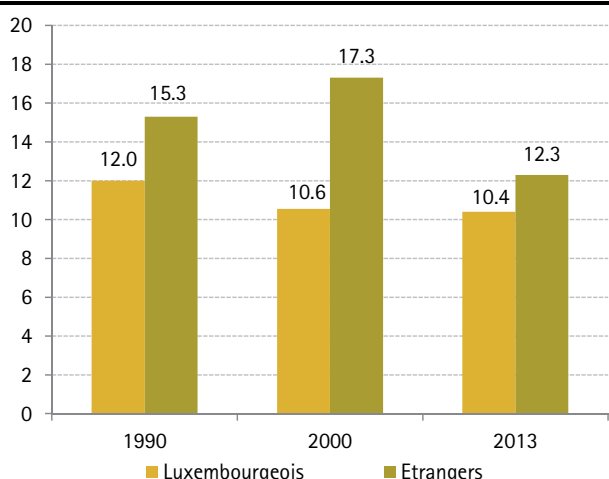
Tableau 3 : Naissances, décès et solde naturel par nationalité au Luxembourg, 1990, 2000, 2011/2013 (nombre)

		1990	2000	2011	2012	2013
Naissances	Luxembourgeois	3 284	2 917	3 000	3 167	3 115
	Etrangers	1 652	2 806	2 639	2 859	3 000
	Total	4 936	5 723	5 639	6 026	6 115
Décès	Luxembourgeois	3 373	3 202	3 096	3 134	3 056
	Etrangers	400	547	723	741	766
	Total	3 773	3 749	3 819	3 875	3 822
Solde (naissances - décès)	Luxembourgeois	-89	-285	-96	33	59
	Etrangers	1 252	2 259	1 916	2 118	2 234
	Total	1 163	1 974	1 820	2 151	2 293

Source : STATEC

En fait, au cours des vingt dernières années, le solde naturel des Luxembourgeois est négatif, à l'exception des deux dernières années où il est très légèrement positif (à cause de la nouvelle loi sur le double droit du sol), tandis que l'excédent naturel total positif est dû aux étrangers. A titre d'exemple, en 2011, le solde naturel (naissances - décès) des Luxembourgeois était négatif (-96), alors que celui des étrangers était positif (+1 916). D'où un solde naturel total de +1 820 en 2011. L'excédent naturel des étrangers est d'ailleurs largement dû à un nombre de décès assez faible ; il s'agit d'une population relativement jeune, rappelons-le. En 2013, on comptait près de 3 056 décès de Luxembourgeois et seulement 766 décès d'étrangers. En 2013, le solde naturel des Luxembourgeois était légèrement positif (+59), alors que celui des étrangers était largement positif (+2 234). D'où un excédent naturel total de +2 293.

Un autre indicateur est révélateur de l'impact de l'immigration sur la natalité, c'est le taux de natalité, c'est-à-dire le nombre de naissances rapporté à la population. Le taux de natalité en 2013 est de 12.3 pour mille pour les personnes étrangères, contre 10.4 pour mille pour les Luxembourgeois. A côté du fait que le taux de natalité des étrangers est plus élevé que celui des Luxembourgeois, il convient également de noter que le taux de natalité est en diminution pour les Luxembourgeois (de 12.0 pour mille en 1990 à 10.4 pour mille en 2013), comme pour les étrangers (de 15.3 pour mille à 12.3 pour mille). L'augmentation du taux de natalité des étrangers de 1990 à 2000 (de 15.3 à 17.3 pour mille) n'a été que passagère.

Graphique 11 : Taux de natalité par nationalité au Luxembourg, 1990, 2000 et 2013 (en pour mille)

Source : STATEC

Les ¾ de l'augmentation de la population depuis une dizaine d'années sont imputables à l'excédent migratoire

En résumé, au cours de la dernière décade, le solde migratoire contribue pour les trois quarts à l'augmentation de la population (78.7%). L'augmentation totale de la population est de 94 720

personnes entre 2004 et 2014. En effet, la population du Grand-Duché passe de 454 960 personnes au 01.01.2004 à 549 680 au 01.01.2014. L'excédent migratoire sur l'ensemble de cette période est de 75 285 personnes, alors que l'excédent naturel est de seulement 19 343.

L'indicateur conjoncturel de fécondité du Luxembourg en dessous de la moyenne européenne

L'indicateur conjoncturel de fécondité (ICF) mesure le nombre d'enfants qu'aurait une femme tout au long de sa vie, si les taux de fécondité observés l'année considérée à chaque âge demeuraient inchangés.

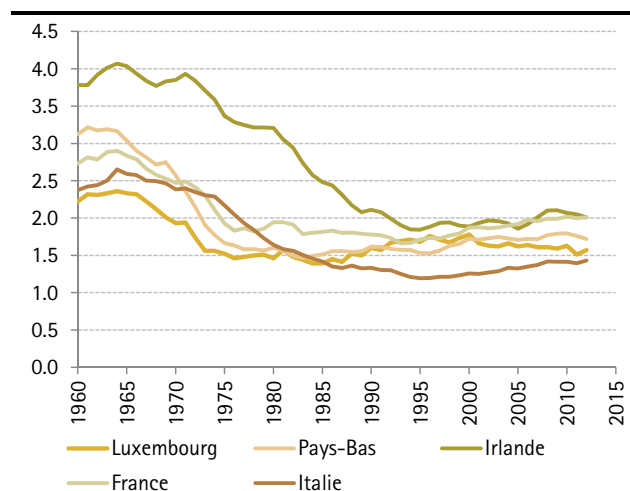
Comme le note l'INSEE (France): « Les taux utilisés dans le calcul de l'indicateur conjoncturel de fécondité sont ceux observés au cours d'une année donnée dans l'ensemble de la population féminine (composée de plusieurs générations) et ne représentent donc pas les taux d'une génération réelle de femmes. Il est probable qu'aucune génération réelle n'aura à chaque âge les taux observés. L'indicateur conjoncturel de fécondité sert donc uniquement à caractériser d'une façon synthétique la situation démographique au cours d'une année donnée, sans qu'on puisse en tirer des conclusions certaines sur l'avenir de la population ».

Tableau 4 : Mouvement naturel et migratoire de la population, 2000/2013 (nombre)

Année	Naissances	Décès	Excédent naturel	Excédent migratoire	Excédent total	Population au 31.12	Part de l'excédent migratoire dans l'augmentation de la population
2000	5 723	3 754	1 969	3 431	5 400	439 000	63.5
2001	5 459	3 719	1 740	3 310	5 050	444 050	65.5
2002	5 345	3 744	1 601	2 649	4 250	448 300	62.3
2003	5 303	4 053	1 250	5 412	6 662	454 960	80.8
2004	5 452	3 578	1 874	4 392	6 266	461 230	70.8
2005	5 371	3 621	1 750	6 110	7 860	469 086	77.3
2006	5 514	3 766	1 748	5 351	7 099	476 187	75.4
2007	5 477	3 866	1 611	6 001	7 612	483 799	79.0
2008	5 596	3 595	2 001	7 700	9 701	493 500	79.4
2009	5 639	3 657	1 982	6 583	8 565	502 066	76.9
2010	5 874	3 760	2 114	7 660	9 774	511 840	78.4
2011	5 639	3 819	1 820	11 104	12 924	524 853	85.9
2012	6 026	3 876	2 150	10 036	12 186	537 039	82.4
2013	6 115	3 822	2 293	10 348	12 641	549 680	81.9

Source : STATEC

Graphique 12 : Indicateur conjonctuel de fécondité dans quelques pays européens, 1960/2012



Source : STATEC

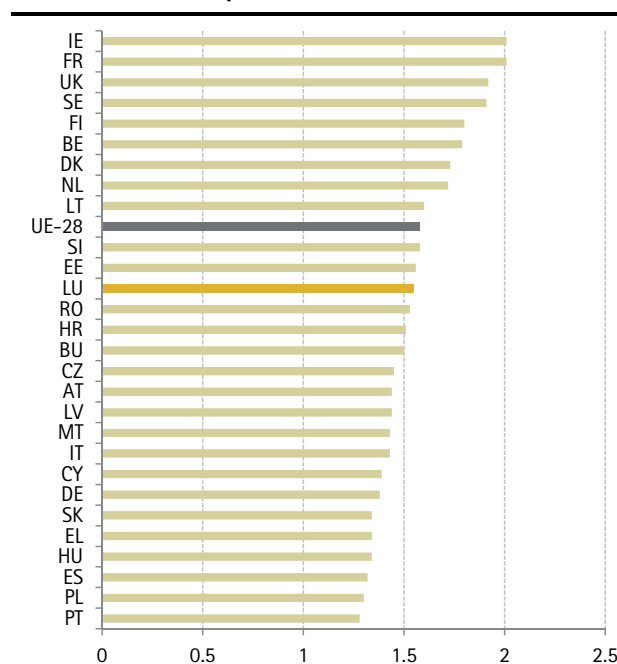
Au Luxembourg, l'indicateur conjonctuel de fécondité recule fortement dans les années 1960 et cela jusqu'au milieu des années 1970. Il ne s'agit pas d'une exception en Europe, la plupart des pays européens connaissant une évolution similaire, avec toutefois des nuances. En Irlande, par exemple, l'indicateur se maintient un peu plus longtemps à son niveau très élevé avant de décliner.

A noter encore que dans les années 1960, l'indicateur conjonctuel de fécondité du Luxembourg (2.22 en 1960) était parmi les plus faibles d'Europe. Le déclin rapide de l'indicateur au Luxembourg s'arrête au milieu des années 1970. Il se stabilise par la suite et est orienté à la hausse à partir du milieu des années 1980 jusqu'en 2000. Il passe de 1.41 en 1987 à 1.78 en 2000. Depuis l'an 2000, l'indicateur se stabilisait avant de connaître une diminution en 2011 (1.51). En 2013, l'indicateur conjonctuel de fécondité du Luxembourg remonte légèrement pour atteindre 1.55 enfant par femme.

Avec cette valeur, le Luxembourg se situe désormais au milieu du peloton européen, mais est précédé par la plupart des pays nordiques (Suède, Danemark, Finlande) mais également par l'Irlande, la Belgique, la France et les Pays-Bas.

En ce qui concerne l'évolution future de la fécondité, les experts d'EUROSTAT estiment qu'une convergence pour l'ensemble des pays membres sera atteinte en 2150.

Graphique 13 : Indicateur conjonctuel de fécondité en Europe, 2012



Sources : STATEC, EUROSTAT

Le niveau retenu est celui des Etats ayant atteint en premier la seconde transition démographique (ce concept de seconde transition a été popularisé par Ron J. Lesthaeghe et Dirk van de Kaa). Cette seconde transition est caractérisée par un ajournement de la fécondité, ce qui est d'ailleurs une des explications du faible niveau actuel de l'indicateur conjonctuel de fécondité. Cet ajournement est généralement mesuré par une augmentation de l'âge moyen à la maternité. Dans un premier temps, l'âge moyen augmente, car les taux de fécondité aux jeunes âges déclinent. La deuxième étape est caractérisée par une « récupération » de la fécondité aux âges plus avancés, ce qui a pour conséquence d'augmenter encore l'âge moyen à la naissance. Finalement, le déclin de la fécondité aux jeunes âges et l'augmentation aux âges plus élevés se stabilisent, ce qui entraîne, un ralentissement de l'augmentation de l'âge moyen à la naissance et puis sa stabilisation.

Les pays membres qui sont actuellement dans la fin de cette transition sont la Belgique (ICF de 1.79 en 2012), la Finlande (1.80 en 2012), la Suède (1.91 en 2012), le Royaume Uni (1.92 en 2012) ainsi que le France et l'Irlande qui ont déjà un ICF supérieur à 2.0 enfants par femme (2.01). Les experts d'EUROSTAT ont retenu un niveau de convergence théorique de l'ICF à 1.93 enfant par femme pour l'année 2150.

Une structure de la population qui reste relativement « jeune » au Luxembourg

L'évolution de la structure par âge de la population luxembourgeoise est marquée évidemment par celle de la fécondité et de l'espérance de vie. S'y ajoute pour le Grand-Duché, plus que pour les autres pays européens, l'influence de l'immigration qui est jeune (et familiale), c'est-à-dire en âge de travailler et de procréer.

En comparant l'évolution de la structure par âge de la population du Luxembourg avec celle de l'Europe et des pays voisins, on constate d'abord que la part de la classe d'âge des jeunes (0-19 ans) diminue légèrement au Grand-Duché depuis une dizaine d'années (24.4% en 2004 et 22.7% en 2014), tout comme dans l'UE-28 et dans les pays voisins. Dans l'UE-28 elle passe de 22.6% en 2004 à 21.0% en 2013, en Allemagne de 20.5% à 18.1%, en Belgique de 23.2% à 22.7% et en France de 25.1% à 24.6%.

Tableau 5 : Structure par classes d'âge de la population au Luxembourg, en Europe et dans les pays voisins au 1^{er} janvier 2004/-2014 (en %)

Union européenne (28 pays)					
	Total	0-19	20-44	45-64	65 +
2004	100.0	22.6	36.0	24.9	16.4
2013	100.0	21.0	33.6	27.2	18.2
Zone euro (17 pays)					
	Total	0-19	20-44	45-64	65 +
2004	100.0	21.8	36.3	24.8	17.1
2013	100.0	20.6	32.9	27.6	19.0
Belgique					
	Total	0-19	20-44	45-64	65 +
2004	100.0	23.2	34.9	24.8	17.1
2013	100.0	22.7	32.8	26.9	17.6
Allemagne					
	Total	0-19	20-44	45-64	65 +
2004	100.0	20.5	35.6	26.0	18.0
2013	100.0	18.1	31.4	29.8	20.7
France					
	Total	0-19	20-44	45-64	65 +
2004	100.0	25.1	34.2	24.3	16.4
2013	100.0	24.6	31.6	26.2	17.6
Luxembourg					
	Total	0-19	20-44	45-64	65 +
2004	100.0	24.4	37.7	23.9	14.0
2013	100.0	23.0	36.5	26.6	14.0
2014	100.0	22.7	36.4	26.8	14.1

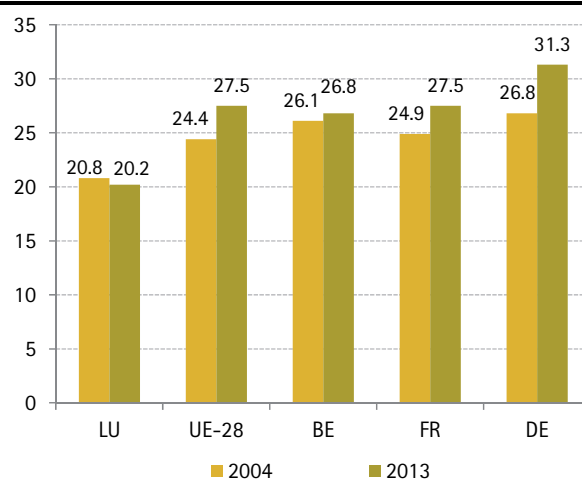
Sources : STATEC, EUROSTAT

A l'autre bout de l'échelle des âges, on constate que la part des personnes de la classe d'âge des 65 ans et plus au Luxembourg reste également stable (aux alentours de 14.0% durant les dix dernières années), alors que dans l'UE-28 et dans les pays voisins cette part a tendance à augmenter (de 16.4% dans l'UE-28 en 2004 à 18.2% en 2013). Au Luxembourg, la part des 65 ans et plus est donc inférieure à celle de l'UE en moyenne et à celle des pays voisins.

En résumé, on relève des proportions relativement élevées de jeunes (0-19 ans) et relativement faibles de personnes âgées (65 ans et plus) au Luxembourg. Dans les classes d'âge intermédiaires, par contre, l'évolution au Luxembourg est assez similaire aux pays voisins (une diminution de la part des 20-44 ans et une augmentation de la part des 45-64 ans).

La question du vieillissement peut également être appréhendée à travers le « taux de dépendance », en d'autres termes le ratio entre les 65 ans et plus (généralement en retraite et « inactifs ») et la part de la population en âge de travailler. Dans ce qui suit, on définira cette partie de la population par la classe d'âge des 15-64 ans.

Graphique 14 : Taux de dépendance au Luxembourg, en Europe et dans les pays voisins, 2004 et 2013 (en%)



Sources : STATEC, EUROSTAT

En 2013, le taux de dépendance était de 20.2% au Luxembourg et se situe plus ou moins au même niveau qu'en 2004. Dans l'UE-28 en moyenne, le taux de dépendance est de 27.5% en 2013 et il a fortement augmenté durant les dix dernières années. En effet, il se situait à 24.4% pour l'année 2004. Parmi les pays voisins, c'est en Allemagne que le processus de vieillissement a connu le plus fort développement. En 2013, le taux de dépendance y atteint 31.3%, contre 26.8% en 2004.

C'est la population immigrée qui « rajeunit » la population du Grand-Duché

Le fait que la population du Grand-Duché soit moins marquée par le vieillissement que la plupart des autres pays européens résulte en grande partie de l'immigration qui, comme on l'a dit, est composée en grande partie d'une population jeune en âge de travailler et de procréer. La comparaison de la structure de la population de nationalité luxembourgeoise à celle de la population de nationalité étrangère montre, pour les groupes d'âge jeunes, des proportions plus élevées chez les étrangers. Au 1^{er} janvier 2014, 23.2% de la population de nationalité étrangère ont entre 0 et 19 ans. Pour les habitants de nationalité luxembourgeoise, la proportion des 0-19 ans n'atteint que 22.4%.

Mais c'est dans deux autres classes d'âge que l'écart est beaucoup plus significatif, à savoir chez les 20-44 ans et chez les 65 ans et plus. 43.4% des habitants de nationalité étrangère ont entre 20 et 44 ans, contre seulement 30.6% des Luxembourgeois. Il s'agit somme toute d'une situation logique étant donné que l'immigration au Luxembourg est majoritairement une immigration de travail.

Chez les Luxembourgeois, la part des personnes âgées (65 ans et plus) atteint 19.5% alors que pour les étrangers cette proportion n'est que de 7.5%.

Tableau 6: Structure par âge de la population du Luxembourg selon la nationalité, 2014 (%)

	0-19	20-44	45-64	65+
Total	22.7	36.4	26.8	14.1
Nationalité luxembourgeoise	22.4	30.6	27.5	19.5
Nationalité étrangère	23.2	43.4	25.9	7.5

Source : STATEC

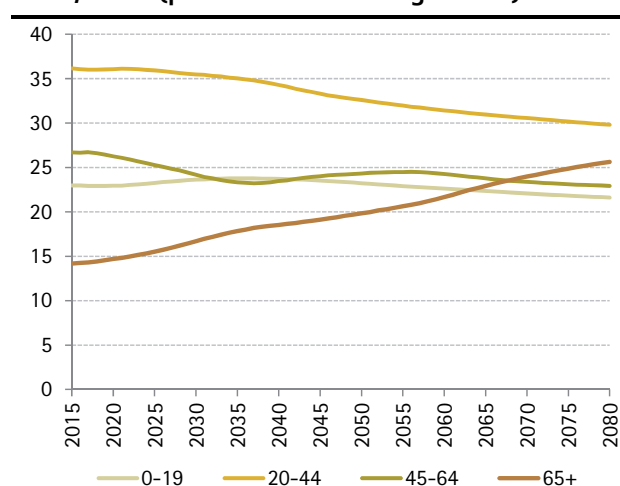
... mais un vieillissement inéluctable

Il ne faudrait pas conclure de la structure par âge relativement « jeune » de sa population que le Luxembourg sera confronté moins aux problèmes de financement des pensions que les autres pays. D'abord, le vieillissement est inéluctable quelles que soient les hypothèses qu'on choisit pour les projections de population. Par ailleurs, il faudra également payer les pensions des frontaliers prenant leur retraite.

Les résultats des projections de la population pour le Luxembourg sont largement dépendants des hypothèses concernant le solde migratoire qui n'a pas seulement un impact sur le nombre total des habitants, mais également sur la structure par âge (étant donné que, rappelons-le, l'immigration est constituée en grande partie de personnes jeunes en âge de travailler et de procréer).

Retenons le scénario « central » des projections de la population d'EUROSTAT¹. Dans ce scénario, le solde migratoire augmenterait dans un premier temps de +10 623 à +11 737 entre 2014 et 2022. Dans un second temps, il diminuerait continuellement pour atteindre un solde de +3 782 en 2080. Dans cette hypothèse, la part des 65 ans et plus passerait de 14% aujourd'hui à plus de 25% en 2080.

Graphique 15 : Projections démographiques: évolution de la part des 65 ans et plus dans la comparaison avec les autres classes d'âge, 2015/2080 (parts des classes d'âge en %)



Source : EUROSTAT

¹ EUROPOP2013.

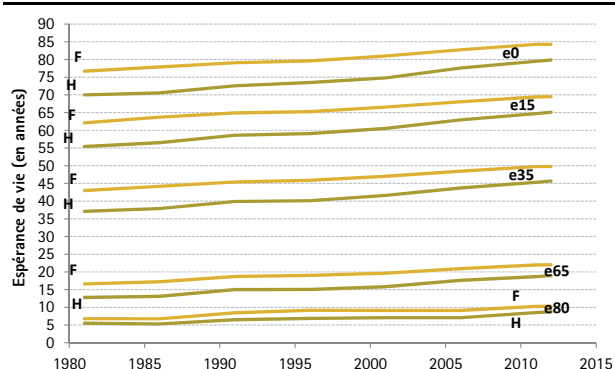
La part de toutes les autres classes d'âge diminuerait : pour les 0-19 ans de 22.7% en 2014 à 21.6% en 2080, pour les 20-44 ans de 36.4% à 29.8%, pour les 45-64 ans de 26.8% à 22.9%. L'évolution de nombre absolu des 65 ans et plus selon ces projections est encore plus parlante : le nombre de 65 ans et plus passerait de quelque 77 000 en 2014 (sur une population totale d'environ 550 000) à environ 330 000 en 2080 (sur une population totale de 1 300 000 habitants).

84.3 ans d'espérance de vie pour les femmes et 79.9 ans pour les hommes

L'espérance de vie n'a globalement pas cessé d'augmenter pour les deux sexes au Luxembourg depuis la fin de la seconde guerre mondiale. A la naissance, les femmes ont ainsi gagné 7.6 ans d'espérance de vie et les hommes 9.9 ans entre le début des années quatre-vingt et aujourd'hui (graphique 16). D'après la dernière table de mortalité¹, calculée pour la période 2011 à 2013 et centrée sur l'année 2012, l'espérance de vie à la naissance est de 84.3 ans pour les femmes et de 79.9 ans pour les hommes.

Ces gains sont perceptibles à tous les âges. L'espérance de vie des femmes a ainsi progressé, depuis 1980, de 7.4 ans à l'âge de 15 ans, de 6.8 ans à l'âge de 35 ans, de 5.4 ans à 65 ans et encore de 6.5 ans à 80 ans. Celle des hommes a respectivement augmenté de 9.7 ans, 8.6 ans, 6.1 ans et 3.2 ans aux mêmes âges.

Graphique 16 : Evolution de l'espérance de vie à la naissance entre 1980/1982 et 2011/2013



Source : STATEC

N.B. : e0 correspond à l'espérance de vie à la naissance, e15 à l'espérance de vie à 15 ans et ainsi de suite.

¹ Une table de mortalité annuelle suit le cheminement d'une génération fictive de 100 000 nouveau-nés à qui l'on fait subir aux divers âges les conditions de mortalité observées sur les diverses générations réelles, durant l'année étudiée. Pour éviter les aléas des tables annuelles et pour disposer d'une table détaillée par âge aussi précise que possible, on calcule également une table de mortalité couvrant une période de trois années (source : INSEE).

Tableau 7 : Evolution de l'espérance de vie à la naissance entre 1980/1982 et 2011/2013 (en années)

Période d'observation	Espérance de vie à la naissance			Augmentation de l'espérance de vie entre les périodes d'observation	
	Hommes	Femmes	Ecart	Hommes	Femmes
1980-1982	70.0	76.7	6.7		
1985-1987	70.6	77.9	7.3	0.6	1.2
1990-1992	72.6	79.1	6.5	2	1.2
1995-1997	73.5	79.6	6.1	0.9	0.5
2000-2002	74.8	81.0	6.2	1.3	1.4
2005-2007	77.6	82.7	5.1	2.8	1.7
2011-2013	79.9	84.3	4.4	2.3	1.6

Source : STATEC

Sur la période étudiée, les gains des hommes ont été, à quelques exceptions près, supérieurs à ceux des femmes et l'écart d'espérance de vie entre les sexes est nettement inférieur de nos jours à ce qu'il était précédemment. De 6.7 ans en 1980/1982, l'écart, à la naissance, entre hommes et femmes est passé à 4.4 ans en 2011/2013 (tableau 7). L'écart entre l'espérance de vie des femmes et des hommes, qui avait tendance à rester relativement stable durant les années quatre-vingt-dix, a diminué depuis lors. On peut penser qu'à l'avenir, l'espérance de vie masculine et féminine continueront à se rapprocher, comme le prévoient d'ailleurs les projections de population.

Ces gains d'espérance de vie proviennent de multiples facteurs, comme par exemple des avancées médicales, d'une meilleure hygiène de vie, ou bien encore des améliorations des conditions de travail. Le mode de vie actuel des femmes se rapprochant de plus en plus de celui des hommes (activité professionnelle, consommation de tabac, alcool, ...), l'écart observé entre l'espérance de vie des femmes et des hommes tend à diminuer. Cette augmentation de l'espérance de vie et la diminution de l'écart entre les deux sexes devraient se poursuivre dans le futur. Les dernières projections de population réalisées par Eurostat² tablent sur une espérance de vie à la naissance d'environ 87 ans pour les femmes et d'un peu plus de 85 ans pour les hommes en 2060.

² EUROPOP2013.

Contribution à l'augmentation de l'espérance de vie selon les classes d'âge

Le gain d'espérance à la naissance ne se distribue pas de manière uniforme entre les différents groupes d'âge. Depuis vingt ans, l'espérance de vie à la naissance des hommes a augmenté de 7.3 ans. Cette augmentation est surtout due aux groupes d'âge les plus avancés. En effet, près de 67% de ce gain est réalisé après l'âge de 60 ans (2.86 années entre 60 et 79 ans et 2.02 années après 80 ans). Les âges compris entre 0 à 59 ans ne « représentent » donc que 33% de ce gain : 1.38 année pour les âges compris entre 40 et 59 ans, 0.63 années entre 20 et 39 ans, 0.24 année entre 1 et 19 ans et 0.15 année pour la première année de vie. Les contributions des différentes classes d'âge à l'augmentation de l'espérance de vie se sont modifiées au cours du temps. Sur la période 1990-1995, c'est le groupe d'âge des 0-1 an qui contribue le plus à l'augmentation de l'espérance de vie (0.34 année). La contribution des 60 ans et plus à l'augmentation de l'espérance de vie n'est que de 0.12 années, mais la classe d'âge des 60-79 ans ne contribue pas à la croissance de l'espérance de vie et la font même diminuer de l'ordre de -0.03 année.

La contribution des différents âges à l'augmentation de l'espérance de vie à la naissance des femmes entre la période 1990/1992 - 2011/2013 est assez similaire à celle des hommes mais à des niveaux légèrement différents.

Tableau 8 : Contribution des différents groupes d'âge à l'augmentation de l'espérance de vie à la naissance (en années)

Sexe	Age	Entre 1990 et 1995	Entre 1995 et 2000	Entre 2000 et 2005	Entre 2005 et 2011	Entre 1990 et 2011
Hommes	0	0.34	-0.12	0.24	0.04	0.15
	1-19	0.25	-0.03	0.23	0.05	0.24
	20-39	0.15	0.00	0.33	0.34	0.63
	40-59	0.06	0.58	0.37	0.46	1.38
	60-79	-0.03	0.76	1.07	1.06	2.86
	80+	0.15	0.11	0.55	0.32	2.02
	Total	0.90	1.30	2.80	2.28	7.30
Femmes	0	0.20	0.07	0.22	0.04	0.32
	1-19	0.00	0.10	0.00	0.09	0.18
	20-39	0.08	0.14	0.08	0.14	0.35
	40-59	0.04	0.32	0.16	0.24	0.70
	60-79	-0.18	0.83	0.85	0.61	2.30
	80+	0.36	-0.05	0.40	0.45	1.35
	Total	0.50	1.40	1.70	1.57	5.20

Source : STATEC

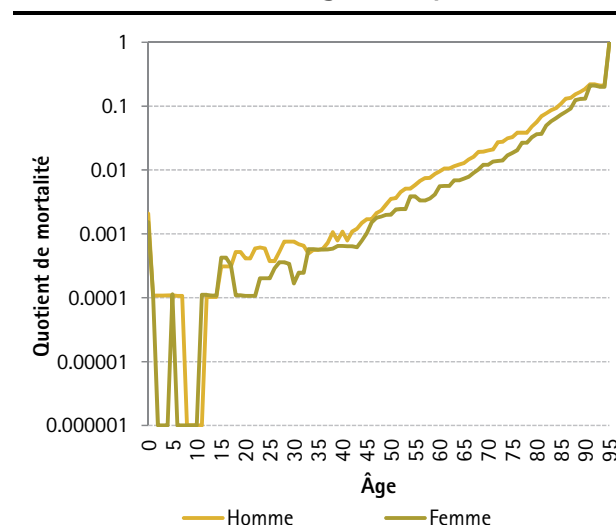
Si l'espérance de vie des femmes a augmenté de 5.2 ans, cela est dû essentiellement aux âges les plus avancés. En effet, les groupes à partir de 60 ans représentent 70.2% de ce gain, soit 3.65 années. Le gain des très jeunes âges (0-1 an) est aussi plus élevé pour les femmes (0.32 année) que pour les hommes (0.15 année). Comme pour les hommes, les groupes d'âge compris entre 1 et 39 ans contribuent peu à l'augmentation de l'espérance de vie.

Probabilité de décéder

L'espérance de vie ne suffit pas à donner une vue exhaustive sur l'évolution de la mortalité. L'étude des quotients de mortalité est importante dans ce contexte. Ces quotients représentent la probabilité de décéder entre deux âges. Comme le montre le graphique 17, la mortalité n'évolue pas de façon linéaire.

Bien que la probabilité de décéder soit plus importante lors de la première année de vie que durant le reste de l'enfance, le risque de décéder à de jeunes âges est aujourd'hui très faible et les décès avant l'âge d'un an sont souvent concentrés juste après la naissance. Par la suite, le risque annuel est minimal pour les enfants. Le risque augmente, ensuite, d'abord fortement à l'adolescence puis plus légèrement par la suite à la fin de la période de l'adolescence. A partir de quarante ans, la courbe croît de façon linéaire jusqu'au-delà de quatre-vingt-dix ans. Ces observations ne diffèrent guère des tables de mortalité précédentes.

Graphique 17 : Quotient de mortalité selon l'âge en 2011/2013 (échelle logarithmique)



Source : STATEC

A de rares exceptions près, les hommes ont un risque de décéder plus élevé que les femmes quelque soit l'âge. La surmortalité des hommes est maximale en fin de vie : le risque est alors généralement 1.5 fois plus élevé pour les hommes que pour les femmes du même âge.

Le tableau 9 présente les quotients de mortalité par sexe à certains âges pour les années 1980/1982 à 2011/2013 ainsi que leur baisse relative au cours de cette période de trente ans. C'est surtout aux jeunes âges que la mortalité a le plus baissé : le risque de décès durant la première année de vie est ainsi passé, par exemple, de 13.9‰ à 4.0‰ pour les hommes et de 11.2‰ à 2.9‰ pour les femmes, soit une baisse de respectivement 70.9% et 73.8%. Aux autres âges, les gains ne sont toutefois pas négligeables, avec par exemple, une réduction des risques de décéder de 56.4% pour les hommes et de 43.1% pour les femmes entre 70 et 71 ans.

Un garçon qui naîtrait aujourd'hui et connaîtrait les conditions de mortalité des années 2011/2013 pendant toute sa vie aurait 58.7% de chance de fêter son 80^{ème} anniversaire contre 26.7% trente ans auparavant. Pour une fille, ces probabilités atteindraient respectivement 73.2% et 49.3%. Parmi les personnes atteignant leur 65^{ème} anniversaire, 67.5% des hommes et 79.3% des femmes vivraient jusqu'à 80 ans selon la dernière table de mortalité, contre respectivement 38.2% et 59.2% selon celle de 1980/1982.

Tableau 9 : Evolution des quotients de mortalité à certains âges selon le sexe entre 1980/1982 et 2011/2013

Probabilité de décéder entre	Quotient (‰)				Evolution (%) entre 1980- 1982 et 2011- 2013
	1980- 1982	1990- 1992	2000- 2002	2011- 2013	
Hommes					
0 et 1 ans	13.9	8.7	5.9	4.0	-70.9
50 et 51 ans	6.9	6.0	4.7	3.6	-47.3
70 et 71 ans	46.3	37.6	30.6	20.2	-56.4
90 et 91 ans	227.0	203.5	200.6	185.2	-18.4
Femmes					
0 et 1 ans	11.2	8.1	4.7	2.9	-73.8
50 et 51 ans	4.0	2.9	2.5	2.0	-49.2
70 et 71 ans	23.7	19.6	16.8	13.5	-43.1
90 et 91 ans	203.5	174.4	141.4	130.3	-36.0

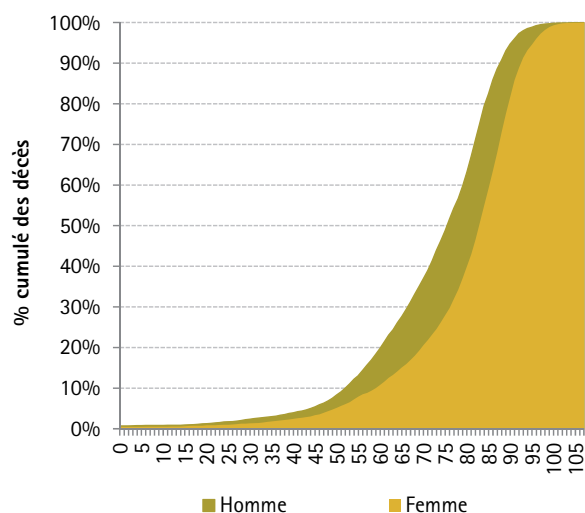
Source : STATEC

Nombre de décès

Durant les trois dernières années, le nombre de décès par années est relativement stable (aux environs de 3 800 décès par an¹), bien que la population ait augmentée de 37 840 personnes entre le 1^{er} janvier 2011 et le 1^{er} janvier 2014.

Un quart des décès, sur la période 2011/2013, arrive lors des 64 premières années de vie pour les hommes et les 74 premières années de vie pour les femmes. La moitié des décès a lieu avant 76 ans chez les hommes et avant 83 ans chez les femmes. Si l'âge de 83 ans correspond à la moitié des décès cumulés pour les femmes, ce même âge correspond au ¾ des décès cumulés pour les hommes. Sur les années 2011 à 2013, le dernier décès dans la population masculine est survenu à l'âge de 110 ans et à l'âge de 107 ans dans la population féminine.

Graphique 18 : Pourcentage cumulé des décès (2011/2013) selon l'âge



Source : STATEC

¹ 3 819 décès en 2011, 3 876 en 2012 et 3 822 en 2013.

Les maladies de l'appareil circulatoire représentent la première cause de mortalité à partir de 65 ans

Les données issues de la Direction de la Santé¹ concernant les décès de « fait² » et non de « droit³ » (comme les données du STATEC) permettent d'étudier les principales causes de décès.

La grosse majorité des décès, aux âges avancés, est due à des causes naturelles. Les maladies de l'appareil circulatoire représentent la première cause de mortalité à partir de 65 ans (37.0% des décès entre 2010 et 2012). On retrouve ensuite les tumeurs (26.4%) et en troisième position les maladies de l'appareil respiratoire (8.8%). L'ensemble des autres causes ne représentent que 27.8%.

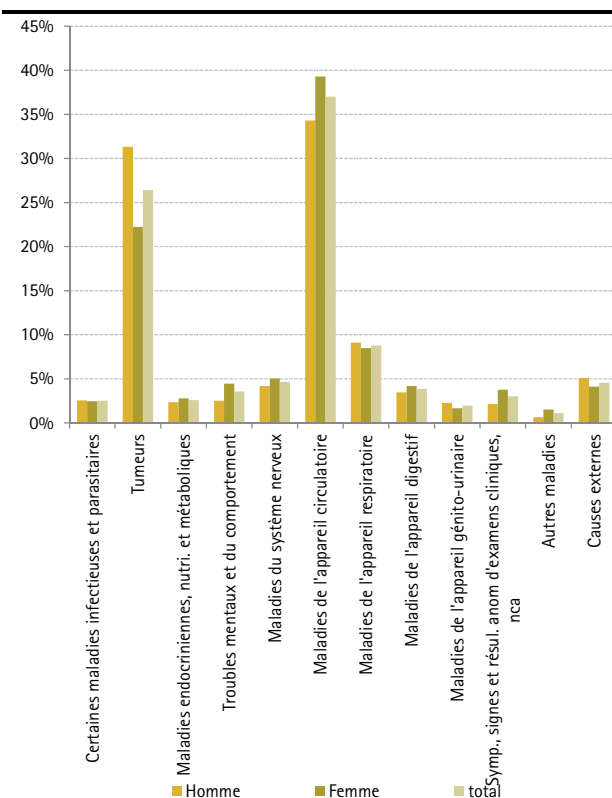
Les maladies de l'appareil circulatoire sont un peu plus fréquentes chez les femmes que chez les hommes (respectivement 39.3% et 34.3%). Par contre, pour les tumeurs, l'inverse est le cas (31.3% des hommes et 22.2% des femmes). En ce qui concerne les maladies de l'appareil respiratoire, il n'y a guère de différence entre les hommes et les femmes (9.1%, respectivement 8.5%). On constate par ailleurs que certaines causes de décès sont un peu plus présentes parmi les femmes que chez les hommes (troubles mentaux et du comportement ; symptômes, signes et résultats anormaux d'examen cliniques et de laboratoires) tandis que c'est l'inverse pour les maladies du système nerveux et les maladies de l'appareil génito-urinaire.

Pour les personnes âgées de 65 ans et plus, la part de la mortalité accidentelle est donc négligeable. Sur l'ensemble des causes de décès, elle ne représente que 4.1% chez les femmes et 5.1% chez les hommes pour la période 2010-2012.

Inégalités importantes en termes de mortalité au sein de l'Union européenne

Malgré la forte réduction de la mortalité depuis le XIX^{ème} siècle en Europe, des inégalités importantes subsistent. En effet, la situation de la mortalité au sein de l'Union européenne et de chaque Etat membre est rarement homogène, les régions d'un même pays

Graphique 19 : Distribution des décès selon la cause et le sexe, 2010/2012



Source : Direction de la Santé

pouvant présenter des valeurs extrêmes, tandis que des régions de pays différents peuvent afficher des taux de mortalité très proches⁴. Des différences importantes de mortalité sont donc observées en Europe. Actuellement, les espérances de vie à la naissance des hommes et des femmes résidant au Luxembourg sont parmi les plus élevées en Europe.

En termes de probabilité de décéder (quotient de mortalité), on constate que la mortalité à chaque âge est plus faible à pratiquement tous les âges au Luxembourg qu'en moyenne dans l'UE-28 (graphique 20) et ce aussi bien pour les femmes que pour les hommes. Cette sous-mortalité est un peu plus élevée dans les jeunes âges (moins de 15 ans) que dans les âges plus avancés. La probabilité moins importante de décéder au Luxembourg par rapport à la moyenne européenne a pour conséquence que l'espérance de vie à la naissance au Grand-Duché est plus élevée que celle de la très grande majorité des pays de l'UE-28.

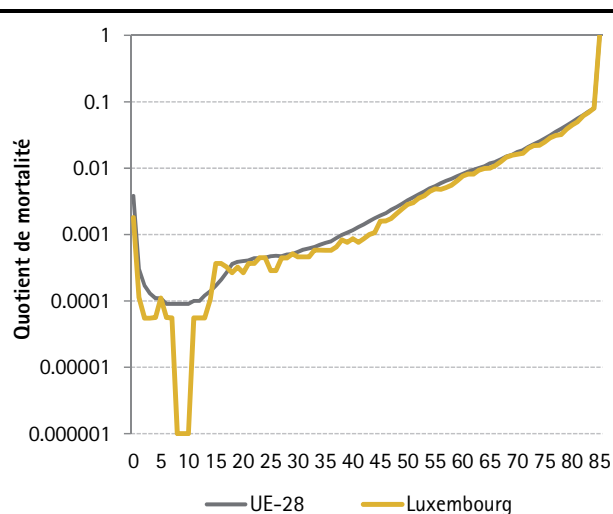
¹ DIRECTION DE LA SANTE, Statistiques des causes de décès pour l'année 2012, 2011 et 2010.

² Décès au Luxembourg des personnes résidentes et des décès de personnes non résidentes au Luxembourg

³ Décès au Luxembourg des résidents + décès à l'étranger des résidents

⁴ EUROSTAT, La mortalité dans l'UE 1997-1999, 2004.

Graphique 20 : Quotient de mortalité au Luxembourg et en Europe (UE-28) (échelle logarithmique)

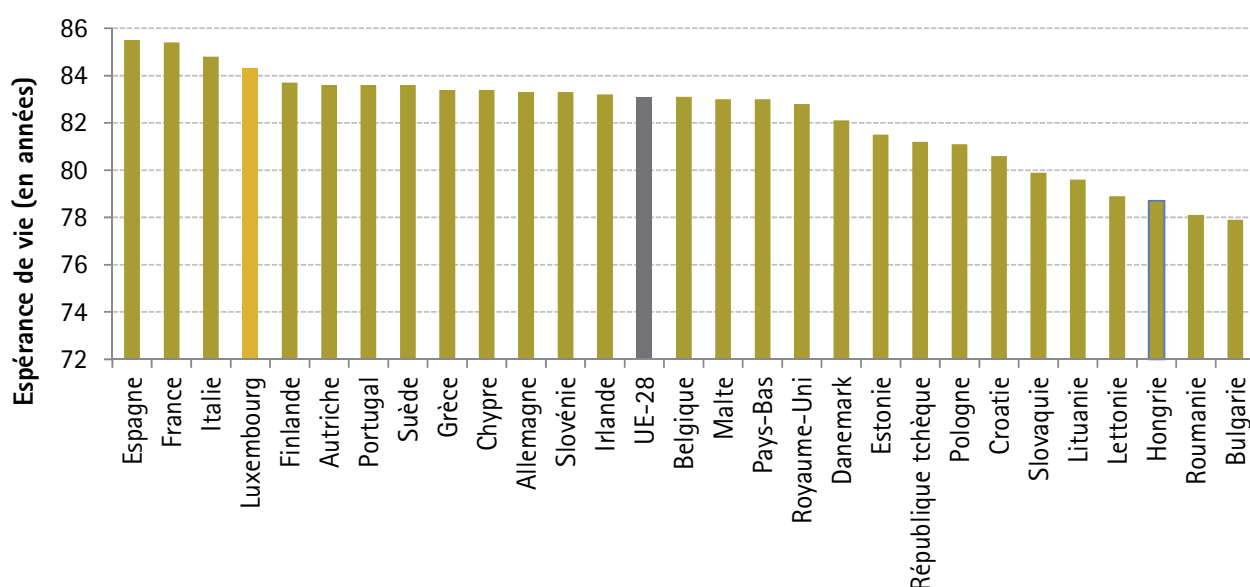


Sources : STATEC, EUROSTAT

En ce qui concerne l'espérance de vie à la naissance des femmes (graphique 21), le Luxembourg se retrouve dans le peloton de tête européen derrière l'Espagne (85.5 ans), la France (85.4 ans) et l'Italie (84.8 ans). La moyenne de l'Union européenne (UE-28) est de 83.1 ans. En queue de peloton des pays européens, nous trouvons la Slovaquie, la Lituanie, la Lettonie, la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie avec une espérance de vie à la naissance en dessous de 80 ans.

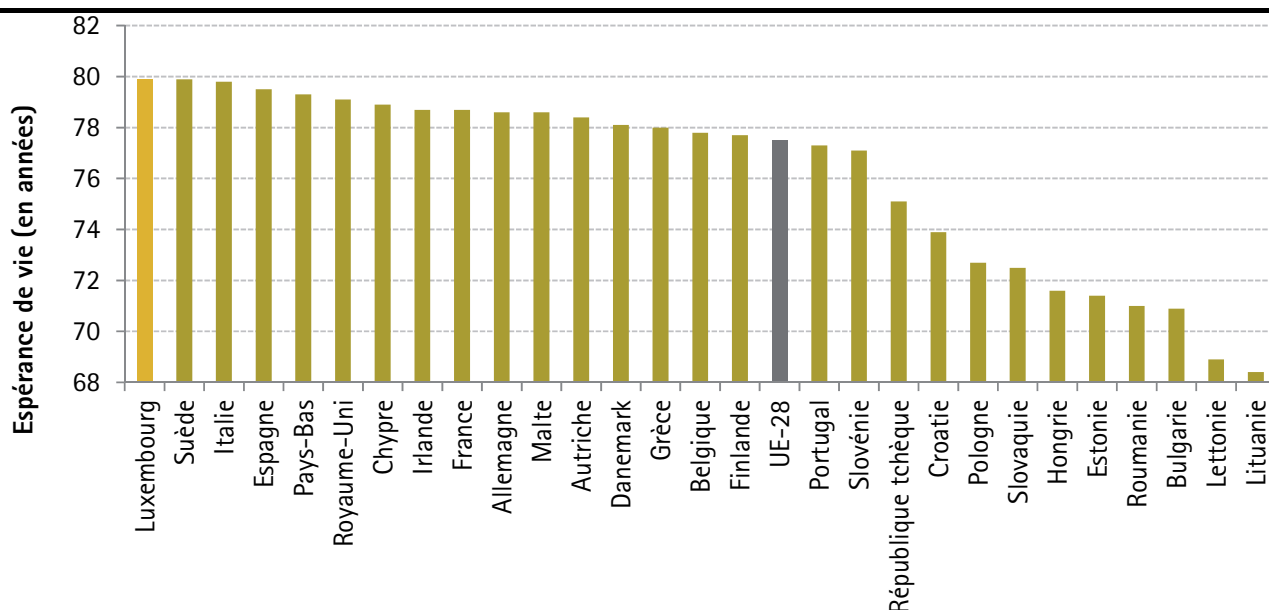
Pour les hommes, le Luxembourg est en tête des pays européens avec la Suède (79.9 ans). La moyenne de l'ensemble des pays européens est de 77.5 ans (graphique 22). En queue de peloton des pays européens, nous retrouvons la Bulgarie, la Lettonie et la Lituanie avec une espérance de vie à la naissance en dessous de 71 ans, soit une différence de plus de neuf ans avec le Luxembourg et la Suède.

Graphique 21 : Espérance de vie à la naissance en Europe (UE-28) – Femmes 2012



Sources : STATEC, EUROSTAT

Graphique 22 : Espérance de vie à la naissance en Europe (UE-28) – Hommes 2012

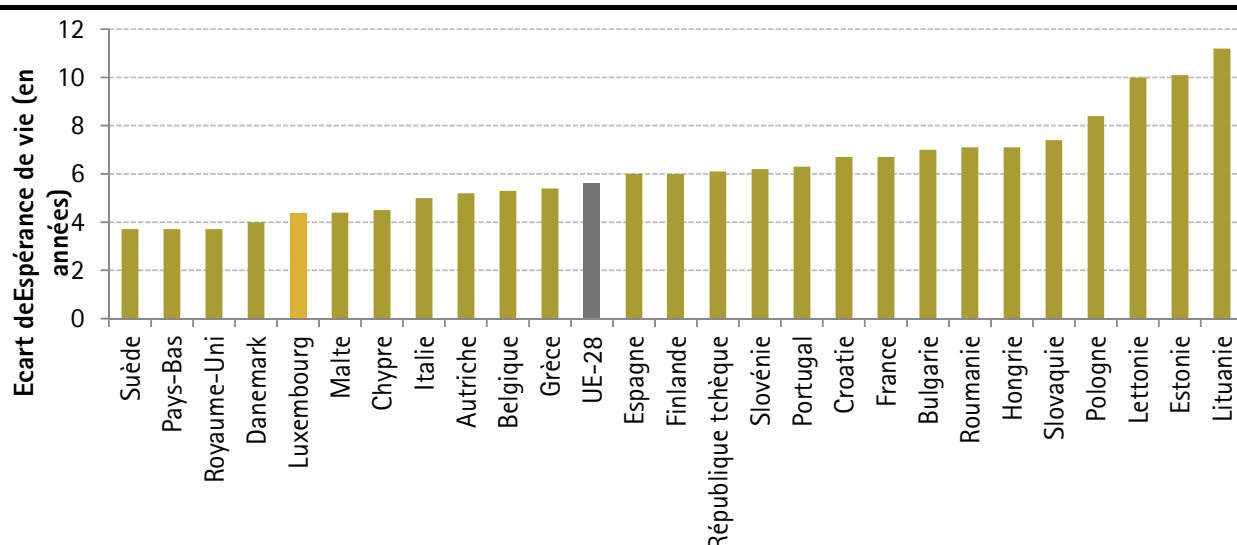


Sources : STATEC, EUROSTAT

En outre, bien que l'écart de mortalité entre les deux sexes tend à se réduire dans le temps au sein de l'UE-28, il existe encore des différences très marquées entre les différents pays européens. L'écart d'espérance de vie entre les femmes et les hommes est relativement faible au Luxembourg (4.4 ans en 2011/2013) comparé à la plupart des autres pays européens, à l'exception de la Suède, des Pays-Bas, du Royaume-Uni (3.7 années d'écart) et du Danemark (4.0 années d'écart entre les deux sexes) où cet écart est légèrement moins élevé. Pour l'année 2012, l'écart

moyen entre les deux sexes, en termes d'espérance de vie à la naissance, des pays de l'UE-28 est de 5.6 années, tandis que cet écart est au minimum de sept années dans les pays de l'Est : Bulgarie (7.0 années), Roumanie et Hongrie (7.1 années), Slovaquie (7.4 années), Pologne (8.4 années) et même de dix années et plus pour la Lettonie (10.0 années), l'Estonie (10.1 années) et la Lituanie (11.2 années). Les écarts entre les hommes et les femmes sont donc les plus importants dans les pays où l'espérance de vie est la moins importante.

Graphique 23 : Ecart d'espérance de vie à la naissance entre les femmes et les hommes en Europe (UE-28)



Sources : STATEC, EUROSTAT

Depuis 1981, le nombre des 65 ans et plus a augmenté de 56.2%

Le nombre de personnes âgées de 65 ans et plus, de 85 ans et plus et de 100 et plus augmente fortement (tableau 10). Le nombre de résidents âgés de 65 ans et plus est passé de 49 546 en 1981 à 77 374 en 2014, ce qui correspond à une augmentation de 56.2%. Le nombre de personnes âgées de 85 ans et plus a évolué de 2 685 en 1981 à 9 650 en 2014, soit une augmentation de 259.4%. Le nombre des personnes ayant 100 ans et plus est passé de 8 en 1981 à 62 en 2014 (+675.0%).

La population totale du Grand-Duché a évolué de façon légèrement moins rapide que celle des 65 ans et plus (+50.8%, contre +56.2% entre 1981 et 2014). La part des personnes âgées dans la population totale ne connaît donc qu'une hausse très faible : en 1981, le pourcentage était de 13.6%, en 2014 de 14.1%. La part des 85 ans et plus dans la population a évolué de 0.7% en 1981 à 1.8% en 2014.

La part des étrangers chez les personnes âgées de plus de 65 ans est plus faible que dans la population totale. Néanmoins, durant les quinze dernières années, elle a fortement augmenté. Les étrangers représentaient, en 1981, 7.9% de la population des 65 ans et plus. En 2014, la part des étrangers dans ce groupe d'âge atteint 24.1%. La part des femmes dans la population augmente avec l'âge, ce qui est le reflet de l'espérance de vie plus élevée des femmes. Il apparaît néanmoins que la part des femmes diminue légèrement dans les groupes d'âge de 65 ans (60.7% à 56.1% entre 1981 et 2014). La part des femmes parmi les 85 ans et plus a augmenté de 1981 à 2001 pour diminuer par la suite. Néanmoins, si l'on compare l'année 1981 avec 2014, cette part est restée stable.

Tableau 10 : Nombre et part des personnes âgées (1981/2014)

Année	Nombre			Part dans la population totale	
	65 ans et +	85 ans et +	100 ans et +	65 ans et +	85 ans et +
1981	49 546	2 685	8	13.6%	0.7%
2001	61 070	6 206	20	13.9%	1.4%
2011	71 742	8 194	67	14.0%	1.6%
2012	73 261	8 665	63	14.0%	1.7%
2013	75 057	9 101	64	14.0%	1.7%
2014	77 374	9 650	62	14.1%	1.8%

Source : STATEC

Tableau 11 : Part des étrangers et des femmes parmi les personnes âgées (1981-2014)

Année	65 ans et plus		85 ans et plus	
	Part des étrangers	Part des femmes	Part des étrangers	Part des femmes
1981	7.9%	60.7%	7.5%	70.6%
2001	15.3%	59.8%	8.1%	73.6%
2011	21.4%	57.2%	13.5%	73.2%
2012	22.1%	56.9%	14.2%	72.9%
2013	23.0%	56.5%	14.5%	71.6%
2014	24.1%	56.1%	14.8%	70.0%

Source : STATEC

Au 1^{er} janvier 2013, 14.0% de la population était âgée de 65 ans et plus, 6.6% de 75 ans et plus et 1.7% de 85 ans et plus (tableau 12). Des différences significatives existent entre les différentes nationalités représentées au Grand-Duché. 19.4% des Luxembourgeois ont au moins 65 ans, tandis qu'ils ne sont que 7.2% parmi les étrangers (8.0% pour les étrangers issus d'un pays de l'Union européenne et 2.0% pour les nationalités non-UE). 1.7% de la population totale est âgée de 85 ans et plus. La proportion des Luxembourgeois ayant ces âges est de 2.6%, contre 0.6% des personnes étrangères.

Les données du dernier recensement de la population permettent d'avoir des renseignements plus détaillés au niveau des nationalités. Au 1^{er} février 2011, 14.0% de l'ensemble des résidents avaient 65 ans et plus (tableau 13). Chez les Luxembourgeois, la part des 65 ans et plus atteint 19.3%. Pour les Italiens, la part est même plus élevée, avec 21.7%. En revanche, chez les Portugais et les Monténégrins, les pourcentages correspondants sont très largement inférieurs avec 3.7% et 2.1% de personnes âgées de 65 ans et plus dans ces deux groupes.

Tableau 12 : Part des personnes âgées dans la population selon l'âge et selon le groupe de nationalité au 1^{er} janvier 2013

Nationalité	65+	75+	85+
Luxembourgeois	19.4%	9.8%	2.6%
Etrangers	7.2%	2.7%	0.6%
Autres nationalité de l'Union européenne	8.0%	3.0%	0.6%
Autres nationalités	2.0%	0.6%	0.1%
EFTA	13.8%	4.5%	0.7%
Pays candidats	3.2%	0.8%	0.1%
Autres	1.3%	0.4%	0.0%
TOTAL	14.0%	6.6%	1.7%

Source : STATEC

Tableau 13 : Part des personnes âgées dans la population selon l'âge et la nationalité au 1^{er} février 2011

Nationalité	65+	75+	85+	95+	100+ (nombre absolu)
Luxembourgeois	19.3%	9.8%	2.4%	0.2%	61
Etrangers	7.0%	2.6%	0.5%	0.0%	6
Portugais	3.7%	0.9%	0.1%	0.0%	1
Français	6.4%	2.7%	0.6%	0.0%	2
Italiens	21.7%	9.3%	1.7%	0.0%	0
Belges	10.4%	4.7%	1.2%	0.1%	1
Allemands	15.4%	5.8%	1.0%	0.1%	1
Britanniques	5.1%	1.3%	0.2%	0.0%	0
Néerlandais	14.7%	6.2%	1.1%	0.0%	0
Monténégrins	2.1%	0.5%	0.0%	0.0%	0
Espagnols	7.4%	2.5%	0.4%	0.0%	0
Autres	3.8%	1.3%	0.3%	0.0%	1
Total	14.0%	6.7%	1.6%	0.1%	67

Source : STATEC – RP2011

6.7% des résidents ont 75 ans et plus à la date du dernier recensement de la population au 1^{er} février 2011. Parmi les luxembourgeois, 9.8% appartiennent ces âges, pour seulement 2.6% des personnes étrangères. La proportion personnes âgées de 75 ans et plus parmi les Italiens de ces âges est de 9.3%, chez les Néerlandais de 6.2%, les Allemands de 5.8%, les Belges de 4.7%, les Français de 2.7% et seulement de 0.9% pour les Portugais. Les centenaires sont au nombre de 67 personnes au 1^{er} février 2011 (62 personnes au 1^{er} janvier 2014). Parmi ces personnes, 61 sont de nationalité luxembourgeoise, soit 91.0%.

70.4% des 65 ans et plus sont des Luxembourgeois nés au Luxembourg

Les personnes âgées de 65 ans et plus se répartissent sur 73 nationalités en 2001; en 2011, le nombre de nationalités est de 95 (tableau 14). En 2011, plus des trois quarts (78.6%) des personnes âgées de 65 ans et plus sont des Luxembourgeois. Pour toutes les autres nationalités, les pourcentages se situent en-dessous de 6%. Derrière les Luxembourgeois, les Italiens (5.5%) sont le deuxième groupe dans cette classe d'âge. Il convient encore de retenir que, si le nombre de personnes âgées de 65 ans et plus de nationalité luxembourgeoise a augmenté de 9.0% de 2001 à 2011, le nombre de personnes de nationalité étrangère dans cette classe d'âge a augmenté avec des taux largement plus élevés. A titre d'exemple, le nombre de Portugais âgés de 65 ans et plus a plus que doublé (+208.9%).

Tableau 14 : Les 65 ans et plus selon la nationalité au 1^{er} février 2011

Rang 2011 (Rang 2001)	Nationalité	Nombre	Part dans la population des 65 ans et plus	Variation de 2001 à 2011
1 (1)	Luxembourgeois	56 363	78.6%	9.0%
2 (2)	Italiens	3 917	5.5%	42.1%
3 (6)	Portugais	3 015	4.2%	208.9%
4 (3)	Français	2 013	2.8%	43.0%
5 (5)	Allemands	1 851	2.6%	41.7%
6 (4)	Belges	1 768	2.5%	33.0%
7 (7)	Néerlandais	572	0.8%	40.5%
8 (9)	Britanniques	278	0.4%	143.9%
9 (8)	Espagnols	271	0.4%	86.9%
10 (16)	Chinois	133	0.2%	171.4%
11-95 (11-73)	Autres	1 504	2.4%	92.6%
	Apatrides	54	0.1%	-21.7%
	Sans indication	3	0.0%	50.0%
Total		71 742	100.0%	+17.5%

Source : STATEC – RP2011

En jetant un regard sur les nationalités et les pays de naissance, on constate que 70.4% de la classe d'âge des 65 ans et plus sont des Luxembourgeois nés au Luxembourg (tableau 15). Les étrangers nés au Luxembourg ne représentent que 1.0% des 65 ans et plus, alors que le pourcentage des étrangers nés à l'étranger parmi les personnes âgées est de 20.4%. En outre, la part des Luxembourgeois nés à l'étranger chez les 65 ans et plus est de 8.1%. En d'autres mots, seulement une petite minorité des étrangers de 65 ans et plus sont nés au Luxembourg (4.7% des étrangers âgés de 65 ans et plus). A titre de comparaison, parmi les étrangers âgés de moins de 20 ans, 62.0% sont nés au Luxembourg.

Tableau 15 : Pays de naissance et nationalité des 65 ans et plus (en % du total des 65 ans et plus) au 1^{er} février 2011

	Luxem- bourgeois	Étrangers	Total
Nés à l'étranger	5 799 (8.1 %)	14 635 (20.4 %)	20 434 (28.5 %)
Nés au Luxembourg	50 422 (70.4 %)	729 (1.0 %)	51 115 (71.5 %)
Total	56 221 (78.5%)	15 364 (21.5 %)	71 585 (100.0%)

Source : STATEC – RP2011

NB. : Comme un certain nombre de recensés n'a pas répondu à la question du pays de naissance, le total dans ce tableau diffère du total du tableau 14.

16.1% des 65 ans et plus possèdent comme diplôme le plus élevé celui de l'enseignement supérieur

40.7% des personnes ayant au minimum 65 ans possèdent comme diplôme le plus élevé celui de l'enseignement primaire. Cette part est de 39.4% parmi la population de nationalité luxembourgeoise contre 45.9% dans la population étrangère. 43.2% des 65 ans et plus possèdent comme niveau d'éducation le plus élevé celui de l'enseignement secondaire (45.5% des Luxembourgeois et 33.6% des étrangers) tandis que 16.1% possèdent comme diplôme le plus élevé celui de l'enseignement supérieur (15.1% des Luxembourgeois et 20.4% des étrangers).

L'âge de la personne a un impact sur le type de diplôme décroché, comme le montre le graphique 24. Si les personnes n'ayant pas dépassé le niveau primaire représentent 61.2% des personnes âgées de 95 ans à 99 ans, elles ne sont que 30.4% parmi les personnes âgées de 65 à 69 ans.

Les personnes ayant obtenu un diplôme de l'enseignement secondaire représentent un peu plus de 43% de la population âgée de 65 ans et plus mais ces personnes sont généralement plus proches des 65

ans que des 100 ans. En effet, 47.6% de la population âgée de 65 à 69 ans possèdent ce type de diplôme, alors que le pourcentage correspondant est de 31.1% parmi les 95-99 ans.

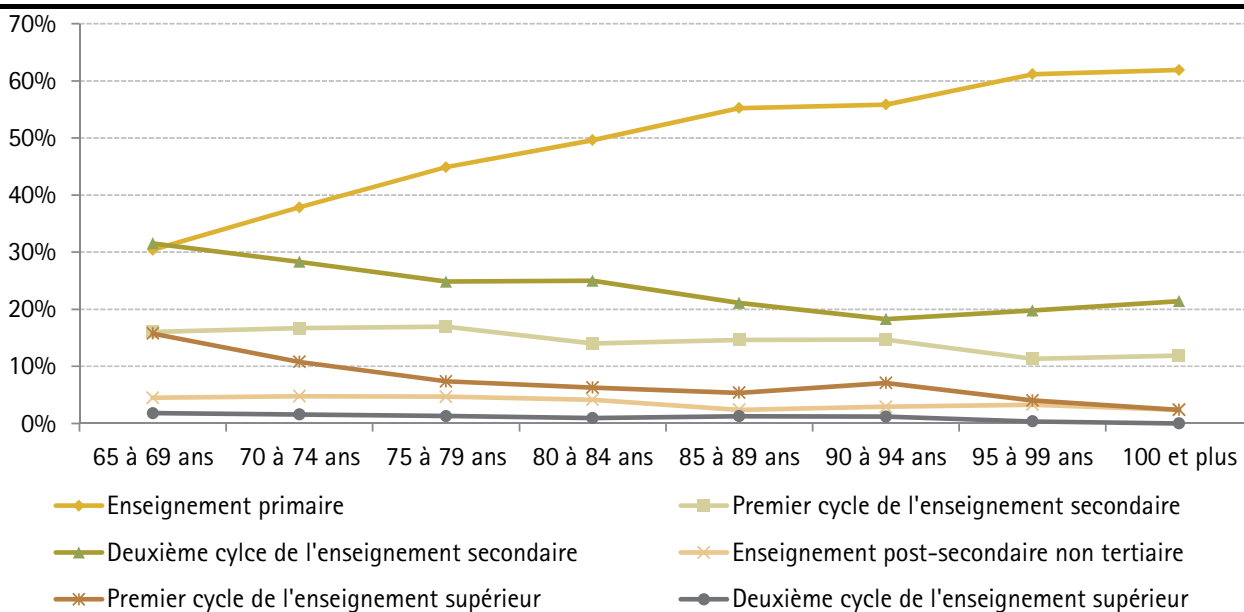
Chez les 65 ans et plus, la part des diplômés de l'enseignement supérieur est la plus élevée parmi les 65 à 69 ans (22.0%). Globalement, cette part diminue avec l'âge de la personne recensée. Elle est de 11.4% des 80-84 ans, et de 7.7% des 95-99 ans.

Tableau 16 : Niveau d'éducation des personnes âgées de 65 ans et plus au 1^{er} février 2011

Niveau d'éducation le plus élevé	Luxembourgeois	Etrangers	Total
Enseignement primaire	39.4%	45.9%	40.7%
Enseignement secondaire	45.5%	33.6%	43.2%
Premier cycle de l'enseignement secondaire	16.9%	11.7%	15.9%
Deuxième cycle de l'enseignement secondaire	28.5%	22.0%	27.3%
Enseignement supérieur	15.1%	20.4%	16.1%
Enseignement post-secondaire non tertiaire	4.8%	2.4%	4.3%
Premier cycle de l'enseignement supérieur	9.0%	15.8%	10.3%
Deuxième cycle de l'enseignement supérieur	1.3%	2.2%	1.4%

Source : STATEC – RP2011

Graphique 24 : Niveau d'éducation des personnes âgées de 65 ans et plus selon l'âge au 1^{er} février 2011

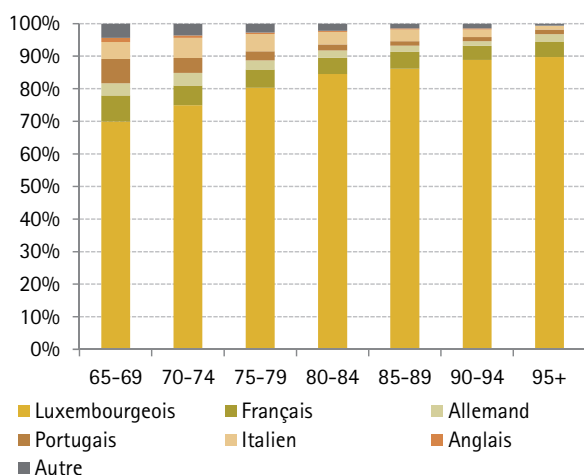


Source : STATEC – RP2011

Le luxembourgeois comme langue principale

Les personnes de plus de 65 ans parlent à une très grosse majorité le luxembourgeois comme langue principale, comme le montre le graphique 25. Cela tient au fait que la grande majorité des 65 ans et plus sont de nationalité luxembourgeoise (78.6% au 1^{er} février 2011) Cette proportion augmente avec l'âge. 69.9% des personnes âgées de 65 ans à 69 ans ont indiqué parler le luxembourgeois comme langue principale tandis qu'ils sont 89.7% pour les plus de 95 ans. La langue française est la deuxième langue la plus parlée. La proportion de personnes qui parle principalement le français diminue avec l'âge (comme pour les autres langues étrangères) : 8.0% des 65-69 parlent principalement le français pour 4.6% des 95 ans et plus. La langue italienne est la troisième langue indiquée comme langue principale par les 65 ans et plus (5.0% des 65 ans et plus ont indiqué l'italien comme langue principale). Cette part non négligeable de personnes parlant cette langue provient du fait que les premiers migrants arrivés au Luxembourg provenaient majoritairement d'Italie. A noter aussi que 4.2% des 65 ans et plus ont indiqué le portugais comme langue principale.

Graphique 25 : Langue principale des personnes âgées de 65 ans et plus selon l'âge au 1^{er} février 2011



Source : STATEC – RP2011

Les personnes âgées de 65 ans et plus vivent pour une très grande majorité dans des maisons individuelles

Les personnes âgées de 65 ans et plus vivent pour une très grande majorité dans des maisons individuelles (71.2%). Cette proportion est plus élevée chez les Luxembourgeois (73.9%) que chez les personnes étrangères (61.6%). Un quart de ces personnes vit dans un appartement (25.6%) mais cela est plus souvent le cas des étrangers (37.2%) que des Luxembourgeois (22.2%).

On remarque également qu'au Luxembourg, l'âge des personnes n'a pas un impact important sur le type de logement habité. Si une personne ne peut plus vivre dans son logement, c'est souvent pour aller vivre dans un appartement (si elle habitait précédemment dans une maison) ou bien dans un logement collectif (maison de retraite, maison de soins, ...). Au Luxembourg, ce type de mobilité n'est pas très fréquent. Cela peut être expliqué par le nombre important de propriétaires parmi les 65 ans et plus qui ne favorise pas le changement de domicile.

Parmi les 65 ans et plus, le statut d'occupation le plus fréquent du logement est « propriétaire » : 84.8% des personnes de ces âges sont propriétaires de leur logement (tableau 18). 11.7% des personnes sont locataires. Seulement 2.9% des habitants de plus de 65 ans utilisent un logement à titre gratuit. L'âge des personnes a une influence sur le statut d'occupation du logement. Si entre 65 et 84 ans, la part des propriétaires est stable (+/- 85%), elle diminue par la suite (79.0% pour les 90/94 ans). Le nombre et le pourcentage des ménages et des personnes logés à titre gratuit sont peu importants mais augmente légèrement avec l'âge : 2.1% entre 65 et 69 ans pour 7.7% des 90 à 94 ans.

Tableau 17 : Type de logement des personnes âgées de 65 ans et plus au 1^{er} février 2011 vivant dans des ménages privés (niveau des personnes)

Type d'immeubles	Luxem- bourgeois		Total
		Etrangers	
Ferme, bâtiment agricole	3.4%	0.5%	2.8%
Maison individuelle	73.9%	61.6%	71.2%
Immeuble à appartements	22.2%	37.2%	25.6%
Autres habitations	0.5%	0.6%	0.5%
Total	100.0%	100.0%	100.0%

Source : STATEC – RP2011

Tableau 18 : Mode de jouissance du logement des personnes âgées de 65 ans et plus selon l'âge au 1^{er} février 2011 vivant dans des ménages privés (niveau des personnes)

Mode de jouissance du logement	65-69	70-74	75-79	80-84	85-89	90-94	95+	Total
Propriétaire	84.5%	85.4%	85.2%	85.1%	83.1%	79.0%	82.8%	84.8%
Logé à titre gratuit	2.1%	2.4%	2.8%	3.6%	4.8%	7.7%	5.0%	2.9%
Locataire	12.6%	11.7%	11.3%	10.6%	11.6%	12.4%	10.0%	11.7%
Sous-locataire	0.4%	0.3%	0.3%	0.3%	0.2%	0.3%	0.9%	0.3%
Autre	0.3%	0.2%	0.3%	0.4%	0.2%	0.7%	1.4%	0.3%
Total	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%

Source : STATEC - RP2011

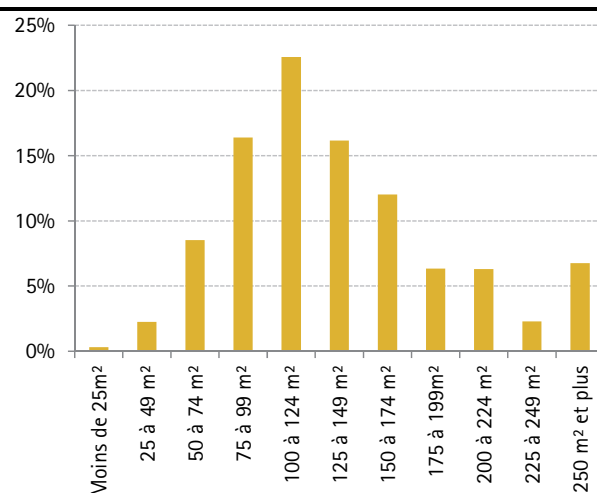
En moyenne, les personnes âgées de 65 ans et plus habitant le Luxembourg disposaient au moment du recensement d'une surface de logement de 137.6 m² en moyenne (par ménage). Les écarts par rapport à la moyenne sont cependant importants (graphique 26). Des surfaces moyennes de 100 à 124 m² sont les plus fréquentes avec 22.6% des personnes qui sont dans ce cas. On trouve ensuite des surfaces de 75-99 m² et de 125-149 m² avec environ 16% des personnes pour chacune de ces catégories de surfaces. En s'éloignant de cette catégorie moyenne, on trouve de moins en moins de personnes. La catégorie de logement ayant une surface de 250 m² et plus constitue une exception dans la mesure où on y trouve 6.8% des personnes, mais que la proportion de personnes dans la catégorie immédiatement inférieure est beaucoup plus faible avec 2.3% des personnes. Un quart des personnes âgées de 65 ans et plus habitent un logement de moins de 95 m², la moitié de ces personnes habitent des logements de moins de 124 m², les trois quarts des ménages habitent des logements de moins de 160 m².

Etat civil des personnes âgées

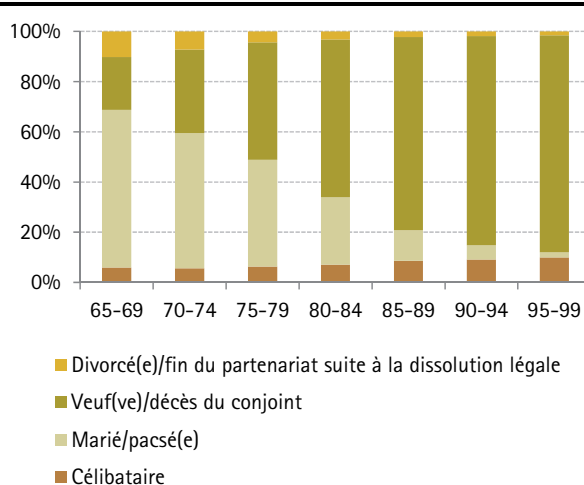
L'état civil le plus répandu parmi les personnes âgées est celui de « marié(e) » et celui de « veuf/veuve ». Avec l'âge, la part des marié(e)s diminue et celle de veufs/veuves augmente¹.

Si 78.6% des hommes âgés de 65 ans et plus sont mariés, ce pourcentage est de 42.4% pour les hommes de 95 ans et plus. Pour les femmes les parts sont de respectivement de 62.9% et de 2.0%.

¹ Dans les cohortes âgées, le partenariat enregistré est pratiquement absent. Les rares partenariats ont donc été additionnés aux mariages, les partenariats dissous aux divorces et les partenariats qui ont fini par le décès d'un partenaire ont été assimilés au veuvage.

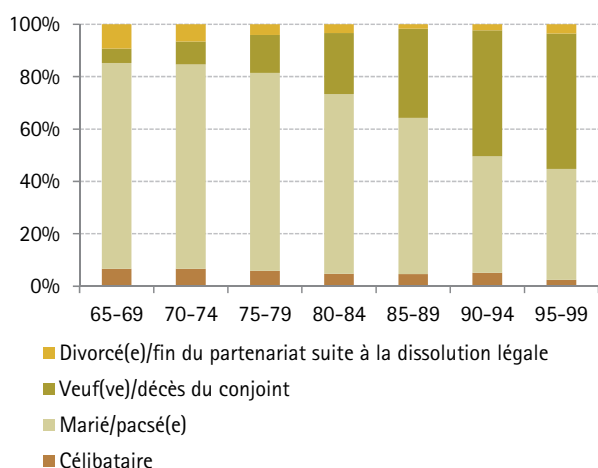
Graphique 26 : Superficie des logements des personnes âgées de 65 ans et plus au 1^{er} février 2011 vivant dans des ménages privés (niveau des personnes)

Source : STATEC - RP2011

Graphique 27 : Etat civil des femmes âgées de 65 ans et plus selon l'âge au 1^{er} février 2011

Source : STATEC - RP2011

Graphique 28 : Etat civil des hommes âgés de 65 ans et plus selon l'âge au 1^{er} février 2011



Source : STATEC – RP2011

Comme l'espérance de vie des femmes est plus élevée que celle des hommes, il y a, pour les mêmes cohortes, relativement plus de veuves parmi les femmes que de veufs parmi les hommes (5.5% des hommes de 65 ans et plus sont veufs pour 21.0% des femmes de cette classe d'âge; 51.8% des hommes de 95 ans et plus sont veufs pour 86.4% des femmes).

La part des célibataires se situe en-dessous de 10% pour toutes les cohortes de 65 ans et plus. Dans la classe d'âge des 85-89 ans, la part des célibataires est de 8.6% pour les femmes et de seulement 4.6% pour les hommes. On peut expliquer cet écart par les pertes d'hommes au cours de la Deuxième Guerre Mondiale. En effet, cette classe d'âge correspond aux cohortes 1920-1927 des hommes qui ont été enrôlés de force et dont près de 30% sont tombés au cours de la guerre.

92.5% des personnes âgées de 65 ans et plus vivent dans un ménage privé

Encadré 1 : Définitions

Un **ménage privé** est soit un ménage non familial (sans liens de parenté entre les différentes personnes), soit familial (au moins deux personnes avec des liens de parenté).

Parmi les **ménages non familiaux**, on distingue les ménages d'une personne, c'est-à-dire les personnes qui vivent seules et les ménages multiples, c'est-à-dire un groupe de deux personnes ou plus qui occupent le même logement et pourvoient par exemple en commun à leurs besoins alimentaires.

En ce qui concerne les **ménages familiaux**, il faut faire une distinction entre les ménages unifamiliaux et multifamiliaux, les premiers ne contenant qu'un seul noyau familial.

Les **ménages multifamiliaux** sont formés soit par plusieurs noyaux familiaux, soit par un noyau familial auquel s'ajoutent des personnes appartenant au ménage familial sans être membre d'un noyau familial au sein de ce ménage.

Par **noyau familial**, on entend soit un couple avec ou sans enfant, soit un parent isolé avec au moins un enfant. La notion de noyau familial se limite aux relations entre parents et enfants.

Un **ménage collectif** est un ensemble de personnes dont les habitants sont tenus de se conformer à certaines règles communes de l'institution et partagent à titre habituel un mode de vie commun. Ce mode d'habitation répond à des situations très variées et la population concernée est donc très hétérogène.

Parmi la population âgée de 65 ans et plus, 92.5% vivent dans un ménage privé, tandis que 7.5% vivent dans un ménage collectif, comme les maisons de retraite ou de soins. La probabilité de vivre dans un ménage collectif augmente avec l'âge (tableau 19). A 65 ans, 98.9% des personnes habitent encore dans des ménages privés. Par la suite, la courbe prend une allure descendante, d'abord lentement puis plus rapidement. Avec 88.0% chez les 80-84 ans, le pourcentage des personnes vivant dans des ménages privés, tombe en-dessous des 90%. A partir de cet âge-là, la courbe des personnes vivant dans des ménages privés commence à s'incliner fortement. Aux âges de 85 à 89 ans, la part des personnes habitant dans des ménages privés n'est plus que de 72.5% et elle descend à 56.9% pour les personnes âgées de 90 à 94 ans.

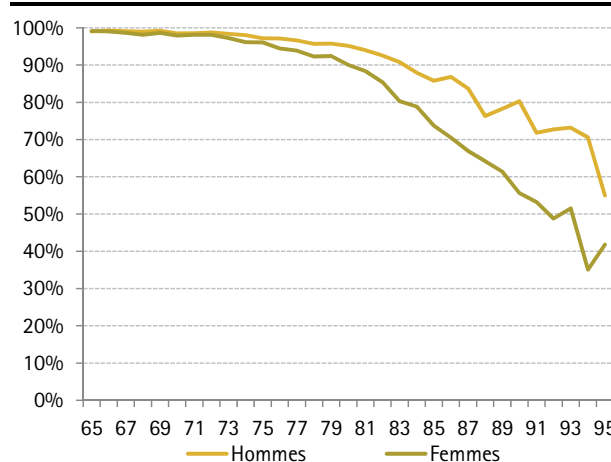
Les étrangers âgés vivent plus longtemps dans un ménage privé que les Luxembourgeois. En effet, si aux âges de 65 à 69 ans, il n'y a guère de différence entre les Luxembourgeois et les personnes étrangères (0.7% de différence), l'écart augmente fortement avec l'âge : 4.8% de différence pour les 80-84 ans, 9.9% pour les 85-89 ans et 28.5% pour les 90-94 ans. Cela peut s'expliquer par le fait que parmi les personnes étrangères, 20.9% vivent dans des ménages privés multifamiliaux (notamment avec un de leurs enfants), contre seulement 6.6% parmi les Luxembourgeois de 65 ans et plus.

Le graphique 29 affiche les parts des personnes âgées de 65 ans et plus vivant dans des ménages privés selon le sexe. On constate que les hommes âgés vivent plus fréquemment dans des ménages privés que les femmes âgées, et cela même à un âge avancé. De 65 à 75 ans, les différences ne sont guère significatives. C'est à partir de 80 ans que les écarts deviennent plus

importants et ne cessent globalement de grandir. A 80 ans, 95.2% des hommes vivent dans un ménage privé pour 90.0% des femmes tandis qu'à 90 ans tel est le cas pour 80.3% des hommes et 55.6% des femmes.

Les personnes âgées de 65 ans et plus vivent le plus souvent dans des ménages constitués d'un couple sans enfants (42.8%). On retrouve ensuite les personnes vivant seules (26.7%). La proportion des personnes âgées vivant avec un ou plusieurs de leurs enfants est de 10.5% (6.7% sont des couples avec enfant(s) (taille moyenne de ces ménages : 3.18) et 3.8% sont des parents isolés avec enfant(s) (taille moyenne de ces ménages : 2.12). Les personnes vivant dans des ménages multifamiliaux représentent près de dix pourcent (9.6%) des 65 ans et plus. La part des personnes vivant dans des ménages collectifs, comme par exemple les maisons de retraite, est de 7.5% parmi les personnes âgées de 65 ans et plus.

Graphique 29 : Part des personnes âgées de 65 ans et plus vivant dans des ménages privés selon l'âge et le sexe



Source : STATEC - RP2011

Tableau 19 : Part des personnes âgées de plus de 65 ans par type de ménage et nationalité au 1^{er} février 2011

Nationalité	Type de ménage	Groupe d'âge								Total
		65 à 69	70 à 74	75 à 79	80 à 84	85 à 89	90 à 94	95 à 99	100+	
Luxembourgeois	Ménage privé	98.7%	97.9%	94.6%	87.3%	71.1%	53.7%	42.6%	41.0%	91.4%
	Ménage collectif	1.3%	2.1%	5.4%	12.7%	28.9%	46.3%	57.4%	59.0%	8.6%
	Total	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%
Etrangers	Ménage privé	99.4%	98.3%	96.6%	92.1%	81.0%	82.2%	61.0%	83.3%	96.4%
	Ménage collectif	0.6%	1.7%	3.4%	7.9%	19.0%	17.8%	39.0%	16.7%	3.6%
	Total	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%
Total	Ménage privé	98.9%	98.0%	95.0%	88.0%	72.5%	56.9%	44.2%	44.8%	92.5%
	Ménage collectif	1.1%	2.0%	5.0%	12.0%	27.5%	43.1%	55.8%	55.2%	7.5%
	Total	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%

Source : STATEC - RP2011

Tableau 20 : Personnes âgées de plus de 65 ans par type de ménage au 1^{er} février 2011

Type de ménages	Nombre	Pourcent
Ménages non familiaux d'une personne	19 151	26.7%
Ménages non familiaux multiples	2 033	2.8%
Ménages constitués d'un couple sans enfants	30 694	42.8%
Ménages constitués d'un couple avec enfant(s)	4 839	6.7%
Ménages constitués d'un parent isolé avec enfant(s)	2 725	3.8%
Ménages multifamiliaux	6 916	9.6%
Ménages collectifs	5 384	7.5%
Total	71 742	100.0%

Source : STATEC - RP2011

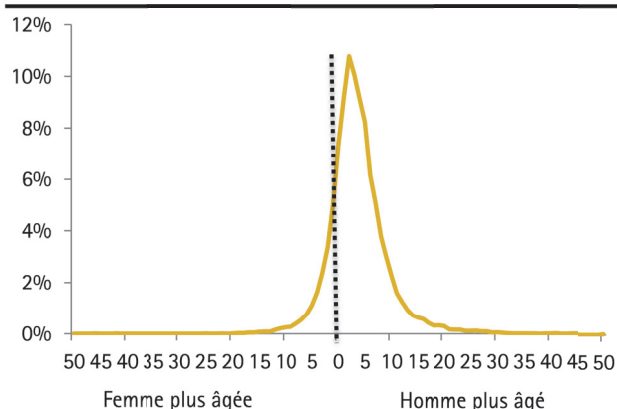
Tableau 21 : Répartition des personnes âgées de plus de 65 ans vivant en couple selon l'âge des conjoints au 1^{er} février 2011

L'homme a 65 ans et plus et la femme moins de 65 ans	14.9%
La femme a 65 ans et plus et l'homme moins de 65 ans	2.1%
Les deux conjoints ont 65 ans et plus	83.0%

Source : STATEC - RP2011

Lorsque les personnes âgées de 65 ans et plus vivent en couple, 83.0% vivent avec un(e) conjoint(e) qui a également 65 ans et plus. Dans 14.9% des cas, le conjoint a 65 ans et sa partenaire est plus jeune, tandis que l'inverse est vrai dans 2.1% des cas.

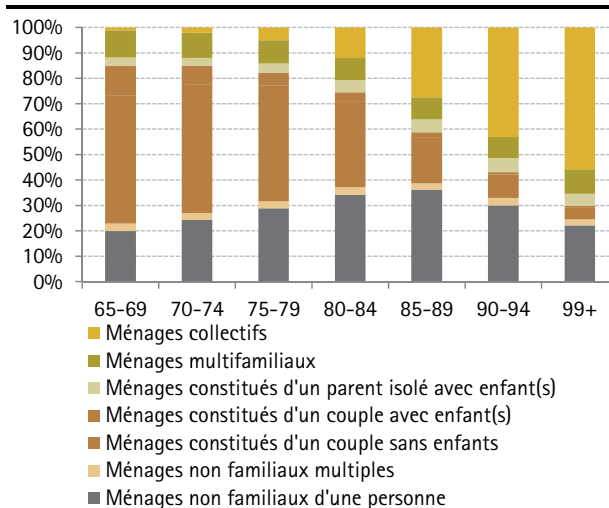
En général, les différences d'âge entre les conjoints sont peu importantes. Pour un peu plus de la moitié des couples dont au moins une personne a 65 ans et plus, les écarts entre conjoints sont de moins de 5 ans (58.9%). Pour 90.7%, la différence d'âge entre homme et femme est comprise entre 0 et 10 ans. Globalement, c'est plus souvent le mari qui est le plus âgé (graphique 30).

Graphique 30 : Répartition des couples, où au moins une personne est âgée de 65 ans et plus, selon l'écart d'âge des conjoints au 1^{er} février 2011

Source : STATEC - RP2011

Pour les personnes de 65 ans et plus, il y a une corrélation nette entre l'âge et la composition du ménage dans lequel elles vivent (graphique 31). En tendance, la part des personnes vivant en couple avec ou sans enfants (mariage, PACS ou union consensuelle) diminue avec l'âge. Ces personnes sont 61.9% à vivre en couple entre 65 et 69 ans, 37.4% entre 80 et 84 ans et seulement 10.2% entre 90 et 94 ans. Parallèlement, la part des personnes vivant seules augmente (20.0% entre 65 et 69 ans pour par exemple 36.2% des 85-89 ans) ainsi que celles vivant dans les ménages collectifs (1.1% des 65-69 ans pour 43.5% des 90-94 ans et même plus de la moitié des 99 ans et plus : 55.8%).

L'espérance de vie plus élevée des femmes par rapport à celle des hommes fait qu'elles vivent plus souvent seules que les hommes. A titre d'exemple, dans la classe d'âge des 80-84 ans, 19.6% des hommes vivent seuls, mais 43.5% des femmes. Cette espérance de vie plus grande des femmes par rapport aux hommes fait que l'on retrouve également une majorité des femmes dans les ménages collectifs (77.9% des personnes âgées de 65 ans et plus vivant dans des ménages collectifs sont des femmes).

Graphique 31 : Type de ménage des personnes âgées de 65 ans et plus selon l'âge

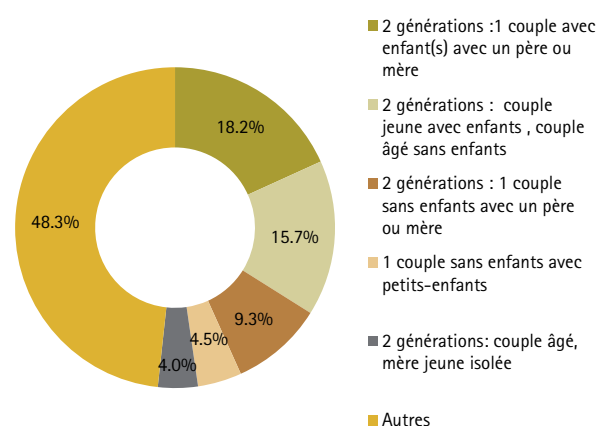
Source : STATEC - RP2011

9.6% des personnes de 65 ans et plus vivent dans des ménages multifamiliaux. Ce type de ménage regroupe une multitude de réalités. Néanmoins, les cinq plus grandes catégories regroupent 51.7% des personnes vivant dans ce type de ménage : 18.2% sont des couples avec enfant(s) avec un parent, 15.7% sont des couples âgés vivant avec un de leur enfant en couple et avec enfant(s), 9.3% des couples sans enfants avec un parent, 4.5% des couples sans enfants vivant avec un (des) petit(s)-enfant(s) et 4.0% des couples âgés avec un de leur enfant qui est une mère jeune isolée. L'ensemble des ménages cités sont donc composés de deux générations qui se suivent à l'exception des couples sans enfants vivant avec leur(s) petit(s)-enfant(s) où là, une génération est « sautée ». La taille moyenne des ménages multifamiliaux où se trouvent au moins une personne de 65 ans et plus est de 4.54 personnes.

Parmi les couples avec enfant(s) vivant avec un parent, les personnes de plus de 65 ans sont à 96.0% le parent, c.-à-d. que la personne de 65 ans et plus vit avec un de ses enfants qui est en couple avec un ou des enfant(s). Cette proportion est moins élevée chez les couples sans enfants vivant avec un parent (78.0%).

Lorsqu'un couple de grands-parents vit avec un ou des petit(s)-enfant(s), ces derniers sont à 85.7% au nombre de un, 12.0% au nombre de deux et 2.3% au nombre de trois. En moyenne, ces couples de grands-parents vivent avec 1.17 petits-enfants. Parmi les personnes âgées vivant dans des ménages collectifs, la classe d'âge des 85-89 ans est la plus nombreuse : 1 593 personnes de cet âge vivent dans de tels ménages (tableau 22). Les cohortes plus jeunes et plus âgées sont moins nombreuses dans les ménages collectifs.

Graphique 32 : Part des personnes âgées de 65 ans et plus selon les types de ménage multifamiliaux au 1^{er} février 2011



Source : STATEC – RP2011

Tableau 22 : Personnes âgées de 65 ans et plus vivant dans un ménage collectif selon la nature du ménage et selon l'âge

Types d'institutions	65-69	70-74	75-79	80-84	85-89	90-94	95+	Total
Foyer pour adultes	30	15	20	16	8	0	0	89
Foyer pour sans-abri	4	4	0	0	0	0	0	8
Maison de retraite, maison de soins	137	263	635	1 261	1 490	756	299	4 841
Institution pour malades	5	12	20	44	27	6	2	116
Institution religieuses	33	51	38	32	20	9	1	184
Autre habitation	10	14	16	30	48	25	3	146
Total	219	359	729	1 383	1 593	796	305	5 384
Types d'institutions	65-69	70-74	75-79	80-84	85-89	90-94	95+	Total
Foyer pour adultes	13.7%	4.2%	2.7%	1.2%	0.5%	0.0%	0.0%	1.7%
Foyer pour sans-abri	1.8%	1.1%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.1%
Maison de retraite, maison de soins	62.6%	73.3%	87.1%	91.2%	93.5%	95.0%	98.0%	89.9%
Institution pour malades	2.3%	3.3%	2.7%	3.2%	1.7%	0.8%	0.7%	2.2%
Institution religieuses	15.1%	14.2%	5.2%	2.3%	1.3%	1.1%	0.3%	3.4%
Autre habitation	4.6%	3.9%	2.2%	2.2%	3.0%	3.1%	1.0%	2.7%
Total	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%

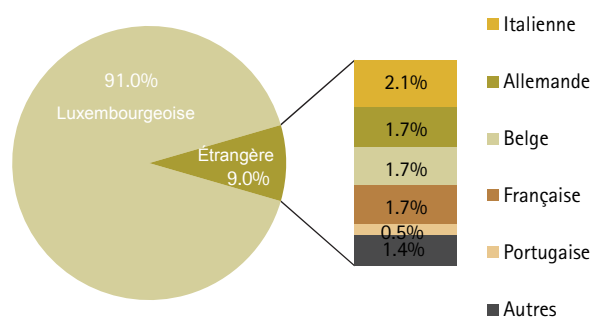
Source : STATEC – RP2011

En ce qui concerne la nature des ménages collectifs, les maisons de retraite et de soins prédominent largement. D'autres formes de ménage collectif, comme les foyers pour adultes, les institutions religieuses et les foyers pour sans-abris, ne jouent qu'un rôle assez réduit.

89.9% de la population âgée de 65 ans et plus en ménage collectif vivent dans des maisons de retraite ou de soins, soit 4 841 personnes. L'âge moyen y est de 85.1 ans pour les femmes et de 82.0 ans pour les hommes. Dix années auparavant, 2 498 personnes de 65 ans et plus résidaient dans une maison de retraite ou de soins et représentaient seulement 65.1% de la population de 65 ans et plus des ménages collectifs. Avec l'âge, ce mode d'hébergement devient plus fréquent. Les personnes âgées de 65 à 69 ans sont 62.6% à vivre dans ce type d'institution. Ce pourcentage augmente avec l'âge : 91.2% des 80-84 ans et 98.0% des 95 ans et plus sont dans ce cas.

Les personnes âgées de 65 ans et plus habitant en maisons de retraite ou maisons de soins sont presque exclusivement de nationalité luxembourgeoise (91.0%) et des personnes nées au Luxembourg (84.9%). Nous trouvons ensuite les Italiens (2.1%) et, avec 1.7%, les Belges, les Allemands et les Français.

Graphique 33 : Nationalité des personnes de 65 ans et plus vivant en maison de retraite ou de soins au 1^{er} février 2011



Source : STATEC – RP2011

Les personnes de nationalité étrangère sont sous-représentées dans les maisons de retraite. Si, dans l'ensemble de la population des 65 ans et plus, les Italiens représentent 5.5%, les Allemands 2.6%, les Belges 2.5% et les Français 2.8%, ils ne représentent que, 2.1% (pour les Italiens) et 1.7% (pour les Allemands, les Belges et les Français) parmi les personnes en maison de retraite ou de soins. Le contraste est encore plus saisissant pour les Portugais. Ils représentent 0.5% des personnes de 65 ans et plus en maisons de retraite ou de soins, bien qu'ils soient 4.2% parmi les 65 ans et plus au Luxembourg.

Ces chiffres montrent que ces personnes vivent plus souvent chez eux ou dans leur famille à des âges avancés que les Luxembourgeois : 14.4% des Italiens âgés de 65 ans et plus vivent dans des ménages multifamiliaux et même 45.3% des Portugais, contre 6.6% des Luxembourgeois.

Type de ménage des personnes âgées dans l'UE

Les personnes âgées de plus de 65 ans vivent très majoritairement dans des ménages privés (96.8% dans l'UE-28). Néanmoins, des différences existent entre les différents pays européens. Si au Luxembourg, 7.5% des personnes âgées de 65 ans et plus vivent dans des ménages collectifs, tel est le cas seulement de 4.2% au Portugal, de 3.2% dans l'UE-28 et même de 1.6% en Italie. Dans les pays limitrophes, ce taux est de 5.8% en France, 5.3% en Belgique et de 3.3% en Allemagne.

Dans l'UE-28, 55.4% des personnes de 65 ans et plus vivent en couple. Cette part est légèrement plus faible au Luxembourg (54.5%). Elle est plus élevée au Portugal et en Allemagne, avec respectivement 59.4% et 59.2%. C'est à Chypre que l'on retrouve le plus de personnes âgées de 65 ans et plus vivant en couple (67.2%) et dans l'Europe de l'Est le moins (par exemple 40.1% en Lettonie).

Les personnes vivant seules de plus de 65 ans sont 28.5% de cette classe d'âge dans l'UE-28. Ce pourcentage est légèrement moins élevé au Luxembourg (26.7%). Il est un peu plus élevé dans les trois pays limitrophes du Grand-Duché : 29.8% en Allemagne, 30.0% en Belgique et 31.7% en France. A contrario, la part des personnes vivant seules de plus de 65 ans est beaucoup moins élevée au Portugal (20.2%). C'est à Chypre que l'on retrouve le moins de personnes âgées de 65 ans et plus vivant seules (17.4%) et au Danemark le plus (38.6%).

Tableau 23 : Position dans le ménage des personnes âgées de 65 ans et plus au Luxembourg, dans certains pays européens et dans l'UE-28 (année 2011)

Position dans le ménage	Pays de résidence						
	Luxembourg	Allemagne	Belgique	France	Italie	Portugal	UE-28
Personnes vivant dans un ménage privé	92.5%	96.7%	94.7%	94.2%	98.4%	95.8%	96.8%
Personnes membres d'un noyau familial	58.8%	62.2%	60.5%	58.2%	62.7%	65.6%	60.5%
Couple	54.5%	59.2%	56.7%	55.4%	56.4%	59.4%	55.4%
Parents isolés	4.1%	2.9%	3.7%	2.8%	6.2%	6.0%	4.9%
Fils/filles	0.2%	0.1%	0.1%	0.1%	0.1%	0.2%	0.1%
Personnes non membres d'un noyau familial	33.7%	34.1%	34.2%	36.0%	35.8%	30.2%	36.2%
Personnes vivant seules	26.7%	29.8%	30.0%	31.7%	27.1%	20.2%	28.5%
Personnes ne vivant pas seules	7.0%	4.3%	4.1%	4.3%	8.7%	9.9%	7.7%
Personnes vivant dans un ménage privé, sans autres précisions	0.0%	0.4%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.1%
Personnes vivant dans un ménage institutionnel	7.5%	3.3%	5.3%	5.8%	1.6%	4.2%	3.2%
Total	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%

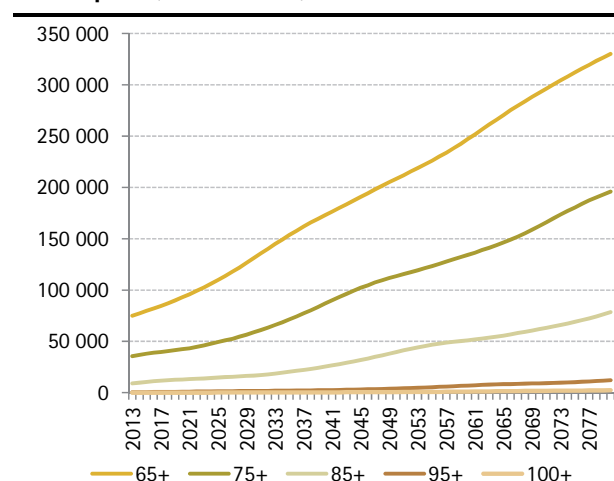
Source : STATEC – RP2011, EUROSTAT

Un certain nombre de personnes âgées de 65 ans et plus vivent seules avec un ou plusieurs de leurs enfants. Ils sont 4.9% dans l'UE-28, 4.1% au Luxembourg et même 6.0% et 6.2% au Portugal et en Italie. Ces taux sont plus faibles dans les trois pays bordant les frontières luxembourgeoises : 3.7% en Belgique, 2.9% en Allemagne et 2.8% en France. C'est en Lettonie que l'on retrouve le plus de ces personnes (10.4%) et dans les pays nordiques le moins (0.7% au Danemark par exemple).

Projection des personnes âgées

D'après les dernières projections d'EUROSTAT (EUROPOP2013), le nombre de personnes âgées de 65 ans devrait croître de façon quasi linéaire. En 2020, le nombre de personnes de 65 ans et plus serait de 92 969 au Luxembourg (+20.2% par rapport à 2014), de 172 904 (+123.5%) en 2040, de 247 060 (+219.3%) en 2060 et de 330 122 (+326.7%) en 2080. Le nombre de personnes de 75 ans et plus devrait passer de 36 622 en 2014 à 196 021 en 2080, soit une augmentation de 435.3%. Le nombre de personnes âgées de 85 ans et plus devrait passer de 9 650 en 2014 à 78 609 en 2080, soit une augmentation de +714.6%. Le nombre de personnes de plus de 95 ans ainsi que les centenaires devrait « exploser » dans le futur, respectivement +2 412.5% (12 035 personnes) en 2080 par rapport à 2014 pour les personnes de plus de 95 ans et +3 604.8% (2 297 personnes) pour les centenaires.

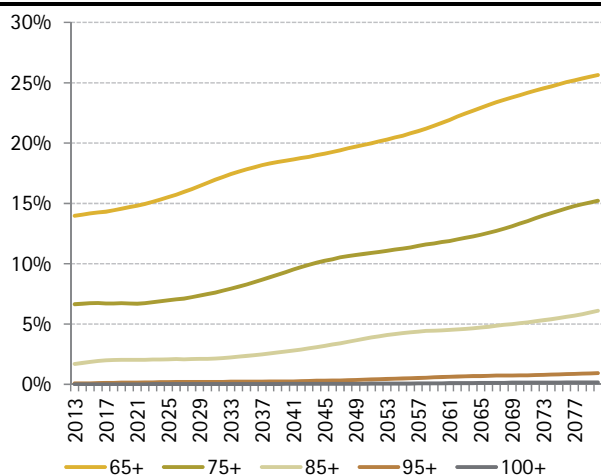
L'évolution du nombre absolu des personnes âgées ne reflète pas le poids que prendront ces personnes dans la population totale.

Graphique 34 : Projection du nombre des personnes âgées de 65+, de 75+, de 85+, des 95+ et des 100 ans et plus (2013/2080)

Source : EUROSTAT – EUROPOP2013

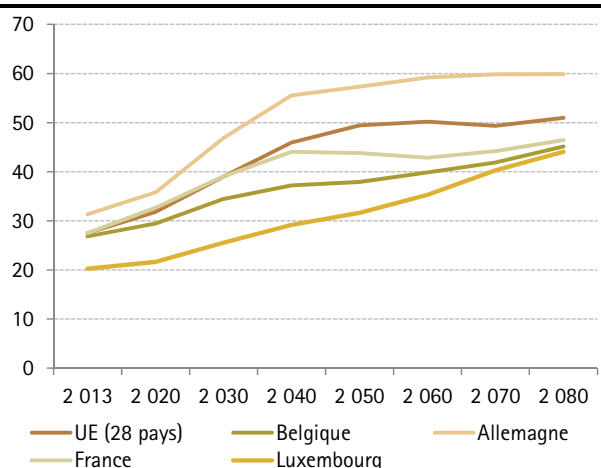
Pour ce faire, il est intéressant de s'attarder à l'évolution des parts de ces personnes dans le futur. En 2014, la part des 65 ans et plus est de 14.1%. Cette part devrait être, d'après EUROSTAT, de 14.7% en 2020, de 18.5% en 2040, de 21.7% en 2060 et d'environ un quart de la population en 2080 (25.6%). La part des 75 ans et plus serait, en 2080, 2.3 fois plus grande qu'aujourd'hui (6.7% en 2014 pour 15.2% en 2080), la part des 85 ans et plus 3.5 fois plus grande (1.8% en 2014 pour 6.1% en 2080). La part des 95 ans et plus et des centenaires devrait être toujours faible en 2080 : 0.9% pour les premiers (0.1% en 2014) et 0.2% pour les seconds (moins de 0.1% aujourd'hui).

Graphique 35 : Projection des parts des personnes âgées de 65+, de 75+, de 85+, des 95+ et des 100 ans et plus parmi la population totale (2013/2080)



Source : EUROSTAT - EUROPOP2013

Graphique 36 : Taux de dépendance vieillesse (en %) projeté au Luxembourg, en Belgique, en Allemagne, en France et dans l'UE-28 (2013/2080)



Source : EUROSTAT - EUROPOP2013

Cette augmentation des parts des personnes âgées dans la population a pour conséquence que le taux de dépendance vieillesse augmente lui aussi. Cet indicateur est le ratio entre le nombre total de personnes âgées ayant atteint un âge auquel elles sont généralement économiquement inactives (65 ans et plus) et le nombre de personnes en âge de travailler (de 15 à 64 ans). Par rapport aux autres pays européens, le Luxembourg a un taux de dépendance vieillesse relativement faible même si un effet de rattrapage est observé en fin de projection. Au début de la projection (2013), il est de 20.2% et devrait doubler jusqu'en 2080 (44.1%). Ces chiffres se situent en-dessous de la moyenne européenne (respectivement 27.5% en 2013 et 51.0% en 2080).

Dans les pays limitrophes du Luxembourg, la Belgique et la France auraient également des taux de dépendance vieillesse en-dessous de la moyenne de l'UE-28 et relativement proches de celui du Luxembourg en fin de projection. Par contre, l'Allemagne aurait un taux de dépendance vieillesse très élevé (31.3% en 2014 contre 59.9% en 2080). En fin de projection, l'Allemagne ne serait devancé que par la Slovaquie (68.7%) et le Portugal (68.3%).

Partie I: Marché du travail

1. Emploi

Le présent chapitre est consacré à l'évolution des principaux indicateurs de l'emploi au Luxembourg. L'approche est moins conjoncturelle que structurelle. Une première partie s'intéresse à l'évolution de l'emploi proprement dite. Une deuxième section propose une analyse des taux d'emploi. Des sous-chapitres 1.3 et 1.4 sont consacrés respectivement au travail à temps partiel et au travail « temporaire » (CDD).

Emploi intérieur

Il s'agit ici d'un concept issu des comptes nationaux, défini par le système européen des comptes de 1995 (SEC 95)*. L'emploi intérieur englobe les personnes travaillant sur le territoire du Grand-Duché, qu'elles y aient leur résidence ou non. L'emploi intérieur comprend donc les personnes ayant leur résidence à l'étranger et travaillant sur le territoire du Grand-Duché (frontaliers entrants). Par contre, les personnes qui résident sur le territoire du Grand-Duché et qui travaillent en dehors de celui-ci ne sont pas comptées dans l'emploi intérieur. Il s'agit d'un côté des frontaliers sortants et d'un autre côté des agents des institutions internationales. Comme la notion de territoire renvoie au territoire économique, plutôt qu'au territoire géographique, ces institutions sont considérées comme étant extraterritoriales.

Emploi national

Ce concept est également issu des comptes nationaux et couvre les personnes résidant sur le territoire du Grand-Duché. Il comprend les fonctionnaires et agents des institutions internationales ainsi que les personnes travaillant à l'étranger (frontaliers sortants).

L'emploi national et l'emploi concerne à la fois les travailleurs salariés et indépendants. D'après le SEC

95, un travailleur salarié est « une personne qui travaille, aux termes d'un contrat, pour une autre unité institutionnelle résidente en échange d'un salaire ou d'une rétribution équivalente ». Un travailleur indépendant est une personne qui est seule propriétaire ou copropriétaire d'une entreprise sans personnalité juridique dans laquelle elle travaille. Le Tableau 1 ci-dessous indique les liens entre les différents concepts au Luxembourg.

Définition de l'emploi selon le bureau international du travail (BIT)

Ce concept est appliqué afin d'estimer l'emploi dans le cadre de l'enquête sur les forces de travail (EFT). Selon cette définition une personne est en emploi si, au cours d'une semaine de référence, elle a effectué un travail rémunéré pendant au moins une heure. Cette définition comprend également les personnes qui n'ont pas travaillé dans le courant de la semaine de référence, mais qui ont eu un emploi duquel elles ont été absentes. Comme l'emploi dans le sens du BIT est estimé à partir de l'EFT, il ne concerne que les personnes qui résident au Grand-Duché. Il n'y a pas de restriction quant au lieu de travail. Cette définition de l'emploi est très proche de l'emploi national.

Définition de l'emploi selon le recensement de la population

Il s'agit là des personnes qui, dans le cadre du recensement de la population, ont déclaré avoir exercé un emploi. La période de référence est celle du recensement et il n'y a pas de restriction quant aux heures. Il s'agit donc d'un concept qui est plus subjectif que ceux du BIT et du SEC 95, dans la mesure qu'il laisse une certaine marge d'appréciation aux personnes concernées. Ce dernier concept n'est pas utilisé dans le cadre du présent rapport.

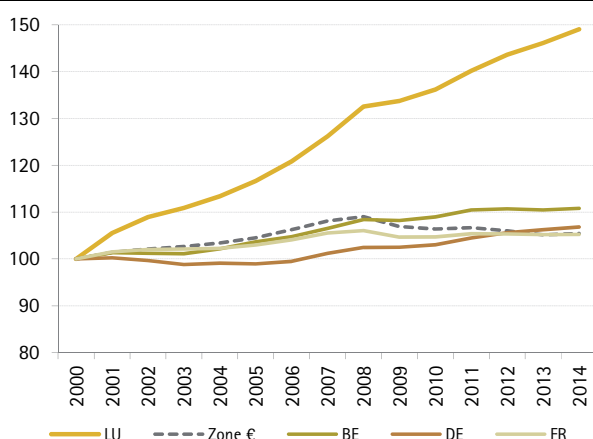
Tableau 1: Emploi intérieur et emploi national au Luxembourg, 1995-2013

Année	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
1. Emploi intérieur	215.5	221.0	227.8	238.0	249.9	263.8	278.4	287.4	292.6	299.1	307.8	318.8	333.0	349.7	352.8	359.2	369.8	378.9	385.5
Salariés	197.5	202.7	209.2	219.2	230.8	244.4	258.9	267.6	272.7	279.2	287.8	298.9	313.0	328.6	331.3	337.3	347.3	355.9	362.2
Non-salariés	18.0	18.3	18.6	18.9	19.1	19.4	19.6	19.8	19.9	19.9	20.0	19.8	19.9	21.2	21.5	21.9	22.5	22.9	23.3
2. Frontaliers nets (a) - (b)	47.3	51.4	56.2	62.5	70.1	79.0	89.0	94.1	97.5	102.1	108.5	116.3	125.4	137.1	137.9	140.8	145.6	149.1	151.7
a. Frontaliers non résidents	56.1	60.1	64.9	71.2	78.7	87.7	97.6	102.8	106.7	111.8	118.5	126.3	136.2	148.2	149.4	152.3	157.3	160.8	163.4
Non-salariés	0.6	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	2.7	2.9	3.1	3.3	3.5	3.8
Salariés	55.5	59.4	64.2	70.5	78.0	87.0	96.9	102.1	106.0	111.1	117.8	125.6	135.5	145.5	146.5	149.3	153.9	157.2	159.6
en provenance de: - France	28.6	30.8	33.7	37.3	41.4	46.4	51.8	54.2	55.8	57.7	60.5	64.0	68.6	72.8	72.7	74.1	76.2	77.8	79.0
- Belgique	16.9	17.9	18.9	20.4	22.1	24.2	26.6	28.1	28.9	30.0	31.5	33.0	35.1	37.3	37.3	37.8	38.9	39.6	40.3
- Allemagne	10.0	10.8	11.6	12.9	14.6	16.4	18.4	19.9	21.3	23.3	25.8	28.6	31.8	35.4	36.4	37.4	38.8	39.8	40.3
b. Frontaliers résidents	8.8	8.7	8.6	8.7	8.6	8.8	8.6	8.7	9.1	9.6	10.1	9.9	10.8	11.1	11.4	11.5	11.7	11.6	11.6
dont: Agents internationaux	7.8	7.8	7.7	7.8	7.7	7.8	7.6	7.7	7.9	8.3	9.0	9.0	9.9	10.0	10.2	10.1	10.2	10.1	10.1
3. Emploi national (1) - (2)	168.1	169.6	171.6	175.5	179.8	184.8	189.5	193.3	195.1	197.0	199.3	202.5	207.6	212.6	214.9	218.4	224.2	229.8	233.8
Taux de croissance de l'emploi intérieur		2.6	3.1	4.5	5.0	5.6	5.5	3.2	1.8	2.2	2.9	3.6	4.5	5.0	0.9	1.8	3.0	2.5	1.7
Taux de croissance de l'emploi national		0.9	1.2	2.3	2.5	2.8	2.5	2.0	0.9	1.0	1.2	1.6	2.5	2.4	1.1	1.6	2.7	2.5	1.7
Taux de croissance de l'emploi frontalier		8.7	9.3	11.2	12.2	12.7	12.7	5.7	3.6	4.7	6.3	7.2	7.8	9.3	0.6	2.1	3.4	2.4	1.7
Taux de croissance de l'emploi frontalier non-résidents		7.1	8.0	9.7	10.5	11.4	11.3	5.3	3.8	4.8	6.0	6.6	7.8	8.8	0.8	1.9	3.3	2.2	1.6

Source : STATEC

1.1 L'évolution de l'emploi

Graphique 1: Evolution de l'emploi intérieur au Luxembourg, dans les pays voisins et en Europe, 2000-2014 (indices: 2000 = 100)

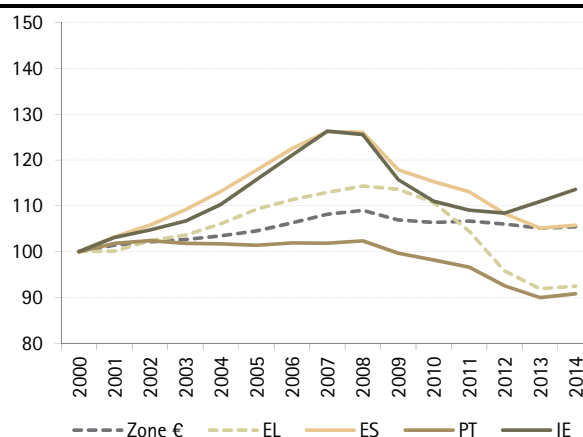


Sources : STATEC, EUROSTAT (estimation STATEC (pour le Luxembourg) et AMECO (pour les autres pays européens) pour 2014)

La croissance de l'emploi intérieur au Luxembourg reste positive et supérieure à celle de l'UE en moyenne

On sait que la croissance de l'emploi au Luxembourg à moyen et à long terme dépasse très largement celle de l'UE en général et celle des pays voisins en particulier. De 2000 à 2014, l'emploi augmente de +49.0% au Luxembourg. Pour la Belgique, on constate une augmentation de 10.8% de 2000 à 2014 et, pour l'Allemagne, un plus de 6.8%.

Graphique 2: Evolution de l'emploi intérieur dans la zone euro et dans quelques pays les plus touchés par la crise, 2000-2014 (indices: 2000 = 100)



Sources : STATEC, EUROSTAT (estimation STATEC (pour le Luxembourg) et AMECO (pour les autres pays européens) pour 2014)

En France, l'emploi a augmenté de 5.3% entre 2000 et 2014. Dans les pays les plus touchés par la crise, l'emploi s'est littéralement effondré. En 2014, il y a près de 10% d'emplois en moins qu'en 2000 au Portugal et en Grèce. En Irlande et en Espagne, le recul est similaire, mais il intervient après une période de forte croissance de l'emploi. A noter que l'année 2014 est marquée par une relative stabilisation de l'emploi dans ces pays.

Le taux de croissance annuel moyen de l'emploi est de 3.0% au Luxembourg de 2000 à 2014. Dans la zone euro, l'emploi ne croît que de 0.4% en moyenne annuelle. Avec respectivement 0.5% et 0.4% de croissance de l'emploi par an de 2000 à 2014, la France et l'Allemagne se situent dans la moyenne de la zone €, avec toutefois une différence non-négligeable. La croissance de l'emploi en Allemagne est pratiquement nulle avant la crise, puis devient positive, alors qu'en France c'est l'inverse. On reviendra plus loin sur les effets de la crise. En Belgique, l'emploi croît à un rythme positif modéré de 0.7% en moyenne annuelle sur la période de 2000 à 2014.

En matière d'emploi, la crise frappe le Luxembourg un an plus tard que la plupart des autres pays européens. Dans la zone euro, le taux de croissance de l'emploi est tombé de 1.8% en 2007 à 0.8% en 2008, alors qu'au Luxembourg le taux de croissance augmente même encore légèrement (de 4.5% en 2007 à 5.0% en 2008). Le recul du taux de croissance de l'emploi en 2009 est d'autant plus fort au Luxembourg. La croissance de l'emploi au Grand-Duché passe de 5.0% en 2008 à 0.9% en 2009 (soit une différence de 4.1 points), alors que dans la zone euro le taux de croissance recule un peu moins fortement en passant de +0.8% à -1.9% (soit une différence de 2.0 points). A noter donc que, contrairement à la zone euro, la croissance de l'emploi reste légèrement positive au Luxembourg en 2009.

En 2010, même si la tendance est inversée, l'emploi continue à reculer dans la zone euro, quoi que de façon atténuée (-0.5% par rapport à 2009). Au Luxembourg, on est à une croissance de 1.8% de l'emploi en 2010. En 2011, la croissance de l'emploi atteint 3.0% au Grand-Duché. Dans la zone euro, la variation de l'emploi redevient seulement légèrement positive en 2011 (+0.3%). La croissance de l'emploi se s'est de nouveau tassée en 2012. Pour cette année, la variation de l'emploi reste positive à 2.5% au Luxembourg, alors que dans la zone euro la variation de l'emploi est à nouveau négative (-0.7%). En 2013, l'économie de la zone euro a encore perdu des emplois (-0.8%), alors que Luxembourg la croissance de l'emploi se tasse un peu tout en restant largement positive: +1.7% en 2013 (contre +2.5% en 2012).

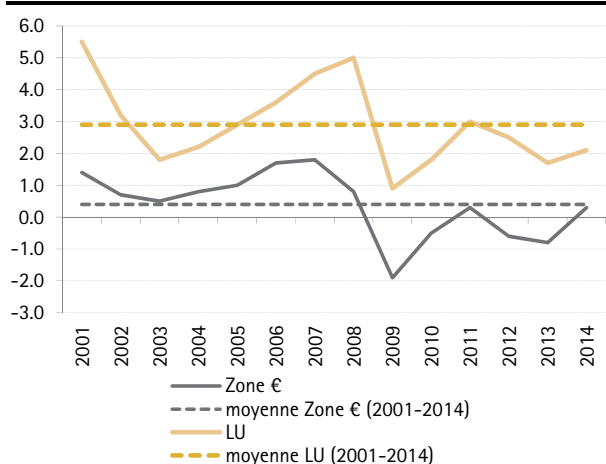
En 2014, les dernières estimations disponibles au moment de la rédaction du présent rapport tablent sur une croissance de l'emploi de 2.1% au Luxembourg (estimations STATEC), c'est-à-dire un taux légèrement supérieur à celui de l'année 2013. Dans la zone euro, la tendance négative de l'emploi serait enrayée, l'économie gagnerait des emplois, avec un taux de variation de +0.3%.

Le recul de l'emploi en 2009 concernait pratiquement tous les pays européens, avec des pertes d'emplois extrêmement importantes dans des pays comme la Lettonie (-14.3 %), l'Estonie (-10.0%), l'Irlande (-7.8%), la Lituanie et l'Espagne (-6.8% et -6.5%). Seul le Luxembourg connaît une croissance de l'emploi assez consistante en 2009, avec près de 1%.

Il est également à noter que les pays les plus touchés par les pertes d'emplois en 2009 ont du mal à arrêter l'hémorragie en 2010. En Lettonie, Estonie et Irlande, le recul de l'emploi continue de dépasser les 4% en 2010. En Lituanie, l'emploi connaît même une évolution d'environ -12% en 2010. Dans les autres pays européens, l'emploi évolue de façon moins négative en 2010, mais seuls le Luxembourg, Malte, la Belgique, l'Autriche, l'Allemagne et la Suède - et à un degré moindre la Hongrie, le Royaume-Uni et la France - peuvent faire état de taux positifs.

On a vu qu'en 2011, dans la zone euro, la croissance de l'emploi devient légèrement positive (+0.3%). Dans un seul pays de l'UE-28, l'emploi continue dans sa chute vertigineuse en 2011. En Grèce, on passe d'une variation de l'emploi de -2.6% en 2010 à -5.6% en 2011. Dans de nombreux pays européens, comme en Lettonie ou en Lituanie qui avaient perdu beaucoup d'emplois en 2010, la situation s'améliore quelque peu, même si des emplois continuent à être détruits dans des pays comme la Bulgarie, l'Irlande, la Croatie, la Slovaquie, la Roumanie, l'Espagne et le Portugal. Dans les autres pays de la zone euro, on note une création nette d'emplois, même si, dans la grande majorité des Etats-membres, elle reste très modeste.

Graphique 3: Taux de variation de l'emploi intérieur au Luxembourg et dans la zone euro, 2001-2014 (en %)

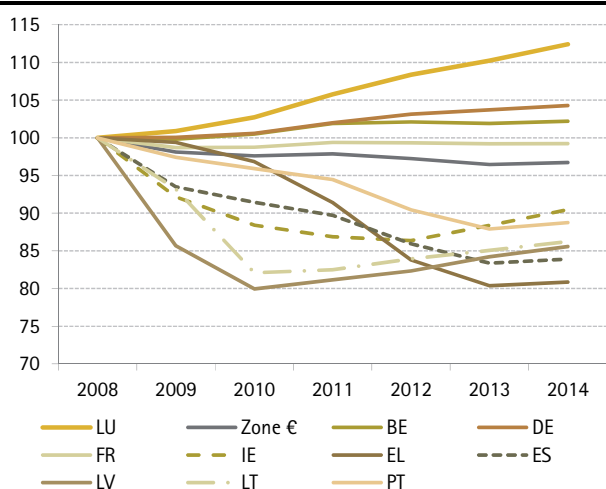


Sources : STATEC, EUROSTAT (estimation STATEC (pour le Luxembourg) et AMECO (pour la zone euro) pour 2014)

En 2012, l'évolution du marché du travail dans la zone euro se détériore à nouveau. La variation moyenne de l'emploi y passe de +0.3% en 2011 à -0.7% en 2012. Des pays comme le Portugal (-4.2% d'emplois en 2012), l'Espagne (également -4.2%) et la Grèce (-8.3%) continuent de s'enfoncer dans la crise de l'emploi. Chypre, qui n'avait pas connu depuis le début de la crise une baisse de l'emploi, perd beaucoup d'emplois en 2012 (-4.2%, comme au Portugal et en Espagne).

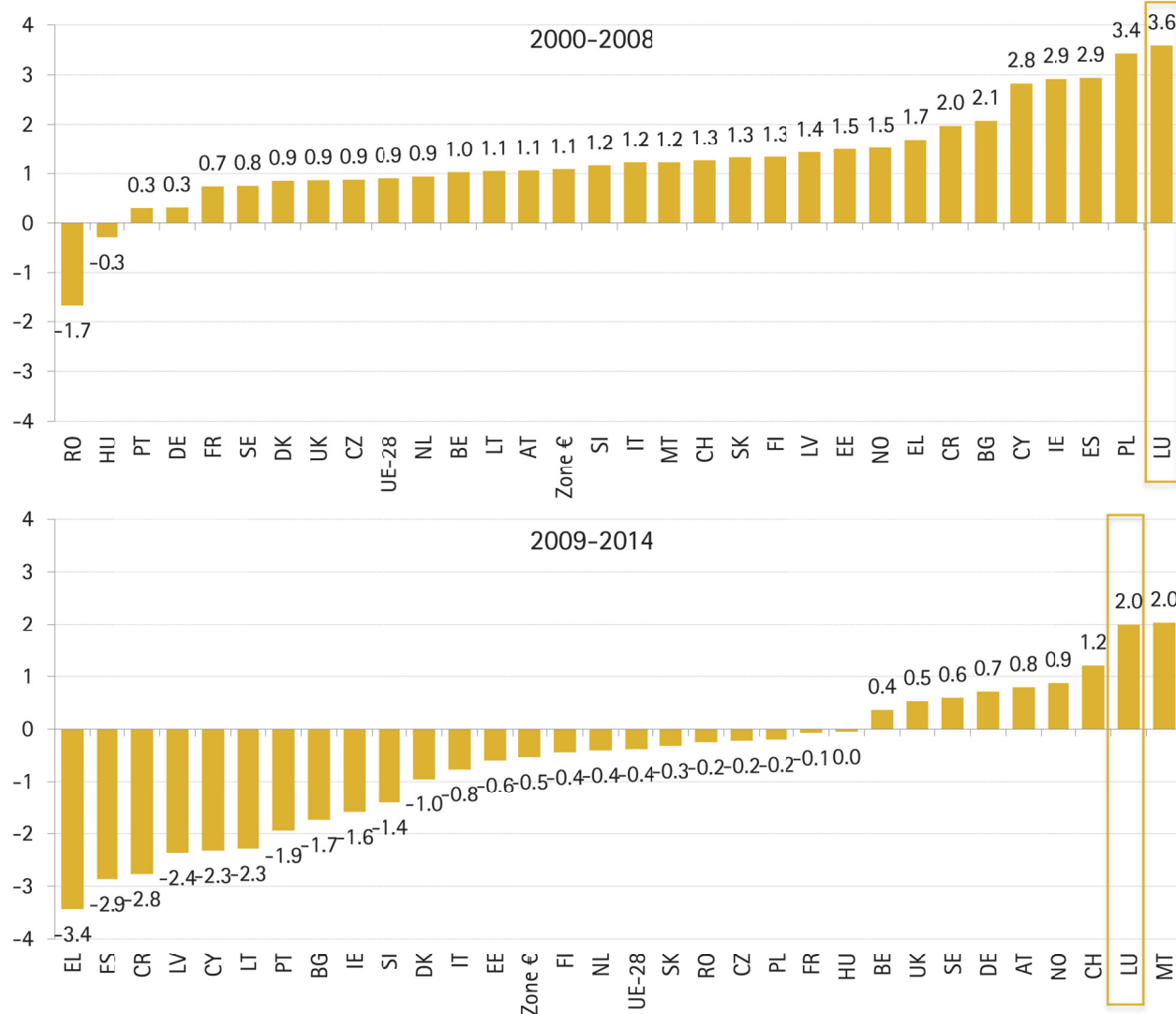
En 2013, des pertes d'emplois dans la zone euro (-0.8%) continuent, et cela plus particulièrement au Portugal, en Espagne et en Grèce, même si la baisse de l'emploi est un peu moins prononcée qu'en 2012 : -4.1% en Grèce et -3.0% en Espagne et -2.8% au Portugal. Chypre s'enfoncé encore un peu plus avec -5.2% de variation de l'emploi en 2013. Par contre, au Luxembourg, l'emploi croît de 2.5% en 2013 après une croissance déjà consistante en 2012 (+3.0%).

Graphique 4: Impact de la crise sur l'emploi intérieur au Luxembourg, dans la zone euro et dans quelques pays européens, 2008-2014 (indices: 2008 = 100)



Sources : STATEC, EUROSTAT (estimation STATEC (pour le Luxembourg) et AMECO (pour les autres pays européens) pour 2014)

En 2014, l'emploi devrait se redresser, mais seulement légèrement. On estime que, dans la zone euro, l'emploi augmenterait de 0.3%. Dans la plupart des pays, les taux de croissance de l'emploi ne devraient cependant pas dépasser le 1%, mis à part au Luxembourg (+2.1% estimé pour 2014) et en Irlande (+2.4%). En Croatie (-2.5%, estimé pour 2014), en Italie (-0.3%), aux Pays-Bas (-0.8%), et surtout en Chypre (-4.4%), l'évolution resterait négative.

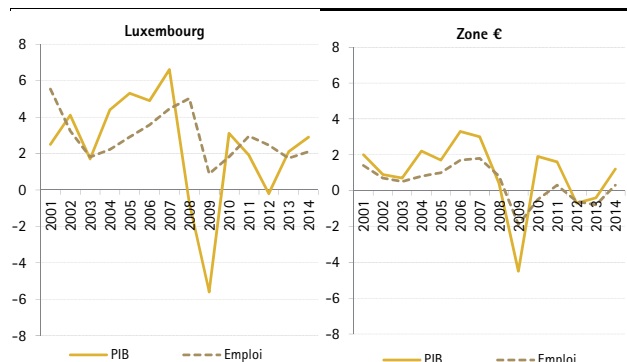
Graphique 5 : Taux de variation annuel moyen de l'emploi intérieur au Luxembourg et en Europe, 2000–2008 et 2009–2014 (en %)

Sources : STATEC, EUROSTAT (estimation STATEC (pour le Luxembourg) et AMECO (pour les pays européens) pour 2014)

En résumé, seulement 9 pays européens ont créé des emplois à partir de 2009, même si c'est parfois modestement: le Royaume-Uni (taux de croissance moyen annuel de 0.5% entre 2009 et 2013), la Suède (taux de croissance de 0.6%), la Belgique (0.4%), l'Allemagne (0.7%), l'Autriche (0.8%), la Norvège (0.9%), la Suisse (1.2%), Malte (2.0%) et le Luxembourg (2.0% par an de 2009 à 2013 en moyenne). En 2014, l'emploi au Luxembourg est de 12.4% plus élevé qu'en 2008, alors que, dans la zone euro, il est, en 2014 de plus de 3% inférieur à son niveau de 2008.

Au Grand-Duché, comme dans la zone euro en moyenne, le taux de variation de l'emploi est corrélé à celui de l'activité économique, c'est-à-dire au taux de croissance du PIB (voir Graphique 6). Pour le Luxembourg, on constate cependant les taux de croissance plus élevés des deux variables (emploi et PIB) en comparaison avec la zone euro. Par ailleurs, en période de croissance économique forte, les taux de croissance du PIB au Grand-Duché tendent à dépasser largement les taux de croissance de l'emploi (avec, en conséquence, des gains de productivité importants).

Graphique 6: Taux de variation de l'emploi intérieur et du PIB au Luxembourg et dans la zone euro, 2001–2014 (en %)



Sources : STATEC, EUROSTAT (estimation STATEC pour le Luxembourg) et AMECO (pour la zone euro) pour 2014)

En revanche, l'ajustement de l'emploi en temps de crise semble retardé au Luxembourg. En effet, en 2001 par exemple, le taux de croissance du PIB avait fortement chuté (en passant de 8.4% en 2000 à 2.5% en 2001), alors que le taux d'emploi continuait de croître pratiquement au même rythme (5.6% en 2000 et 5.5% en 2001). On retrouve cette caractéristique en 2008. Le taux de croissance du PIB passe de 6.6% en 2007 à -0.7% en 2008, alors que le taux de croissance de l'emploi augmente même légèrement (de 4.5% en 2007 à 5.0% en 2008). En 2009, le PIB chute de près de 6% au Luxembourg, alors que la croissance de l'emploi reste positive à +0.9%. Ces périodes de ralentissement économique sont donc synonymes d'une évolution très négative de la productivité du travail au Luxembourg.

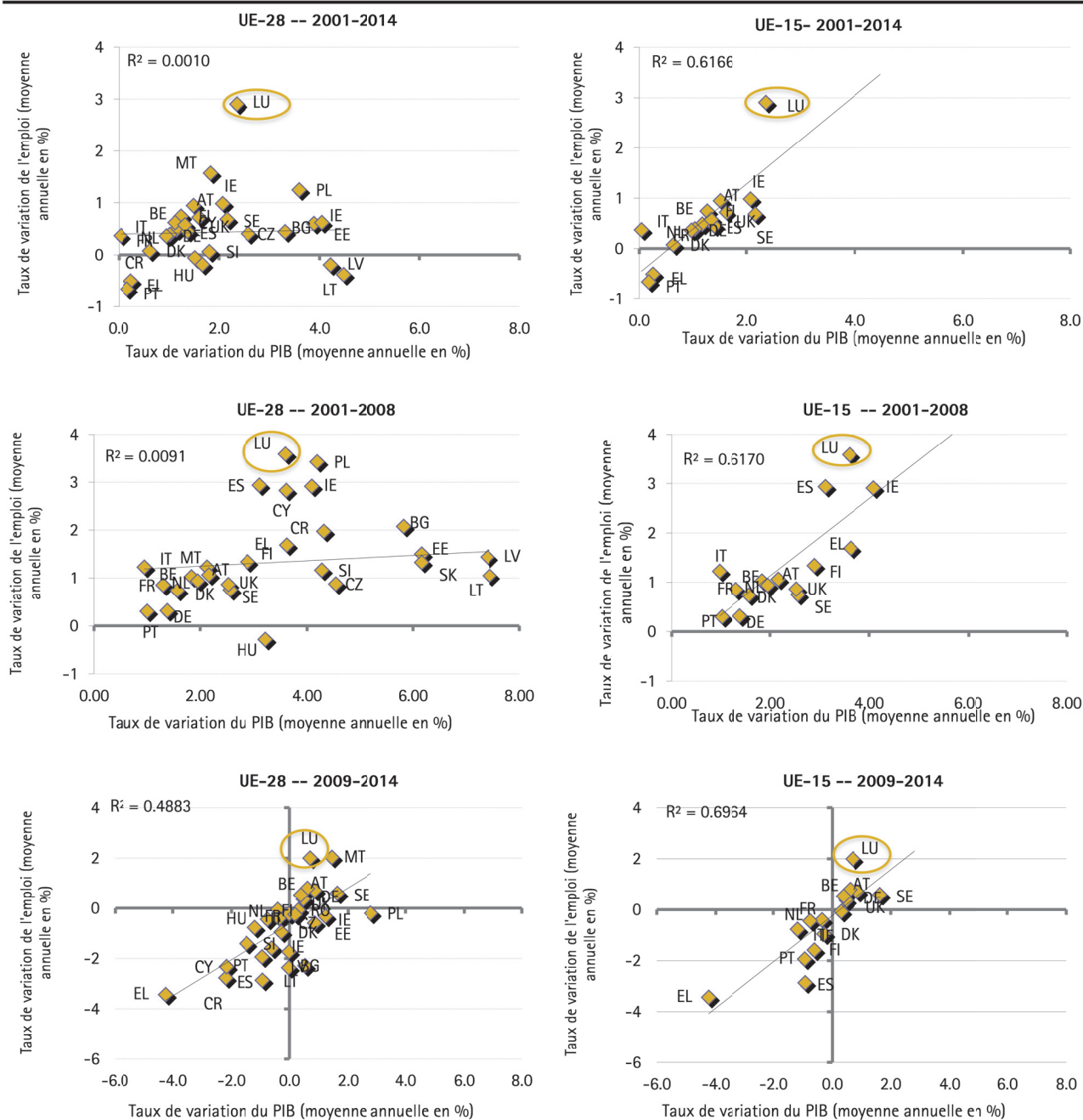
Est-ce qu'on trouve une corrélation similaire entre variation du PIB et variation de l'emploi pour l'ensemble des pays européens ? A première vue, il semble que non. En association le taux de croissance moyen du PIB et le taux de croissance de l'emploi pour tous les pays de l'UE-28 pris individuellement sur la période 2001-2014, on trouve un coefficient de corrélation nul (voir Graphique 7). Néanmoins, cette présentation est trompeuse. Elle néglige le fait qu'il y a un groupe de pays spécifique qui semble avoir des caractéristiques diverses des autres pays. Il s'agit de la plupart des nouveaux Etats membres de l'Est européen qui sont (étaient jusqu'à la crise) en phase de rattrapage et dont la croissance est moins basée sur la croissance de l'emploi que sur des gains de productivité.

Il convient d'ajouter que, dans ces nouveaux Etats membres, l'industrie a encore une place importante dans le tissu économique, alors que dans les anciens Etats membres (UE-15) qui ont atteint une certaine maturité économique, l'industrie est supplantée largement par les services. Or, dans l'industrie, les gains de productivité sont plus importants que dans les services.

Contrairement à l'UE-28, en limitant l'analyse aux anciens Etats-membres (UE-15), on note bien une corrélation forte entre l'évolution du PIB et l'emploi sur la période 2001-2013. Le Luxembourg est un peu excentré par rapport au peloton de l'UE-15, avec une croissance importante du PIB, comme de l'emploi. Néanmoins, on note que certains pays se situent en-dessous de la droite de la régression, d'autres au-dessus. Au Luxembourg, qui se situe largement au-dessus de la droite de régression, la croissance du PIB est relativement intensive en emplois, alors que, pour les pays situés en-dessous de la droite de régression, la productivité joue un rôle plus grand.

En focalisant l'analyse sur l'ensemble de la période 2001-2013, on court le risque d'escamoter des divergences entre deux périodes très distinctes du point de vue économique, à savoir une période de croissance économique et la période de crise économique profonde récente. Pour les pays de l'UE-27, on retrouve une corrélation très modeste entre la croissance de l'emploi et la croissance du PIB sur la période 2001-2008. Pour les anciens Etats membres (UE-15), la corrélation est forte. Sur les années 2001-2008, parmi les pays de l'UE-15, le Luxembourg se situe largement au-dessus de la droite de régression, tout comme l'Espagne et l'Italie; ce qui confirme l'intensité en emplois de la croissance luxembourgeoise au cours de ces années.

Pour ce qui est de la période correspondant à la crise économique (2009-2013), la corrélation, c'est-à-dire le lien entre la variation du PIB et la variation de l'emploi dans l'UE-27, devient plus forte que sur la période antérieure (2001-2008). Dans l'UE-15, la corrélation entre la variation de l'emploi et la variation du PIB se situe à un niveau élevé pendant et avant la crise.

Graphique 7: Corrélation entre le taux de variation de l'emploi intérieur et du PIB en Europe

Sources : STATEC, EUROSTAT (estimation STATEC (pour le Luxembourg) et AMECO (pour les autres pays européens) pour 2014)

Le Luxembourg se place toujours largement au-dessus de la droite de régression sur la période 2009-2014. Une croissance faible du PIB est accompagnée par une croissance importante de l'emploi. L'ajustement de l'emploi – qui croît toujours de 2% – à la faible croissance du PIB (0.7% en moyenne annuelle de 2009 à 2014) est donc moins prononcé au Luxembourg que dans les autres pays européens.

Il en résulte une évolution négative de la productivité. On y reviendra plus loin. En Suède, c'est l'inverse que l'on constate: une croissance moyenne relativement importante de 1.6% par an de 2009-2014, s'est faite avec une croissance de l'emploi faible (0.6% en moyenne par an) et donc avec des gains de productivité non-négligeables. C'est également le cas en Pologne où la croissance du PIB est de 2.8% en moyenne annuelle de 2009 à 2014 et où l'emploi se tasse légèrement (-0.2%). On note par ailleurs des ajustements de l'emploi au ralentissement

économique très importants en Espagne, au Portugal, en Irlande, en Bulgarie, en Lituanie, en Lettonie. En Grèce, le recul de l'emploi est proportionnel au recul du PIB.

Le Luxembourg, une exception dans la Grande-Région

On dispose des données concernant l'évolution de l'emploi dans la Grande-Région jusqu'à l'année 2011. De 2000 à 2011, l'emploi au Grand-Duché a augmenté de quelque 40.2%, alors que, dans la Grande-Région, dans son ensemble, on n'enregistre qu'une augmentation de 8.4% de l'emploi (voir Graphique 8).

L'emploi total de la Grande-Région passe de 4.49 millions de personnes en 2000 à 4.87 millions de personnes en 2011, soit une augmentation totale de 376 mille personnes. L'augmentation de l'emploi au Luxembourg de 2000 à 2011 est de près de 106 mille personnes. Près d'un tiers de l'augmentation de l'emploi au cours de cette période dans la Grande-Région est donc imputable au Grand-Duché (28.2%). La part du Luxembourg dans l'emploi de la Grande-Région était de 5.9% en 2001. Elle passe à 7.6% en 2011. La Sarre et la Lorraine sont les entités de la Grande-Région qui sont les moins dynamiques en matière de création nette d'emplois. En 2011, en Lorraine, l'emploi se situe même légèrement en-dessous de son niveau de 2000 (848 400 en 2011, contre 848 900 en 2000), alors qu'en Sarre il y a une très légère augmentation (l'emploi y passe de 504 000 à 516 000, soit une augmentation de 2.4% sur un peu plus de 10 ans). A noter cependant que cette augmentation de l'emploi en Sarre se situe exclusivement dans la période récente (2000 et 2011).

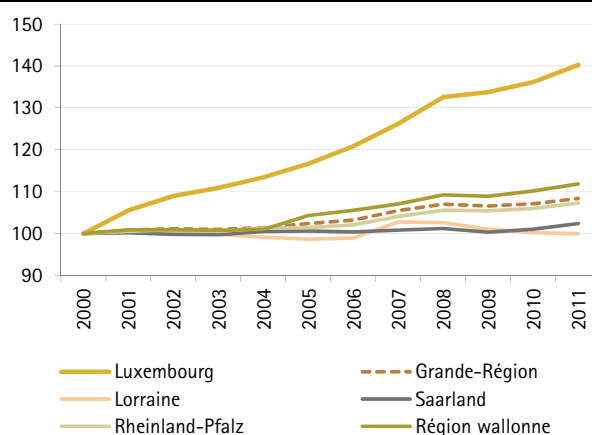
Dans la Région wallonne, la croissance de l'emploi de 2000 à 2011 est relativement dynamique. En 2011, il est de 11.8% supérieur à son niveau de 2000. Cette augmentation est très légèrement plus élevée qu'en Belgique au total (+10.6%). Elle est supérieure en termes relatifs à l'augmentation globale de l'emploi dans la Grande-Région (+8.4% de 2000 à 2011). La Rhénanie-Palatinat peut faire état d'une augmentation de l'emploi de 7.2% de 2000-2011, soit un peu en-dessous de la moyenne de la Grande-Région (8.4%), mais au-dessus de l'augmentation de l'emploi en Allemagne dans son ensemble (+4.5% de 2000 à 2011).

En se situant à un niveau régional plus fin, l'image est plus nuancée (voir Tableau 2). L'emploi dans le « Regionalverband Saarbrücken » et dans la région de « Neunkirchen » évolue de façon négative (-0.1% et -0.3% en moyenne annuelle de 2001 à 2011), alors que dans la région de St. Wendel (1.0% de croissance annuelle), dans le « Saarpfalz-Kreis » (0.5%) et dans la région de Saarlouis (0.7%), l'évolution de l'emploi est positive et se situe au-dessus de la moyenne de l'Allemagne dans son ensemble (0.4% de croissance annuelle de l'emploi). En Rhénanie-Palatinat, la croissance de l'emploi (0.6% en moyenne par an de 2001 à 2011) se place au-dessus de la moyenne allemande (0.4%). Quelques unités territoriales au sein de la Rhénanie-Palatinat font significativement mieux que cette moyenne. Il s'agit, par exemple, de « Bad Kreuznach » (1.0% de croissance annuelle moyenne de 2001 à 2011) situé dans la région de Coblenz, de Trier-Saargebiet (1.2%) dans la région de Trèves ou d'Alzey-Worms (1.7%) en Rheinhessen-Pfalz. (Tableau 2).

Le taux de croissance moyen annuel de l'emploi au Luxembourg (3.1% de 2001 à 2011) se situe largement au-dessus de la moyenne de la Grande-Région (0.7% de croissance par an) et des autres entités régionales prises individuellement.

Cependant, l'emploi dans la Province du Brabant wallon évolue également assez favorablement. Avec 2.1% de croissance annuelle en moyenne de 2001 à 2011, elle se situe largement au-dessus de la moyenne de la Belgique (0.9%) et de la Région wallonne (1.0% par an).

Graphique 8: Evolution de l'emploi dans la Grande-Région, 2000-2011 (indices: 2000 = 100)



Sources : STATEC, EUROSTAT

Dans la Province de Namur, l'augmentation de l'emploi (1.2% de croissance annuelle) dépasse aussi la moyenne de la Région wallonne. Par contre, dans la Province du Luxembourg (1.0% par an), dans celle de Liège (0.7%) et dans celle du Hainaut (0.9%), la croissance de l'emploi se situe en-dessous de la moyenne de la Région wallonne, avec évidemment quelques exceptions, comme l'arrondissement d'Ath (Hainaut), l'arrondissement de Huy (Liège) ou encore l'arrondissement de Bastogne (Province du Luxembourg) où l'emploi évolue un peu plus favorablement.

L'évolution de l'emploi en Lorraine (croissance nulle en moyenne annuelle de 2001 à 2011) est moins dynamique que dans la Grande-Région prise dans son ensemble, mais également moins positif qu'en France dans son ensemble (0.8% sur la période 2001-2011). Ce sont surtout les départements des Vosges et de la Meuse qui sont à la traîne, avec un taux de variation annuelle moyenne de -0.6% sur les années 2001-2011 dans ces deux départements.

Tout comme en Lorraine, l'emploi en Sarre n'a pas connu d'évolution très positive (croissance de 0.2% en moyenne annuelle.) sur l'ensemble de la période 2001-2011. Ce taux est donc inférieur à la moyenne de la Grande-Région (0.7%), mais également inférieur à la moyenne allemande (0.4%). Mais, là encore, on note des différences régionales importantes.

L'emploi dans le « Regionalverband Saarbrücken » et dans la région de « Neunkirchen » évolue de façon négative (-0.1% et -0.3% en moyenne annuelle de 2001 à 2011), alors que dans la région de St. Wendel (1.0% de croissance annuelle), dans le "Saarpfalz-Kreis" (0.5%) et dans la région de Saarlouis (0.7%), l'évolution de l'emploi est positive et se situe au-dessus de la moyenne de l'Allemagne dans son ensemble (0.4% de croissance annuelle de l'emploi).

En Rhénanie-Palatinat, la croissance de l'emploi (0.6% en moyenne par an de 2001 à 2011) se place au-dessus de la moyenne allemande (0.4%). Quelques unités territoriales au sein de la Rhénanie-Palatinat font significativement mieux que cette moyenne. Il s'agit, par exemple, de « Bad Kreuznach (1.0% de croissance annuelle moyenne de 2001 à 2011) situé dans la région de Coblenz, de Trier-Saarburg (1.2%) dans la région de Trèves ou d'Alzey-Worms (1.7%) en Rhénanie-Pfalz.

Tableau 2: Croissance de l'emploi dans la Grande-Région, 2001-2011 (moyenne annuelle, en %)

	Moyenne 2001-2004	Moyenne 2005-2007	Moyenne 2008-2011	Moyenne 2001-2011
Belgique	0.3	1.7	0.9	0.9
Région wallonne	0.2	2.0	1.1	1.0
Prov. Brabant Wallon	1.1	3.5	2.0	2.1
Prov. Hainaut	0.2	1.9	0.9	0.9
Arr. Ath	0.9	2.5	1.8	1.6
Arr. Charleroi	0.0	1.8	0.8	0.8
Arr. Mons	0.0	1.5	0.2	0.5
Arr. Mouscron	0.7	0.8	0.5	0.7
Arr. Soignies	0.6	2.3	1.5	1.4
Arr. Thuin	-0.6	2.6	1.6	1.1
Arr. Tournai	0.8	2.2	1.2	1.3
Prov. Liège	-0.1	1.6	0.8	0.7
Arr. Huy	1.0	2.1	1.3	1.4
Arr. Liège	-0.2	1.9	0.9	0.8
Arr. Waremmé	0.0	1.6	2.0	1.2
Arr. Verviers	-0.2	0.8	0.4	0.3
Bezirk Verviers	-0.3	1.0	0.0	0.2
Prov. Luxembourg (BE)	0.4	2.0	0.9	1.0
Arr. Arlon	-0.1	1.3	-1.3	-0.2
Arr. Bastogne	0.4	1.3	6.6	2.9
Arr. Marche-en-Famenne	0.7	3.0	0.1	1.1
Arr. Neufchâteau	0.7	2.7	-0.2	0.9
Arr. Virton	0.2	0.6	1.2	0.7
Prov. Namur	0.3	1.8	1.6	1.2
Arr. Dinant	0.1	1.7	1.1	0.9
Arr. Namur	0.6	2.0	1.8	1.4
Arr. Philippeville	-0.6	0.6	1.1	0.3
Allemagne	-0.2	0.7	0.8	0.4
Rheinland-Pfalz	0.3	0.9	0.8	0.6
Koblenz	0.2	0.8	0.4	0.4
Koblenz, Kreisfreie Stadt	0.1	1.4	0.0	0.4
Ahrweiler	0.8	0.3	0.9	0.7
Altenkirchen (Westerwald)	0.0	1.2	0.1	0.4
Bad Kreuznach	1.0	1.1	1.0	1.0
Birkenfeld	-1.3	0.0	0.2	-0.4
Cochem-Zell	0.6	0.5	0.3	0.4
Mayen-Koblenz	0.5	0.9	0.4	0.6
Neuwied	0.0	0.8	0.1	0.2
Rhein-Hunsrück-Kreis	0.9	0.8	0.8	0.8
Rhein-Lahn-Kreis	0.2	0.2	0.4	0.3
Westerwaldkreis	0.0	0.7	0.5	0.3
Trier	0.6	1.1	0.9	0.8
Trier, Kreisfreie Stadt	0.8	1.1	0.5	0.8
Bernkastel-Wittlich	0.1	1.3	0.9	0.7
Eifelkreis Bitburg-Prüm	0.6	1.4	0.5	0.8
Vulkaneifel	0.5	0.6	1.5	0.9
Trier-Saarburg	0.9	1.1	1.6	1.2
Rheinhesen-Pfalz	0.3	0.9	1.0	0.7
Frankenthal (Pfalz), Kreisfreie Stadt	0.5	1.1	0.2	0.5
Kaiserslautern, Kreisfreie Stadt	0.8	0.5	1.0	0.8
Landau in der Pfalz, Kreisfreie Stadt	0.4	2.6	0.1	0.9
Ludwigshafen, Kreisfreie Stadt	-0.8	0.1	1.2	0.2
Mainz, Kreisfreie Stadt	-0.3	1.3	1.5	0.8
Neustadt, Kreisfreie Stadt	1.0	-0.5	-0.1	0.2
Pirmasens, Kreisfreie Stadt	-0.6	-0.4	0.8	0.0
Speyer, Kreisfreie Stadt	0.4	1.9	1.7	1.3
Worms, Kreisfreie Stadt	0.7	1.0	1.6	1.1
Zweibrücken, Kreisfreie Stadt	-1.0	2.5	-0.4	0.2
Alzey-Worms	2.1	1.9	1.3	1.7
Bad Dürkheim	1.0	1.0	-0.1	0.6
Donnersbergkreis	0.1	1.3	1.4	0.9
Germersheim	1.1	1.4	0.9	1.1
Kaiserslautern, Landkreis	1.2	0.8	0.4	0.8
Kusel	-0.3	-0.6	-0.1	-0.3
Südliche Weinstraße	0.6	0.9	1.3	1.0
Rhein-Pfalz-Kreis	1.1	1.4	1.2	1.2
Mainz-Bingen	1.3	1.3	1.5	1.3
Südwestpfalz	-1.1	-0.6	-0.3	-0.7
Saarland	0.1	0.1	0.4	0.2
Regionalverband Saarbrücken	-0.2	-0.7	0.6	-0.1
Merzig-Wadern	0.1	0.6	-0.3	0.1
Neunkirchen	-0.2	-0.2	-0.5	-0.3
Saarlouis	1.0	0.7	0.3	0.7
Saarpfalz-Kreis	0.3	1.3	0.2	0.5
St. Wendel	0.2	0.7	2.2	1.0
France	0.5	2.1	0.0	0.8
Lorraine	-0.2	1.2	-0.7	0.0
Meurthe-et-Moselle	0.1	1.7	-0.5	0.3
Meuse	-0.3	-0.4	-1.1	-0.6
Moselle	-0.4	1.7	-0.6	0.1
Vosges	-0.4	0.1	-1.2	-0.6
Luxembourg	3.2	3.6	2.7	3.1
Grande Région	0.4	1.3	0.7	0.7
Grande Région sans LU	0.2	1.2	0.5	0.6

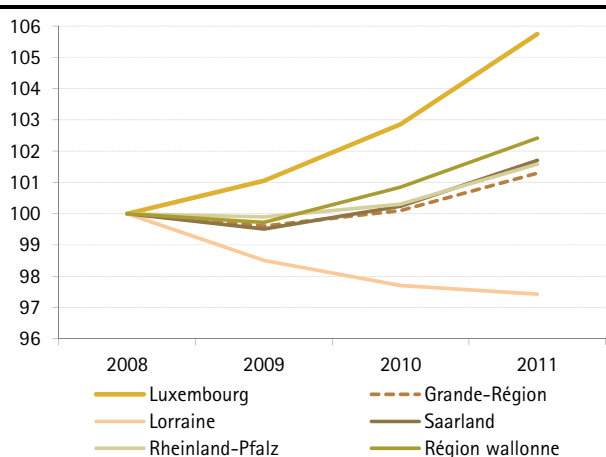
Sources : STATEC, EUROSTAT

Avec la crise, l'emploi recule en Lorraine; sans la Lorraine la Grande Région aurait gagné 84 600 emplois de 2008 à 2011, alors qu'avec la Lorraine, l'emploi de la Grande Région n'augmente que de 62 200 personnes

Jusqu'ici, on s'est intéressé à l'évolution de l'emploi sur l'ensemble de la période 2001-2011. Se pose évidemment la question si la crise (à partir de 2008) a conduit à des renversements de tendance, par rapport à la période antérieure (2001-2007). Les années 2001-2007 ne constituent pas une période homogène. Jusqu'en 2004, l'évolution de l'emploi est tributaire de la crise économique du début des années 2000. L'emploi dans la Grande Région croît de seulement 0.4% en moyenne annuelle de 2001 à 2004. Le Luxembourg occupait déjà une position exceptionnelle dans la Grande Région avec une croissance annuelle de l'emploi de 3.2% de 2001 à 2004.

La création nette d'emplois s'accélère à partir de la reprise en 2004-2005. Le taux de variation de l'emploi dans la Grande Région atteint 1.3% en moyenne par an de 2005 à 2007 (contre 0.4% par an de 2001 à 2004). L'accélération est la plus sensible en Région wallonne (de 0.2% de 2001 à 2004 à 2.0% de 2005 à 2007), particulièrement au Brabant wallon (3.5% de croissance annuelle de l'emploi de 2005 à 2007). Mais les autres provinces de la Région wallonne peuvent également faire état d'une croissance de l'emploi consistante au cours de la période 2005-2007.

Graphique 9: Impact de la crise sur l'emploi dans la Grande-Région, 2008-2011 (indices: 2008 = 100)



Sources : STATEC, EUROSTAT

En Rhénanie-Palatinat, la croissance de l'emploi devient également plus positive tout en restant très en deçà des taux wallons: on passe d'une croissance annuelle de l'emploi de 0.3% de 2001 à 2004 à 0.9% de 2005 à 2007. En Lorraine, on passe d'une variation négative (-0.2% par an de 2001 à 2004) à +1.2% par an de 2005 à 2007. En Sarre, l'emploi reste atone avec une croissance annuelle moyenne de 0.1% de 2005-2007. Au Luxembourg, la croissance de l'emploi qui était déjà très élevée de 2001 à 2004 (3.2%), accélère encore un peu à 3.6% par an de 2005 à 2007.

La crise fait que la croissance de l'emploi se tasse de moitié dans la Grande Région: 1.3% par an entre 2005 et 2007 et seulement 0.7% de 2008 à 2011. Néanmoins, ce tassement ne concerne pas toutes les composantes de la Grande Région. La région wallonne voit bien la croissance de l'emploi diminuer de moitié en passant de 2.0% en moyenne annuelle entre 2005 et 2007 à 1.1% de 2008 à 2011. L'affaiblissement de la croissance de l'emploi concerne aussi le Luxembourg (3.6% de 2005 à 2007 et 2.7% de 2008 à 2011), même si le marché du travail reste orienté fortement à la hausse.

C'est en Lorraine que l'emploi semble le plus affecté par la crise: en 2007, on comptait 872 300 personnes employées en Lorraine; en 2011, leur nombre était de 848 400, soit une destruction de quelque 23 900 emplois. Le taux de variation annuelle de l'emploi en Lorraine qui était de 1.2% pour les années 2005-2007 passe à -0.7% de 2008 à 2011. Le recul de l'emploi à partir de 2008 concerne d'ailleurs tous les départements de la Lorraine (voir Tableau 2). L'emploi dans le « Regionalverband Saarbrücken » et dans la région de « Neunkirchen » évolue de façon négative (-0.1% et -0.3% en moyenne annuelle de 2001 à 2011), alors que dans la région de St. Wendel (1.0% de croissance annuelle), dans le « Saarpfalz-Kreis » (0.5%) et dans la région de Saarlouis (0.7%), l'évolution de l'emploi est positive et se situe au-dessus de la moyenne de l'Allemagne dans son ensemble (0.4% de croissance annuelle de l'emploi).

En Rhénanie-Palatinat, la croissance de l'emploi (0.6% en moyenne par an de 2001 à 2011) se place au-dessus de la moyenne allemande (0.4%). Quelques unités territoriales au sein de la Rhénanie-Palatinat font significativement mieux que cette moyenne. Il s'agit, par exemple, de « Bad Kreuznach (1.0% de croissance annuelle moyenne de 2001 à 2011) situé dans la région de Coblenche, de Trier-Saarburg (1.2%) dans la région de Trèves ou d'Alzey-Worms (1.7%) en Rheinhessen-Pfalz, mais c'est dans les Vosges et dans la Meuse qu'il est le plus sensible (respectivement

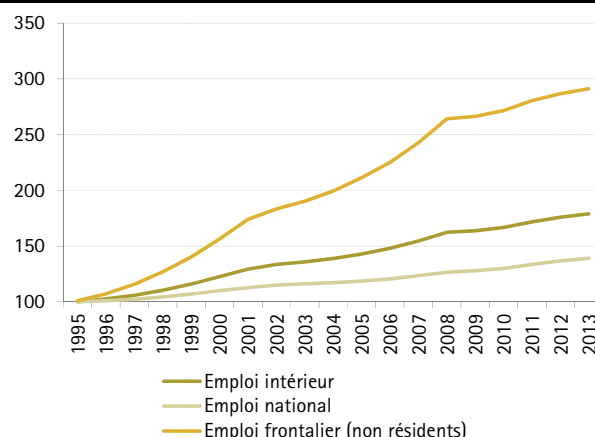
-1.2% et -1.1% par an de 2008 à 2011). Pour ces deux départements, le recul se greffe d'ailleurs sur une évolution de l'emploi relativement atone au cours des années précédentes. La Meuse avait même perdu des emplois entre 2005 et 2007.

En Rhénanie-Palatinat, l'évolution est à contre-courant de celle de la Grande Région, tout comme l'évolution de l'emploi en Allemagne est à contre-courant de la plupart des autres pays européens. La croissance annuelle moyenne de l'emploi en Rhénanie-Palatinat était de 0.9% de 2005 à 2007. Le création nette d'emplois y garde un rythme assez soutenu correspond à 0.8% en moyenne annuelle de 2008 à 2011. C'est dans la région de « Trier-Saarburg » que la création d'emplois est la plus dynamique (1.1% par an de 2005 à 2007 et 1.6% de 2008 à 2011). Ajoutons finalement qu'en Sarre l'évolution de l'emploi reste très modeste (0.2%), mais n'a pas connu d'effondrement suite à la crise.

La croissance de l'emploi frontalier au Luxembourg recule très fortement suite à la récente crise économique

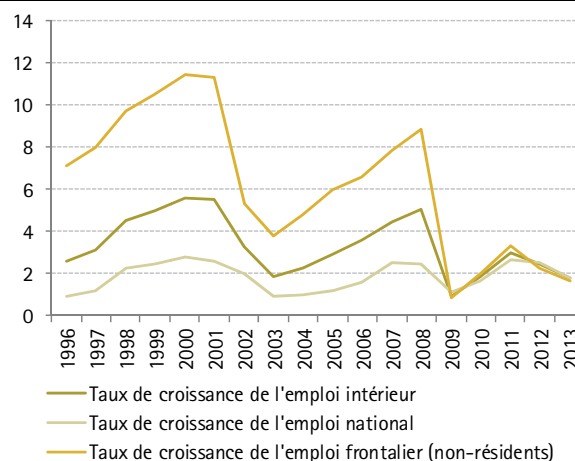
Au Luxembourg, l'emploi intérieur total a évolué de 215 500 personnes en 1995 à 385 500 en 2013. Or, sur cette augmentation totale de 170 000 unités, près des deux tiers (63%) sont imputables aux frontaliers. En effet, le nombre de frontaliers (non-résidents) passe de 56 100 en 1995 à 163 400 en 2012. En d'autres mots, l'emploi intérieur total a augmenté d'environ 79%, alors que l'emploi frontalier (non-résidents) a augmenté de 191% et l'emploi national de « seulement » 39% (voir Graphique 10).

Graphique 10: Evolution de l'emploi intérieur, de l'emploi national et de l'emploi frontalier (non-résidents), 1995-2013 (indices 1995 = 100)



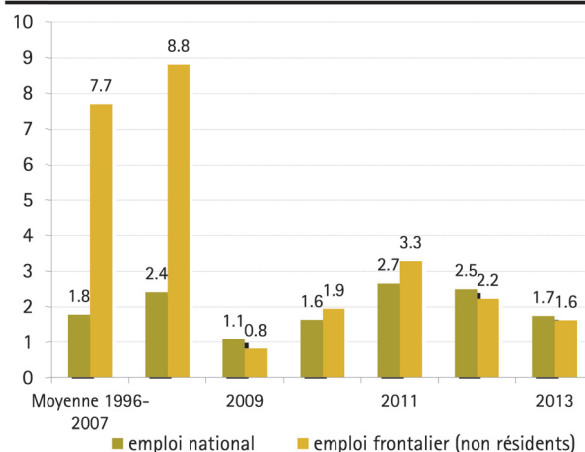
Source : STATEC

Graphique 11: Taux de croissance de l'emploi frontalier et de l'emploi national au Luxembourg, 1996-2013 (en %)



Source : STATEC

Graphique 12 : Taux de croissance de l'emploi frontalier et de l'emploi national au Luxembourg, 2008-2013 (en %)



Source : STATEC

En 2001, le taux de croissance de l'emploi frontalier était de 11.3%, contre 2.5% pour l'emploi national, soit un écart de près de 9 points de %. De 2003 à 2007, on observe un phénomène similaire. L'écart entre le taux de croissance de l'emploi national et celui des frontaliers passe de 3 points de % en 2003 (3.8% de croissance pour les frontaliers, contre 0.9% pour l'emploi national) à 5 points de % en 2007 (7.8% de croissance pour l'emploi frontalier, contre 2.5% pour l'emploi national).

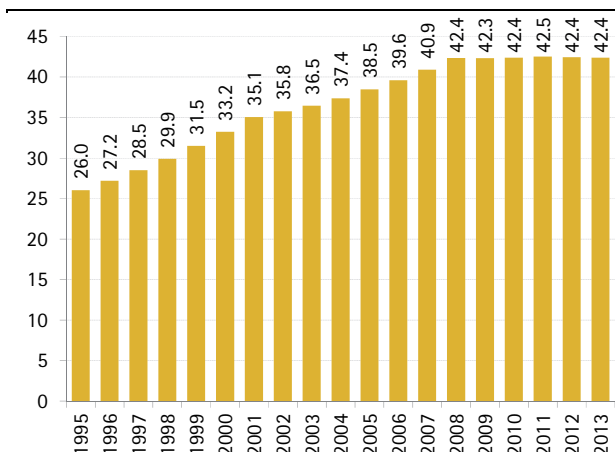
À l'inverse, en période de décélération économique, le recul du taux de croissance de l'emploi frontalier est plus prononcé que celui de l'emploi national. En d'autres mots, l'écart des taux de croissance de l'emploi entre frontaliers et résidents se resserre dans les périodes de faible croissance économique. C'est vrai en 2002-2003, mais également – et à l'évidence – en 2009. Pour cette année de crise économique, le taux de croissance de l'emploi national est supérieur à celui de l'emploi frontalier (1.1% pour l'emploi national et 0.8% pour l'emploi frontalier). Pour 2010, année où la croissance de l'emploi s'est un peu développée, le taux de croissance de l'emploi national est de 1.6% et celui de l'emploi frontalier à 1.9%. L'accélération de la création nette d'emplois en 2011 va de pair avec un recours accru aux frontaliers. Pour ceux-ci, le taux de croissance atteint 3.3%. Avec un taux de croissance de 2.7%, l'emploi national augmente également, mais à un degré un peu moindre. En 2012, année où la croissance de l'emploi se tasse à nouveau, l'augmentation de l'emploi national reste stable à 2.5%, alors que celle de l'emploi frontalier recule à 2.2%. Pour l'année 2013, on note encore un recul de la croissance de l'emploi (+1.7% au total) et la croissance de l'emploi frontalier (1.6%) est légèrement inférieure à celle de l'emploi national.

Il faut encore retenir que l'emploi national (résidents) croît au cours de la crise à un rythme de 2.0% en moyenne annuelle de 2008 à 2013, c'est-à-dire un taux qui approche ou dépasse la moyenne d'avant-crise (1.8% de 1996 à 2007), ce n'est pas du tout le cas pour l'emploi frontalier qui, de 2009 à 2013 croît à un rythme plus de trois fois inférieur à l'avant-crise.

La part de l'emploi frontalier se stabilise à environ 42%

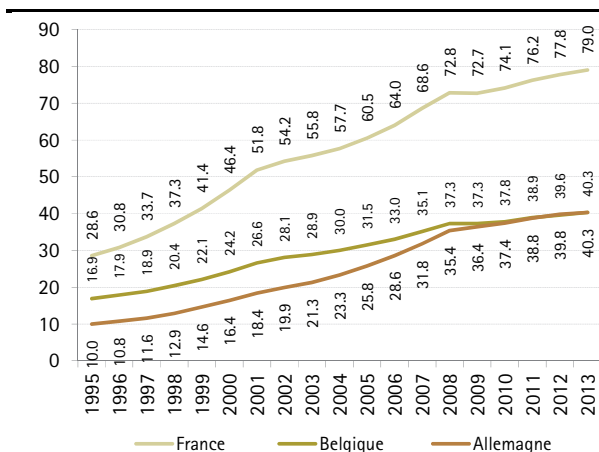
Jusqu'en 2008, la part de l'emploi frontalier dans l'emploi total n'a cessé de croître en passant de 26% de l'emploi total en 1995 à près de 42% en 2008. Depuis, la part de l'emploi frontalier dans l'emploi total semble avoir atteint un palier, étant donné qu'elle reste pratiquement constante à environ 42% depuis 2008 (voir Graphique 13).

Graphique 13: Part de l'emploi frontalier dans l'emploi total au Luxembourg, 1995-2013 (en %)



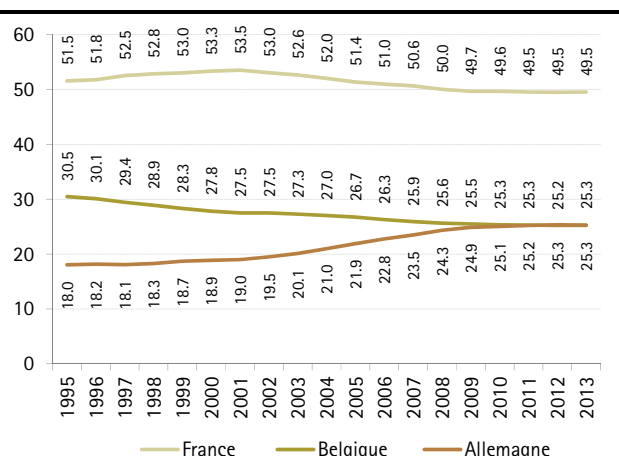
Source : STATEC

Graphique 14: Nombre de salariés frontaliers au Luxembourg par pays de résidence, 1995-2013 (en milliers)



Source : STATEC

Graphique 15 : Part des pays voisins dans l'emploi frontalier salarié total du Luxembourg, 1995-2013 (en %)



Source : STATEC

La structure de l'emploi frontalier selon le pays de provenance reste constante depuis quelques années

Le nombre absolu de salariés frontaliers a augmenté depuis 1995 pour les trois pays voisins. Le nombre de frontaliers résidant en France et travaillant au Luxembourg est passé de 28 600 en 1995 à 77 800 en 2012 et 79 000 en 2013, celui des frontaliers belges de 16 900 en 1995 à 39 600 en 2012 et 40 300 en 2013. Le nombre de frontaliers allemands évolue de 10 000 en 1995 à 39 800 en 2012 et 40 300 en 2013 (voir Graphique 14).

Tableau 3: Evolution de l'emploi par branche économique au Luxembourg, 1995-2013 (nombre en milliers)

Branche économique	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Agriculture	4.5	4.5	4.5	4.1	4.0	4.0	3.9	4.1	4.8	4.9	4.9	4.9	5.2	4.3	4.1	4.2	4.1	4.1	4.1
Industrie	32.7	32.0	32.2	32.9	32.7	32.9	33.4	34.2	34.2	34.3	34.2	34.2	33.8	34.2	33.2	33.1	33.4	33.0	32.5
Production et distribution d'électricité	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.2	1.2	1.2	1.2	1.3	1.3	1.4	1.4	1.4	1.4	1.3	1.3	1.4
Production et distribution d'eau	1.7	1.7	1.8	1.9	2.0	2.1	2.1	2.1	2.2	2.2	2.2	2.3	2.3	2.5	2.6	2.6	2.6	2.7	2.8
Construction	25.2	25.3	25.4	26.0	26.6	27.2	28.6	30.1	32.3	33.3	34.4	36.1	37.9	39.4	39.1	39.3	40.1	40.6	40.6
Commerce	34.2	34.6	35.1	36.2	37.7	38.7	40.1	40.8	41.0	41.0	42.1	42.7	43.4	44.6	45.0	46.3	48.0	49.3	50.3
Transports	12.7	13.1	13.7	14.8	15.8	17.1	18.6	19.2	20.2	20.4	21.0	21.7	23.1	24.5	24.5	24.9	24.8	24.7	24.8
Hébergement et restauration	11.5	11.9	12.1	12.2	12.6	12.9	13.3	13.7	14.1	14.7	14.9	15.2	15.5	16.3	16.5	16.9	17.5	18.6	19.2
Information et communication	4.6	6.1	6.5	7.3	8.0	9.0	9.9	10.4	9.6	9.8	10.5	11.4	12.7	13.6	13.8	14.0	14.7	15.0	15.4
Activités financières et d'assurance	22.5	22.9	23.9	25.7	27.8	30.5	33.6	33.3	33.2	33.4	34.0	35.7	38.2	41.3	41.0	40.8	41.5	42.4	42.8
Activités immobilières	1.3	1.5	1.5	1.6	1.7	1.8	1.9	1.8	1.8	1.9	2.0	2.3	2.5	2.8	3.2	3.3	3.5	3.5	3.8
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	9.9	10.5	11.1	12.9	14.1	15.6	17.0	18.9	18.9	19.5	20.5	22.3	24.4	27.4	28.6	29.0	30.8	32.4	34.8
Activités de services administratifs et de soutien	8.0	8.6	9.5	10.4	13.5	15.3	16.5	17.5	16.2	17.3	17.8	19.3	21.0	22.0	20.6	21.9	22.1	22.1	21.6
Administration publique	11.6	11.9	12.6	12.7	13.2	13.8	14.1	15.0	15.9	16.6	17.1	17.0	17.1	17.9	19.6	20.0	20.8	21.5	22
Enseignement	10.1	10.5	10.5	10.9	11.6	12.3	12.9	13.4	13.6	14.1	14.5	14.7	15.0	15.6	16.0	16.3	16.8	17.3	17.8
Santé humaine et action sociale	13.4	14.0	14.6	15.2	15.4	16.4	17.9	19.5	21.0	21.7	22.9	23.9	25.0	27.1	28.5	30.3	32.0	34.0	35.2
Arts, spectacles et activités récréatives	1.6	1.8	1.9	2.0	1.9	2.1	2.2	2.5	2.6	2.7	3.0	3.2	3.3	3.4	3.4	3.5	3.8	3.9	4
Autres activités de services	4.3	4.4	4.4	4.6	4.6	4.8	4.9	5.3	5.2	5.7	5.8	5.9	6.1	6.5	6.5	6.7	7.0	7.1	7.2
Activités des ménages en tant qu'employeurs	4.6	4.8	5.2	5.5	5.6	5.9	6.3	4.3	4.4	4.5	4.7	4.7	4.9	4.7	4.7	4.8	4.9	5.1	5.3
Total des branches	215.5	221.0	227.8	238.0	249.9	263.8	278.4	287.4	292.6	299.1	307.8	318.8	333.0	349.7	352.8	359.2	369.8	378.9	385.5

Source : STATEC N.B.: Industrie = y compris industries extractives

**Tableau 4: Evolution de l'emploi par branche économique au Luxembourg, 1995-2013
(indices 1995 = 100)**

Branche économique	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Agriculture	100	100	100	91	89	89	87	91	107	109	109	109	116	96	91	93	91	91	91
Industrie	100	98	98	101	100	101	102	105	105	105	105	105	103	105	102	101	102	101	99
Production et distribution d'électricité	100	100	100	100	100	100	109	109	109	109	118	118	127	127	127	127	118	118	127
production et distribution d'eau	100	100	106	112	118	124	124	124	129	129	129	135	135	147	153	153	153	159	165
Construction	100	100	101	103	106	108	113	119	128	132	137	143	150	156	155	156	159	161	161
Commerce	100	101	103	106	110	113	117	119	120	120	123	125	127	130	132	135	140	144	147
Transports	100	103	108	117	124	135	146	151	159	161	165	171	182	193	193	196	195	194	195
Hébergement et restauration	100	103	105	106	110	112	116	119	123	128	130	132	135	142	143	147	152	162	167
Information et communication	100	133	141	159	174	196	215	226	209	213	228	248	276	296	300	304	320	326	335
Activités financières et d'assurance	100	102	106	114	124	136	149	148	148	148	151	159	170	184	182	181	184	188	190
Activités immobilières	100	115	115	123	131	138	146	138	138	146	154	177	192	215	246	254	269	269	292
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	100	106	112	130	142	158	172	191	191	197	207	225	246	277	289	293	311	327	352
Activités de services administratifs et de soutien	100	108	119	130	169	191	206	219	203	216	223	241	263	275	258	274	276	276	270
Administration publique	100	103	109	109	114	119	122	129	137	143	147	147	147	154	169	172	179	185	190
Enseignement	100	104	104	108	115	122	128	133	135	140	144	146	149	154	158	161	166	171	176
Santé humaine et action sociale	100	104	109	113	115	122	134	146	157	162	171	178	187	202	213	226	239	254	263
Arts, spectacles et activités récréatives	100	113	119	125	119	131	138	156	163	169	188	200	206	213	213	219	238	244	250
Autres activités de services	100	102	102	107	107	112	114	123	121	133	135	137	142	151	151	156	163	165	167
Activités des ménages en tant qu'employeurs	100	104	113	120	122	128	137	93	96	98	102	102	107	102	102	104	107	111	115
Total des branches	100	103	106	110	116	122	129	133	136	139	143	148	155	162	164	167	172	176	179

Source : STATEC N.B.: Industrie = y compris industries extractives

Tableau 5: Part des branches économiques dans l'emploi total au Luxembourg, 1995-2013 (en %)

Branche économique	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Agriculture	2.1	2.0	2.0	1.7	1.6	1.5	1.4	1.4	1.6	1.6	1.6	1.5	1.6	1.2	1.2	1.2	1.1	1.1	1.1
Industrie	15.2	14.5	14.1	13.8	13.1	12.5	12.0	11.9	11.7	11.5	11.1	10.7	10.2	9.8	9.4	9.2	9.0	8.7	8.4
Production et distribution d'électricité	0.5	0.5	0.5	0.5	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.3	0.4
Production et distribution d'eau	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.7	0.8	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7
Construction	11.7	11.4	11.2	10.9	10.6	10.3	10.3	10.5	11.0	11.1	11.2	11.3	11.4	11.3	11.1	10.9	10.8	10.7	10.5
Commerce	15.9	15.7	15.4	15.2	15.1	14.7	14.4	14.2	14.0	13.7	13.7	13.4	13.0	12.8	12.8	12.9	13.0	13.0	13.0
Transports	5.9	5.9	6.0	6.2	6.3	6.5	6.7	6.7	6.9	6.8	6.8	6.8	6.9	7.0	6.9	6.9	6.7	6.5	6.4
Hébergement et restauration	5.3	5.4	5.3	5.1	5.0	4.9	4.8	4.8	4.8	4.9	4.8	4.8	4.7	4.7	4.7	4.7	4.7	4.9	5.0
Information et communication	2.1	2.8	2.9	3.1	3.2	3.4	3.6	3.6	3.3	3.3	3.4	3.6	3.8	3.9	3.9	3.9	4.0	4.0	4.0
Activités financières et d'assurance	10.4	10.4	10.5	10.8	11.1	11.6	12.1	11.6	11.3	11.2	11.0	11.2	11.5	11.8	11.6	11.4	11.2	11.2	11.1
Activités immobilières	0.6	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.6	0.6	0.6	0.6	0.7	0.8	0.8	0.9	0.9	0.9	0.9	1.0
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	4.6	4.8	4.9	5.4	5.6	5.9	6.1	6.6	6.5	6.5	6.7	7.0	7.3	7.8	8.1	8.1	8.3	8.6	9.0
Activités de services administratifs et de soutien	3.7	3.9	4.2	4.4	5.4	5.8	5.9	6.1	5.5	5.8	5.8	6.1	6.3	6.3	5.8	6.1	6.0	5.8	5.6
Administration publique	5.4	5.4	5.5	5.3	5.3	5.2	5.1	5.2	5.4	5.5	5.6	5.3	5.1	5.1	5.6	5.6	5.6	5.7	5.7
Enseignement	4.7	4.8	4.6	4.6	4.6	4.7	4.6	4.7	4.6	4.7	4.7	4.6	4.5	4.5	4.5	4.5	4.5	4.6	4.6
Santé humaine et action sociale	6.2	6.3	6.4	6.4	6.2	6.2	6.4	6.8	7.2	7.3	7.4	7.5	7.5	7.7	8.1	8.4	8.7	9.0	9.1
Arts, spectacles et activités récréatives	0.7	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.9	0.9	0.9	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0
Autres activités de services	2.0	2.0	1.9	1.9	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.9	1.9	1.9	1.8	1.9	1.8	1.9	1.9	1.9	1.9
Activités des ménages en tant qu'employeurs	2.1	2.2	2.3	2.3	2.2	2.2	2.3	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.4
Total des branches	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source : STATEC N.B.: Industrie = y compris industries extractives

Parmi les frontaliers, ceux qui résident en France restent largement majoritaires en 2012 (autour de 50%), Néanmoins, avant la crise, un changement important était en cours dans ce domaine. En effet, les frontaliers allemands prenaient une place de plus en plus importante depuis la fin des années 1990.

La part des travailleurs résidant en Allemagne dans l'emploi salarié frontalier total au Luxembourg était passée de 19.0% en 2001 à près de 25% en 2009. Dans le même laps de temps, la part des frontaliers français a évolué de 53.5% à 49.6% et celle des frontaliers belges de 27.5% à 25.5% de l'emploi frontalier salarié total (voir Graphique 15).

Depuis 2009, ce mouvement à la hausse pour les frontaliers allemands s'est tassé, ce qui doit également être mis en relation avec l'évolution de marché du travail dans les régions frontalières allemandes. Les parts des différents pays d'origine dans l'emploi salarié frontalier total ne varient guère depuis 2009: les Belges et les Allemands représentent chacun 25% de l'emploi salarié frontalier total et les Français l'autre moitié.

Les services tirent l'emploi ...

On sait que, d'une manière générale, ce sont les services qui sont responsables de l'augmentation de l'emploi à moyen terme au Luxembourg. Dans le Graphique 16, on a regroupé sous « Finances, services aux entreprises, information et communication », les branches suivantes:

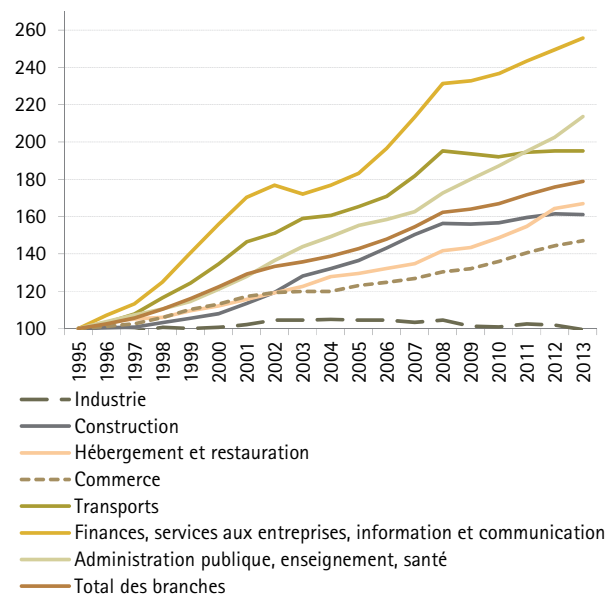
- « activités financières et d'assurance »;
- « activités spécialisées, scientifiques et techniques » (activités juridiques et comptables, activités des sièges sociaux; conseil de gestion, activités d'architecture et d'ingénierie; activités de contrôle et analyses techniques; publicité et études de marché; recherche et développement scientifique, autres activités spécialisées, scientifiques et techniques; activités vétérinaires);
- « activités de services administratifs et de soutien » (enquêtes et sécurité, services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager; activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises);
- « information et communication »;
- « activités immobilières ».

Les branches « Administration publique », « enseignement » et « santé et action sociale » ont été également regroupées.

L'augmentation totale de l'emploi de 1995 à 2013 au Luxembourg est de 79%. Quelles sont les branches qui sont plus dynamiques que la moyenne ?

L'emploi dans les branches regroupées sous « finances, services aux entreprises et information et communication » a augmenté de quelque 155% au

Graphique 16 : Evolution de l'emploi par branche économique au Luxembourg, 1995-2013 (indices: 1995 = 100)



Source : STATEC N.B.: Industrie = y compris industries extractives

cours de la période 1995-2013. La part de l'ensemble de ces branches dans l'emploi total passe de 21.5% en 1995 à 30.5% en 2013. A noter toutefois que, dans cet agrégat de branches, le secteur financier proprement dit (+90% de 1995 à 2013) est beaucoup moins dynamique que la branche « information et communication » (+235% de 1995 à 2013), que les services regroupés sous « activités spécialisées scientifiques et techniques » (+252%) et que les « activités de services administratifs et de soutien » (+170%). La part de la branche « information et communication » seule dans l'emploi total reste encore relativement faible, mais elle a pratiquement doublé en passant de 2.1% en 1995 à 4.0% en 2013.

Dans l'administration publique, l'enseignement, la santé et l'action sociale pris dans leur ensemble, l'emploi a également évolué de façon plus dynamique que la moyenne des branches en doublant de 1995 à 2013 (+114%). La part de ces trois branches prises dans leur ensemble dans l'emploi total passe 16.3% à 19.5% au cours de cette période. Là encore les trois branches incluses dans l'agrégat n'évoluent pas de manière identique. Dans l'administration publique proprement dite, l'emploi évolue seulement un peu plus rapidement que le total de l'emploi : +90% pour l'administration publique, contre +79% pour l'emploi total de 1995 à 2013. Dans l'enseignement, il y a plus de 76% au cours de la même période. Par contre, dans la santé et l'action sociale, l'emploi a

littéralement explosé en passant de 13 400 personnes en 1995 à 35 200 en 2013, soit un plus de 163%. A noter encore que ces branches qui relèvent du secteur public ou parapublic ont connu une évolution très dynamique de l'emploi pendant les années de crise; c'est plus particulièrement le cas de la branche « santé et action sociale » avec 5.5% de croissance moyenne annuelle de l'emploi de 2009 à 2013 (voir Tableau 6 et Graphique 17).

Avec une augmentation de 95% entre 1995 et 2013, l'emploi de la branche des transports et de l'entreposage s'est également accru plus que la moyenne de l'économie luxembourgeoise. Il convient néanmoins de relever que la dynamique de cette branche a été freinée brutalement par la crise. En fait, déjà en 2008, l'emploi y avait atteint le niveau de 2013; depuis il stagne. La part des transports dans l'emploi total est passée de 5.9% en 1995 à 7.1% en 2008, avant de se tasser à 6.4% en 2013.

Dans la « construction », l'emploi augmente de façon légèrement moins dynamique que dans l'économie luxembourgeoise dans son ensemble (+61%, contre +79%). La part de la construction dans l'emploi total qui était de 11.7% en 1995 se tasse légèrement à 10.5% en 2013.

Néanmoins, cette vue sur l'ensemble de la période 1995-2013 cache le fait qu'avant la crise (plus précisément de 2002 à 2007), l'emploi dans la branche de la construction s'était accru de façon plus importante que la moyenne (voir également le tableau 6). Comme dans la branche des transports, la dynamique de la création d'emplois dans la construction s'est considérablement affaiblie suite à la crise. On y reviendra plus loin.

L'emploi dans la restauration et l'hébergement s'est accru de 67% de 1995 à 2013, c'est-à-dire moins que l'emploi intérieur total (+79%). La part de la branche dans l'emploi total s'est un peu tassée: 5.3% en 1995 et 5.0% en 2013. Néanmoins, cette vue globale ne doit pas faire oublier que, contrairement à la construction et aux transports, la création nette d'emplois dans l'HORECA s'est plutôt accélérée pendant les années de crise (voir également le Tableau 6).

Tableau 6: Taux de croissance de l'emploi par branche économique et par période au Luxembourg, 1995-2013 (moyenne annuelle en %)

Branche économique	Moyenne 1996- 2001	Moyenne 2002- 2004	Moyenne 2005- 2008	Moyenne 2009- 2013
Industrie	0.4	0.9	-0.1	-0.7
Production et distribution d'électricité	1.5	0.0	4.0	-1.8
production et distribution d'eau	3.6	1.6	3.3	2.0
Construction	2.1	5.2	4.3	0.8
Commerce	2.7	0.7	2.1	2.6
Transports	6.6	3.1	5.0	0.0
Hébergement et restauration	2.5	3.4	2.6	3.8
Information et communication	13.9	-0.2	8.6	2.8
Activités financières et d'assurance	7.0	-0.2	5.5	0.7
Activités immobilières	6.6	0.1	10.2	4.2
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	9.5	4.8	8.9	4.0
Activités de services administratifs et de soutien	13.1	1.8	6.2	0.6
Administration publique	3.3	5.6	1.9	2.3
Enseignement	4.2	3.0	2.6	3.5
Santé humaine et action sociale	5.0	6.7	5.7	5.5
Arts, spectacles et activités récréatives	5.6	7.2	6.0	4.2
Autres activités de services	2.2	5.3	3.4	3.0
Activités des ménages en tant qu'employeurs	5.4	-9.0	1.2	2.6
Total des branches	4.4	2.4	4.0	2.0

Source : STATEC N.B.: Industrie = y compris industries extractives

En ce qui concerne le commerce, l'emploi y a augmenté de 47% de 1995 à 2013, soit une croissance se situant en-dessous de la moyenne de l'économie luxembourgeoise. La part de cette branche dans l'emploi total passe de 15.9% en 1995 à 13.0% en 2013. Comme pour l'HORECA, l'administration publique, la santé et l'enseignement (et contrairement aux autres branches), la croissance de l'emploi dans le commerce s'accélère même pendant les années de crise de 2009 à 2013 dans la comparaison avec la période antérieure (2.6% par an de 2009 à 2013, contre 2.1% par an de 2005 à 2008).

Il convient d'ajouter qu'en parlant d'un dynamisme moins important de l'emploi (d'une branche par rapport à la moyenne nationale), il ne faudrait pas en conclure que ces branches ont évolué négativement. Il s'agit toujours de création d'emplois et cette création d'emplois est, dans de nombreuses branches, supérieure aux autres pays européens (voir également Graphique 18).

Finalement, l'industrie est la seule branche économique qui n'a pas connu de croissance de l'emploi sur l'ensemble de la période 1995-2013. Néanmoins, avant la crise, l'emploi avait légèrement augmenté de 1996 à 2004, avant de reculer et cela plus fortement depuis le début de la crise. La part de l'industrie dans l'emploi total qui était de 15.2% en 1995 passe à 8.4% en 2013. Cette diminution significative du poids de l'industrie n'est pas due au recul de l'emploi industriel (qui stagne plutôt), mais à l'évolution très dynamique de l'emploi dans les autres branches économiques. On verra aussi que le recul de l'emploi industriel au Luxembourg depuis 2008 est moins important que dans de nombreux autres pays européens (voir Graphique 18).

En ce qui concerne la structure industrielle, on peut noter que 4 branches ou groupements de branches (1. alimentation, 2. caoutchouc et plastique et produits minéraux non métalliques, 3. métallurgie et fabrication de produits métalliques, 4. produits informatiques, électroniques et optiques, équipements électriques) représentent plus de 80% de l'emploi industriel en 2012. C'est le recul de l'emploi dans la métallurgie et la fabrication de produits métalliques qui explique structurellement la stagnation de l'emploi dans l'industrie au total (voir Tableau 7). Les autres industries s'en tirent plutôt bien, même pendant les années de crise.

Tableau 7: Emploi dans l'industrie au Luxembourg par branche, 1995, 2008, 2011 et 2012

Emploi selon les branches industrielles (en milliers)				
	1995	2008	2011	2012
Total des branches industrielles	32.7	34.2	33.4	33.0
Alimentation, boissons, tabac	4.1	4.7	5.2	5.4
Caoutchouc et plastique; produits minéraux non métalliques	6.7	7.0	6.9	6.8
Métallurgie; Fabrication de produits métalliques*	11.9	10.1	8.7	8.4
Produits informatiques, électroniques et optiques ; équipements électriques	5.3	6.1	6.1	6.1
Autres industries	4.7	6.3	6.5	6.3
Part des branches industrielles dans l'emploi industriel (en %)				
	1995	2008	2011	2012
Total des branches industrielles	100.0	100.0	100.0	100.0
Alimentation, boissons, tabac	12.5	13.7	15.6	16.4
Caoutchouc et plastique; produits minéraux non métalliques	20.5	20.5	20.7	20.6
Métallurgie; Fabrication de produits métalliques*	36.4	29.5	26.0	25.5
Produits informatiques, électroniques et optiques ; équipements électriques	16.2	17.8	18.3	18.5
Autres industries	14.4	18.4	19.5	19.1
Evolution de l'emploi dans l'industrie, selon les branches (indices 1995 = 100)				
	1995	2008	2011	2012
Total des branches industrielles	100	105	102	101
Alimentation, boissons, tabac	100	115	127	132
Caoutchouc et plastique; produits minéraux non métalliques	100	104	103	101
Métallurgie; Fabrication de produits métalliques*	100	85	73	71
Produits informatiques, électroniques et optiques ; équipements électriques	100	115	115	115
Autres industries	100	134	138	134

Source : STATEC* = à l'exception des machines et des équipements

En termes d'emploi, la crise affecte surtout l'industrie, la construction, les transports et les activités financières et d'assurance

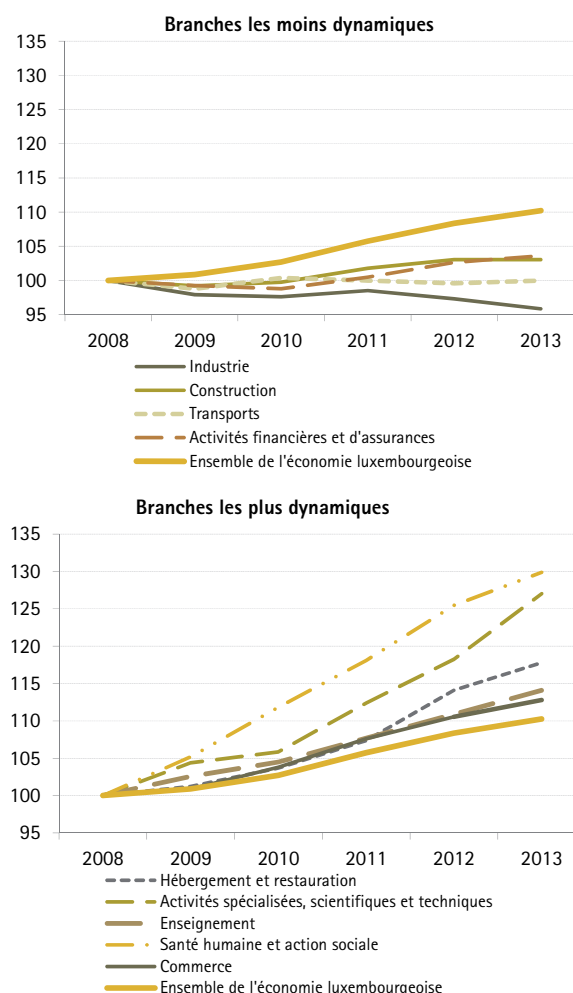
En jetant un regard sur l'évolution globale de l'emploi depuis 2008, on note un tassement important de sa progression en 2009. Il a déjà été dit que le taux de croissance de l'emploi total est passé de 5.0% en 2008 à 0.9% en 2009. En 2010 (+1.8%) et en 2011 (+3.0%), la création nette d'emplois augmente de nouveau. Avec 2.7%, le taux est légèrement inférieur en 2012 et, en 2013, la croissance de l'emploi se tasse encore légèrement à 1.7%.

Parmi les branches qui sont le plus affectées par la crise, on trouve, comme cela a déjà été dit, l'industrie (l'emploi y est, en 2012, de quelque 3% inférieur à 2008 et, en 2013, d'environ 5% inférieur à 2008). Néanmoins, la comparaison avec la zone euro et quelques autres pays européens (voir Graphique 18) permet de constater que l'industrie a souffert beaucoup plus dans d'autres pays européens, notamment en Irlande et en Espagne où l'emploi dans ces branches est, en 2011, de près de 20% inférieur à son niveau de 2007. Dans la zone euro en moyenne, l'emploi dans l'industrie est, en 2012, d'environ 8% inférieur à son niveau de 2007.

L'emploi dans les activités financières et d'assurance au Luxembourg se situe, en 2012, à 3% et, en 2013, à 4% au-dessus de son niveau de 2008 (voir Graphique 17). Cette progression – assez faible – est d'autant plus remarquable qu'elle fait suite à une progression importante de l'emploi dans cette branche. De 2005 à 2008, la croissance annuelle moyenne de l'emploi dans les activités financières et d'assurance était encore de 5.5%. Le taux correspondant n'est plus que de 0.7% par an de 2009 à 2013 (voir Tableau 6). Dans la comparaison avec les autres pays européens (voir Graphique 18), on constate qu'en 2008, l'emploi dans cette branche a encore augmenté fortement et que depuis il stagne pratiquement. Dans les pays les plus touchés par la crise, Irlande, Grèce, Espagne, l'emploi dans les activités financières recule fortement à partir de respectivement 2008 et 2009. La branche perd également des emplois en Belgique.

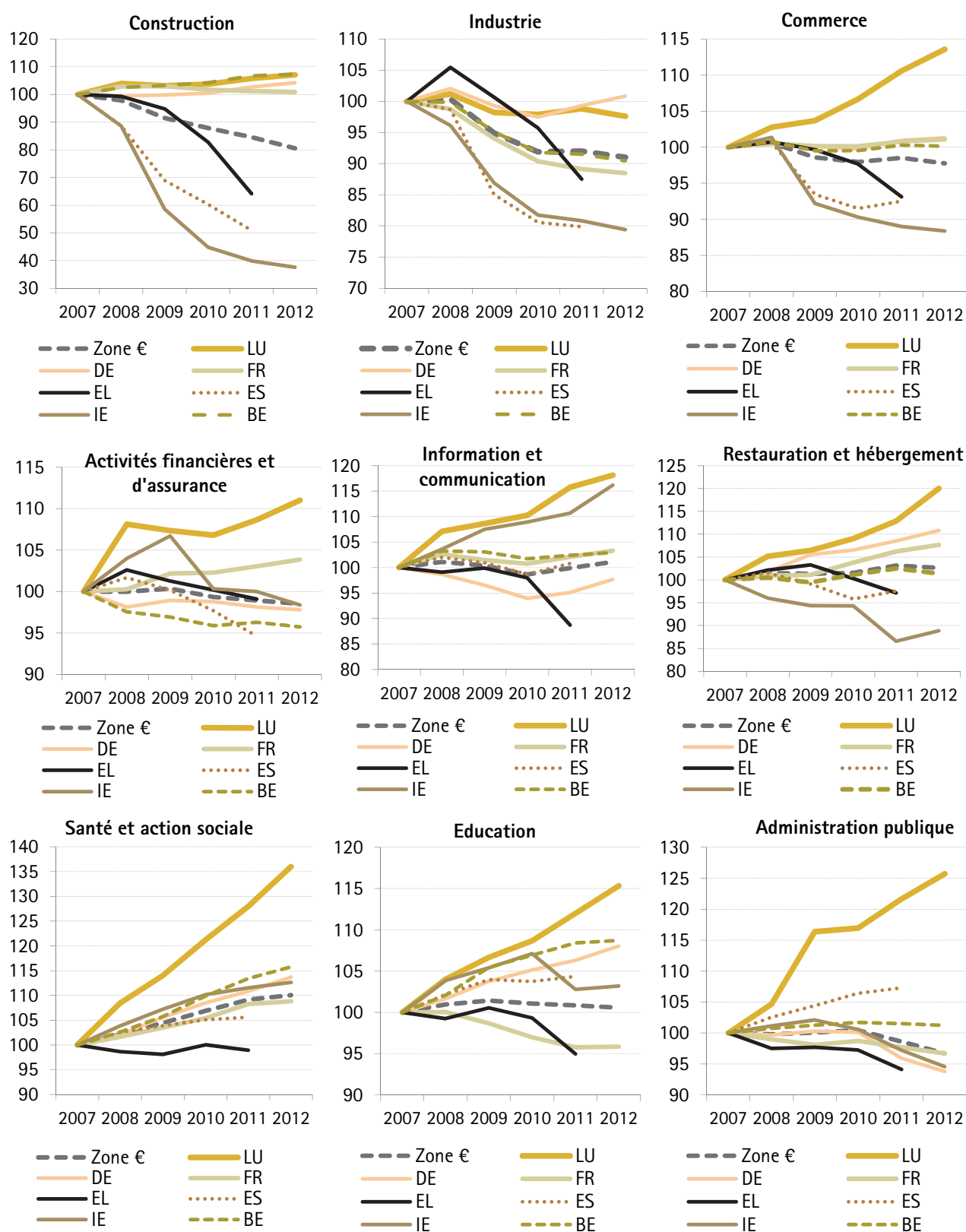
Dans la construction, l'emploi n'a que peu augmenté au Luxembourg pendant la crise: en 2013, comme en 2012, il se situe à 3% au-dessus de son niveau de 2008, alors que l'emploi dans l'ensemble de l'économie luxembourgeoise a augmenté de plus de 10% de 2008 à 2013. Dans la construction (comme dans les activités financières), la progression peu importante de 2008 à 2013, est d'autant plus remarquable que la croissance de l'emploi dans la construction était très élevée au cours de la période antérieure: 5.2% par an de 2002 à 2004 et 4.3% par an de 2005 à 2008. De 2009 à 2013, le taux de croissance de l'emploi dans la construction se réduit à 0.8% par an en moyenne (voir Tableau).

Graphique 17: Evolution de l'emploi par branches au Luxembourg, 2008-2013 (indices: 2008 = 100)



Source : STATEC

Graphique 18: Evolution de l'emploi dans quelques branches économiques au Luxembourg, dans la zone euro et dans quelques pays européens, 2007-2012



Sources: STATEC, EUROSTAT

Malgré ce tassement brutal, l'évolution de l'emploi dans la construction au Luxembourg reste plus favorable que dans la plupart des autres pays européens (voir Graphique 18). En Irlande, par exemple, l'emploi dans la construction a chuté de quelque 60% de 2007 à 2012, en Espagne de 50% et en Grèce d'environ 35%. Dans la zone euro, l'emploi dans la branche de la construction est, en 2012, de 20% inférieur à son niveau de 2007. La part de cette branche dans l'emploi total de la zone euro était de 7.9% en 2007. Elle n'est plus que de 6.5% en 2012. Les pays les plus touchés par la crise voient le poids de la construction dans l'emploi s'effondrer. La part de l'emploi dans la construction en Irlande passe de 12.6% de l'emploi total en 2007 à 5.5% en 2012. En Espagne, la part de l'emploi dans la construction évolue de 13.4% en 2007 à 7.6% en 2011. Au Luxembourg, la part de la construction dans l'emploi total recule seulement légèrement: 11.4% en 2007 et 10.5% en 2012 (voir Tableau 5).

Finalement, l'emploi dans les transports et l'entreposage stagne pratiquement de 2008 à 2013 au Luxembourg. Comme pour les activités financières et la construction, ce fait doit être d'autant plus souligné que la croissance de 2005 à 2008 était importante (5.0% par an). De 2009 à 2013, la croissance de l'emploi dans cette branche est nulle au Luxembourg (voir Tableau 6).

Parmi les branches où l'emploi évolue de façon dynamique, c'est la « santé et l'action sociale » qui est en tête. De 2008 à 2013, on assiste à une augmentation de l'emploi de près de 30% dans cette branche, contre 10% pour l'ensemble de l'économie luxembourgeoise (voir Graphique 17). En fait, la croissance de l'emploi n'y a pas accéléré à partir du début de la crise. Elle a plutôt continué sur sa lancée d'avant-crise: 5.7% de croissance annuelle de l'emploi de 2005 à 2008 et 5.5% en moyenne annuelle de 2009 à 2013 (voir Tableau 6). La part de l'emploi de cette branche dans l'emploi total au Grand-Duché augmente de 7.5% en 2007 à 9.1% en 2013 (voir Tableau 5). Dans les pays européens, le secteur de la santé et l'action sociale est également une des branches les plus dynamiques (parfois la seule branche dynamique) en termes d'emplois à partir du début de la crise (voir Graphique 18 et Graphique 20).

Dans la zone euro, la part de la santé et de l'action sociale dans l'emploi total est orientée à la hausse: 9.2% en 2007 et 10.3% en 2012 (voir Tableau 25). À noter toutefois qu'en Grèce, l'emploi stagne dans cette branche (voir Graphique 18). Néanmoins, comme l'emploi dans d'autres branches est en chute libre en Grèce, la part de la santé et de l'action sociale y augmente même un peu (de 4.9% en 2007 à 5.3% en 2011) (voir Tableau 8).

Tableau 8: Evolution de la structure de l'emploi selon les branches économiques au Luxembourg, dans la zone euro et dans quelques pays européens, 2007-2012* (en % de l'emploi total)

	Zone €		LU		BE		DE		FR		UK		IE		EL		ES	
	2007	2012	2007	2012	2007	2012	2007	2012	2007	2012	2007	2012	2007	2012	2007	2011	2007	2011
Agriculture, sylviculture et pêche	3.7	3.4	1.6	1.1	1.6	1.3	1.7	1.6	3.1	2.8	1.2	1.2	5.2	4.7	11.1	11.6	4.1	4.1
Industrie	15.7	14.5	10.2	8.7	13.6	11.8	18.4	17.7	12.1	10.7	9.9	8.7	12.9	11.8	10.5	9.9	13.2	11.7
Production et distribution d'électricité	0.5	0.5	0.4	0.3	0.4	0.5	0.6	0.6	0.5	0.5	0.4	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.2	0.3
Production et distribution d'eau	0.6	0.6	0.7	0.7	0.6	0.6	0.6	0.6	0.5	0.5	0.5	0.6	0.7	0.5	0.6	0.6	0.6	0.8
Construction	7.9	6.5	11.4	10.7	6.0	6.2	5.9	5.9	6.8	6.8	7.3	6.3	12.6	5.5	8.1	5.6	13.4	7.6
Commerce	14.9	14.8	13.0	13.0	13.5	13.0	14.4	14.0	13.7	13.9	16.0	15.7	14.4	14.8	20.4	20.6	15.8	16.3
Transports et entreposage	4.8	4.8	6.9	6.5	5.8	5.4	4.9	4.8	5.2	5.1	4.7	4.6	4.4	4.9	4.4	4.6	4.6	4.9
Hébergement et restauration	4.7	5.0	4.7	4.9	3.4	3.3	3.9	4.2	3.9	4.3	6.1	6.5	6.3	6.5	6.5	6.9	6.9	7.5
Information et communication	2.7	2.8	3.8	4.0	2.4	2.4	3.2	3.0	2.8	2.9	4.0	4.1	3.2	4.4	1.8	1.8	2.2	2.4
Activités financières et d'assurance	2.8	2.8	11.5	11.2	3.3	3.0	3.1	2.9	3.0	3.1	3.9	3.6	4.3	5.0	2.3	2.5	2.0	2.1
Activités immobilières	0.9	0.9	0.8	1.0	0.5	0.5	1.1	1.1	1.0	1.0	1.3	1.4	0.5	0.6	0.1	0.1	1.0	1.2
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	5.6	6.1	7.3	8.6	8.7	9.8	5.6	6.1	5.5	5.9	7.0	7.4	5.3	5.5	4.6	4.8	4.7	5.0
Activités de services administratifs et de soutien	6.0	6.4	6.3	5.8	7.1	7.9	6.3	7.0	7.9	7.6	7.1	7.9	3.7	3.5	2.1	2.4	5.5	6.3
Administration publique	7.1	6.9	5.1	5.7	9.7	9.5	6.9	6.2	9.3	9.0	5.7	5.1	4.9	5.4	9.0	9.1	6.6	7.9
Enseignement	6.1	6.3	4.5	4.6	7.9	8.3	6.0	6.2	6.7	6.4	8.1	8.3	6.6	7.9	6.7	6.9	5.0	5.8
Santé humaine et action sociale	9.2	10.3	7.5	9.0	11.0	12.2	10.0	10.9	12.6	13.7	11.6	12.6	10.1	13.3	4.9	5.3	6.2	7.3
Arts, spectacles et activités récréatives	1.5	1.7	1.0	1.0	0.9	0.9	1.5	1.6	1.9	2.1	2.6	2.6	1.9	2.3	1.1	1.1	1.9	2.2
Autres activités de services	2.8	2.9	1.8	1.9	2.5	2.6	3.8	3.6	2.7	2.9	2.3	2.5	2.1	2.5	3.8	4.1	2.1	2.2
Activités des ménages en tant qu'employeurs	2.7	2.8	1.5	1.3	1.2	0.8	2.2	2.2	0.9	0.8	0.4	0.2	0.5	0.4	1.4	1.7	4.0	4.4
	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Sources : STATEC, EUROSTAT * 2011 = dernière année disponible pour EL (Grèce) et ES (Espagne)

En termes d'emploi, une autre branche reste positivement orientée au Luxembourg, à savoir les activités spécialisées, scientifiques et techniques. Rappelons qu'il s'agit des activités juridiques et comptables, des activités des sièges sociaux, du conseil de gestion, des activités d'architecture et d'ingénierie, des activités de contrôle et d'analyses techniques, de la publicité et des études de marché, de la recherche et développement scientifique, etc. Au Luxembourg, l'emploi dans cette branche des activités spécialisées, scientifiques et techniques a augmenté de 27% de 2008 à 2013 contre 10% pour l'ensemble de l'économie (voir Graphique 17). Toutefois, comparée à la période 2005-2008, la croissance de l'emploi dans cette branche s'est tassée: d'un taux extrêmement élevé de 8.9% de 2005 à 2008, on passe à une croissance de l'emploi de 4.0% en moyenne annuelle de 2009 à 2013 (voir Tableau 6), taux qui reste toutefois supérieur à la moyenne de l'économie luxembourgeoise où l'emploi croît à rythme de 2% par an en moyenne de 2009 à 2013.

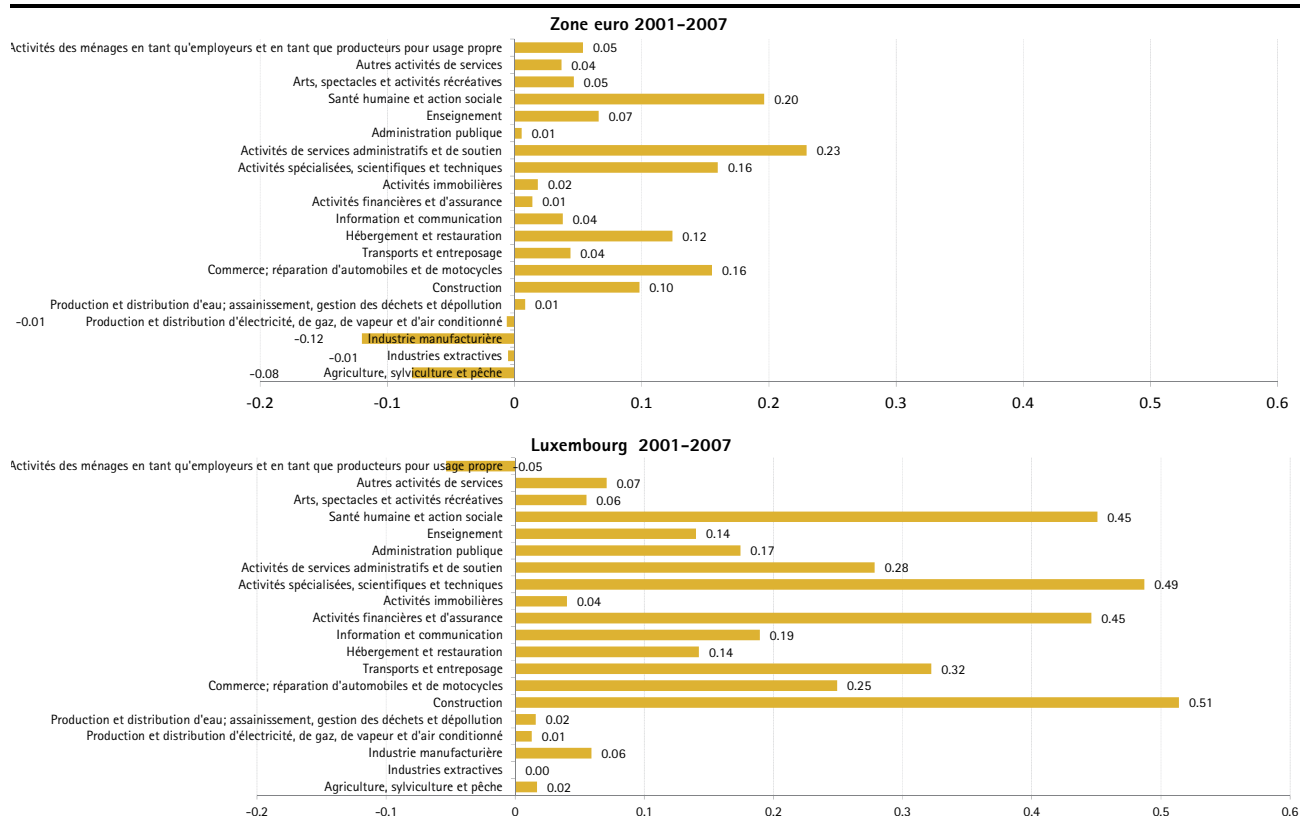
Dans l'hébergement et la restauration au Luxembourg, l'emploi évolue également plus rapidement que la moyenne pendant la crise. En 2013, il y a quelque 18% plus d'emplois dans cette branche qu'en 2008

(voir Graphique 17). Le taux de croissance de l'emploi dans l'HORECA a d'ailleurs augmenté pendant les années de crise: 2.6% par an de 2005 à 2008 et 3.8% par an de 2009 à 2013 (voir Tableau 6).

L'emploi dans l'enseignement croît également plus vite que la moyenne de l'économie luxembourgeoise pendant la crise. En 2013, il est d'un peu plus de 14% plus élevé qu'en 2008 (voir Graphique 17). Le taux de croissance de l'emploi dans cette branche passe de 2.6% en moyenne annuelle de 2005 à 2008 à 3.5% de 2009 à 2013 (voir Tableau 6).

Finalement, on peut noter que l'emploi dans le commerce a augmenté plus que la moyenne au Luxembourg. En 2013, il y a 13% d'emplois supplémentaires dans cette branche comparé à 2008 (voir Graphique 17). Le taux de croissance de l'emploi dans le commerce n'a que légèrement augmenté en passant de 2.1% en moyenne annuelle de 2005 à 2008 à 2.6% de 2009 à 2013. Cependant, comme la part de l'emploi dans cette branche est assez élevée (13% de l'emploi en 2013), la contribution de cette branche à la croissance de l'emploi total de 2008 à 2013 est non négligeable (voir Graphique 20 et Graphique 21).

Graphique 19: Contribution des branches économiques à la croissance de l'emploi au Luxembourg et dans la zone euro, 2001-2007 (moyenne annuelle, en points de %)



Sources : STATEC, EUROSTAT

Le Graphique 19 et le Graphique 20 permettent de résumer l'évolution de l'emploi par branches au Luxembourg dans la comparaison avec la zone euro de 2001 à 2012.

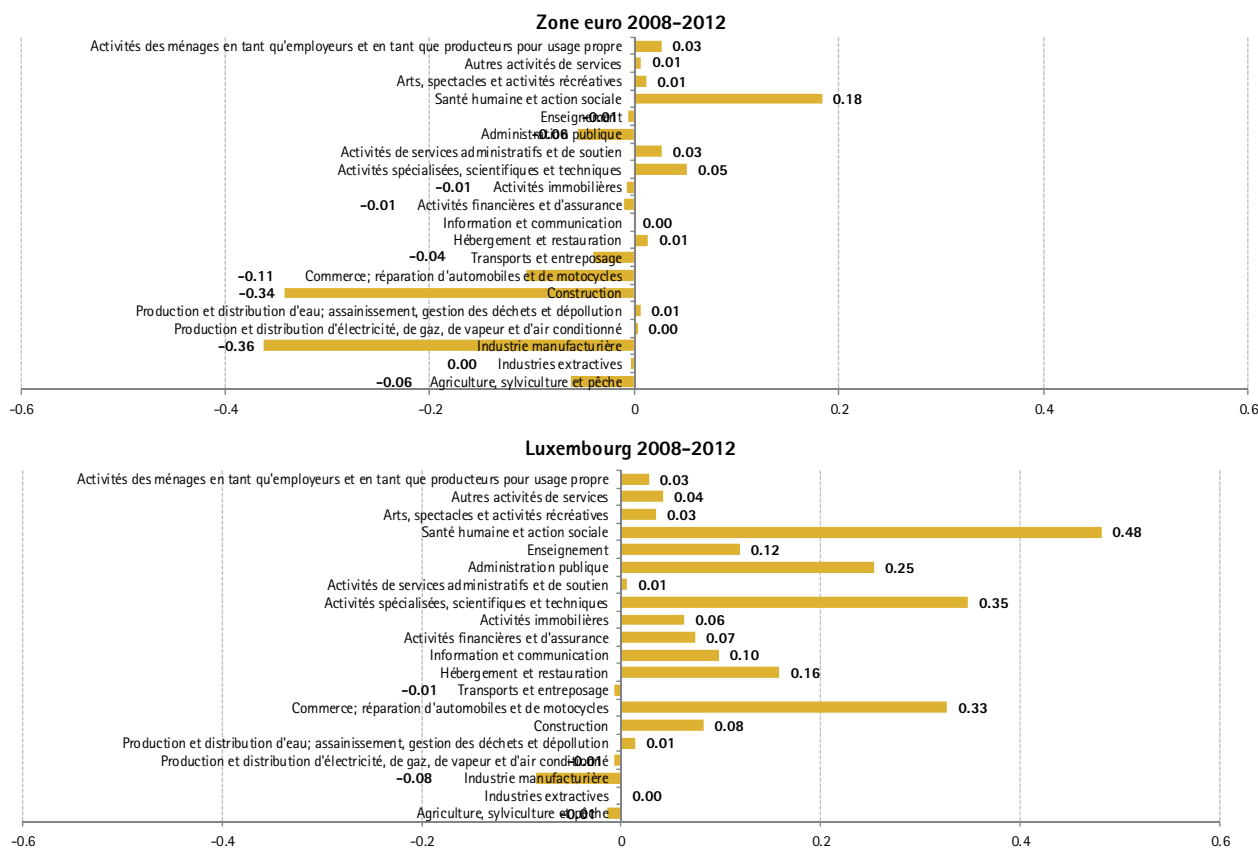
De 2001 à 2007, la contribution de pratiquement toutes les branches économiques à la croissance de l'emploi était plus positive au Luxembourg que dans la zone euro en moyenne. Ce qui explique que le taux de croissance de l'emploi au Luxembourg était 3 fois plus élevé que dans la zone euro: 3.4% en moyenne annuelle de 2001 à 2007 au Luxembourg, contre 1.1% dans la zone euro.

On peut néanmoins distinguer quelques branches qui contribuent tout particulièrement à la croissance de l'emploi au Grand-Duché. La construction apporte environ 1/6 de la croissance totale de l'emploi de 2001 à 2007 (0.51 points de % en moyenne par an sur une croissance totale de 3.4%). Les activités spécialisées, techniques - c'est-à-dire activités juridiques et comptables, activités des sièges sociaux, conseil de gestion, activités d'architecture et d'ingénierie, activités de contrôle et d'analyses techniques, publicité et des études de marché,

recherche et développement scientifique, etc. - apportent 0.49 points de % à la croissance moyenne annuelle de l'emploi (soit 1/8). L'apport de la santé et de l'action sociale se situe au même niveau. Les activités financières ne se placent pas loin avec un apport de 0.45 points de % (environ 1/8 de la croissance de l'emploi de 2001 à 2007). Viennent ensuite les transports (0.32 points de % de contribution à la croissance de l'emploi), les activités de services administratifs et de soutien (0.28 points de %) et le commerce (0.25 points de %). Il convient une nouvelle fois de souligner qu'au Luxembourg, toutes les branches créent des emplois de 2001 à 2007 (mis à part les activités des ménages en tant qu'employeurs). Même l'industrie luxembourgeoise ne perd pas d'emplois, alors que c'est le cas dans la zone euro en moyenne.

Avec la crise, les contributions à la croissance de l'emploi de l'ensemble de branches de l'économie luxembourgeoise reculent, à l'exception de la santé humaine et de l'action sociale, dont la contribution reste au même niveau et dont la part relative dans la croissance augmente donc fortement.

Graphique 20: Contribution des branches économiques à la croissance de l'emploi au Luxembourg et dans la zone euro, 2008-2012 (moyenne annuelle, en points de %)



Sources : STATEC, EUROSTAT

Malgré ce tassement, et contrairement à la zone euro, pratiquement toutes les branches de l'économie luxembourgeoise continuent à contribuer positivement à la croissance de l'emploi de 2008 à 2012. Les contributions du commerce et les activités spécialisées, techniques et scientifiques restent même assez dynamiques.

Dans la zone euro, seule la branche de la santé et de l'action sociale a une contribution positive assez forte à l'emploi. Les contributions des autres branches à l'emploi sont peu importantes. La construction, l'industrie, mais aussi le commerce, contribuent de façon très négative à la variation de l'emploi dans la zone euro. Au Luxembourg, l'emploi dans l'industrie est également en recul, mais beaucoup plus légèrement que dans la plupart des autres pays européens.

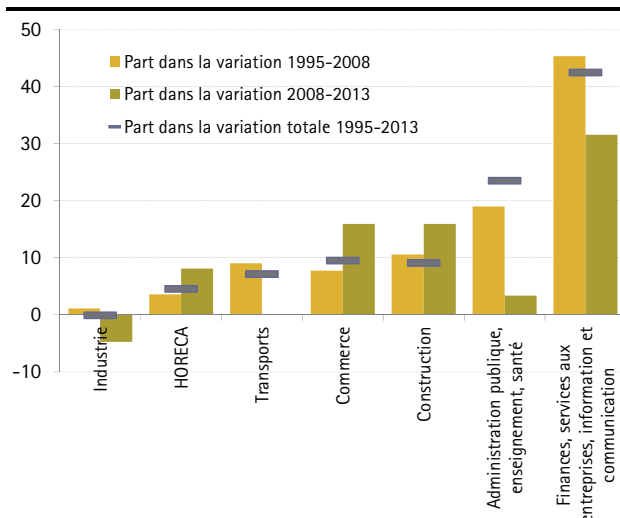
Il y a une autre manière de présenter la contribution des différentes branches de l'économie luxembourgeoise. Pour des raisons de clarté, on a regroupé les branches des finances, des services aux entreprises (activités de soutien, activités spécialisées, techniques et scientifiques) et la branche de l'information et communication. Sur la période 1995 – 2008, la part de l'agrégat de ces trois branches dans l'augmentation totale de l'emploi au Luxembourg était de 45% (voir Graphique 21). La part de ces branches dans l'augmentation de l'emploi de 2008 à 2013 n'est plus que de 32%.

D'un autre côté, on peut rassembler dans un agrégat les branches qui relèvent globalement du secteur public ou du parapublic, à savoir: l'administration publique proprement dite, l'enseignement et la santé et l'action sociale. La part de l'agrégat de ces trois branches dans l'augmentation de l'emploi de 1995 à 2008 était d'environ 25%. La part de ces branches dans l'augmentation totale de l'emploi de 2008 à 2013 est en hausse en atteignant 40%.

8% de la croissance totale de l'emploi au Luxembourg de 2001 à 2008 étaient dus au commerce (commerce de gros et de détail, réparation automobile etc.). La part dans l'augmentation de 2008 à 2013 se situe à plus du double (soit 16%) comparé à la période 1995-2008.

La part de la construction dans l'augmentation de l'emploi baisse. Elle passe de 10% pour la période 1995-2008 à environ 3% pour la période 2008-2013.

Graphique 21: Part des branches dans la variation totale de l'emploi, 1995-2008 et 2008-2013 (en % de la variation totale entre le début et la fin des périodes)



Source : STATEC

Annexe 1: Emploi au Luxembourg par branche économique, 1995 – 2013 (en milliers de personnes)

	1995	2000	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE	4,5	4,0	5,2	4,3	4,1	4,2	4,1	4,1	4,1
Culture et production animale, chasse et services annexes	4,0	3,5	4,9	4,0	3,8	3,9	3,8	3,8	-
Sylviculture et exploitation forestière	0,5	0,5	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	-
Pêche et aquaculture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-
INDUSTRIES EXTRACTIVES	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE	32,4	32,6	33,5	33,9	32,9	32,8	33,1	32,7	32,2
Industries alimentaires; Fabrication de boissons; Fabrication de produits à base de tabac	4,1	4,3	4,7	4,7	4,9	5,1	5,2	5,4	-
Fabrication de textiles; Industrie de l'habillement; Industrie du cuir et de la chaussure	1,1	0,6	1,4	1,4	1,5	1,4	1,5	1,4	-
Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles; Fabrication d'articles en vannerie et sparterie; Industrie du papier et du carton; Imprimerie et reproduction d'enregistrements	1,5	2,1	2,1	2,1	2,0	1,9	1,9	1,8	-
Cokéfaction et raffinage; Industrie chimique; Industrie pharmaceutique	0,7	0,7	0,8	0,9	0,8	0,9	0,9	0,9	-
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique; Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	6,7	7,2	7,0	7,0	7,0	6,8	6,9	6,8	-
Métallurgie; Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	11,9	10,7	9,7	10,1	9,0	8,9	8,7	8,4	-
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques; Fabrication d'équipements électriques; Fabrication de machines et équipements n.c.a.	5,3	5,6	6,0	6,1	6,0	6,0	6,1	6,1	-
Industrie automobile; Fabrication d'autres matériels de transport	0,3	0,3	0,5	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	-
Fabrication de meubles; Autres industries manufacturières	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7	-
Réparation et installation de machines et d'équipements	0,1	0,2	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	-
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ, DE VAPEUR ET D'AIR CONDITIONNÉ	1,1	1,1	1,4	1,4	1,4	1,4	1,3	1,3	1,4
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU; ASSAINISSEMENT, GESTION DES DÉCHETS ET DÉPOLLUTION	1,7	2,1	2,3	2,5	2,6	2,6	2,6	2,7	2,8
Captage, traitement et distribution d'eau	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	-
Collecte et traitement des eaux usées; Collecte, traitement et élimination des déchets; Récupération; Dépollution et autres services de gestion des déchets	1,3	1,6	2,0	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	-
CONSTRUCTION	25,2	27,2	37,9	39,4	39,1	39,3	40,1	40,6	40,6
COMMERCE; RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	34,2	38,7	43,4	44,6	45,0	46,3	48,0	49,3	50,3
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	4,3	5,0	6,4	6,6	6,6	6,8	7,0	7,2	-
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	12,4	14,1	15,4	15,5	15,6	16,2	16,7	17,1	-
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	17,6	19,7	21,7	22,5	22,8	23,3	24,3	24,9	-
TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	12,7	17,1	23,1	24,8	24,5	24,9	24,8	24,7	24,8
HÉBERGEMENT ET RESTAURATION	11,5	12,9	15,5	16,3	16,5	16,9	17,5	18,6	19,2
INFORMATION ET COMMUNICATION	4,6	9,0	12,7	13,6	13,8	14,0	14,7	15,0	15,4
ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCE	22,5	30,5	38,2	41,3	41,0	40,8	41,5	42,4	42,8
Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	18,6	23,5	27,3	29,5	29,1	28,9	29,6	30,2	-
Assurance	1,2	2,2	2,8	3,1	3,2	3,3	3,3	3,3	-
Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance	2,6	4,8	8,1	8,8	8,8	8,6	8,6	8,8	-
ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	1,3	1,8	2,5	2,8	3,2	3,3	3,5	3,7	3,8
ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	9,9	15,6	24,4	27,4	28,6	29,0	30,8	32,4	34,8
Activités juridiques et comptables; Activités des sièges sociaux; Conseil de gestion	4,6	7,5	13,6	15,7	16,9	17,2	18,4	19,6	-
Activités d'architecture et d'ingénierie; activités de contrôle et analyses techniques	2,2	3,9	5,6	6,2	6,3	6,2	6,4	6,6	-
Publicité et études de marché	0,8	1,1	1,3	1,4	1,4	1,4	1,4	1,5	-
Recherche développement scientifique, Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques, Activités vétérinaires	2,3	3,2	3,9	4,2	4,0	4,2	4,6	4,7	-
ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	8,0	15,3	21,0	22,0	20,6	21,9	22,1	22,1	21,6
Enquêtes et sécurité, Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager, Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	5,2	7,7	11,2	12,1	12,7	12,9	13,3	13,7	-
ADMINISTRATION PUBLIQUE	11,6	13,8	17,1	17,9	19,9	20,0	20,8	21,5	22,0
ENSEIGNEMENT	10,1	12,3	15,0	15,6	16,0	16,3	16,8	17,3	17,8
SANTÉ HUMAINE ET ACTION SOCIALE	13,4	16,4	25,0	27,1	28,5	30,3	32,0	34,0	35,2
Activités pour la santé humaine	9,0	9,5	11,6	12,5	13,5	13,8	14,0	14,3	-
Hébergement médico-social et social, Action sociale sans hébergement	4,4	6,9	13,4	14,6	15,0	16,5	18,0	19,7	-
ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES	1,6	2,1	3,3	3,4	3,4	3,5	3,8	3,9	4,0
Activités créatives, artistiques et de spectacle; Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles; Organisation de jeux de hasard et d'argent	0,8	1,2	2,1	2,1	2,0	2,1	2,2	2,3	-
Activités sportives, récréatives et de loisirs	0,9	0,9	1,2	1,3	1,4	1,4	1,6	1,6	-
AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES	4,3	4,8	6,1	6,5	6,5	6,7	7,0	7,1	7,2
Activités des organisations associatives	1,5	1,8	2,1	2,2	2,2	2,4	2,4	2,5	-
Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	-
Autres services personnels	2,5	2,8	3,7	4,0	3,9	4,1	4,2	4,3	-
ACTIVITÉS DES MÉNAGES EN TANT QU'EMPLOYEURS; ACTIVITÉS INDIFFÉRENCIÉES DES MÉNAGES EN TANT QUE PRODUCTEURS DE BIENS ET SERVICES POUR USAGE PROPRE	4,6	5,9	4,9	4,7	4,7	4,8	4,9	5,1	5,3
TOTAL BRANCHES	215,5	263,8	333,0	349,7	352,8	359,2	369,8	378,9	385,5

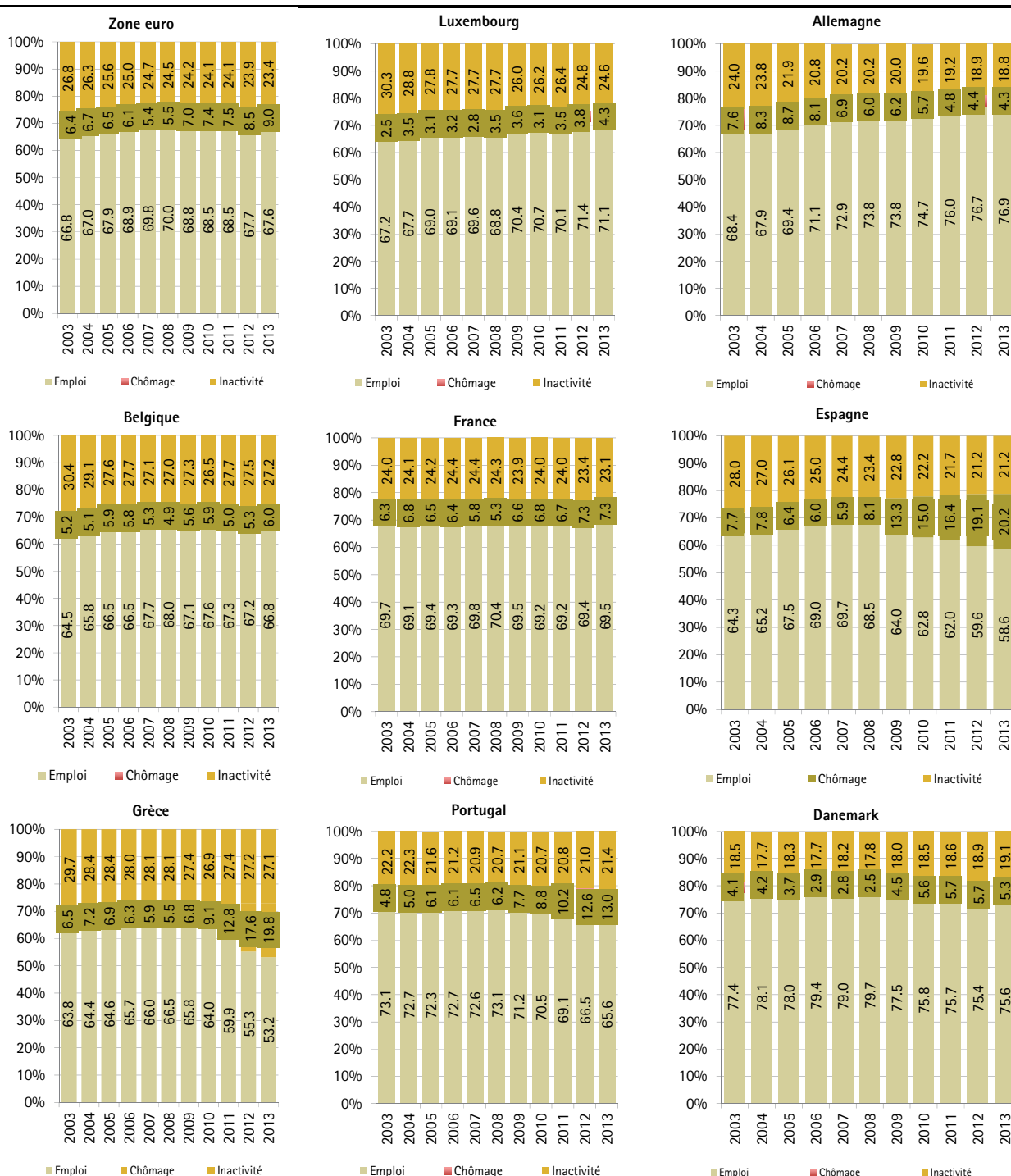
Source : STATEC

Annexe 2: Emploi salarié au Luxembourg par branche économique, 1995 – 2013 (en milliers de personnes)

	1995	2000	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE	1,2	1,0	1,8	1,8	1,7	1,9	2,0	2,1	2,1
Culture et production animale, chasse et services annexes	0,7	0,6	1,5	1,5	1,4	1,6	1,6	1,7	-
Sylviculture et exploitation forestière	0,5	0,5	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	-
Pêche et aquaculture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-
INDUSTRIES EXTRACTIVES	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE	31,7	32,2	33,1	33,4	32,5	32,3	32,6	32,3	31,7
Industries alimentaires; Fabrication de boissons; Fabrication de produits à base de tabac	3,9	4,2	4,6	4,6	4,8	5,0	5,0	5,3	-
Fabrication de textiles; Industrie de l'habillement; Industrie du cuir et de la chaussure	1,0	0,6	1,4	1,3	1,4	1,4	1,4	1,4	-
Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles; fabrication d'articles en vannerie et sparterie; Industrie du papier et du carton; Imprimerie et reproduction d'enregistrements	1,4	2,1	2,1	2,0	1,9	1,8	1,8	1,8	-
Cokéfaction et raffinage; Industrie chimique; Industrie pharmaceutique	0,7	0,7	0,8	0,9	0,8	0,9	0,9	0,9	-
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique; Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	6,7	7,2	7,0	6,9	7,0	6,8	6,9	6,8	-
Métallurgie; Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	11,7	10,6	9,6	10,0	8,9	8,9	8,6	8,3	-
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques; Fabrication d'équipements électriques; Fabrication de machines et équipements n.c.a.	5,2	5,6	6,0	6,1	6,0	6,0	6,1	6,1	-
Industrie automobile; Fabrication d'autres matériels de transport	0,3	0,3	0,5	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	-
Fabrication de meubles; Autres industries manufacturières	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	-
Réparation et installation de machines et d'équipements	0,1	0,2	0,4	0,4	0,4	0,5	0,6	0,6	-
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ, DE VAPEUR ET D'AIR CONDITIONNÉ	1,1	1,1	1,4	1,4	1,4	1,4	1,3	1,3	1,4
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU; ASSAINISSEMENT, GESTION DES DÉCHETS ET DÉPOLLUTION	1,7	2,0	2,3	2,4	2,5	2,6	2,6	2,7	2,8
Captage, traitement et distribution d'eau	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	-
Collecte et traitement des eaux usées; Collecte, traitement et élimination des déchets; récupération; Dépollution et autres services de gestion des déchets	1,3	1,6	1,9	2,0	2,1	2,1	2,1	2,2	-
CONSTRUCTION	23,7	26,1	36,6	38,1	38,0	38,2	38,9	39,4	39,4
COMMERCE; RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	29,7	33,7	39,9	40,8	41,2	42,5	44,0	45,2	46,1
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	3,9	4,5	6,1	6,2	6,2	6,4	6,6	6,8	-
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	11,0	12,5	14,3	14,5	14,7	15,2	15,7	16,1	-
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	14,8	16,7	19,6	20,1	20,3	20,9	21,7	22,3	-
TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	12,2	16,5	22,7	24,3	24,0	23,8	24,1	24,0	24,0
HÉBERGEMENT ET RESTAURATION	9,3	10,3	13,2	13,6	14,0	14,6	15,2	16,3	16,8
INFORMATION ET COMMUNICATION	4,2	8,6	12,2	13,0	13,4	13,5	14,2	14,5	14,8
ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCE	22,5	30,5	38,2	41,3	41,0	40,8	41,5	42,4	42,8
Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	18,6	23,5	27,3	29,5	29,1	28,9	29,6	30,2	-
Assurance	1,2	2,2	2,8	3,1	3,2	3,3	3,3	3,3	-
Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance	2,6	4,8	8,1	8,8	8,8	8,6	8,6	8,8	-
ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	0,5	0,8	1,5	1,7	1,7	1,8	2,0	2,1	2,2
ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	8,1	13,3	21,2	23,7	24,4	24,7	26,2	27,6	29,8
Activités juridiques et comptables, Activités des sièges sociaux; conseil de gestion	3,6	6,3	11,8	13,6	14,5	14,7	15,7	16,8	-
Activités d'architecture et d'ingénierie; activités de contrôle et analyses techniques	1,7	3,3	4,8	5,2	5,3	5,3	5,4	5,6	-
Publicité et études de marché	0,6	0,9	1,1	1,2	1,2	1,2	1,3	1,4	-
Recherche développement scientifique, Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques, Activités vétérinaires	2,1	2,9	3,5	3,6	3,4	3,5	3,8	3,9	-
ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	7,7	14,9	20,4	21,5	20,2	21,5	21,7	21,7	21,2
Enquêtes et sécurité, Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager, Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	5,0	7,5	10,8	11,8	12,4	12,7	13,1	13,5	-
ADMINISTRATION PUBLIQUE	11,6	13,8	17,1	17,9	19,9	20,0	20,8	21,5	22,0
ENSEIGNEMENT	9,9	12,0	14,7	15,1	15,5	15,7	16,2	16,7	17,2
SANTÉ HUMAINE ET ACTION SOCIALE	12,5	15,3	23,6	25,3	26,5	28,3	29,9	31,9	33,1
Activités pour la santé humaine	8,1	8,4	10,2	10,8	11,5	11,8	12,0	12,2	-
Hébergement médico-social et social, Action sociale sans hébergement	4,4	6,9	13,4	14,5	15,0	16,5	17,9	19,7	-
ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES	1,4	1,8	2,8	2,8	2,7	2,8	3,0	3,1	3,2
Activités créatives, artistiques et de spectacle; Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles; Organisation de jeux de hasard et d'argent	0,6	1,0	1,6	1,5	1,4	1,5	1,5	1,6	-
Activités sportives, récréatives et de loisirs	0,8	0,8	1,2	1,2	1,3	1,4	1,5	1,5	-
AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES	3,6	4,1	5,1	5,3	5,5	5,6	5,8	5,9	5,9
Activités des organisations associatives	1,5	1,8	2,1	2,2	2,2	2,4	2,4	2,5	-
Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	-
Autres services personnels	2,0	2,1	2,9	2,9	3,0	3,1	3,2	3,2	-
ACTIVITÉS DES MÉNAGES EN TANT QU'EMPLOYEURS; ACTIVITÉS INDIFFÉRENCIÉES DES MÉNAGES EN TANT QUE PRODUCTEURS DE BIENS ET SERVICES POUR USAGE PROPRE	4,6	5,9	4,9	4,7	4,7	4,8	4,9	5,1	5,3
TOTAL BRANCHES	197,5	244,4	313,0	328,6	331,3	337,3	347,3	355,9	362,2

Source : STATEC

Graphique 22: Part des personnes en emploi, au chômage et inactives dans la population des résidents de 20 à 64 ans au Luxembourg, dans la zone euro et dans quelques pays européens, 2003 – 2013 (en %)



1.2 Les taux d'emploi

Il convient de souligner que, dans ce qui suit, les données analysées sont issues de l'enquête forces de travail (EFT). Le concept de l'emploi est donc celui du BIT. Cela signifie notamment que cette section ne concerne que les salariés résidents, à l'exclusion donc des frontaliers. Les caractéristiques présentées se rapportent donc à l'emploi des résidents.

Inactivité, chômage et emploi

La population est composée de personnes en emploi, d'inactifs et de chômeurs. Les « inactifs » ne sont pas en emploi et ne sont pas à la recherche d'un emploi et/ou disponibles pour le marché du travail. L'inactivité peut avoir diverses raisons: des raisons familiales (garde d'enfants, de personnes âgées,...), les études ou la formation, la retraite, un choix raisonné, handicap ou maladie ou encore un découragement pour chercher un travail etc. Le taux d'inactivité est le rapport entre le nombre de personnes inactives et la population totale d'un groupe d'âge.

Les chômeurs au sens du BIT sont les personnes qui ne sont pas en emploi, mais qui se disent à la recherche d'un emploi et disponibles pour le marché du travail. A noter que la part des chômeurs dans la population ne correspond pas au *taux* de chômage qui est le rapport entre le nombre de chômeurs et le nombre d'« actifs » (chômeurs + personnes en emploi) (voir également le chapitre sur le chômage des jeunes). Par ailleurs, la notion de chômage au sens du BIT (et calculé sur la base de l'enquête forces de travail, EFT) n'est pas comparable au chômage « inscrit » de l'ADEM (voir aussi le chapitre 2 ci-après).

Finalement, il y a les personnes qui travaillent, c'est-à-dire qui ont un emploi. Le taux d'emploi est le rapport entre le nombre de personnes ayant un emploi et la population totale d'un groupe d'âge. A noter que la notion de l'emploi recouvre toutes les formes d'emploi: travail salarié, travail indépendant, travail en CDI (emploi « permanent »), en CDD (emploi « temporaire »), travail à temps partiel, etc.

Si la part (proportion) des chômeurs dans la population reste constante, une augmentation du taux d'emploi résulte logiquement de la diminution du taux d'inactivité. Or, surtout depuis la crise, cette hypothèse n'est que théorique étant donné que la part des chômeurs dans la population est en hausse dans la plupart des pays européens. A noter que

l'augmentation de la part des chômeurs (personnes à la recherche d'un emploi et disponibles pour le marché du travail) peut provenir à la fois de transitions entre l'inactivité et le chômage et des transitions entre l'emploi et le chômage.

Même si la part des inactifs diminue, l'augmentation de la proportion des chômeurs dans la population peut compenser cet effet et même être à l'origine d'une diminution du taux d'emploi. C'est d'ailleurs ce qui se passe dans un certain pays européens les plus touchés par la crise (voir le Graphique 22). Dans ce qui suit, les chiffres commentés se rapportent à la population des 20 à 64 ans.

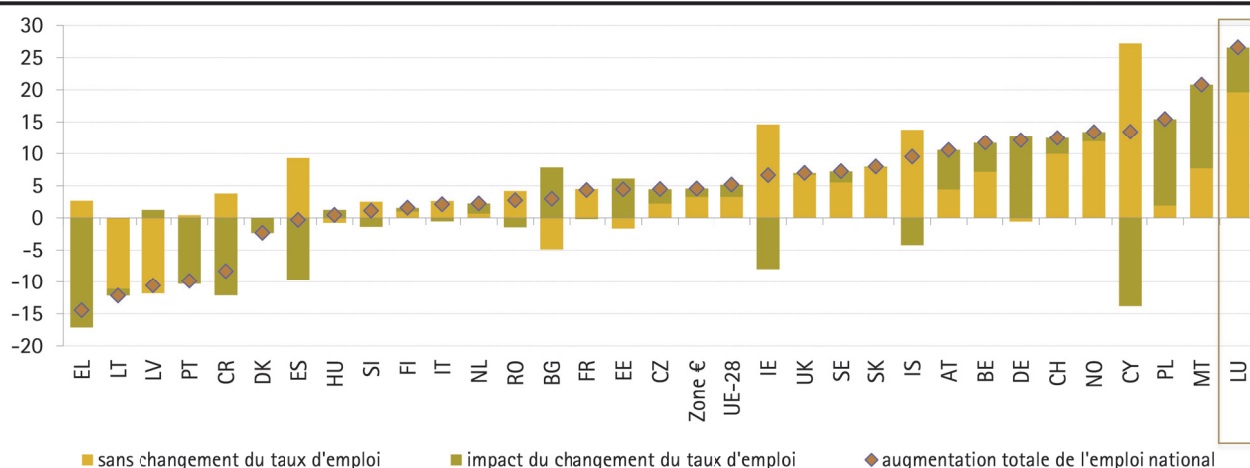
En Espagne, par exemple, le taux d'inactivité diminue de façon tendancielle depuis 2003 et cette tendance s'est maintenue au-delà de 2008. Le taux d'inactivité passe de 28.0% en 2003 à 21.2% en 2013. En revanche, la proportion des chômeurs dans la population a littéralement explosé en passant de 8.1% en 2008 à 20.2% en 2013. D'où une chute très importante du taux d'emploi qui passe de 68.5% en 2008 à 53.2% en 2013, malgré la baisse du taux d'inactivité.

En Grèce, la baisse tendancielle de la part des inactifs dans la population n'est pas aussi prononcée qu'en Espagne. Le taux d'inactivité y passe de 29.7% en 2003 à 28.1% en 2008, puis à 27.1% en 2013. Comme en même temps la proportion des chômeurs dans la population explose en Grèce (de 5.5% en 2008 à 19.8% en 2013), le taux d'emploi est en chute libre (de 66.5% en 2008 à 53.2% en 2013).

Le Portugal est un pays où le taux d'inactivité est traditionnellement assez faible, particulièrement dans la comparaison avec les autres pays du Sud européen; ce qui est dû en grande partie à un taux d'inactivité plus faible des femmes portugaises. La proportion d'inactifs dans la population portugaise ne diminue que très légèrement (de 22.2% en 2003 à 21.4% en 2013). Comme en Grèce et en Espagne, la part des chômeurs dans la population portugaise augmente fortement (de 6.2% en 2008 à 13.0% en 2013), d'où une diminution du taux d'emploi.

Qu'en est-il des pays voisins du Luxembourg ? En France, la proportion des inactifs reste assez stable de 2003 à 2013. Comme la part des chômeurs dans la population augmente de 2008 à 2013 (de 5.3% à 7.3%), le taux d'emploi recule légèrement (de 70.4% en 2008 à 69.5% en 2013).

Graphique 23 : Impact du taux d'emploi et de la population en âge de travailler sur l'augmentation de l'emploi national dans les pays européens, 2003–2013 (en %)



Sources : STATEC, EUROSTAT N.B.: population des 15 ans et plus; il ne s'agit que de l'emploi des résidents

Comme pour l'évolution générale de l'emploi (chapitre 1.1 ci-devant), l'Allemagne est un cas à part. Le taux d'inactivité diminue assez fortement en tendance en passant de 24.0% en 2003 à 20.0% en 2008. Cette évolution est un peu freinée par la crise, mais, en 2013, le taux d'inactivité est de seulement 18.8% (voir Graphique 22). En même temps, la proportion des chômeurs est en baisse: leur part passe de 7.6% de la population en 2008 à 6.0% en 2008. La tendance ne semble pas mise en cause par la crise et la proportion des chômeurs baisse encore à 4.3% en 2013. L'effet combiné de la baisse de la part des inactifs et de la baisse de la part des chômeurs fait que le taux d'emploi connaît une hausse importante (une des plus élevées de tous les pays européens): il évolue de 68.4% en 2003 à 76.9% en 2013.

Finalement, au Luxembourg, le taux d'inactivité (la part des inactifs dans la population) est en forte baisse et la crise ne semble pas avoir freiné cette évolution: la part des inactifs passe de 30.3% de la population (des 20-64 ans) à 24.6% en 2013¹. La part des chômeurs est en hausse tendancielle (2.5% de la population en 2003 et 4.3% en 2013), mais cette hausse de la part des chômeurs ne compromet pas celle du taux d'emploi qui augmente en tendance.

L'évolution de l'emploi des résidents n'est pas seulement fonction du taux d'emploi ...

Une augmentation du taux d'emploi ne conduit pas nécessairement à une croissance globale de l'emploi des résidents. En fait, cette croissance est également fonction du nombre de personnes en âge de travailler.

On peut désagréger l'impact du taux d'emploi et l'effet de la variation de la population en âge de travailler en fixant le taux d'emploi à sa valeur de début de période. En faisant le rapport entre la population et ce taux de début de période, on trouve l'augmentation de l'emploi qui est due exclusivement à l'évolution de la population en âge de travailler et non pas au taux d'emploi. La différence avec l'évolution de l'emploi total résident permet de déterminer l'impact du taux d'emploi (voir Graphique 23).

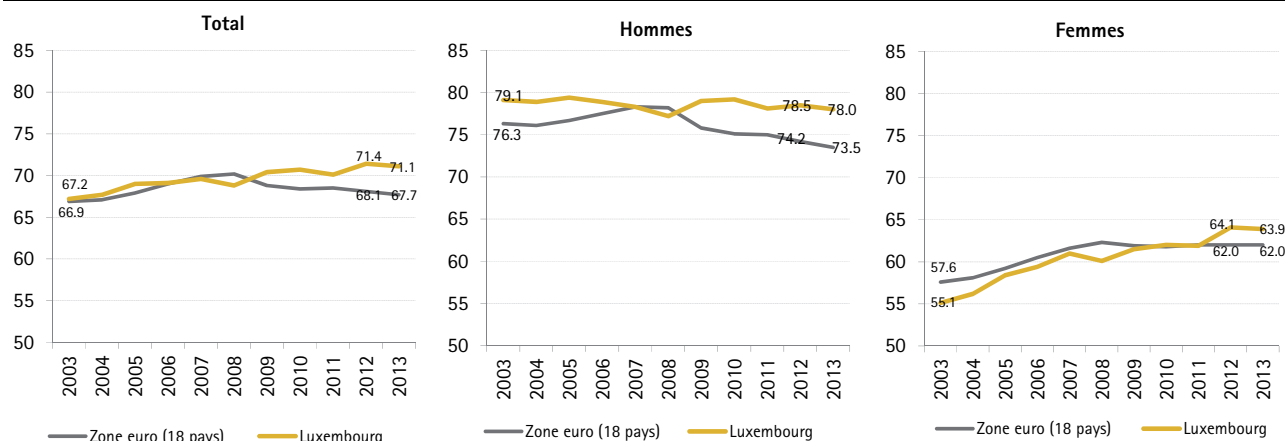
Au Luxembourg, l'augmentation de l'emploi national (résidents) résulte d'un effet combiné de l'augmentation du taux d'emploi et de la population en âge de travailler (voir Graphique 23). C'est l'immigration qui est à l'origine de la croissance de la population en âge de travailler au Grand-Duché. Sur les 27% d'augmentation de l'emploi de 2003 à 2013, 20 points de % sont imputables à la croissance de la population en âge de travailler et 7 points de % à l'augmentation des taux d'emploi.

¹ Dans les chapitres qui suivent, les chiffres se réfèrent en principe aux 20-64 ans. S'il s'agit d'une autre classe d'âge, on l'a indiqué en-dessous des graphiques et des tableaux

A Chypre, l'augmentation de l'emploi est exclusivement due à l'évolution de la population en âge de travailler, l'impact de l'évolution du taux d'emploi étant négatif. En Pologne, à Malte, en Belgique, en Suisse et en Autriche, les 2 effets sont également positifs, mais se situent au total à des niveaux de beaucoup inférieurs à ceux du Luxembourg. En Allemagne, l'augmentation de

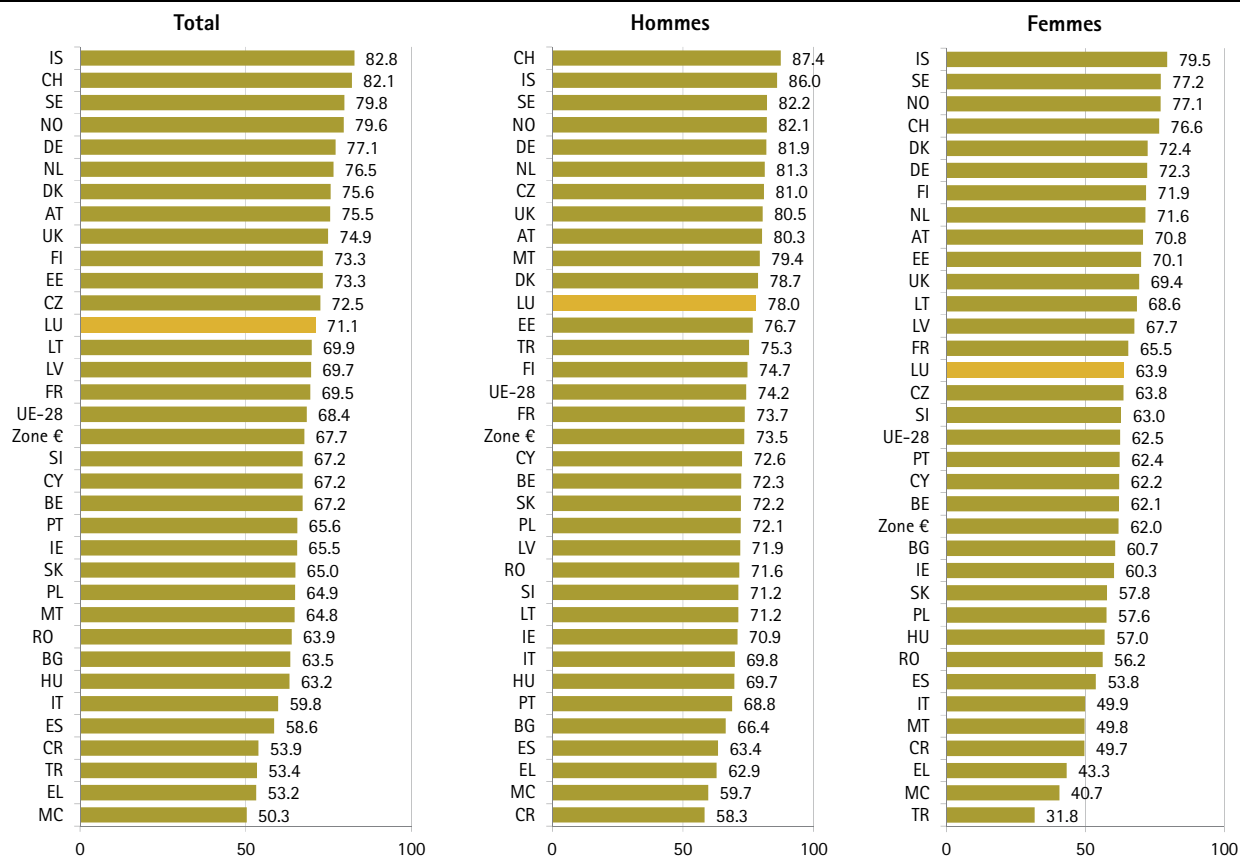
l'emploi est exclusivement due la hausse des taux d'emploi, l'effet de l'évolution de la population en âge de travailler étant très légèrement négatif. En Espagne, en Irlande et en Islande, l'effet positif de la population en âge de travailler est contrebalancé dans une mesure importante par le tassement des taux d'emploi.

Graphique 24: Evolution du taux d'emploi selon le sexe au Luxembourg et dans la zone euro, 2003-2013 (en %)



Sources : STATEC, EUROSTAT

Graphique 25: Taux d'emploi selon le sexe au Luxembourg et dans les pays européens, 2013 (en %)



Sources : STATEC, EUROSTAT

Au Portugal, en Grèce et en Croatie, l'impact de la baisse des taux d'emploi est beaucoup plus fort que l'effet de la (légère) augmentation de la population en âge de travailler.

En tendance, le taux d'emploi est en augmentation au Luxembourg ...

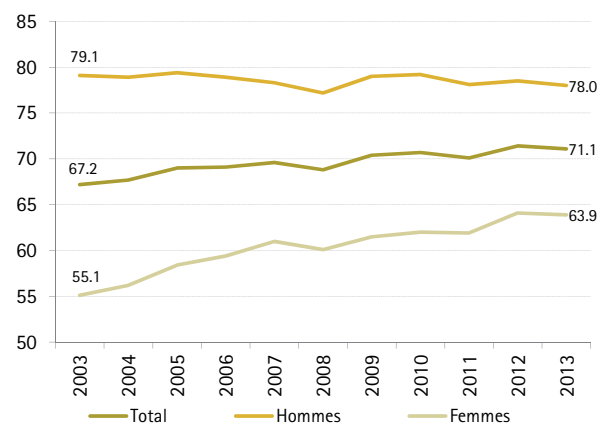
Le taux d'emploi au Luxembourg passe de 67.2% en 2003 à 68.8% en 2008, à 71.4% en 2012 et reste pratiquement stable à 71.1% en 2013. En ce qui concerne le taux d'emploi global au Luxembourg et dans les pays voisins, on note que le Grand-Duché et la France sont assez proches (respectivement 71.1% et 69.5% en 2013). La Belgique se place en-dessous de ce niveau (67.2%), alors qu'en Allemagne le taux d'emploi est beaucoup plus élevé (77.1%) (voir Graphique 25).

... ce qui est dû largement à l'augmentation du taux d'emploi féminin

Le taux d'emploi masculin se situe à un niveau élevé au Grand-Duché. En 2003, comme en 2013, il est d'environ 78-79%. Le Luxembourg se place au-dessus de la moyenne européenne pour le taux d'emploi masculin (74.2% dans l'UE-28 et 73.5% dans la zone euro en moyenne en 2013). Il est vrai que la crise est également passée par là, faisant diminuer, dans beaucoup de pays européens, le taux d'emploi (et augmenter le chômage). En 2013, parmi les pays européens, la Suisse (87.4%), l'Islande (86.0%), les Pays-Bas (81.3%), la Norvège (82.1%), la Suède (82.2%), l'Allemagne (81.9%), l'Autriche (80.3%), la République tchèque (81.0%), le Royaume-Uni (80.5%), Malte (79.4%) et le Danemark (78.7%) font mieux que le Luxembourg (78.0%) quant aux taux d'emploi masculins (voir Graphique 25).

Si le taux d'emploi masculin reste assez stable au Grand-Duché, le taux d'emploi féminin a augmenté de façon significative en passant de 55.1% en 2003 à 63.9% en 2013 (voir Graphique 24 et Graphique 26). Cette progression fait que le Luxembourg dépasse désormais la moyenne la zone euro. Dans la zone euro, le taux d'emploi féminin a également augmenté (de 57.6% en 2003 à 62.0% en 2012), mais cette progression est moins prononcée qu'au Grand-Duché (voir Graphique 24).

Graphique 26: Evolution du taux d'emploi selon le sexe au Luxembourg, 2003-2013 (en %)

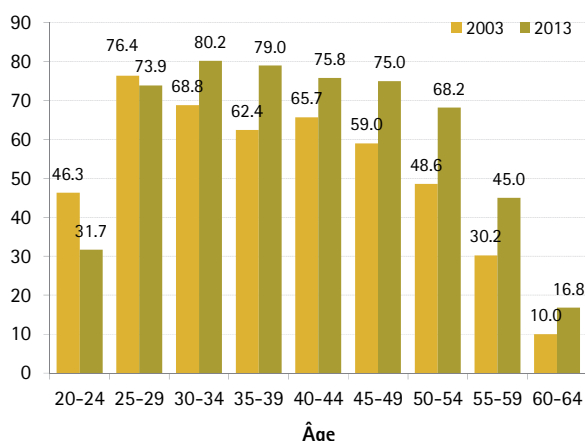


Source : STATEC

Toutefois, le taux d'emploi féminin dans notre pays continue à se situer assez loin du peloton de tête (voir Graphique 25). En effet, le taux d'emploi des femmes dans les pays nordiques et aux Pays-Bas sont largement supérieurs: 79.5% en Islande en 2013, 77.2% en Suède, 77.1% en Norvège, 71.9% en Finlande, 72.4% au Danemark et 71.6% aux Pays-Bas. Parmi les pays voisins, l'Allemagne (72.3%) est située plus haut que le Luxembourg en termes de taux d'emploi des femmes. C'est également le cas de la France (65.5% en 2013), alors que la Belgique (62.1%) se situe en-dessous du niveau du Grand-Duché.

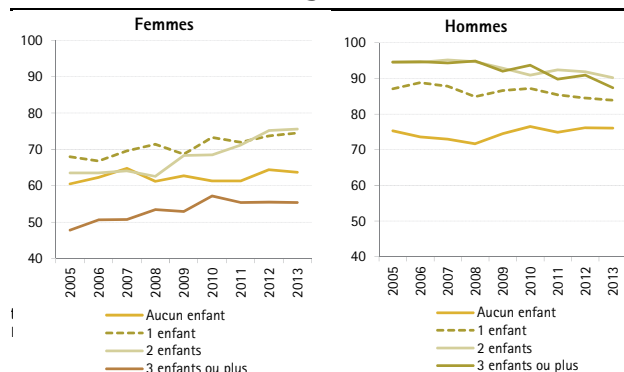
Dans les pays du Sud de l'Europe, les taux d'emploi féminins se placent en-dessous de la moyenne européenne et en-dessous du taux du Luxembourg, à l'exception du Portugal où le taux d'emploi des femmes est pratiquement au même niveau qu'au Grand-Duché. En Italie il est de 49.9% en 2013, en Grèce de 43.3%, en Espagne de 53.8%, mais au Portugal le taux d'emploi féminin atteint 62.4% en 2013.

Graphique 27: Evolution du taux d'emploi des femmes selon l'âge au Luxembourg, 2003 -2013 (en %)



Source : STATEC

Graphique 28: Evolution du taux d'emploi des femmes et des hommes au Luxembourg selon le nombre d'enfants à charge, 2005 -2013 (en %)



Source : STATEC N.B.: population 15-64 ans

Tableau 9: Taux d'emploi par sexe et composition du ménage, 2005 et 2013 (en %)

	Total		Hommes		Femmes	
	2005	2013	2005	2013	2005	2013
Adulte seul - total	79.3	79.9	83.8	84.2	74.4	75.1
Adulte seul avec enfants	79.6	79.9	97.8	80.0	77.0	79.8
Adulte seul sans enfants	79.2	79.9	83.3	84.4	73.6	73.3
Adulte vivant en couple - total	71.9	75.9	85.6	84.2	58.6	67.6
Adulte vivant en couple avec enfants	77.8	81.3	94.4	90.1	61.3	72.2
Adulte vivant en couple sans enfants	61.3	65.4	69.4	72.3	54.0	58.9

Source : STATEC

De 2003 à 2013, le taux d'emploi féminin augmente dans toutes les catégories d'âge, sauf pour les 20-24 ans et les 25-29 ans (voir Graphique 27). Chez les 20-24 ans, la part des personnes en formation ou en éducation, donc « inactives », augmente et le taux d'emploi diminue (de 46.3% en 2003 à 31.7% en 2013). Pour les femmes de 25 à 29 ans, le taux

d'emploi est en légère diminution (76.4% en 2003 et 73.9% en 2013). Dans la classe d'âge immédiatement supérieure des 30-34 ans, la hausse du taux d'emploi entre 2003 et 2013 est déjà consistante: on trouve une augmentation de 11.4 points de % pour cette catégorie d'âge (de 68.8% en 2003 à 80.2% en 2013). L'augmentation des taux d'emploi atteint un peu plus de 15 points de % chez les femmes de 45 à 49 ans et près de 20 points de % chez les femmes de 50 à 54 ans (de 48.6% en 2003 à 68.2% en 2013).

L'augmentation du taux d'emploi féminin est d'ailleurs surtout due aux femmes avec enfants (voir Graphique). Le taux d'emploi des femmes sans enfants n'augmente que modérément en évoluant de 60.5% en 2005 à 63.7% en 2013 (soit 3.2 points de % d'augmentation). En revanche, au cours de la même période, le taux d'emploi des femmes ayant 1 enfant passe de 68.0% à 74.5% (soit un plus de 6.5 points de %) et le taux d'emploi des femmes avec 2 enfants de 63.5% en 2005 à 75.6% en 2013 (12.1 points de % d'augmentation). Pour les femmes ayant trois enfants, le taux d'emploi reste le moins élevé, mais la hausse est non négligeable: pour ces femmes, le taux évolue de 47.8% en 2005 à 55.4% en 2013, une augmentation de 7.6 points de %.

La présence des enfants n'explique pas entièrement le taux d'emploi plus faible des femmes. En fait, le taux d'emploi des femmes est le plus faible parmi les femmes vivant en couple sans enfants (58.9% en 2013, contre 72.3% pour les hommes qui sont dans cette situation). Le taux atteint 72.2% pour les femmes vivant en couple avec enfants. Il est le plus élevé pour les femmes vivant seules avec des enfants (79.8%) (voir Tableau).

A noter toutefois que, pour l'ensemble des constellations, le taux d'emploi des femmes a augmenté de 2005 à 2013 au Luxembourg (sauf pour les femmes vivant seules et sans enfants) (voir Tableau 10). Pour les femmes vivant en couple avec enfants, l'augmentation est de 10.9 points de % (de 61.3% en 2005 à 72.2% en 2013), pour les femmes vivant seules avec des enfants de 2.8 points de % et pour les femmes vivant en couple sans enfants de 4.9 points de %. En revanche, pour les hommes, la variation des taux d'emploi est soit négative, soit très faiblement positive. Cependant, malgré la hausse de l'emploi des femmes, le niveau du taux d'emploi féminin reste en-dessous de celui des hommes, sauf pour les femmes élevant seules leur(s) enfant(s) pour lesquelles le taux est pratiquement identique à celui des hommes. .

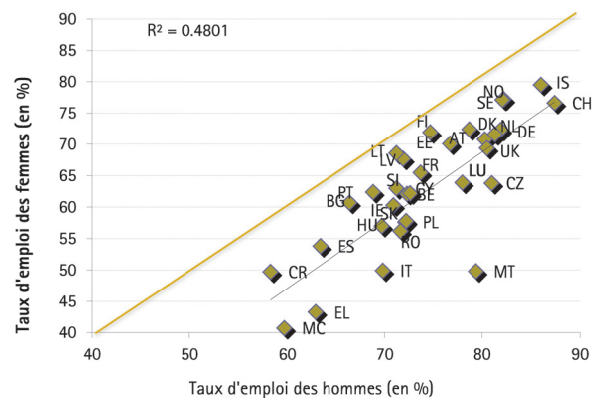
Tableau10: Variation du taux d'emploi par sexe et composition du ménage de 2005 à 2013 (en points de %)

	Variation de 2005 à 2013 (en points de %)		
	Total	Hommes	Femmes
Adulte seul - total	0.6	0.4	0.7
Adulte seul avec enfants	0.3	-17.8	2.8
Adulte seul sans enfants	0.7	1.1	-0.3
Adulte vivant en couple - total	4.0	-1.4	9.0
Adulte vivant en couple avec enfants	3.5	-4.3	10.9
Adulte vivant en couple sans enfants	4.1	2.9	4.9

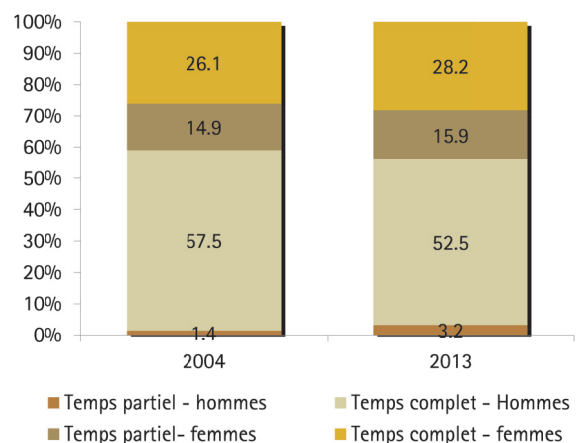
Source : STATEC

Dans tous les pays européens, les taux d'emploi des femmes se situent en-dessous de ceux des hommes (dans le Graphique 29 tous les pays se placent sous la diagonale qui représenterait l'égalité parfaite des taux). Globalement, il y a une corrélation forte entre les taux d'emploi masculin et féminin dans les pays européens. Les pays qui ont des taux d'emploi masculin élevés ont également des taux d'emploi féminin élevés. Il s'agit plus particulièrement des pays nordiques, mais également de la Suisse et des Pays-Bas. Les pays du Sud de l'Europe et certains pays de l'Est européen se situent à l'autre bout de l'échelle.

Le Graphique 29 permet également de déceler dans quels pays l'écart entre les hommes et les femmes, en termes de taux d'emploi, est particulièrement important. Ce sont les pays qui se trouvent en-dessous de la droite de régression. Malte occupe une position très excentrée avec un taux d'emploi masculin élevé (79.4%) et un taux d'emploi féminin très faible comparé à celui des hommes (49.8%). L'Italie et la Grèce ont des caractéristiques similaires. De l'autre côté, on trouve des pays (qui se situent au-dessus de la droite de régression) où le taux d'emploi féminin est élevé dans la comparaison avec le taux d'emploi masculin (tout en continuant à se situer en-dessous du taux masculin). Il s'agit notamment des pays nordiques (Islande, Norvège, Suède, Finlande et Danemark), mais également des pays baltes. Le Portugal est également dans ce cas et se distingue dans ce domaine de la plupart des autres pays du Sud de l'Europe.

Graphique 29: Corrélation entre le taux d'emploi masculin et féminin, 2013

Sources : EUROSTAT, STATEC

Graphique 30: Parts des femmes et des hommes dans l'emploi des résidents selon le fait de travailler à temps complet ou à temps partiel au Luxembourg, 2004 et 2013 (en %)

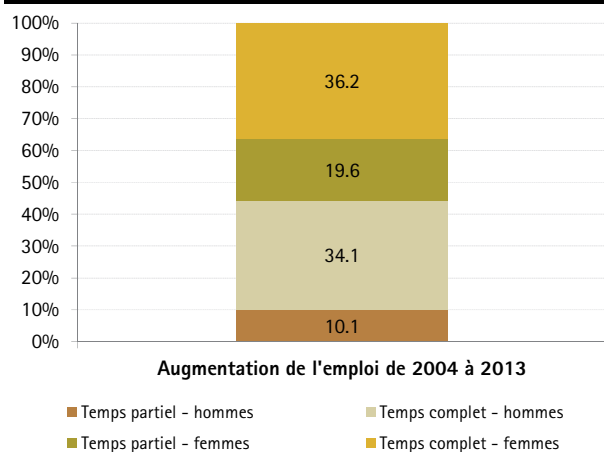
Sources : STATEC N.B.: population 15-74 ans

Le Luxembourg se situe en-dessous de la droite de régression. En d'autres mots, l'écart entre les taux d'emploi masculin et féminin est encore assez consistant, même si les taux des hommes et des femmes se sont rapprochés au cours des dernières années.

Comment la hausse du taux d'emploi féminin se répercute-t-il sur l'emploi global des résidents. En 2004, les hommes représentaient près de 59% de l'emploi national, dont seulement 1.4% travaillant à temps partiel et 57.5% à temps complet (voir Graphique 30). En ce qui concerne les femmes, leur part dans l'emploi des résidents était de 41%, dont 26.1% à temps complet et 14.9% à temps partiel.

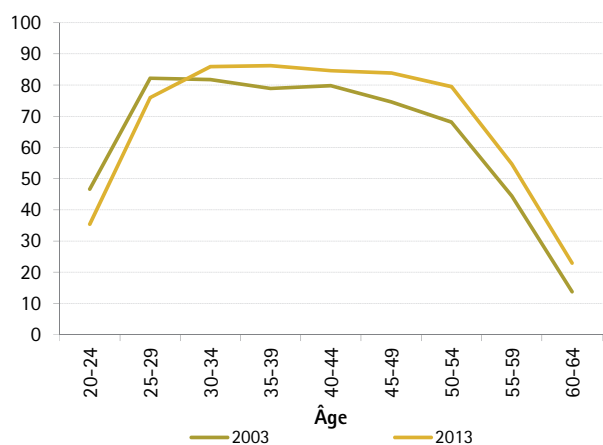
Pour l'année 2013, on constate que la part des femmes représente désormais environ 44% de l'emploi des résidents (voir Graphique 30). L'augmentation de la part des femmes dans l'emploi résulte d'ailleurs aussi bien de l'augmentation du temps complet (+2.1 points de % entre 2004 et 2013 en passant de 26.1% à 28.2%) que de l'augmentation du temps partiel (+1.0 points de % en passant de 14.9% à 15.9%). La part des hommes dans l'emploi a donc baissé de 58.9% à 55.7% entre 2004 et 2013. C'est d'ailleurs la part des hommes travaillant à temps complet qui est en forte baisse (57.5% de l'emploi total en 2004 et 52.5% en 2013) et non pas la part des hommes travaillant à temps partiel qui est en hausse (1.4% de l'emploi total en 2004 et 3.2% en 2013).

Graphique 31: Parts dans l'augmentation de l'emploi de 2004 à 2013 selon le sexe et selon le temps complet et le temps partiel (en % du total de l'augmentation de l'emploi de 2004 à 2013)



Source : STATEC N.B.: population 15-74 ans

Graphique 32: Taux d'emploi par classes d'âge au Luxembourg, 2003 et 2013 (en %)



Source : STATEC

On peut également approcher l'évolution de l'emploi à travers l'augmentation totale de l'emploi entre 2004 et 2013 selon le sexe et le fait de travailler à temps partiel ou à temps complet (voir Graphique 31). La part des femmes dans l'augmentation de l'emploi des résidents de 2004 à 2013 est de 55.8% et celle des hommes de 44.2%. Avec 36%, la part la plus importante dans l'augmentation totale de l'emploi des résidents est celle des femmes travaillant à temps complet. Cette part se situe au même niveau que la part des hommes travaillant à temps complet: ils contribuent avec 34.1% à l'augmentation totale de l'emploi des résidents de 2004 à 2013. La part des femmes travaillant à temps partiel dans l'augmentation totale de l'emploi national est de 20% et celle des hommes travaillant à temps partiel de 10%. On verra plus loin (chapitre 1.3) que la période de crise (2008-2013) a des caractéristiques particulières concernant la répartition de l'augmentation de l'emploi entre temps partiel et temps complet des hommes et des femmes.

Le taux d'emploi des 55-64 ans en augmentation significative

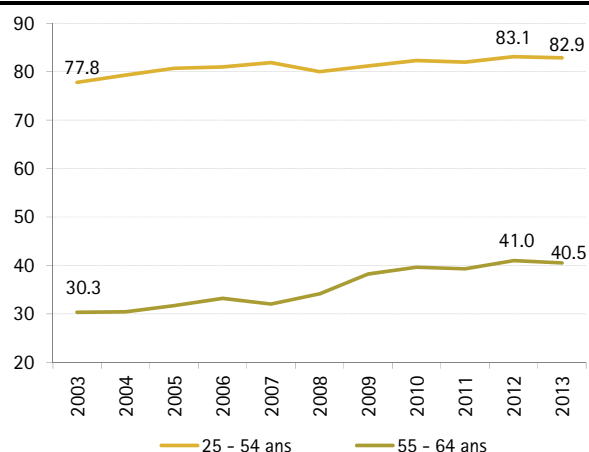
En jetant un regard sur les taux d'emploi par classes d'âge, on constate que l'augmentation du taux d'emploi concerne toutes les classes d'âge (voir Graphique 32) mis à part les jeunes de 20 à 24 ans (taux d'emploi en baisse) et de 25-29 ans (taux d'emploi en baisse plus légère). Dans la classe d'âge des 20-24 ans le taux passe de 46.6% en 2003 à 36.7% en 2012 et à 35.4% en 2013, ce qui est dû largement au fait que la proportion des jeunes en éducation ou en formation a augmenté (voir également le chapitre sur le chômage des jeunes dans le présent rapport). En fait, c'est le taux d'emploi des 55-64 ans qui a structurellement le plus augmenté au Luxembourg. Pour les 55-59 ans, il évolue de 44.4% en 2003 à 56.0% en 2012, soit une augmentation de près de 12 points de %. En 2013, on constate un léger tassement à 54.7%. Le taux d'emploi dans la classe d'âge des 60-64 ans passe de 13.7% en 2003 à 22.5% en 2012 et à 22.9% en 2013.

Globalement, pour les 55-64 ans, le taux d'emploi était de 30.3% en 2003 et de 41.0% en 2012, soit un écart de +10.7 points de % (voir Graphique 33). Le taux reste pratiquement stable à 40.5% en 2013. Dans la classe d'âge des 25-54 ans, il y a également une (moins forte) tendance à la hausse, le taux d'emploi passant de 77.8% en 2003 à 83.1% en 2012. Là-encore, le taux se stabilise à 82.9% en 2013.

L'augmentation du taux d'emploi des 55-64 ans est un phénomène structurel qui concerne pratiquement tous les pays européens (voir Graphique 34). Dans la zone euro, le taux d'emploi dans cette classe d'âge passe de 37.4% en 2003 à 48.7% en 2012, et augmente encore à 50.1% en 2013, soit une hausse à peu près équivalente à celle du Luxembourg. En Belgique, le taux d'emploi des 55-64 augmente également (de 28.1% en 2003 à 41.7% en 2013) dans des proportions similaires au Grand-Duché, alors qu'en France, la tendance à la hausse est un peu plus légère (de 36.3% en 2003 à 45.6% en 2013). En Allemagne, l'augmentation du taux d'emploi des 55-64 ans est très importante en évoluant de 39.4% en 2003 à 61.5% en 2012 et à 63.5% en 2013, soit près de vingt-cinq points de % de différence (voir Graphique 34).

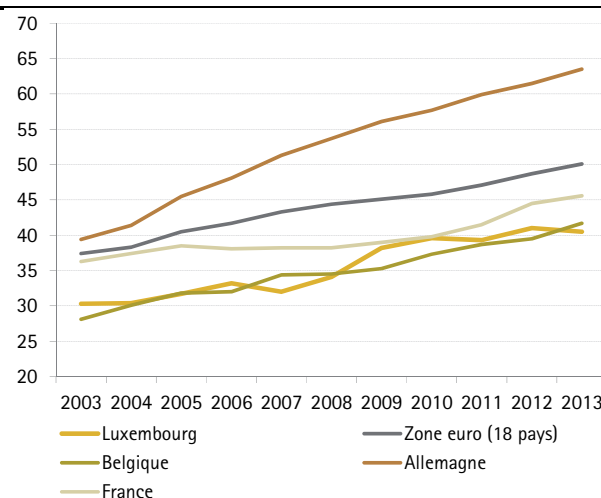
Comme pour le taux d'emploi des femmes, c'est dans les pays nordiques que les taux d'emploi des 55-64 ans sont les plus élevés (voir Graphique 35). L'Islande atteint un taux très élevé de 81.1%. En Suède, il est de 73.6% en 2013, en Norvège de 71.1% et au Danemark de 61.7%. Malgré la tendance très claire à la hausse du taux d'emploi des travailleurs âgés, le Luxembourg (41.0% en 2012 et 40.5% en 2013) continue à se situer en queue de peloton. Parmi les pays de l'UE-28 seulement 5 pays affichent des taux plus faibles que le Grand-Duché en 2013: la Hongrie (38.5%), la Croatie (36.5%), Malte (36.2%), la Grèce (35.6%) et la Slovaquie (33.5%). En Turquie (31.5% en 2013) et dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (37.9%), le taux d'emploi des 55-64 ans est également plus faible qu'au Luxembourg.

Graphique 33: Evolution du taux d'emploi des 25-54 ans et des 55-64 ans au Luxembourg, 2003-2013 (en %)



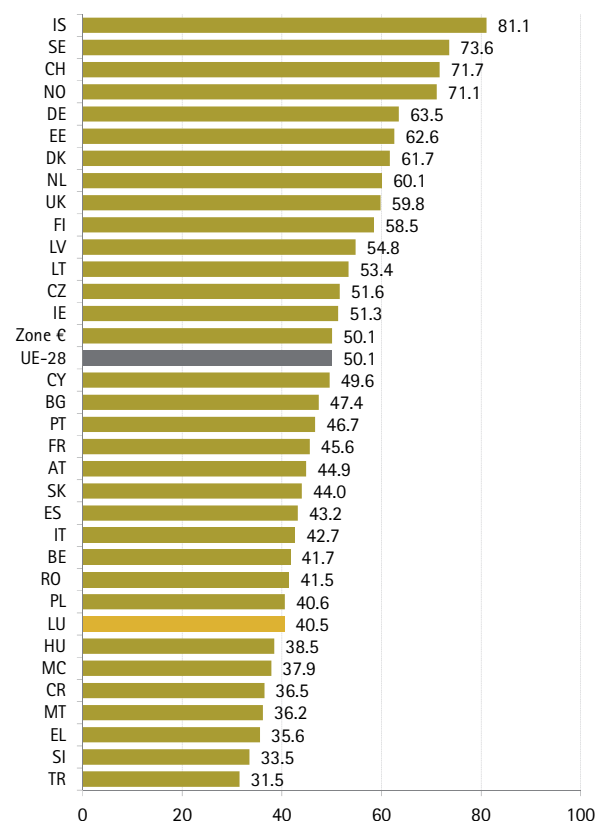
Source : STATEC

Graphique 34 : Evolution du taux d'emploi des 55-64 ans au Luxembourg, dans la zone euro et dans les pays voisins, 2003-2012 (en %)



Sources : EUROSTAT, STATEC

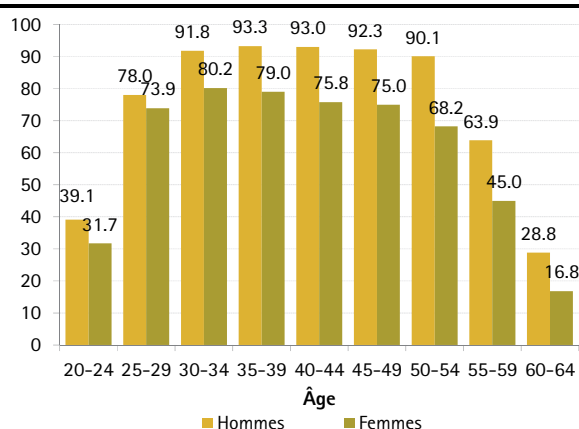
Graphique 35: Taux d'emploi des 55-64 ans en Europe, 2013 (en %)



Sources : EUROSTAT, STATEC

En désagréant les taux d'emploi des différentes classes d'âge selon le sexe (voir Graphique 36), certaines particularités apparaissent. Les femmes ont des taux d'emploi un peu plus faibles que les hommes parmi les 20-24 ans (39.1% pour les hommes et 31.7% pour les femmes en 2013). Pour les hommes, comme pour les femmes, le taux d'emploi fait un bond très important en passant à la classe d'âge des 25-29 ans. Cependant, le taux d'emploi féminin reste en retrait par rapport à celui des hommes (73,9% pour les femmes, contre 78.0% pour les hommes de 25 à 29 ans). Jusque dans la classe d'âge des 40-44 ans, le taux d'emploi augmente, puis se stabilise pour les hommes : il atteint 93.3% chez les 35-39 ans et 93.0% chez les 40-44 ans en 2013. Pour les femmes il diminue en passant de 80.2% chez les 30-34 ans à 79.0% chez les 35-39 ans et 75.8% chez les femmes âgées de 40 à 44 ans, soit un écart de près de 20 points de % avec les hommes (93.0% chez les 40-44 ans). Cet écart reste pratiquement le même dans la classe d'âge des 45-49 ans.

Graphique 36: Taux d'emploi au Luxembourg par classes d'âge selon le sexe, 2013 (en %)



Source : STATEC

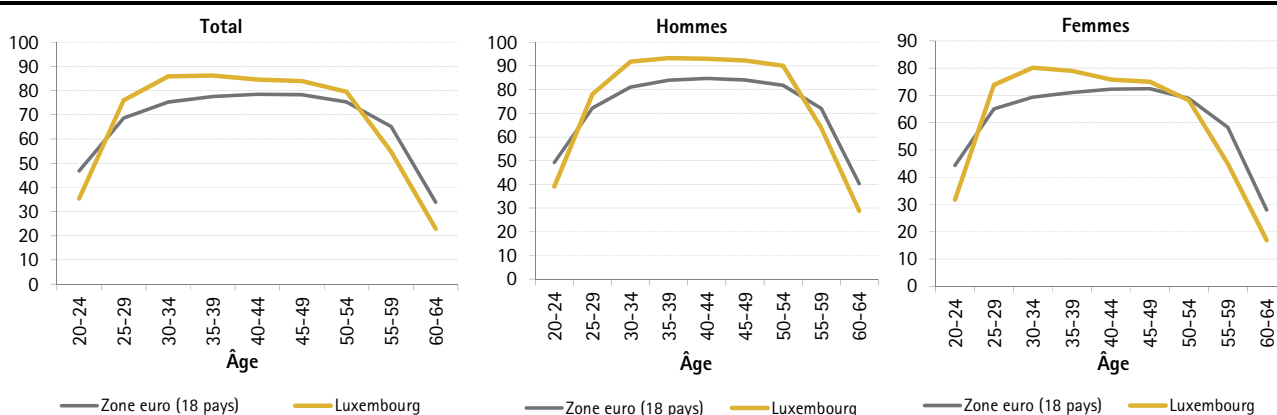
A partir de la classe d'âge des 50-54 ans, les taux d'emploi commencent une phase descendante continue assez abrupte et cela aussi bien pour les hommes que pour les femmes. Le taux d'emploi des femmes continue cependant à évoluer assez largement en-dessous de celui des hommes.

Le Graphique résume bien la situation luxembourgeoise en matière de taux d'emploi dans la comparaison avec la zone euro. Pour les hommes, le taux d'emploi est plus faible que dans la zone euro chez les 20-24 ans. Le Luxembourg dépasse le taux de la zone euro - et cela largement - dès la classe d'âge des 25-29 ans. Le taux d'emploi masculin reste au-dessus de la moyenne de la zone euro jusqu'à la classe d'âge des 50-54 ans, puis passe en-dessous de la moyenne européenne pour les 55 ans et plus.

Le taux d'emploi *féminin* de la classe d'âge des 20-24 ans au Luxembourg est également inférieur à celui de la zone euro. Par contre, pour les femmes de 25 à 39 ans, le taux d'emploi au Grand-Duché dépasse assez largement la moyenne européenne. Dans la classe d'âge des 40-44 ans, le taux d'emploi féminin chute au Luxembourg et il ne reste que très légèrement supérieur à la moyenne européenne.

A partir de la classe d'âge des 50-54 ans, le taux d'emploi féminin au Luxembourg est inférieur - d'abord légèrement, puis avec un écart important - à la moyenne de la zone euro.

Graphique 37: Taux d'emploi au Luxembourg et dans la zone euro selon l'âge et le sexe, 2013 (en %)



Sources : EUROSTAT, STATEC

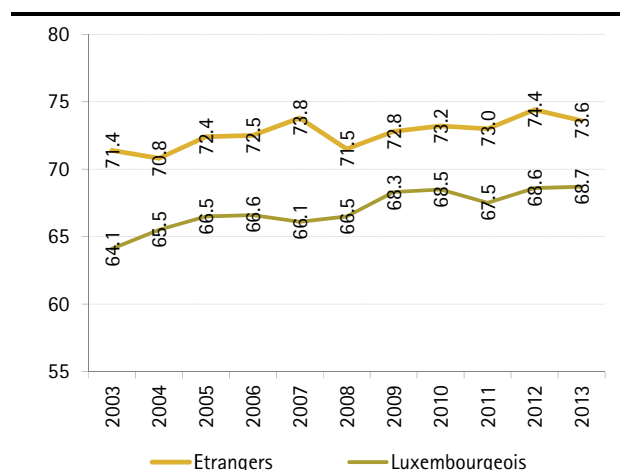
Le taux d'emploi des ressortissants luxembourgeois reste inférieur à celui des étrangers, mais augmente un peu plus fortement que celui des étrangers grâce aux femmes de nationalité luxembourgeoise

La présence des ressortissants étrangers sur le territoire luxembourgeois résulte d'une « migration de travail ». Rien d'étonnant donc à ce que le taux d'emploi des ressortissants étrangers soit plus élevé que celui des Luxembourgeois.

Les Luxembourgeois, comme les étrangers, participent à la hausse du taux d'emploi au Luxembourg. En 2003, le taux d'emploi des étrangers était de 71.4%, celui des ressortissants luxembourgeois de 64.1% (soit un écart de plus de 7 points de %). En 2012, le taux d'emploi atteint 74.4% pour les ressortissants étrangers (soit une augmentation de 3 points de % par rapport à 2003) et 68.6% pour les Luxembourgeois (c'est-à-dire une augmentation de 4.4 points de % de 2003 à 2012). En 2013, le taux d'emploi des étrangers (73.6%) est en léger recul par rapport à 2012, alors que le taux d'emploi des autochtones reste stable (68.7% en 2013). Globalement, l'écart entre Luxembourgeois et étrangers s'est donc un peu rétréci en matière de taux d'emploi (voir Graphique 38).

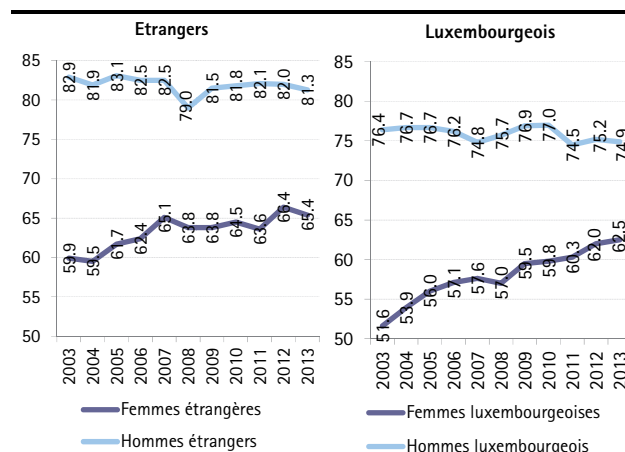
Cette vue générale sur l'évolution du taux d'emploi des Luxembourgeois et des étrangers ne devrait pas occulter le fait que l'augmentation des taux résulte exclusivement, pour les Luxembourgeois, comme pour les étrangers, de la hausse du taux d'emploi féminin. Le taux d'emploi des femmes de nationalité étrangère passe de 59.9% en 2003 à 66.4% en 2012, une augmentation de 6.5 points. En 2013, le taux d'emploi des femmes étrangères se réduit légèrement à 65.4%. Le taux d'emploi des hommes de nationalité étrangère reste assez stable à environ 82% (voir Graphique 39). C'est le taux d'emploi des femmes de nationalité luxembourgeoise qui connaît la hausse la plus importante: de 51.6% en 2003 à 62.5% en 2013. Ce taux se situe encore en-dessous de celui des femmes étrangères, mais l'écart s'est beaucoup réduit. A noter que le taux d'emploi des hommes de nationalité luxembourgeoise reste assez stable autour de 75%.

Graphique 38: Taux d'emploi au Luxembourg selon la nationalité, 2003-2013 (en %)



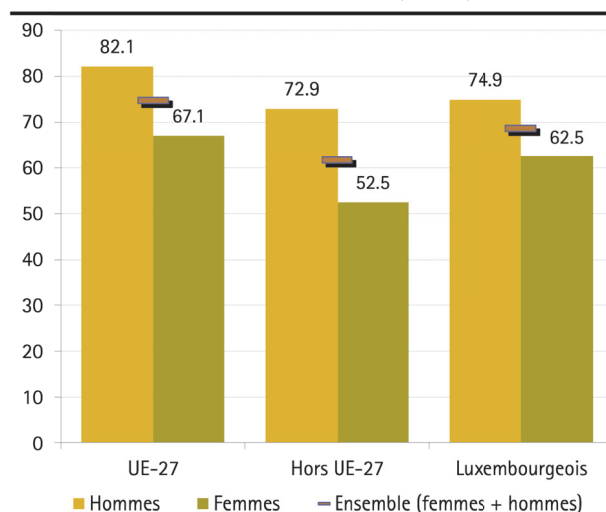
Source : STATEC

Graphique 39: Taux d'emploi au Luxembourg selon la nationalité et le sexe, 2003-2013 (en %)



Source : STATEC

Graphique 40: Taux d'emploi au Luxembourg par sexe selon la nationalité, 2013 (en %)



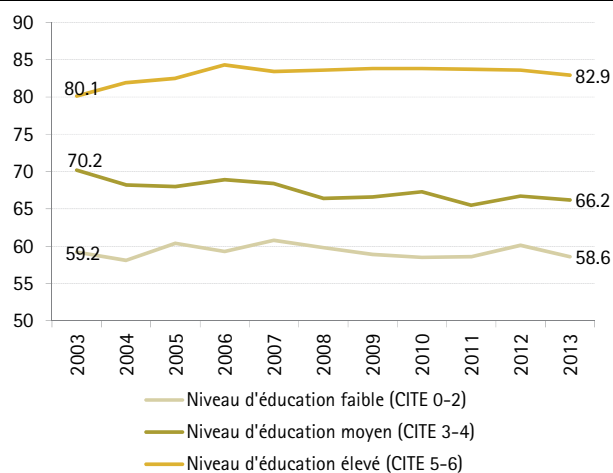
Source : STATEC

Divergences entre « communautaires » et « non-communautaires »

On a vu que le taux d'emploi global des ressortissants étrangers est plus élevé que celui des Luxembourgeois. C'est d'ailleurs vrai pour les hommes comme pour les femmes, du moins pour les étrangers communautaires, c'est-à-dire venant des autres pays de l'UE-27 (voir Graphique 40). Le taux d'emploi des hommes étrangers originaires de l'UE-27 est de 82.1% en 2013, alors qu'il n'est que de 74.9% pour les hommes luxembourgeois. Pour les femmes, les taux sont respectivement de 67.1% (étrangères de l'UE-27) et de 62.5% (Luxembourgeoises).

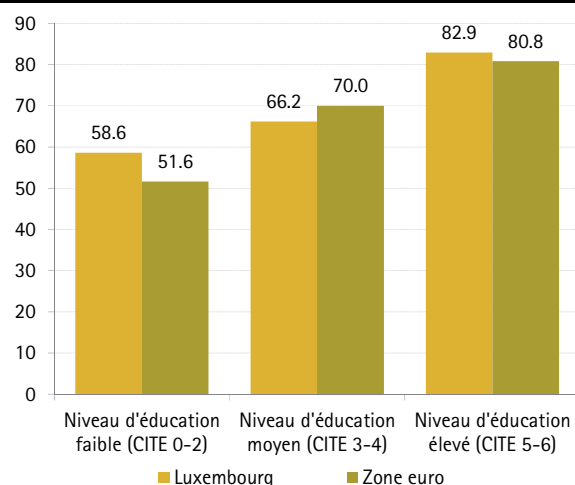
La situation des étrangers non-communautaires (hors UE-27) est différente. On constate que le taux d'emploi des hommes non-communautaires est assez élevé (72.9%). Pour les femmes non-communautaires, le taux d'emploi est beaucoup plus faible avec 52.5% en 2013 (voir Graphique 40). Il est très inférieur à celui des Luxembourgeoises (52.5% contre 62.5% en 2013) et l'écart est encore plus grand par rapport aux femmes originaires de l'UE-27 (52.5% contre 67.1% en 2013). Globalement, c'est donc parmi les étrangères non-communautaires que les taux d'emploi sont les plus faibles.

Graphique 41: Taux d'emploi au Luxembourg selon le niveau d'éducation, 2003-2013 (en %)



Source : STATEC N.B.: CITE = Classification internationale Type de l'éducation. CITO 0-2 = enseignement pré-primaire, primaire, secondaire inférieur; CITE 3-4 = enseignement secondaire supérieur et post-secondaire non-tertiaire; CITE 5-6 = enseignement tertiaire

Graphique 42: Taux d'emploi au Luxembourg et dans la zone euro, selon le niveau d'éducation, 2013 (en %)



Source : STATEC N.B.: CITE = Classification internationale Type de l'éducation. CITO 0-2 = enseignement pré-primaire, primaire, secondaire inférieur; CITE 3-4 = enseignement secondaire supérieur et post-secondaire non-tertiaire; CITE 5-6 = enseignement tertiaire

Le niveau d'éducation, un déterminant essentiel du taux d'emploi

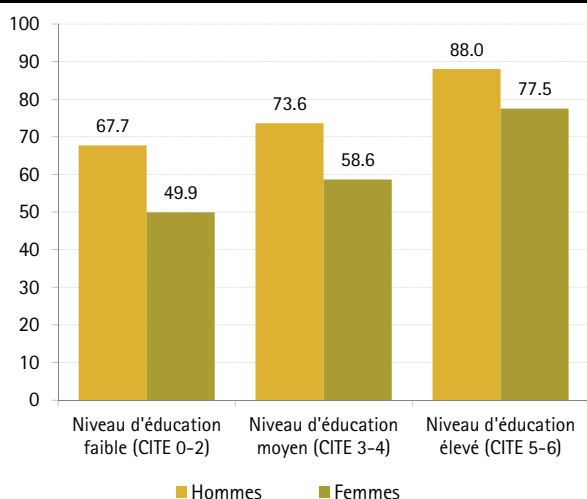
L'impact du niveau d'éducation sur le taux d'emploi est considérable. En 2013, au Luxembourg, le taux d'emploi des personnes ayant un niveau d'éducation élevé (enseignement tertiaire, CITE 5-6) est de 82.0%, contre 66.2% pour ceux ayant un niveau d'éducation moyen (enseignement secondaire supérieur et post-secondaire non-tertiaire, CITE 3-4) et seulement 58.6% pour ceux ayant un niveau d'éducation faible (enseignement pré-primaire, primaire et secondaire inférieur, CITE 0-2) (voir Graphique 42).

A cela s'ajoute que les taux d'emploi sont orientés à la hausse pour les personnes ayant un niveau d'éducation élevé en passant de 80.1% en 2003 à 82.9% en 2013. A noter toutefois que cette hausse intervient surtout dans les années 2003 à 2006. Pour ceux ayant un niveau d'éducation moyen, le taux d'emploi recule en tendance (de 70.2% à 66.2% de 2003 à 2013). Pour les personnes ayant un niveau d'éducation faible, le taux d'emploi reste relativement stable (59.2% en 2003 et 58.6% en 2013).

On retrouve des caractéristiques similaires dans le reste de l'Europe (voir Graphique 42). Les taux d'emploi augmentent avec le niveau de qualification. En 2013, dans la zone euro, on passe d'un taux de 51.6% pour les personnes ayant un niveau d'éducation faible à 70.0% pour ceux ayant un niveau d'éducation moyen et à 80.8% pour les personnes ayant un niveau d'éducation élevé. A noter aussi les différences entre le Luxembourg et la zone euro: pour les personnes ayant un niveau d'éducation faible, le taux d'emploi est plus élevé au Luxembourg (58.6%, contre 51.6% dans la zone euro). En revanche, chez les personnes ayant un niveau d'éducation moyen, le taux d'emploi est légèrement plus élevé dans la zone euro qu'au Luxembourg (70.0%, contre 66.2%). Finalement, pour les personnes ayant un niveau d'éducation élevé, le taux d'emploi est légèrement supérieur au Luxembourg (82.9%, contre 80.8% dans la zone euro en 2013).

Les différences de genre jouent quel que soit le niveau d'éducation. A tous les niveaux d'éducation, les taux d'emploi des femmes sont plus faibles que ceux des hommes (voir Graphique 43). Le taux d'emploi des hommes qui ont un niveau d'éducation élevé (enseignement tertiaire) est de 88.0% en 2013 au Luxembourg, alors que celui des femmes ayant le même niveau d'éducation est de seulement 77.5%.

Graphique 43 : Taux d'emploi au Luxembourg par sexe, selon le niveau d'éducation, 2013 (en %)



Source : STATEC N.B.: CITE = Classification internationale Type de l'éducation. CITO 0-2 = enseignement pré-primaire, primaire, secondaire inférieur; CITE 3-4 = enseignement secondaire supérieur et post-secondaire non-tertiaire; CITE 5-6 = enseignement tertiaire

Pour le niveau d'éducation moyen, les taux d'emploi en 2013 sont de respectivement 73.6% pour les hommes et de 58.6% pour les femmes. Quant au niveau d'éducation faible, les taux au Luxembourg sont de respectivement 49.9% pour les femmes et 67.7% pour les hommes en 2013.

L'écart entre les taux d'emploi masculin et féminin est donc plus faible pour les personnes ayant un niveau d'éducation élevé (écart de 10.5 points de % entre les hommes et les femmes en 2013) que pour ceux ayant un niveau d'éducation faible (écart de 17.8 points de % entre les hommes et les femmes).

Les taux d'emploi dans la Grande-Région

Les niveaux des taux d'emploi des entités territoriales composant la Grande-Région sont, globalement, le reflet de ce qui se passe dans les pays respectifs auxquels elles appartiennent.

En 2013, le taux d'emploi en Rhénanie-Palatinat (77.6%) est élevé, tout comme en Allemagne dans son ensemble (77.1%). En Sarre, le taux d'emploi est plus faible (73.2% en 2013), mais il se situe toujours au-dessus des autres régions composant la Grande-Région (62.3% en Région wallonne, 65.2% en Lorraine et 71.1% au Luxembourg). En Région wallonne, le taux d'emploi est plus faible qu'en Belgique dans son ensemble (62.3% contre 67.2% en 2013). Néanmoins, cela est dû largement aux faibles taux de la Province de Namur (63.0%), de la Province de Liège (62.0%) et, surtout, de la Province du Hainaut (58.8% en 2013). Par contre, les taux du Brabant wallon (69.4%) et de la Province du Luxembourg (69.1%) dépassent la moyenne belge. En Lorraine, le taux d'emploi (65.2% en 2013) se situe en-dessous de la moyenne française (69.1%), mais également en-dessous des taux d'emploi des régions allemandes. Quant au Luxembourg, son taux d'emploi (71.1% en 2013) se situe entre les taux élevés des régions allemandes et les taux plus faibles de la Lorraine et de la Région wallonne.

D'une manière générale, les entités territoriales de la Grande-Région où les taux d'emploi des hommes sont élevés sont également celles où les taux d'emploi féminins sont élevés et inversement (voir Graphique 44). *Grosso modo*, on peut distinguer 3 groupes: les entités territoriales allemandes qui ont des taux d'emploi masculins et féminins importants. Un deuxième groupe est constitué par les provinces de Liège et du Hainaut où les taux d'emploi sont faibles pour les deux sexes. Et finalement un groupe

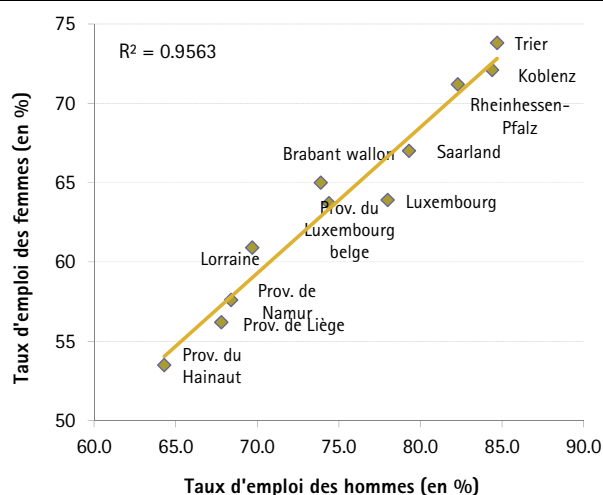
intermédiaire ayant des taux d'emploi masculins et féminins moyens auquel appartiennent la Lorraine, la Province du Luxembourg belge, le Brabant wallon et le Grand-Duché de Luxembourg. A noter que la Province de Namur et la Sarre se situent entre ces groupes. Le Grand-Duché se place un peu en-dessous de la droite de régression, signe que le taux d'emploi féminin est relativement faible dans la comparaison avec le taux d'emploi masculin.

Tableau 11: Taux d'emploi dans la Grande-Région par sexe, 2003 et 2012 (en %)

	Total		Hommes		Femmes	
	2003	2013	2003	2013	2003	2013
Zone euro (18 pays)	66.8	67.7	76.2	73.4	57.5	61.9
Belgique	64.5	67.2	73.0	72.3	55.8	62.1
Région wallonne	59.7	62.3	69.2	67.7	50.3	56.9
Prov. Brabant Wallon	64.6	69.4	72.9	73.9	56.5	65.0
Prov. Hainaut	55.8	58.8	64.6	64.3	47.0	53.5
Prov. Liège	61.0	62.0	72.0	67.8	50.0	56.2
Prov. Luxembourg (BE)	65.4	69.1	75.4	74.4	55.0	63.7
Prov. Namur	61.0	63.0	69.4	68.4	52.5	57.6
Allemagne	68.4	77.1	74.8	81.9	62.0	72.3
Rheinland-Pfalz	70.2	77.6	78.4	83.4	61.9	71.8
Koblenz	70.7	78.4	79.9	84.4	61.5	72.1
Trier	70.7	79.4	79.3	84.7	61.8	73.8
Rheinhessen-Pfalz	69.6	76.7	77.0	82.3	62.1	71.2
Saarland	63.6	73.2	71.1	79.3	56.1	67.0
France	69.1	69.1	75.4	73.3	63.1	65.0
Lorraine	66.7	65.2	74.4	69.7	59.2	60.9
Luxembourg	67.2	71.1	79.1	78.0	55.1	63.9

Source : EUROSTAT, STATEC

Graphique 44: Taux d'emploi des hommes et des femmes dans la Grande-Région, 2013 (en %)



Sources : EUROSTAT, STATEC

Tableau 12: Variation du taux d'emploi dans la Grande-Région par sexe, 2003-2013 (en points de %)

	Variation du taux d'emploi total (en points de %)	Variation du taux d'emploi des hommes (en points de %)	Variation du taux d'emploi des femmes (en points de %)
Zone euro (18 pays)	0.9	-2.8	4.4
Belgique	2.7	-0.7	6.3
Région wallonne	2.6	-1.5	6.6
Prov. Brabant Wallon	4.8	1.0	8.5
Prov. Hainaut	3.0	-0.3	6.5
Prov. Liège	1.0	-4.2	6.2
Prov. Luxembourg (BE)	3.7	-1.0	8.7
Prov. Namur	2.0	-1.0	5.1
Allemagne	8.7	7.1	10.3
Rheinland-Pfalz	7.4	5.0	9.9
Koblenz	7.7	4.5	10.6
Trier	8.7	5.4	12.0
Rheinhessen-Pfalz	7.1	5.3	9.1
Saarland	9.6	8.2	10.9
France	0.0	-2.1	1.9
Lorraine	-1.5	-4.7	1.7
Luxembourg	3.9	-1.1	8.8

Sources : STATEC, EUROSTAT

L'augmentation la plus forte des taux d'emploi de 2003 à 2013 au sein de la Grande-Région (voir Tableau) peut être décelée dans les régions allemandes de la Rhénanie-Palatinat (+7.4 points de % de 2003 à 2013) et de la Sarre (+9.6 points). L'évolution dans ces deux « Länder » allemands est d'ailleurs en accord avec celle de l'Allemagne dans son ensemble (+8.7 points) où le taux d'emploi a évolué de façon plus dynamique qu'en Belgique (+2.7 points), qu'au Luxembourg (+3.9 points) et, surtout, qu'en France (augmentation nulle).

A première vue, la très forte hausse du taux d'emploi en Allemagne et dans les régions allemandes de la Grande-Région peut paraître en contradiction avec la croissance relativement faible de l'emploi (voir plus haut). Il semble qu'il faille mettre la hausse importante des taux d'emploi en Allemagne en relation avec l'évolution démographique atone (la Sarre perd même des habitants) qui ne permettrait pas de répondre à la croissance (même limitée) du nombre d'emplois. L'augmentation du taux d'emploi pourrait en être la conséquence.

On constate encore que le *taux d'emploi des hommes* a évolué à la baisse dans beaucoup de sous-régions faisant partie de la Grande-Région. C'est notamment le cas la Province de Liège (-4.2 points de % de 2003 à 2013), de la province du Luxembourg (-1.0 point) et de la province de Namur (-1.0 point). Globalement le taux d'emploi des hommes dans la Région wallonne a donc baissé (-1.5 point), et cela malgré la hausse du taux dans la Province du Brabant wallon (+1.0 points).

A noter que le recul du taux d'emploi des hommes dans la Région wallonne (-1.5 point), dépasse celui de la Belgique dans son ensemble (-0.7 point). En Lorraine, le taux d'emploi des hommes est en forte chute (-4.7 points); ce recul est plus important qu'en France dans son ensemble (-2.1 points). Dans les « Länder » allemands, par contre, l'augmentation des taux d'emploi masculins est conséquente (+5.0 points en Rhénanie-Palatinat et même + 8.2 points en Sarre). Au Luxembourg, le taux d'emploi des hommes recule (-1.1 points), mais moins qu'en Région wallonne et en Lorraine.

Par contre, dans *toutes* les entités territoriales de la Grande-Région, le *taux d'emploi féminin* est en hausse: en très forte hausse en Rhénanie-Palatinat (+9.9 points de 2003 à 2013), en Sarre (+10.9 points) et au Luxembourg (+8.8 points) et en hausse en Lorraine (+1.7 point) et en Région wallonne (+6.6 points de 2003 à 2013).

1.3 Le travail à temps partiel

Comme pour le chapitre précédent, dans ce qui suit, les données analysées sont issues de l'enquête forces de travail (EFT) qui ne concerne que les salariés résidents, à l'exclusion donc des frontaliers. Les caractéristiques présentées se rapportent donc à l'emploi des résidents.

Le taux de travail à temps partiel des hommes reste faible, tout en étant orienté à la hausse ...

Au Luxembourg, le travail à temps partiel est beaucoup plus répandu chez les femmes que chez les hommes. En 2013, il atteignait 35.8% de l'emploi total des femmes, alors que le taux correspondant pour les hommes n'était que de 4.7%; ce qui donne un taux de travail à temps partiel global de 18.5% (voir Tableau 13). En tendance, il y a une augmentation de l'emploi à temps partiel masculin. En 2004, il n'était que de 2.3%, contre 4.7% en 2013. Cela se répercute sur le taux global de travail à temps partiel qui a également tendance à croître. A noter que le travail à temps partiel des femmes semble se tasser légèrement: en 2004, 36.6% des femmes de 20 à 64 ans travaillaient à temps partiel, en 2013, le pourcentage est légèrement inférieur avec 35.8%.

Malgré la hausse du temps partiel masculin, le Luxembourg se trouve toujours en queue de peloton concernant le temps partiel des hommes. Seules la Bulgarie (2.0% en 2013), la République tchèque (2.4%), la Slovaquie (3.2%), l'ancienne République yougoslave de Macédoine (3.9%), la Hongrie (4.1%), la Pologne (4.2%) et la Croatie (4.6%) ont des taux encore plus faibles. Les Pays-Bas sont le premier de la liste des pays européens quant au temps partiel masculin (avec un taux exceptionnellement élevé de 22.1% en 2013). Dans les pays nordiques on trouve également des taux de travail à temps partiel masculins situés au-dessus de la moyenne de l'UE-28: au Danemark 11.2%, en Norvège 12.0%, et en Suède 11.7%. En Irlande et au Royaume-Uni (respectivement 12.7% et 10.1%), le temps partiel des hommes est également plus développé qu'en Europe en moyenne. Avec 13.4% en 2013, la Suisse se place également assez près de la tête pour le temps partiel masculin.

En comparant la fréquence du temps partiel dans les pays européens, on constate que le Luxembourg se situe un peu en-dessous de la moyenne européenne quant au taux global (18.5% au Grand-Duché contre 21.1% dans la zone euro et 18.9% dans l'UE-28 en moyenne pour l'année 2013).

On note encore que ce taux global assez réduit pour le Luxembourg est dû surtout au taux de travail à temps partiel faible des hommes (4.7% au Luxembourg, contre 8.2% dans l'UE-28 en moyenne en 2013). Par contre le travail à temps partiel des femmes est plus fréquent au Luxembourg (35.8%) que dans l'UE-28 (31.6%) et se situe au même niveau que dans la zone euro en moyenne (également 35.8%).

Tableau 13: Proportion du travail à temps partiel au Luxembourg selon le sexe, 2004-2013 (en %)

	Total	Hommes	Femmes
2004	16.4	2.3	36.6
2005	17.4	2.3	38.3
2006	17.1	2.4	36.4
2007	17.8	2.5	37.3
2008	18.0	2.5	38.3
2009	17.5	4.3	34.8
2010	17.4	3.2	35.8
2011	17.9	4.1	35.8
2012	18.3	4.3	35.9
2013	18.5	4.7	35.8

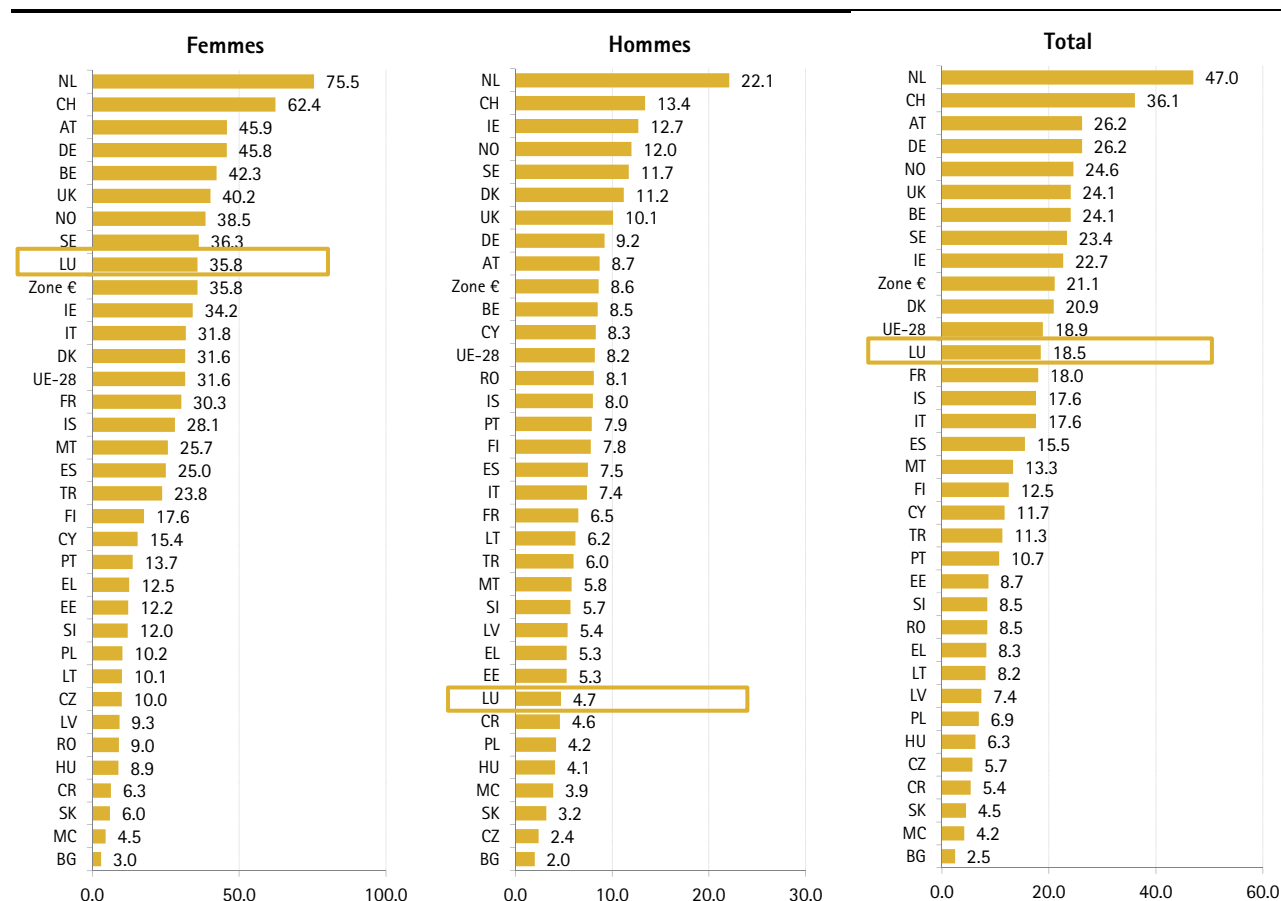
Source: STATEC

... mais le temps partiel reste un phénomène largement féminin, même si la proportion de femmes travaillant à temps partiel se tasse

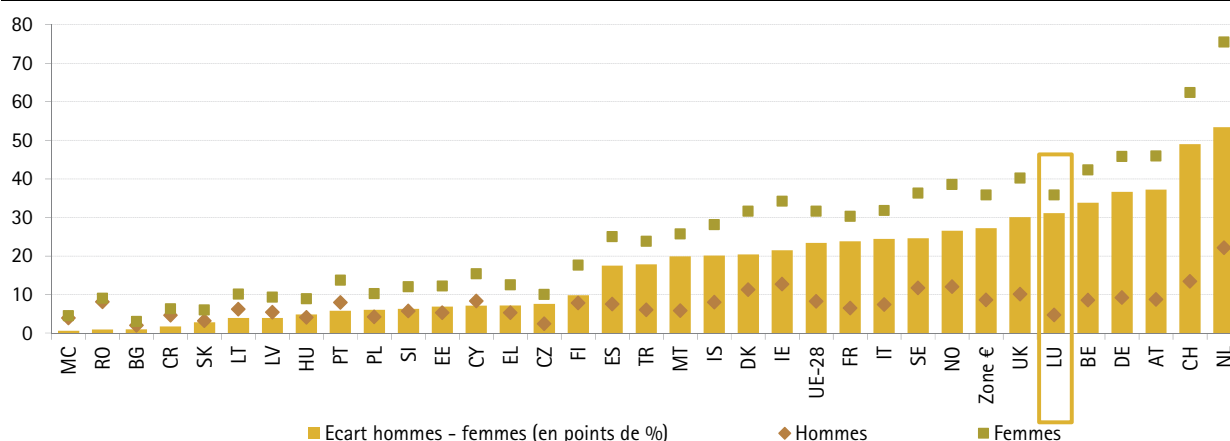
En ce qui concerne la proportion de femmes travaillant à temps partiel (35.8% en 2013), le Luxembourg se trouve plus près de la tête du peloton européen. Comme pour le travail à temps partiel masculin, ce sont les Pays-Bas qui sont en première ligne avec un taux de travail à temps partiel féminin extrêmement élevé de 75.5% en 2013. En Autriche (45.9% en 2013), en Allemagne (45.8%), en Belgique (42.3%), au Royaume-Uni (40.2%), en Norvège (38.5%) et en Suède (36.3%), mais également en Suisse (62.4%), les taux sont plus élevés qu'au Luxembourg

Malgré l'augmentation du temps partiel masculin et malgré le fait que la part des femmes travaillant à temps partiel se tasse un peu (36.6% en 2004 et 35.8% en 2013), les femmes restent largement majoritaires parmi les personnes ne travaillant pas à temps complet. Au Luxembourg, la part des femmes dans l'emploi à temps partiel est en recul (comme d'ailleurs dans les autres pays de l'UE et notamment les pays voisins), mais elle continue à se situer à 85.8% (voir Graphique47). Avec ce pourcentage, le Luxembourg se place largement au-dessus des chiffres des pays voisins et de la zone euro et de l'UE-28 en moyenne. Dans la zone euro, la part des femmes dans l'emploi à temps partiel n'est que de 78.1% en 2013.

Graphique 45: Proportion du travail à temps partiel au Luxembourg et dans les pays européens, selon le sexe, 2013 (en %)



Sources : STATEC, EUROSTAT

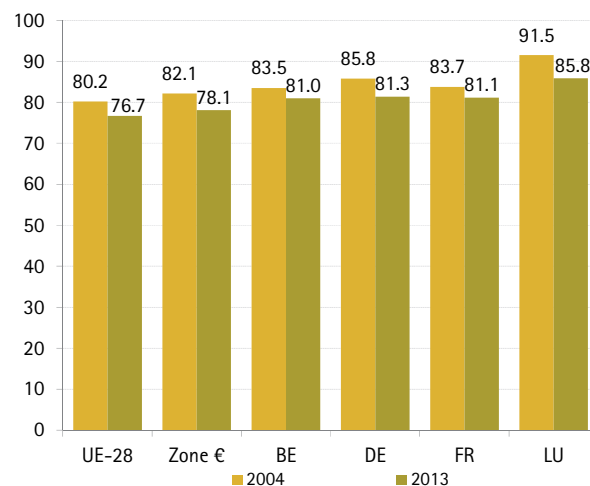
Graphique 46: Proportion du travail à temps partiel et écart entre les sexes, 2013 (en %, écart en points de %)

Sources : STATEC, EUROSTAT

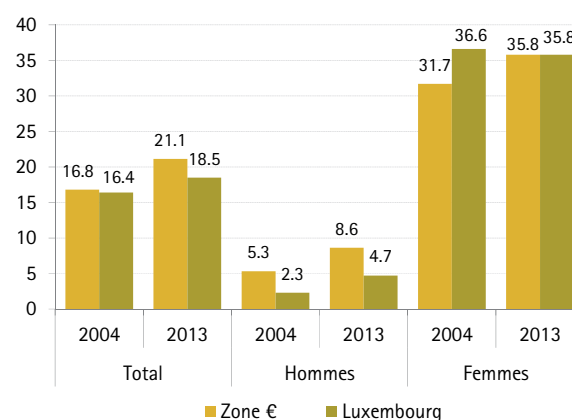
Par ailleurs, l'écart entre l'emploi à temps partiel masculin et féminin reste important au Luxembourg. La différence entre le taux de temps partiel des hommes et celui des femmes est de 31.1 points de % en 2013 (voir Graphique 46). En Belgique, en Autriche, en Allemagne, en Suisse et aux Pays-Bas, l'écart est encore plus conséquent, mais les raisons ne sont pas les mêmes. Au Luxembourg, en Belgique, en Autriche et en Allemagne c'est surtout le taux relativement faible du travail à temps partiel des hommes qui explique l'écart important. Aux Pays-Bas, par contre, où le temps partiel des hommes est très développé, c'est la proportion extrêmement élevée du temps partiel parmi les femmes (75.5%) qui est à l'origine de l'écart important entre les genres. C'est dans les « nouveaux Etats membres » de l'Est européen que l'écart du temps partiel entre hommes et femmes est le plus faible. C'est également dans ces pays que le temps partiel est le moins répandu d'une façon générale.

En Europe le travail à temps partiel a tendance à se développer, mais au Luxembourg la tendance est un peu moins prononcée

D'une façon générale, le travail à temps partiel a tendance à augmenter dans pratiquement tous les pays de l'UE, ce qui se répercute sur le taux moyen qui passe de 16.8% en 2004 à 21.1% en 2013 dans la zone euro (voir Graphique 48 et Graphique 49). Le Luxembourg participe donc à un mouvement de fond (de 16.4% en 2004 à 18.5% en 2013) dépassant le cadre national.

Graphique 47: Part des femmes dans l'emploi à temps partiel total, 2004 et 2013 (en %)

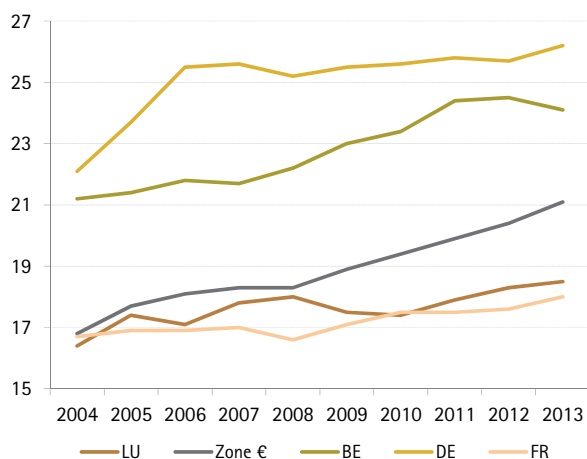
Sources : STATEC, EUROSTAT

Graphique 48: Proportion du travail à temps partiel au Luxembourg et dans la zone euro, selon le sexe, 2013 (en %)

Sources : STATEC, EUROSTAT

Pour fixer les idées, on peut mentionner les chiffres absolus: en 2004 sur un emploi résident total de quelque 188 000 personnes au Luxembourg, 31 000 travaillaient à temps partiel, dont 3000 hommes et 28 000 femmes. En 2013, sur un emploi total résident d'environ 235 000 personnes, 45 000 avaient un emploi à temps partiel, dont 7 000 hommes et 38 000 femmes. En d'autres mots, même si le temps partiel reste peu répandu chez les hommes au Luxembourg, la progression relative est plus importante que pour les femmes. Le temps partiel des hommes est multiplié par 2.5 au Grand-Duché (en partant, il est vrai, d'un niveau extrêmement faible), alors que le temps partiel des femmes n'augmente que de 32% environ de 2004 à 2013.

Graphique 49: Evolution de la proportion du travail à temps partiel au Luxembourg, dans la zone euro, et dans les pays voisins, 2004-2013 (en %)



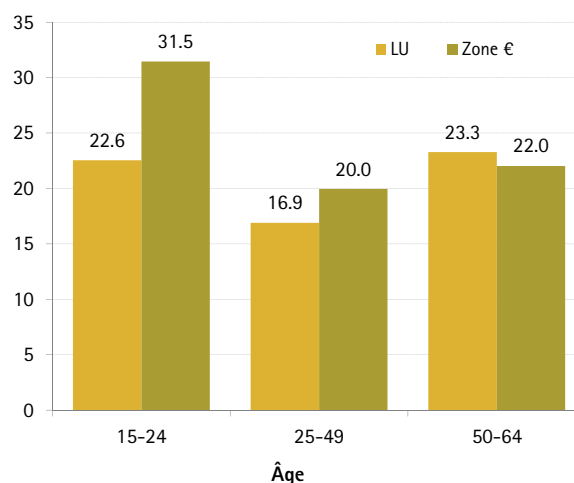
Sources : STATEC, EUROSTAT

Dans la classe d'âge des 15-24 ans, malgré la hausse récente, le temps partiel au Luxembourg reste moins fréquent qu'en Europe en moyenne

Dans la classe d'âge des 15-24, le travail à temps partiel a fortement augmenté depuis quelques années au Luxembourg (de 7.7% en 2004 à 22.6% en 2013). Néanmoins, comme le montre le Graphique 50, c'est également dans cette classe d'âge que le travail à temps partiel au Luxembourg reste largement inférieur à la moyenne de la zone euro.

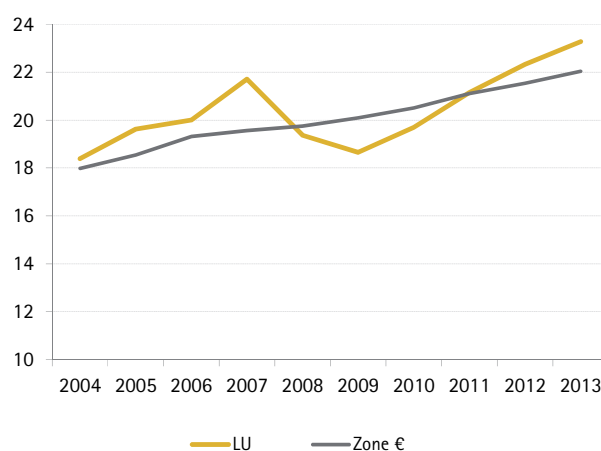
Pour les classes d'âge des 25-49 ans, les taux de temps partiel du Luxembourg sont légèrement inférieurs à ceux de la zone euro en 2013 (respectivement 16.9% et 20.0%).

Graphique 50: Proportion du travail à temps partiel par classe d'âge au Luxembourg et dans la zone euro, 2013 (en %)



Sources : STATEC, EUROSTAT

Graphique 51: Evolution de la proportion du travail à temps partiel parmi les 50-64 ans au Luxembourg et dans la zone euro, 2004-2013 (en %)



Sources : STATEC, EUROSTAT

Pour les travailleurs « âgés » de 50 à 64 ans, le temps partiel au Luxembourg est, en revanche, plus fréquent (23.3%) que pour les 25 à 49 ans. Au Luxembourg, le taux des travailleurs de plus de 50 ans travaillant à temps partiel est d'ailleurs supérieur à la moyenne de la zone euro (22.0%). Comme dans la zone euro, la part du temps partiel parmi les travailleurs « âgés » au Luxembourg est plutôt en augmentation depuis une dizaine d'années (voir Graphique 51).

Le travail à temps partiel est le plus fréquent dans les « Activités des ménages en tant qu'employeurs », dans la « Santé et action sociale », dans l'« Enseignement », dans les « Activités de services administratifs et de soutien », dans les « Arts, spectacles et activités récréatives » ...

On peut exprimer le temps partiel en pourcentage de l'emploi dans les différentes branches économiques ou en pourcentage de l'emploi à temps partiel total (voir Tableau 14).

Dans quelles branches, le pourcentage de l'emploi à temps partiel par rapport à l'emploi de la branche dépasse-t-il la moyenne de l'économie luxembourgeoise ? Il s'agit d'abord de la branche des « activités des ménages en tant qu'employeurs » (activités de nettoyage, par exemple) avec 62.5% en 2013. Viennent ensuite la « santé et action sociale » (38.8%), les « autres activités de services » (35.1%), les « activités immobilières » (autour de 30%), la branche « arts, spectacles et activités récréatives » (26.9%), l'« enseignement » (26.1%), les « activités de services administratifs et de soutien » (22.2%) et. L'« administration publique » (18.3%) et le commerce (16.8%) se situent autour de la moyenne.

Sur l'ensemble des emplois à temps partiel des résidents quelque 22.1% se trouvent dans la branche « Santé et action sociale », 11.4% dans l'enseignement et 10.5% dans l'administration publique proprement dite, soit au total 44.0% des emplois à temps partiel qui se situent dans des branches relevant de près ou de loin du « service public ». On y ajoutant le « commerce » (7.4% du total de l'emploi à temps partiel) et les « activités financières » (9.6% de l'emploi à temps partiel), on arrive à plus de 60% des emplois à temps partiel qui se trouvent dans ces 5 branches économiques.

... et le temps partiel est le moins fréquent dans la construction, l'industrie et les transports

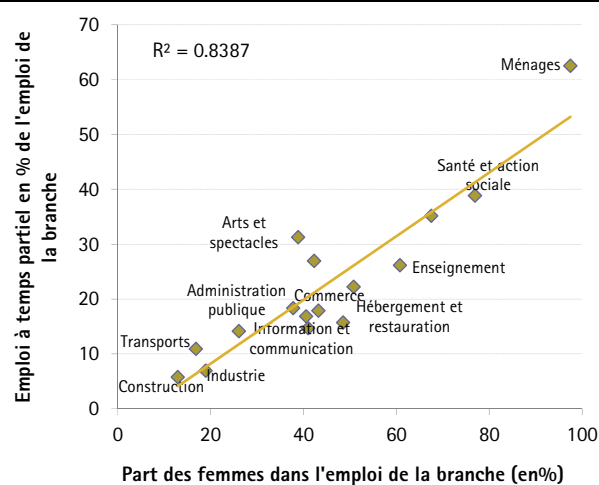
Dans l'industrie, la part du temps partiel n'atteint que 6.9% de l'emploi de cette branche en 2013. Le pourcentage est de seulement 5.8% dans la construction et, dans les transports, il ne dépasse pas les 11%. Dans ces trois branches on ne trouve qu'à peine 6% de l'emploi à temps partiel du total des résidents. Le Graphique 52 montre clairement que plus l'emploi des branches est féminisé, plus la part du temps partiel dans la branche est élevée.

Tableau 14: L'emploi à temps partiel par branche économique au Luxembourg, 2013

	Emploi à temps partiel en % de l'emploi de la branche	Emploi à temps partiel de la branche en % de l'emploi à temps partiel total
Ensemble des activités économiques	18.5	100.0
Industrie manufacturière	6.9	1.7
Construction	5.8	1.7
Commerce; réparation d'automobiles	16.8	7.4
Transports et entreposage	10.9	2.4
Hébergement et restauration	15.7	2.4
Information et communication	14.1	2.8
Activités financières et d'assurance	14.7	9.6
Activités immobilières*	31.3	1.1
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	17.8	7.2
Activités de services administratifs et de soutien	22.2	3.1
Administration publique	18.3	10.5
Enseignement	26.1	11.4
Santé humaine et action sociale	38.8	22.1
Arts, spectacles et activités récréatives	26.9	1.5
Autres activités de services	35.1	2.8
Activités des ménages en tant qu'employeurs	62.5	5.5
Activités extra-territoriales	8.7	2.8
Sans indication et autres activités	15.2	3.9

Source: STATEC * = chiffres de 2012

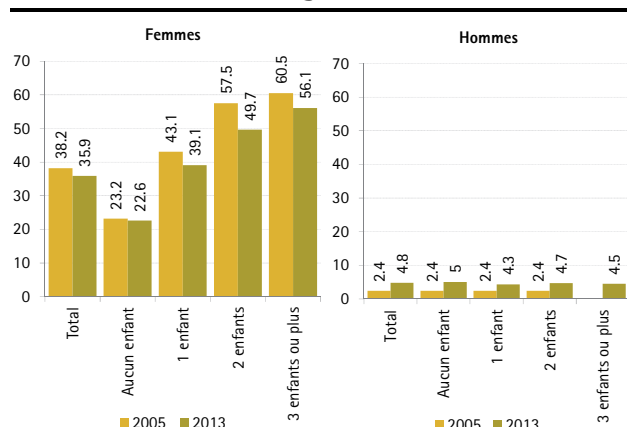
Graphique 52: Travail à temps partiel et emploi féminin par branche économique au Luxembourg, 2013 (en %)



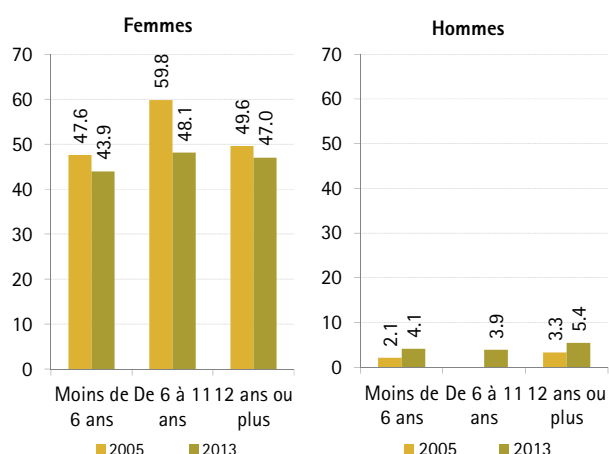
Source : STATEC

La fréquence du temps partiel est encore largement déterminée par la présence d'enfants ... pour les femmes

En 2013, le pourcentage des femmes ayant un emploi, n'ayant pas d'enfants et travaillant à temps partiel est de 22.6% (voir Graphique). Pour les femmes avec 1 enfant, le taux passe à 39.1%. La part du temps partiel des femmes passe à 49.7% pour les femmes ayant 2 enfants et à 56.1% pour les femmes ayant 3 enfants ou plus. Pour les hommes, les taux se situent à moins de 5% pour toutes les situations.

Graphique 53: Proportion du travail à temps partiel des femmes et des hommes selon le nombre d'enfants au Luxembourg, 2005 et 2013 (en %)

Sources : STATEC, EUROSTAT

Graphique 54: Proportion du travail à temps partiel des femmes et des hommes selon l'âge du (plus) jeune enfant au Luxembourg, 2005 et 2013 (en %)

Source : STATEC

A noter toutefois que, pour les femmes avec enfants, la proportion du temps partiel tend à se tasser de 2005 à 2012. Pour les femmes n'ayant pas d'enfants, le pourcentage de celles travaillant à temps partiel est le plus bas comme on l'a vu, mais il reste pratiquement au même niveau en 2013 dans la comparaison avec 2005 (23.2% en 2005 et 22.6% en 2013). En revanche, pour les femmes ayant un enfant, la part du temps partiel est passée de 43.1% en 2005 à 39.1% en 2013. Pour les femmes avec 2 enfants, le taux évolue de 57.5% à 49.7% (la baisse la plus prononcée) et, pour les femmes avec 3 enfants ou plus, de 60.5% à 56.1%.

Tableau 15: Proportion du travail à temps partiel des femmes et des hommes selon la composition du ménage, 2005 et 2013 (en %)

	Total		Hommes		Femmes	
	2005	2013	2005	2013	2005	2013
Total	17.4	18.6	2.4	4.8	38.2	35.9
Adulte seul - total	10.5	11.3	...	3.5	20.0	21.0
Adulte seul avec enfants	31.0	28.1	...	...	36.7	31.5
Adulte seul sans enfants	7.2	8.3	...	3.5	14.2	16.5
Adulte vivant en couple - total	20.0	20.9	2.1	4.3	45.3	41.4
Adulte vivant en couple avec enfants	23.2	23.7	2.0	4.0	55.7	49.0
Adulte vivant en couple sans enfants	12.7	14.0	...	5.3	25.2	24.0

Source : STATEC ... = nombre d'observations faible

En ce qui concerne l'impact de l'âge des enfants, on peut se référer au pourcentage des femmes travaillant à temps partiel selon l'âge du plus jeune enfant (voir Graphique 54). Pour les femmes ayant un ou plusieurs enfants, le pourcentage de celles qui travaillent à temps partiel est de 43.9% en 2013 si l'enfant le plus jeune a moins de 6 ans. Le pourcentage monte à 48.1% lorsque le plus jeune enfant a de 6 à 12 ans, puis revient à 47.0% si le plus jeune enfant a 12 ans ou plus. Là encore, on constate que la part des femmes travaillant à temps partiel tend à reculer de 2005 à 2013 quel que soit l'âge du plus jeune enfant. La baisse est la plus prononcée pour les femmes dont le plus jeune enfant est âgé de 6 à 12 ans: dans ce cas de figure la part du temps partiel des femmes passe de 59.8% en 2005 à 48.1% en 2013.

En ce qui concerne le temps partiel selon la composition du ménage (voir Tableau 15), on peut noter que la proportion est la plus élevée pour les femmes vivant en couple et ayant des enfants (49.0%). Cependant, de 2005 à 2013, le pourcentage a fortement reculé. Il était encore de 55.7% en début de période.

Un niveau d'éducation faible augmente la probabilité de travailler à temps partiel

Au Luxembourg, la proportion du travail à temps partiel parmi les personnes (de 20 à 64 ans) ayant un niveau d'éducation faible est de 23.0% en 2013. Elle est de 20.8% parmi ceux qui ont un niveau d'éducation moyen et de seulement 15.4% pour les personnes ayant un niveau d'éducation élevé (voir Tableau 16). Cette caractéristique – c'est-à-dire une diminution de la fréquence du temps partiel avec le niveau d'éducation – se retrouve dans l'ensemble des pays européens. Dans l'UE-28, en 2013, la proportion

du temps partiel est de 24.3% pour ceux qui ont un niveau d'éducation faible. Cette proportion, descend à 16.4% pour ceux ayant un niveau d'éducation élevé.

En ce qui concerne l'évolution depuis 2004, on note une augmentation du temps partiel pour tous les niveaux d'éducation au Luxembourg, quoique moins prononcée que dans les pays voisins et en Europe dans son ensemble (voir Tableau 16)

Néanmoins, il convient de nuancer. La part du temps partiel des résidents au Luxembourg ayant un niveau d'éducation faible (CITE 0-2) augmente en passant de 21.7% en 2004 à 23.0% en 2013. Avec ce taux, le Luxembourg se situe tout près de la moyenne européenne et assez près du taux français. Par contre, en Belgique et en Allemagne, le pourcentage correspondant dépasse les 30%. En Allemagne, la part du temps partiel a augmenté de 7.6 points de % de 2004 à 2013 pour les personnes ayant un niveau d'éducation faible.

Au Grand-Duché, la part du temps partiel des personnes ayant un niveau d'éducation moyen (CITE 3-4) évolue fortement à la hausse en passant de 15.7% en 2004 à 20.8% en 2013. Néanmoins, avec ce taux, le Luxembourg continue de se placer en-dessous des taux correspondants de l'Allemagne (27.5% en 2013), de la Belgique (25.6%) et de la zone euro

(22.8%), mais il se situe désormais au-dessus du taux français (17.9%).

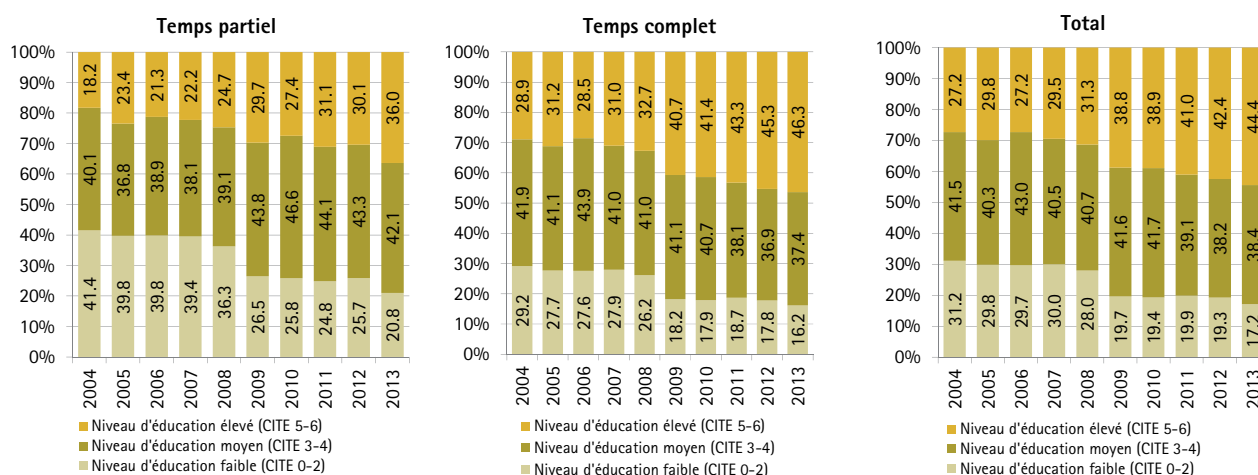
En 2013, la part du temps partiel pour les personnes ayant un niveau d'éducation élevé (CITE 5-6) est de 15.4% au Luxembourg, contre 10.9% en 2004. La proportion du temps partiel pour le niveau d'éducation élevé reste plus faible au Luxembourg qu'en Belgique (20.3% en 2013) et qu'en Allemagne (20.0%). L'écart avec la France (16.0%) est plus réduit.

Tableau 16: Proportion du travail à temps partiel par niveau d'éducation au Luxembourg, dans les pays voisins et dans l'UE, 2004 et 2013 (en %)

	Niveau d'éducation faible (CITE 0-2)		Niveau d'éducation moyen (CITE 3-4)		Niveau d'éducation élevé (CITE 5-6)	
	2004	2013	2004	2013	2004	2013
UE-28	19.4	24.3	16.4	19.5	14.0	16.4
Zone €	17.0	23.9	18.5	22.8	14.4	17.6
BE	24.6	30.4	22.1	25.6	18.6	20.3
DE	25.7	33.3	23.5	27.5	16.1	20.0
FR	20.2	22.7	16.3	17.9	14.6	16.0
LU	21.7	23.0	15.7	20.8	10.9	15.4

Source : STATEC, EUROSTAT N.B. : CITE = Classification Internationale Type de l'éducation. CITE 0-2 = enseignement pré-primaire, primaire, secondaire inférieur ; CITE 3-4 = enseignement secondaire supérieur et post-secondaire non-tertiaire ; CITE 5-6 = enseignement tertiaire

Graphique 55: Part des personnes selon le niveau d'éducation dans le travail à temps complet et dans le travail à temps partiel au Luxembourg, 2004-2013 (en % du total des personnes travaillant respectivement à temps complet et à temps partiel)



Source : STATEC CITE = Classification Internationale Type de l'éducation. CITE 0-2 = enseignement pré-primaire, primaire, secondaire inférieur ; CITE 3-4 = enseignement secondaire supérieur et post-secondaire non-tertiaire ; CITE 5-6 = enseignement tertiaire N.B: calculé par rapport au total sans les non-réponse

Tableau 17: Proportion du travail à temps partiel par nationalité au Luxembourg, dans les pays voisins et dans la zone euro, 2004 et 2013 (en %)

	Etrangers		Nationaux	
	2004	2013	2004	2013
Zone €	19.5	26.9	17.5	20.5
BE	19.8	23.5	21.3	24.1
DE	23.9	30.7	22.0	25.7
FR	20.4	23.6	16.5	17.6
LU	15.9	14.6	16.8	22.3

Sources : STATEC, EUROSTAT

On peut aussi aborder la question du temps partiel en jetant un regard sur les parts des personnes selon les différents niveaux d'éducation dans le travail à temps complet et dans le travail à temps partiel (voir

Graphique). Au Luxembourg, en 2013, 46.3% des personnes travaillant à temps complet ont un niveau d'éducation élevé correspondant à l'enseignement supérieur, contre seulement 36.0% des personnes travaillant à temps partiel. A l'inverse, en 2013, 20.8% des personnes travaillant à temps partiel ont un niveau d'éducation faible (primaire et secondaire inférieur), contre 16.2% des personnes travaillant à temps complet. Depuis 2004, les pourcentages des personnes ayant un niveau d'éducation élevé a augmenté que ce soit dans le temps partiel ou dans le temps complet. De 2004 à 2013, la part des personnes ayant un niveau d'éducation élevé passe de 18.2% à 36.0% dans le temps partiel et de 28.9% à 46.3% dans le temps complet.

La part du temps partiel est désormais largement plus élevée parmi les autochtones que parmi les étrangers au Luxembourg

En 2004, le temps partiel était pratiquement aussi répandu parmi les étrangers (15.9%) que parmi les Luxembourgeois (16.8%) (voir Tableau 17). En 2013, la situation est différente: si le temps partiel diminue légèrement pour les étrangers (de 15.9% en 2004 à 14.6% en 2013), l'augmentation du temps partiel parmi les nationaux est importante (de 16.8% à 22.3%). Le pourcentage du temps partiel parmi les étrangers (14.6%) se situe désormais loin en-dessous de la moyenne de la zone euro (26.9%). Par contre, la proportion du temps partiel des nationaux (22.3%) au Luxembourg dépasse en 2013 la moyenne de la zone euro (20.5%). Ajoutons que, dans la zone euro, le temps partiel des étrangers (26.9%) dépasse le taux des nationaux (20.5%). Au Luxembourg c'est le contraire (14.6% pour les étrangers et 22.3% pour les autochtones).

Tableau 18: Raison principale pour l'emploi à temps partiel, 2013 (en %)

	N'a pas trouvé un emploi à temps plein	Maladie ou incapacité	Autres responsabilités familiales ou personnelles	Assistance d'enfants ou d'adultes dans l'incapacité de travailler	Dans l'éducation ou la formation professionnelle	Autres raisons
UE-28	29.5	3.9	13.6	22.0	10.2	20.6
Zone €	31.2	3.8	13.1	21.5	9.4	21.1
BE	9.5	5.3	28.1	18.1	2.8	36.2
DE	15.9	3.5	18.9	22.9	10.8	28.0
FR	39.1	6.4	16.3	26.1	5.1	7.0
LU	10.6	4.0	41.6	22.1	5.7	16.0

Sources : STATEC, EUROSTAT

La famille, principale raison invoquée pour le travail à temps partiel au Luxembourg

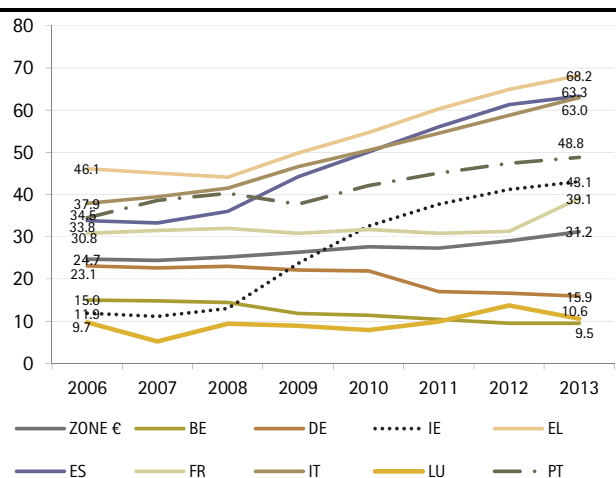
Au Grand-Duché, en 2013, 22.1% des résidents travaillant à temps partiel affirment que l'assistance d'enfants et d'adultes incapables de travailler est la raison du choix d'un l'emploi à temps partiel. 41.6% évoquent d'autres responsabilités familiales ou personnelles comme raison pour ce choix.

Près de 2/3 des résidents travaillant à temps partiel au Luxembourg évoquent donc la responsabilité familiale ou personnelle pour expliquer ce choix. Dans les autres pays européens, ce taux est en général plus faible (voir Tableau 18). En 2013, dans l'UE-28 en moyenne, 22.0% des personnes travaillant à temps partiel disent que l'assistance d'enfants ou d'adultes constitue la raison principale de ce choix. 13.6 % évoquent d'autres responsabilités familiales ou personnelles. On est donc très loin des taux du Luxembourg.

Le travail à temps partiel involontaire semble peu répandu au Grand-Duché

On peut considérer que les personnes qui répondent que la raison principale pour l'emploi à temps partiel est de n'avoir pas trouvé un emploi à temps plein travaillent involontairement dans cette situation. Le travail à temps partiel involontaire au Luxembourg semble beaucoup moins répandu que dans les autres pays européens. Dans la zone euro, en 2013, le taux de ceux qui disent ne pas avoir trouvé un emploi à temps plein atteint 31.2% de l'ensemble de ceux qui travaillent à temps partiel, alors qu'il n'est que de 10.6% pour les résidents du Luxembourg (voir Graphique 56).

Graphique 56: Part du travail à temps partiel involontaire, 2006-2014 (en % du travail à temps partiel total)



Sources : STATEC, EUROSTAT

... mais le travail involontaire à temps partiel est en hausse en Europe, particulièrement dans les pays les plus touchés par la crise

Avec la crise, le travail à temps partiel involontaire d'orienté à la hausse, particulièrement dans les pays les plus touchés par la crise, comme la Grèce où le travail à temps partiel involontaire passe de 46.1% en 2006 à 68.2% en 2013. En Espagne, le taux évolue de 33.8% à 63.3% sur cette période et, en Italie, de 37.9% à 63.0%. Au Portugal, le travail à temps partiel involontaire était de 34.5% en 2006, mais de 48.8% en 2013. Même si au Luxembourg le taux augmente légèrement passagèrement en 2011 et 2012, on est encore loin des pourcentages atteints dans les pays du Sud. A noter finalement qu'en Allemagne, la part du temps partiel involontaire tend à diminuer (de 23.1% en 2006 à 15.9% en 2013).

En résumé ...

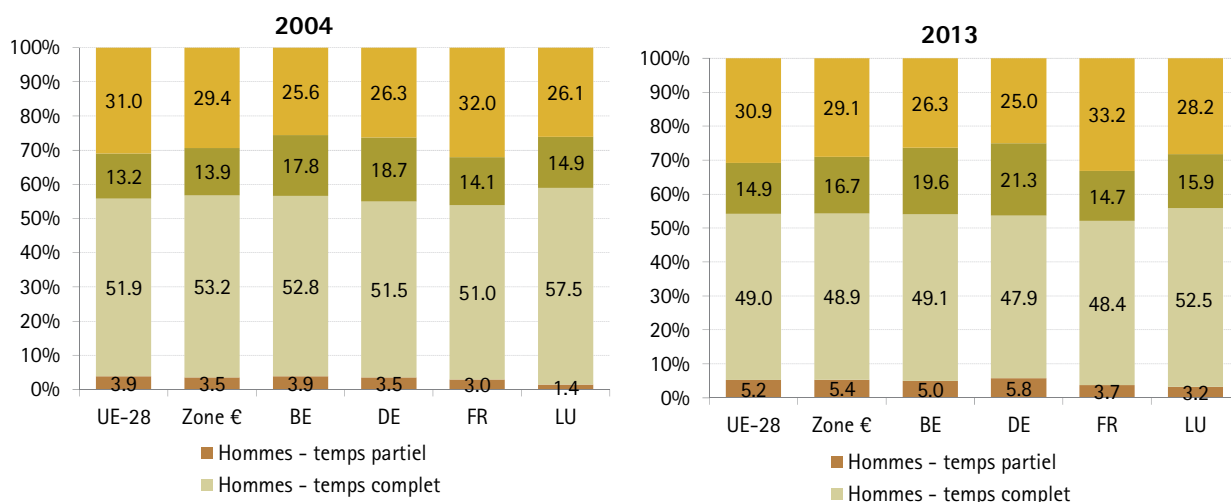
Le Graphique 57, le Graphique 58 et le Graphique 59 résument l'évolution du « poids » du travail à temps partiel (féminin et masculin) au Luxembourg et dans les pays voisins. En 2004, *l'emploi à temps complet des hommes* représente plus de 50% de l'emploi national (résidents) au Luxembourg, comme dans les pays voisins. Cependant, avec près de 57.5% en 2004, le temps complet masculin au Grand-Duché est beaucoup plus répandu qu'en France et en Allemagne par exemple (respectivement 51.0% et 51.5%). La moyenne de la zone euro est de 53.2% en 2004.

Le *temps complet des femmes* se situe autour de 30% de l'emploi dans la zone euro en 2004. Il est un peu moins répandu au Luxembourg (26.1% de l'emploi national total) qu'en France (32.0%) et a le même poids qu'en Belgique (25.6%) et en Allemagne (26.3%).

Le *temps partiel féminin* représentait, en 2004, 14.9% de l'emploi national total au Luxembourg. Son poids est plus faible qu'en Belgique (17.8% de l'emploi) et en Allemagne (18.7%). La part du *temps partiel masculin* dans l'emploi national était extrêmement faible au Luxembourg (1.4%) en 2004. Parmi les pays voisins, le pourcentage atteint un maximum de 3.9% en 2004 en Belgique.

En 2013, le poids du *travail à temps complet masculin* dans l'emploi reste prédominant. On note cependant un tassement: au Luxembourg, le poids est passé de 57.5% en 2004 à 52.5% en 2013; dans la zone euro, il évolue de 53.2% à 48.9%.

La part du *travail à temps complet féminin* a augmenté entre 2004 et 2013 au Luxembourg (de 26.1% de l'emploi national total à 28.2%). En France, le pourcentage correspondant est également en augmentation (de 32.0% à 33.2%). En Belgique, le taux du travail à temps complet féminin n'augmente que très légèrement: il représentait en 2004 25.6% de l'emploi total. Le pourcentage est de 26.3% en 2013. En Allemagne, par contre, le taux est en baisse: la part du travail à temps complet des femmes dans l'emploi total passe de 26.3% en 2004 à 25.0% en 2013.

Graphique 57 : Composition de l'emploi selon le sexe et selon le temps partiel et le temps complet, 2004 et 2013 (en % de l'emploi)

Sources : STATEC, EUROSTAT N.B.: 15-74 ans

La part du *temps partiel masculin et féminin* augmente et cela surtout *au détriment du travail à temps complet masculin* (à l'exception de la France où la structure reste relativement stable). Au Grand-Duché, la part du travail à temps partiel féminin atteint 15.9% en 2013, contre 14.9% en 2004. Le temps partiel masculin passe de 1.4% de l'emploi total des résidents en 2004 à 3.2% en 2013.

Le Graphique 58 révèle que la *part du travail masculin à temps complet* dans l'augmentation de l'emploi de 2004 à 2013 est faible en Belgique (8.5%) et même légèrement négatif en France (-3.6%). En Allemagne, la part du travail à temps complet des hommes dans l'augmentation totale est de 22.2%. Dans la zone euro, la contribution du temps complet masculin à l'augmentation de l'emploi est très négative (-63.5%). Ce fait peut être expliqué largement par la diminution des emplois à temps complet des hommes dans les pays européens les plus touchés par la crise, c'est-à-dire, principalement, la Grèce, l'Espagne, l'Italie, le Portugal et l'Irlande. Au Luxembourg, par contre, la contribution du temps complet masculin à l'augmentation de l'emploi reste substantielle (avec 33.9% de l'augmentation de l'emploi total des résidents).

Le *travail à temps partiel masculin et féminin* représente le gros de l'augmentation de l'emploi dans la zone euro en moyenne entre 2004 et 2013. En Belgique et en Allemagne, la part du temps partiel masculin et féminin dans l'augmentation de l'emploi atteint respectivement 57.2% et 61.9%. En France et au Luxembourg, le pourcentage est beaucoup plus

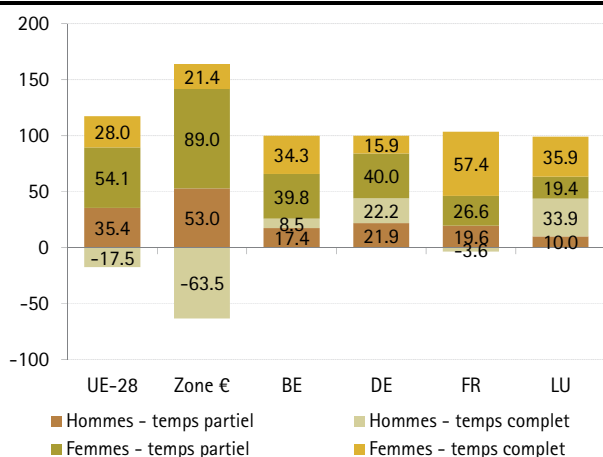
faible: 46% de l'augmentation de l'emploi en France, 29% de l'augmentation de l'emploi national au Luxembourg. En France, c'est le *travail féminin à temps plein* (57.4%) qui apporte une très grande contribution à l'augmentation de l'emploi, alors qu'au Luxembourg, c'est le *temps plein masculin* qui contribue pour pratiquement un tiers (33.9%) à l'augmentation de l'emploi national entre 2004 et 2013. L'apport du *travail à temps complet féminin* au Luxembourg (35.9% de l'augmentation totale) reste en deçà du pourcentage français, mais il au même niveau qu'en Belgique (34.3%) et plus élevé qu'en Allemagne (15.9%).

Il semble néanmoins qu'il y ait deux périodes assez distinctes quant à la composition de l'augmentation de l'emploi au Luxembourg (voir Graphique 59). De 2004 à 2008, les femmes sont responsables des 2/3 (68.4%) de l'augmentation de l'emploi: 36.7% pour le travail à temps partiel féminin et 31.7% pour le travail à temps complet féminin. L'apport de l'emploi à temps complet masculin est de 28.8%, alors que le temps partiel masculin n'est responsable que pour 2.9% de l'augmentation totale de l'emploi résident de 2004 à 2008.

Sur la période 2008-2013, c'est surtout l'apport du travail à temps partiel féminin qui recule: 13.4%, contre 36.7% de 2004 à 2008. La part du temps complet masculin et du taux complet féminin augmente. Contrairement à l'emploi à temps partiel des femmes dont la part dans l'augmentation de 2008-2013 est beaucoup plus réduite que sur la période 2004-2008 (12.8% de l'augmentation totale

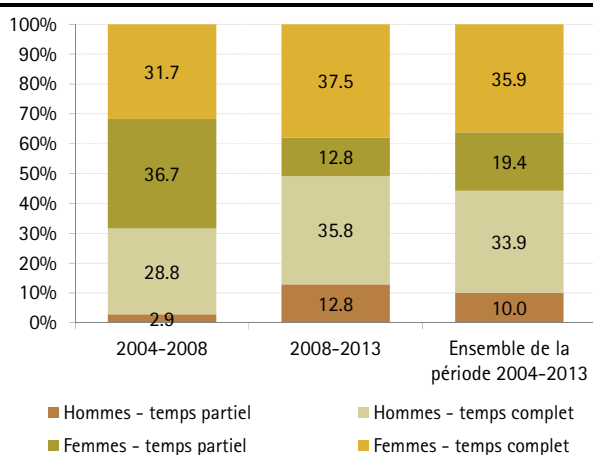
de 2008 à 2013, contre 36.7% sur la période 2004-2008), l'apport du *temps partiel masculin* devient assez important (12.8% de l'augmentation de l'emploi des résidents de 2008 à 2013, contre 2.9% de l'augmentation de 2004 à 2008).

Graphique 58: Part dans l'augmentation de l'emploi national selon le sexe et selon le temps partiel et le temps complet, 2004-2013 (en % de l'augmentation totale de l'emploi)



Sources : STATEC, EUROSTAT

Graphique 59: Part dans l'augmentation de l'emploi national selon le sexe et selon le temps partiel et le temps complet au Luxembourg, 2004-2008 et 2008-2013 (en % de l'augmentation totale de l'emploi)



Source : STATEC

1.4 Le travail temporaire

Le travail temporaire est défini ici comme le travail salarié qui est presté sur la base d'un contrat de travail à durée déterminée. Les données analysées sont issues de l'enquête forces de travail (EFT) qui ne concerne que les salariés résidents, à l'exclusion donc des frontaliers. Les caractéristiques présentées se rapportent donc à l'emploi des résidents.

Les contrats à durée déterminée restent très minoritaires, mais ont tendance à augmenter au Luxembourg

En 2013, seulement 7.0% des travailleurs salariés ont un contrat à durée déterminée (CDD) au Luxembourg. Le travail sur la base d'un contrat à durée indéterminée (CDI) reste donc la norme.

Pour les femmes, le taux est plus élevé que pour les hommes (8.8% contre 5.6% en 2013). La proportion du travail à durée déterminée augmente cependant fortement pour les deux sexes depuis quelques années. En 2003, elle n'était que de 3.1%, alors qu'on atteint 7.0% en 2013. Pour les hommes, le taux de CDD évolue de 2.4% en 2003 à 7.2% en 2012, puis se tasse à 5.6% en 2013 ; pour les femmes le taux de CDD passe de 4.2% à 8.8% dans le même laps de temps. En chiffres absolus, le nombre de résidents (de 15 à 64 ans) travaillant avec un CDD au Luxembourg passe d'environ 5 400 en 2003 à 16 200 en 2012 et 15 100 en 2013.

Dans la comparaison européenne, on constate que la part des CDD dans l'emploi total au Luxembourg reste relativement faible, malgré leur courbe ascendante. En 2013, la part des CDD dans la zone euro représente le double de ce qu'elle est parmi les résidents du Luxembourg (15.2% dans la zone euro, contre 7.0% au Luxembourg en 2013).

L'écart du Luxembourg par rapport à l'Allemagne (13.5% en 2013) et à la France (16.3%) atteint les mêmes proportions, alors que la Belgique a un taux de CDD (8.1%) comparable à celui du Luxembourg. Les CDD sont de loin les plus fréquents en Pologne (26.8% en 2013), en Espagne (23.2%), au Portugal (21.4%) et aux Pays-Bas (20.3%).

Le Luxembourg se trouve d'ailleurs en fin de la liste européenne en matière de CDD. Seulement quelques autres Etats membres ont des taux de CDD encore plus faibles. Il s'agit notamment d'un certain nombre de nouveaux Etats membres de l'Est européen, par exemple de la Bulgarie (5.6% en 2013), de l'Estonie (3.5%), de la Lituanie (2.7%), de la Slovaquie (6.8%), de la Lettonie (4.3%) et de la Roumanie (1.5%). Le Royaume-Uni (6.1%) a également un taux plus faible que le Luxembourg.

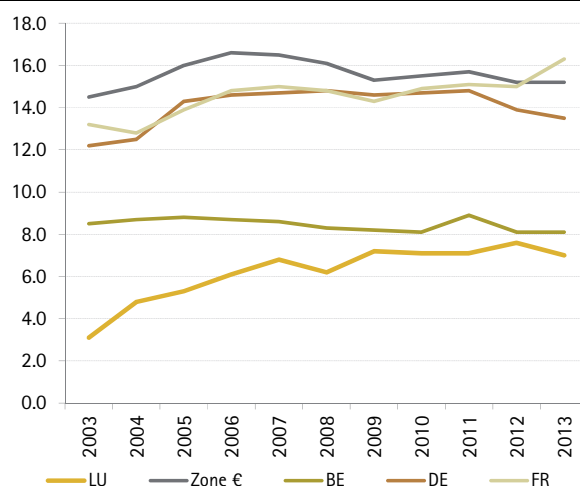
Le fait que les CDD sont un peu plus répandus parmi les femmes que parmi les hommes constitue une donnée structurelle qui concerne la plupart des pays européens, mis à part la plupart des pays de l'Est européen, comme la Bulgarie, la Roumanie, la Pologne, la Hongrie, l'Estonie et la Lituanie où les taux de CDD des femmes sont identiques ou même légèrement inférieurs à ceux des hommes.

Tableau 19: Proportion des contrats à durée déterminée au Luxembourg, 2003-2013 (en %)

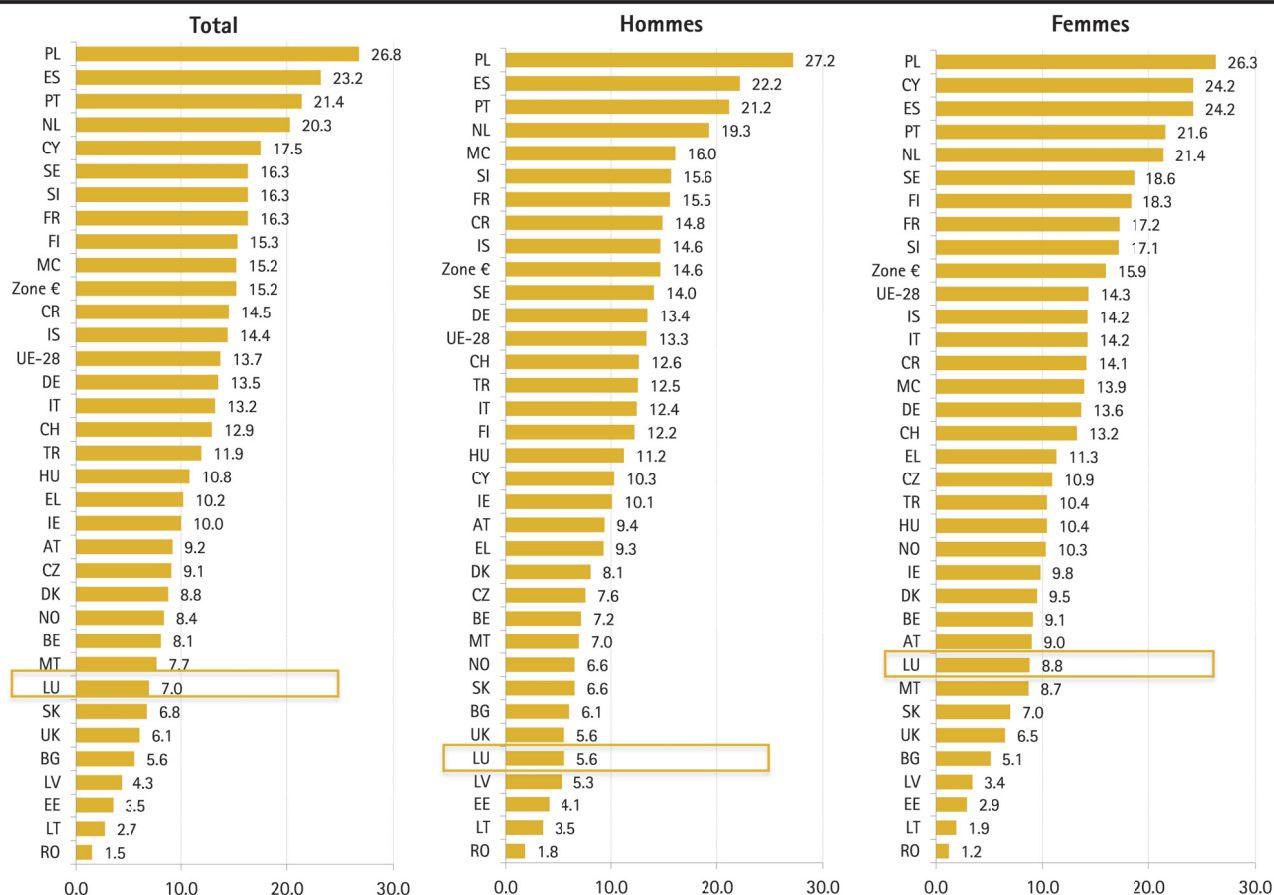
	Total		Hommes		Femmes	
	Zone €	LU	Zone €	LU	Zone €	LU
2003	14.5	3.1	13.5	2.4	15.7	4.2
2004	15.0	4.8	14.1	4.1	16.2	5.8
2005	16.0	5.3	15.3	4.9	16.9	5.8
2006	16.6	6.1	15.8	5.7	17.6	6.6
2007	16.5	6.8	15.7	6.2	17.6	7.6
2008	16.1	6.2	15.1	5.9	17.3	6.6
2009	15.3	7.2	14.2	6.3	16.5	8.3
2010	15.5	7.1	14.7	6.2	16.5	8.3
2011	15.7	7.1	15.0	6.3	16.5	8.2
2012	15.2	7.6	14.5	7.2	15.9	8.2
2013	15.2	7.0	14.6	5.6	15.9	8.8

Sources: STATEC, EUROSTAT N.B.: population 15-64 ans

Graphique 60: Proportion des contrats à durée déterminée au Luxembourg, dans la zone euro et dans les pays voisins, 2003-2013 (en %)



Sources : STATEC, EUROSTAT N.B.: population 15-64 ans

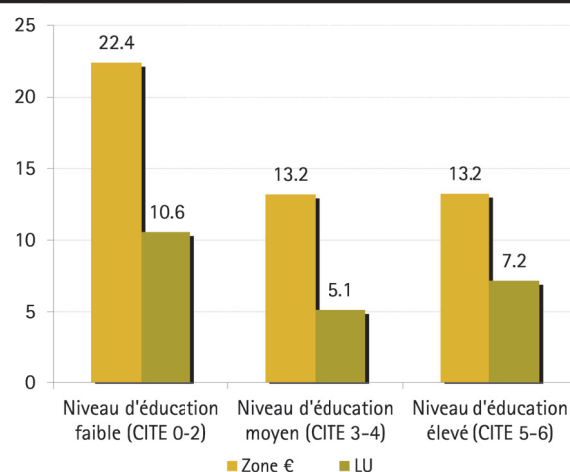
Graphique 61 : Proportion des contrats à durée déterminée dans les pays européens, 2013 (en %)

Sources : STATEC, EUROSTAT N.B.: population 15-64 ans

Un niveau d'éducation faible augmente la probabilité du travail temporaire

Un niveau d'éducation faible rend plus probable un contrat de travail temporaire. Dans la zone euro, en 2013, la proportion des CDD est de 22.4% pour les salariés ayant un niveau d'éducation faible. La part des CDD pour ce niveau d'éducation est beaucoup plus basse au Luxembourg, à savoir 10.6%.

La part des CDD se réduit au Luxembourg à 7.2% (en 2013) pour ceux qui ont un niveau d'éducation élevé (contre 13.2% dans la zone euro pour ce niveau d'éducation). Il convient de noter qu'au Luxembourg le travail temporaire semble le moins répandu parmi les résidents ayant un niveau d'éducation moyen (5.1% en 2013).

Graphique 62 : Proportion des contrats à durée déterminée au Luxembourg et dans la zone euro, par niveau d'éducation, 2013 (en %)

Source : STATEC N.B.: population 15-64 ans CITE = Classification Internationale Type de l'éducation. CITE 0-2 = enseignement pré-primaire, primaire, secondaire inférieur ; CITE 3-4 = enseignement secondaire supérieur et post-secondaire non-tertiaire ; CITE 5-6 = enseignement tertiaire

La part du travail temporaire (CDD) *involontaire* au Luxembourg est plus faible que dans la zone euro en moyenne

On a vu plus haut que le travail à temps partiel involontaire est moins répandu parmi les résidents du Luxembourg que dans les autres pays de l'UE. C'est également le cas pour les CDD involontaires. En effet, au Luxembourg 53.1% des personnes interrogées en 2013 ayant un contrat temporaire affirment qu'ils ont ce type de contrat parce qu'ils n'ont pas trouvé de travail permanent (CDI). C'est une majorité, mais le taux au Luxembourg est plus faible qu'en moyenne dans la zone euro (environ 60%). En France et en Belgique, les taux de CDD involontaires sont également plus élevés qu'au Luxembourg (respectivement 60% et 78% en 2013), alors qu'en Allemagne le taux est plus faible (21%).

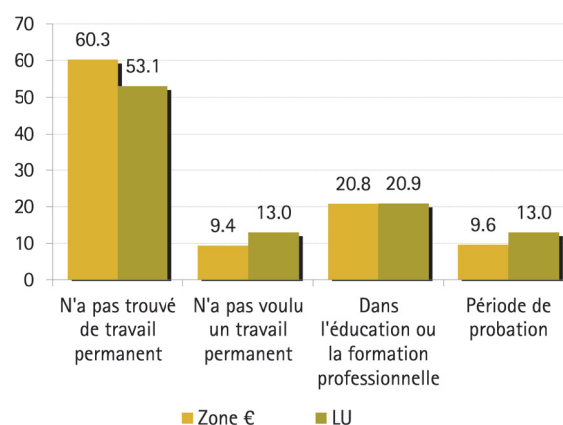
La vie professionnelle commence plus souvent par un contrat à durée déterminée

En jetant un regard sur l'évolution du travail temporaire par classes d'âge dans la zone euro et au Luxembourg, on note surtout une augmentation tendancielle du taux de CDD dans la classe d'âge des 15-24 ans au Luxembourg. Le taux de CDD au Grand-Duché pour les jeunes résidents passe de 12.4% en 2003 à 39.3% en 2009, puis semble se tasser (34.5% en 2011), mais remonte à 39.0% en 2012 avant de reculer de nouveau à 30.9% en 2013. Le Luxembourg s'est rapproché de la moyenne de la zone euro (51.8% de CDD pour les jeunes en 2013). Le taux luxembourgeois reste toutefois inférieur à cette moyenne européenne. La fréquence des CDD est moins importante dans les classes d'âge plus élevées et cela aussi bien au Luxembourg que dans la zone euro. En 2013, la proportion de CDD dans la classe d'âge des 25-54 ans est de 5.7% pour les résidents du Grand-Duché. Ce taux se situe encore très loin de la moyenne de la zone euro (12.6% en 2013). Mais la fréquence des CDD chez les 25-54 ans est aussi en augmentation significative au Grand-Duché, le taux de CDD y ayant été de seulement 2.4% en 2003.

Un écart assez faible de la fréquence des CDD entre les nationaux et les étrangers au Luxembourg

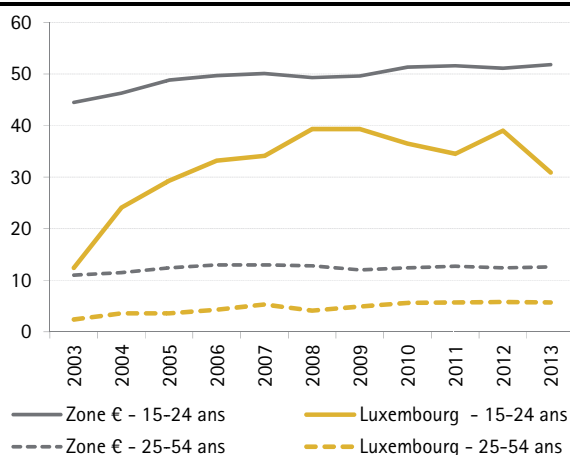
Dans la zone euro en moyenne, les CDD sont plus répandus parmi les étrangers que parmi les nationaux et cela en 2003, comme en 2013. Par ailleurs, les taux restent relativement stables dans la zone euro pour les nationaux et pour les étrangers (un peu moins de 25% pour les étrangers et environ 15% pour les nationaux). Au Luxembourg, les parts de CDD augmentent pour les nationaux (de 2.5% en 2003 à 6.7% en 2013), tout comme pour les étrangers (de 3.9% en 2003 à 7.4% en 2013). Les taux de CDD des nationaux et des étrangers sont donc assez proches au Luxembourg, alors que, dans la zone euro en moyenne, les nationaux ont beaucoup moins souvent un CDD que les étrangers.

Graphique 63: Raisons principales pour l'emploi temporaire (CDD) au Luxembourg, 2013 (en %)



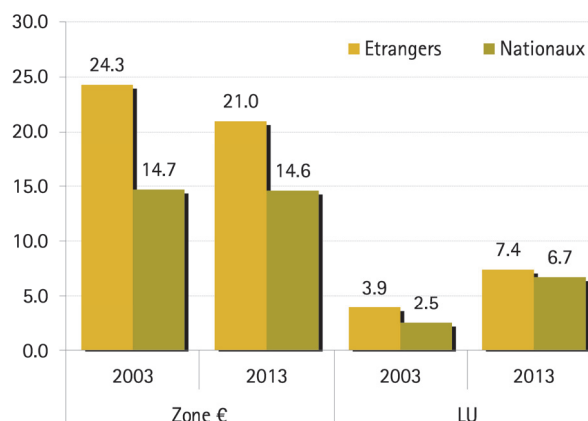
Source : STATEC N.B.: population 15-64 ans

Graphique 64: Proportion des contrats à durée déterminée au Luxembourg et dans la zone euro par classe d'âge, 2003-2013 (en %)



Source : STATEC N.B.: population 15-64 ans

Graphique 65: Proportion des contrats à durée déterminée au Luxembourg et dans la zone euro par nationalité, 2003 et 2013 (en %)



Source : STATEC N.B.: population 15-64 ans

2. Chômage

Ce chapitre propose une analyse du chômage au Luxembourg. Tout comme le chapitre sur l'emploi, ce chapitre adopte une approche plutôt structurelle. Voilà pourquoi ce chapitre se limite à présenter des données annuelles. Le lecteur intéressé par l'évolution conjoncturelle et des chiffres plus récents est prié de se référer aux notes de conjoncture publiées par le STATEC¹.

Le chapitre débute par un exposé des concepts et définitions utilisés. Vient ensuite une section qui se penche sur l'évolution du chômage et sur sa structure. Une dernière section s'intéresse à ce qui est parfois appelé le « halo du chômage », c'est-à-dire aux personnes qui se trouvent aux limites du chômage, de l'emploi et de l'inactivité.

2.1 Concepts et définitions

Le taux de chômage est défini comme étant le rapport entre le nombre de chômeurs et la population active. La population active se définit comme l'ensemble des personnes en âge de travailler qui sont disponibles sur le marché du travail, qu'elles aient un emploi ou qu'elles soient au chômage.

La définition du concept du chômage est intimement liée aux sources utilisées pour le mesurer. Au Luxembourg, comme ailleurs, le chômage est mesuré via des enquêtes dédiées, comme l'enquête sur les forces de travail (EFT) dans les pays de l'Union Européenne (UE), et via l'utilisation de sources administratives.

Dans le premier cas, le nombre de chômeurs correspond au nombre de personnes qui ont répondu d'une certaine manière à un questionnaire. Dans le second cas, le nombre de chômeurs correspond au nombre de personnes inscrites auprès d'un service public de l'emploi (au Luxembourg : l'Agence pour le développement de l'emploi).

2.1.1 Le chômage au sens de l'EFT

L'enquête européenne sur les forces de travail (EFT) mesure le chômage selon une définition préconisée

par le Bureau International du Travail (BIT) et entérinée dans un règlement européen².

Afin d'être classé en tant que chômeur au sens du BIT, une personne doit être :

- *sans emploi*, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant la semaine de référence ;
- *disponible* pour prendre un emploi dans un délai de deux semaines suivant la semaine de référence ;
- *activement à la recherche* d'un travail, c'est-à-dire qu'elle doit avoir entrepris des démarches spécifiques en vue de trouver un emploi salarié ou non salarié pendant une période de quatre semaines se terminant à la fin de la semaine de référence, ou avoir trouvé un travail et l'entamer dans une période de trois mois au maximum.

Une personne est dite « activement » à la recherche d'un emploi si elle a entrepris au moins une des démarches suivantes :

- contacter un bureau de placement public afin de trouver du travail, quelle que soit la partie prenant l'initiative (le renouvellement de l'inscription pour des raisons purement administratives ne constitue pas une démarche active en vue de trouver du travail) ;
- envoi d'une candidature directement aux employeurs ;
- recherches par relations personnelles, par l'intermédiaire de syndicats, etc. ;
- insertion ou réponse à des annonces dans les journaux ;
- étude des offres d'emploi ;
- participation à un test, à un concours ou à un entretien dans le cadre d'une procédure de recrutement ;
- recherche de terrains, de locaux ou de matériel ;

² Règlement (CE) No 1897/2000 de la Commission du 7 septembre 2000 portant application du règlement (CE) no 577/98 du Conseil relatif à l'organisation d'une enquête par sondage sur les forces de travail dans la Communauté en ce qui concerne la définition opérationnelle du chômage.

(<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2000:228:0018:0021:FR:PDF>)

¹ <http://www.statistiques.public.lu/fr/publications/series/note-conjoncture/index.html>

- démarches pour obtenir des permis, des licences ou des ressources financières.

2.1.2 Le chômage au sens de l'ADEM

La seconde source permettant de déterminer le nombre de chômeurs au Luxembourg, ce sont les registres de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) qui utilise la notion de « demandeur d'emploi résidant ».

Il s'agit là d'une personne :

- sans emploi ;
- résidante sur le territoire national ;
- disponible pour le marché du travail ;
- à la recherche d'un emploi approprié ;
- non-affectée à une mesure pour l'emploi ;
- indemnisée ou non indemnisée ;
- ayant respecté les obligations de suivi de l'ADEM.

La grande différence entre ces deux définitions du chômage vient du fait que cette dernière définition implique qu'un chômeur doit être inscrit et qu'il doit être en règle en ce qui concerne le suivi imposé par l'ADEM.

Certains demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM ne sont pas des chômeurs au sens du BIT, parce qu'ils ont travaillé un peu durant la semaine de référence ou parce qu'ils ne sont pas disponibles pour travailler dans les 15 jours en raison d'une formation par exemple, ou simplement par ce qu'ils ne recherchent pas activement un emploi.

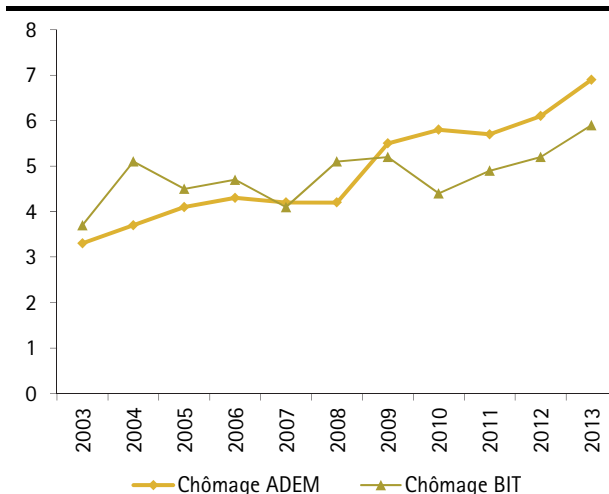
A l'inverse, certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à l'ADEM parce qu'ils n'en ont pas fait la démarche.

Il est possible de lever l'une ou l'autre de ces conditions et d'établir des indicateurs alternatifs.

2.2 Évolution et structure du chômage

Le graphique 1 ci-dessous présente l'évolution du chômage entre 2003 et 2013. Le graphique présente deux séries. La première concerne le chômage BIT tel que défini ci-dessus. La deuxième concerne le chômage au sens de l'ADEM. Ces deux séries n'ont ni le même profil, ni le même niveau. L'écart en valeur absolue entre les deux séries varie entre 0.1 et 1.4 points de pourcentage.

Graphique 1 : Évolution des taux de chômage au Luxembourg selon l'ADEM et le BIT, 2003 – 2013 (en %)



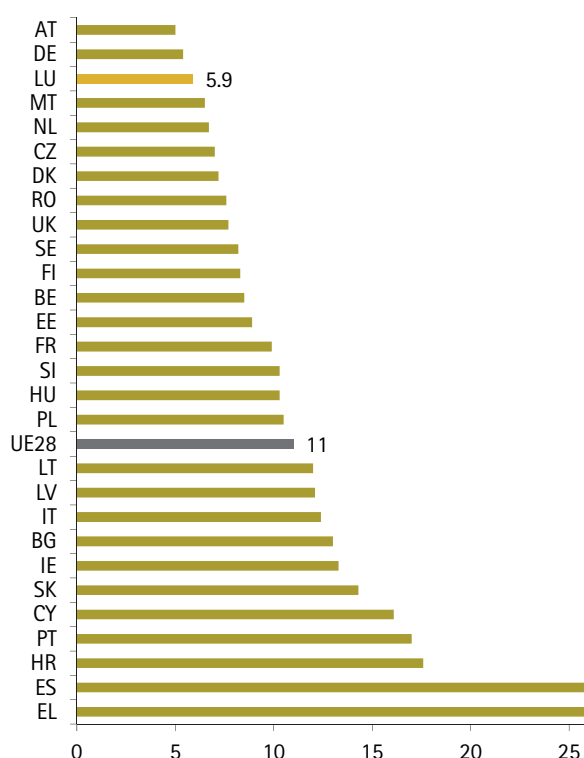
Sources : STATEC, ADEM

Il convient de souligner que le taux de chômage selon l'ADEM est calculé selon la nouvelle méthodologie mise en place au début de l'année 2013.

Le taux de chômage selon l'ADEM passe de 5.5% en 2009 à 6.9% en 2013. En considérant le taux de chômage calculé selon les normes du BIT, l'image change quelque peu. Ce taux est de 5.2% en 2009. Contrairement aux taux de l'ADEM, le taux de chômage selon le BIT baisse en 2010 à 4.4%. Depuis lors, il augmente de nouveau et s'établit à 5.9% en 2013.

Comment expliquer cette évolution divergente des années 2009 et 2010 ? Une piste d'explication serait que la baisse du chômage BIT observée entre 2009 et 2010 serait due à une hausse de l'inactivité. Cela voudrait dire qu'un certain nombre de personnes ne chercheraient plus activement et/ou ne seraient plus disponibles pour travailler. De ce fait les gens se retirent de la population active et s'éloignent du marché du travail. On est donc en présence d'un découragement dans le chef de certains chômeurs. Les chiffres présentés plus loin dans ce chapitre semblent confirmer cette hypothèse.

Un avantage du taux de chômage BIT est sa comparabilité. Comme il est calculé sur base d'une méthodologie harmonisée, il est possible de réaliser des comparaisons au niveau européen, voire au-delà.

Graphique 2 : Les taux de chômage dans l'Union Européenne en 2013 (en %)

Sources : STATEC, EUROSTAT

Le graphique 2 présente les taux de chômage de 2013 pour les 27 pays membres de l'Union européenne. Avec 5.9%, le Luxembourg affiche un taux de chômage relativement faible comparé aux autres pays européens. Seulement l'Autriche (5.0%) et l'Allemagne (5.4%) affichent un taux encore plus faible.

En Belgique, le taux de chômage est de 9.9% et en France de 9.9%. La moyenne au niveau de l'Union européenne des 28 est de 11.0%. De l'autre côté de l'échelle, on retrouve la Grèce avec 27.5% et l'Espagne avec un taux de chômage de 26.2%.

Le tableau 1 s'intéresse de plus près à l'évolution du taux de chômage dans les différents pays européens au cours des dernières années.

Ce tableau montre les effets néfastes de la crise dans les pays baltes et en Irlande. Ces pays ont connu des taux de chômage relativement faibles jusqu'en 2008. À partir de 2009, le chômage y a explosé. En Espagne, le taux de chômage a déjà été relativement élevé avant la crise.

Le Danemark a également connu une progression importante du taux de chômage à partir de 2009.

Avant la crise, le Danemark a affiché des taux de chômage très faibles. Cette bonne performance a été attribuée au bon fonctionnement du marché du travail danois et en particulier à son modèle social, celui de la « flexicurité » (en anglais : « flexicurity »)¹. Il s'agit d'un modèle conjuguant flexibilité pour les employeurs et sécurité pour les travailleurs. Des efforts ont été entrepris afin de transposer ce modèle social dans d'autres pays européens. Or, suite à la crise le taux de chômage danois a fait plus que doubler en passant de 3.4% en 2008 à 7.7% en 2012 et 7.2% en 2013. En analysant le modèle danois de plus près, une telle réaction n'est guère surprenante. Ce qui compte selon les défenseurs du modèle danois, n'est pas cette hausse (prévisible) du chômage, mais la vitesse avec laquelle ce chômage sera résorbé dans les années qui suivent.

Notons encore qu'entre 2012 et 2013, le taux de chômage a augmenté dans la majorité des pays de l'Union européenne. Les baisses les plus fortes sont enregistrées dans les pays baltes et en Irlande.

Tableau 1 : Les taux de chômage dans l'Union Européenne, 2007 – 2013 (en %)

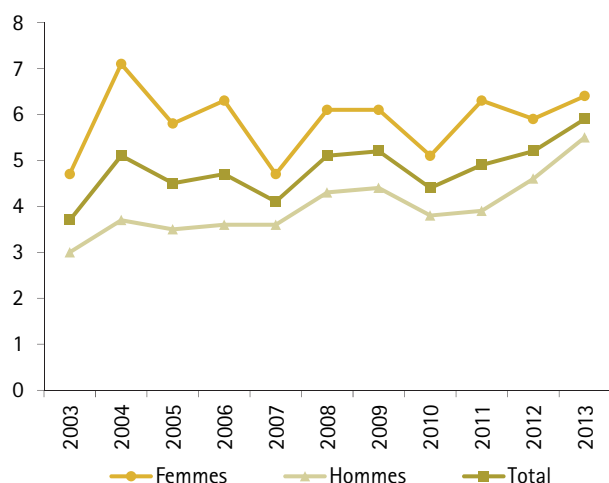
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
AT	4.5	3.9	4.9	4.5	4.2	4.4	5
BE	7.5	7.0	8.0	8.4	7.2	7.6	8.5
BG	6.9	5.7	6.9	10.3	11.4	12.4	13
CY	4.0	3.8	5.5	6.5	8.1	12.1	16.1
CZ	5.4	4.4	6.8	7.4	6.8	7.0	7
DE	8.8	7.6	7.9	7.2	6.0	5.6	5.4
DK	3.8	3.5	6.1	7.6	7.7	7.7	7.2
EE	4.8	5.6	14.1	17.3	12.8	10.4	8.9
EL	8.4	7.8	9.6	12.7	17.9	24.5	27.5
ES	8.3	11.4	18.1	20.2	21.8	25.2	26.2
FI	6.9	6.4	8.4	8.5	7.9	7.8	8.3
FR	8.0	7.4	9.2	9.4	9.3	9.9	9.9
HR	9.8	8.6	9.3	12.1	13.8	16.3	17.6
HU	7.4	7.9	10.1	11.2	11.0	11.0	10.3
IE	4.6	6.1	12.2	14.1	14.9	15.0	13.3
IT	6.2	6.8	7.9	8.5	8.5	10.8	12.4
LT	4.4	5.9	13.9	18.0	15.5	13.5	12
LU	4.1	5.1	5.2	4.4	4.9	5.2	5.9
LV	6.1	7.7	17.5	19.0	16.5	15.2	12.1
MT	6.5	6.1	7.0	7.0	6.6	6.5	6.5
NL	3.2	2.7	3.4	4.5	4.4	5.3	6.7
PL	9.7	7.2	8.3	9.7	9.8	10.2	10.5
PT	8.5	8.1	10.0	11.4	13.4	16.4	17
RO	6.8	6.1	7.2	7.6	7.7	7.3	7.6
SE	6.2	6.3	8.5	8.8	8.0	8.1	8.2
SI	5.0	4.5	6.0	7.4	8.3	9.0	10.3
SK	11.2	9.5	12.1	14.4	13.7	14.0	14.3
UK	5.4	5.7	7.7	7.9	8.2	8.0	7.7
UE-28	7.2	7.1	9.0	9.7	9.8	10.6	11

Sources : STATEC, EUROSTAT

¹ <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=102&langId=fr>

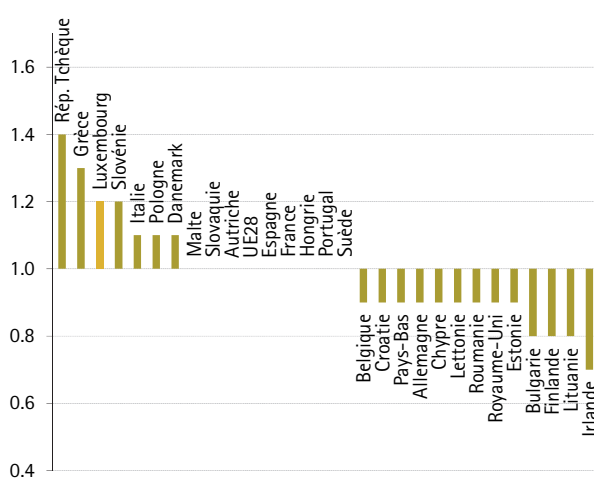
2.2.1 Le chômage en fonction du profil des chômeurs

Graphique 3 : Évolution des taux de chômage au Luxembourg selon le sexe, 2003 – 2013 (en %)



Source : STATEC

Graphique 4 : Rapport entre taux de chômage des femmes et taux de chômage des hommes dans l'Union Européenne, 2013



Sources : STATEC, EUROSTAT (Enquête sur les forces de travail)

Les résultats de l'enquête sur les forces de travail (EFT) permettent de calculer le taux de chômage en fonction d'un certain nombre de critères afin de dégager un profil plus précis des chômeurs.

Ainsi, le graphique 3 ci-dessous présente-t-il l'évolution du taux de chômage de manière différenciée pour les hommes et les femmes. On peut remarquer que le taux de chômage des femmes est

supérieur à celui des hommes au Luxembourg. Il en ressort également que l'écart entre le taux de chômage des hommes et celui des femmes n'est pas stable au fil du temps.

Au Luxembourg, le rapport entre le taux de chômage des femmes et celui des hommes est de l'ordre de 1.2 en 2013. Le graphique 4 permet de situer le Luxembourg au niveau européen. Dans l'Union européenne, le Grand-Duché compte parmi les pays où ce rapport est relativement élevé. Seules la Grèce et la République tchèque présentent des rapports plus élevés.

Treize des 28 pays de l'Union européenne présentent des taux de chômage moindres pour les femmes que pour les hommes, et donc des rapports inférieurs à 1.

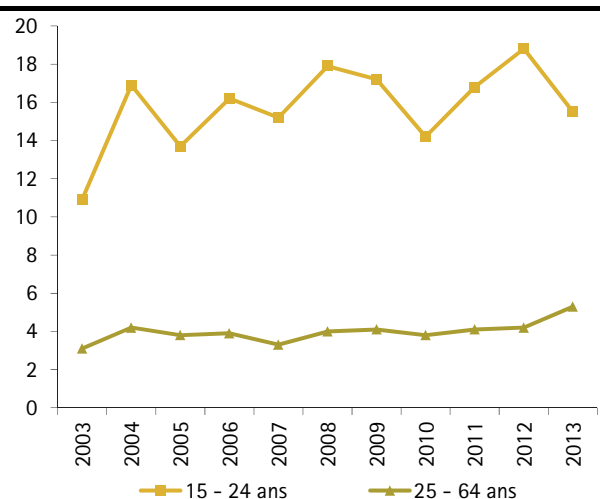
Dans neuf autres pays, ainsi qu'en moyenne européenne, les taux de chômage féminin et masculin se retrouvent à égalité.

Le graphique 5 différencie les taux de chômage en fonction de l'âge. Force est de constater que les travailleurs âgés de 15 à 24 ans affichent des taux de chômage relativement élevés. En outre, le taux de chômage des jeunes est relativement volatile, comparé à celui des autres travailleurs. Après avoir atteint un niveau de 17.9% en 2008, le taux de chômage des jeunes est redescendu à 14.2% en 2010 et augmente pour passer à 18.8% en 2012. En 2013, le taux de chômage des 15-24 ans s'établit à 15.5%. Le taux de chômage est nettement plus faible dans la classe d'âge de 25 à 64 ans, où il s'élève à 5.3% en 2013.

Si le taux de chômage des jeunes peut paraître élevé pour le Luxembourg, on peut tout de même constater que le Grand-Duché se situe largement en-dessous de la moyenne de l'Union Européenne, qui a atteint 23.3% en 2013 (voir graphique 6). Parmi les pays européens les plus touchés par le chômage des jeunes, on trouve la Grèce avec 58.3% et l'Espagne avec 55.5%. Comme on l'a déjà vu au point précédent, ces mêmes pays affichent les taux de chômage les plus élevés pour l'ensemble de leur population.

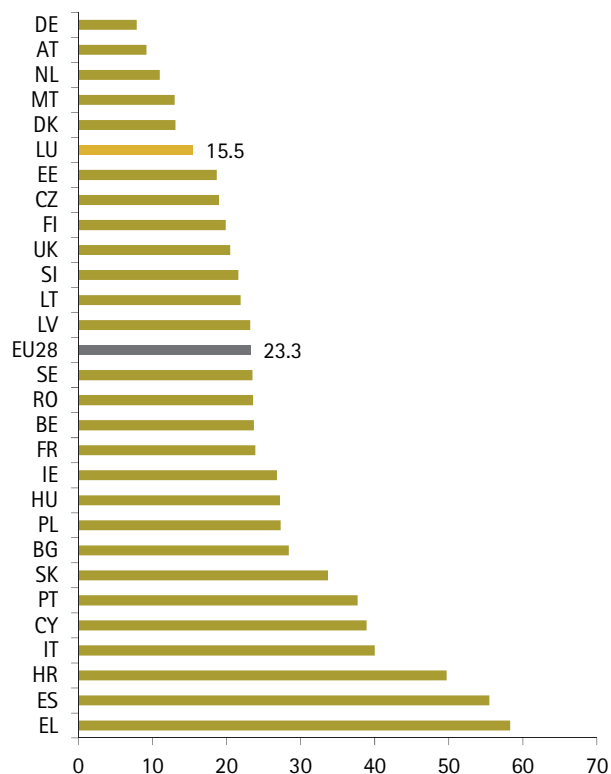
Le chômage ne touche pas tous les résidents du Luxembourg de la même manière. Le graphique 7 renseigne les taux de chômage selon la nationalité des travailleurs.

Graphique 5 : Évolution des taux de chômage au Luxembourg en fonction de l'âge, 2003 – 2013 (en %)



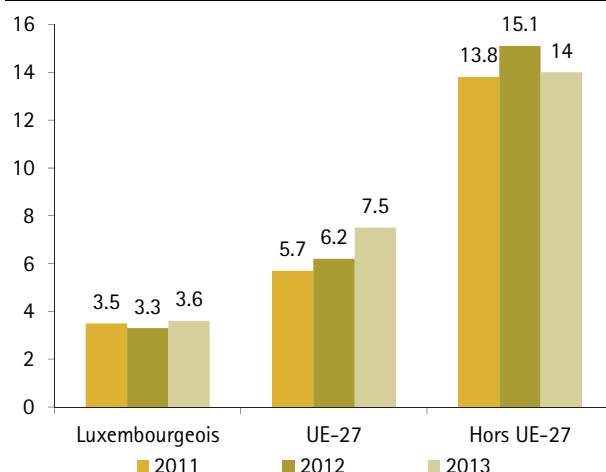
Source : STATEC

Graphique 6 : Les taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans dans l'Union Européenne en 2013 (en %)



Sources : STATEC, EUROSTAT (Enquête sur les forces de travail)

Graphique 7 : Les taux de chômage à Luxembourg selon la nationalité, 2010 – 2013 (en %)



Source : STATEC

Le taux de chômage reste très faible parmi les travailleurs de nationalité luxembourgeoise : 3.6% en 2012. Par contre, il est plus élevé parmi les personnes originaires des autres pays de l'Union européenne vivant à Luxembourg (7.5%) et beaucoup plus élevé chez les ressortissants de pays tiers (14.0%).

Le niveau d'éducation est un autre déterminant important du chômage à Luxembourg. D'après le graphique 8, ceci est vrai pour les hommes et pour les femmes. Le taux de chômage est de 9.5% chez les hommes ayant atteint au maximum un niveau secondaire inférieur (Niveau ISCED 0-2), mais se réduit à 5.2% pour ceux ayant achevé une éducation secondaire supérieure (ou post-secondaire non tertiaire) (ISCED 3-4), et même à 3.7% parmi les détenteurs d'un diplôme de niveau tertiaire (ISCED 5-6).

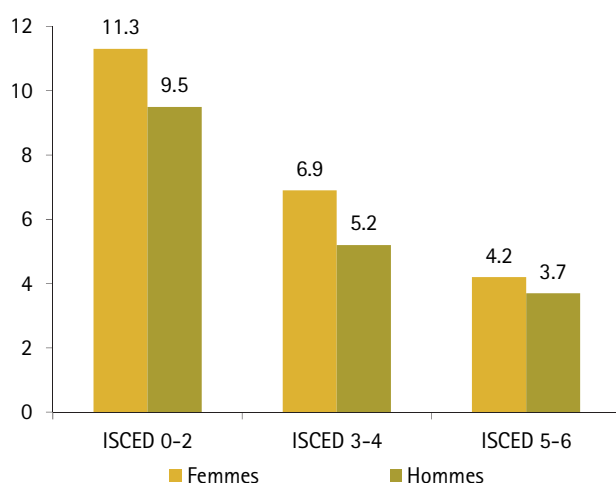
Il en est de même pour les femmes.. Le taux de chômage passe de 11.3% chez les femmes ayant un niveau d'éducation primaire ou secondaire inférieur, et descend à 6.9% chez les femmes de niveau d'éducation secondaire supérieur, et à 4.2% chez celles ayant atteint un niveau tertiaire.

Le chômage de longue durée constitue un problème particulier pour nos sociétés, non seulement d'un point de vue économique, mais également d'un point de vue social et psychologique. On définit généralement le chômeur de longue durée comme étant un actif qui est au chômage depuis un an ou plus. Le graphique 9 indique deux séries. La « nouvelle » série renseigne les demandeurs d'emploi

comptés selon la méthodologie mise en place en 2012. Dans l'« ancienne » série les demandeurs d'emploi sont dénombrés selon la méthodologie en vigueur jusqu'à la fin de 2011.

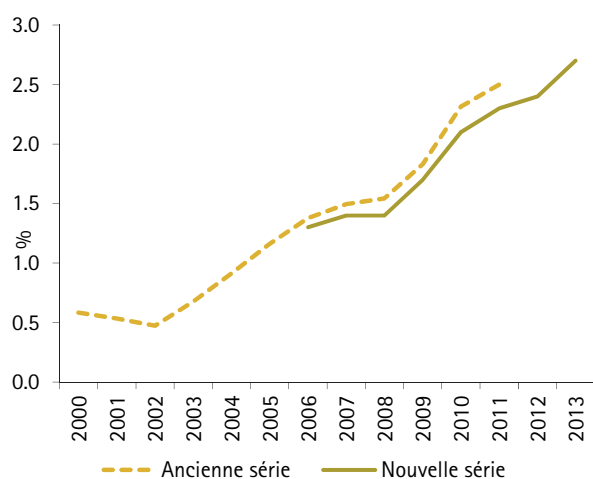
Si le taux de chômage de longue durée a encore été relativement limité au Luxembourg au début des années 2000 (de l'ordre de 0.5%), il a rapidement augmenté depuis 2002 pour atteindre 2.5% en 2011 (voir graphique 9). Selon la nouvelle méthodologie, le taux de chômage de longue durée est de 2.3% en 2011, 2.4% en 2012 et 2.7% en 2013. S'il y a une petite différence entre les niveaux de l'ancienne série et de la nouvelle série, leurs évolutions sont identiques.

Graphique 8 : Les taux de chômage à Luxembourg selon le niveau d'éducation et le sexe en 2013 (en %)



Source : STATEC

Graphique 9 : Évolution du taux de chômage de longue durée au Luxembourg, 2000 – 2013 (en % de la population active)



Sources : ADEM, STATEC

2.2.2 Le chômage par commune et par canton

La présente section se penche sur la dimension territoriale du chômage. Les données locales sur le chômage proviennent de l'ADEM. Elles reflètent la situation au 31 décembre de chaque année. Les chiffres sur l'emploi, qui permettent de calculer la population active et donc les taux de chômage proviennent de l'IGSS et reflètent également la situation au 31 décembre.

L'analyse de la répartition géographique du taux de chômage montre des différences régionales importantes. D'après le tableau 2, les cantons les plus touchés sont ceux d'Esch-sur-Alzette, de Vianden, de Wiltz, de Diekirch et d'Echternach (avec des taux de chômage entre 7.2% et 9.1%), alors que ceux de Capellen, Grevenmacher, Rédange, Remich et Mersch se retrouvent en-dessous de la moyenne nationale (qui était de 7.2% au 31.12.2012).

Le graphique 10 montre que les cantons d'Esch-sur-Alzette, Wiltz, Echternach et Vianden affichent de façon régulière un taux de chômage au-dessus de la moyenne nationale. Certains cantons ont connu une très forte augmentation du chômage entre 2000 et 2010. Ainsi, dans le canton de Grevenmacher, même s'il reste un des plus faibles du pays, le taux de chômage a presque quadruplé en 10 ans ; dans les cantons de Capellen et de Mersch, il a triplé. On peut noter aussi que dans la plupart des cantons, le taux de chômage n'a que peu augmenté entre 2010 et 2013, à l'exception des cantons de Diekirch et de Vianden.

Tableau 2 : Population active et taux de chômage dans les douze cantons du Grand-Duché de Luxembourg au 31/12/2013

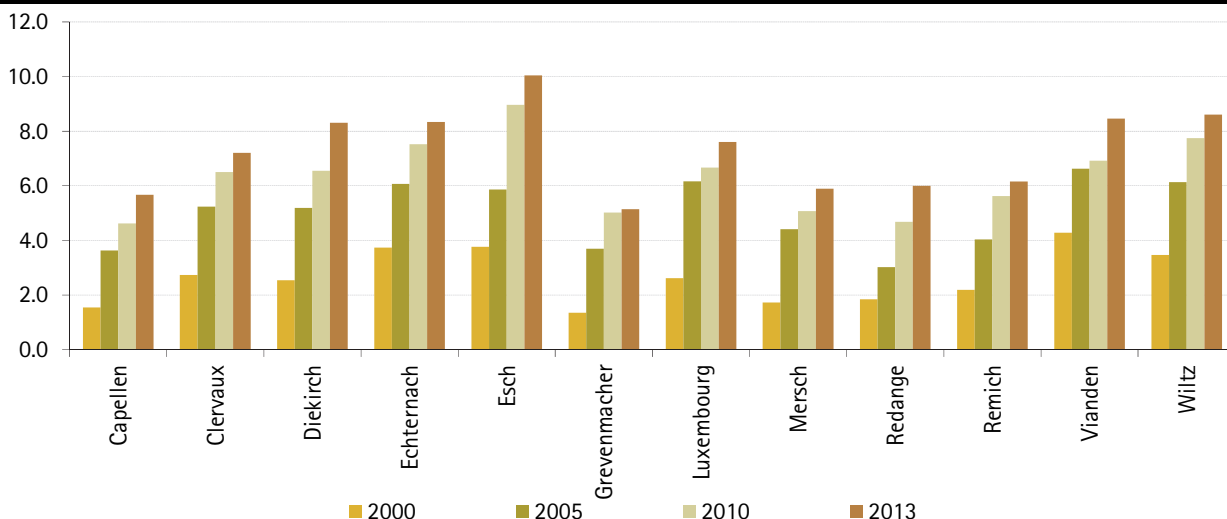
Canton	Population ayant un emploi (1)	Nombre de chômeurs (2)	Population active (3)=(1)+(2)	Taux de chômage (%) (4)=(2)/(3)
Esch-sur-Alzette	65 723	7 340	73 063	10.0
Wiltz	6 096	574	6 670	8.6
Vianden	2 087	193	2 280	8.5
Echternach	7 303	664	7 967	8.3
Diekirch	12 888	1 168	14 056	8.3
Luxembourg	63 167	5 201	68 368	7.6
Clervaux	7 364	572	7 936	7.2
Remich	8 963	588	9 551	6.2
Rédange	7 428	474	7 902	6.0
Mersch	12 962	812	13 774	5.9
Capellen	17 802	1 071	18 873	5.7
Grevenmacher	11 624	630	12 254	5.1

Sources : STATEC, IGSS, ADEM

L'analyse des chiffres relatifs aux communes (voir tableau 3) demande plus de précaution puisqu'ils peuvent être très volatiles, surtout dans les communes à population faible. Toujours est-il que les communes

d'Esch-sur-Alzette, Differdange, Echternach, Vianden et Wiltz se retrouvent régulièrement parmi les dix communes les plus touchées par le chômage depuis une dizaine d'années.

Graphique 10 : Évolution des taux de chômage dans les douze cantons du Grand-Duché de Luxembourg entre 2000 et 2013 (en %)



Sources : STATEC, IGSS, ADEM

Tableau 3 : Population active et taux de chômage dans certaines communes du Grand-Duché de Luxembourg au 31/12/2013 (en %)*

Commune	Pop. ayant un emploi au 31/12/2013	Nombre de chômeurs au 31/12/2013	Population active au 31/12/2013	Taux de chômage au 31/12/2013	Taux de chômage au 31/12/2012
« Top ten »					
Reisdorf	457	77	534	14.4	10.0
Esch-sur-Alzette	12 725	2 054	14 779	13.9	12.8
Vianden	767	118	885	13.3	13.9
Differdange	9 487	1 445	10 932	13.2	11.2
Wiltz	1 959	284	2 243	12.7	11.9
Echternach	2 167	291	2 458	11.8	9.7
Beaufort	1 016	129	1 145	11.3	9.9
Rumelange	2 019	255	2 274	11.2	10.1
Pétange	6 767	810	7 577	10.7	9.5
Ettelbruck	3 375	377	3 752	10.0	9.3
...					
Luxembourg	39 513	3 855	43 368	8.9	8.1
...					
« Bottom ten »					
Niederanven	1 937	73	2 010	3.6	4.3
Waldbredimus	453	17	470	3.6	3.8
Schuttrange	1 366	49	1 415	3.5	3.5
Flaxweiler	868	31	899	3.4	4.1
Reckange-sur-Mess	955	34	989	3.4	3.2
Tuntange	602	21	623	3.4	3.7
Betzdorf	1 476	51	1 527	3.3	2.5
Bech	526	16	542	3.0	2.5
Leudelange	1 064	32	1 096	2.9	3.6
Garnich	844	25	869	2.9	2.9

Sources : STATEC, IGSS, ADEM

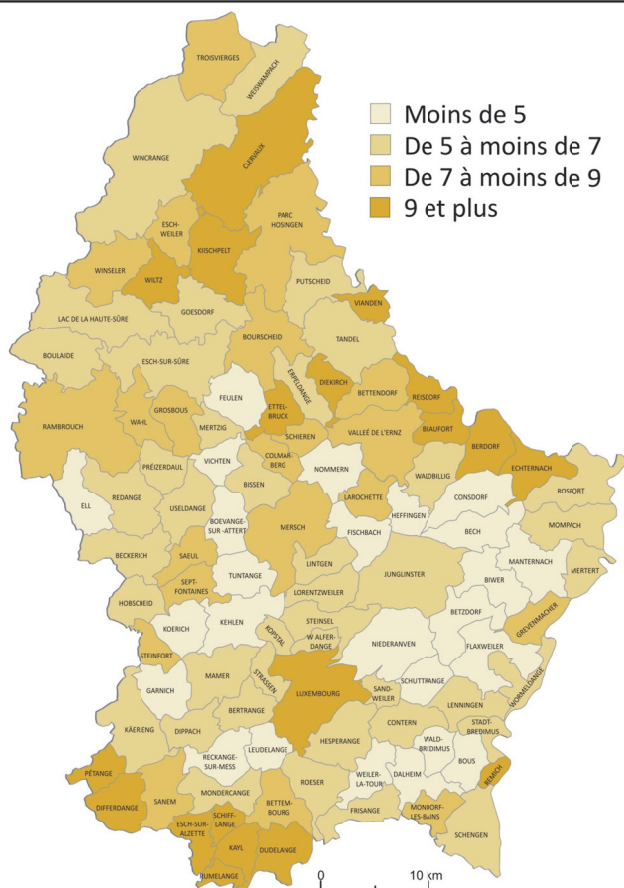
* Les chiffres pour toutes les communes sont disponibles sur le portail des statistiques :

http://www.statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=1157&IF_Language=fra&MainTheme=2&FldrName=3

La carte du taux de chômage par commune (graphique 11) fait apparaître certaines disparités régionales. On peut remarquer que mise à part la capitale, les communes aux taux de chômage les plus élevés sont concentrées dans les centres régionaux du Nord (axe Clervaux-Wiltz), du Nord-Est (Echternach-Reisdorf, Diekirch/Ettelbruck et Vianden) et du Sud-Ouest (axe Pétange – Esch – Dudelange), alors qu'à l'Est du pays, Remich est la seule commune à avoir un taux supérieur à 8%.

Les hommes et les femmes semblent ne pas être affectés par le chômage de la même manière selon leur lieu de résidence. On constate en effet (voir tableau 4), que par rapport à leurs collègues masculins, les femmes sont davantage touchées par le chômage dans certains cantons (Clervaux, Echternach, Rédange, Wiltz, Vianden), alors que les taux de chômage des femmes sont inférieurs à ceux des hommes dans d'autres (Remich, Esch, Mersch, Luxembourg).

Graphique 11 : Les taux de chômage dans les communes du Grand-Duché de Luxembourg au 31/12/2013 (en %)



Source: Statec

Tableau 4 : Les taux de chômage par canton et par sexe au 31/12/2013 (en %)

Canton	Taux de chômage hommes (en%)	Taux de chômage femmes (en%)	Rapport Taux femmes / Taux hommes
Clervaux	5.9	7.6	1.3
Echternach	6.6	7.9	1.2
Redange	4.8	5.6	1.2
Wiltz	7.8	8.7	1.1
Vianden	7.9	8.7	1.1
Capellen	4.5	4.9	1.1
Grevenmacher	5.0	5.2	1.0
Diekirch	7.6	7.6	1.0
Luxembourg	7.3	6.5	0.9
Mersch	5.9	5.2	0.9
Esch	9.5	8.5	0.9
Remich	5.6	4.9	0.9

Sources : STATEC, IGSS, ADEM

2.3 Au-delà de l'emploi et du chômage

Le cadre mis au point par le BIT et utilisé par Eurostat dans le cadre de l'enquête sur les forces de travail permet de caser les personnes en âge de travailler (personnes âgées entre 15 et 74 ans) dans une des trois catégories suivantes :

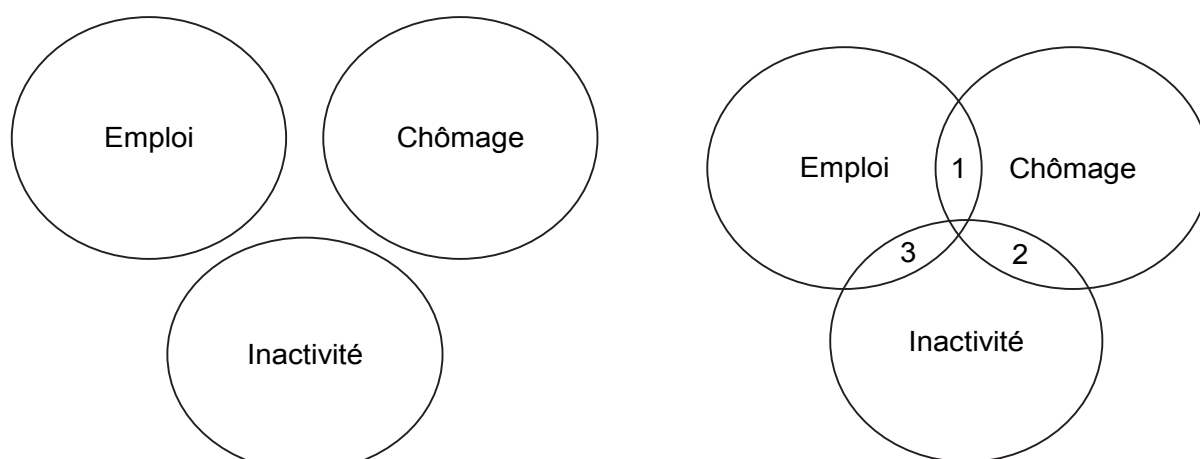
- Emploi ;
- Chômage ;
- Inactivité.

Une personne est considérée comme étant en emploi si elle est impliquée dans une activité productrice. Une personne est considérée comme étant au chômage si elle est sans emploi, disponible pour travailler et activement à la recherche d'un emploi.¹ Une personne est en inactivité si elle ne relève pas de l'un des deux premiers statuts.

Ce cadre d'analyse est clair et simple. Or, il n'est pas exempt de critique. Comme ces trois catégories sont mutuellement exclusives, une personne ne peut se trouver simultanément dans plusieurs catégories. Cette catégorisation peut paraître trop stricte, car elle n'admet pas de zone grise entre les statuts. Ainsi, un emploi à temps partiel, voire très partiel, suffit de ne plus être considéré comme chômeur. Un statut de chômeur « partiel » n'existe pas dans le cadre d'analyse du BIT.

¹ La définition du chômage au sens du BIT a été présentée plus en détail au point 1 du présent chapitre.

Graphique 12 : Le « halo » du chômage



De même, une personne qui cherche activement un emploi, mais qui n'est pas disponible pour commencer dans le délai de 15 jours, sera considérée comme inactive, malgré le fait qu'elle participe, via sa prospection d'emploi, au marché du travail. On utilise parfois le terme de « halo du chômage » afin de désigner cette frange du chômage. Dans le glossaire de l'INSEE, le halo du chômage est décrit comme suit :

La définition et la mesure du chômage est complexe et extrêmement sensible aux critères retenus. En effet, les frontières entre emploi, chômage et inactivité ne sont pas toujours faciles à établir (exemple d'un étudiant qui travaille quelques heures par semaine...). Le Bureau international du travail (BIT) a cependant fourni une définition stricte du chômage, mais qui ignore certaines interactions qu'il peut y avoir avec l'emploi (travail occasionnel, sous-emploi), ou avec l'inactivité : en effet, certaines personnes souhaitent travailler mais sont « classées » comme inactives, soit parce qu'elles ne sont pas disponibles rapidement pour travailler (deux semaines), soit parce qu'elles ne recherchent pas activement un emploi. Ces personnes forment ce qu'on appelle un « halo » autour du chômage.¹

Le graphique 12 présente la situation de manière schématique. Le dessin de gauche représente le point de vue « BIT ». De ce point de vue, les trois états, emploi, chômage et inactivité sont mutuellement exclusifs.

Le dessin de droite présente une image plus proche de la réalité du marché du travail. En effet, d'après cette représentation, les trois statuts ne sont plus exclusifs, mais se chevauchent. Il y a en quelque sorte trois zones grises au croisement de ces trois statuts.

La zone 1 contient les personnes qui sont en sous-emploi, c'est-à-dire des personnes qui ont un emploi, mais qui souhaitent travailler davantage. Cette catégorie peut également contenir les personnes ayant un emploi précaire.

La zone 2 correspond aux personnes qui se trouvent à la limite entre le chômage BIT et l'inactivité. Il peut s'agir là de chômeurs découragés, qui ont renoncé à rechercher un emploi, mais qui seraient prêts à en accepter un si l'opportunité se présentait. Il peut également s'agir de chômeurs, qui sont à la recherche d'un emploi, mais qui ne peuvent pas commencer à travailler dans les délais fixés par le BIT.

La zone 3 correspond à des personnes qui sont entre l'emploi et l'inactivité. Il s'agit là de travailleurs qui ont fait le choix de travailler moins, pour une raison qui leur est propre (préretraite, garde d'enfants, formation, ...). Ils ne souhaitent donc pas travailler plus pour l'instant.

La suite de ce chapitre s'intéresse plus particulièrement aux zones 1 et 2 du graphique 12.

Afin de mieux rendre compte de cette situation, des indicateurs alternatifs ou complémentaires au chômage BIT ont été développés au fil du temps. Une initiative récente émane de la part d'Eurostat. En

¹ Source : <http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/liste-definitions.htm>

2009/2010, un groupe de travail a été constitué dans le but de définir des indicateurs supplémentaires au chômage BIT. Ce groupe de travail a rendu un rapport¹ et a formulé des recommandations.

La suite de ce chapitre présente les indicateurs recommandés par ce groupe de travail. Ces indicateurs bénéficient d'un large consensus au sein de l'Union Européenne. Par ailleurs, comme ces indicateurs sont calculés à partir de l'enquête sur les forces de travail, ils permettent de réaliser des comparaisons entre pays.

Eurostat a mis au point trois indicateurs, qui sont définis comme suit :

- Personnes ayant un emploi à temps partiel, mais qui souhaitent travailler davantage (« Underemployed part-time workers »).
- Personnes à la recherche d'un emploi, mais pas immédiatement disponibles (« Persons seeking work but not immediately available »).
- Personnes disponibles pour travailler, mais pas à la recherche d'un emploi (« Persons available to work but not seeking »).

Il y a donc d'un côté les personnes en « sous-emploi ». Ce sont les personnes qui se trouvent dans la zone 1 du graphique 12.

D'un autre côté il y a des personnes qui ne sont pas en emploi, et qui se trouvent à mi-chemin entre les chômeurs au sens du BIT et les inactifs. Ces personnes sont qualifiées dans la suite de « force de travail potentielle ». Ce terme se justifie par le fait que ces personnes sont en dehors de la force de travail, telle que définie par le BIT (emploi + chômage). Par contre elles sont plus proches de cette dernière que les autres personnes inactives. Par rapport au graphique 12, il s'agit des personnes se trouvant dans la zone 2.

D'après le tableau 5, la population en âge de travailler est de 411 940 personnes en 2013. Ceci correspond à une progression de 2.3% par rapport à l'année 2012. L'emploi a fortement progressé de 1.7% par rapport à 2012, en passant de 237 697 personnes en 2012 à 241 635 personnes en 2013. Parmi cette population en emploi, 4 745 personnes sont considérées comme étant en sous-emploi. Le nombre de chômeurs au sens BIT est passé de 12 579 en 2012 à 15 630 en 2013. Ceci représente une hausse de 24.34%. La force de

travail potentielle telle que définie ci-dessus, est composée de 16 619 personnes en 2013, contre 14 199 personnes en 2012. En termes relatifs, la progression a été de plus de 17%. Dans ce groupe, 14 843 personnes sont disponibles pour travailler mais ne recherchent pas activement un emploi. Il s'agit là de chômeurs découragés, qui ont arrêté la recherche active d'un emploi et de personnes qui sont empêchées dans la recherche active d'un emploi pour des raisons familiales ou personnelles. Quelques 1 776 personnes déclarent par contre rechercher un emploi, mais ne sont pas disponibles pour commencer à travailler dans les deux semaines.

Le tableau 6 présente les chiffres du tableau 5 sous forme de taux. La deuxième colonne du tableau 6 fait référence à la numérotation des lignes du tableau 5. Ceci permet de faire plus facilement le lien entre les effectifs et les taux.

En 2013, le sous-emploi représente 2% de l'emploi total, contre 2.2% en 2012 et 1.7% en 2011.

Le taux de chômage correspond à la proportion des chômeurs dans la population active. Le taux de chômage au sens du BIT est passé de 4.4% en 2010 à 6.1% en 2013.

Le taux de chômage élargi tient également compte de la force de travail potentielle définie ci-dessus. Cela signifie que la force de travail potentielle est rajoutée au numérateur et au dénominateur. La prise en compte de ce groupe de personnes fait plus ou moins doubler le taux de chômage. En 2010, le taux de chômage élargi s'élève à 9.1%. Il augmente ensuite pour passer à 11.8% en 2013. Dans le tableau 2, ceci correspond à la ligne « taux de chômage élargi (1) ».

Le « taux de chômage élargi (2) », compte en plus les personnes en sous-emploi parmi les chômeurs. Ce taux est de 10.8% en 2010 et 13.5% en 2013.

Ces chiffres font donc état d'un petit nombre de travailleurs en sous-emploi (2% de l'emploi national) et d'un halo relativement large autour du chômage BIT. La prise en compte de ce halo fait doubler le nombre de chômeurs ainsi que le taux de chômage.

Les statuts d'activité peuvent être considérés comme des statuts attribués sur base d'une batterie de critères objectifs.

¹ http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/labour_market/documents/Report_TF_indicators.pdf

Tableau 5: Décomposition de la population en âge de travailler (15-74 ans) au Luxembourg, de 2010 à 2013

		2010	2011	2012	2013
Emploi total		223 055	225 409	237 697	241 635
dont: sous-emploi		3 987	3 764	5 225	4 745
Chômage BIT		10 336	12 171	12 579	15 630
Population active BIT	1+2	233 392	237 580	250 276	257 265
Force de travail potentielle		12 107	12 863	14 199	16 619
dont: cherche/indisponible		1 259	1 180	1 530	1 776
dont: disponible/ne cherche pas		10 848	11 683	12 669	14 843
Population active élargie	3+4	245 498	250 443	264 475	273 884
Population inactive		137 108	141 194	138 055	138 056
Population en âge de travailler (15-74 ans)	1+2+4+6	382 606	391 637	402 530	411 940

Source : STATEC (Enquête sur les forces de travail)

Tableau 6 : Taux de chômage et taux de sous-emploi, de 2010 à 2013 (en %)

		2010	2011	2012	2013
Sous-emploi dans l'emploi total	1a / 1	1.8	1.7	2.2	2.0
Taux de chômage BIT	2 / 3	4.4	5.1	5.0	6.1
Taux de chômage élargi (1)	(2+4) / 5	9.1	10.0	10.1	11.8
Taux de chômage élargi (2)	(2+4+1a) / 5	10.8	11.5	12.1	13.5
Taux d'activité BIT	3 / 7	61.0	60.7	62.2	62.5
Taux d'activité élargi	5 / 7	64.2	63.9	65.7	66.5

Source : STATEC (Enquête sur les forces de travail)

Le tableau 7 met ensemble ces statuts attribués avec les statuts déclarés par les individus eux-mêmes. En effet, à la fin du questionnaire de l'EFT, chaque personne en âge de travailler est priée de s'exprimer sur sa situation par rapport à la vie économique. Chaque personne peut indiquer, parmi une liste prédéfinie, un et un seul statut qui correspond, selon elle, le mieux à sa situation.

D'après le tableau 7, la quasi-totalité (94%) des personnes auxquelles le statut « emploi » a été attribué se considèrent elles-mêmes comme étant en emploi. Parmi les personnes considérées comme étant en sous-emploi, 82% déclarent être en emploi.

Pour les autres statuts attribués, l'image est moins nette. Seulement 52% des chômeurs au sens du BIT se considèrent comme étant au chômage, alors que 18% des chômeurs au sens du BIT indiquent le travail domestique comme activité.

Parmi les personnes à la recherche d'un travail mais non disponibles immédiatement, 35% déclarent être des étudiants, 30% se considèrent comme étant des chômeurs et 11% indiquent le travail domestique.

Chez les personnes disponibles pour travailler mais pas à la recherche active d'un emploi, on retrouve de nouveau trois groupes. Le premier groupe, qui représente 30% des personnes ayant ce statut, déclarent le travail domestique comme leur activité. Ensuite, 26% sont des retraités et 22% des membres de ce groupe se considèrent comme des étudiants.

Finalement, parmi les personnes inactives on retrouve 38% de retraités, 33% d'étudiants et 22% de personnes qui disent avoir un travail domestique.

Tableau 7 : Statuts attribués et statuts auto-déclarés (en %)

	Statut auto-déclaré						
	Emploi	Chômage	Etudiant	Retraité	Travail domes- tique	Autre inactif	Total
Emploi	94	0	1	1	1	3	100
Sous-emploi	82	2	5	1	6	4	100
Chômage BIT	3	52	9	1	18	18	100
Cherche / indis- ponible	0	30	35	0	11	24	100
Disponible / ne cherche pas	4	6	22	26	30	12	100
Inactif	1	1	34	37	21	6	100

Source : STATEC (Enquête sur les forces de travail)

Au Luxembourg, les personnes sans emploi et/ou à la recherche d'un nouvel emploi ont la possibilité de s'inscrire à l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM), pour se faire assister dans la recherche d'un emploi. Le tableau 8 indique, pour les 6 statuts attribués, le pourcentage de personnes inscrites à l'ADEM. Il n'est pas surprenant de voir que le taux d'inscription le plus élevé est observé parmi les chômeurs au sens du BIT. Hormis les personnes en emploi et en sous-emploi, il s'agit là du groupe qui est le plus proche du marché du travail. Dans ce groupe, deux personnes sur trois (65%) sont inscrites auprès de l'Agence pour le développement de l'emploi. Cela signifie qu'un chômeur BIT sur trois se passe des services de l'ADEM.

Ensuite, chez les personnes qui cherchent activement mais qui ne sont pas disponibles, 42% sont inscrites auprès de l'ADEM. Par contre, le taux d'inscription des personnes qui ne cherchent pas de travail mais qui sont disponibles est de 13%. Finalement, le taux d'inscription n'est que de 2% chez les personnes inactives.

Parmi les personnes en emploi, le taux d'inscription est de 2%. Il s'agit là de travailleurs qui se trouvent en période de préavis et de personnes qui sont affectées à une mesure pour l'emploi organisée par l'ADEM. Le taux est plus élevé chez les travailleurs en sous-emploi, à savoir 18%. Le fait que ce taux soit plus élevé pour ce groupe que pour le groupe précédent reflète le caractère de « chômeurs partiels » de ces personnes.

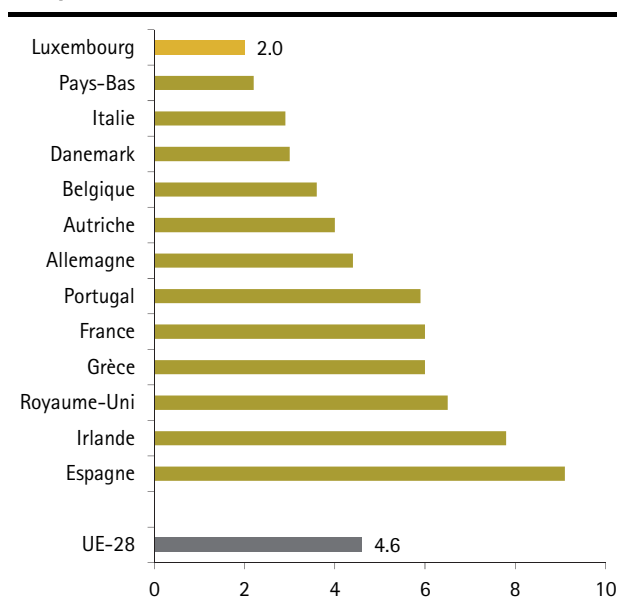
Tableau 8: Statuts attribués et inscription à l'ADEM, 2012 (en %)

	%
Emploi	2
Sous-emploi	18
Chômage BIT	65
Cherche / indisponible	42
Disponible / ne cherche pas	13
Inactif	2

Source : STATEC (Enquête sur les forces de travail)

Le graphique 13 rapporte la proportion des travailleurs en sous-emploi en 2013 au Luxembourg et dans quelques pays européens.

Le sous-emploi représente 2.0% de l'emploi national au Luxembourg. La moyenne des 28 pays membres de l'UE s'établit à 4.6%. En Espagne et en Irlande, deux pays particulièrement touchés par la crise, le sous-emploi représente 9.1% et 7.8% respectivement % de l'emploi national.

Graphique 13: Proportion du sous-emploi dans l'emploi national, 2013 (en %)

Sources : STATEC, EUROSTAT (Enquête sur les forces de travail)

Le tableau 9 indique les différents taux de chômage. Le taux de chômage calculé selon les normes au sens du BIT est relativement faible au Luxembourg, avec 6.1%. La moyenne des 28 pays membres est de 10.5%, et le record des taux de chômage les plus élevés est détenu par l'Espagne (26.1%) et la Grèce (27.3%).

La prise en compte du « halo » change la donne quelque peu. La force de travail potentielle (définition (1)) fait presque doubler le taux de chômage au Luxembourg (de 6.1% à 11.8%). En Autriche, l'évolution est similaire. En Allemagne, la prise en compte de la force de travail potentielle a un impact plus faible sur le taux de chômage. Il y passe de 5.3% à 7.6%. Au niveau des 28 pays membres de l'UE, la force de travail potentielle fait augmenter le taux de chômage de 10.8% à 14.8%.

Si, en plus de la force de travail potentielle, les personnes en sous-emploi sont comptabilisées parmi les chômeurs (définition (2)), le taux de chômage au Luxembourg augmente encore légèrement pour atteindre 13.5%. En Allemagne, le sous-emploi a un impact plus substantiel sur le taux de chômage, qui passe de 7.6% à 11.7%. Sur l'ensemble de l'UE, le sous-emploi fait augmenter le taux de chômage de 14.8% à 18.7%.

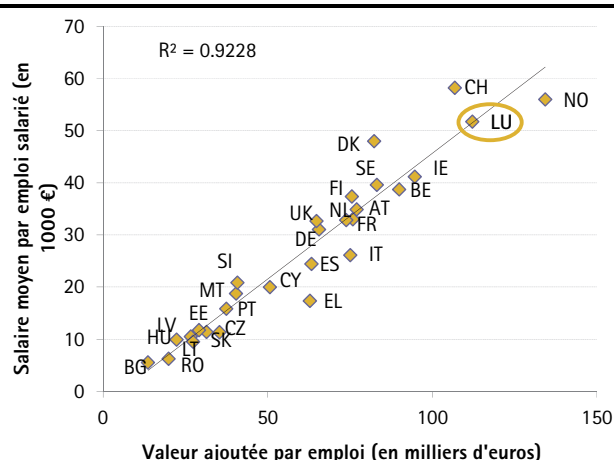
Tableau 9 : Taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage élargis en 2013 (en %)

	BIT	Elargi (1)	Elargi (2)
Allemagne	5.3	7.6	11.7
Autriche	4.9	8.6	12.2
Belgique	8.4	11.4	14.6
Danemark	7.0	9.9	12.5
Espagne	26.1	30.2	36.6
France	9.9	12.1	16.0
Grèce	27.3	29.3	33.5
Irlande	13.1	15.3	21.9
Italie	12.2	22.0	24.3
Luxembourg	6.1	11.8	13.5
Pays-Bas	6.7	11.2	13.1
Portugal	16.5	21.1	25.7
Royaume-Uni	7.5	10.6	16.4
UE-28	10.8	14.8	18.7

Sources : STATEC, EUROSTAT (Enquête sur les forces de travail)

3. Salaires

Graphique 1: Salaire moyen de l'ensemble de l'économie et valeur ajoutée par emploi, 2013



Sources : STATEC, EUROSTAT

Dans ce qui suit, on s'appuiera, sur les données des comptes nationaux qui permettent d'étudier l'évolution du salaire moyen total et des salaires moyens des branches économiques et de faire des comparaisons entre les pays européens. A noter que le salaire moyen est défini ici par la somme des traitements et salaires bruts (variable D11 dans le système des comptes nationaux, SEC) divisée par le nombre de salariés. Ne sont pas inclus dans cet agrégat les charges patronales. En ajoutant les charges patronales aux salaires et traitements, on obtient la rémunération par salarié (variable D1 dans le SEC), c'est-à-dire en fait le coût salarial.

3.1 Le niveau et l'évolution du salaire moyen

En comparant les pays européens et en croisant le salaire moyen (nominal) avec le niveau de la valeur ajoutée par emploi (nominale), on constate une corrélation extrêmement élevée. En d'autres mots, et sans surprise, plus la valeur ajoutée nominale par emploi est importante, plus le salaire moyen nominal dans un pays est élevé. En bas de l'échelle européenne, on trouve des pays comme la Bulgarie, la Roumanie et d'autres nouveaux Etats membres; en haut de l'échelle se sont établis le Luxembourg, la Norvège, la Suisse et le Danemark (voir Graphique 1). A titre d'exemple, en 2013, la valeur ajoutée nominale par emploi au Luxembourg est de quelque 112 200 € et le salaire moyen nominal annuel de 51 700 €. En Bulgarie, la

valeur ajoutée par emploi atteint à peine 13 700 € et le salaire moyen ne dépasse pas les 5 500€.

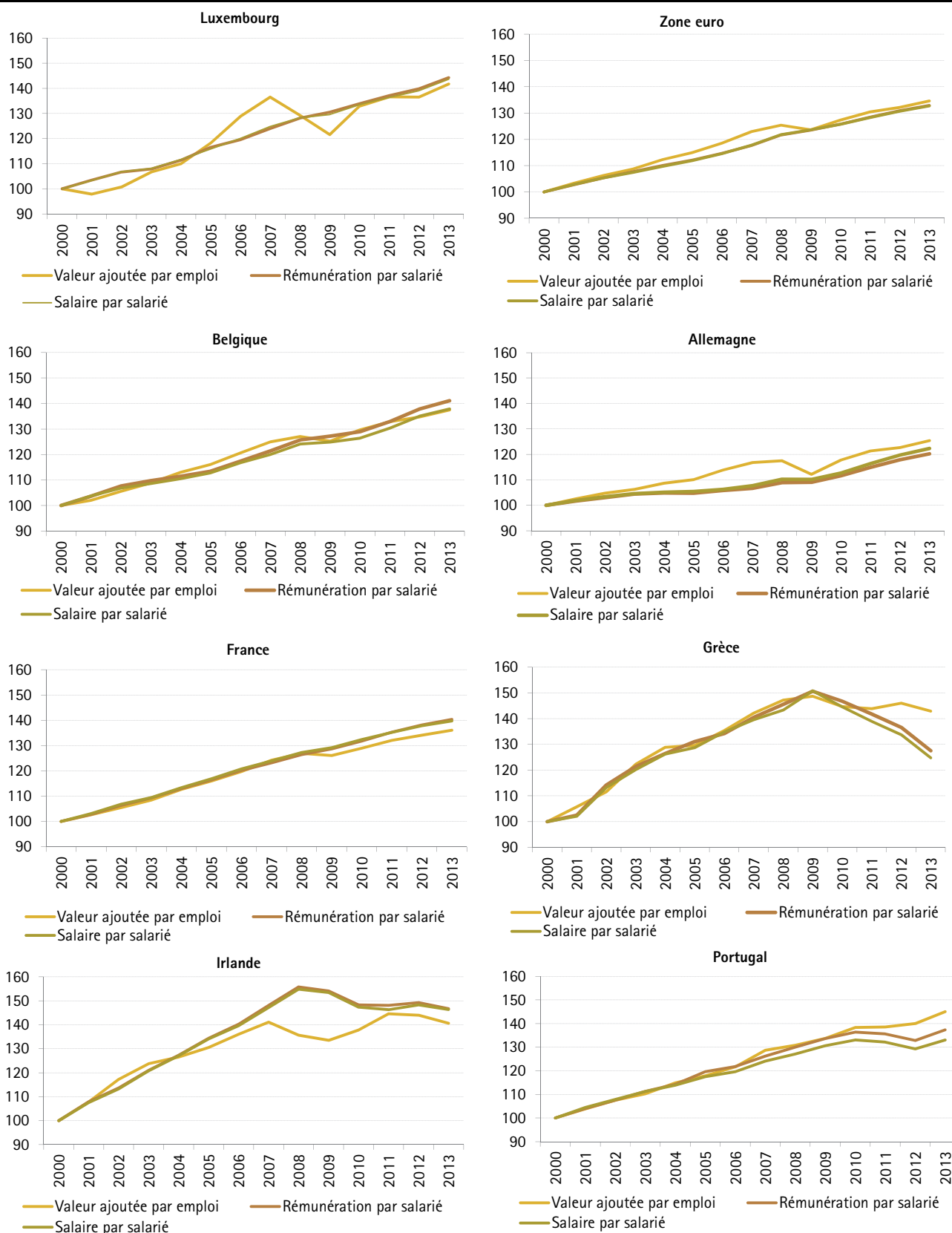
Globalement, en valeur nominale, l'évolution des salaires est parallèle à la valeur ajoutée par emploi

On note, pour le Luxembourg comme pour les autres pays européens, que l'évolution du salaire moyen nominal (et de la rémunération moyenne) est globalement parallèle à l'évolution de la valeur ajoutée par emploi, avec toutefois un décrochage ou plutôt une évolution moins dynamique de la rémunération et du salaire moyen que celle de la valeur ajoutée par emploi (plus ou moins important selon les pays) à partir de 2004 et cela jusqu'en 2008 (voir Graphique 2)

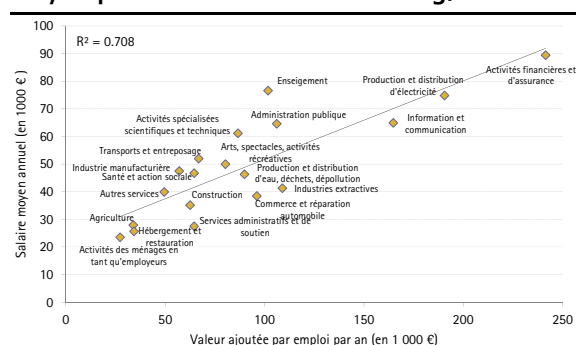
Au Grand-Duché, le salaire moyen (et la rémunération moyenne) dévie un peu de la trajectoire de la valeur ajoutée par emploi pendant les années de ralentissement économique 2001-2002. Le salaire moyen et la rémunération moyenne augmentent linéairement alors que la croissance de la valeur ajoutée par emploi est atone pendant ces années. De 2005 jusqu'à la crise économique récente, la valeur ajoutée (VAB) par emploi (en termes nominaux) s'envole, sans être accompagnée par une croissance similaire du salaire moyen. S'en suit la formation d'un écart (un écart croissant entre VAB/emploi et la rémunération moyenne et le salaire moyen) bien plus prononcé au Luxembourg que dans les autres pays européens (voir Graphique 2). A noter que cet écart croissant entre VAB/emploi et salaire moyen jusqu'en 2007 se répercute sur le coût salarial unitaire réel qui tend à baisser, en d'autres mots dans une baisse de la part salariale de 2005 à 2007. On y reviendra plus loin.

A noter qu'en Allemagne, une croissance nominale assez faible de la valeur ajoutée (quelque +17% de 2000 à 2007) va de pair avec une croissance encore plus faible du salaire moyen nominal (+ 7% de 2000 à 2007). A titre de comparaison, la valeur ajoutée par emploi nominale au Luxembourg a augmenté de quelque 37% entre 2000 et 2007 et le salaire moyen nominal de 25%. Par ailleurs, contrairement à la France par exemple, l'écart entre la VAB par emploi et le salaire moyen tend à se creuser de manière considérable en Allemagne – mais également au Luxembourg et cela surtout de 2005 à 2007 –, résultat d'une certaine modération salariale. Le coût salarial unitaire réel s'en ressent en s'orientant à la baisse et la part salariale régresse fortement jusqu'en 2008.

Graphique 2: Evolution de la valeur ajoutée par emploi (en valeur nominale), des salaires et des rémunérations par salarié, 2000 –2013 (indices: 100 = 2000)



Sources : STATEC, EUROSTAT

Graphique 3: Valeur ajoutée par emploi et salaire moyen par branches au Luxembourg, 2013

Source : STATEC

Notons encore que l'évolution de la rémunération moyenne par salarié (qui inclut les charges patronales) se superpose à celle du salaire moyen (salaires et traitements bruts par salarié à l'exclusion des charges patronales) dans la plupart des pays. Ce qui signifie que le poids des charges patronales est resté globalement stable en Europe depuis 2000.

La crise économique et financière s'exprime très nettement par un tassement de la croissance en 2008, puis, en 2009, une chute – plus ou moins marquée selon les pays – de la valeur ajoutée par emploi. En valeur nominale, la valeur ajoutée par emploi au Luxembourg passe de 101 500 € en 2007 à 96 100 € en 2008 et à 90 400 € en 2009. Cet écart correspond à une évolution de -10%. Dans la zone euro, la VAB/emploi en valeur nominale augmente encore de 2.0% de 2007 à 2008, puis recule de 1.4% en 2009, de sorte qu'elle se situe au même niveau en 2009 qu'en 2007. En Belgique et en France, le recul de la VAB/emploi nominale était également moins prononcé qu'au Luxembourg. Elle se situe en 2009, pratiquement au même niveau qu'en 2007 dans ces deux pays.

En même temps, au Luxembourg comme dans les pays voisins, le salaire moyen (et la rémunération moyenne) continuaient à croître quoiqu'à un rythme moins élevé qu'au cours des années antérieures. De 2007 à 2008, le salaire moyen nominal moyen au Luxembourg a encore augmenté de 2.8%. En 2009, l'augmentation est encore de 1.0%, malgré la chute de la VAB/emploi. Il en découle une détérioration du coût salarial unitaire réel (et une augmentation de la part salariale dans la valeur ajoutée).

En 2010, avec l'amélioration des conditions économiques, la VAB/emploi rebondit. Au Luxembourg, on passe de 90 400 € en 2009 de

valeur ajoutée par emploi à 98 900 € en 2010, soit une augmentation nominale d'environ 9% (contre seulement 3% dans la zone euro). Le taux de croissance du salaire moyen nominal augmente également au Grand-Duché en passant de 1.0% en 2009 à 3.0% en 2010. Etant donné que ce taux est inférieur au taux de croissance de la VAB/emploi, le coût salarial unitaire réel s'améliore en 2010. On y reviendra plus loin.

En 2011, au Luxembourg, on enregistre encore une croissance de la valeur ajoutée par emploi en valeur nominale, mais elle est moins prononcée qu'en 2010. On passe de 98 900 € par emploi en 2010 à 101 600 €, soit une croissance de 2.8% en 2011 (contre 9.3% en 2010). Le salaire moyen nominal croît également en 2011 (+2.2%), mais moins fortement qu'en 2010 (+3.0%). Etant donné que la croissance du salaire nominal par emploi se situe en-dessous de celle de la valeur ajoutée par emploi (2.2% contre 2.8%), le coût salarial unitaire réel ne se détériore pas en 2011 (voir plus loin).

En 2012, la valeur ajoutée nominale par emploi reste pratiquement stable (-0.1%). En même temps le salaire moyen nominal augmente de près de 2%, d'où une nouvelle détérioration du coût salarial unitaire réel.

En 2013, la valeur ajoutée nominale par emploi au Luxembourg croît de 3.8%. Comme, le salaire nominal moyen n'augmente que de 3.3%, le coût salarial unitaire réel s'améliore.

A noter que, dans les pays les plus touchés par la crise (plus particulièrement dans le Sud de l'Europe), les salaires moyens nominaux stagnent où reculent même. C'est plus particulièrement le cas en Grèce où le salaire moyen nominal est, en 2013, de 17% inférieur à son niveau de 2009 (voir Graphique 2). En 2013, au Luxembourg, le salaire moyen nominal est de 11% supérieur au niveau de 2009 et, dans la zone euro, l'augmentation nominale du salaire moyen de 2009 à 2012 est de 7%.

3.2 Les salaires par branche économique

Le salaire moyen est évidemment influencé par la structure par âge de l'emploi dans les branches économiques, ainsi que par le niveau des qualifications requises par les différentes branches. En outre, l'incidence du temps partiel diffère selon

les secteurs économiques. Il ne s'agit donc ici que de donner une vue globale sur la structure des salaires par branches.

Est-ce que le lien entre salaire et valeur ajoutée par emploi que l'on a mis en évidence en comparant les pays se retrouve au niveau des branches au sein d'un pays, en l'occurrence le Luxembourg ? Un coefficient de corrélation élevé est le signe d'un lien clair entre le niveau du salaire moyen par branche et la valeur ajoutée par branche (voir Graphique 3). D'un côté, on est en présence de branches à faible valeur ajoutée et à faible rémunération, et, d'un autre côté, de branches ayant un haut niveau de valeur ajoutée par emploi et pouvant faire état de salaires élevés.

Le niveau des salaires selon les branches

En bas de l'échelle des rémunérations des salariés on trouve l'agriculture, le secteur HORECA et les activités des ménages en tant qu'employeurs (p.ex.: les femmes de ménage). Le secteur de la construction, les services administratifs de soutien (nettoyage, sécurité ...) et le commerce ne se trouvent pas loin de ce groupe. En milieu de peloton, on trouve l'industrie, mais également des branches de services, comme les transports et la santé humaine et l'action sociale. Les branches économiques ayant la valeur ajoutée par emploi et les salaires les plus élevés sont les services financiers (assurances, banques, auxiliaires financiers), mais également la branche de la distribution d'électricité et celle de l'information et de la communication.

A titre d'exemple, en 2012, dans la branche des hôtels et restaurants (HORECA), la valeur ajoutée brute par emploi (VAB) est de quelque 34 400 € et le salaire moyen annuel de 25 700 €. Dans les activités financières et d'assurance, la VAB/emploi atteint 241 400 € en 2013 et le salaire moyen 89 400 €.

Le salaire moyen dans l'administration publique, dans l'éducation, dans l'information et la communication et dans la branche « activités spécialisées, techniques et scientifiques (activités juridiques et comptables, activités des sièges sociaux, conseil de gestion, recherche et développement) se situe également en haut de l'échelle des salaires du Luxembourg. En 2013, dans l'administration publique, il est de 64 600 €, dans l'éducation de 76 600 €, dans la branche « activités

spécialisées, techniques et scientifiques » de 61 100 € et dans la branche « Information et communication » de 64 900 €.

L'écart du salaire moyen des différentes branches par rapport à la moyenne de l'ensemble des branches est parlant (voir tableau 2 et Graphique). Dans les services financiers, le salaire moyen est de 73% plus élevé que la moyenne luxembourgeoise en 2013. Dans l'administration publique, l'écart par rapport à la moyenne salariale de l'ensemble des branches est de +25%, dans l'éducation de +48% et dans le secteur « électricité ... » de +45%. A l'inverse, en 2013, le niveau du salaire moyen dans la branche de l'hôtellerie et de la restauration par rapport à la moyenne du Luxembourg est de -50%, celui de la branche du « commerce » de -26%. L'écart du salaire moyen dans la construction par rapport à la moyenne globale de l'économie luxembourgeoise est de -32%. Dans les transports, le salaire moyen se situe pratiquement au même niveau que le salaire moyen de l'ensemble des branches. Dans l'industrie (produits manufacturés), le salaire moyen se plaçait en 2000 dans la moyenne des branches, mais en 2013 l'écart par rapport au salaire moyen de l'ensemble des branches est devenu négatif (-8%).

A retenir encore qu'entre 2000 et 2013, la structure des salaires selon les branches économiques reste assez stable, même si les écarts par rapport à la moyenne évoluent. On constate, par exemple, que le salaire moyen dans les services financiers était de 78% plus élevé que la moyenne en 2000. Cet écart est réduit à 73% en 2013 (on verra que cette réduction de l'écart est dû largement à un tassement de la croissance du salaire moyen dans cette branche de 2008 et en 2009). Cependant, en 2013, comme en 2000, les services financiers continuent à situer en haut de l'échelle des salaires, tout comme l'administration publique et l'éducation. En bas de cette échelle on retrouve en 2000 comme en 2013, l'hôtellerie et la restauration, l'agriculture, les activités des ménages en tant qu'employeurs et les services administratifs de soutien qui regroupe notamment les services liés aux bâtiments (nettoyage, sécurité ...) et d'autres services aux entreprises (voir Graphique).

L'évolution du salaire moyen selon les branches

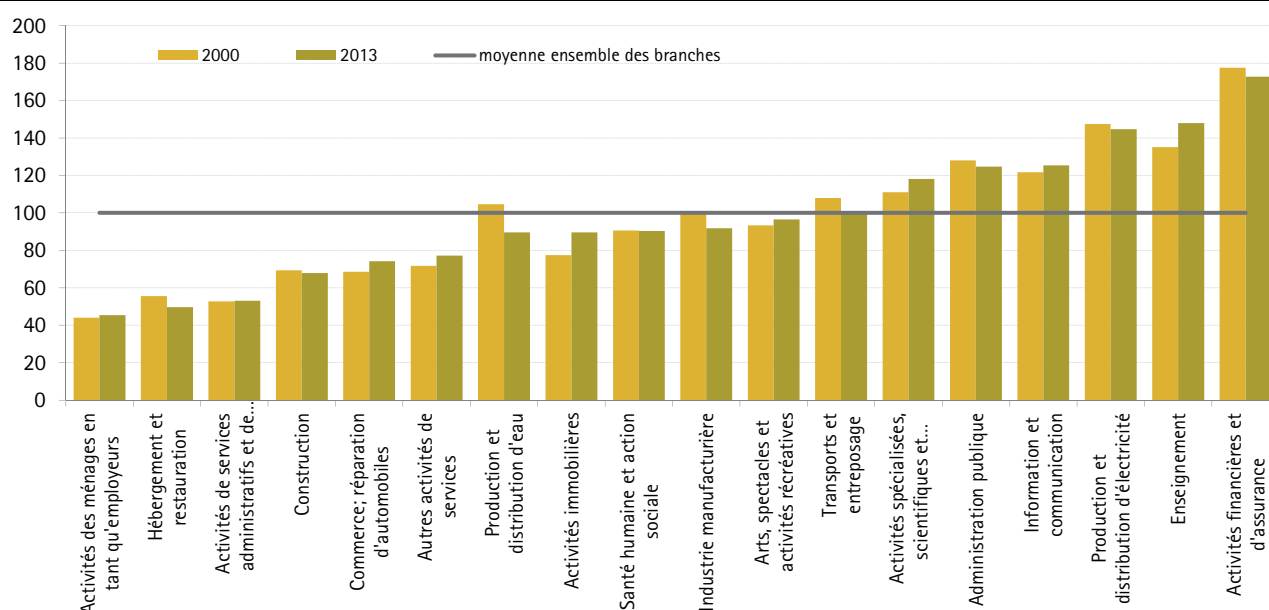
Le lien entre l'évolution des salaires et l'évolution de la valeur ajoutée par emploi se retrouve au niveau des branches économiques. On a déjà vu que,

globalement, le niveau des salaires de branches est fonction de la valeur ajoutée par emploi (voir Graphique 3). L'évolution par branches des salaires (nominaux) et de la VAB par emploi confirme ce lien, du moins dans ses grandes lignes et jusqu'à la crise (voir Graphique 5). L'évolution à la hausse plus rapide de la valeur ajoutée par emploi comparée au salaire moyen (resp. la rémunération moyenne) - qu'on a décelé au niveau de l'économie dans son ensemble pour les années 2005-2007 - apparaît également dans l'industrie (où la valeur ajoutée nominale par emploi fait un bond important en 2007), ainsi que dans la branche « Commerce, HORECA, transports » où la valeur ajoutée continue même à croître légèrement en 2008, alors que les autres branches économiques ont déjà commencé à ralentir en termes de valeur ajoutée par emploi (voir Graphique 5). En 2009, la VAB par emploi dans cette branche recule fortement, mais avec une amplitude moindre que dans l'industrie qui est caractérisée par un véritable effondrement de la VAB par emploi en 2008 et en 2009 (-13% en 2008 et -27% en 2009). Dans l'industrie, la VAB/emploi se réoriente à la hausse en 2010 et en 2011, sans toutefois atteindre son niveau d'avant la crise. Le salaire moyen nominal se tasse légèrement dans l'industrie en 2009 (avec cependant une amplitude très en deçà du recul de la valeur ajoutée par emploi). Par contre, dans la branche « Commerce, HORECA et transports », le salaire moyen continue à croître de façon assez linéaire pendant la crise, alors que la VAB par emploi nominale recule fortement en 2009 dans cette branche.

Dans la construction, le parallélisme de la VAB/emploi et du salaire moyen est également présent. Mais dès 2008, on assiste à un recul de la valeur ajoutée nominale par emploi (qui est cependant moins prononcé que dans l'industrie). En 2012, la valeur ajoutée nominale par emploi dans la construction ne dépasse cependant que très légèrement le niveau de 2007. A noter que le salaire moyen nominal dans la construction continue de croître pendant la crise; il subit seulement une stagnation en 2010.

En ce qui concerne la branche des activités financières et d'assurance, l'évolution est plus complexe: de 2000 à 2002, la valeur ajoutée par emploi (en valeur nominale) n'évolue pas à la hausse contrairement au salaire moyen (voir Graphique 5). Il en résulte une tendance à l'augmentation du coût salarial unitaire réel au cours de cette période et une élévation du niveau de la part salariale dans ce secteur. A partir de 2002 et jusqu'en 2007, la valeur ajoutée par emploi y croît de manière importante (même plus fortement que dans les autres branches, mais en partant d'un niveau relatif plus bas), alors que la cadence à la hausse du salaire moyen nominal est assez linéaire jusqu'en 2007. De 2007 à 2012, le salaire moyen nominal dans la branche « activités financières et d'assurance » n'évolue que très peu (voir plus loin). Parallèlement, en 2013, la valeur ajoutée nominale par emploi n'a pas atteint son niveau d'avant la crise.

Graphique 4: Niveau du salaire moyen des branches par rapport au salaire moyen total, 2000 et 2012 (indices: 100 = salaire moyen de l'ensemble des branches)

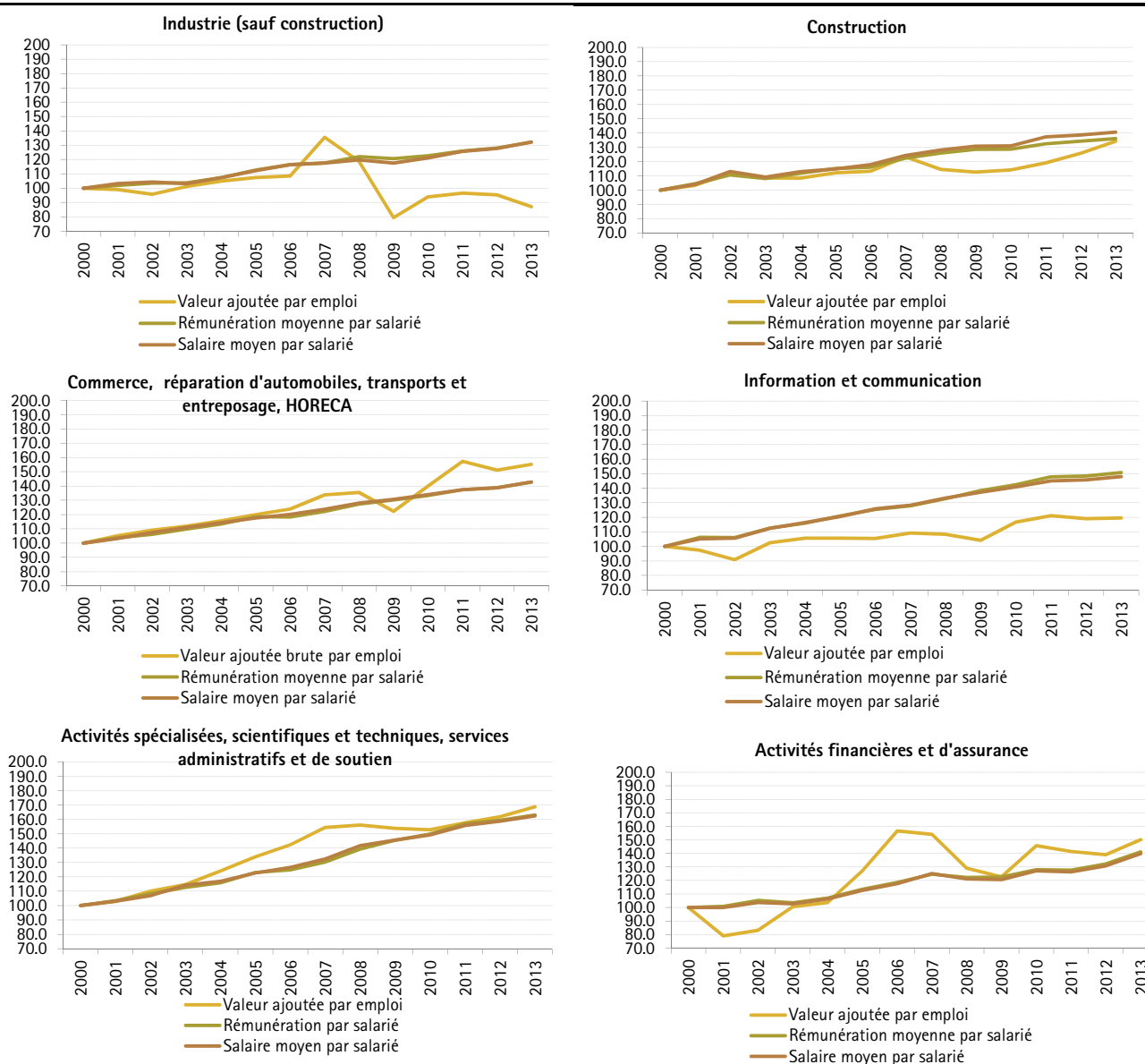


Source : STATEC

Dans la branche des activités spécialisées, techniques et scientifiques et dans les services administratifs et de soutien, la valeur ajoutée par emploi a augmenté très fortement jusqu'en 2008 (+57% par rapport à 2000), puis stagne pratiquement jusqu'en 2010, avant de connaître une croissance importante de 2011 à 2013.

En 2013, la valeur ajoutée par emploi est de 69% plus élevée qu'en 2000. Dans cette branche, le salaire moyen évolue de façon moins dynamique que la valeur ajoutée par emploi. En 2013, le salaire moyen y est de 63% plus élevé qu'en 2000. Néanmoins, cette augmentation dépasse la moyenne de l'économie totale où le salaire moyen nominal ne s'est accru que de 44% entre 2000 et 2013.

Graphique 5: Evolution par branches économiques de la valeur ajoutée par emploi (en valeur nominale), du salaire et de la rémunération par salarié au Luxembourg, 1995 –2013 (indices: 100 = 1995)



Source : STATEC

Tableau 1: Salaire moyen par branche économique au Luxembourg, 1995–2013 (en 1000 € par an)

	1995	2000	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Agriculture, sylviculture et pêche	16.9	26.0	24.3	25.6	25.5	24.9	25.9	26.4	27.9
Industries extractives	31.7	33.3	43.3	46.0	44.7	42.0	43.0	42.0	41.3
Industrie manufacturière	31.5	35.9	42.2	43.0	42.2	43.5	45.1	45.8	47.5
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	46.5	53.1	65.0	66.9	69.4	69.3	70.4	75.4	74.8
Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	31.4	37.7	44.2	44.4	44.6	44.1	46.0	45.5	46.3
Construction	22.1	25.0	31.0	32.0	32.6	32.7	34.2	34.6	35.1
Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	21.8	24.7	31.9	33.4	34.4	35.3	36.0	37.0	38.4
Transports et entreposage	33.6	38.8	44.3	45.2	46.8	48.4	50.5	50.6	52.0
Hébergement et restauration	17.4	20.0	24.2	24.8	23.7	24.0	24.7	24.8	25.7
Information et communication	40.9	43.8	56.2	58.4	60.1	61.8	63.5	63.9	64.9
Activités financières et d'assurance	53.6	63.9	79.9	77.4	77.1	81.2	80.7	83.6	89.4
Activités immobilières	21.6	27.9	41.7	41.6	42.8	42.6	42.3	44.2	46.3
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	34.4	40.0	52.3	55.6	56.2	58.3	60.0	60.2	61.1
Activités de services administratifs et de soutien	16.5	19.0	23.7	24.8	25.1	25.9	26.9	27.6	27.5
Administration publique	39.7	46.1	60.4	60.1	58.5	60.8	61.8	63.1	64.6
Enseignement	41.8	48.6	62.3	65.1	65.8	70.9	72.1	75.1	76.6
Santé humaine et action sociale	27.5	32.6	40.5	44.9	44.4	45.5	46.1	45.9	46.7
Arts, spectacles et activités récréatives	27.9	33.6	40.2	42.4	48.8	48.9	49.0	49.4	49.9
Autres activités de services	21.5	25.8	32.1	33.6	35.0	36.6	37.3	38.1	39.9
Activités des ménages en tant qu'employeurs	13.5	15.8	22.7	20.0	21.0	21.4	22.2	22.6	23.5
Total	30.7	36.0	44.9	46.2	46.6	48.1	49.1	50.1	51.7

Source : STATEC

Tableau 2: Ecart du salaire moyen nominal dans les branches par rapport à la moyenne de l'ensemble des branches Luxembourg, 1995–2013 (indices; ensemble des branches = 100)

	1995	2000	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Agriculture, sylviculture et pêche	55.1	72.2	54.2	55.5	54.7	51.8	52.7	52.8	53.9
Industries extractives	103.1	92.6	96.4	99.6	95.8	87.4	87.6	83.9	79.8
Industrie manufacturière	102.5	99.7	93.9	93.1	90.4	90.4	91.9	91.6	91.8
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	151.5	147.5	144.6	144.8	148.7	144.2	143.4	150.6	144.7
Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	102.1	104.6	98.3	96.1	95.6	91.8	93.8	90.9	89.6
Construction	72.0	69.3	69.1	69.2	70.0	68.0	69.7	69.1	67.9
Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	70.9	68.6	71.0	72.3	73.7	73.5	73.4	73.9	74.2
Transports et entreposage	109.5	107.9	98.6	97.9	100.4	100.8	102.8	101.0	100.5
Hébergement et restauration	56.5	55.6	53.9	53.8	50.7	49.8	50.2	49.5	49.6
Information et communication	133.3	121.8	125.2	126.4	129.0	128.6	129.5	127.7	125.4
Activités financières et d'assurance	174.5	177.5	177.8	167.6	165.3	169.0	164.4	167.0	172.8
Activités immobilières	70.3	77.4	92.9	90.2	91.7	88.7	86.2	88.4	89.6
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	111.9	111.1	116.4	120.4	120.5	121.3	122.2	120.4	118.1
Activités de services administratifs et de soutien	53.7	52.7	52.8	53.7	53.9	53.8	54.9	55.1	53.1
Administration publique	129.3	128.1	134.3	130.2	125.5	126.5	125.9	126.0	124.8
Enseignement	136.2	135.1	138.7	140.9	141.1	147.6	146.8	150.1	148.0
Santé humaine et action sociale	89.4	90.6	90.1	97.3	95.3	94.7	93.8	91.6	90.3
Arts, spectacles et activités récréatives	90.7	93.4	89.5	91.9	104.7	101.8	99.8	98.6	96.5
Autres activités de services	69.9	71.7	71.5	72.8	75.0	76.1	76.0	76.1	77.2
Activités des ménages en tant qu'employeurs	44.1	43.9	50.5	43.3	45.0	44.6	45.2	45.2	45.5
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source : STATEC

**Tableau 3: Evolution du salaire moyen nominal par branches au Luxembourg, 1995–2013
(base 1995=100)**

	1995	2000	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Agriculture, sylviculture et pêche	100.0	153.7	143.8	151.4	150.9	147.2	152.8	156.2	164.8
Industries extractives	100.0	105.3	136.8	145.3	141.1	132.6	135.8	132.6	130.3
Industrie manufacturière	100.0	114.0	134.0	136.5	134.0	138.0	143.3	145.5	150.8
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	100.0	114.1	139.6	143.6	149.0	148.9	151.2	162.0	160.8
Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	100.0	120.1	140.9	141.5	142.3	140.7	146.8	145.1	147.8
Construction	100.0	112.8	140.2	144.5	147.5	147.6	154.7	156.3	158.7
Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	100.0	113.4	146.5	153.3	158.0	162.2	165.4	170.0	176.4
Transports et entreposage	100.0	115.5	131.8	134.4	139.2	144.0	150.1	150.4	154.6
Hébergement et restauration	100.0	115.3	139.6	143.1	136.4	138.0	142.0	142.9	147.8
Information et communication	100.0	107.1	137.4	142.6	147.0	151.0	155.3	156.2	158.5
Activités financières et d'assurance	100.0	119.2	149.0	144.4	143.8	151.5	150.6	155.9	166.8
Activités immobilières	100.0	129.1	193.2	192.8	198.0	197.3	195.8	204.8	214.5
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	100.0	116.3	152.1	161.7	163.5	169.6	174.5	175.2	177.8
Activités de services administratifs et de soutien	100.0	115.0	143.8	150.2	152.3	156.7	163.2	167.0	166.3
Administration publique	100.0	116.1	151.9	151.4	147.4	153.1	155.6	158.8	162.5
Enseignement	100.0	116.3	149.0	155.5	157.3	169.5	172.2	179.6	183.0
Santé humaine et action sociale	100.0	118.7	147.4	163.7	161.8	165.7	167.7	167.0	170.1
Arts, spectacles et activités récréatives	100.0	120.7	144.4	152.3	175.2	175.6	175.9	177.2	179.2
Autres activités de services	100.0	120.2	149.6	156.7	163.0	170.4	173.8	177.3	185.9
Activités des ménages en tant qu'employeurs	100.0	116.8	167.7	147.7	154.9	158.3	163.9	167.2	173.7
Total	100.0	117.2	146.3	150.4	151.9	156.4	159.8	163.0	168.4

Source : STATEC

L'évolution des salaires par branche depuis 1995

Le salaire moyen *nominal* de l'ensemble des branches économiques du Luxembourg a augmenté de 65% de 1995 à 2013 (voir Tableau 4). La hausse est la plus forte dans les « activités immobilières » (+115%), dans l'enseignement (+83%), dans la branche des « Arts, spectacles et activités récréatives » (+79%) et dans les « activités spécialisées, techniques et scientifiques » (+78%). Dans ces branches, l'augmentation du salaire moyen nominal dépasse la moyenne de l'économie luxembourgeoise, tout comme dans la branche des « services administratifs et de soutien » (+66%), dans la « santé humaine et l'action sociale » (+70%) et dans le commerce (+76% de 1995 à 2013). L'augmentation du salaire moyen nominal dans l'administration publique proprement dite (+63% de 1995 à 2013) se situe un peu en-dessous de la moyenne. Dans les services financiers, le salaire moyen nominal évolue dans la moyenne de l'économie luxembourgeoise (+67% de 1995 à 2013).

Par contre, la hausse du salaire moyen nominal dans l'industrie (+51% de 1995 à 2013) est largement inférieure à la moyenne, de même que dans l'hôtellerie et la restauration, où la hausse du salaire moyen nominal entre 1995 à 2013 se situe aux alentours de 48%, et dans les transports où l'augmentation est de 55%.

3.3 Les effets de la crise économique ...

La crise économique s'exprime dans une chute très prononcée de la valeur ajoutée nominale par emploi dans l'ensemble de l'Europe à partir du milieu de l'année 2008. Au Luxembourg la baisse de la valeur ajoutée par emploi est tout aussi prononcée que ne l'était la hausse exceptionnelle de 2005 à 2007 (voir Graphique 2).

La chute très forte de la valeur ajoutée par emploi au Luxembourg s'explique à la fois par le recul de la valeur ajoutée totale et par un « *labour hoarding* » important c'est-à-dire en fait un maintien de l'emploi, malgré la baisse de la VAB (voir à ce sujet: Note de conjoncture du STATEC, n° 1/2010). Le total de la valeur ajoutée nominale du Luxembourg est passé de 33.8 milliards d'euros en 2007 à 33.6 milliards d'euros en 2008 et à 31.9 milliards d'euros en 2009, soit une variation de -5.6% entre 2007 et 2009. Dans la zone euro, la valeur ajoutée totale nominale a encore augmenté de 2007 à 2008 (+2.8%), avant de reculer de 3.3% en 2009. Alors que la différence entre 2007 et 2009 est de -5.6% au Luxembourg, la valeur ajoutée totale nominale dans la zone euro n'était, en 2009, que de 0.6% inférieure à son niveau de 2007.

En revanche, l'emploi intérieur total (salariés et indépendants) du Luxembourg a augmenté – et cela même fortement – pendant la crise: il passe de

333 000 en 2007 à 349 700 en 2008 et 352 800 en 2009 (un plus de quelque 10 000 personnes), soit une augmentation de quelque 6% entre 2007 et 2009. Il en découle une variation négative de la valeur ajoutée nominale par emploi de -11% au Grand-Duché. Dans la zone euro, contrairement au Luxembourg, l'emploi a *reculé* de 1.0% de 2007 à 2009. La valeur ajoutée nominale par emploi dans la zone euro est donc en 2009 légèrement supérieur à son niveau de 2007 (+0.5% contre -11.0% au Luxembourg, rappelons-le).

Le recul de la VAB par emploi concerne tous les grands secteurs économiques au Luxembourg (voir Graphique 5). Pour l'industrie, les « services financiers et d'assurance » et la construction il y a même eu déjà recul en 2008. C'est uniquement dans la branche « commerce, HORECA, transports » et dans la branche « activités spécialisées, techniques et scientifiques » que la valeur ajoutée par emploi a connu une faible augmentation en 2008.

Signe de la reprise, la valeur ajoutée par emploi au Luxembourg s'oriente à la hausse à partir du 3^{ème} trimestre 2009. La valeur ajoutée totale nominale au Luxembourg évolue de 31.9 milliards d'euros en 2009 à 35.5 milliards d'euros en 2010, soit une augmentation de plus de 11% en valeur. En même temps, l'emploi croît de nouveau de façon conséquente en passant de 352 800 en 2009 à 359 200 en 2010 (un plus de 6 400 emplois), soit un taux de croissance de 1.8% de l'emploi. La valeur ajoutée par emploi augmente donc d'environ 9% en valeur nominale en 2010 par rapport à 2009.

En valeur nominale, la VAB générée par l'économie luxembourgeoise augmente encore en 2011, mais à un rythme un peu moins soutenu qu'en 2010. Elle passe de 35.5 milliards d'euros en 2010 à 37.6 milliards en 2011, soit une augmentation nominale de 5.8%. La croissance de l'emploi s'accélère en 2011 par rapport à 2010: l'emploi intérieur total au Grand-Duché passe de 359 200 en 2010 à 369 800 en 2011, soit un plus de 10 600 emplois ou une croissance de l'emploi de 3.0%. Comme la valeur ajoutée totale nominale progresse moins vite en 2011 qu'en 2010 (5.8% en 2011 contre 11.3% en 2010) et que, de l'autre côté, l'emploi évolue de façon plus dynamique en 2011 qu'en 2010 (+3.0% en 2011 contre 1.8% en 2010), la croissance de la valeur ajoutée nominale par emploi n'est que de 2.8% en 2011 (contre quelque 9.3% en 2010).

La valeur ajoutée totale nominale passe de 37.6 milliards d'euros en 2011 à 38.5 milliards en 2012, soit une augmentation de 2.4% par rapport à 2011 (ce

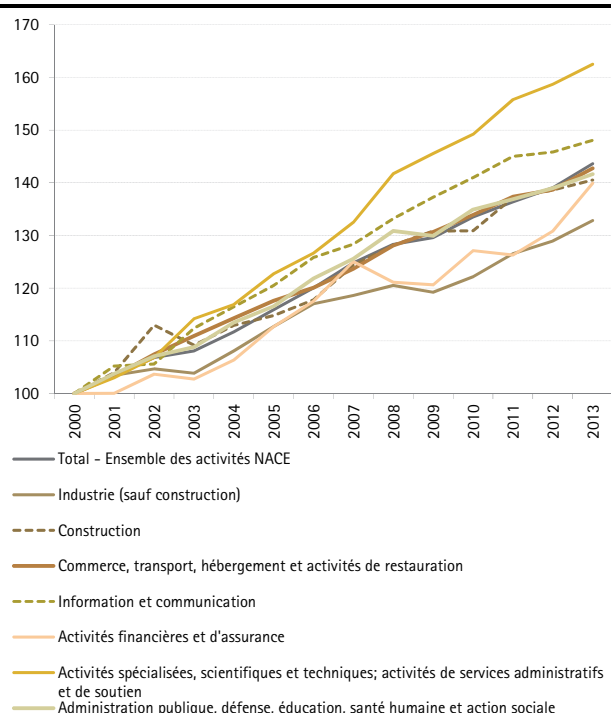
qui correspond à un ralentissement par rapport à 2011 où la valeur ajoutée totale nominale avait encore augmenté de 5.8%). En même temps l'emploi évolue de 369 800 personnes en 2011 à 378 900 en 2012, ce qui correspond à un accroissement de 2.5%. Il en résulte que la valeur ajoutée nominale *par emploi* se tasse légèrement en 2012 (-0.1%).

Finalement, la valeur ajoutée totale nominale passe de 38.5 milliards d'euros en 2012 à 40.6 milliards en 2013, soit une augmentation de 5.6% par rapport à 2012, correspondant à une accélération de croissance de la VAB nominale par rapport à 2012 où elle n'avait augmenté que de 2.4%. En même temps l'emploi évolue de 378 900 personnes en 2012 à 385 500 en 2013, ce qui correspond à un accroissement de 1.7%. Il en résulte que la valeur ajoutée nominale *par emploi* s'accroît assez fortement en 2013 (+3.8%).

En ce qui concerne l'évolution des salaires nominaux par branche au cours des années récentes, on constate d'abord que c'est dans les services financiers que l'évolution est la moins favorable en 2008 et en 2009. Dans cette branche économique, le salaire moyen nominal recule de 3.1% en 2008, alors que le salaire moyen nominal dans l'ensemble de l'économie a encore *augmenté* de 2.8% au cours de l'année 2008. Ce taux de croissance global ne se situe que légèrement en-dessous de la moyenne des années 2000-2007, où le salaire nominal avait augmenté de 3.2% par an (voir Tableau 4). En effet, mis à part les services financiers, l'administration publique (le salaire moyen nominal dans cette branche recule de 0.4% en 2008), l'évolution des salaires dans les autres branches est encore assez dynamique, notamment dans le commerce où le salaire moyen nominal a encore augmenté de 4.6% en 2008. Dans l'industrie, le salaire nominal évolue également à la hausse (+1.9% en 2008), mais ce taux se situe largement en-dessous de la moyenne nationale de 2.8%.

C'est en 2009 que la crise se fait sentir de manière claire dans l'évolution du salaire nominal. L'augmentation du salaire moyen de l'ensemble des branches n'est que de 1.0% en valeur nominale au Luxembourg. En effet, mis à part le commerce (+3.1% en 2009), la construction (+2.1%), les transports (+3.6%) et la distribution d'électricité (+3.7%), dans les autres branches, l'évolution du salaire nominal est assez atone ou négatif en 2009. Dans l'administration publique (-2.6% en 2009), l'hébergement et la restauration (-4.7%), la santé et l'action sociale (-0.4%), dans l'industrie (-1.9%) et dans les services financiers (-0.4%), l'évolution est la moins positive.

Graphique 6: Evolution du salaire moyen nominal par branche au Luxembourg, 2000-2013 (indices: 2000 = 100)



Source : STATEC

Tableau 4: Taux de variation annuel du salaire moyen nominal selon les branches au Luxembourg de 2000 à 2013 (en %)

	2000- 2007	2008	2009	2010	2011	2012	2008- 2012	2013
Agriculture, sylviculture et pêche	-0.7	5.3	-0.3	-2.5	3.8	2.2	1.7	5.5
Industries extractives	3.9	6.2	-2.9	-6.0	2.4	-2.3	-0.5	-1.8
Industrie manufacturière	2.3	1.9	-1.9	3.0	3.9	1.5	1.7	3.6
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	3.0	2.9	3.7	-0.1	1.6	7.1	3.0	-0.7
Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	2.3	0.5	0.5	-1.1	4.4	-1.2	0.6	1.9
Construction	3.2	3.0	2.1	0.0	4.8	1.1	2.2	1.5
Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	3.7	4.6	3.1	2.6	2.0	2.7	3.0	3.8
Transports et entreposage	1.9	2.0	3.6	3.4	4.2	0.2	2.7	2.8
Hébergement et restauration	2.8	2.5	-4.7	1.2	2.9	0.6	0.5	3.4
Information et communication	3.6	3.8	3.0	2.7	2.8	0.6	2.6	1.5
Activités financières et d'assurance	3.3	-3.1	-0.4	5.4	-0.6	3.6	1.0	7.0
Activités immobilières	6.0	-0.2	2.7	-0.4	-0.7	4.6	1.2	4.7
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	3.9	6.3	1.1	3.7	2.9	0.4	2.9	1.5
Activités de services administratifs et de soutien	3.3	4.5	1.4	2.9	4.1	2.3	3.0	-0.4
Administration publique	3.9	-0.4	-2.6	3.8	1.7	2.0	0.9	2.3
Enseignement	3.6	4.4	1.2	7.7	1.6	4.3	3.8	1.9
Santé humaine et action sociale	3.1	11.0	-1.1	2.4	1.2	-0.4	2.6	1.8
Arts, spectacles et activités récréatives	2.6	5.5	15.1	0.2	0.1	0.7	4.3	1.1
Autres activités de services	3.2	4.7	4.0	4.5	2.0	2.0	3.5	4.9
Total	3.2	2.8	1.0	3.0	2.2	2.0	2.2	3.4
Total sans le secteur financier	3.3	4.0	1.6	2.7	3.0	1.6	2.6	2.5

Source : STATEC

En 2010, l'évolution du salaire moyen est plus favorable dans l'économie luxembourgeoise dans son ensemble (+3.0% en 2010, contre +1.0% en 2009), mis à part dans la construction où le salaire moyen stagne et dans la distribution d'électricité où on note un recul de 0.1% et dans la production et la distribution d'eau et gestion des déchets avec une variation de -1.1% du salaire moyen. Dans l'hôtellerie et la restauration, le salaire moyen nominal n'augmente que faiblement en 2010 (+1.2%). Au cours de cette année, une des progressions les plus importantes a eu lieu dans le secteur « non concurrentiel » avec une progression de 3.8% du salaire moyen nominal dans l'administration publique et de 7.7% dans l'éducation. Il est vrai que dans ces deux branches, les salaires avaient évolué beaucoup moins favorablement en 2009. Dans les services financiers, l'augmentation est substantielle (+5.4% en 2010), mais cette augmentation suit deux années de recul du salaire moyen nominal dans cette branche. Dans l'industrie manufacturière, la progression du salaire moyen nominal (+3.0% en 2010) se situe dans la moyenne de l'ensemble des branches, après une année où le salaire nominal était en recul (-1.9% en 2009).

En 2011, l'augmentation du salaire nominal moyen (+2.2%) est un peu moins dynamique qu'en 2010 (+3.0%). Dans l'industrie et dans la construction, la progression du salaire moyen (3.9% et 4.8%) dépasse la moyenne de l'ensemble des branches. A noter cependant que, dans ces deux branches, l'augmentation du salaire moyen avait été faible en 2009, respectivement en 2010. A noter encore qu'en 2011, la croissance du salaire moyen dans l'administration (+1.7%) et dans l'enseignement (+1.6%) se situe en-dessous de la moyenne de l'économie luxembourgeoise, alors que l'augmentation y avait été substantielle en 2010. Enfin, en 2011, la variation du salaire moyen dans les services financiers est de nouveau négative (-0.6%), alors qu'au cours de l'année précédente (2010), le salaire moyen dans cette branche avait augmenté de 5.4%.

En 2012, la croissance du salaire moyen nominal dans l'ensemble de l'économie luxembourgeoise est de 2.0%, soit encore en légère diminution par rapport à 2011 (2.2%). Dans l'industrie (+1.5% en 2012), dans la construction (+1.1%), dans les transports (+0.2%), dans l'hébergement et la restauration (+0.6%) le taux est inférieur à la moyenne. Dans la branche de la santé et de l'action sociale, la variation est même légèrement négative (-0.4%), Dans le commerce (+2.7%) et dans les services financiers (+3.6% en

2012), la croissance du salaire moyen nominal est supérieure à cette moyenne.

En 2013, la croissance du salaire moyen nominal rebondit : pour l'ensemble de l'économie luxembourgeoise, on passe de +2.0% en 2012 à +3.4% en 2013. Dans le commerce (+3.8% en 2013), dans l'industrie (+3.6%) et dans l'hébergement et dans la restauration (+3.4%), la croissance est dans la moyenne. Dans toutes les autres branches (mis à part les industries extractives, la production et distribution d'électricité et les services administratifs et de soutien), la variation du salaire moyen nominal est également positive, même si elle se situe en-dessous de la moyenne de l'économie totale. Dans la construction, le salaire moyen augmente de 1.5% en valeur nominale en 2013, tout comme dans la branche « Information et communication ». Dans l'administration publique, la croissance du salaire nominal moyen est de 2.3% en 2013, dans l'enseignement de 1.9%. C'est cependant dans les services financiers que le salaire moyen nominal connaît la plus forte hausse, avec +7.0% en 2013. Cette augmentation est cependant due en partie aux indemnités de licenciement qui sont comptabilisées dans les salaires. Sans les services financiers, la croissance du salaire moyen nominal aurait été de seulement 2.5% en 2013 (et non pas de 3.4%). Toutefois, même sans les services financiers, on note une certaine accélération de la croissance du salaire nominal (de 1.6% en 2012 à 2.6% en 2013).

En résumé, en 2009, les taux de croissance du salaire moyen nominal sont marqués par un tassement en Europe comme au Luxembourg. Au Luxembourg, la croissance du salaire moyen nominal passe de 2.8% en 2008 à 1.0% en 2009, puis remonte à 3.0% en 2010. En 2011, la croissance du salaire moyen nominal recule à 2.2% en 2011 et en 2012, le taux est de 2.0%. En 2013, la croissance du salaire moyen accélère à 3.4% en valeur nominale.

Sur la période 2000-2007, le taux de croissance annuel du salaire moyen nominal était de 3.2% au Luxembourg. Pour les années 2008-2012 (croissance annuelle moyenne de 2.2%), on se situe donc assez largement en-dessous du niveau moyen des années 2000-2008. Néanmoins, comme la dégringolade de la valeur ajoutée par emploi était très importante à partir de la 2^{ème} moitié de l'année 2008, le coût salarial unitaire réel rebondit assez violemment, puis se rétablit avec la reprise (voir plus loin). En 2013, l'augmentation du salaire moyen (+3.4%) dépasse la moyenne des années 2000-2007. Toutefois, sans les services financiers (où l'augmentation du salaire

moyen résulte partiellement des indemnités de licenciement), la croissance du salaire moyen nominal (2.5% en 2013 sans les services financiers) se situerait encore en-dessous de la moyenne d'avant-crise (+3.3% par an de 2000 à 2007).

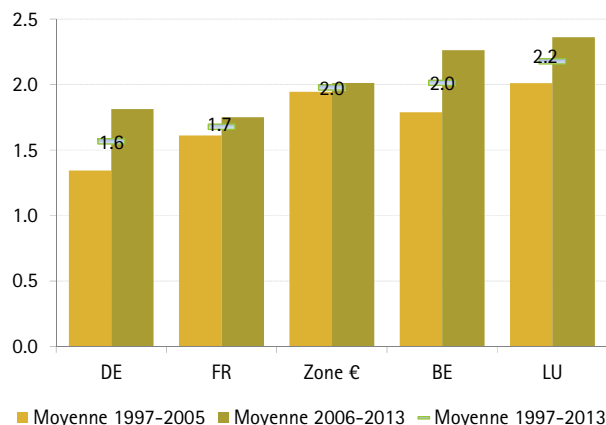
La crise que traversent plus particulièrement l'industrie et les services financiers se répercute sur l'évolution du salaire moyen dans ces deux branches (voir Tableau 4 et Graphique 6). Dans les activités financières et d'assurance, le salaire moyen nominal a peu augmenté entre 2008 et 2012 (1.0% de croissance en moyenne annuelle), comparé à la période antérieure (3.3% de croissance annuelle moyenne de 2000 à 2007). Dans l'industrie manufacturière, le salaire moyen nominal connaît une croissance de 1.7% par an de 2008 à 2012, contre 2.3% de 2000 à 2007. Dans l'hôtellerie et la restauration, de 2008 à 2012, le salaire moyen augmente également à un rythme largement inférieur à la période antérieure: 0.5% par an de 2008 à 2012, contre 2.8% de 2000 à 2007. Dans l'administration publique, le salaire nominal évolue de façon beaucoup moins dynamique de 2008 à 2012 (0.9% de croissance par an) que de 2000 à 2007 (3.9%).

Dans la branche « santé humaine et action sociale », le taux de croissance du salaire moyen nominal de 2008 à 2012 (2.6%) est inférieur à celui de la période 2000-2007 (3.1%), mais l'évolution reste un peu plus dynamique que pour le salaire moyen de l'économie luxembourgeoise dans son ensemble (2.2% de croissance du salaire nominal de 2008 à 2012). Dans le commerce, le salaire nominal progresse à un rythme légèrement inférieur de 2008 à 2012 qu'avant la crise (3.7% en moyenne annuelle de 2000 à 2007 et 3.0% de 2008 à 2012).

Enfin, dans l'enseignement, la croissance du salaire nominal est même plus dynamique qu'avant la crise. Le salaire moyen dans cette branche a augmenté de 3.6% par an de 2000 à 2007. De 2008 à 2012, le taux de croissance atteint 3.8%. Dans les « arts et spectacles », on retrouve également ces caractéristiques.

3.4 Le salaire moyen en termes de pouvoir d'achat

Graphique 7 : Taux d'inflation moyen annuel sur la période 1997-2013 (en %)



Sources : STATEC, EUROSTAT N.B. : Indice des prix à la consommation national (IPCN) pour le Luxembourg ; Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) pour la zone euro et les pays voisins

Graphique 8 : Taux d'inflation annuel de 1997 à 2013 (en %)



Sources : STATEC, EUROSTAT N.B. : Indice des prix à la consommation national (IPCN) pour le Luxembourg ; Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) pour la zone euro et les pays voisins

Dans ce qui a été dit ci-devant, les salaires sont appréhendés en termes nominaux et de structure par branches. Il convient néanmoins de ne pas perdre de vue que les salaires peuvent également être approchés par le pouvoir d'achat.

En exprimant le salaire moyen et son évolution en termes de pouvoir d'achat, on ne peut évidemment éviter un biais pour le Luxembourg. Dans le montant total des salaires et dans le salaire moyen, sont inclus

les salaires des frontaliers. Or, les frontaliers sont surreprésentés dans certaines branches et on a vu que les salaires des différentes branches n'évoluent pas à la même cadence. En outre, on retient implicitement l'hypothèse que l'ensemble du salaire soit dépensé au Luxembourg, ce qui n'est évidemment ni le cas pour les frontaliers, ni d'ailleurs pour les résidents.

L'inflation

L'inflation moyenne au Luxembourg est plus élevée que dans les pays voisins et dans la zone euro sur la période 1997-2013: 2.2 % en moyenne annuelle au Grand-Duché, contre 2.0 % dans la zone euro et en Belgique, 1.6 % en Allemagne et 1.7 % en France (voir Graphique 7). C'est surtout en 2000 et en 2001, pendant les années 2005 et 2006 et de nouveau de 2010 à 2012, que le taux d'inflation au Luxembourg dépasse assez largement la moyenne européenne (voir Graphique 8). D'une manière générale, l'inflation au Luxembourg est cependant plus faible sur la période 1997-2005 que sur la période 2006-2013, et ce malgré le taux d'inflation très faible de l'année 2009 (0.4% au Luxembourg). Cette caractéristique se retrouve dans les pays voisins, mais plus particulièrement en Allemagne et en Belgique où le taux d'inflation moyen est également très supérieur sur la période 2006-2013, comparée aux années 1997-2005.

L'évolution du salaire moyen en termes de pouvoir d'achat

L'inflation fait que l'évolution à la hausse du pouvoir d'achat des salaires est évidemment beaucoup moins importante qu'en valeur nominale. En 2013, le salaire moyen nominal dans la zone euro est de 32.7% plus élevé qu'en 2000 (voir Graphique 9). En termes de pouvoir d'achat, l'écart entre 2000 et 2013 n'est que de +1.3%. Pour le Luxembourg, on passe d'un écart de +43.7% en valeur nominale entre 2000 et 2013, à +6.5% en termes de pouvoir d'achat. Pour la Belgique, l'écart entre le salaire moyen nominal de 2000 et celui de 2013 est de +37.9%. En termes de pouvoir d'achat, l'augmentation est réduite à 4.6%. En France, le salaire nominal en 2013 est de 39.7% plus élevé qu'en 2000, le salaire moyen en termes de pouvoir d'achat de seulement 10.0% (voir Graphique 9).

En termes de pouvoir d'achat, l'évolution du salaire moyen en France depuis 2000 est un peu plus favorable qu'au Luxembourg. Il ne faut cependant pas oublier, qu'en niveau, le salaire moyen au Luxembourg est plus élevé qu'en France (51 700 € par an au

Luxembourg et 33 000 € en France en 2013). En Allemagne et en Belgique, le salaire moyen est de respectivement 31 000 € et 38 700 € en 2013. Dans la zone euro, le salaire moyen se situe aux environs de 29 300 € en 2013 (voir annexe 2).

L'Allemagne constitue en cas un peu à part. Le salaire moyen nominal n'y a augmenté que de 22.3% entre 2000 et 2013. En termes de pouvoir d'achat, le salaire moyen en 2013 est même de quelque 2% *inférieur* à son niveau de 2000. Evidemment, cette évolution en Allemagne pèse sur la moyenne de la zone euro.

D'une manière générale, le différentiel de l'évolution du salaire moyen entre les pays est beaucoup plus réduit en termes de pouvoir d'achat qu'en termes nominaux.

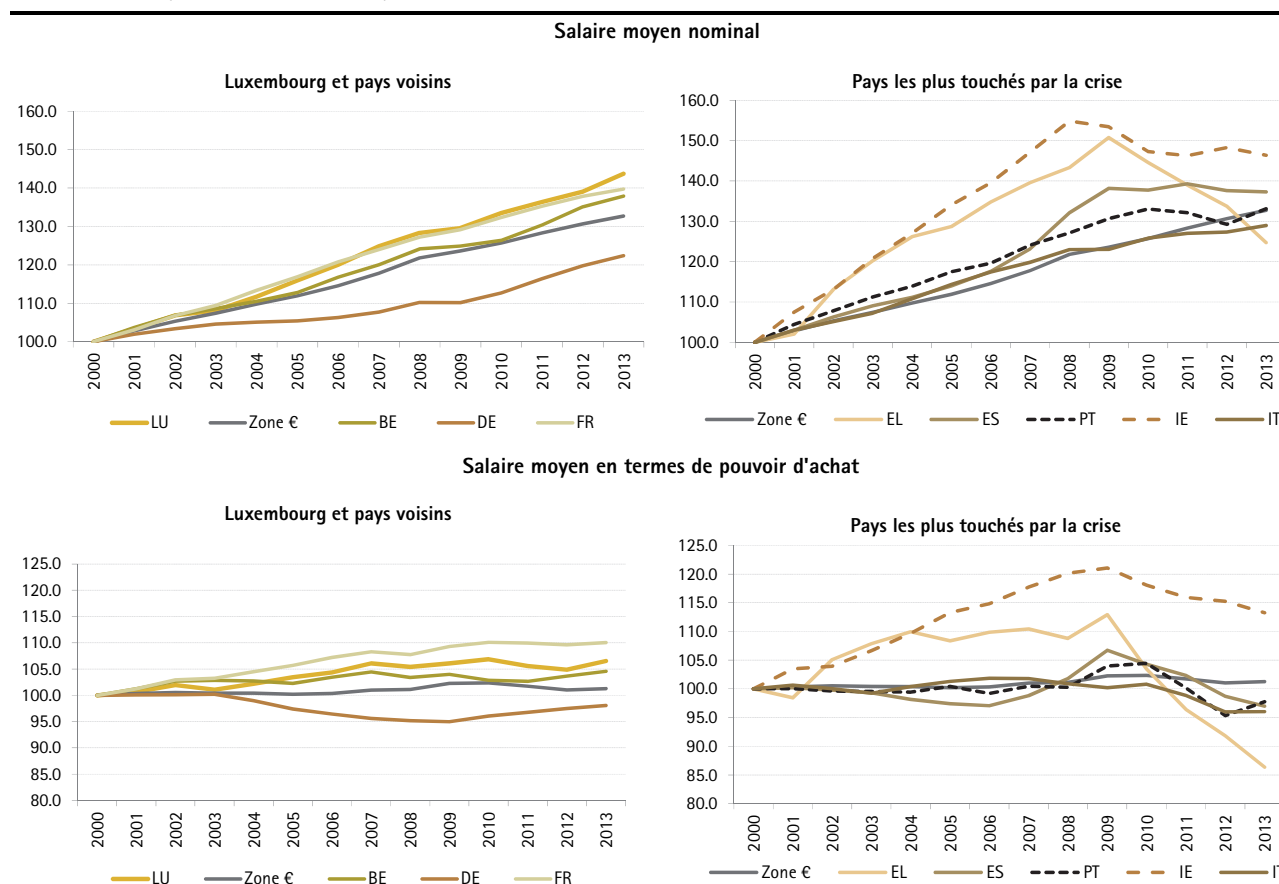
L'inflation ampute logiquement les salaires nominaux. En conséquence, les taux de variation du salaire moyen « réel » se situent – parfois largement pendant les années de très forte inflation au Luxembourg,

comme en 2001, 2008 et 2011 – en-dessous des taux de variation du salaire nominal. Les variations annuelles du salaire moyen nominal, d'une part, et celles du salaire moyen en termes de pouvoir d'achat sont cependant étroitement corrélés (voir Graphique10). En d'autres mots, les mouvements à la hausse et à la baisse sont, globalement, parallèles.

Les années de crise

Les années récentes sont marquées par une évolution assez erratique du salaire moyen en termes de pouvoir d'achat (voir Graphique10). En 2008, le taux de croissance du salaire moyen nominal est de 2.8% (en recul par rapport à l'année 2007, où le taux de croissance du salaire moyen nominal était encore de 4.0%). Or, la même année 2008 est caractérisée par un taux d'inflation élevé de 3.4% (et en forte hausse par rapport à 2007 où il était de 2.3%). Il en découle que le pouvoir d'achat du salaire moyen évolue négativement en 2008 (-0.6%).

Graphique 9: Evolution du salaire moyen nominal et du salaire moyen en termes de pouvoir d'achat, 2000-2013 (base 2000 = 100)



Sources : STATEC, EUROSTAT

En 2009, le taux de croissance du salaire moyen nominal est assez faible (1.0%). Néanmoins, comme le taux d'inflation est également faible (0.4%), le taux de croissance du salaire en termes de pouvoir d'achat reste faiblement positif (0.6%).

En 2010, la croissance du salaire nominal passe à 3.0%. Or, comme le taux d'inflation est également en augmentation (2.3% en 2010), la variation du pouvoir d'achat est assez réduite (0.7% en 2010).

En 2011, le taux de croissance du salaire moyen nominal (2.2%) se tasse par rapport à 2010 (3.0%), mais reste largement positif. Or, comme le taux d'inflation est en hausse (3.4%), la variation du pouvoir d'achat du salaire moyen devient négative (-1.2%).

En 2012, le taux de croissance de salaire nominal régresse légèrement par rapport à 2011: 2.0%, contre 2.2%. Cependant, le taux d'inflation au Luxembourg se tasse également assez fortement (de 3.4% en 2011 à 2.7% en 2012).

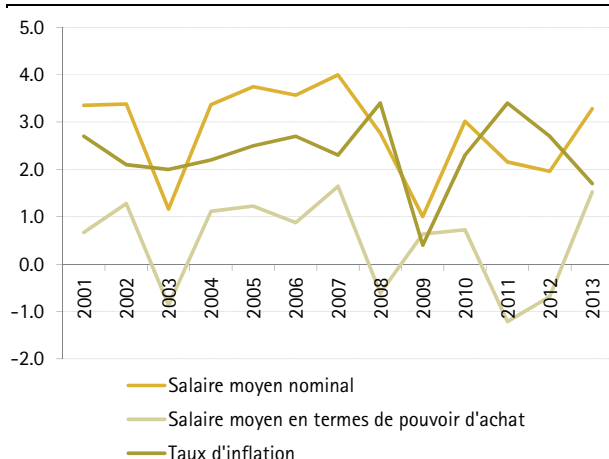
L'évolution du pouvoir d'achat du salaire moyen est donc encore négative en 2012 (-0.7%), mais un peu moins qu'en 2011.

En 2013, le salaire nominal moyen s'accroît de 3.3%. Comme en même temps, le taux d'inflation se tasse à 1.7%, le salaire moyen en termes d'achat connaît un bond de +1.6% en 2013 (voir Graphique 10).

En résumé, le taux de croissance du salaire nominal au Luxembourg est de 2.2% en moyenne annuelle de 2008 à 2012, alors que la moyenne pour les années antérieures (2000-2007) était de 3.2% de croissance annuelle. En termes de pouvoir d'achat, la variation annuelle du salaire moyen était de -0.2% au Grand-Duché pour les années 2008-2012, alors qu'elle était de +0.8% par an en moyenne annuelle pour les années 2000-2007. En 2013, l'évolution du salaire moyen qu'il soit nominal (+3.4%) ou réel (+1.6%) connaît un sursaut.

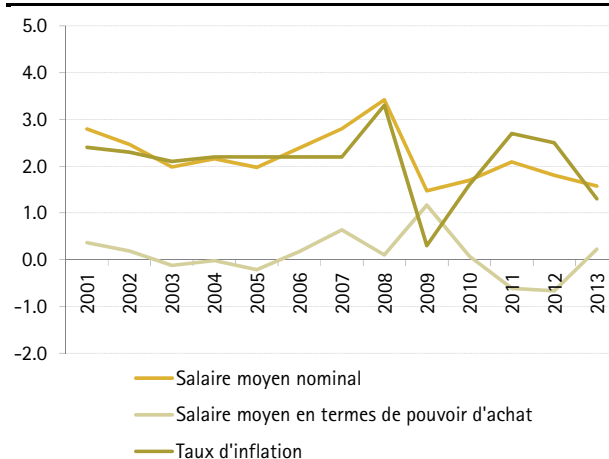
En comparant l'évolution luxembourgeoise à celle de la zone euro, on décèle des similarités et des divergences (voir Graphique 10, Graphique 121 et Graphique 12). A la fin des années 1990, la croissance du salaire nominal est importante au Luxembourg, comme dans la zone euro, puis se tasse suite à la crise du début des années 2000, avant de connaître une augmentation jusqu'en 2007-2008.

Graphique 10: Taux de variation annuel du salaire moyen nominal et en termes de pouvoir d'achat au Luxembourg, 2001-2013 (en %)



Source : STATEC

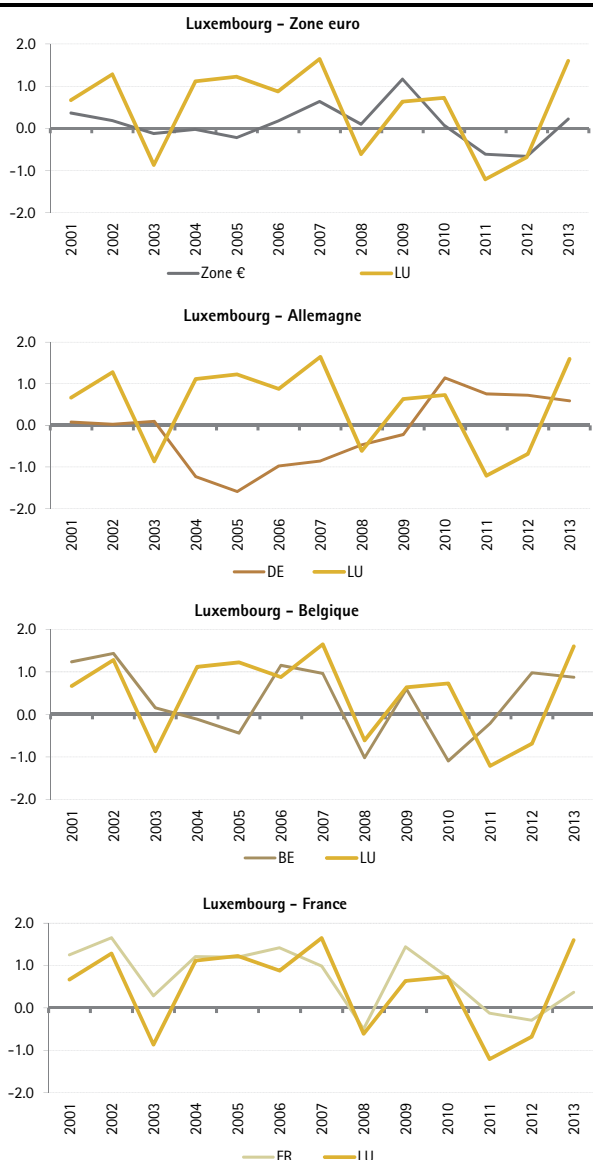
Graphique 11: Taux de variation annuel du salaire moyen nominal et en termes de pouvoir d'achat dans la zone euro, 2001-2013 (en %)



Sources : STATEC, EUROSTAT

L'envolée est cependant beaucoup plus prononcée au Luxembourg – surtout de 2004 à 2007 – que dans la zone euro. La crise se manifeste dans la chute du taux de croissance du salaire moyen nominal en 2009, mais une inflation très basse permet de maintenir une croissance en termes de pouvoir d'achat (bien que faible au Luxembourg, +0.6%). En 2010, la croissance du pouvoir d'achat du salaire moyen est pratiquement nulle dans la zone euro et faible (+0.7%) au Luxembourg. Malgré les taux de croissance assez conséquents du salaire moyen nominal au Grand-Duché et dans la zone euro en 2011 (respectivement 2.2% et 2.1%), la variation du pouvoir d'achat est négative (respectivement -0.7% au Luxembourg, comme dans la zone euro), ce qui résulte d'un taux d'inflation élevé.

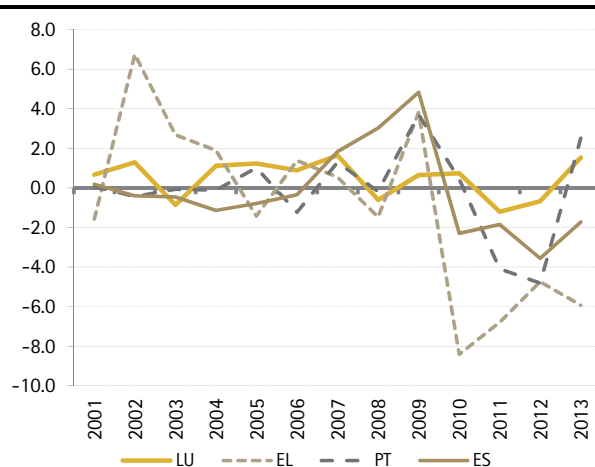
Graphique 12: Taux de variation annuel du salaire moyen en termes de pouvoir d'achat au Luxembourg, en Belgique, en Allemagne et dans la zone euro, 2001-2013 (en %)



Sources : STATEC, EUROSTAT

Au cours des 2011 et 2012, l'évolution du pouvoir d'achat du salaire moyen semble moins favorable au Luxembourg que dans les pays voisins (voir Graphique 12). Pour ces deux années, le taux de variation du salaire moyen en termes de pouvoir d'achat est négatif au Grand-Duché avec -1.2% en 2011 et -0.7% en 2012. En France, le taux est également négatif (-0.1% en 2011 et -0.3% en 2012), mais l'amplitude du recul est moindre qu'au Luxembourg. En Belgique, le pouvoir d'achat du salaire moyen évolue plutôt à la hausse: +1.0% en 2012, après un léger recul en 2011 (-0.2%).

Graphique 13: Taux de variation annuel du salaire moyen en termes de pouvoir d'achat au Luxembourg, en Grèce, en Espagne et au Portugal, 2000-2013 (en %)



Sources : STATEC, EUROSTAT

Si les années 2011 et 2012 ne sont donc pas favorables au Luxembourg comparé à la Belgique et à la France, l'année 2013 voit la tendance s'inverser : le salaire moyen réel augmente de 1.6% au Luxembourg, alors qu'en France la croissance n'est que de 0.4% et en Belgique de 0.9%.

C'est en Allemagne que l'évolution récente du pouvoir d'achat du salaire moyen est globalement la plus positive (voir Graphique 12): +1.1% en 2010, +0.8% en 2011, +0.7% en 2012 et +0.6% en 2013. Il est vrai que l'Allemagne sort d'une période où le pouvoir d'achat du salaire moyen a évolué de façon négative: le taux de variation du pouvoir d'achat était de -0.9% en moyenne annuelle de 2004 à 2009 en Allemagne, contre +0.8% au Luxembourg pendant la même période.

Il est intéressant de comparer l'évolution du pouvoir d'achat du salaire moyen au Luxembourg avec celle des pays les plus touchés par la crise (voir Graphique 13). A titre d'exemple, en Grèce, le taux de variation du pouvoir d'achat du salaire moyen recule très fortement pendant 4 années de suite: de -8.4% en 2010 (+0.7% au Luxembourg), de -6.8% en 2011 (-1.2% au Luxembourg) de -4.8% en 2012 (-0.7% au Luxembourg) et de -5.9% en 2013 (+1.6% au Luxembourg).

Tableau 5: Taux de variation annuel du salaire moyen en termes de pouvoir d'achat selon les branches au Luxembourg de 2000 à 2013 (en %)

	2000-2007	2008	2009	2010	2011	2012	2008-2012	2013
Agriculture, sylviculture et pêche	-3.0	1.8	-0.7	-4.7	0.4	-0.4	-0.7	3.7
Industries extractives	1.5	2.7	-3.3	-8.1	-1.0	-4.9	-2.9	-3.4
Industrie manufacturière	0.0	-1.5	-2.2	0.7	0.4	-1.1	-0.7	1.8
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0.7	-0.5	3.4	-2.3	-1.8	4.3	0.6	-2.4
Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	0.0	-2.8	0.1	-3.3	0.9	-3.8	-1.8	0.1
Construction	0.8	-0.3	1.7	-2.2	1.4	-1.6	-0.2	-0.2
Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	1.3	1.2	2.7	0.4	-1.3	0.1	0.6	2.0
Transports et entreposage	-0.4	-1.4	3.2	1.1	0.8	-2.4	0.3	1.0
Hébergement et restauration	0.4	-0.8	-5.0	-1.1	-0.5	-2.0	-1.9	1.7
Information et communication	1.3	0.4	2.7	0.4	-0.5	-2.0	0.2	-0.2
Activités financières et d'assurance	0.9	-6.3	-0.8	3.0	-3.9	0.9	-1.4	5.2
Activités immobilières	3.6	-3.5	2.3	-2.6	-4.0	1.9	-1.2	3.0
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1.5	2.8	0.7	1.4	-0.5	-2.2	0.5	-0.3
Activités de services administratifs et de soutien	0.9	1.0	1.0	0.6	0.7	-0.3	0.6	-2.1
Administration publique	1.5	-3.7	-3.0	1.5	-1.7	-0.6	-1.5	0.6
Enseignement	1.2	0.9	0.8	5.3	-1.7	1.6	1.4	0.2
Santé humaine et action sociale	0.8	7.4	-1.5	0.1	-2.1	-3.0	0.2	0.1
Arts, spectacles et activités récréatives	0.3	2.0	14.6	-2.0	-3.2	-1.9	1.9	-0.6
Autres activités de services	0.8	1.3	3.7	2.2	-1.4	-0.6	1.0	3.1
Total	0.8	-0.6	0.6	0.7	-1.2	-0.7	-0.2	1.6
Total sans secteur financier	0.9	0.6	1.2	0.4	-0.4	-1.0	0.2	0.8

Source : STATEC

En 2013, le pouvoir d'achat en Grèce se situe à 13.6% en-dessous de son niveau de 2000, alors qu'au Luxembourg, le pouvoir d'achat du salaire moyen est de 6.5% plus élevé qu'en 2000.

En ce qui concerne, l'évolution du pouvoir d'achat du salaire moyen selon les branches (voir Tableau5), on retrouve logiquement les caractéristiques déjà évoquées pour les salaires nominaux. Le pouvoir d'achat moyen des salariés de l'hôtellerie et de la restauration a diminué de 1.9% par an de 2008 à 2012, avant de se redresser en 2013 (+1.7%). Dans l'administration publique, le taux est également négatif (-1.5% en moyenne de 2008 à 2012), de même que dans les services financiers (-1.4% par an). Dans ces branches aussi, l'année 2013 est marquée par un rebond (+5.2% dans les services financiers et +0.6% dans l'administration publique). Dans pratiquement toutes les branches, le pouvoir d'achat du salaire moyen diminue ou augmente seulement légèrement de 2008 à 2012. Avec des taux positifs de respectivement 1.4% et 1.9% par an de 2008 à 2012, les branches de l'enseignement et des « arts, spectacles et activités récréatives » sont des exceptions, avec des taux d'augmentation du pouvoir d'achat du salaire moyen se situant au-dessus de 1%.

D'une manière générale, les variations du salaire moyen (nominal et en termes de pouvoir d'achat) sont plus prononcées au Luxembourg que dans la zone euro que ce soit à la hausse ou à la baisse. Néanmoins, les amplitudes importantes à la hausse en cours de période font que le taux de croissance du salaire moyen en termes de pouvoir d'achat est plus élevé sur l'ensemble des années 2000-2013 au Luxembourg (0.5% par an en moyenne) que dans la zone euro (0.1% par an en moyenne).

3.5 Le coût salarial de 2000 à 2013

Le coût salarial peut être présenté en termes de coût salarial moyen nominal, de coût salarial unitaire nominal et de coût salarial unitaire réel.

Le coût salarial moyen

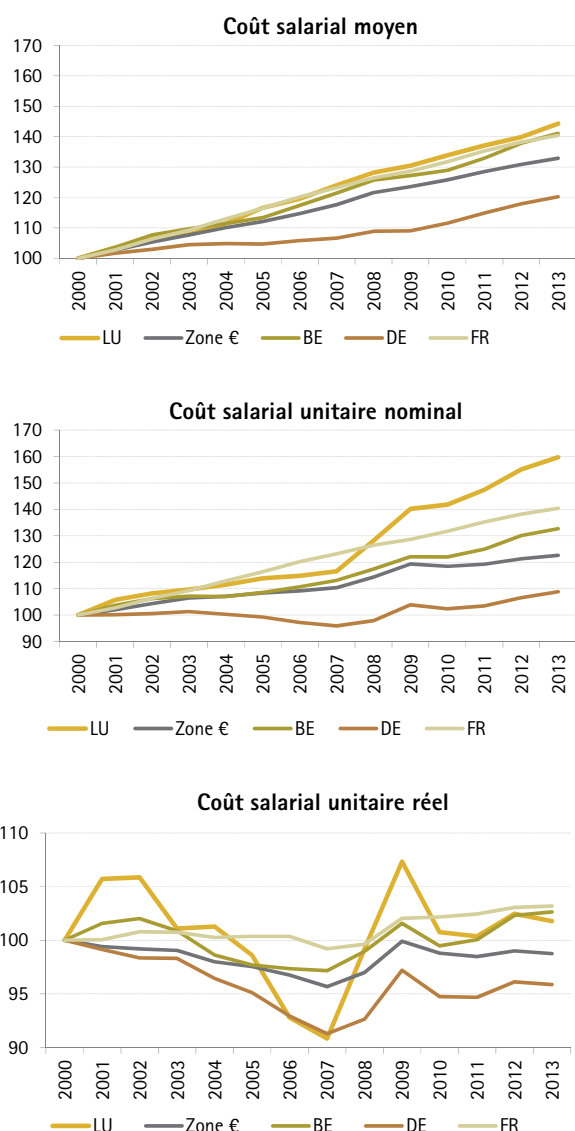
Le coût salarial moyen nominal (CSM) est obtenu à partir des comptes nationaux en divisant le total des rémunérations (qui incluent les charges sociales patronales) par le total des salariés. Le coût salarial moyen nominal au Luxembourg évolue plus rapidement que dans les pays voisins et dans la zone euro à partir de 2000 (voir Graphique14). Très schématiquement, dans l'ensemble de l'économie, le coût salarial nominal au Grand-Duché a augmenté de 44.2% de 2000 à 2013, alors que le taux correspondant se situe à 32.9% dans la zone euro. En Allemagne, l'augmentation du coût salarial ne dépasse pas les 20.2%.

Dans le secteur concurrentiel, c'est surtout dans les « activités spécialisées, techniques et scientifiques; activités de services administratifs et de soutien » et dans la branche « commerce, transports. HORECA » l'écart par rapport à la zone euro est le plus significatif (voir Annexe 1.1) Dans l'industrie l'évolution est comparable à la moyenne de la zone euro jusqu'en 2008. Au cours de la crise, dans l'industrie, le coût salarial moyen augmente moins fortement que dans la zone euro en moyenne. Dans la construction les caractéristiques sont similaires.

On a également vu que l'évolution du coût salarial est corrélée à l'évolution de la valeur ajoutée par emploi produite dans l'économie (voir Graphique 2).

Au Luxembourg, l'augmentation du coût salarial nominal entre 2000 et 2013 est de quelque 11 points de % plus élevée que dans la zone euro (+44.2% au Luxembourg contre +32.9% dans la zone euro).

Graphique 14: Evolution du coût salarial moyen (CSM) nominal, du coût salarial unitaire (CSU) nominal et du coût salarial unitaire (CSU) réel, 2000-2013 (base 100 = 2000)



Sources : STATEC, EUROSTAT

La valeur ajoutée nominale par emploi au Luxembourg a également connu une augmentation plus substantielle que dans la zone euro entre 2000 et 2013 (+41.7% au Luxembourg contre +34.6% dans la zone euro).

A noter qu'au Portugal, par exemple, le coût salarial nominal a augmenté de 37.3% de 2000 à 2013, mais la valeur ajoutée brute nominale a également augmenté de 45.1%.

Le coût salarial moyen nominal n'est en fait qu'un indicateur très imparfait pour effectuer des comparaisons internationales en matière de coût de la main d'œuvre. Il ne prend en compte ni le volume, ni la valeur produite par cette main-d'œuvre. C'est le coût salarial unitaire (CSU) qui est le plus souvent utilisé pour des comparaisons entre pays. Le CSU constitue un indicateur de référence en termes de compétitivité.

Le coût salarial unitaire (CSU) peut être exprimé de deux manières:

- le **CSU nominal** - qui est le plus souvent utilisé pour mesurer la compétitivité-coût - compare la rémunération par salarié à la productivité en volume (en d'autres mots à la VAB en volume divisée par l'emploi);
- le **CSU réel** compare la rémunération par salarié à la productivité en valeur (en d'autres mots à la VAB en valeur divisée par l'emploi). Dans sa forme inversée (rapport entre les prix de la valeur ajoutée et le CSU nominal), il constitue un indicateur de marge sur coût salarial unitaire ou encore du partage de la valeur ajoutée.

Le coût salarial unitaire

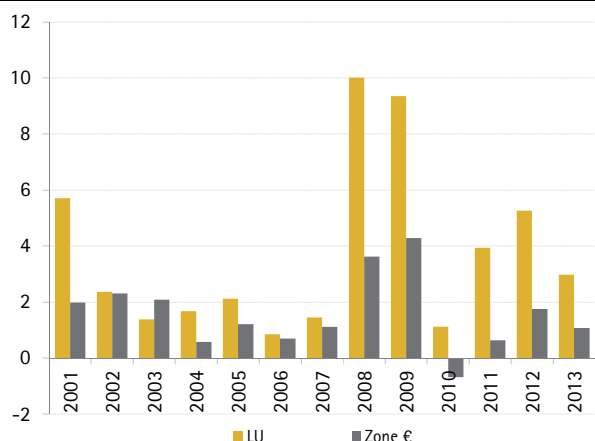
Le coût salarial unitaire nominal

On constate que dans l'ensemble des pays, et notamment dans les pays voisins, le CSU nominal est entraîné dans une forte hausse par la crise économique (voir Graphique). Au Luxembourg, l'évolution à la hausse du CSU nominal est particulièrement virulente dans la branche de l'industrie, dans la branche « commerce, transports, HORECA », dans celle des « services financiers » et, à un moindre degré, dans la construction. Dans la branche des « activités spécialisées, techniques et scientifiques; activités de services administratifs et de soutien », l'augmentation du CSU nominal au Luxembourg se situe également au-dessus de la moyenne de la zone euro (voir Annexe 1.2).

A noter que les mouvements importants à la hausse du CSU nominal se réalisent surtout au moment des ralentissements économiques brusques, comme en 2000-2001 et surtout en 2008-2009 et que ces mouvements sont de plus forte amplitude que dans la zone euro en moyenne (voir Graphique15). En 2008, le coût salarial unitaire nominal a bondi de 10.0% et, en 2009, de nouveau de 9.4%.

D'une manière générale et sur l'ensemble de la période prise en compte (2000-2013), l'Allemagne se « détache » des autres pays européens. De 2000 à 2007, le coût salarial unitaire nominal est en diminution, alors qu'il est orienté à la hausse dans les autres pays (voir Graphique 14).

Graphique 15: Taux de variation annuel du coût salarial unitaire (CSU) nominal, 2001-2013 (en %)



Sources : STATEC, EUROSTAT

En termes de compétitivité-coûts, l'Allemagne améliore donc sa position. Néanmoins, même l'Allemagne n'échappe pas à la remontée du CSU nominal lors de la crise de 2008 et 2009, sans cependant que cette augmentation ne réduise l'écart avec la moyenne de la zone euro.

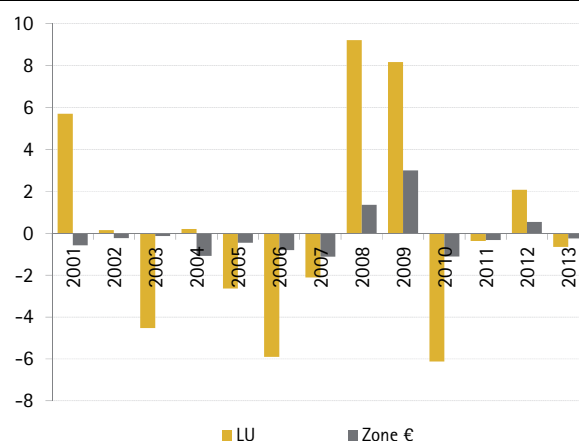
Le CSU nominal au Luxembourg connaît de nouveau une croissance assez importante en 2011 et en 2012, mais l'amplitude de cette hausse n'atteint pas les sommets des années 2008 et 2009. La hausse du CSU nominal est de +3.9% en 2011 et +5.3% en 2012 au Luxembourg (contre respectivement 0.6% et 1.8% en moyenne dans la zone euro. L'augmentation du coût salarial unitaire nominal au Luxembourg revient à +3.0% en 2013. Ce taux s'établit cependant toujours au-dessus de celui de la zone euro (+1.1%)

Le **CSU nominal** est en quelque sorte un indicateur du salaire ajusté par la productivité. La croissance du CSU nominal, perceptible à partir du début de l'année 2008, résulte surtout de l'affaiblissement de la productivité qui est d'ailleurs particulièrement sévère au Luxembourg.

Le coût salarial unitaire réel

Quant au **coût salarial unitaire (CSU) réel** au Luxembourg, il évolue fortement à la baisse de 2004 à 2007 (voir Graphique 14 et Graphique 6), période de forte croissance économique, faut-il le rappeler. Cette diminution du CSU réel – qui se reflète dans la diminution de la part salariale dans la valeur ajoutée (voir plus loin) est même plus importante qu'en Allemagne où la modération salariale depuis le tournant du siècle est évidente. Il est vrai qu'au Luxembourg, la valeur ajoutée (en valeur) a connu une croissance de loin supérieure à la moyenne européenne, plus particulièrement de 2005 à 2007 (voir Graphique 2).

Graphique 16: Taux de variation annuel du coût salarial unitaire (CSU) réel, 2001-2013 (en %)



Sources : STATEC, EUROSTAT

C'est dans la branche des services financiers et d'assurance, ainsi que dans la branche « activités spécialisées, techniques et scientifiques; activités de services administratifs et de soutien » que le recul du CSU réel de 2004 à 2007 est le plus visible. Dans la branche « commerce, transport, HORECA », le CSU réel recule également, mais seulement en 2006 et 2007. Dans l'industrie, la chute du CSU réel est très passagère et se limite à l'année 2007. Dans la construction, on ne constate pas de véritable diminution du CSU réel de 2004 à 2007, si ce n'est un léger tassement en 2007 (voir Annexe 1.3).

A partir du début de la crise au deuxième semestre 2008, le CSU réel a subi un mouvement à la hausse très brusque et de forte ampleur dû à la baisse de la valeur ajoutée (en valeur) qui n'est pas compensée par une réduction proportionnelle de l'emploi. Au Luxembourg, l'envol du CSU réel est encore plus spectaculaire que dans les pays voisins.

Les mouvements importants à la hausse du CSU réel se réalisent surtout au moment des ralentissements économiques brusques, comme en 2001 et en 2008-2009 et ces mouvements (à la hausse, comme à la baisse d'ailleurs) sont de plus forte amplitude que dans la zone euro en moyenne (voir Graphique 16).

On a déjà mentionné que la forte augmentation du CSU réel pendant la crise – plus particulièrement en 2008 et en 2009 –, résulte d'une chute très brutale de la valeur ajoutée brute (qui suit, rappelons-le, une période de très forte croissance de la VAB) et du fait que l'emploi n'a pas reculé au Luxembourg (plus haut). En 2008, la valeur ajoutée nominale par emploi recule de 5.4%, alors que la rémunération par salarié nominale augmente de 3.4%. Le CSU réel croît donc de quelque 9% en 2008. En 2009, la valeur ajoutée par emploi nominale recule encore de 5.9%. La rémunération par salarié par contre augmente de 1.8%. D'où une hausse du CSU réel d'environ 8%.

Finalement, avec la reprise économique à partir du 3^{ème} trimestre 2009, la valeur ajoutée (en valeur) par emploi se réoriente à la hausse en 2010 (+9.3%), alors que l'augmentation de la rémunération nominale par salarié n'est que de 2.6%. Le CSU réel recule en conséquence de quelque 6% 2010 par rapport à 2009. La VAB en valeur par emploi continue de croître en 2011 (+2.8%). Comme cette croissance est plus forte que l'augmentation de la rémunération nominale par salarié (+2.4% par rapport à 2010), le CSU réel recule encore un peu en 2011, quoique de façon beaucoup moins prononcée qu'en 2010. En 2012, la valeur ajoutée par emploi en valeur reste pratiquement stable au Luxembourg (-0.1%), alors que la rémunération par salarié évolue avec un taux de +2.0 (un taux positif d'un peu plus 1% pour les

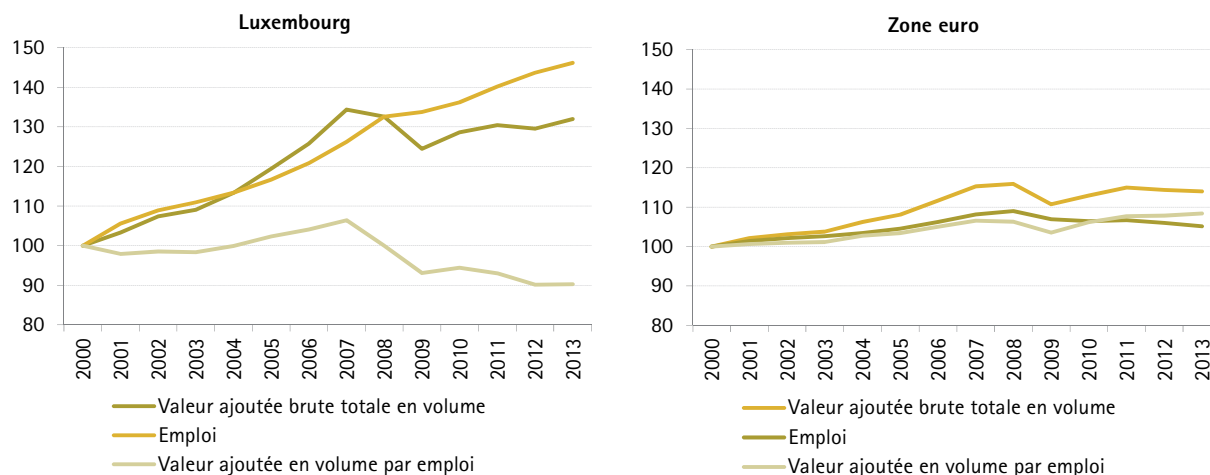
deux grandeurs), d'où une augmentation du coût salarial unitaire réel d'environ 2% en 2012. En 2013, la valeur ajoutée par emploi augmente de 3.8% en valeur au Luxembourg. La rémunération par salarié augmente également assez fortement (+3.1%), mais moins que la valeur ajoutée par emploi, d'où un tassement de CSU réel de -0.7%.

Le Graphique 17 donne un aperçu intéressant des spécificités de l'évolution de l'économie luxembourgeoise depuis une dizaine d'années. Reflet des taux de croissance exceptionnels au Luxembourg, la valeur ajoutée brute (VAB) en volume a augmenté de quelque 34% de 2000 à 2007, contre seulement 15% dans la zone euro. L'emploi dans l'économie luxembourgeoise a augmenté de 26% de 2000 à 2007, alors que dans la zone euro, l'augmentation de l'emploi n'était que de 8% sur cette période.

La crise fait qu'au Luxembourg la VAB (en vol.) s'effondre littéralement: en 2009, elle n'était plus que de 25% plus élevée qu'en 2000 (soit une variation de -9 points de % entre 2007 et 2009). Dans la zone euro, la VAB en volume connaît également un recul (-5 points de %).

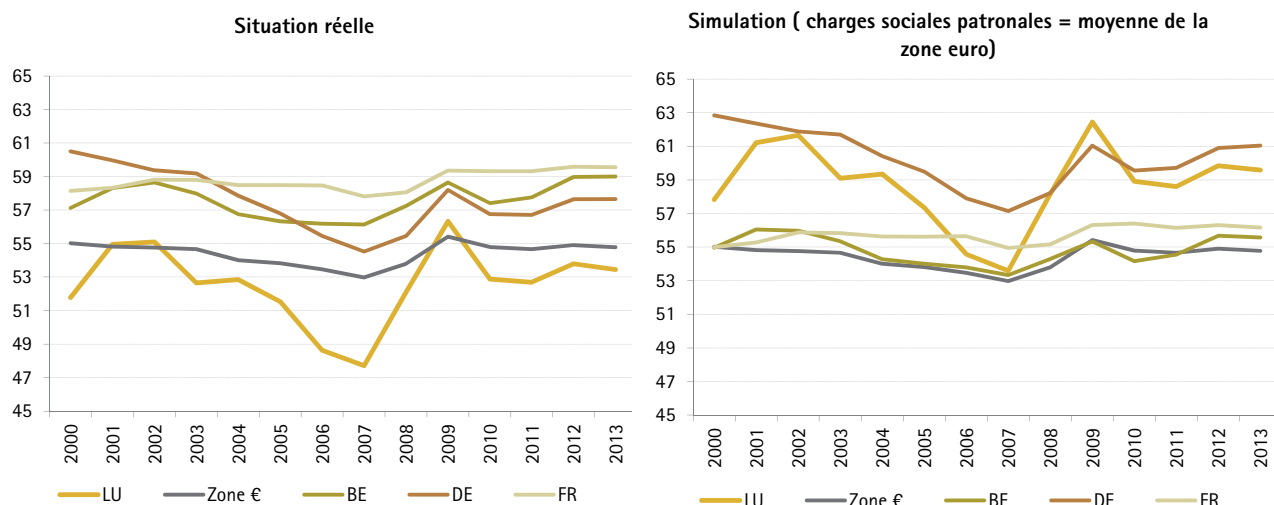
L'ampleur de l'effondrement de la productivité (VAB en vol. par emploi) au Luxembourg est la résultante de cette chute considérable de la VAB en volume qui n'est cependant pas accompagnée par une réduction proportionnelle de l'emploi (voir Graphique 17). L'emploi total augmente même en 2009 (une croissance de près de 1% en 2009 par rapport à 2008), alors qu'il diminue de près de 2% dans la zone euro.

Graphique 17: Emploi et productivité au Luxembourg et dans la zone euro, 2000-2013 (base 100 = 2000)



Sources : STATEC, EUROSTAT

Graphique 18: Simulation de l'impact des charges patronales sur le coût salarial unitaire réel (part salariale) en supposant que ces charges correspondent à la moyenne de la zone euro, 2000-2013 (rémunérations des salariés en % de la valeur ajoutée brute)



Sources : STATEC, EUROSTAT

A partir de 2009, on assiste à un rebond de la VAB en volume au Luxembourg. Etant donné que cette hausse de la VAB au Grand-Duché ne se traduit pas par une augmentation proportionnelle de l'emploi, la productivité rebondit légèrement en 2010. En 2011, la VAB en volume (+1.4%) continue de croître au Grand-Duché, même si c'est à un rythme moins élevé qu'en 2010 (+3.3%). Comme l'emploi croît assez fortement en 2011 (+3.0%, voir également à ce sujet le chapitre 1.1), la productivité se tasse de nouveau au Luxembourg. Ce tassement de la productivité se répète en 2012 (variation de la VAB en volume de -0.7% et augmentation de l'emploi de +2.5%). En 2013 la variation de la VAB en volume redevient positive (+1.9%). Comme l'augmentation de l'emploi a des proportions similaires (+1.7%), le gain de productivité n'est que marginal au Luxembourg en 2013.

A noter encore la VAB en volume n'a pas encore atteint en 2013 son niveau d'avant la crise. C'est encore moins le cas pour le niveau de productivité. L'aire située entre la courbe de la VAB en volume et celle de l'emploi représente les gains ou les pertes de productivité (voir Graphique 17). Le rapport VAB en vol./emploi en est l'expression. Si le différentiel de croissance de la VAB et de l'emploi entre la zone euro et le Luxembourg est saisissant, tel n'est pas le cas pour la productivité. L'évolution de la productivité au Luxembourg et dans la zone euro est assez comparable jusqu'à la crise, avec toutefois quelques nuances: entre 2000 et 2003, la croissance

relativement faible de la VAB en volume au Luxembourg va de pair avec une évolution moins favorable de la productivité au Luxembourg que dans la zone euro. De 2005 à 2007, période de croissance économique substantielle, l'évolution de la productivité est un peu plus favorable au Luxembourg que dans la zone euro. Par contre, la crise a plus affecté le Luxembourg en termes de productivité que la zone euro dans son ensemble.

La part salariale dans la valeur ajoutée

La part salariale dans la valeur ajoutée est définie ici comme le rapport entre le total des rémunérations, c'est-à-dire les salaires et traitements bruts auxquels on ajoute les cotisations patronales, et la valeur ajoutée. La part salariale est le miroir de l'évolution du coût salarial unitaire réel (CSU réel).

Pour l'ensemble de l'économie luxembourgeoise, on constate d'abord que la part salariale est plus faible – en niveau – que dans les pays voisins et dans la zone euro en moyenne. On note encore la diminution forte de la part salariale (et donc du CSU réel) de 2004 à 2007, puis une augmentation – suite à la crise – de la part salariale en 2008 et en 2009. Enfin, la part salariale se réoriente à la baisse parallèlement à la reprise de 2010 (voir Graphique 18).

L'impact des charges sociales patronales sur le niveau du CSU réel

Comment expliquer que la part salariale au Luxembourg se situe structurellement en dessous du niveau des pays voisins et de la zone euro. Trois raisons peuvent être évoquées:

- une part salariale relativement faible dans le secteur « Commerce, Transports, HORECA » (voir Annexe 1.4); une part salariale faible dans la branche « information et communication » (branche non reprise dans l'Annexe 1.4)
- un poids bien plus important dans l'économie luxembourgeoise de la branche des services financiers où la part salariale est structurellement plus faible que dans les autres branches;
- un poids des contributions sociales versées par les employeurs plus faible au Luxembourg.

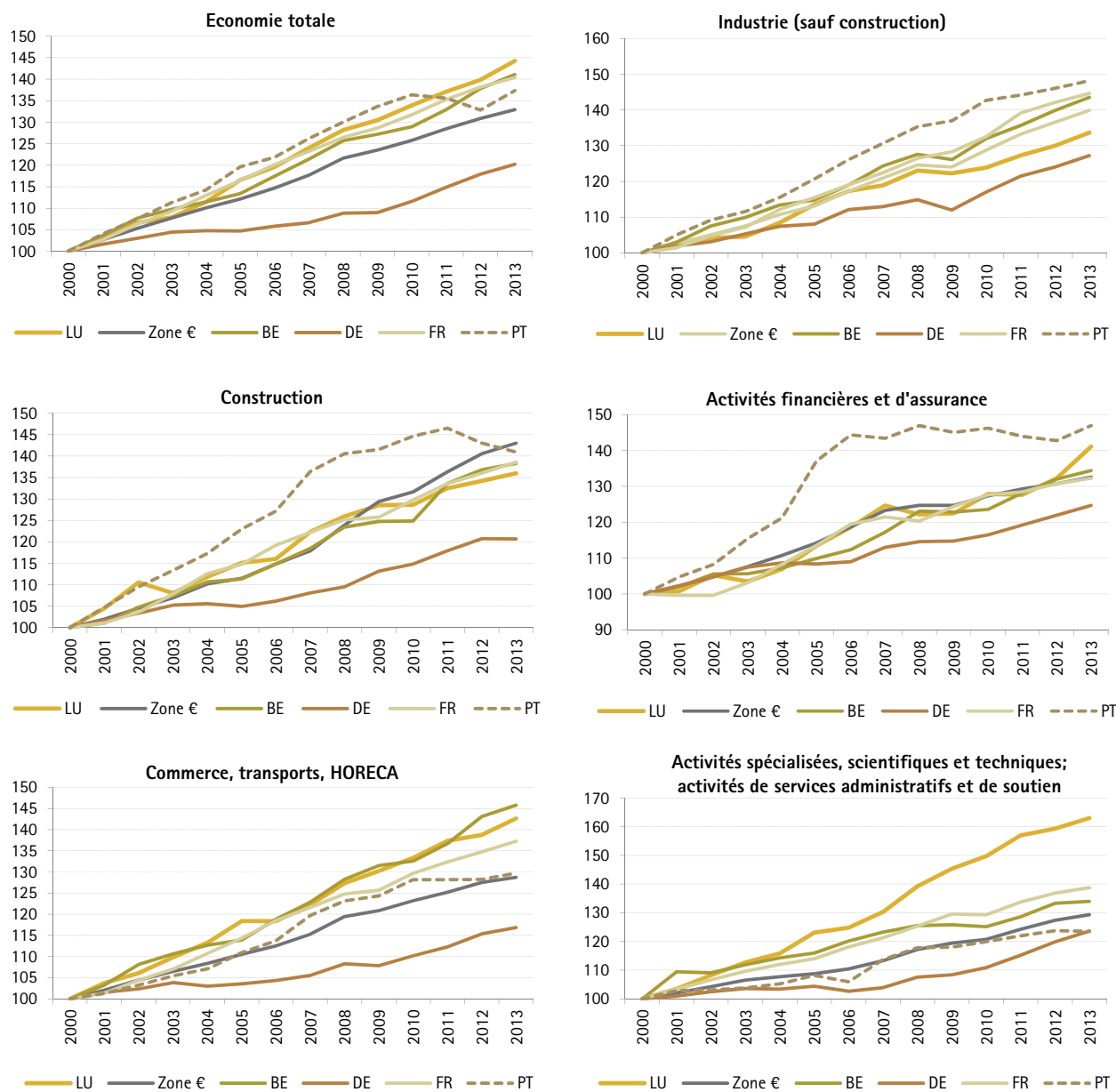
On peut préciser l'impact du différentiel des charges sociales, en simulant l'application d'un taux unique de charges à tous les pays de la zone euro, dont le Luxembourg (voir Graphique 18).

Concrètement, on se base sur les salaires et traitements bruts (variable D11 dans le système des comptes nationaux SEC) dont les charges patronales sont exclues. On calcule ensuite, pour la zone euro dans son ensemble, le rapport entre les rémunérations qui incluent les charges sociales (variable D1 dans le système des comptes nationaux SEC) et les salaires et traitements bruts. Finalement, on multiplie les salaires et traitements bruts de tous les pays par ce rapport D1/D11 de la zone euro.

La simulation montre clairement que l'effet du niveau relativement faible des charges sociales patronales sur le CSU réel (la part salariale) au Luxembourg est non négligeable (voir Graphique 18).

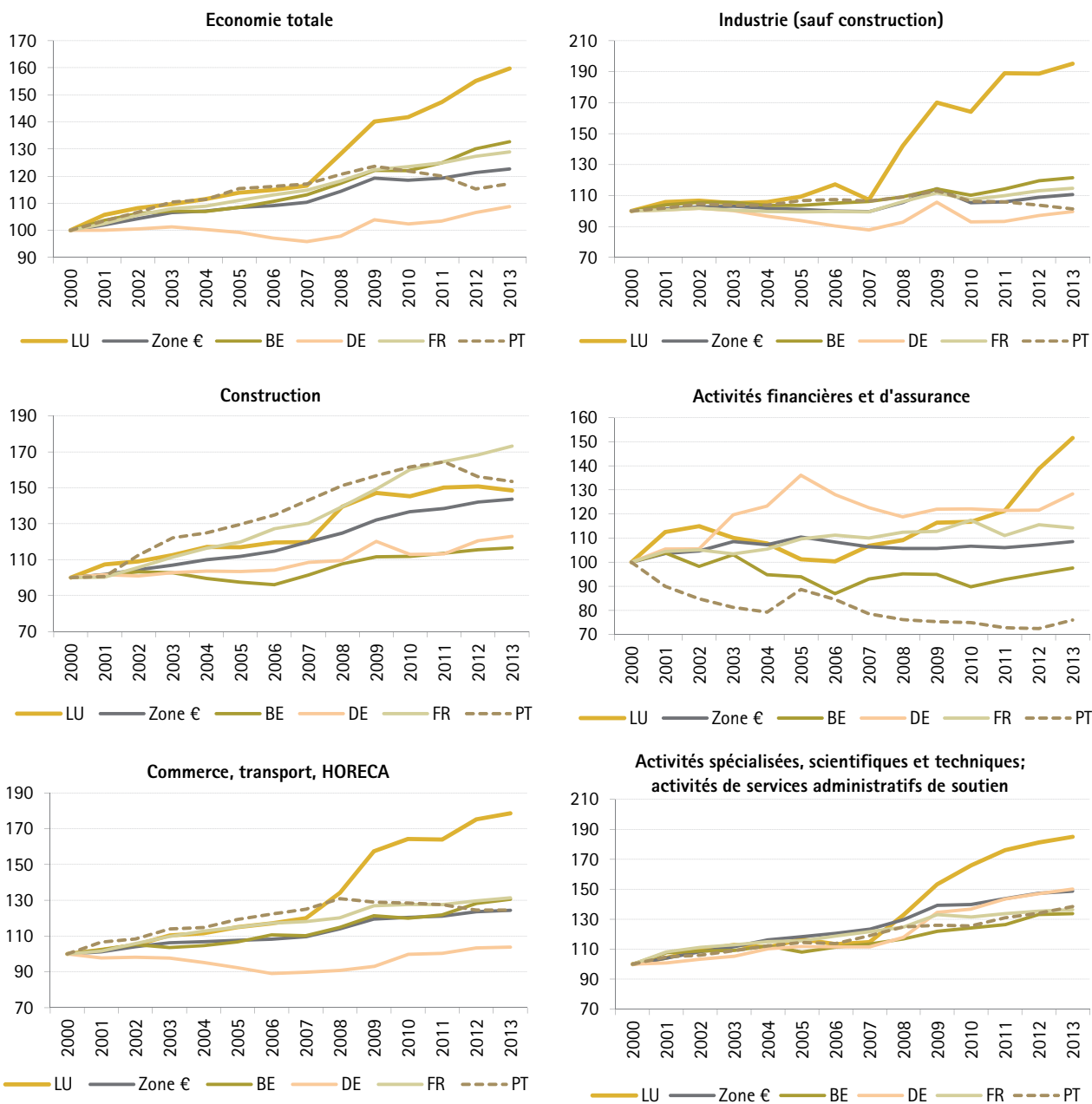
En supposant que les charges sociales patronales soient identiques dans tous les pays et correspondent à la moyenne observée de la zone euro, la part salariale dans l'économie luxembourgeoise aurait été assez largement supérieure à la moyenne européenne jusqu'en 2005 et se situerait dans la moyenne européenne de 2006 à 2007. Avec la crise, le CSU réel et la part salariale au Luxembourg augmentent très fortement et l'écart par rapport à la zone euro se creuse. La part salariale en France et en Belgique, en réalité largement supérieure à celle du Luxembourg, serait inférieure à celle du Luxembourg si les charges sociales correspondaient à la moyenne de la zone euro. Précisons qu'actuellement le rapport D1/D11 au Luxembourg est de 1.16 contre 1.29 dans la zone euro en moyenne. Depuis 2000, ces rapports n'ont pas subi de modification majeure.

Annexe 1.1: Evolution du coût salarial moyen (CSM) nominal selon les branches, 2000-2013 (base 100 = 2000)



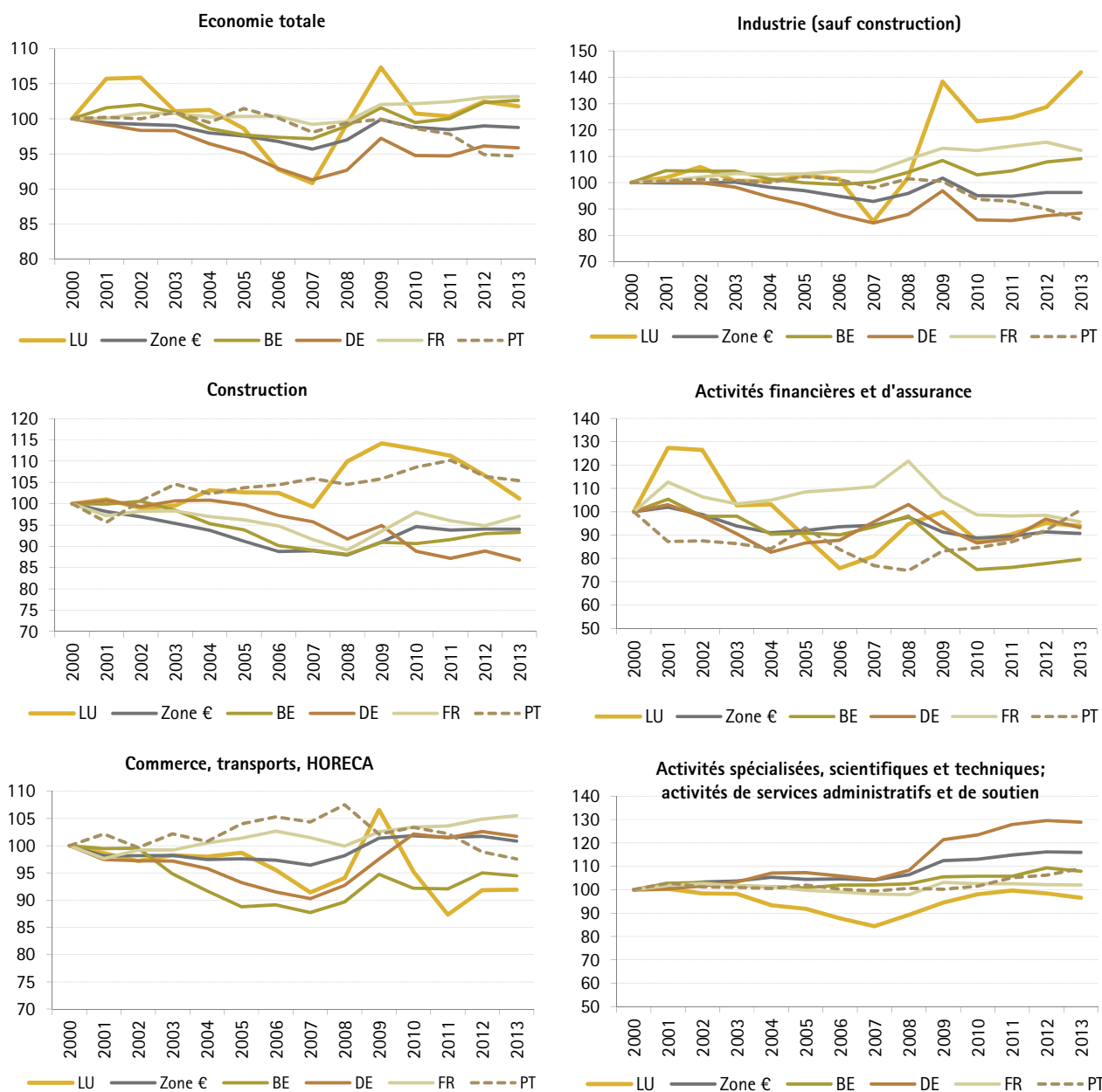
Sources : STATEC, EUROSTAT

Annexe 1.2: Evolution du coût salarial unitaire (CSU) nominal selon les branches, 2000-2013 (base 100 = 2000)



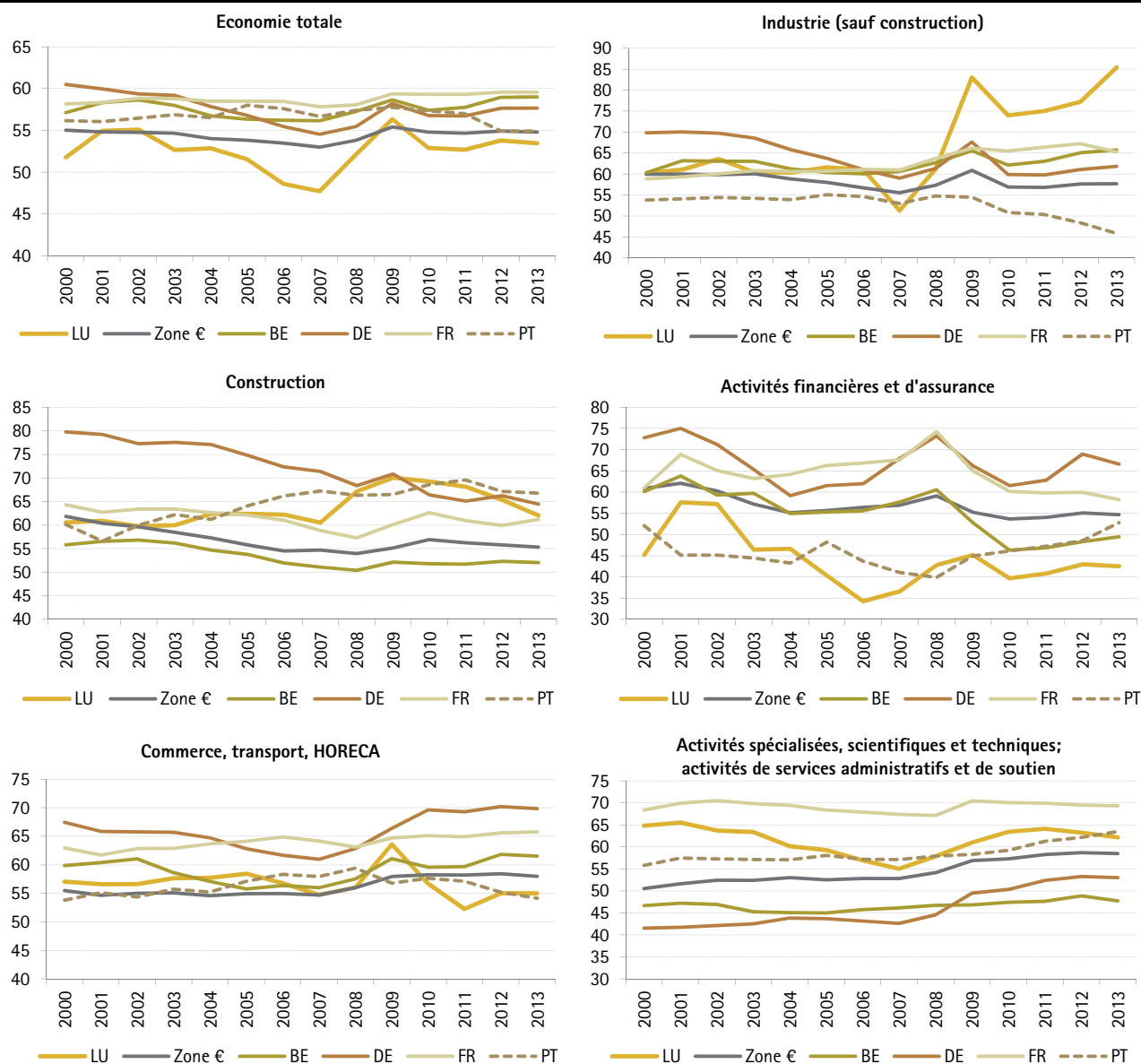
Sources : STATEC, EUROSTAT

Annexe 1.3: Evolution du coût salarial unitaire (CSU) réel selon les branches, 2000-2013 (base 1000 = 2000)



Sources : STATEC, EUROSTAT

Annexe 1.4: Evolution de la part salariale selon les branches, 2000-2013 (salaires et traitements en % de la valeur ajoutée brute en valeur)



Sources : STATEC, EUROSTAT

Annexe 2: Salaire moyen nominal en Europe (ensemble des branches économiques), 2000-2013 (en 1000 €)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Union européenne (28 pays)	20.8	21.5	22.0	22.1	22.7	23.3	23.9	24.8	24.9	24.6	25.4	25.9	26.7	26.9
Zone euro (18 pays)	22.1	22.7	23.2	23.7	24.2	24.7	25.3	26.0	26.9	27.3	27.7	28.3	28.8	29.3
Belgique	28.1	29.1	30.0	30.5	31.0	31.7	32.8	33.7	34.8	35.0	35.5	36.6	37.9	38.7
Bulgarie	1.6	1.9	2.0	2.1	2.3	2.7	2.8	3.2	3.7	4.0	4.5	4.8	5.2	5.5
République tchèque	4.7	5.4	6.4	6.7	7.2	8.0	9.0	9.7	11.3	10.7	11.5	12.1	12.0	11.3
Danemark	33.3	34.4	35.6	36.7	38.0	39.1	40.3	41.7	43.3	44.9	46.1	46.7	47.4	47.9
Allemagne	25.3	25.8	26.2	26.5	26.6	26.7	26.9	27.3	27.9	27.9	28.6	29.5	30.3	31.0
Estonie	4.1	4.5	4.9	5.4	6.1	6.8	7.7	9.6	10.5	10.0	10.3	10.3	11.0	11.7
Irlande	28.1	30.2	31.8	33.9	35.7	37.7	39.2	41.4	43.5	43.1	41.4	41.1	41.7	41.1
Grèce	13.9	14.2	15.7	16.7	17.5	17.9	18.7	19.4	19.9	21.0	20.1	19.3	18.6	17.3
Espagne	17.8	18.3	18.9	19.4	19.7	20.2	20.9	21.9	23.5	24.5	24.5	24.7	24.4	24.4
France	23.6	24.3	25.2	25.8	26.8	27.6	28.5	29.3	30.0	30.5	31.3	31.9	32.5	33.0
Italie	20.2	20.9	21.3	21.7	22.4	23.1	23.8	24.3	24.9	24.9	25.5	25.7	25.8	26.1
Chypre	15.7	16.3	17.1	18.3	18.4	19.0	19.5	19.7	20.3	20.8	21.2	21.6	21.3	20.0
Lettonie	3.5	3.7	3.7	3.7	4.2	5.1	6.2	9.0	10.6	9.2	8.7	9.1	9.9	10.5
Lituanie	3.4	3.8	4.2	4.6	5.0	5.6	6.5	7.3	8.3	7.5	8.1	8.6	9.0	9.5
Luxembourg	36.0	37.2	38.5	38.9	40.2	41.7	43.2	44.9	46.2	46.6	48.1	49.1	50.1	51.7
Hongrie	4.8	5.6	6.8	7.3	8.1	8.8	8.8	9.7	10.4	9.3	9.7	9.9	9.7	9.9
Malte	13.3	13.9	14.3	14.7	14.8	15.0	15.8	16.3	17.0	17.5	17.9	18.1	18.7	18.7
Pays-Bas	24.4	25.5	26.3	27.0	27.6	28.0	28.7	29.7	30.6	31.2	31.5	31.9	32.2	32.8
Autriche	26.3	26.7	27.3	27.7	28.2	28.9	29.8	30.8	31.9	32.4	32.7	33.3	34.1	34.9
Pologne	...	...	...	...	6.3	7.2	7.6	8.2	9.8	8.2	9.6	9.8	9.3	...
Portugal	11.9	12.4	12.8	13.2	13.5	14.0	14.2	14.8	15.1	15.5	15.8	15.7	15.4	15.8
Roumanie	2.1	2.7	2.6	2.7	2.9	4.2	4.8	6.2	7.6	6.4	6.2	5.9	5.8	6.2
Slovénie	12.8	13.6	14.1	14.7	15.4	16.3	17.1	18.2	19.6	19.9	20.7	21.0	20.8	20.8
Slovaquie	3.8	3.9	4.3	4.8	5.4	6.2	6.9	8.3	9.5	10.2	10.7	10.9	11.2	11.3
Finlande	24.6	25.7	26.2	27.1	28.1	29.1	30.0	31.1	32.5	33.4	34.3	35.4	36.5	37.3
Suède	27.2	25.7	26.7	27.5	28.4	28.8	30.0	31.4	31.4	29.3	33.3	36.2	38.7	39.6
Royaume-Uni	31.4	32.4	32.7	30.9	32.6	33.2	34.9	36.6	32.0	29.0	30.7	30.9	33.6	32.6
Norvège	30.3	32.0	36.0	35.1	35.0	38.2	40.0	42.5	43.9	42.8	48.3	51.9	56.2	56.0

Partie II: Revenus, conditions de vie et qualité de vie*

1. Perception des ménages sur leur difficultés matérielles et financières au travers de l'enquête EU-SILC

L'enquête EU-SILC (*European Survey on Income and Living Conditions*) est une enquête communautaire qui est réalisée chaque année au Luxembourg par le STATEC en collaboration avec le CEPS/INSTEAD. À côté des questions sur le revenu des ménages (qui permettent notamment de calculer des indicateurs objectifs basés sur la distribution des revenus, comme le taux de risque de pauvreté et le coefficient de Gini), l'enquête contient des questions subjectives sur la perception qu'ont les ménages de leur propre situation financière et matérielle. Les développements qui suivent s'appuient sur les résultats de cette enquête.

1.1 Difficultés à joindre les deux bouts

En 2013, 28% des ménages résidents au Luxembourg déclarent avoir des difficultés pour joindre les deux bouts, autrement dit pour s'acquitter de leurs dépenses courantes dans l'état actuel de leurs finances. Plus précisément, joindre les deux bouts est « plutôt difficile » pour 15.5% des ménages, « difficile » pour 7.9%, tandis que pour 4.2% des ménages ceci est vécu comme « très difficile ».

L'information contenue dans le tableau précédent est de nature subjective: ce sont les ménages eux-mêmes qui évaluent leur capacité à joindre les deux bouts. Ce manque d'objectivité a pu conduire certains à critiquer cette mesure car la perception qu'ont les

ménages de leur situation financière peut être biaisée par des facteurs extérieurs comme l'environnement économique global (même si celui-ci n'affecte pas directement le niveau de vie du ménage). Cependant, un indicateur basé sur le ressenti est sans doute utile dans la mesure où la perception qu'ont les ménages de leur situation financière peut avoir des répercussions directes sur leur épargne et leur consommation.

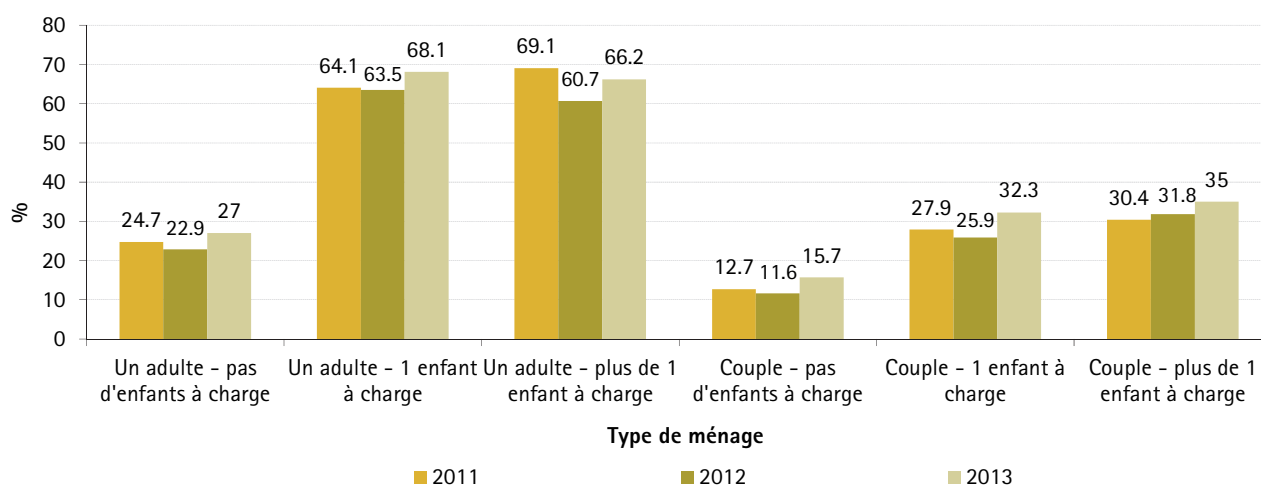
Des écarts importants existent selon les catégories de ménages. Les ménages avec un seul adulte déclarent plus fréquemment rencontrer des difficultés pour joindre les deux bouts que les ménages de deux adultes. Parmi les premiers, ce sont les ménages avec enfants à charge (familles « monoparentales ») qui sont les plus exposés: en 2013, 64% des ménages composés d'un adulte et d'un enfant à charge et 61% des ménages d'un adulte et au moins deux enfants à charge déclarent avoir des difficultés à joindre les deux bouts, contre 23% des ménages isolés (un adulte sans enfants à charge). La perception s'améliore quand on interroge les couples: 12% des couples sans enfants à charge déclarent avoir des difficultés, mais 26% des couples avec un enfant et 32% de ceux avec au moins deux enfants sont concernés. La présence d'enfants à charge dans un ménage contribue donc à détériorer la perception qu'a le ménage de sa situation financière.

Tableau 1 : Distribution des ménages (%) selon leur capacité à joindre les deux bouts, 2003–2013

	Capacité du ménage à joindre les deux bouts						Difficultés à joindre les deux bouts	Pas de difficultés à joindre les deux bouts
	très difficile	difficile	plutôt difficile	plutôt facile	facile	très facile		
2003	1.76	4.81	12.44	27.69	39.14	14.16	19.01	80.99
2004	2.00	3.92	12.41	26.76	38.51	16.40	18.33	81.67
2005	1.92	4.09	12.61	26.62	40.75	14.01	18.62	81.38
2006	1.67	3.44	12.40	29.93	40.03	12.53	17.51	82.49
2007	1.81	4.64	11.11	30.14	41.09	11.21	17.57	82.43
2008	1.98	4.77	12.66	29.66	40.10	10.84	19.41	80.59
2009	2.20	5.43	15.39	30.33	35.68	10.97	23.02	76.98
2010	2.16	6.16	14.03	31.55	36.36	9.74	22.35	77.65
2011	2.58	6.43	15.22	29.83	34.65	11.28	24.24	75.76
2012	3.37	6.06	13.47	29.68	36.59	10.83	22.90	77.10
2013	4.23	7.98	15.52	31.49	30.94	9.85	27.72	72.28

Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

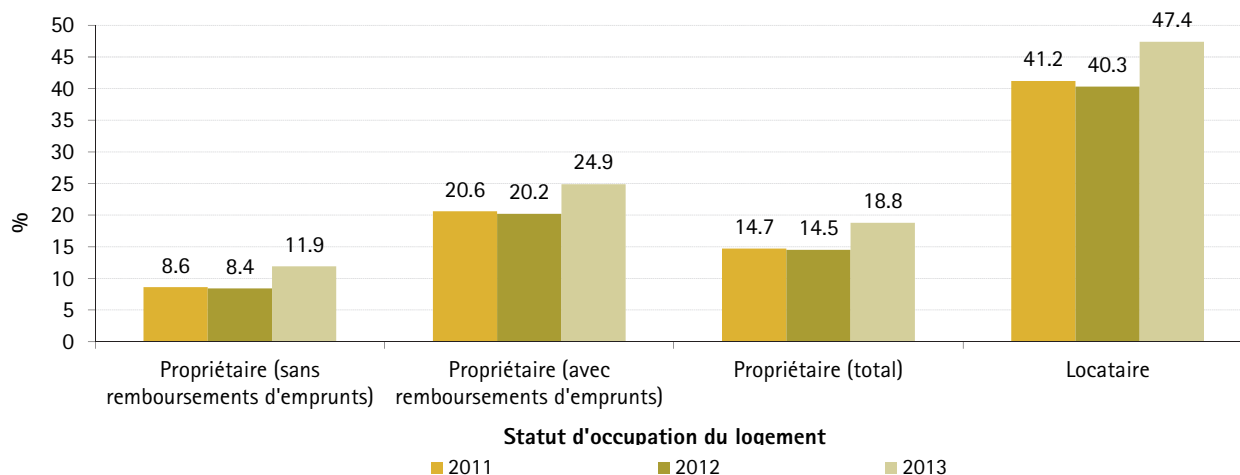
* Ce texte met à jour l'analyse réalisée par M. Guillaume Osier durant la période de sa collaboration avec l'équipe du STATEC.

Graphique 1 : Pourcentage de ménages déclarant avoir des difficultés à joindre les deux bouts, selon le type de ménage, 2011-2013

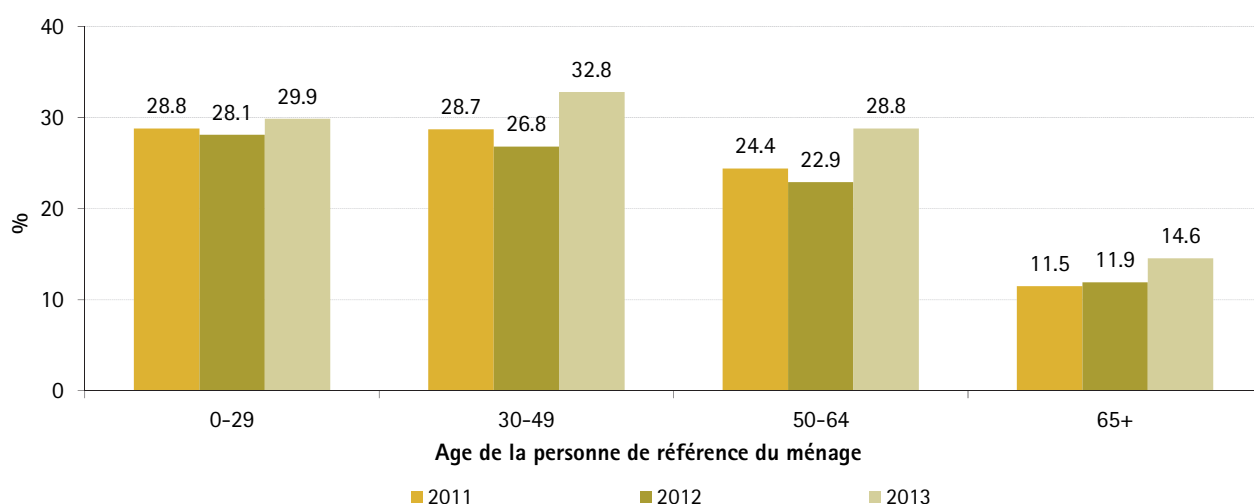
Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

En 2013, ce sont plus de 47% des ménages locataires de leur habitation qui déclarent rencontrer des difficultés pour joindre les deux bouts. Cette proportion chute à 19% parmi les ménages propriétaires, avec cependant un écart important entre les ménages qui ont encore des remboursements d'emprunts en cours, dont 25% disent avoir des difficultés pour joindre les deux bouts, et ceux qui n'ont pas ou plus de remboursements d'emprunts à effectuer, dont « seulement » 12% déclarent avoir des difficultés. Cela illustre le poids important que représentent pour les finances des ménages les remboursements de crédits pour l'achat de la résidence principale.

Ce sont les ménages dont la personne de référence est âgée de 30 à 49 ans qui déclarent le plus souvent rencontrer des difficultés pour joindre les deux bouts: près d'un tiers des ménages de cette catégorie le déclarent en 2013, contre 15% des ménages dont la personne de référence est âgée de 65 ans ou plus. D'après les données, parmi les ménages dont la personne de référence n'a pas atteint l'âge de 65 ans, la perception de la situation financière ne s'améliore pas sensiblement avec l'âge de la personne de référence. Cependant, la fracture est assez nette entre les ménages dont la personne de référence est âgée de 65 ans ou plus, dont 15% déclarent avoir des difficultés, et les autres ménages, pour lesquels cette proportion est nettement supérieure (autour de 30% en moyenne).

Graphique 2 : Pourcentage de ménages déclarant avoir des difficultés à joindre les deux bouts, selon le statut d'occupation du logement, 2011-2013

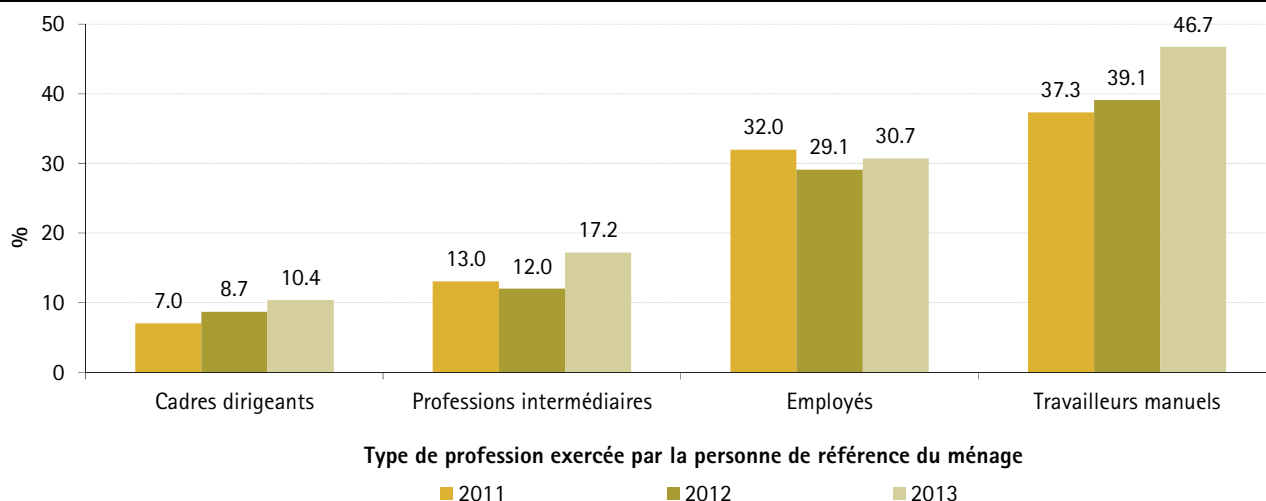
Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

Graphique 3 : Pourcentage de ménages déclarant avoir des difficultés à joindre les deux bouts, selon l'âge de la personne de référence, 2011-2013

Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

Des différences de perception existent également entre les ménages selon que la personne de référence exerce une activité de cadre dirigeant ou une activité manuelle: 47% des derniers déclarent avoir rencontré des difficultés pour joindre les deux bouts en 2013, contre 10% des premiers. Il apparaît que plus on monte dans l'échelle des professions, moins on ressent de difficultés pour joindre les deux bouts.

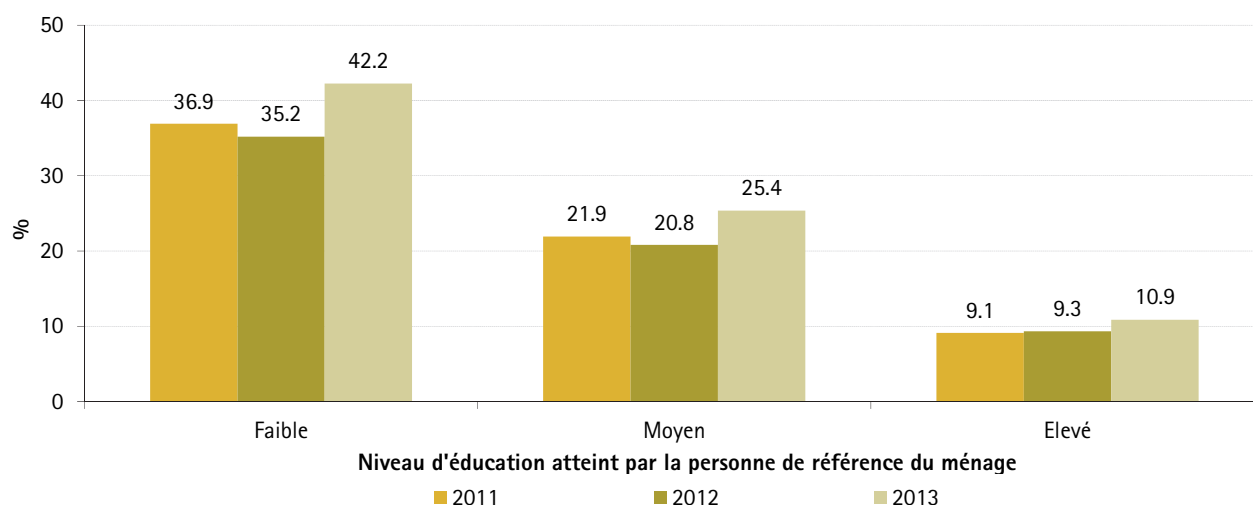
Des écarts apparaissent aussi selon le niveau d'éducation atteint par la personne de référence du ménage. D'après les résultats, ce sont 42% des ménages dont la personne de référence a un faible niveau d'éducation (secondaire inférieur) qui déclarent faire face à des difficultés pour joindre les deux bouts, contre 25% des ménages dont la personne de référence a atteint un niveau moyen (secondaire supérieur) et 10% de ceux dont la personne de référence a atteint un niveau élevé (universitaire).

Graphique 4 : Pourcentage de ménages déclarant avoir des difficultés à joindre les deux bouts, selon le type de profession exercée par la personne de référence, 2011-2013

Note : utilisation de la nomenclature ISCO-08 à partir de 2012

Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

Graphique 5 : Pourcentage de ménages déclarant avoir des difficultés à joindre les deux bouts, selon le niveau d'éducation atteint par la personne de référence, 2011-2013



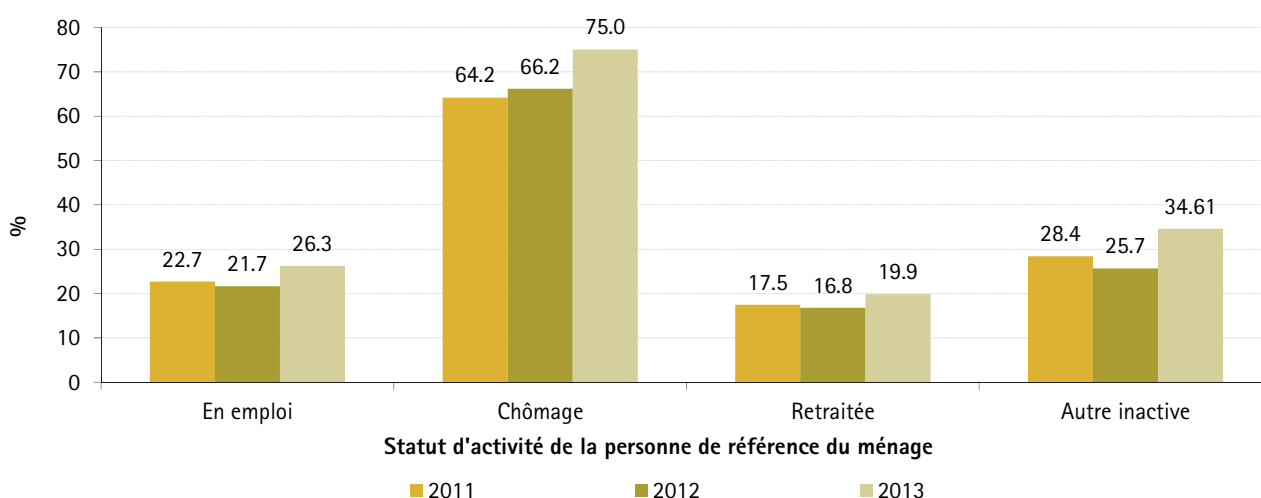
Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

Les résultats selon le statut d'activité de la personne de référence du ménage montrent que ce sont les ménages dont celle-ci est au chômage qui déclarent le plus souvent rencontrer des difficultés à joindre les deux bouts: 75% de ces ménages le déclarent en 2013, contre 35% des ménages dont la personne de référence est inactive (autre que retraitée), 26% des ménages dont la personne de référence est en emploi et 20% des ménages dont la personne de référence est retraitée. On voit ainsi que le fait d'être en emploi n'est pas forcément la meilleure protection contre les difficultés financières. La tendance sur la période 2011-2013 est à la hausse, surtout pour les ménages dont la personne de référence est au chômage, qui

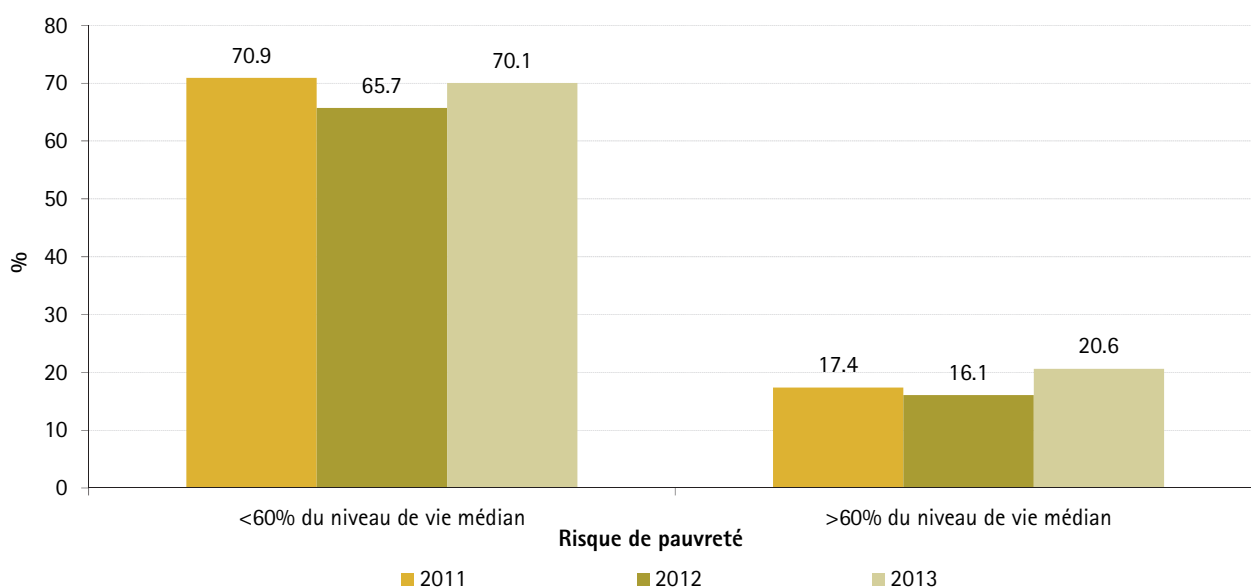
sont de plus en plus nombreux à avoir des difficultés à joindre les deux bouts (64% déclaraient en 2011 avoir des difficultés, contre 66% en 2012 et 75% en 2013).

Parmi les ménages en situation de risque de pauvreté, c'est-à-dire ayant un niveau de vie inférieur à 60% du niveau de vie médian, 70% déclarent rencontrer des difficultés pour joindre les deux bouts, contre 21% de ceux qui ne sont pas en risque de pauvreté. En croisant une question subjective (difficulté à joindre les deux bouts) avec une question plus objective (risque de pauvreté), on obtient donc des résultats qui sont cohérents.

Graphique 6 : Pourcentage de ménages déclarant avoir des difficultés à joindre les deux bouts, selon le statut d'activité de la personne de référence, 2011-2013



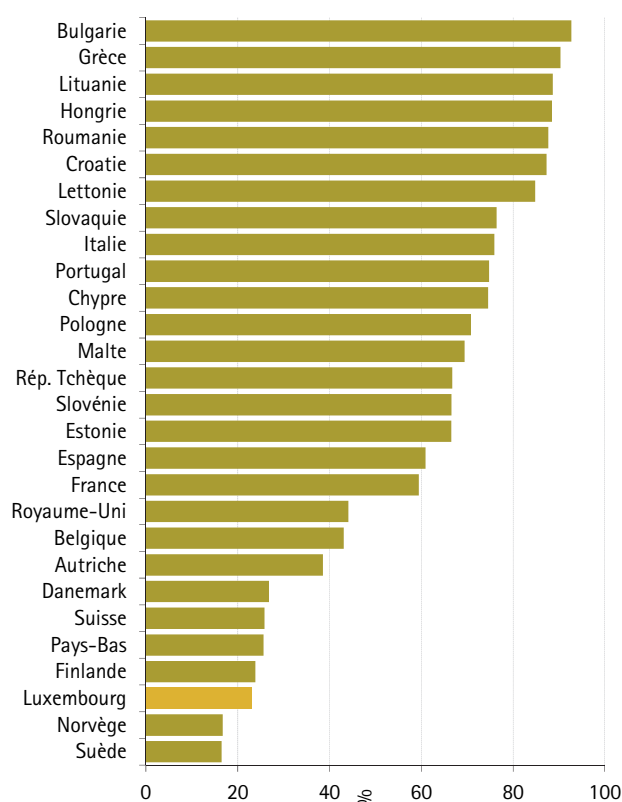
Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

Graphique 7 : Pourcentage de ménages déclarant avoir des difficultés à joindre les deux bouts, selon le risque de pauvreté, 2011-2013

Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

Si l'on compare la proportion des ménages qui déclarent avoir des difficultés à joindre les deux bouts dans les différents pays Européens, celle-ci est encore faible au Luxembourg, malgré une tendance à la hausse au cours des dernières années. Le Luxembourg se place dans le peloton de tête des pays Européens, en troisième position, juste derrière la Suède et la Norvège (dans chacun de ces pays 17% des ménages déclaraient en 2012 avoir des difficultés pour joindre les deux bouts). La Belgique (43%) et la France (60%) affichent des proportions beaucoup plus élevées que le Luxembourg. Les proportions les plus élevées sont observées dans les pays d'Europe de l'Est, notamment la Bulgarie (93%), la Hongrie (88%) et la Roumanie (88%), les républiques baltes (89% pour la Lituanie et 85% pour la Lettonie), et en Grèce, où 90% des ménages déclarent avoir des difficultés pour joindre les deux bouts.

Les difficultés financières rencontrées par certains ménages au Luxembourg font qu'une partie de la population est exclue de biens et de services qui sont importants pour permettre une bonne insertion dans la société. Par exemple, seulement 13% des ménages qui déclarent rencontrer de grandes difficultés pour joindre les deux bouts déclarent avoir les moyens de partir une semaine en vacances loin de leur domicile. Cette proportion augmente à mesure qu'il est plus facile pour le ménage d'arriver à joindre les deux bouts.

Graphique 8 : Pourcentage de ménages déclarant avoir des difficultés pour joindre les deux bouts, comparaison européenne, 2012

Note : Certains pays participant à la collecte EU-SILC ont refusé d'inclure leurs micro-données dans l'UDB. C'est le cas de l'Allemagne, de l'Islande et de l'Irlande

Source : EUROSTAT, EU Statistics on Income and Living Conditions (EU-SILC), User Data Base (Version 01-08-14)

Néanmoins, ce sont à peine plus de la moitié (51%) des ménages faisant face à des difficultés financières qui déclarent être en mesure de partir en vacances, contre 98% des ménages ne faisant pas face à des difficultés.

Une autre conséquence des problèmes financiers rencontrés par certains ménages est que 31% de ceux qui déclarent avoir de très grandes difficultés ne sont pas en mesure de s'offrir tous les deux jours un repas à base de viande ou de poisson (ou équivalent végétarien). Cette proportion diminue fortement à mesure qu'il est plus facile pour les ménages d'arriver à joindre les deux bouts: 100% de ceux qui arrivent très facilement à joindre les deux bouts peuvent aussi s'offrir un repas de viande ou de poisson tous les deux jours.

Seulement 37% des ménages qui déclarent avoir des difficultés pour joindre les deux bouts déclarent pouvoir faire face à des dépenses financières imprévues, contre 92% de ceux qui déclarent ne pas avoir de difficultés. Cette proportion chute à 10% lorsqu'il est très difficile pour le ménage de joindre les deux bouts et 24% lorsque cela est difficile.

1.2 La perception de la charge financière du logement

La charge financière du logement est une question centrale pour les finances des ménages. En 2013, 35% des ménages résidant au Luxembourg considèrent que la charge financière de leur logement est importante, 45% qu'elle est moyennement importante, et 20% qu'elle n'est pas du tout importante. Pour plus de 80% des ménages au Luxembourg, le problème de la charge financière liée au logement est donc préoccupant. La tendance observée sur la période 2003-2013 est à l'aggravation: alors qu'en 2003 un ménage sur quatre percevait la charge financière de leur logement comme pas du tout importante, cette proportion n'est plus que de un sur cinq ménages en 2013.

Logiquement, la charge financière du logement est corrélée avec la capacité du ménage à joindre les deux bouts: pour 69% des ménages qui déclarent avoir des difficultés pour joindre les deux bouts, la charge financière du logement est perçue comme importante, alors que cela ne concerne que 22% des ménages qui déclarent ne pas avoir de difficultés.

Tableau 2 : Pourcentage de ménages pouvant s'offrir une semaine de vacances loin de leur domicile, selon la capacité du ménage à joindre les deux bouts, 2011-2013

	2011	2012	2013
Très difficile	14.1	15.8	13.4
Difficile	38.0	38.3	43.2
Plutôt difficile	63.9	64.8	64.3
<i>Total - Difficultés pour joindre les deux bouts</i>	<i>51.7</i>	<i>50.6</i>	<i>50.5</i>
Plutôt facile	93.3	92.5	95.8
Facile	98.2	98.7	98.8
Très facile	99.4	100.0	99.2
<i>Total - Pas de difficultés pour joindre les deux bouts</i>	<i>96.5</i>	<i>96.5</i>	<i>97.5</i>
Total	85.6	86.0	84.5

Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

Tableau 3 : Pourcentage de ménages pouvant s'offrir tous les deux jours un repas à base de viande ou de poisson (ou équivalent végétarien), selon la capacité du ménage à joindre les deux bouts, 2011-2013

	2011	2012	2013
Très difficile	67.2	79.1	69.3
Difficile	89.0	93.2	88.2
Plutôt difficile	98.2	98.0	96.3
<i>Total - Difficultés pour joindre les deux bouts</i>	<i>92.4</i>	<i>94.0</i>	<i>89.8</i>
Plutôt facile	99.6	99.4	99.6
Facile	99.4	99.8	99.7
Très facile	100.0	100.0	100.0
<i>Total - Pas de difficultés pour joindre les deux bouts</i>	<i>99.6</i>	<i>99.7</i>	<i>99.7</i>
Total	97.8	98.4	97.0

Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

Tableau 4 : Pourcentage de ménages pouvant faire face à des dépenses financières imprévues, selon la capacité du ménage à joindre les deux bouts, 2011-2013

	2011	2012	2013
Très difficile	3.4	8.8	9.8
Difficile	25.8	16.0	23.8
Plutôt difficile	41.0	41.2	51.7
<i>Total - Difficultés pour joindre les deux bouts</i>	<i>33.0</i>	<i>29.7</i>	<i>37.3</i>
Plutôt facile	84.0	84.0	87.0
Facile	95.6	94.8	95.7
Très facile	97.3	97.9	99.1
<i>Total - Pas de difficultés pour joindre les deux bouts</i>	<i>91.3</i>	<i>91.1</i>	<i>92.4</i>
Total	77.2	77.0	77.1

Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

Tableau 5 : Distribution des ménages (%) selon la perception de la charge financière du logement, 2003-2013

	Perception de la charge financière du logement			Total
	Importante	moyennement importante	Pas du tout importante	
2003	27.4	47.1	25.5	100.0
2004	28.2	48.7	23.1	100.0
2005	26.6	46.5	26.9	100.0
2006	28.8	48.7	22.5	100.0
2007	34.0	44.5	21.5	100.0
2008	32.8	45.5	21.7	100.0
2009	33.0	47.0	20.0	100.0
2010	36.4	45.5	18.1	100.0
2011	36.4	46.9	16.7	100.0
2012	38.2	45.2	16.6	100.0
2013	35.0	45.2	19.8	100.0

Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

Tableau 6 : Distribution des ménages (%) selon la perception de la charge financière du logement et la capacité du ménage à joindre les deux bouts, 2013

	Perception de la charge financière du logement			Total
	Importante	moyennement importante	tout importante	
Très difficile	79.8	13.2	6.9	100.0
Difficile	79.0	17.0	4.1	100.0
Plutôt difficile	61.0	33.1	5.9	100.0
<i>Total - Difficultés pour joindre les deux bouts</i>	<i>69.0</i>	<i>25.4</i>	<i>5.5</i>	<i>100.0</i>
Plutôt facile	34.9	54.9	10.2	100.0
Facile	14.1	55.8	30.2	100.0
Très facile	5.8	36.0	58.2	100.0
<i>Total - Pas de difficultés pour joindre les deux bouts</i>	<i>22.0</i>	<i>52.7</i>	<i>25.3</i>	<i>100.0</i>
Total	35.0	45.2	19.8	100.0

Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

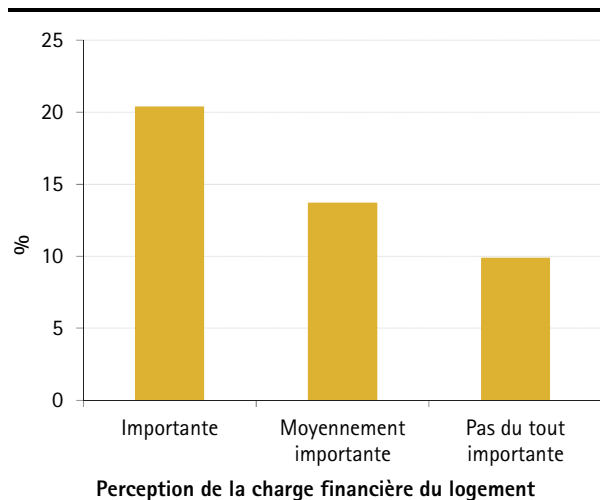
La charge financière du logement n'est pas ressentie de la même manière par toutes les catégories de ménages. La perception s'aggrave s'il y a des enfants à charge dans le ménage. Pour 25% des ménages composés d'un adulte sans enfants à charge, la charge financière du logement est perçue comme pas du tout importante, tandis qu'elle ne l'est que pour 5% des ménages monoparentaux avec un enfant à charge et 8% des ménages monoparentaux avec au moins deux enfants à charge. Par ailleurs, ce sont 27% des ménages de deux adultes sans enfants à charge qui considèrent pas du tout importante la charge financière de leur logement.

Ce pourcentage chute à 14% pour les couples avec un enfant à charge et 8% pour les couples avec au moins deux enfants à charge.

Pour seulement 15% des ménages locataires de leur résidence principale et 15% des ménages propriétaires qui ont encore des remboursements d'emprunt à effectuer, la charge financière du logement est perçue comme pas du tout importante, alors qu'elle l'est pour 30% des ménages propriétaires qui n'ont pas ou plus de remboursements d'emprunt. On observe aussi que 16% des ménages dont la personne de référence est âgée de moins de 30 ans perçoivent comme pas du tout importante la charge financière du logement, contre 32% des ménages dont la personne de référence est âgée de 65 ans ou plus: la perception de la charge financière du logement semble donc s'améliorer à mesure que l'âge de la personne de référence augmente. Le poids du logement est également considéré plus lourd par les ménages dont la personne de référence exerce un travail manuel, a un niveau de qualification faible ou est au chômage.

Dans la comparaison européenne, le Luxembourg se trouve moins bien placé que lorsqu'on avait considéré la difficulté des ménages à joindre les deux bouts (voir section précédente). Avec 83% des ménages qui ressentent comme importante ou moyennement importante la charge financière de leur logement, le Luxembourg se situe dans le milieu de la hiérarchie des pays européens. Ce sont les pays scandinaves qui enregistrent les taux les plus faibles: 37% des ménages au Danemark perçoivent comme importante ou moyennement importante la charge financière de leur logement, 38% des ménages en Norvège et 41% en Suède. A l'autre extrémité, l'Italie, la Croatie, l'Espagne, la Roumanie, la Grèce et la Bulgarie enregistrent les plus mauvais scores. Dans ces six pays, plus de 95% des ménages perçoivent comme importante ou moyennement importante la charge financière de leur logement.

Graphique 9 : Part (%) des coûts du logement par rapport au revenu brut du ménage, en fonction de la perception de la charge financière du logement, 2013



Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

Tableau 7 : Distribution (%) des ménages selon la perception de la charge financière du logement, par type de ménage, statut d'occupation du logement et âge, type de profession, niveau d'éducation atteint et statut d'activité de la personne de référence du ménage, 2013

		Perception de la charge financière du logement			Total
		Importante	moyennement importante	Pas du tout importante	
Type de ménage	Un adulte – pas d'enfants à charge	29.2	45.5	25.3	100.0
	Un adulte – 1 enfant à charge	62.3	33.0	4.8	100.0
	Un adulte – plus de 1 enfant à charge	64.8	27.6	7.6	100.0
	Deux adultes – pas d'enfants à charge	23.7	49.4	26.9	100.0
	Deux adultes – 1 enfant à charge	43.9	42.3	13.8	100.0
	Deux adultes – plus de 1 enfant à charge	46.6	45.0	8.4	100.0
Statut d'occupation du logement	Ménages propriétaires (pas de remboursements d'emprunts en cours)	20.4	49.7	29.9	100.0
	Ménages propriétaires (remboursements d'emprunts en cours)	37.9	47.4	14.7	100.0
	Ménages locataires	46.9	37.7	15.4	100.0
Age de la personne de référence	0-29	36.1	47.6	16.2	100.0
	30-49	41.8	43.7	14.5	100.0
	50-64	32.7	47.2	20.1	100.0
	65+	23.1	44.7	32.2	100.0
Profession de la personne de référence	Cadres dirigeants, professions intellectuelles	25.3	45.6	29.0	100.0
	Professions intermédiaires	25.1	52.2	22.7	100.0
	Employés	37.9	45.2	16.9	100.0
	Travailleurs manuels	47.6	39.7	12.7	100.0
Niveau d'éducation atteint par la personne de référence	Faible	45.7	38.5	15.9	100.0
	Moyen	30.7	49.1	20.2	100.0
	Elevé	26.3	48.8	24.9	100.0
Statut d'activité de la personne de référence	En emploi	36.6	46.7	16.7	100.0
	Chômage	67.1	23.5	9.4	100.0
	Pensionné	26.3	45.1	28.7	100.0
	Autre inactif	34.8	45.8	19.5	100.0

Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

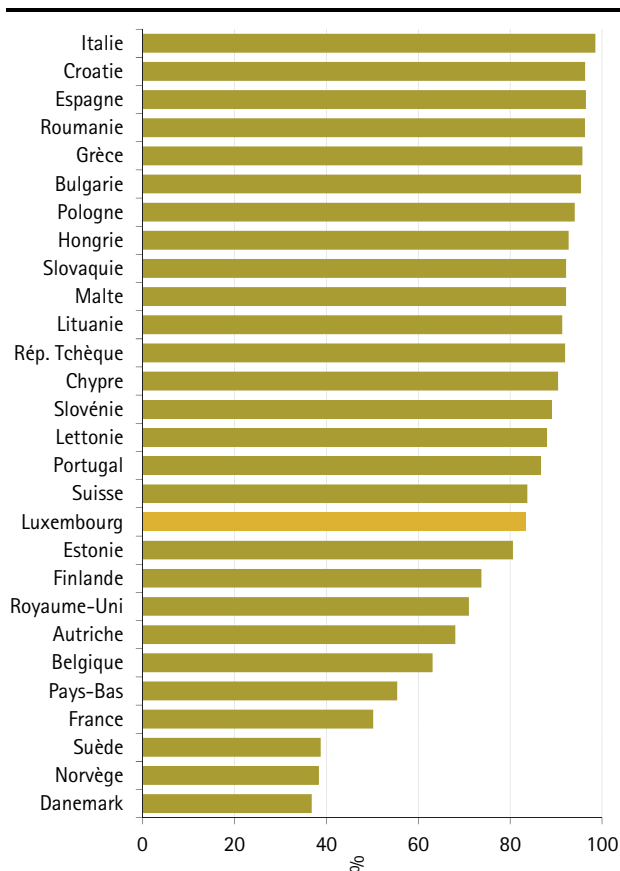
L'enquête communautaire sur les revenus et les conditions de vie (EU-SILC) collecte au niveau de chaque ménage le montant total des coûts induits par le logement. Ces coûts comprennent le remboursement de l'emprunt logement (capital et intérêts) pour les ménages propriétaires de leur résidence principale, le paiement du loyer pour les ménages locataires, les assurances obligatoires pour le logement, les charges diverses en lien avec le logement (enlèvement des ordures ménagères, assainissement des eaux usées, adduction d'eau...), les factures pour l'eau, l'électricité, le gaz et le chauffage ainsi que les taxes (par ex. l'impôt foncier communal). On retranche à cela le montant des aides au logement.

Pour les ménages qui déclarent que la charge financière de leur logement est importante, le coût total induit par le logement représente en moyenne 20% du revenu brut du ménage. Cette part chute à 14% si la charge du logement est moyennement importante et à 10% si elle n'est pas du tout importante. Ces données quantitatives vont donc dans le sens des déclarations des ménages.

C'est chez les ménages monoparentaux, c'est-à-dire les ménages composés d'un seul adulte avec un ou plusieurs enfants à charge, que la part des coûts du logement est la plus importante: ces coûts représentent environ 31% du revenu brut de ces ménages. Si l'on compare ce résultat avec celui pour les ménages d'un adulte sans enfants à charge – 17% du revenu brut – on voit que la part des coûts du logement augmente s'il y a des enfants à charge au sein du ménage. Par rapport aux ménages avec un seul adulte, la part des coûts du logement est moins élevée chez les ménages de deux adultes: elle est de 12% en moyenne pour les ménages de deux adultes sans enfants à charge et de 20% pour les ménages de deux adultes avec un ou plusieurs enfants à charge. Là encore, la part des coûts du logement augmente s'il y a des enfants à charge dans le ménage.

En 2013, le coût total du logement pour les ménages locataires représente 18% du revenu brut de ces ménages, contre 3% pour les ménages propriétaires qui n'ont pas ou plus de crédit à rembourser. Pour les ménages propriétaires qui ont encore des crédits à rembourser, la part monte à 22%. Ce résultat indique que les remboursements d'emprunt ont un poids important dans le budget des ménages propriétaires.

Graphique 10 : Pourcentage des ménages qui perçoivent comme importante ou moyennement importante la charge financière de leur logement, comparaison européenne, 2012



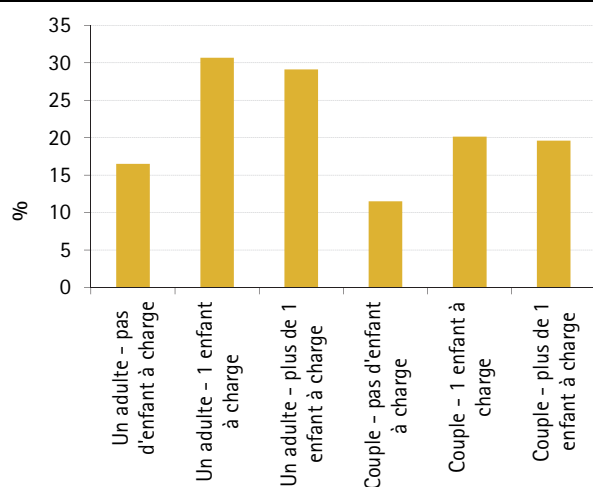
Note : Certains pays participant à la collecte EU-SILC ont refusé d'inclure leurs micro-données dans l'UDB. C'est le cas de l'Allemagne, l'Islande et de l'Irlande

Source : EUROSTAT, EU Statistics on Income and Living Conditions (EU-SILC), User Data Base (Version 01-08-14)

Le taux de surcharge des coûts du logement représente, en pourcentage, la part de la population vivant dans des ménages dont les coûts totaux de logement (après déduction des allocations de logement) représentent plus de 40 % du revenu disponible (après déduction des allocations de logement).

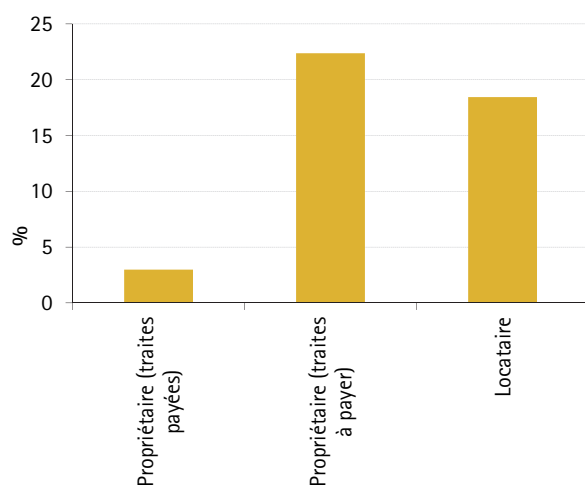
Ce taux reste marginal au Luxembourg, avec 5.6% de la population qui est concernée. Cependant, plus d'un quart des personnes en situation de risque de pauvreté, c'est-à-dire dont le niveau de vie est en-dessous de 60% du niveau de vie médian, sont concernées par la surcharge des coûts du logement.

Graphique 11 : Part (%) des coûts du logement par rapport au revenu brut du ménage, en fonction du type de ménage, 2013



Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

Graphique 12 : Part (%) des coûts du logement par rapport au revenu brut du ménage, en fonction du statut d'occupation du logement, 2013



Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

Tableau 8 : Taux de surcharge des coûts du logement (%) en fonction de l'âge et du risque de pauvreté, 2013

	Risque de pauvreté		Total
	Oui	Non	
Total	25.9	1.8	5.6
<i>Moins de 6 ans</i>	22.0	0.2	5.6
<i>De 6 à 11 ans</i>	27.4	1.4	6.9
<i>De 12 à 17 ans</i>	11.6	0.1	2.4
<i>Moins de 18 ans</i>	21.7	1.0	6.0
<i>De 18 à 24 ans</i>	18.4	2.5	5.7
<i>De 18 à 64 ans</i>	29.0	2.0	6.0
<i>De 25 à 29 ans</i>	42.3	1.3	8.1
<i>65 ans ou plus</i>	16.4	1.8	2.7

Risque de pauvreté : revenu équivalent (niveau de vie) en-dessous 60% du revenu équivalent médian

Sources : Eurostat, EuroBase

1.3 Les arriérés de paiement des ménages

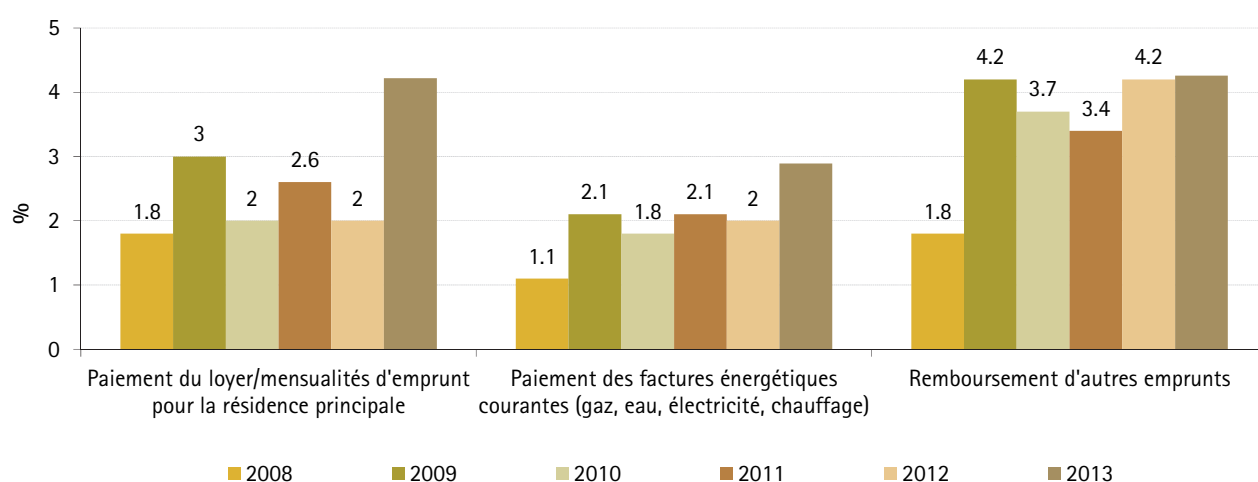
En 2013, 4% des ménages déclarent avoir eu au moins une fois au cours des douze derniers mois des arriérés sur le paiement du loyer (si le ménage est locataire) ou des mensualités d'emprunt (si le ménage est propriétaire) pour leur résidence principale, 3% sur le paiement des factures courantes liées à la résidence principale (eau, électricité, gaz et chauffage) et 4% sur le remboursement d'autres emprunts (par ex., achats effectués à crédit). Malgré une tendance à la hausse au cours des dernières années, le problème des arriérés de paiement reste encore marginal au Luxembourg.

Les problèmes d'arriérés de paiement sont plus répandus parmi les ménages d'un seul adulte que parmi ceux avec deux adultes. En outre, la situation s'aggrave avec la présence d'enfants à charge dans le ménage. Par exemple, si 5% des ménages d'un adulte sans enfants à charge (ménages « isolés ») ont déclaré avoir eu des arriérés sur le paiement du loyer ou des mensualités d'emprunt au cours des douze dernier mois, ce chiffre monte à 11% des ménages d'un adulte avec un enfant à charge et 26% de ceux avec au moins deux enfants à charge. Une conclusion analogue est obtenue si l'on prend les arriérés sur le paiement des factures courantes liées à la résidence principale ou sur le remboursement d'autres emprunts.

Les ménages dont la personne de référence est âgée de 30 à 49 ans sont davantage touchés par les problèmes d'arriérés de paiement sur le paiement du loyer ou des mensualités d'emprunt pour la résidence principale et sur les factures courantes liées à la résidence principale que les autres, même si le phénomène reste encore peu répandu. En 2013, 5% de ces ménages ont eu des arriérés sur le paiement du loyer ou des mensualités d'emprunt pour la résidence principale et 4% sur le paiement des factures

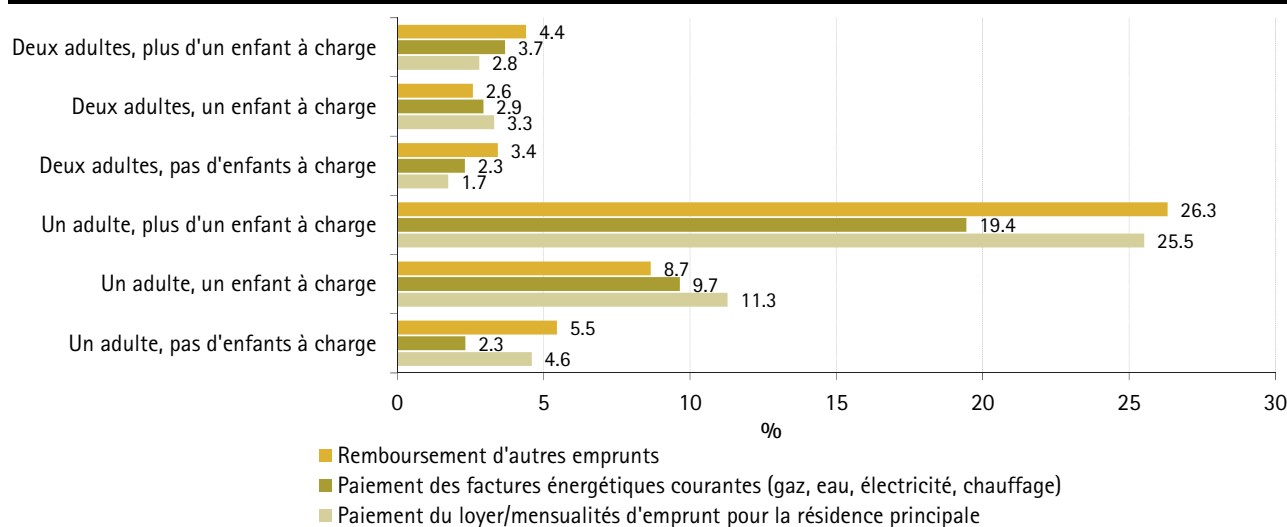
courantes liées à la résidence principale. Les ménages « jeunes », dont l'âge de la personne de référence ne dépasse pas 30 ans, rencontrent le plus souvent des difficultés à rembourser à temps d'autres types emprunts (comme par exemple les achats à crédit). En 2013 ils ont été 6% à être touchés par cette situation. L'incidence d'arriérés de paiement sur ces autres types d'emprunts diminue à mesure que l'âge de la personne de référence avance.

Graphique 13 : Pourcentage de ménages déclarant avoir eu des arriérés de paiement au moins une fois pendant les douze derniers mois, 2008–2013



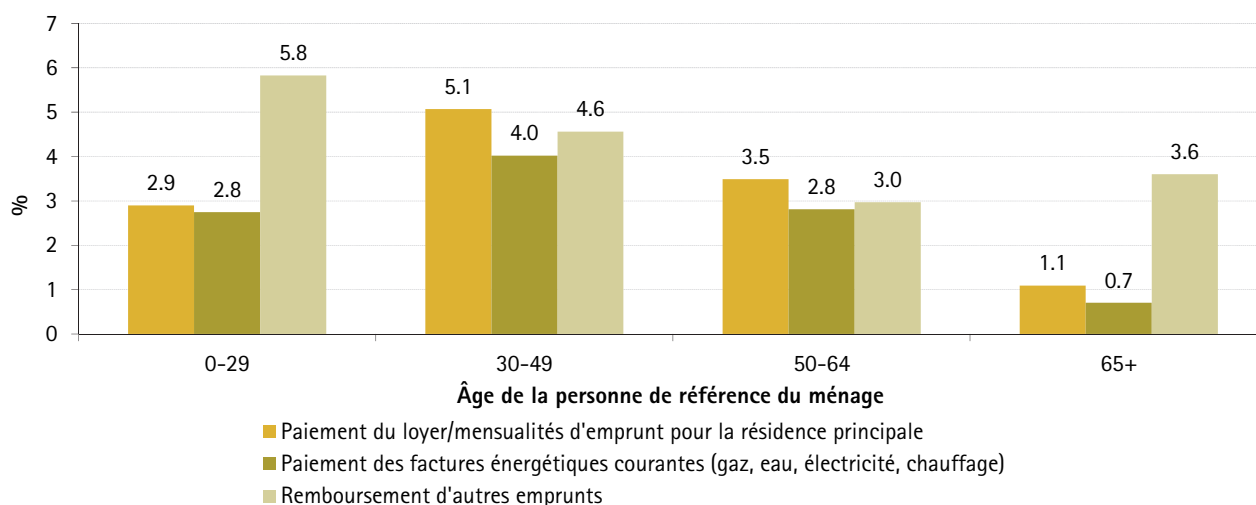
Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

Graphique 14 : Pourcentage de ménages déclarant avoir eu des arriérés de paiement au moins une fois pendant les douze derniers mois, selon le type de ménage, 2013



Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

Graphique 15 : Pourcentage de ménages déclarant avoir eu des arriérés de paiement au moins une fois pendant les douze derniers mois, selon l'âge de la personne de référence du ménage, 2013



Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

2. Revenus, pauvreté, inégalités

La distribution des revenus prenant en compte aussi bien les revenus des ménages que ceux des individus est à la base de nombreux indicateurs visant à mesurer le niveau de la pauvreté et des inégalités au sein de la population. Plus précisément, un des indicateurs-clés sur la pauvreté est le taux de risque de pauvreté, défini comme la proportion d'individus ayant un revenu se situant en-dessous d'un certain seuil (qu'on appellera seuil de pauvreté). Parmi les indicateurs traitant de l'inégalité des revenus, on trouve des indicateurs de dispersion des revenus comme le ratio inter-quintiles S80/S20, le ratio inter-déciles S90/S10 ou le ratio intervingtiles S95/S5, et des indicateurs de concentration des revenus comme le coefficient de Gini.

Les indicateurs relatifs aux revenus et au niveau de vie des ménages sont produits à partir des données de l'enquête EU-SILC (*European Union - Survey on Income and Living Conditions*). Il s'agit d'une enquête communautaire qui est réalisée tous les ans par le STATEC en collaboration avec le CEPS/INSTEAD avec comme objectif de collecter des données détaillées sur les revenus et les conditions de vie des ménages et des individus.

La vague 2013 de l'enquête EU-SILC a porté sur un échantillon de 3 770 ménages et 9 994 individus. Les individus résidant dans des structures collectives (maisons de retraite, prisons, casernes...) étaient

exclus du champ de l'enquête. Extrapolés à l'ensemble de la population, ces échantillons représentaient respectivement 205 218 ménages privés et 503 220 individus.

Tableau 2: Tailles d'échantillons, EU-SILC 2013

	Echantillon	Population
Individus	9 994	503 220
Ménages	3 770	205 218

Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

Champ : ménages privés résidant sur le territoire national à la date de l'enquête

2.1 Revenu disponible et niveau de vie

Revenu disponible

La capacité financière d'un ménage ou d'un individu dépend du revenu dont il peut réellement disposer. Il faut donc retrancher de l'ensemble des revenus bruts d'un ménage toutes sortes de retenues, les plus importantes étant les impôts et les cotisations sociales. Les revenus bruts d'un ménage proviennent en grande partie de son travail et de son capital. Ce sont les revenus « primaires » d'un ménage. Les revenus du travail sont tirés d'une activité professionnelle (salariée ou indépendante), tandis que

les revenus du capital proviennent essentiellement de la mise en location par les ménages de biens immobiliers (par exemple, un appartement, un garage ou un terrain) et des intérêts ou des dividendes qui sont perçus sur des placements financiers (par exemple, portefeuilles d'actions, plans d'épargne ou d'assurance-vie).

En plus des revenus primaires, les ménages touchent souvent d'autres formes de revenus, dits « secondaires », qui correspondent à des transferts réalisés par les administrations publiques en direction des ménages. Ces revenus secondaires peuvent prendre la forme de revenus de compensation se substituant aux revenus d'activité lorsque des personnes ne peuvent plus exercer d'activité professionnelle (en cas de vieillesse, de chômage, de maladie, d'invalidité ou de veuvage). En plus de cela, les ménages peuvent bénéficier de toute une palette de prestations sociales:

- Prestations familiales: allocations familiales, allocation de rentrée scolaire, allocation d'éducation, prestations de naissance, indemnité pour congé parental, boni pour enfants...
- Aides au logement, sous la forme de subvention ou de bonification des intérêts d'emprunt pour les ménages propriétaires.
- Bourses d'études sans charge d'intérêts.
- Minima sociaux: il s'agit principalement du Revenu Minimum Garanti (RMG), mais aussi de prestations spécifiques versées par le Fonds National de Solidarité comme, par exemple, l'allocation de vie chère ou l'allocation pour personnes gravement handicapées.

Si l'on ajoute à tout cela les revenus qui sont issus de transferts réguliers de la part d'autres ménages (par exemple, pension alimentaire) et les revenus qui sont perçus par les membres du ménage âgés de moins de 16 ans (par exemple, salaire d'apprentissage), on aboutit finalement au revenu brut du ménage. Le revenu disponible du ménage est calculé en enlevant du revenu brut le montant des cotisations sociales (à la charge de l'employé) et des impôts directs (impôt sur le revenu des personnes physiques et impôt foncier communal¹). Si l'imposition directe constitue la face émergée du système fiscal, les ménages sont

¹ L'imposition directe au Luxembourg repose principalement sur l'impôt sur le revenu des personnes physiques, le niveau de l'impôt foncier communal étant très faible.

également soumis à une imposition indirecte à quasiment tous les stades de leur consommation courante: TVA, droits d'accises... Les impôts indirects sont acquittés par les entreprises, mais leur montant est répercuté à court-terme sur les prix à la consommation. Ce sont donc les ménages qui les payent au final.

La figure suivante fait la synthèse des différentes sources de revenus possibles pour les ménages. Un schéma analogue dans le cas de la France se trouve dans Bigot et al². Il faudrait aussi ajouter à cette liste l'ensemble des revenus en nature (production domestique, voiture de société, prestations sociales en nature comme les chèques-services, les remboursements pour les médicaments ou les loyers d'habitation réduits...). Bien que l'impact des prestations sociales en nature sur le niveau de vie des ménages soit significatif³, il est difficile techniquement de donner une valeur monétaire à tous les revenus qui sont perçus en nature. C'est pour cela qu'ils ne sont généralement pas pris en compte dans le calcul des principaux indicateurs sur la distribution des revenus.

En 2013, le revenu disponible moyen des ménages résidant au Luxembourg est de 5367 EUR par mois. Ce chiffre augmente de 4.45% par rapport à l'année précédente. Quant au revenu disponible médian, il est de 4482 EUR par mois⁴, en hausse de 1.6% par rapport à l'année précédente.

La répartition des ménages en fonction de leur revenu disponible révèle que 5% des ménages disposent en 2013 de moins de 1500 EUR de revenu mensuel, et que 16% ont moins de 2500 EUR. A l'opposé, 8% des ménages ont plus de 10000 EUR de revenu mensuel.

Les revenus du travail représentent en moyenne 68% du revenu total brut des ménages. Il s'agit de loin de la source de revenus la plus importante pour les ménages. Les pensions de vieillesse viennent après (19% du revenu brut des ménages), suivies des

² Régis Bigot, Emilie Daudey, Jörg Muller et Guillaume OSIER (à venir). *Les classes moyennes sont-elles perdantes ou gagnantes dans la redistribution socio-fiscale ?* Cahier de Recherche du CREDOC, Paris. <http://www.credoc.fr/>

³ Voir à ce sujet le Regards N°12-2013 du STATEC sur les effets des transferts et des prélèvements sur le niveau de vie. En 2012, les transferts sociaux en nature représentaient 27% du revenu disponible des ménages (Source: STATEC, Comptes Nationaux)

⁴ Cela signifie que la moitié des ménages ont un revenu disponible inférieur à 4411 EUR par mois, tandis que le revenu disponible de l'autre moitié des ménages est supérieur à 4411 EUR par mois.

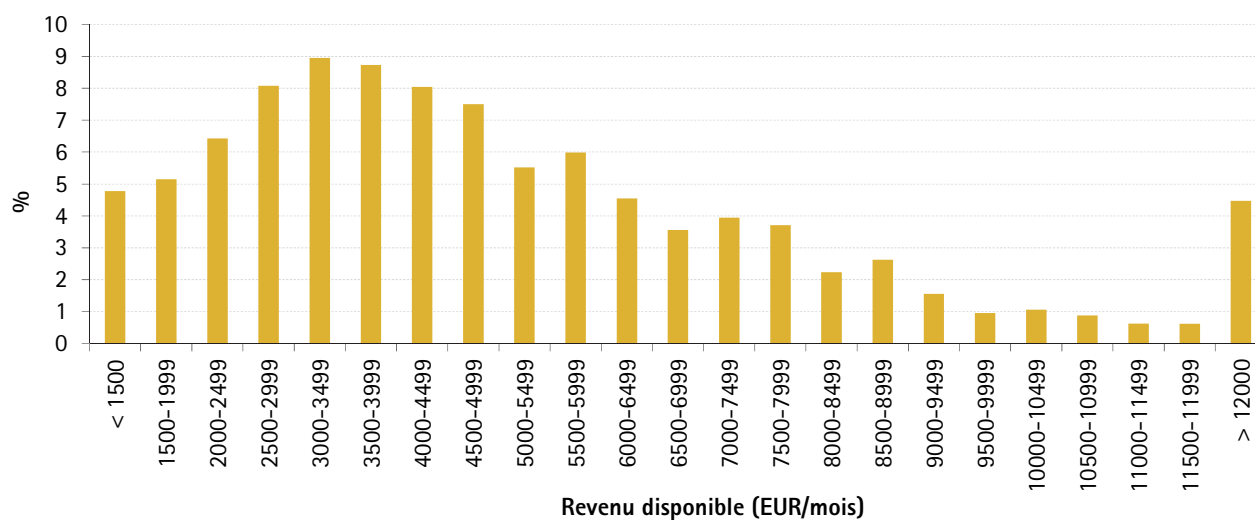
prestations familiales (4%). Quant aux revenus tirés du capital, ils ne comptent en moyenne que pour 4% du revenu des ménages. Deux tiers des revenus du capital proviennent de la location de biens immobiliers par les ménages.

Si le revenu brut des ménages a progressé de 4.3% entre 2012 et 2013, les revenus provenant d'une activité salariée n'ont progressé, sur la même période, que de 0.7% et les prestations familiales 2.4%. Les revenus tirés du capital ont fortement progressé: +18.9% pour les revenus tirés de placements financiers et +11.8% pour les revenus locatifs.

Tableau 3: Part (%) des différentes sources de revenus dans le revenu brut des ménages, 2013

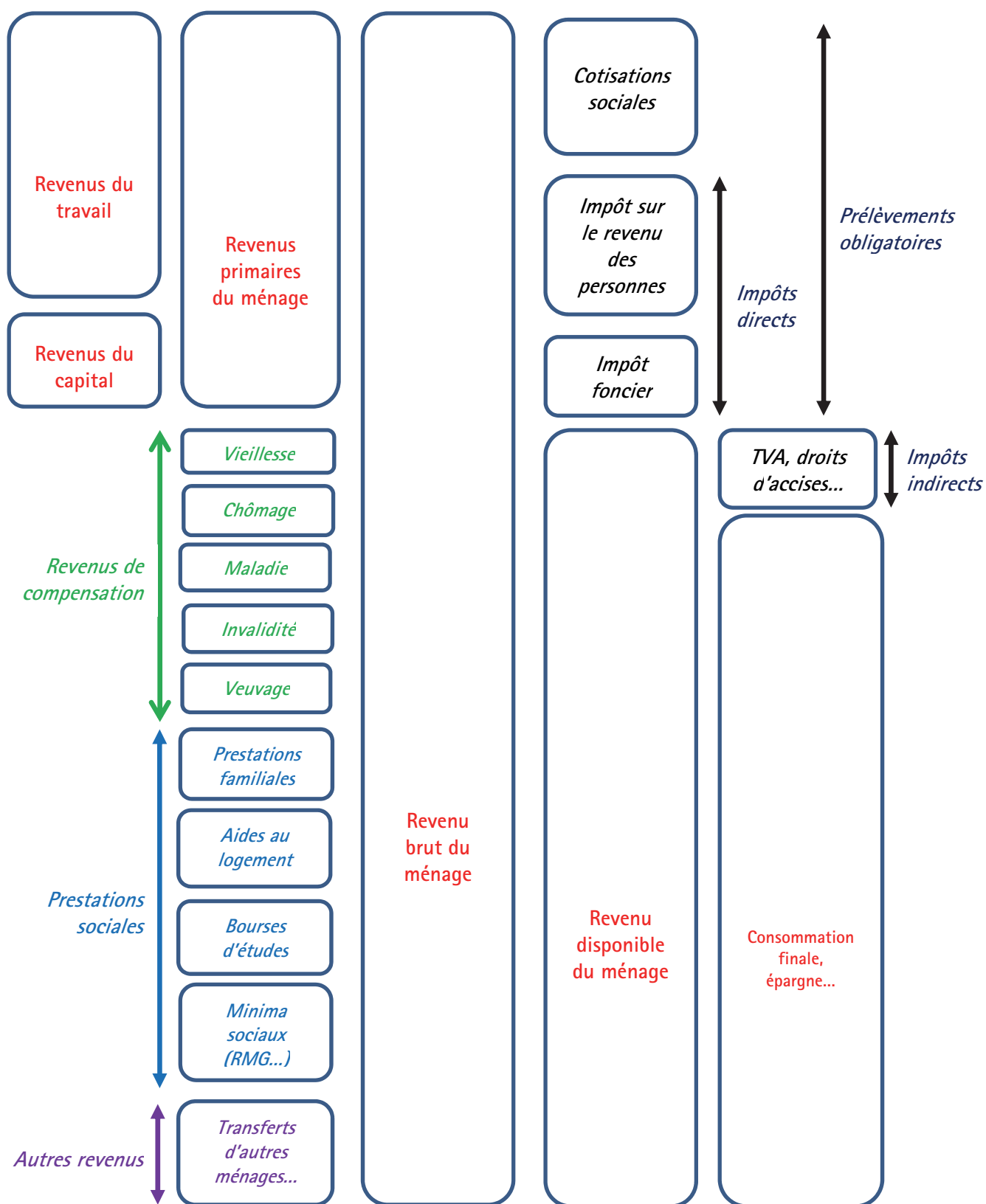
	2013
Revenus du travail	Activité salariée
	61.3
	Activité indépendante
	5.9
	Usage d'une voiture de société à des fins privées
	0.4
Revenus du capital	Pensions versées par des régimes complémentaires de retraite
	0.0
	Location de biens immobiliers
	2.8
	Intérêts, dividendes, bénéfices tirés de placements financiers
	1.4
Revenus de compensation	Chômage
	1.7
	Vieillesse
	18.6
	Veuvage
	0.8
	Maladie
	0.1
Prestations sociales	Invalidité
	1.7
	Prestations familiales
	3.5
	Aides au logement
	0.3
	Bourses d'études
	0.3
Autres revenus	Minima sociaux
	0.9
	Transferts réguliers en provenance d'autres ménages
	0.4
	Revenus des personnes de moins de 16 ans
	0.0
Total	100.0

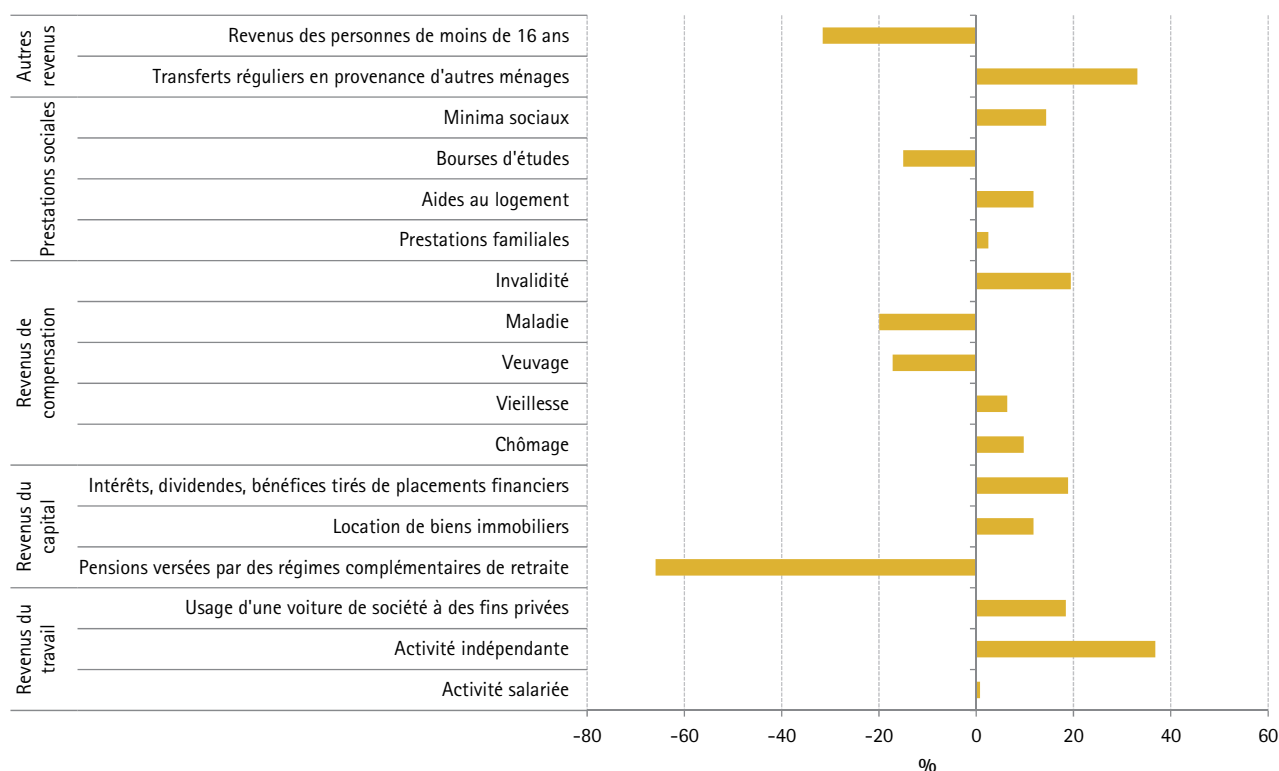
Graphique 1: Répartition des ménages en fonction de leur revenu disponible (en % du nombre total des ménages), 2013



Source: STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

Figure 1 : Une typologie des revenus des ménages



Graphique 2: Evolution (%) du revenu brut des ménages par source de revenus, 2012-2013

Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

Revenu disponible et niveau de vie: le revenu disponible par équivalent-adulte

Il est facile de comprendre qu'une personne vivant seule et disposant d'un revenu mensuel de 5000 EUR aura un niveau de vie supérieur à celui d'un couple avec deux enfants disposant du même revenu. Afin de pouvoir comparer les niveaux de vie de ces deux ménages, une solution serait de diviser leur revenu par la taille du ménage (en nombre de têtes). Mais on admet généralement que les besoins d'un ménage ne s'accroissent pas en stricte proportion de sa taille. Lorsque plusieurs personnes cohabitent au sein d'un même ménage, un grand nombre de biens et de services sont mutualisés: on partage, entre autres, le loyer de l'habitation, l'électricité ou le chauffage. Ce phénomène se vérifie tout particulièrement avec les biens de consommation durables (voiture, machine à laver, réfrigérateur...). Les besoins d'un ménage de plusieurs personnes ne sont donc pas égaux à la somme des besoins respectifs de ses membres.

Afin de pouvoir comparer les niveaux de vie de ménages ayant des tailles et des compositions différentes, on divise généralement le revenu disponible du ménage par le nombre d'unités de

consommation. Celui-ci se calcule en utilisant une échelle d'équivalence, par exemple:

- la racine carrée de la taille du ménage,
- l'échelle OCDE (ou échelle d'Oxford), qui attribue un coefficient égal à 1 à la personne de référence du ménage, 0.7 à chaque membre du ménage âgé de 14 ans ou plus et 0.5 à chaque membre âgé de 13 ans ou moins,
- l'échelle dite OCDE modifiée, qui attribue un coefficient égal à 1 à la personne de référence du ménage, 0.5 à chaque membre du ménage âgé de 14 ans ou plus et 0.3 à chaque membre âgé de 13 ans ou moins.

Ces coefficients sont appelés unités de consommation ou équivalents-adulte. C'est l'échelle « OCDE modifiée » qui est aujourd'hui utilisée par Eurostat pour calculer les indicateurs de niveau de vie au niveau européen.

Le niveau de vie d'un ménage s'obtient alors en divisant son revenu total disponible par le nombre d'unités de consommation (UC). Dans l'exemple précédent, le ménage d'une seule personne aurait donc un niveau de vie mensuel de $(5000/1) = 5\,000$ EUR/UC, tandis que le couple avec deux enfants à charge, en supposant que ces derniers sont âgés de moins de 14 ans, aurait un niveau de vie égal à $(5000/1+0.5+0.3+0.3) = 2\,381$ EUR/UC. Les niveaux de vie varieraient donc du simple au double.

En 2013, le niveau de vie moyen des ménages au Luxembourg est de 3353 EUR par mois¹. Il progresse de 2% par rapport à l'année précédente. Quant au niveau de vie médian, il est de 2918 EUR par mois, soit une progression de 4.9% par rapport à l'année précédente.

La répartition des ménages en fonction de leur niveau de vie indique que 70.8% des ménages au Luxembourg ont un niveau de vie mensuel qui est compris entre 1500 et 4500 EUR. 10% des ménages ont un niveau de vie inférieur à 1500 EUR, tandis qu'il est supérieur à 7500 EUR chez 3% des ménages.

Niveau de vie selon les caractéristiques de la personne de référence du ménage

Comme caractéristiques de la personne de référence du ménage² ont été retenues:

- l'âge: moins de 30 ans, de 30 à 49 ans, de 50 à 64 ans et 65 ans ou plus ;
- la situation par rapport à la vie économique: en emploi, retraité, inactif ou au chômage ;
- le type de profession exercée³: cadre dirigeant/profession intellectuelle, profession intermédiaire, employé ou travailleur manuel ;
- la nationalité: belge, allemande, française, italienne, luxembourgeoise et portugaise.

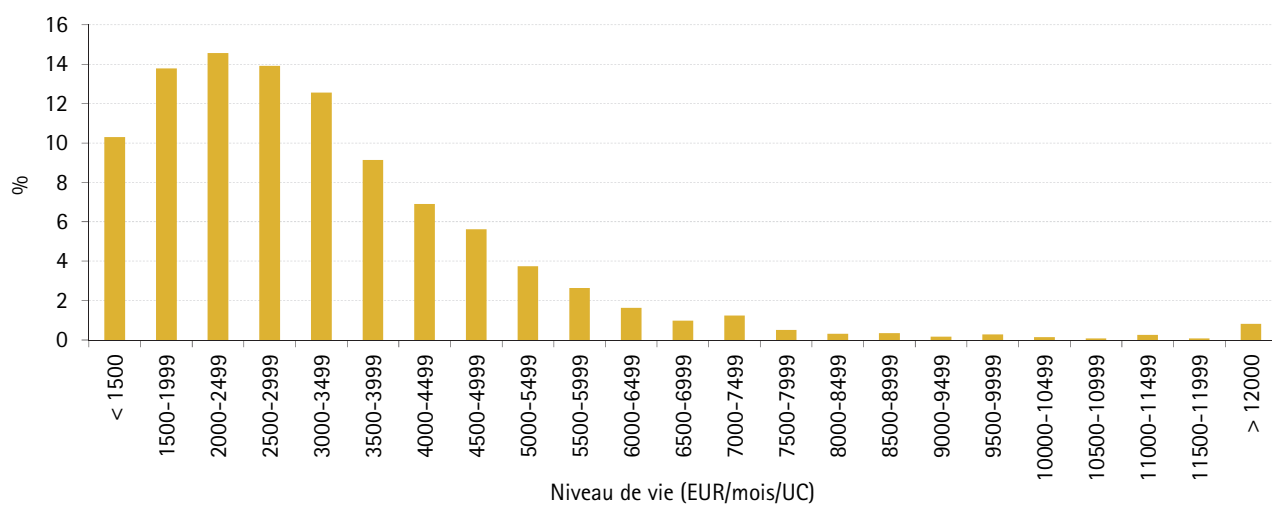
Le niveau de vie des ménages augmente avec l'âge de la personne de référence. Les différences sont très importantes entre les ménages dont la personne de référence occupe un emploi et ceux dont la personne de référence est au chômage, le niveau de vie des premiers étant 1.8 fois plus élevé que celui des derniers. Les résultats pour les quatre grands types de professions considérés montrent que le niveau de vie augmente de façon régulière à mesure que l'on s'élève dans la hiérarchie professionnelle. Le niveau de vie des ménages de cadres dirigeants est pratiquement le double de celui des ménages de travailleurs manuels. Finalement, avec un niveau de vie mensuel qui se situe autour de 1920 EUR, les ménages portugais sont moins aisés que les ménages luxembourgeois, allemands, belges, français et italiens.

¹ Ce montant est calculé au niveau du ménage. Il ne correspond donc pas au montant qui sera utilisé pour le calcul du seuil de pauvreté (voir chapitre 2.2)

² La personne de référence est celle qui a répondu au questionnaire ménage

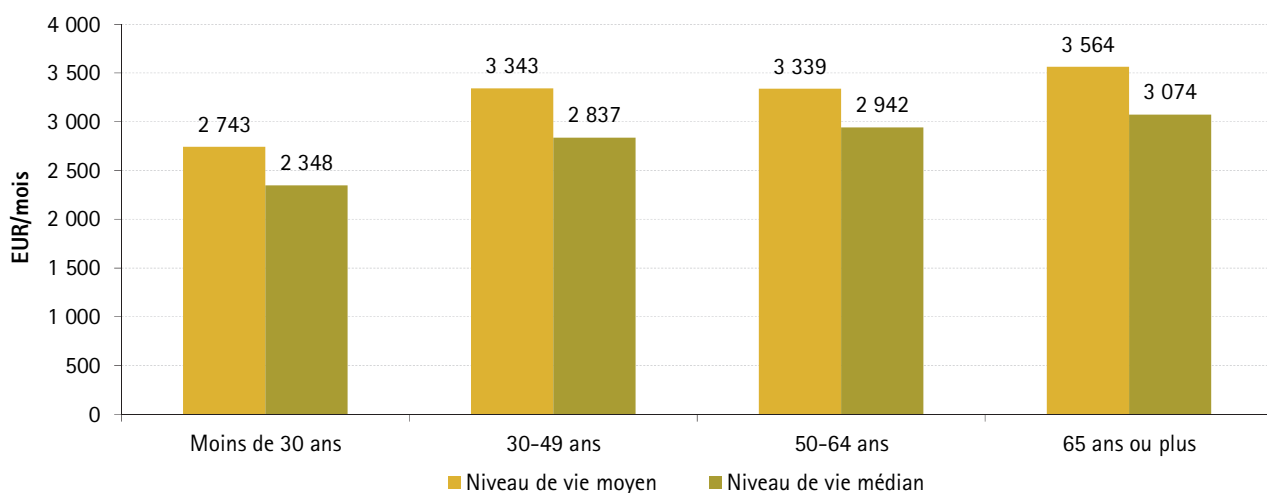
³ Seulement si la personne de référence occupe un emploi

Graphique 3: Répartition des ménages en fonction de leur niveau de vie (en % du nombre total des ménages), 2013

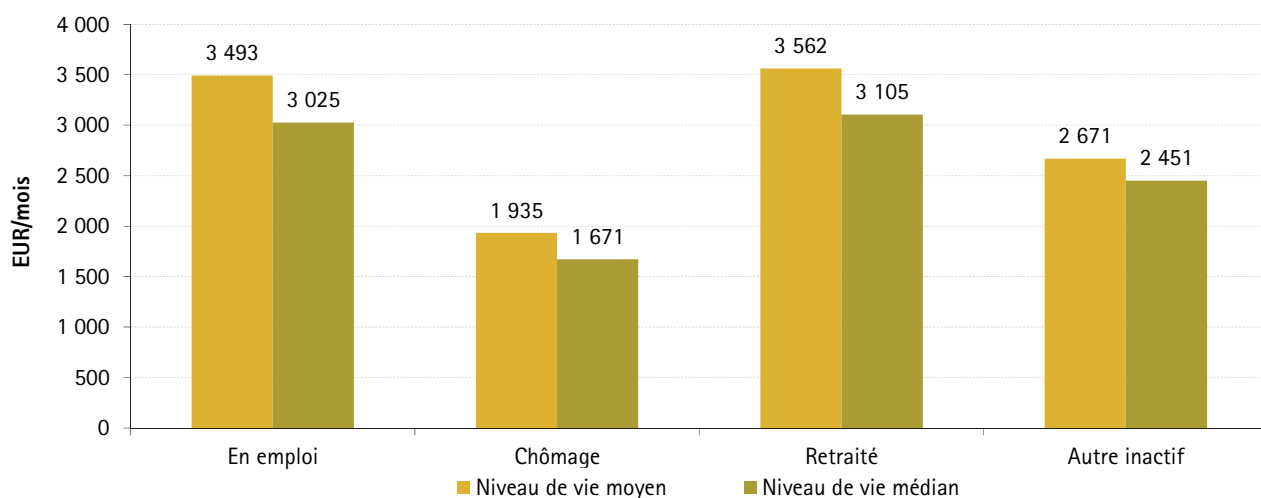


Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

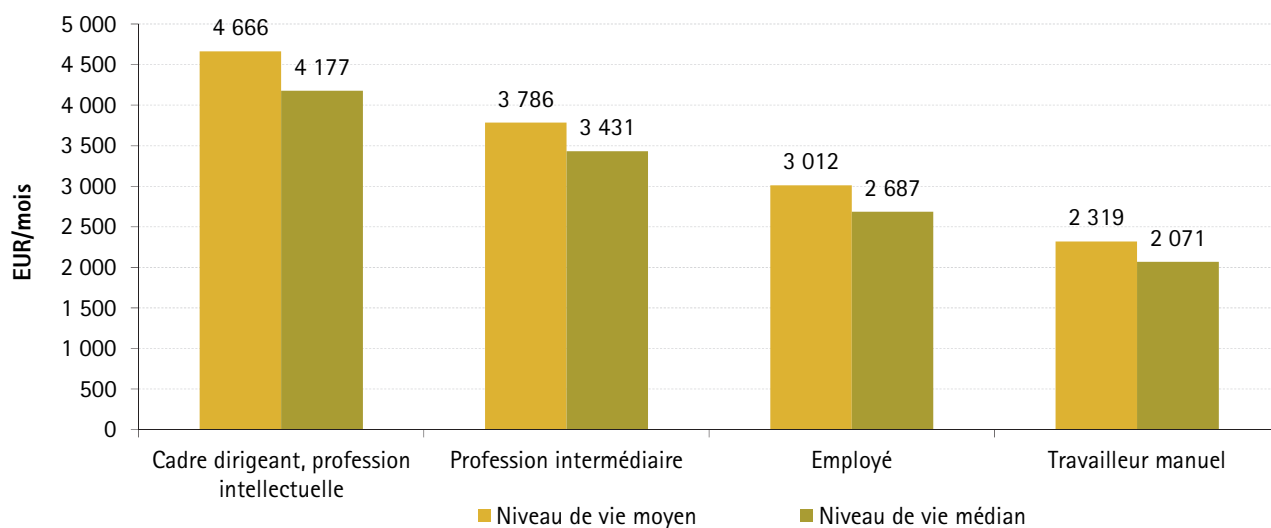
Graphique 4: Niveau de vie moyen et médian par ménage (EUR/mois), selon l'âge de la personne de référence, 2013



Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

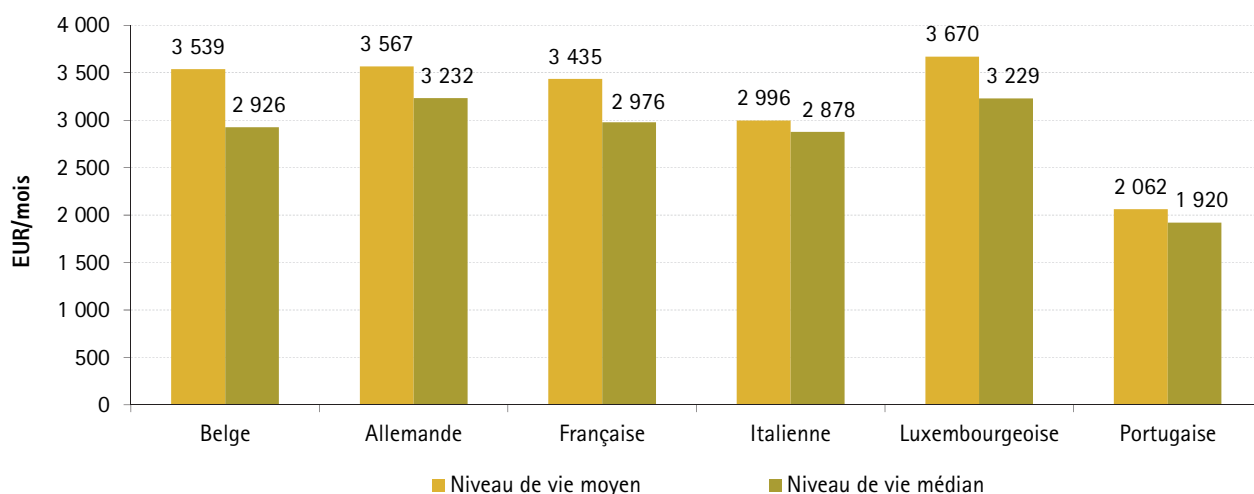
Graphique 5: Niveau de vie moyen et médian par ménage (EUR/mois), selon la situation économique de la personne de référence, 2013

Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

Graphique 6: Niveau de vie moyen et médian par ménage (EUR/mois), selon le type de profession exercée par la personne de référence, 2013

Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

Graphique 7: Niveau de vie moyen et médian par ménage (EUR/mois), selon la nationalité de la personne de référence, 2013



Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

2.2 Pauvreté et exclusion sociale

Qui est pauvre ?

La grande majorité des publications privilégient la pauvreté monétaire se caractérisant par une insuffisance de revenus par rapport à une certaine norme. En réalité, la pauvreté est, sans doute, multidimensionnelle, allant au-delà du simple manque de ressources matérielles. Le sociologue Peter Townsend place son analyse de la pauvreté dans le cadre plus large des conditions d'existence ou des privations. D'après lui une privation provient de l'exclusion du mode de vie dominant déterminé par les pratiques sociales. Cette exclusion peut concerner des domaines aussi divers que l'alimentation, l'habillement, l'habitat et l'environnement d'une personne en général.

On ne peut cependant difficilement nier que des ressources matérielles insuffisantes constituent souvent un indice de pauvreté.

Classer une population en pauvres et non pauvres nécessite la fixation d'un seuil séparant ces deux sous-populations. Comme le relèvent beaucoup de spécialistes en la matière, la définition d'un tel seuil revête un caractère normatif dépassant les simples considérations statistiques.

Pour appréhender l'importance du phénomène de la pauvreté dans une société, deux étapes sont nécessaires. Il faut tout d'abord se mettre d'accord sur la définition d'une norme sociale pour évaluer le seuil de pauvreté. Vient ensuite l'estimation statistique du seuil retenu.

Choisir un seuil de pauvreté

Dans la littérature théorique traitant de cette question, on trouve deux grandes approches. La première, associée souvent aux analyses du sociologue Peter Townsend mentionné plus haut, insiste sur la dimension relative de la pauvreté. L'économiste Amartya Sen, quant à lui, met plutôt en avant son caractère absolu¹. Avec un seuil de pauvreté relatif, on peut avec un même revenu être pauvre dans une certaine société ou à une certaine époque et ne plus l'être dans un autre environnement social ou historique. L'existence de certains besoins fondamentaux que Sen appelle les « capacités » fait référence à un noyau absolu de la pauvreté.

¹ Le père de cette approche est Rowntree qui a publié des études sur le sujet dans les années 1930

L'opposition entre ces deux écoles est, en réalité, moins tranchée qu'il n'y paraît puisque même les tenants de la pauvreté absolue admettent que la satisfaction des besoins jugés fondamentaux peut varier dans le temps et dans l'espace. Un exemple souvent cité a trait à l'habillement. Se vêtir de manière décente exigerait d'autres habits aujourd'hui qu'il y a trente ans.

Les méthodologies pour la construction de ces deux sortes de seuils ne sont évidemment pas les mêmes. Les seuils relatifs de pauvreté sont établis par référence à un certain positionnement dans la distribution des revenus de l'ensemble de la population (généralement une certaine fraction d'une des valeurs centrales). Les seuils absolus font appel au coût d'un panier de biens et services jugé indispensable pour vivre. Les adaptations de la valeur d'un tel panier négligent le plus souvent les changements intervenus dans les habitudes de consommation et se contentent de l'indexer à la seule évolution des prix des produits qu'il contient. Cette façon de procéder, toujours en usage aux Etats-Unis, soulève évidemment de nombreuses critiques parce qu'elle ne tient justement pas compte de changements intervenus dans les modes de vie.

L'avantage des seuils relatifs serait qu'ils sont adaptés, de par leur méthode de construction, à l'évolution de l'ensemble des revenus. Si ce seuil correspond, par exemple, à un certain pourcentage du revenu moyen, il est clair qu'il augmente lorsqu'une grande majorité de la population bénéficie d'une hausse de leurs revenus.

La définition du seuil relatif de pauvreté relatif, comme on le trouve dans les pays européens, exige de se mettre d'accord sur deux points:

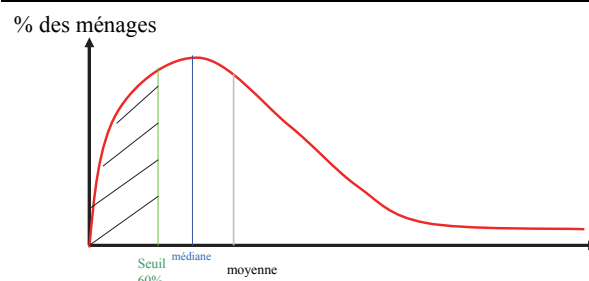
- quelle norme de référence retenir: moyenne ou médiane¹ ?
- quel pourcentage de cette norme de référence choisir ?

Concernant la norme de référence, c'est la médiane qui est actuellement favorisée par rapport à la moyenne. On dit que le choix d'une des deux révèle un certain degré d'aversion pour les inégalités. Se décider pour le revenu médian au lieu du revenu moyen serait

¹ Pour être précis, il s'agirait en fait de la moyenne arithmétique. La médiane divise une population en deux parts égales, l'une se situant en dessous de cette valeur, l'autre au-dessus

le signe d'une moindre aversion pour l'inégalité. Il est clair que, vu l'allure de la courbe de distribution des revenus, la moyenne est plus élevée que la médiane et que le seuil de pauvreté le sera alors également. Un argument en faveur de la médiane est de nature statistique et consiste à dire qu'elle est moins sensible aux valeurs extrêmes souvent jugées aberrantes. On pourrait répliquer que les données brutes collectées sont normalement corrigées pour éliminer ces « outliers ». Il existe cependant un autre argument justifiant le choix de la médiane. Dans le cas d'une distribution étalée à droite, comme l'est celle des revenus, la moyenne arithmétique n'est non seulement pas significative mais peut encore induire en erreur. Des valeurs élevées peuvent faire en sorte que la moyenne arithmétique se situe à droite de la partie de la distribution où se concentre la masse des revenus.

Distribution des revenus et seuil de pauvreté



Source : STATEC

Pour ce qui est de du pourcentage de la norme de référence, il est difficile de le justifier de manière purement statistique. Retenir 70%, donnera évidemment un taux de pauvreté plus élevé que 30%.

Si pendant longtemps, EUROSTAT avait retenu un seuil de 50% du revenu moyen, il s'élève aujourd'hui à 60% du revenu médian, les deux étant en réalité très proches l'un de l'autre. Ce seuil de 60% du revenu médian a été fixé par le Conseil européen de Laeken.

Classer comme pauvres des ménages se trouvant juste en dessous du seuil de pauvreté et comme non pauvres ceux qui grâce à un revenu à peine supérieur se situent de l'autre côté peut soulever des critiques. Le choix du seuil de pauvreté serait donc quelque peu arbitraire et la plupart des experts recommandent d'en tester plusieurs pour examiner les conséquences sur les taux de pauvreté. Une autre solution est de mesurer la gravité de la pauvreté à l'aide d'indicateurs montrant la distance des ménages jugés pauvres par rapport au seuil de pauvreté. En raison de la taille souvent très réduite du sous-échantillon relatif à ces ménages, ces indicateurs risquent cependant manquer de fiabilité.

Le taux de risque de pauvreté au Luxembourg

Méthode de calcul

Le taux de risque de pauvreté¹ est établi à partir de la distribution des revenus disponibles par équivalents-adulte, c'est-à-dire les niveaux de vie. Il est donc tenu compte de la taille et de la composition des ménages en divisant le revenu total disponible du ménage par son nombre d'équivalents-adulte, calculé à partir de l'échelle OCDE modifiée. Les chiffres de la pauvreté sont calculés au niveau individuel: chaque membre d'un même ménage a le même niveau de vie, égal au revenu total disponible du ménage par équivalent-adulte.

On calcule alors la médiane de la distribution des revenus: par définition, il s'agit de la valeur qui sépare la population en deux parties de tailles égales. Les individus de la première moitié ont un niveau de vie inférieur à la médiane, tandis qu'il est supérieur à cette valeur pour les individus de l'autre moitié. Le seuil de pauvreté est finalement obtenu en prenant 60% du revenu médian calculé au niveau national. Pour l'année 2013, la valeur de ce seuil est de 1665 EUR par mois, contre 1639 EUR en 2012.

Aperçu de l'état de la pauvreté

En 2013, 15.9% de la population était en situation de risque de pauvreté, c'est-à-dire que ces personnes ont un niveau de vie mensuel inférieur à 1665 EUR. Ce chiffre est en progression par rapport à l'année 2012, où le taux de pauvreté s'élevait à 15.1% de la population.

Néanmoins, à la vue des intervalles de confiance, il ne faut pas rejeter l'hypothèse selon laquelle la baisse du taux de pauvreté pourrait être due au fait que seulement un échantillon de la population est interrogé chaque année (ce qu'on appelle aussi l'erreur d'échantillonnage).

¹ Dans le rapport, on utilisera indifféremment les expressions taux de pauvreté et taux de risque de pauvreté. Cette dernière suggère que les ménages et les personnes concernés ne seraient pas obligatoirement « pauvres » au sens absolu du terme, mais qu'à l'aune de leur position dans la distribution des revenus, ils courent le risque d'être exclus socialement.

Tableau 4: Taux de risque de pauvreté (%), 2012-2013

	2012	2013
Taux de risque de pauvreté (%)	15.1 [14.296,15.999]	15.9 [14.938,16.788]

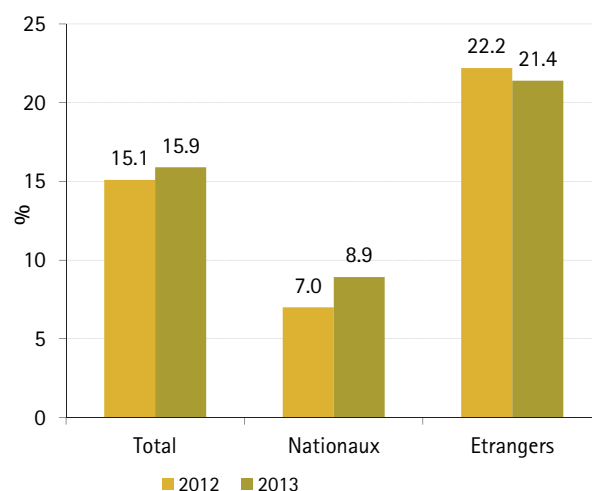
Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

Taux de risque de pauvreté selon les caractéristiques sociodémographiques des ménages et des individus

Les écarts de pauvreté entre nationaux et étrangers sont importants: en 2013, le taux de risque de pauvreté des étrangers résidant au Luxembourg est de 21.4%, contre 8.9% pour les nationaux. L'aggravation de la pauvreté entre 2012 et 2013 est surtout nette chez les nationaux, leur taux passant de 7.0 à 8.9%. Quant à celui des étrangers, il diminue légèrement sur la même période (de 22.2% en 2012 à 21.4% en 2013).

Les résultats par niveau d'éducation mettent en lumière des écarts très importants selon que la personne a atteint un niveau d'éducation faible (secondaire inférieur), moyen (secondaire supérieur) ou élevé (universitaire). Pour tenir compte du fait que nombre de jeunes poursuivent des études jusqu'à un âge avancé, et que le niveau d'éducation atteint ne correspond pas forcément au niveau définitif, seules les personnes âgées de 25 ans ou plus ont été prises en considération dans nos calculs.

Graphique 8: Taux de risque de pauvreté (%) selon la nationalité, 2012-2013



Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

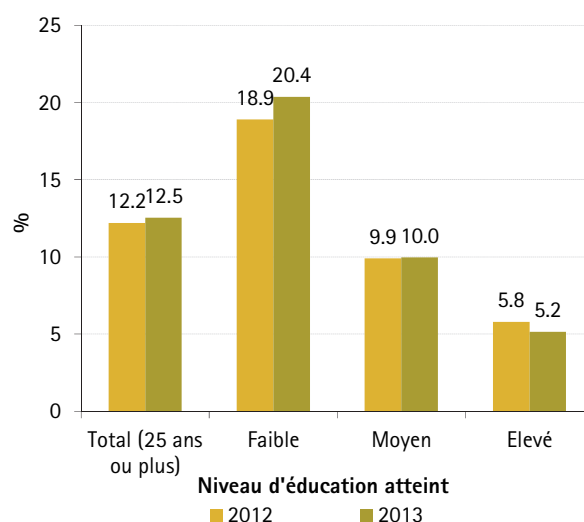
Les chiffres de 2013 confirment que le risque de pauvreté est nettement plus élevé chez les personnes faiblement qualifiées: leur taux atteint 20.4% en 2013, contre 10% pour celles titulaires d'un diplôme de fin d'études secondaires (niveau moyen) et 5.2% pour les universitaires (niveau élevé). La hausse de la pauvreté entre 2012 et 2013 ne touche que les personnes faiblement éduquées, pour lesquelles la pauvreté a progressé de 1.5 points. Le taux de pauvreté ne varie pas pour les personnes ayant un niveau d'études secondaires et diminue de 0.5 points pour celles ayant obtenu un diplôme universitaire.

Les résultats par classe d'âge et par genre indiquent que les jeunes sont les plus exposés au risque de pauvreté, et que le risque diminue avec l'âge. En 2013, le taux de risque de pauvreté chez les 0-17 ans est de 23.9%, contre 6.2% pour les 65 ans et plus. Le taux de pauvreté des 0-17 ans est ce qu'on appelle communément le « taux de pauvreté des enfants ». La hausse de la pauvreté entre 2012 et 2013 a touché toutes les catégories d'âge.

Par ailleurs, la ventilation des individus selon la taille et la composition de leur ménage fait apparaître des différences non négligeables au niveau du taux de pauvreté. Ce sont les personnes qui vivent dans des ménages avec enfants à charge qui ont le risque de pauvreté le plus élevé: le taux de pauvreté pour ces

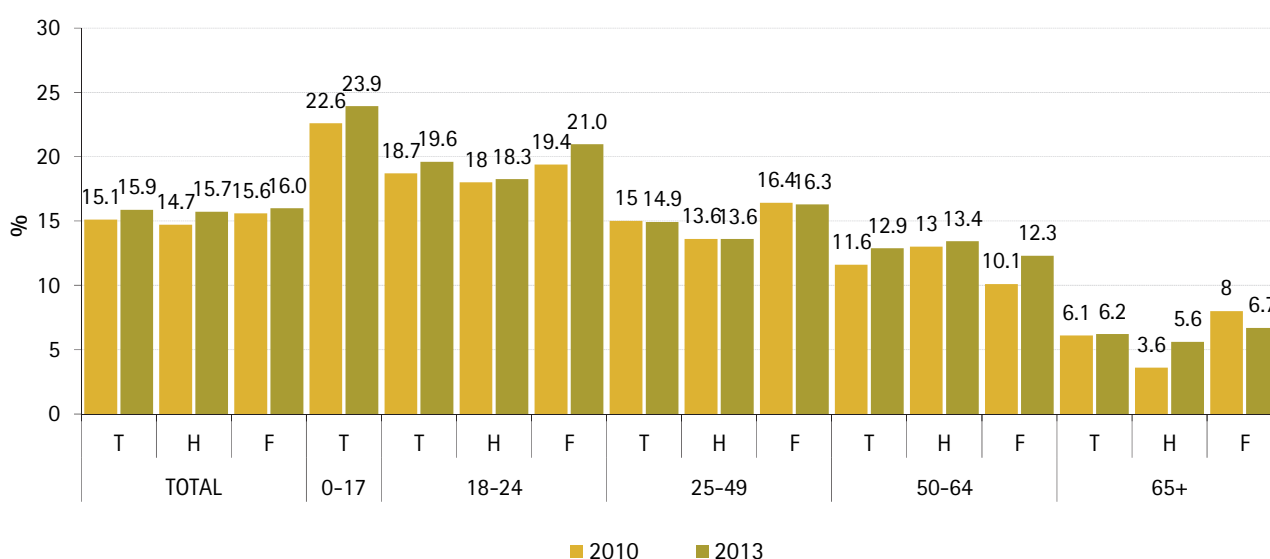
personnes est de 20.7% en 2013, contre 5.9% pour celles faisant partie de ménages sans enfants à charge. Parmi la population vivant dans des ménages avec enfants à charge, ce sont les membres de familles monoparentales (c'est-à-dire un seul adulte avec enfants à charge) qui font face au risque de taux de pauvreté le plus élevé (46.1% en 2013).

Graphique 9: Taux de risque de pauvreté (%) selon le niveau d'éducation atteint, 2012-2013

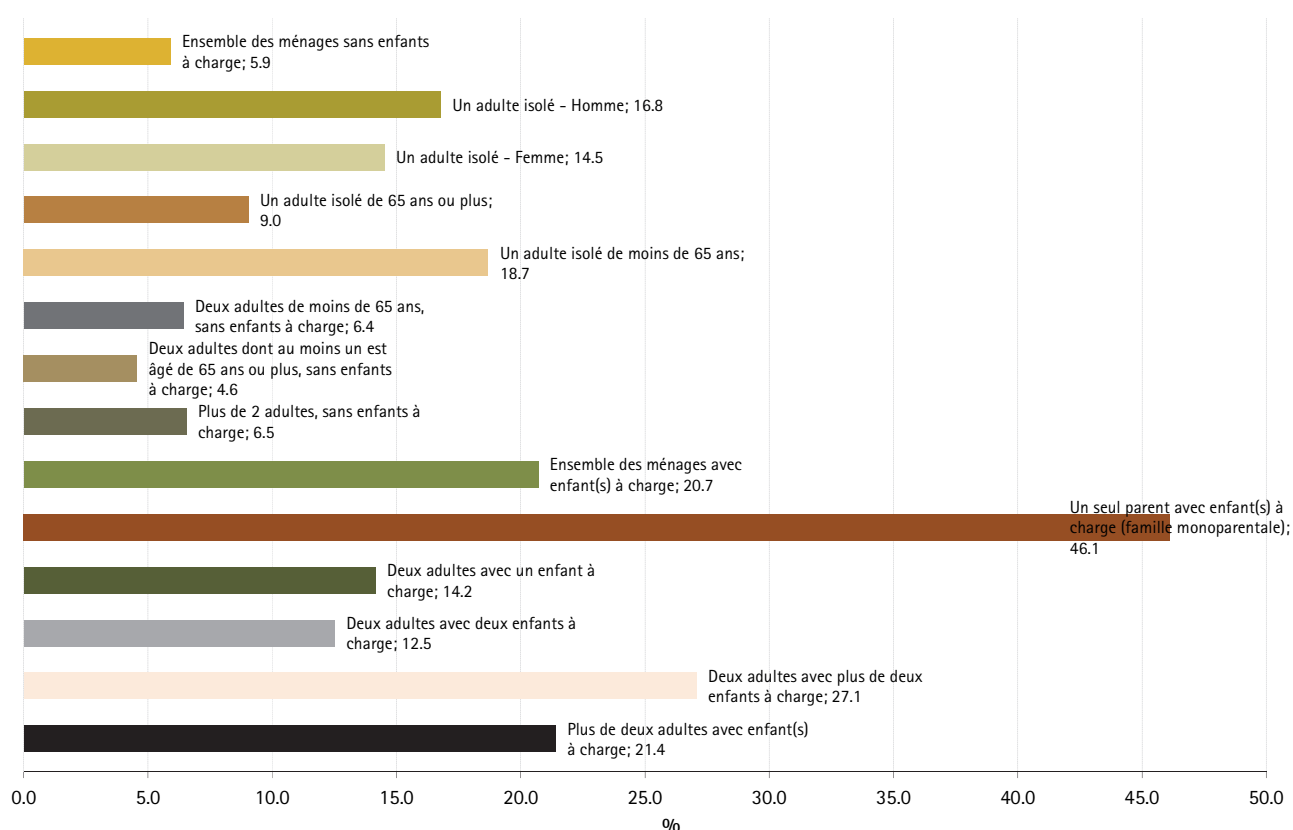


Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

Graphique 10: Taux de risque de pauvreté (%) selon la classe d'âge et le genre, 2012-2013



Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

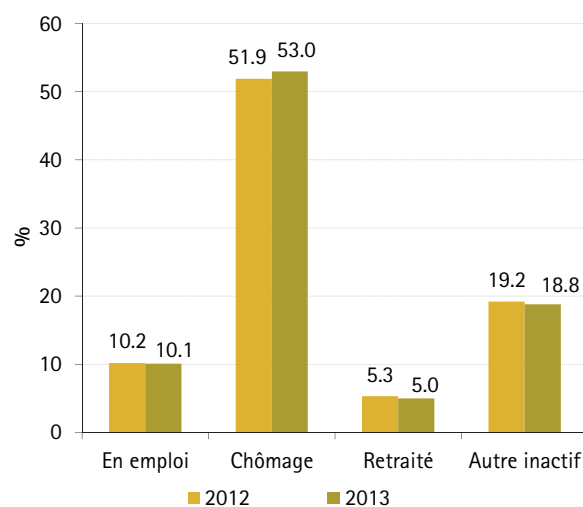
Graphique 11: Taux de risque de pauvreté (%) selon la taille et la composition du ménage, 2013

Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

Il faut cependant garder à l'esprit que les individus en question sont très peu nombreux dans l'échantillon, de sorte que l'intervalle de confiance de ce taux doit être extrêmement large. Par ailleurs, le taux de pauvreté augmente avec le nombre d'enfants à charge dans le ménage: il est de 14.2% pour les membres de ménages de deux adultes avec un enfant à charge, 12.5% si le ménage a deux enfants à charge et 27.1% s'il y a plus de deux enfants. Parmi les ménages isolés (c'est-à-dire un adulte vivant seul sans enfants à charge), le taux de risque de pauvreté est plus élevé pour les hommes que pour les femmes (16.8%, contre 14.5% pour les femmes), et il est aussi plus élevé pour les personnes de moins de 65 ans (18.7%, contre 9% chez les adultes isolés de 65 ans ou plus)

Les résultats selon la situation économique de la personne montrent aussi des écarts très importants en termes d'exposition à la pauvreté: 11.2% des personnes en emploi sont en situation de risque de pauvreté en 2013, contre 53% des personnes au chômage et 18.8% des personnes inactives (autres que retraitées). Les personnes retraitées sont en fait les moins exposées au risque de pauvreté: leur taux est de 5% en 2013. Les taux de pauvreté selon la

situation économique ne changent pas de manière marquée entre 2012 et 2013.

Graphique 12: Taux de risque de pauvreté (%) selon la situation économique, 2012-2013

Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

La gravité de la pauvreté

Le taux de risque de pauvreté ne renseigne pas sur la gravité de la pauvreté. La pauvreté est d'autant plus « grave » que les individus en situation de risque de pauvreté ont un niveau de vie qui est éloigné du seuil de pauvreté. Que le niveau de vie d'une personne soit très éloigné du seuil ou, au contraire, très proche, la valeur du taux de pauvreté reste la même. Il faut donc s'appuyer sur d'autres indicateurs afin de mesurer la gravité de la pauvreté.

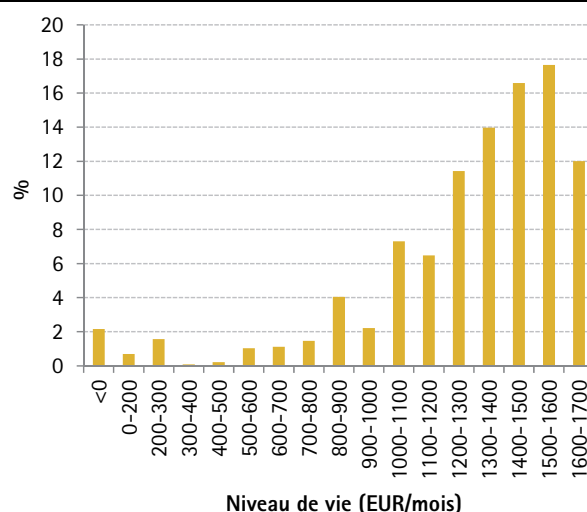
Près de la moitié des personnes en risque de pauvreté, c'est-à-dire qui ont un niveau de vie mensuel inférieur à 1665 EUR/mois, ont un niveau de vie qui est supérieur à 1400 EUR. Pour 85% de ces personnes le niveau de vie est supérieur à 1000 EUR. Cela montre que les personnes en risque de pauvreté ont un niveau de vie qui n'est pas « très loin » du seuil, même si cette notion de distance doit être définie.

Un indicateur de gravité couramment utilisé est l'écart médian relatif à la pauvreté. Il consiste à calculer la différence entre le seuil de risque de pauvreté et le niveau de vie médian des personnes en risque de pauvreté (c.à.d. dont le niveau de vie est en-dessous du seuil), et à exprimer cet écart en % du seuil de pauvreté. En 2013, cet indicateur est de 17.5% au Luxembourg. Cela signifie que la moitié des personnes en risque de pauvreté ont un niveau de vie compris entre 82.5% et 100% du seuil de pauvreté. Même si la pauvreté est plus « grave » pour les hommes que les femmes, les différences ne sont pas très importantes (18% pour les femmes, contre 17.4% pour les hommes). La gravité de la pauvreté, telle que mesurée par l'écart médian relatif à la pauvreté, a progressé en 2013 (17.5%) par rapport à 2012 (15%).

Revenu disponible, niveau de vie des ménages, taux de pauvreté: indicateurs 1996-2013

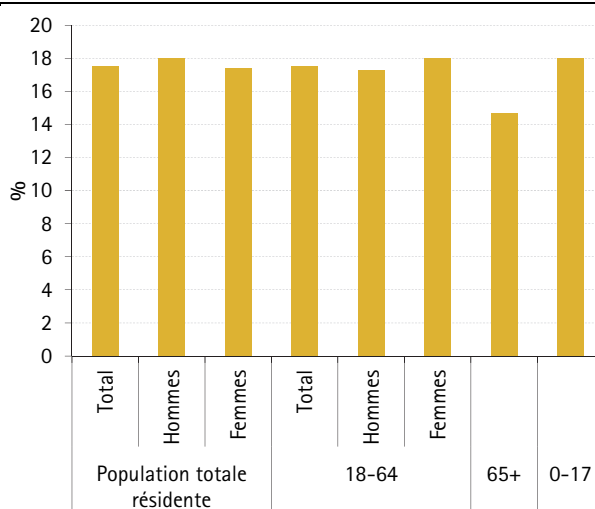
En termes réels, le niveau de vie des ménages s'est accru de 20% entre 1996 et 2013, et il progresse depuis 2012. Concernant les inégalités de revenu, les chiffres du coefficient de Gini font état d'une augmentation du niveau des inégalités entre 1996 et 2013: le coefficient de Gini est passé de 0.25 en 1996 à 0.36 en 2013. La situation s'est également détériorée en ce qui concerne le taux de pauvreté, avec une augmentation de 4.9 points de pourcentage entre le milieu des années 1990 et aujourd'hui.

Graphique 13: Répartition (%) des personnes en situation de risque de pauvreté selon leur niveau de vie mensuel, 2013



Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

Graphique 14: Ecart médian relatif à la pauvreté (%) selon l'âge et genre, 2013



Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

Précédemment, on avait déjà attiré l'attention sur l'imprécision statistique qui entoure ces chiffres, de sorte que les évolutions sous revue doivent être interprétées avec une certaine prudence, même si une tendance à l'accroissement ne peut être exclue. Un autre fait doit aussi inciter à la prudence dans l'analyse des évolutions sur une longue période: les chiffres du tableau suivant sont tirés de deux enquêtes et donc de deux échantillons qui sont différents: le PSELL-2 jusqu'en 2002, puis EU-SILC à partir de 2003.

Tableau 5: Revenu disponible, niveau de vie des ménages, taux de pauvreté: indicateurs 1996-2013

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Revenu disponible médian par ménage (EUR courants)	2 680	2 727	2 823	2 797	2 979	3 194	3 409	3 532	3 685	3 915	3 913	3 992	4 172	4 281	4 350	4 446	4 411	4 482
Revenu disponible médian par équivalent adulte (EUR courants)	1 653	1 671	1 746	1 774	1 870	1 957	2 080	2 148	2 245	2 367	2 457	2 491	2 576	2 646	2 694	2 712	2 732	2 775
Revenu disponible médian par ménage, en volume (1996=100)	100	100.4	102.9	100.9	104.2	108.9	113.8	115.6	117.9	122.3	119	118.7	120	122.6	121.8	120.4	116.3	120
Revenu disponible médian par équivalent adulte, en volume (1996=100)	100	99.7	103.2	103.8	106.1	108.1	112.6	113.9	116.5	119.8	121.2	120.1	120.1	122.9	122.3	119.1	116.8	117
Coefficient de GINI	0.25	0.25	0.26	0.27	0.26	0.26	0.26	0.28	0.26	0.26	0.28	0.27	0.28	0.29	0.28	0.27	0.28	0.36
Rapport interquintiles S80/S20	3.5	3.6	3.7	3.8	3.7	3.7	3.7	4.1	3.9	3.9	4.2	4	4.1	4.3	4.1	4	4.1	4.6
Seuil de pauvreté : 60 % médiane	992	1 003	1 048	1 064	1 122	1 174	1 248	1 289	1 347	1 420	1 474	1 495	1 546	1 588	1 617	1 627	1 639	1 665
Taux de pauvreté (%) : seuil égal à 60% du revenu médian	11	11.1	12.2	12.5	12.1	11.9	12.1	11.9	12.7	13.7	14.1	13.5	13.4	14.9	14.5	13.6	15.1	15.9

Source : CEPS/INSTEAD (d'après Population et Emploi, n° 1, janvier 2004) jusqu'en 2002. Calculs STATEC de 2003 à 2013.

Les travailleurs pauvres (« *working poor* »)

Le concept des « *working poor* » vient des Etats-Unis et a trait à des personnes qui, tout en travaillant, se retrouvent dans une situation de pauvreté. Les débats sur cette catégorie de personnes sont souvent liés aux discussions sur l'introduction ou l'augmentation substantielle des salaires minima.

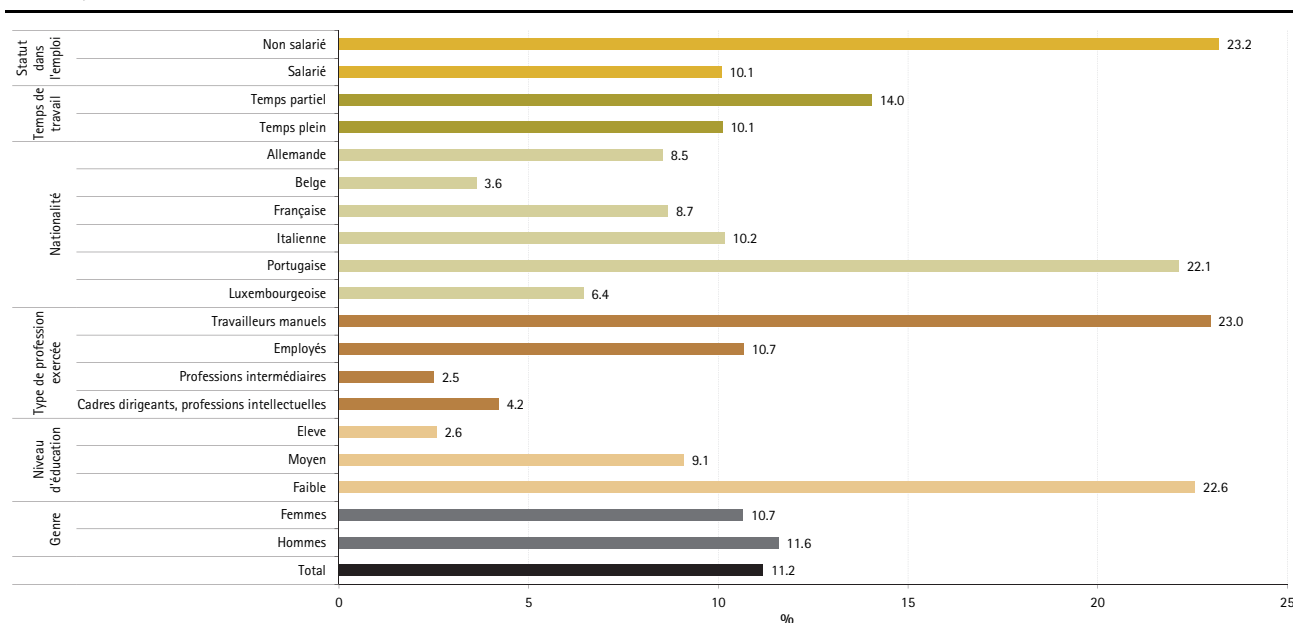
Selon Eurostat, un travailleur pauvre est une personne qui exerce une activité professionnelle (à temps plein ou à temps partiel) pendant plus de la moitié de l'année et qui vit dans un ménage exposé au risque de pauvreté tel qu'il a été défini précédemment. Sont donc pris en considération aussi bien les caractéristiques personnelles (exercer une activité professionnelle) que les caractéristiques familiales (vivre dans un ménage pauvre), ces dernières étant saisies au niveau du ménage. Cette catégorie de travailleurs pauvres n'est pas identique à celle des travailleurs à bas salaire. La différence la plus frappante concerne la répartition par sexe. Alors que les bas salaires sont un phénomène très largement féminin, le pourcentage de travailleurs pauvres est légèrement plus élevé chez les hommes que chez les femmes. Vu que les premiers sont plus nombreux, cela veut dire que la majorité des travailleurs pauvres sont des hommes. Certaines analyses estiment aussi que la manière de définir la population des travailleurs

pauvres cache la réalité des discriminations dont souffrent les femmes sur le marché du travail.

En 2013, le taux de pauvreté des personnes en emploi s'est élevé à 11.2%, en-dessous du taux de 15.9% pour l'ensemble de la population résidente. Si le travail protège de la pauvreté, il n'en met pas totalement à l'abri. Les hommes qui travaillent sont davantage exposés à la pauvreté que les femmes: le taux de pauvreté des hommes en emploi est de 11.6%, contre 10.7% pour les femmes. Par ailleurs, les travailleurs à temps plein, avec un taux de 10.1%, sont moins exposés que les travailleurs à temps partiel, pour lesquels le taux de pauvreté est de 14%. Enfin, les travailleurs salariés, avec un taux de pauvreté de 10.1%, sont moins exposés que les travailleurs non-salariés, pour lesquels le taux de pauvreté est de 23.2%.

Les travailleurs manuels, ainsi que ceux n'ayant qu'un faible niveau d'éducation, ont des taux de pauvreté de 23%. Ce résultat n'est pas surprenant, les deux variables étant fortement corrélées. Comme les travailleurs manuels sont fortement représentés au sein de la population résidente portugaise, le taux de pauvreté de 22% que l'on constate chez les travailleurs de nationalité portugaise peut s'expliquer. A l'inverse, chez les nationaux, ce sont 6.4% des actifs occupés qui sont exposés au risque de pauvreté en 2013.

Graphique 15: Taux de risque de pauvreté des personnes en emploi selon le genre, le niveau d'éducation, le type de profession exercée, la nationalité, le temps de travail et le statut dans l'emploi (salarié/non salarié), 2013



Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

Le taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale « Europe-2020 »

En 2013, le taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale introduit dans le cadre de la stratégie « Europe 2020 »¹ est pour le Luxembourg de 19%, contre 18.4% en 2012. Ceci représente plus de 95 600 personnes en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale.

Sont considérées comme à risque d'être pauvres ou exclues socialement les **personnes relevant d'au moins un des 3 critères suivants**:

- les **personnes à risque de pauvreté** (relative) sont celles vivant dans un ménage disposant d'un revenu équivalent-adulte disponible (après transferts sociaux en espèces) inférieur au seuil de pauvreté qui est fixé à 60% du revenu médian national équivalent-adulte (après transferts sociaux),
- les **personnes en situation de privation matérielle grave** ont des conditions de vie limitées par un manque de ressources et sont confrontées à la privation d'au moins 4 des 9 éléments suivants. Ils ne sont pas en mesure: 1)

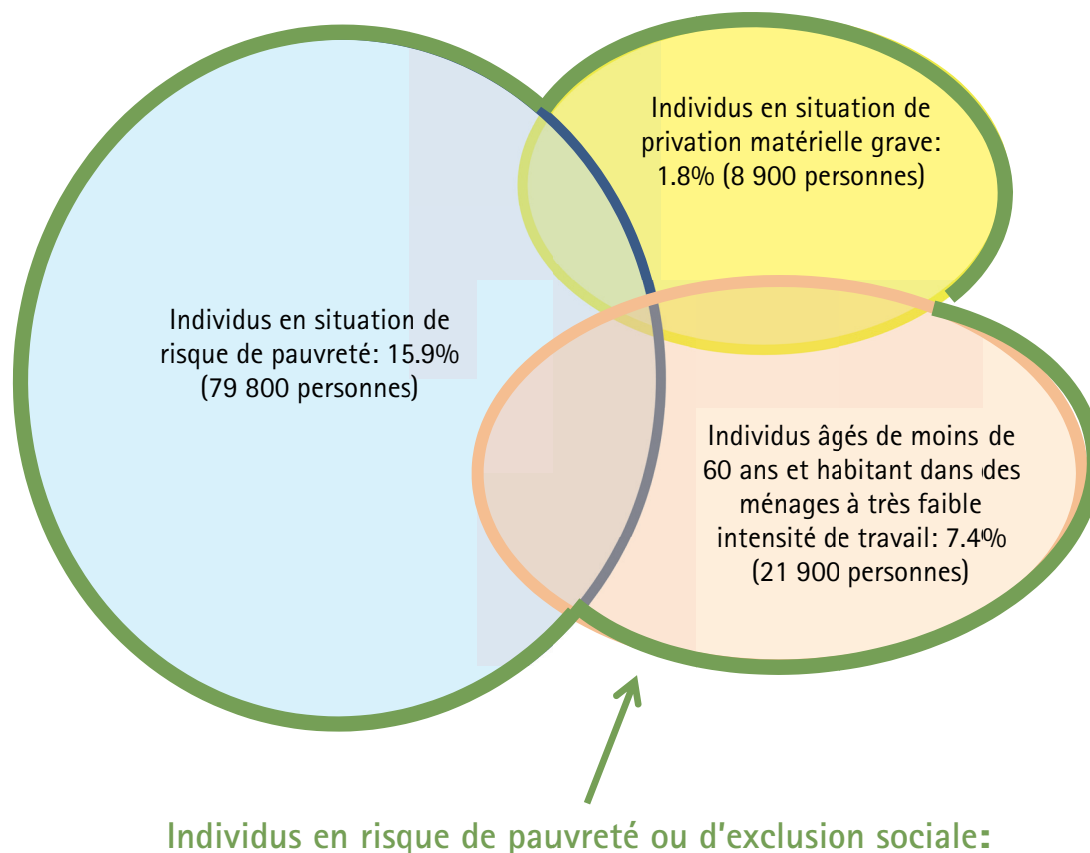
de payer un loyer ou des factures courantes, 2) de chauffer correctement leur domicile, 3) de faire face à des dépenses imprévues, 4) de consommer de la viande, du poisson ou un équivalent de protéines tous les deux jours, 5) de s'offrir une semaine de vacances en dehors de leur domicile, 6) de posséder une voiture personnelle, 7) un lave-linge, 8) un téléviseur couleur, ou 9) un téléphone,

- les **personnes vivant dans des ménages à très faible intensité de travail** sont les personnes âgées de 0 à 59 ans vivant dans des ménages dans lesquels en moyenne les adultes (âgés entre 18 et 59 ans) ont utilisé moins de 20% de leur potentiel total d'emploi au cours de l'année passée. Les étudiants sont exclus.

L'examen des intersections révèle que presque deux tiers des personnes (77 100 individus sur 95 600) en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale sont exclues selon une seule des trois dimensions (risque de pauvreté, privation matérielle grave ou habiter dans un ménage à très faible intensité de travail). Les 18 500 personnes restantes, soit 3.7% de la population totale, sont en situation d'exclusion multiple, avec au moins deux des trois dimensions concernées.

¹ Voir aussi: http://ec.europa.eu/europe2020/index_en.htm

Figure 2 : La composition du nouvel indicateur « Europe-2020 » de pauvreté ou d'exclusion sociale pour le Luxembourg, 2013



Source: STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

Tableau 6: Composition de l'indicateur « Europe-2020 » pour le Luxembourg, 2013

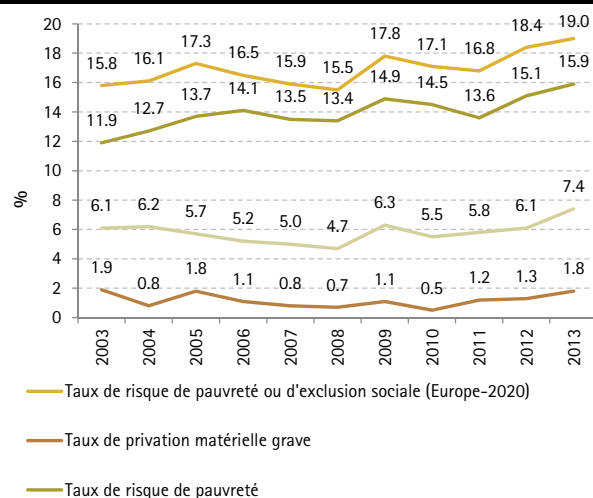
	Nombre d'individus concernés	%
Population en risque de pauvreté, n'étant ni en situation de privation matérielle grave ni habitant dans un ménage à très faible intensité de travail	62 300	12.4
Population n'étant pas en risque de pauvreté, étant en situation de privation matérielle grave et n'habitant pas dans un ménage à très faible intensité de travail	2 800	0.6
Population n'étant pas en risque de pauvreté ni en situation de privation matérielle grave et habitant dans un ménage à très faible intensité de travail	12 000	2.4
Total population exclue selon une seule dimension	77 100	15.3
Population en risque de pauvreté, en situation de privation matérielle grave et n'habitant pas dans un ménage à très faible intensité de travail	3 600	0.7
Population n'étant pas en risque de pauvreté, étant en situation de privation matérielle grave et habitant dans un ménage à très faible intensité de travail	900	0.2
Population en risque de pauvreté, n'étant pas en situation de privation matérielle grave et habitant dans un ménage à très faible intensité de travail	12 400	2.5
Total population exclue selon deux dimensions	16 900	3.4
Population en risque de pauvreté, en situation de privation matérielle grave et habitant dans un ménage à très faible intensité de travail	1 600	0.3
Total population exclue selon les trois dimensions	1 600	0.3
Total risque de pauvreté et d'exclusion sociale UE-2020	95 600	19

Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

Pris dans le détail, ce sont 15.9% des personnes qui sont en situation de risque de pauvreté en 2013, 1.8% qui sont en situation de privation matérielle sévère et 7.4% qui habitent dans des ménages à très faible intensité de travail. L'indicateur Europe-2020 est en augmentation de 0.9 points par rapport à 2012.

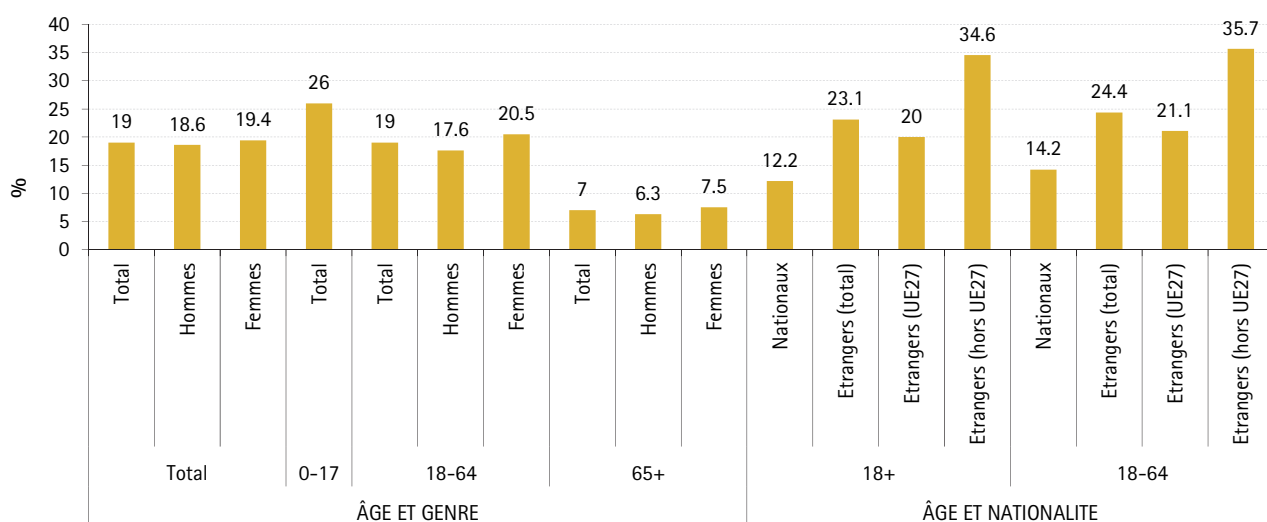
L'exclusion sociale touche davantage les 0-17 ans: 26% d'entre eux sont en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale en 2013, contre 19% pour l'ensemble de la population, 19% pour les 18-64 ans et 7% pour les 65 ans ou plus. Les résidents étrangers sont davantage touchés que les nationaux: 23.1% des résidents étrangers âgés de 18 ans ou plus et 24.4% de ceux âgés de 18 à 64 ans sont en risque et pauvreté ou d'exclusion sociale, contre respectivement 12.2 et 14.2% des nationaux des mêmes catégories d'âge. Parmi les étrangers, ce sont les ressortissants de pays extérieurs à l'Union Européenne (UE27) qui, avec des taux qui avoisinent 35%, sont les plus durement touchés.

Graphique 16: Taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale (Europe-2020), taux de risque de pauvreté, taux de privation matérielle grave et % de personnes qui habitent dans des ménages à très faible intensité de travail, 2003-2013



Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

Graphique 17 Taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale (Europe-2020) selon l'âge, le genre et la nationalité, 2013



Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

2.3 Les inégalités de revenus

Les individus ne profitent pas tous du même niveau de vie¹. Le niveau de vie moyen des individus varie de 1213 EUR/mois pour les 10% des individus les moins aisés à 6290 EUR/mois pour les 10% les plus aisés.

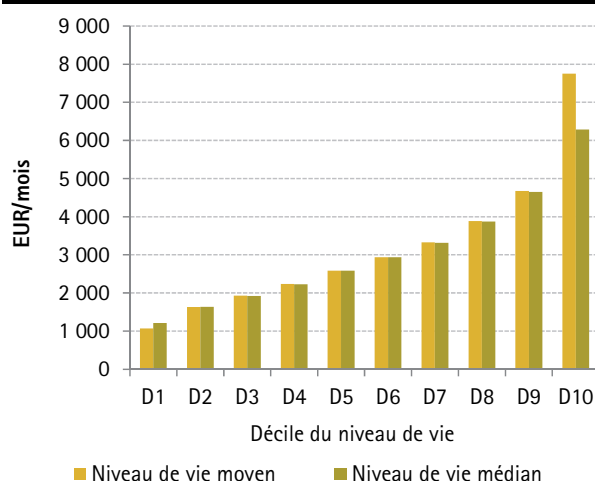
Le niveau de vie moyen ou le revenu médian fournissent une indication sur le centre de la distribution. Cependant, ils ne renseignent pas sur le niveau des inégalités qui peuvent exister entre les individus en termes de niveau de vie.

Le niveau des inégalités peut être mesuré à l'aide d'indicateurs de concentration, qui vont évaluer la distance entre la distribution observée sur la population et la distribution égalitaire dans laquelle chaque individu dans la population disposerait du même niveau de vie. En 2013, les 10% des individus ayant les niveaux de vie les plus bas ne possèdent que 3.3% de la masse totale des revenus, contre 24.2% pour les 10% des individus les plus aisés.

Un indicateur de concentration couramment utilisé en pratique est le coefficient de Gini. Un coefficient de Gini égal à 0 signifie que tous les membres de la population ont le même niveau de vie (situation d'égalité parfaite). En revanche, un coefficient de Gini égal à 1 correspond à la situation dans laquelle un unique individu posséderait la totalité des revenus, alors que tous les autres auraient un revenu égal à 0.

En 2013, la valeur du coefficient de Gini s'élève à 0.30, contre 0.28 l'année précédente. Cela traduit une aggravation des inégalités de niveau de vie entre les personnes. Sur la période 2003-2013, l'évolution du coefficient de Gini ne suit pas une tendance stable. Le coefficient atteint son sommet en 2013.

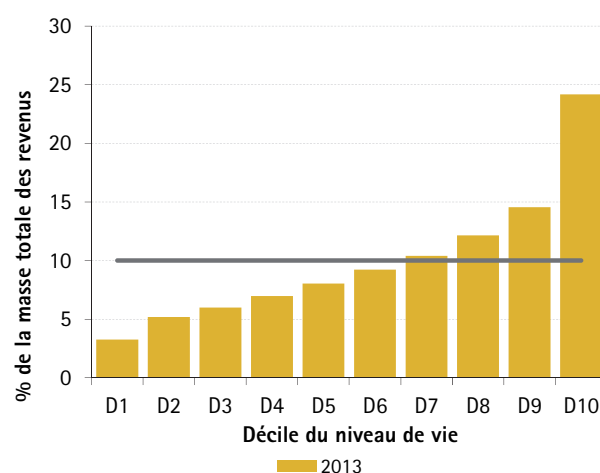
Graphique 18: Niveau de vie moyen et médian des individus par décile, 2013



Lecture : D1 = premier décile (10% des ménages les moins aisés) ; D10= dernier décile (10% des ménages les plus aisés)

Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

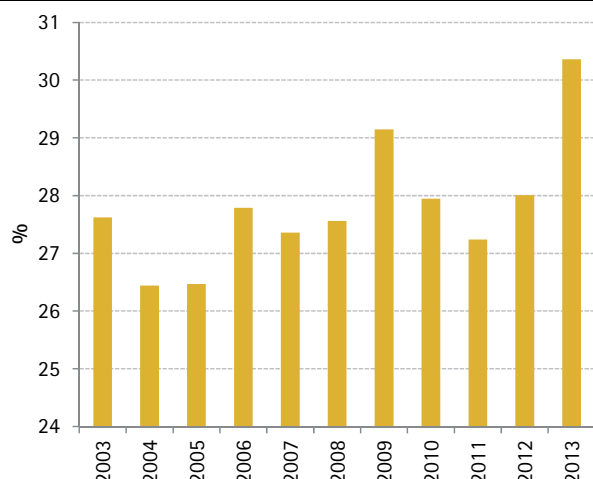
Graphique 19: Pourcentage de la masse totale des revenus possédé selon le niveau de vie, 2013



Lecture : D1 = premier décile (10% des ménages les moins aisés) ; D10= dernier décile (10% des ménages les plus aisés)

Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

¹ Le niveau de vie d'un individu correspond au revenu total disponible de son ménage divisé par le nombre d'unités de consommation du ménage (voir chapitre 2.1)

Graphique 20: Coefficient de Gini (%), 2003-2013

Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

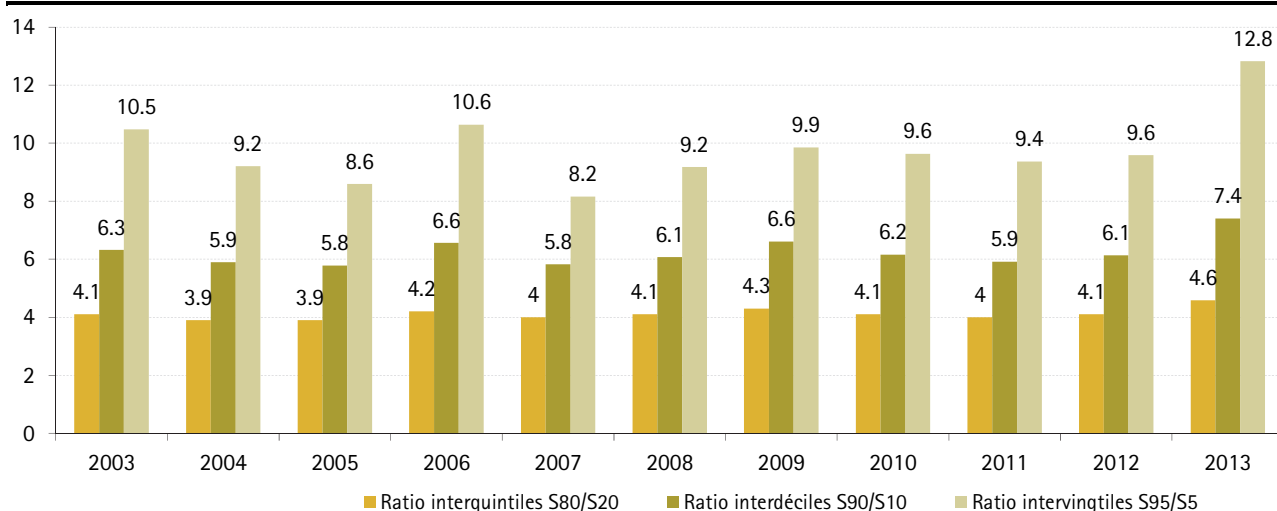
Les inégalités peuvent aussi être mesurées au moyen d'indicateurs de dispersion, qui vont mesurer les écarts entre les quantiles de la distribution du revenu. On calculera par exemple le ratio interquintiles S80/S20 en divisant la part du revenu total perçue par les 20% des individus ayant les revenus les plus élevés par la part perçue par les 20% ayant les revenus les plus bas. Une variante serait de calculer le ratio interdéciles S90/S10 ou le ratio intervingtiles S95/S5 en divisant la part du revenu perçue par les 10% (respectivement, les 5%) des individus ayant les revenus les plus élevés par celle des 10% (respectivement, les 5%) ayant les

revenus les plus bas. Un désavantage de ce type d'indicateur est qu'il peut rester insensible à d'éventuelles modifications intervenant dans les catégories intermédiaires.

En 2013, la valeur du ratio interquintiles S80/S20 pour le Luxembourg est de 4.6, contre 4.1 en 2012. Une autre façon de présenter cet indicateur est de dire que les 20% des individus les moins aisés de la population perçoivent 8.5% du revenu total, contre 38.8% pour les 20% les plus aisés, les 60% se trouvant entre les deux catégories se partageant les 52.7% restants. Quant au ratio interdéciles S90/S10, sa valeur est de 7.4 en 2013, contre 6.1 l'année précédente. Si ces indicateurs ont augmenté entre 2012 et 2013, ils apparaissent relativement stables sur la période 2003-2013.

EU-SILC collecte les revenus de façon détaillée, composante par composante. Le revenu total d'un ménage est ensuite calculé en agrégeant les différentes composantes de son revenu. Comme catégories de revenu, on distingue (voir aussi le chapitre 2.1):

- les revenus du travail: ils incluent les revenus provenant d'une activité salariée (revenus monétaires et avantage en nature lié à l'usage d'une voiture de société à des fins privées) et ceux provenant d'une activité indépendante,

Graphique 21: Ratios interquintiles S80/S20, interdéciles S90/S10 et intervingtiles S95/S5, 2003-2013

Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

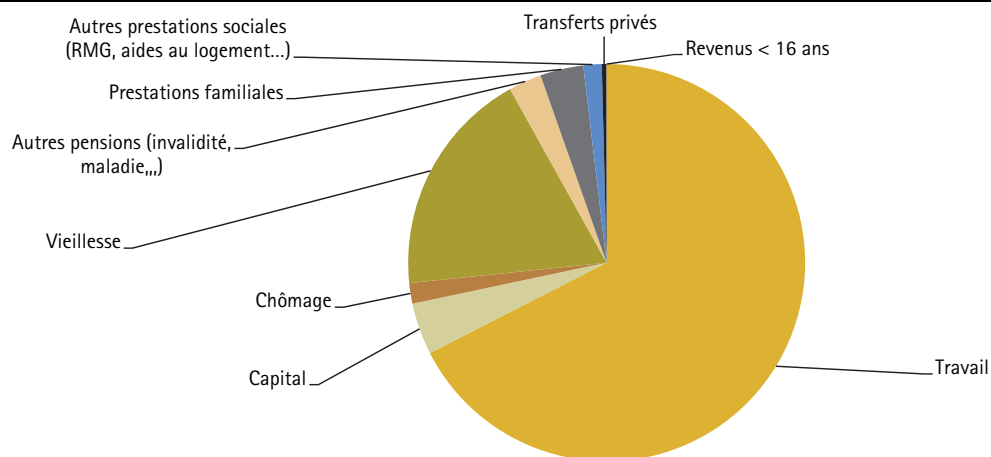
- les revenus du capital: il s'agit principalement des loyers perçus pour la location d'un bien immobilier (appartement, garage, terrain...) et des intérêts ou des dividendes qui sont perçus sur des placements financiers (portefeuilles d'action, plan d'épargne retraite...),
- les pensions en cas de chômage, de vieillesse, de maladie, d'invalidité ou de veuvage,
- les prestations sociales incluant, entre autres, les prestations familiales (allocation de maternité, congé parental, boni pour enfant...), les aides au logement (subvention ou bonification des intérêts d'emprunt), les allocations pour l'éducation (allocation de rentrée scolaire et bourses d'études) et les revenus de l'assistance sociale (Revenu Minimum Garanti, allocation de vie chère...).

Les transferts réguliers en provenance d'autres ménages (pension alimentaire, soutien familial...) et les revenus perçus par les membres âgés de moins de 16 ans (salaire d'apprentissage et pension d'orphelin).

Les revenus du travail représentent en moyenne 67.5% du revenu total des ménages en 2013. Il s'agit de loin de la source de revenus la plus importante pour les ménages. Les pensions de vieillesse viennent ensuite (18.6%), suivies par les revenus du capital (4.2%) et les prestations familiales, qui représentent 3.5% du revenu total des ménages.

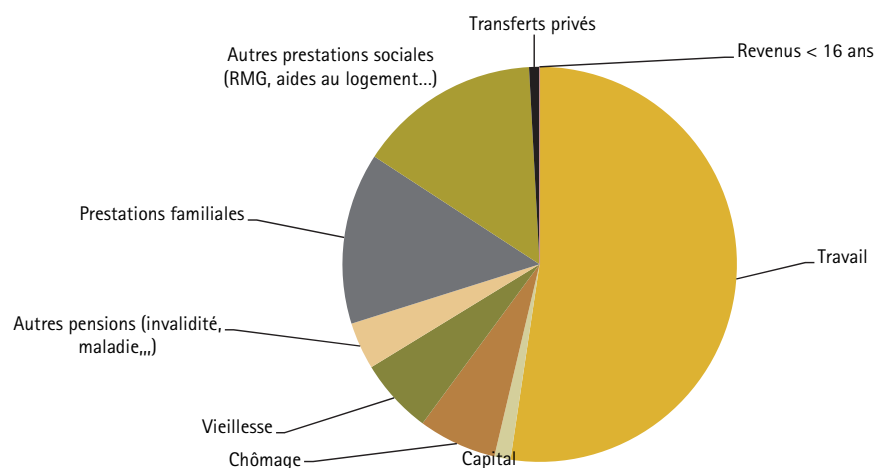
Cette structure moyenne cache cependant des écarts importants selon le niveau de vie des ménages. Pour les 10% des ménages les moins aisés (premier décile – D1), 52.4% du revenu provient du travail, contre 74.5% du revenu des 10% les plus aisés (dernier décile – D10) et 75.1% de celui des 1% les plus aisés (dernier percentile – P100). De la même façon, la part des revenus du capital passe de 1.3% pour les ménages du premier décile à 9.8% pour ceux du dernier décile et 18.3% pour ceux du dernier percentile. Ainsi, le revenu des ménages aisés est composé en très grande majorité de revenus « primaires », c'est-à-dire de revenus issus du travail et du capital. A l'inverse, 15% du revenu des ménages du premier décile dépendent de l'aide sociale (RMG et autres allocations versées par le Fonds National de Solidarité) et 45.5% provient de transferts sociaux.

Graphique 22: Structure du revenu brut des ménages, 2013



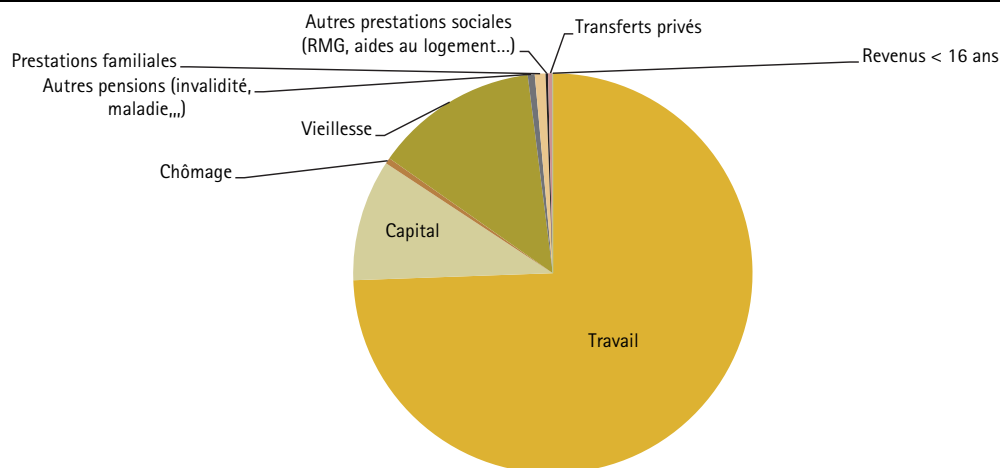
Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

Graphique 23: Structure du revenu brut des ménages, premier décile (D1), 2013



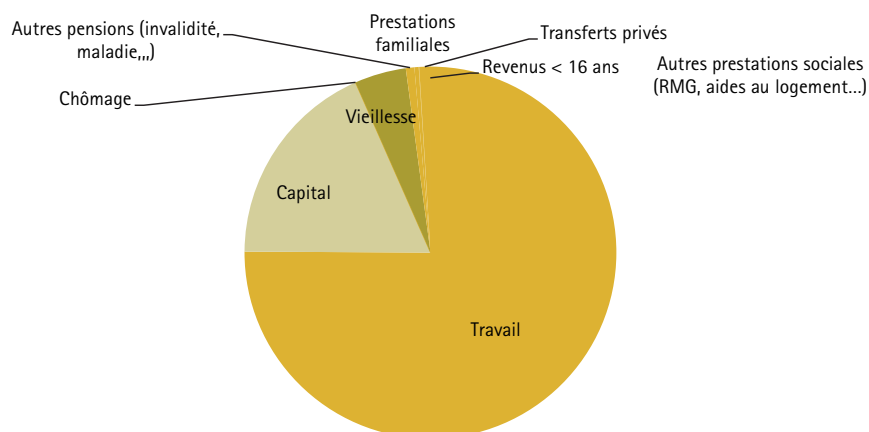
Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

Graphique 24: Structure du revenu brut des ménages, dernier décile (D10), 2013



Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

Graphique 25: Structure du revenu brut des ménages, dernier percentile (P100), 2013



Source : STATEC (en collaboration avec le CEPS/INSTEAD), EU-SILC

2.4 L'impact des transferts sociaux sur la pauvreté et les inégalités

Pour examiner l'impact des transferts sociaux sur la pauvreté et les inégalités, on doit faire la balance entre, d'un côté, la contribution des ménages via l'imposition et les cotisations et, de l'autre, ce que les ménages reçoivent en retour en termes de prestations sociales.

Les impôts directs et les cotisations sociales employeurs et employés représentent en moyenne 28% du revenu brut¹ des ménages au Luxembourg. Les impôts directs et les cotisations employés comptent en moyenne pour 21% du revenu et les cotisations employeurs pour 8%.

Les systèmes de protection sociale en Europe: Bismarck et Beveridge

La mise en place des systèmes d'Etat-providence dans les pays européens ne s'est pas faite de manière identique dans tous les pays mais a suivi des trajectoires différentes en fonction du contexte historique, géographique, culturel ou social². On peut dire cependant que les systèmes actuels de protection sociale en Europe s'articulent autour de deux grands modèles:

Le modèle bismarckien: introduit en Allemagne à la fin du 19^{ème} siècle par le chancelier Otto Von Bismarck, il repose sur un système d'assurances sociales obligatoires pour tous les travailleurs. Le système est financé par des cotisations sociales partagées entre l'employeur et l'employé. L'accès aux droits est donc conditionné au versement des cotisations. Introduit à l'origine en Allemagne, ce modèle influence aujourd'hui les systèmes de protection sociale de la plupart des pays d'Europe, en particulier les pays d'Europe continentale.

Le modèle beveridgien: introduit en Grande-Bretagne au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale suivant les recommandations de l'économiste William Beveridge, il préconise, à la différence du système assurantiel Bismarckien, un système de protection

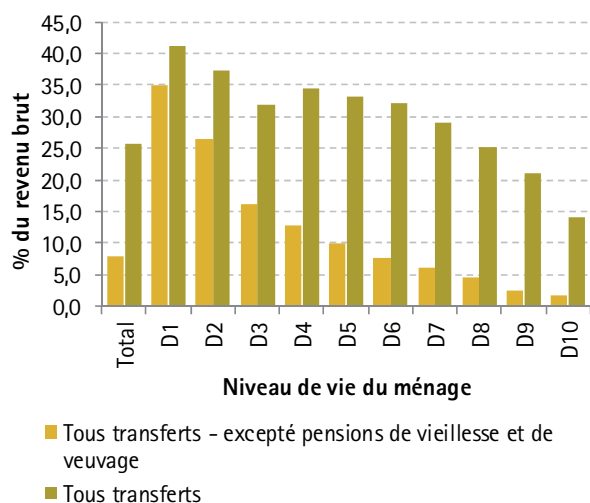
sociale universel fondé sur la solidarité nationale et garantissant à tous les citoyens (principe d'universalité) l'accès aux mêmes prestations sociales (principe d'uniformité). L'objectif affiché était de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale au lendemain de la Guerre. Le système est financé via l'impôt et géré par l'Etat au travers d'organismes intégrés. Le modèle *beveridgien* a sensiblement influencé la protection sociale dans les pays d'Europe du Nord (Pays-Bas, pays scandinaves...)

Si le principe assurantiel Bismarckien reste encore aujourd'hui un principe essentiel du financement de la protection sociale en Europe, il a comme inconvénient de restreindre l'accès aux prestations aux seuls assurés et à leurs co-assurés. Par ailleurs, il fait peser le financement de la protection sociale sur les revenus de l'activité, ce qui contribue à alourdir le coût du travail. C'est pour cette raison que les pays européens cherchent de plus en plus à diminuer le poids des cotisations sociales et à faire financer la protection sociale par d'autres ressources (Etat, TVA...), suivant en cela la logique *beveridgienne*. Ceci est aussi vrai au Luxembourg, où la contribution de l'Etat au financement de la protection sociale est importante (allocations familiales, Fonds pour l'emploi...) et, à l'inverse, le poids des cotisations sociales est relativement faible. En outre, le Luxembourg a mis en place un système de minima sociaux en instituant notamment le Revenu Minimum Garanti (RMG). Certains organismes de sécurité sociale ont également été regroupés dans des structures unifiées (par exemple, création de la Caisse Nationale de Santé (CNS)). Tous ces éléments découlent de la logique universelle *beveridgienne*.

Les **transferts sociaux** représentent en moyenne 26% du revenu brut des ménages. Ils sont composés en grande majorité des pensions de vieillesse (17% du revenu brut) et des prestations familiales (3%). Le poids des transferts sociaux dans le revenu brut des ménages décroît à mesure que le niveau de vie du ménage est important : il passe de 41% chez les 10% des ménages les moins aisés à 14% chez les 10% des ménages les plus aisés. Ce calcul reste cependant incomplet car il ne tient pas compte des transferts sociaux en nature.

¹ Il s'agit du revenu brut « chargé », c'est-à-dire incluant les cotisations sociales à la charge de l'employé et de l'employeur.

² Une revue historique détaillée se trouve dans Bigot et al.

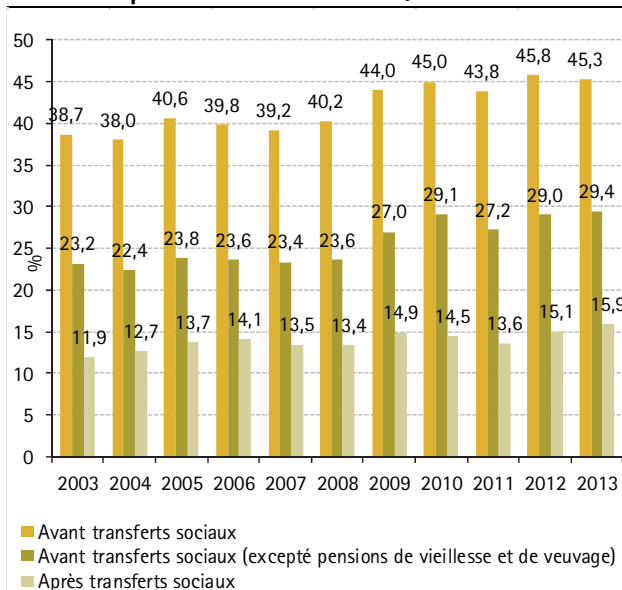
Graphique 26: Part (%) des transferts sociaux dans le revenu brut des ménages, selon le niveau de vie du ménage, 2013

Lecture : D1 = premier décile (10% des ménages les moins aisés) ; D10= dernier décile (10% des ménages les plus aisés)

Source : STATEC (en collaboration avec CEPS/INSTEAD), EU-SILC

En 2013, le risque de pauvreté calculé avant transferts sociaux atteint 45% de la population. Si l'on intègre les pensions de vieillesse et de veuvage dans le calcul du revenu, le taux de risque de pauvreté chute à 29%. Finalement, si l'on prend en compte la totalité des transferts, il descend à 15,9%. Si le taux de pauvreté avant transferts a progressé de près de 7 points depuis 2003, celui calculé après transferts a progressé de 4 points. Sur certaines périodes (par exemple, entre 2009 et 2011), la pauvreté après transferts a même reculé tandis que celle avant transferts progressait. Ceci montre l'impact positif sur la pauvreté des revenus issus des transferts sociaux.

Si l'on regarde des indicateurs d'inégalité des revenus, l'impact des transferts sociaux est également significatif: avant transferts sociaux, la valeur du coefficient de Gini est de 50%. Si l'on inclut les pensions de vieillesse et de veuvage dans le calcul du revenu, la valeur chute à 38%, et finalement à 30% si l'on prend en compte la totalité des transferts sociaux. Les transferts sociaux réduisent donc aussi les inégalités de niveaux de vie entre les ménages.

Graphique 27: Taux de risque de pauvreté (%) avant et après transferts sociaux, 2003-2013

Source : STATEC (en collaboration avec CEPS/INSTEAD), EU-SILC

2.5 Dimension Européenne

Au Luxembourg, aucune administration ou autre instance n'a pour l'instant mandat de publier un seuil de pauvreté officiel qui serait utilisé pour fixer des minima sociaux (salaire social minimum, revenu minimum garanti...).

Le seul cadre officiel pour l'élaboration de tels indicateurs existe au niveau communautaire. Le traité d'Amsterdam a introduit la lutte contre l'exclusion sociale dans les dispositions relatives à la politique sociale de l'Union (articles 136 et 137 CE). Le Conseil Européen de Lisbonne de mars 2000 a souligné que l'étendue de la pauvreté et de l'exclusion sociale était inacceptable et que l'inclusion sociale sera un élément essentiel de la Stratégie de l'Union pour la décennie prochaine. Parmi les objectifs de cette stratégie figuraient une croissance économique durable, une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et une plus grande cohésion sociale. Le Sommet de Nice en décembre de la même année a confirmé ces objectifs et a décidé de choisir la méthode de coordination ouverte pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans l'UE.

La mise en œuvre de cette approche implique la définition d'objectifs acceptés par l'UE dans sa globalité, l'élaboration de plans d'action nationaux

d'inclusion sociale (PANIncl) en vue de la réalisation de ces objectifs et la publication de rapports périodiques de suivi. Un ensemble de 18 indicateurs a été mis en place au Conseil Européen de Laeken en décembre 2001. Cette batterie d'indicateurs a été révisée par le Comité de Protection Sociale de l'UE pour y inclure d'autres éléments relatifs à l'exclusion sociale. Depuis 2006, un ensemble d'indicateurs parallèles a été élaboré par ce même Comité afin de définir une série réduite d'indicateurs, les « *overarching indicators* », qui puissent répondre aux objectifs de cohésion sociale et d'interaction opératoire entre les objectifs de Lisbonne et la stratégie de développement durable de l'UE.

Au tableau suivant figurent les 20 indicateurs révisés de Laeken, les indicateurs grisés représentant les indicateurs monétaires.

En 2011, la stratégie « Europe 2020 » (UE-2020) pour l'emploi et la croissance a pris le relais de la stratégie de Lisbonne. UE-2020 définit trois grands axes de développement: croissance intelligente (éducation, recherche et innovation, société numérique), croissance inclusive (plus et de meilleurs emplois, qualifications et formation, modernisations des marchés du travail et des systèmes de protection sociale) et croissance durable (technologies vertes, protection de l'environnement...).

Tableau 7: Indicateurs de Laeken, 2012 et 2013

Indicateurs Primaires		2011	2012
1	Taux de risque de pauvreté (seuil fixé à 60% du revenu national médian équivalent)	13.6	15.1
2	Seuil de risque de pauvreté pour un adulte (EUR)	19 523	19 668
3	Ratio inter-quintiles S80/S20	4	4.1
4	Taux de risque de pauvreté persistante (*)	6	6.5
5	Ecart médian relatif du taux de pauvreté	15.7	15
6	Cohésion régionale	-	-
7	Taux de chômage de long terme (% de la population active)	1.4	1.5
8	Personnes vivant dans des ménages sans emploi (%)	9.7	8.7
10	Espérance de vie à 1 an (*)	80.1	80.4
11	Ecart de taux d'emploi des immigrants (points de %)	6.7	6.8
Indicateurs secondaires		2011	2012
12	Dispersion autour du seuil de risque de pauvreté (seuil fixé à 50% du revenu national médian équivalent) (%)	6.7	7.1
13	Taux de risque de pauvreté (seuil fixé en 2005) (%)	14.9	17.3
14	Taux de risque de pauvreté (avant transferts sociaux) (%)	43.8	45.8
15	Coefficient de Gini (%)	27.2	28
16	Taux de risque de pauvreté persistante (50% du revenu équivalent médian national) (*)	2.5	2.2
17	Taux de risque de pauvreté des personnes en emploi (%)	9.9	10.3
18	Taux de chômage de long terme (% de la population sans emploi)	28.8	30.3
19	Taux de chômage de très long terme (% de la population active)	0.6	0.6
20	% des personnes de 25 à 64 ans avec un faible niveau d'éducation	22.7	21.7

Source : STATEC, Eurostat (EuroBase)

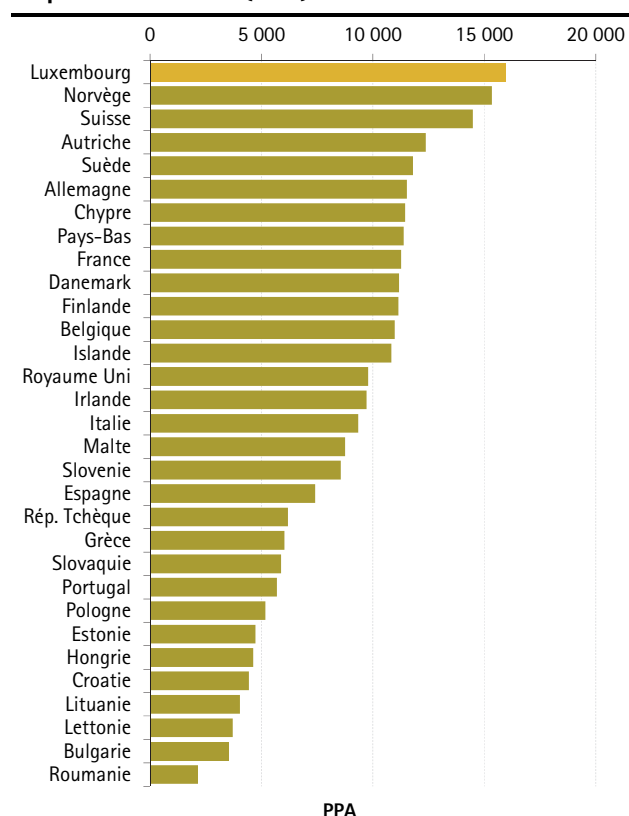
Note: Le taux de risque de pauvreté persistante est défini sur une période de quatre années consécutives comme la proportion d'individus qui sont en risque de pauvreté à la dernière année ainsi que lors de deux des trois années précédentes

(*) Ces indicateurs se rapportent aux années 2010 et 2011 au lieu de 2011 et 2012

Seuils de pauvreté, taux de pauvreté, taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale: Comparaisons internationales

La position favorable du Luxembourg en matière de niveau de vie est illustrée par les deux graphiques suivants, présentant les seuils de pauvreté des pays européens en 2012. C'est le seuil établi à 60% du niveau de vie médian annuel, exprimé en Parités de Pouvoir d'Achat (PPA)¹, qui a été retenu. Pour rappel, le niveau de vie d'un individu est obtenu en divisant le revenu total disponible de son ménage par le nombre d'unités de consommation, calculé en utilisant l'échelle OCDE modifiée (voir chapitre 2.1).

Graphique 28: Seuil de risque de pauvreté (60% du niveau de vie médian annuel), exprimé en parités de pouvoir d'achat (PPA), 2012



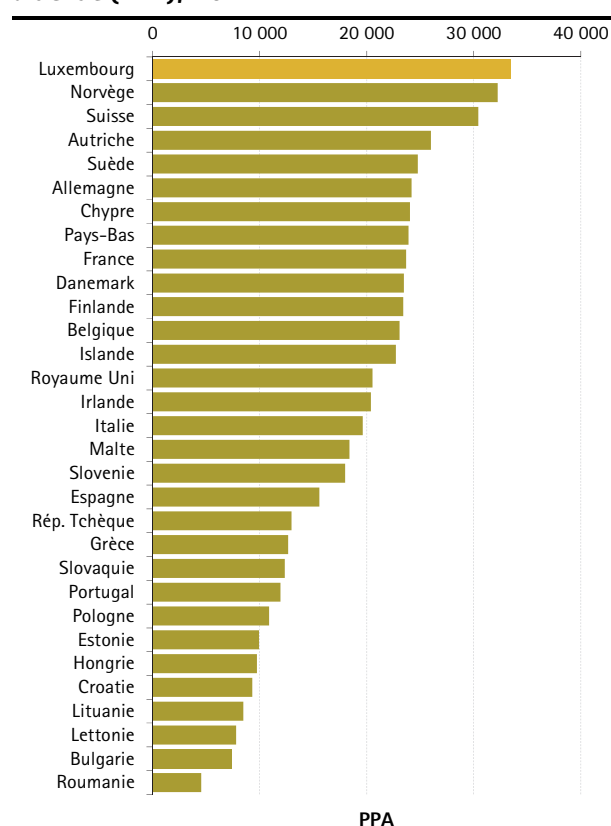
Sources : EUROSTAT, EuroBase

¹ L'INSEE définit la Parité de Pouvoir d'Achat (PPA) comme un taux de conversion monétaire qui permet d'exprimer dans une unité commune les pouvoirs d'achat des différentes monnaies. Ce taux exprime le rapport entre la quantité d'unités monétaires nécessaire dans des pays différents pour se procurer le même « panier » de biens et de services. Ce taux de conversion est différent du taux de change: en effet, le taux de change d'une monnaie par rapport à une autre reflète leurs valeurs réciproques sur les marchés financiers internationaux, et non leurs valeurs intrinsèques pour un consommateur

En multipliant le seuil de risque de pauvreté par le nombre d'unités de consommation affecté à un ménage, on peut ajuster le seuil de pauvreté à la taille et à la composition du ménage. Par exemple, dans le cas d'un couple avec deux enfants de moins de 14 ans (nombre d'unités de consommation d'après l'échelle OCDE modifiée égal à 2.1), il faut multiplier le seuil par 2.1.

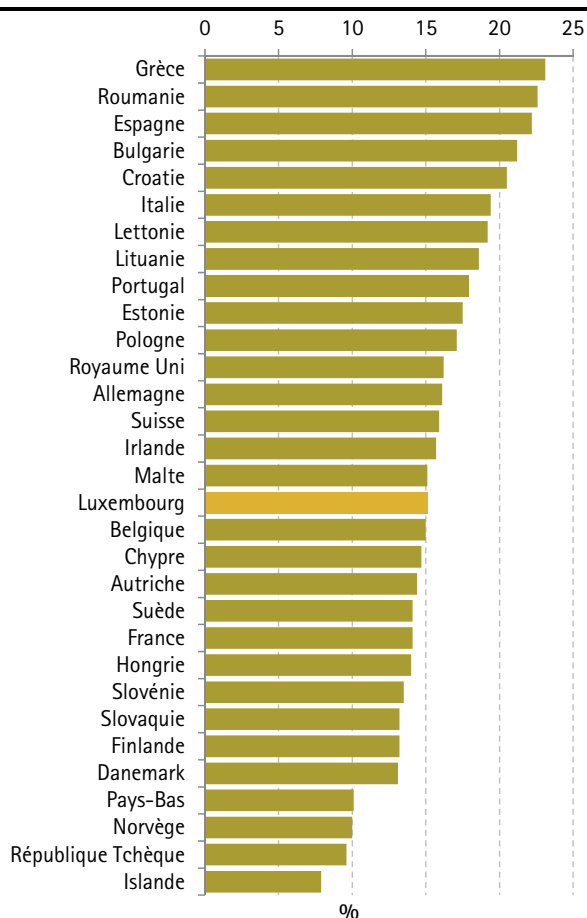
Au Luxembourg, le seuil de risque de pauvreté pour un ménage de deux adultes avec deux enfants de moins de 14 ans s'élève à 33480 PPA en 2012, ce qui est nettement supérieur aux seuils observés dans les autres pays Européens. A titre de comparaison le seuil est de 24201 PPA en Allemagne, de 23668 en France, et de 23060 en Belgique.

Graphique 29: Seuil de risque de pauvreté pour un ménage de deux adultes avec deux enfants de moins de 14 ans, exprimé en parités de pouvoir d'achat (PPA), 2012



Sources : EUROSTAT, EuroBase

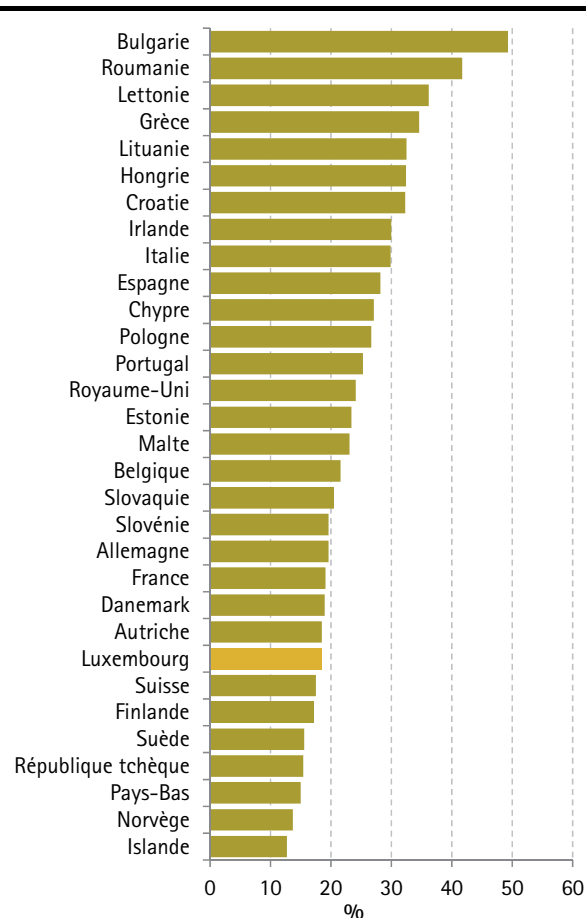
Graphique 30: Taux de risque de pauvreté (seuil égal à 60% du niveau de vie médian annuel), 2012



Sources : EUROSTAT, EuroBase

Si le niveau de vie au Luxembourg est le plus élevé en Europe, la comparaison européenne sur la base des taux de risque de pauvreté montre un tableau quelque peu différent. En 2012, le taux varie de 7.9% en Islande et 9.6% en République Tchèque à 23.1% en Grèce. Le Luxembourg, avec un taux de 15.1%, se situe dans le milieu du classement, derrière des pays comme la Slovaquie et la Slovaquie. La raison est que le taux de pauvreté, tel qu'il est défini au niveau Européen, ne mesure pas le niveau de vie d'un pays, mais celui des inégalités en termes de niveau de vie.

Graphique 31: Taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale "Europe 2020", 2012



Sources : EUROSTAT, EuroBase

Si l'on prend comme indicateur le taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale « Europe-2020 », la position du Luxembourg s'améliore dans la mesure où les problèmes de privation matérielle grave et de faible intensité de travail au sein du ménage y sont encore faiblement répandus. Dans d'autres pays, en particulier les pays d'Europe de l'Est, la privation matérielle grave est un problème beaucoup plus important.

3. Les conditions de logement des ménages

Les conditions de logement des ménages au Luxembourg – type de logement (maison, appartement, ...), surface du logement, qualité du logement, environnement du logement, statut du logement (propriétaire, locataire) – peuvent être appréhendées surtout à travers deux enquêtes : l'enquête annuelle européenne EU-SILC sur les revenus et les conditions de vie et le recensement décennal de la population et des logements (le dernier recensement a eu lieu au 1er février 2011). La présente contribution est basée essentiellement sur le module ad-hoc concernant les conditions de logement ajouté en 2012 à l'enquête EU-SILC. Un des avantages de cette enquête est de permettre la comparaison entre pays européens et de pouvoir différencier les conditions de logement selon les types de ménage et la situation socio-économique de ces ménages.

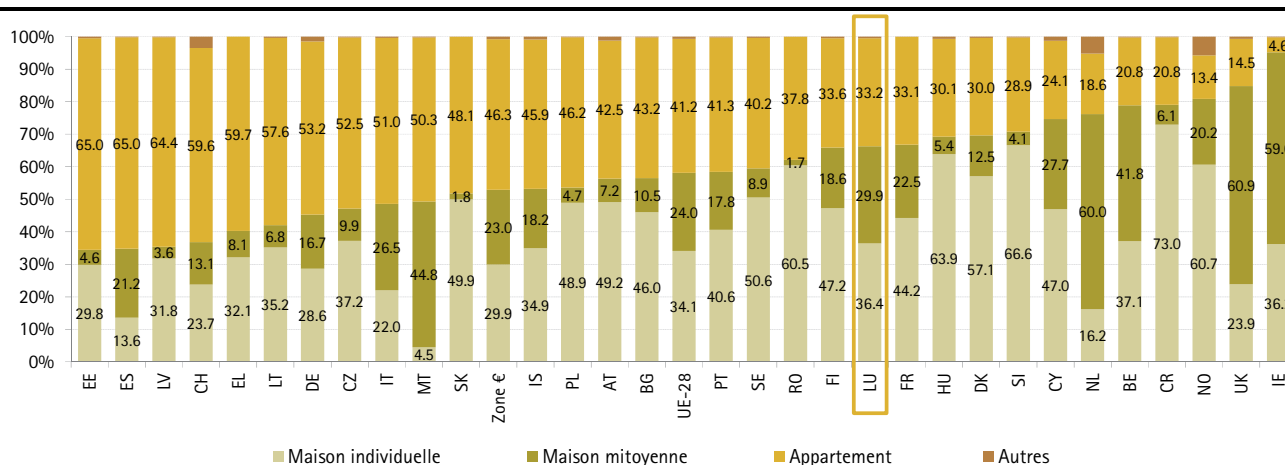
Les 2 tiers des résidents du Luxembourg habitent une maison unifamiliale, alors que ce n'est le cas que pour la moitié des habitants de la zone euro

66.3% des résidents du Luxembourg vivent dans une maison unifamiliale (29.9% dans une maison mitoyenne et 36.4% dans une maison isolée), alors que 33.2% habitent dans des appartements (voir Graphique 1). Dans la zone euro, en moyenne seulement 52.9% des personnes habitent dans une maison et 46.3% dans un appartement. A noter qu'en France, la part des résidents habitant une maison

(66.7%) se situe au même niveau qu'au Luxembourg. En Belgique et aux Pays-Bas, le pourcentage des personnes habitant une maison est supérieur à celle du Luxembourg (respectivement 78.9% et 76.2%). C'est également le cas au Royaume-Uni (84.8%) et en Irlande (85.2%), par exemple. Mais une des particularités de ces deux pays est le fait que le pourcentage des personnes habitant une maison mitoyenne dépasse largement celui des personnes habitant une maison isolée. C'est d'ailleurs également une particularité des Pays-Bas.

Cependant, les inégalités selon le revenu sont importantes. Au Luxembourg seulement 44.4% des personnes dont le revenu se situe en-dessous de 60% du revenu médian équivalent (c'est-à-dire en risque de pauvreté) habitent une maison unifamiliale, contre 70.3% des personnes qui ne sont pas en risque de pauvreté (c'est-à-dire dont le revenu se situe au-dessus de 60% du revenu médian) (voir Tableau 1). La différence entre le Luxembourg et la zone euro résulte d'ailleurs essentiellement de la situation des non-pauvres : le pourcentage des personnes se situant en-dessous de seuil de pauvreté habitant une maison est très proche au Luxembourg (44.4%) et dans la zone euro (43.5%), alors que l'écart entre non-pauvres au Luxembourg et dans la zone euro est substantiel (70,3% des non-pauvres au Luxembourg habitent une maison, contre 54.9% des non-pauvres dans la zone euro).

Graphique 1 : Distribution de la population par type de logement en Europe, 2012



Sources : STATEC, EUROSTAT

Tableau 1 : Conditions de logement (en % si non indiqué autrement)

	Luxembourg			Zone euro		
	Total	En risque de pauvreté*	Non-pauvres	Total	En risque de pauvreté*	Non-pauvres
Type de logement						
Maison (total)	66.3	44.4	70.3	52.9	43.5	54.9
Maison individuelle	36.4	19.9	39.5	29.9	23.5	31.3
Maison mitoyenne	29.9	24.5	30.9	23.0	20.0	23.6
Appartement	33.2	55.0	29.3	46.3	55.9	44.3
Statut de logement						
Locataire	29.2	57.2	24.2	33.0	54.2	28.8
Propriétaire	70.8	42.8	75.8	67.0	45.8	71.2
Propriétaire, hypothèque ou prêt en cours	42.6	32.1	44.4	28.4	13.3	31.4
Propriétaire, ni hypothèque, ni prêt en cours	28.2	10.7	31.4	38.6	32.5	39.8
Surface du logement						
Surface moyenne des logements en m ²	144.1	106.6	150.5	104.8	87.9	108.3
Surface moyenne par tête en m ²	54.0	34.7	57.2	...	...	...
Surface médiane des logements en m ²	137.0	96.0	140.0	...	...	...
Surface médiane par tête en m ²	43.3	25.7	46.7	...	...	...
Nombre moyen de pièces par personne ^{a)}	2.0	1.4	2.1	1.7	1.6	1.7
Taux de surpeuplement ^{b)}	7.0	21.4	4.4	11.7	23.3	9.3
Proportion de personnes vivant dans des logements sous-occupés ^{c)}	58.8	26.9	64.5	38.5	22.8	41.7
Perception de manque d'espace dans le logement	14.5	31.4	11.5	13.5	20.9	12.0
Qualité du logement						
Installations électriques inadéquates	7.7	15.1	6.4	5.7	9.6	4.9
Installations/canalisations d'eau inadéquates	6.7	10.2	6.1	6.5	9.9	5.8
Logement non équipé d'appareils de chauffage	0.2	0.4	0.2	1.9	4.5	1.4
Logement non confortablement chaud en hiver	4.2	10.5	3.1	13.6	24.1	11.4
Logement non confortablement frais en été	10.2	14.1	9.5	20.6	29.6	18.8
Logement humide	17.1	28.9	14.9	15.2	23.1	13.5
Ni baignoire ni douche dans le logement	0.1	0.6	0.1	0.5	1.1	0.4
Pas de toilettes intérieures	0.6	0.3	0.8	0.8	1.4	0.7
Logement considéré comme trop sombre	6.6	13.5	5.4	5.9	9.6	5.1
Coût du logement						
Part du coût du logement dans le revenu disponible du ménage ^{d)}	14.0	29.6	11.3	22.1	41.7	18.1
Part du loyer actuel dans le revenu disponible du ménage	23.5	31.6	19.8	24.0	36.4	19.3
Privation matérielle et difficultés économiques liées au logement						
Taux de surcharge du coût du logement ^{e)}	4.9	23.9	1.5	11.6	40.6	5.7
Taux de privation matérielle sévère liée au logement ^{f)}	2.4	9.4	1.2	3.5	8.6	2.4
Charges financières liées au logement considérées comme lourdes	42.5	70.9	37.5	36.0	55.8	32.0
Arriérés de paiement d'hypothèque ou de loyer	1.5	5.6	0.7	4.6	10.8	3.3
Environnement du logement						
Nuisances sonores provenant des voisins ou de la voie publique	17.0	26.6	15.3	19.8	23.9	19.0
Pollution, saleté ou autres problèmes environnementaux	14.0	19.9	13.0	15.6	17.4	15.2
Délinquance, violence ou vandalisme aux alentours	14.4	15.7	14.1	13.4	16.0	12.9
Changement de logement prévu dans l'année à venir						
Ménages se disant forcé de quitter le logement	1.0	2.5	0.8	1.0	2.3	0.8
Ménages planifiant de quitter le logement	5.3	9.1	4.6	4.9	7.1	4.5
Ménages comptant rester dans leur logement	93.7	88.4	94.7	94.1	90.6	94.8
Raisons du changement de logement forcé prévu des ménages						
Difficultés financières	8.3	...	...	34.1	...	...
Autres raisons	91.7	...	...	65.9	...	...
Mobilité de logement au cours des 5 dernières années						
Part des personnes ayant changé de logement au cours des 5 dernières années	27.2	41.1	25.0	17.6	21.1	16.9
Part des personnes n'ayant pas changé de logement au cours des 5 dernières années	72.8	58.9	75.0	82.4	78.9	83.1
Raisons du changement de logement au cours des 5 dernières années						
Raisons familiales	37.7	37.7	37.7	31.3	30.6	31.5
Raisons liées à l'emploi	6.5	8.4	6.0	12.9	12.1	13.1
Raisons liées à l'éducation	1.1	0.0	1.4	3.6	7.7	2.6
Eviction	1.5	4.6	0.7	0.7	1.2	0.6
Pas de prolongement du contrat de location par le propriétaire	4.4	10.3	2.9	2.8	4.1	2.5
Souhait de changer de statut de logement (propriétaire <-> locataire)	19.3	10.4	21.6	11.3	3.1	13.3
Raisons liées au logement même	20.7	21.0	20.6	19.6	17.2	20.2
Raisons liées au voisinage	1.1	0.0	1.4	2.7	3.0	2.6
Raisons financières	3.2	5.6	2.6	5.3	10.1	4.1
Autres raisons	4.4	1.9	5.1	9.6	10.9	9.3
Accès à des services						
Accès difficile ou très difficile à une épicerie	12.3	15.4	11.8	11.2	13.9	10.7
Accès difficile ou très difficile à des services bancaires	12.4	15.9	11.8	15.4	18.8	14.7
Accès difficile ou très difficile à des services postaux	13.7	15.8	13.3	20.3	21.6	20.1
Accès difficile ou très difficile aux transports publics	9.8	10.4	8.4	21.1	21.2	21.1
Accès difficile ou très difficile aux soins de santé de base	11.1	15.0	10.3	16.0	19.9	15.2
Accès difficile ou très difficile à l'école	8.0	11.3	7.2	14.6	16.8	14.1
Satisfaction avec le logement						
Globalement insatisfait ou très insatisfait du logement	7.6	14.2	6.4	10.1	17.6	8.4

* En risque de pauvreté - revenu se situant en-dessous de 60% de la médiane du revenu disponible

a) Nombre de pièces: toutes les pièces comptent à l'exception des salles de bains, des toilettes et pièces utilisées exclusivement à des fins professionnelles. Une cuisine habitable d'au moins 4m2 compte comme une pièce.

b) Taux de surpeuplement : Le taux de surpeuplement correspond au pourcentage de la population vivant dans un ménage surpeuplé. Une personne est considérée comme vivant dans un ménage surpeuplé si ce dernier ne dispose pas d'un nombre minimal de pièces, soit: une pièce par ménage; une pièce par couple composant le ménage; une pièce pour chaque personne célibataire âgée de 18 ans ou plus; une pièce pour chaque paire de personnes célibataires de même sexe âgées de 12 à 17 ans; une pièce pour chaque personne célibataire âgée de 12 à 17 ans non incluse dans la catégorie précédente; une pièce par paire d'enfants âgés de moins de 12 ans.

c) Un logement sous-occupé est un logement considéré comme trop grand pour les besoins du ménage en termes de pièces disponibles. La sous-occupation des logements est l'indicateur opposé du surpeuplement. La cause classique de la sous-occupation est le fait que des individus âgés ou des couples âgés restent dans leur logement après que les enfants soient partis du domicile familial. Pour des raisons statistiques, le logement est considéré comme sous-occupé si le ménage qui y vit a à sa disposition un plus grand nombre de pièces que le minimum considéré comme adéquat à la composition du ménage. Le minimum est le même que celui fixé pour le taux de surpeuplement: soit: une pièce par ménage; une pièce par couple composant le ménage; une pièce pour chaque personne célibataire âgée de 18 ans ou plus; une pièce pour chaque paire de personnes célibataires de même sexe âgées de 12 à 17 ans; une pièce pour chaque personne célibataire âgée de 12 à 17 ans non incluse dans la catégorie précédente; une pièce par paire d'enfants âgés de moins de 12 ans.

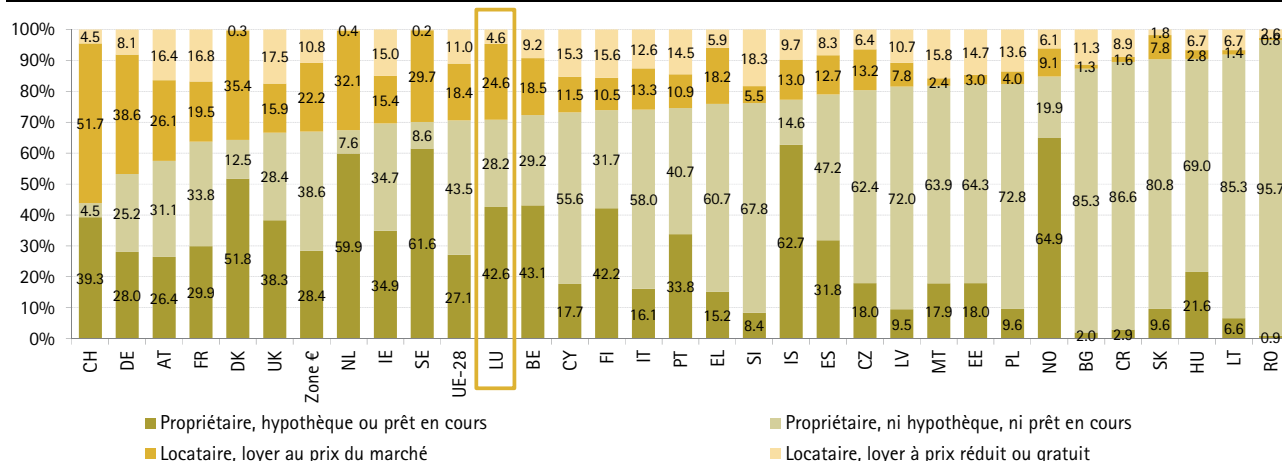
d) Pour les propriétaires qui sont en train de rembourser leurs prêts, le coût du logement n'inclut pas le remboursement du capital, mais seulement les intérêts (et les charges du logement)

e) Taux de surcharge du coût du logement: pourcentage de la population vivant dans un ménage où le coût total du logement (net des allocations liées à l'habitat) représente 40% ou plus du revenu disponible total du ménage (net des allocations liées à l'habitat)

f) Taux de privation matérielle sévère liée au logement : part de la population vivant dans un logement surpeuplé et qui présente au moins un des défauts suivants: absence de baignoire ou de douche, de toilettes intérieures, logement humide, logement sombre

Sources : STATEC, EUROSTAT

Graphique 2 : Distribution de la population par statut d'occupation du logement, 2012



Sources : STATEC, EUROSTAT

Tableau 2: Distribution de la population par statut d'occupation du logement et selon le statut de pauvreté, 2012

	Total	Propriétaire	Propriétaire, hypothèque ou prêt en cours	Propriétaire, ni hypothèque, ni prêt en cours	Locataire	Locataire, loyer au prix du marché	Locataire, loyer à prix réduit ou gratuit
En-dessous de 60% du revenu équivalent médian							
UE-28	100.0	52.8	12.9	40.0	47.2	28.8	18.4
Zone €	100.0	45.8	13.3	32.5	54.2	35.9	18.3
BE	100.0	39.6	15.2	24.4	60.4	36.6	23.8
DE	100.0	24.9	8.5	16.3	75.1	59.0	16.2
FR	100.0	35.2	13.4	21.8	64.8	38.3	26.5
LU	100.0	42.8	32.1	10.7	57.2	48.2	8.9
Au-dessus 60% du revenu équivalent médian							
UE-28	100.0	74.2	29.9	44.3	25.8	16.4	9.5
Zone €	100.0	71.2	31.4	39.8	28.8	19.5	9.3
BE	100.0	78.1	48.1	30.0	21.9	15.3	6.7
DE	100.0	58.7	31.8	26.9	41.3	34.7	6.6
FR	100.0	68.3	32.6	35.8	31.7	16.4	15.2
LU	100.0	75.8	44.4	31.4	24.2	20.4	3.8
Total							
UE-28	100.0	70.6	27.1	43.5	29.4	18.4	11.0
Zone €	100.0	67.0	28.4	38.6	33.0	22.2	10.8
BE	100.0	72.3	43.1	29.2	27.7	18.5	9.2
DE	100.0	53.3	28.0	25.2	46.7	38.6	8.1
FR	100.0	63.7	29.9	33.8	36.3	19.5	16.8
LU	100.0	70.8	42.6	28.2	29.2	24.6	4.6

Sources : STATEC, EUROSTAT

Plus de 70% des habitants du Luxembourg sont propriétaires de leur logement, mais pour les personnes en risque de pauvreté ce pourcentage n'est que d'un peu plus de 40%

70.8% des résidents du Luxembourg sont propriétaires. Ce taux est assez similaire à la moyenne de la zone euro (67.0%), moyenne qui cache néanmoins des écarts importants entre pays (voir Graphique 2). En Roumanie, la part des propriétaires est de près de 97% alors qu'en Suisse elle n'est que de 43.8%. D'une manière générale, c'est dans les "nouveaux Etats membres" de l'Est de l'Europe que le

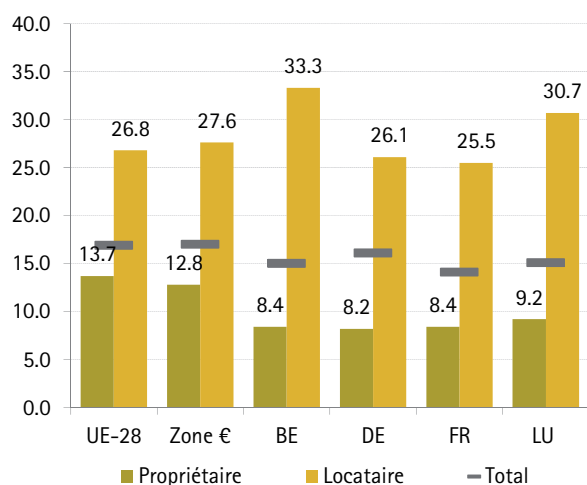
taux de propriétaires est le plus élevé. En ce qui concerne les pays voisins du Luxembourg, la Belgique (environ 72% de propriétaires) se situe au même niveau que le Luxembourg, alors qu'en Allemagne (53.2% de propriétaires) et en France (63.7% de propriétaires), les pourcentages sont plus faibles.

Mais dans ce domaine encore les inégalités selon le revenu sont frappantes. Seulement 42.8% des résidents du Luxembourg en risque de pauvreté sont propriétaires, contre 75.8% des personnes qui ne sont pas en risque de pauvreté (voir Tableau 2). Dans la zone euro en moyenne, l'écart entre pauvres et non-

pauvres est substantiel même s'il est un est un peu moins important qu'au Luxembourg: 45.8% des personnes en risque de pauvreté y sont propriétaires contre 71.2% des non-pauvres (voir Tableau 2).

On peut exprimer encore autrement les différences entre pauvres et non-pauvres quant au statut d'occupation du logement: pour les propriétaires, le taux de risque de pauvreté n'est que de 9.2%, contre 30.7% pour les locataires. L'écart des taux de pauvreté selon le statut d'occupation est également prononcé dans la zone euro (27.6% pour les propriétaires et 12.8% pour les locataires), mais un peu moins important qu'au Luxembourg (voir Graphique 3).

Graphique 3 : Taux de risque de pauvreté, selon le statut d'occupation du logement, 2012



Sources : STATEC, EUROSTAT

Au Luxembourg, environ 4 sur 5 personnes âgées de 65 ans et plus sont propriétaires de leur logement et ont très rarement un prêt ou une hypothèque en cours

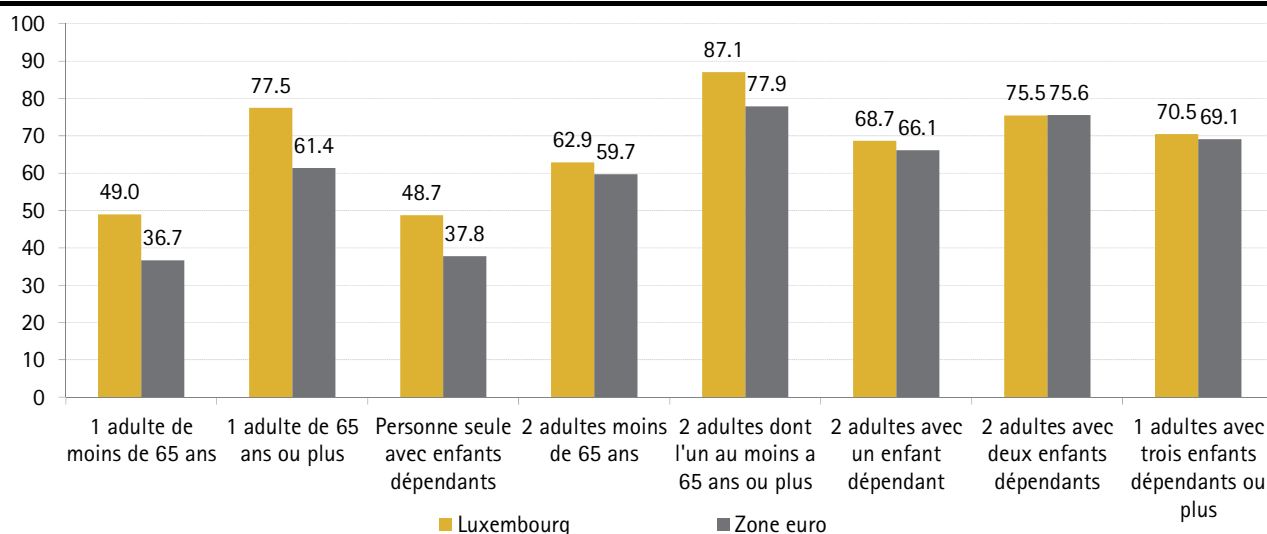
En jetant un regard sur le statut d'occupation du logement par type de ménage, il apparaît que le taux de propriétaires parmi les ménages d'un adulte seul de 65 ans et plus (77.5% sont propriétaires) et les ménages de deux adultes dont l'un au moins a 65 ans et plus (87.1% de propriétaires) sont supérieurs à la moyenne de l'ensemble des ménages (environ 70% de propriétaires). Dans la zone euro en moyenne, le taux de propriétaires augmente logiquement aussi avec l'âge, mais il reste inférieur à celui de Luxembourg: 61.4% pour les ménages d'un adulte seul de 65 ans et plus dans la zone euro sont propriétaires et 77.9% des ménages de deux adultes dont l'un au moins a 65 ans et plus (voir Tableau 3).

En outre, les personnes âgées propriétaires ont très rarement une hypothèque ou un prêt sur le logement en cours. Seulement 4.7% de l'ensemble des ménages de deux adultes dont l'un au moins est âgé de 65 et plus ont un prêt en cours (ce qui équivaut à 5.4% de tous les propriétaires appartenant à ce type de ménage). Dans la zone euro, en moyenne, les taux correspondants sont de respectivement 6.6% et 8.4%. Parmi les ménages constitués d'un adulte seul, il y a 77.5% de propriétaires et seulement 2.5% de propriétaires. En d'autres termes, sur l'ensemble des personnes ayant 65 ans et plus seulement un peu plus de 3% remboursent un prêt (voir Tableau 3).

Tableau 3 : Propriétaires et locataires selon le type de ménage au Luxembourg, 2012

Types de ménage	Statut d'occupation du logement					
	Propriétaire	Propriétaire, hypothèque ou prêt en cours	Propriétaire, ni hypothèque, ni prêt en cours	Locataire	Locataire, loyer au prix du marché	Locataire, loyer à prix réduit ou gratuit
Total	70.8	42.6	28.2	29.2	24.6	4.6
Personne seule	58.1	23.5	34.6	42.6	34.6	8.1
Un adulte de moins de 65 ans	49.0	32.3	17.7	51.0	43.8	7.3
Un adulte de 65 ans ou plus	77.5	2.5	75.0	22.5	15.0	7.5
Personne seule avec enfants dépendants	48.7	41.0	7.7	53.8	46.2	7.7
Femme seule	68.1	21.7	44.9	33.3	24.6	7.2
Homme seul	47.8	23.9	22.4	52.2	44.8	7.5
Deux adultes	72.7	25.4	47.4	26.8	22.5	4.8
Deux adultes moins de 65 ans	62.9	40.3	23.4	36.3	32.3	4.0
Deux adultes dont l'un au moins a 65 ans ou plus	87.1	4.7	82.4	12.9	8.2	4.7
Deux adultes avec un enfant dépendant	68.7	55.7	13.0	31.3	28.7	2.6
Deux adultes avec deux enfants dépendants	75.5	61.9	13.5	24.5	20.6	3.9
Deux adultes avec trois enfants dépendants ou plus	70.5	61.5	9.0	29.5	25.4	4.1
Trois adultes ou plus	84.2	22.1	62.1	16.8	13.7	3.2
Trois adultes ou plus avec enfants dépendants	75.6	54.3	22.0	24.4	19.7	4.7
Ménages sans enfants dépendants	70.5	24.1	46.4	29.5	24.3	5.2
Ménages avec enfants dépendants	71.1	57.1	13.9	28.9	24.8	4.1

Sources : STATEC, EUROSTAT

Graphique 4 : Taux de propriétaires selon le type de ménage au Luxembourg et en Europe, 2012

Sources : STATEC, EUROSTAT

Au Luxembourg, le taux de propriétaires est le plus faible pour les ménages constitués d'un adulte seul de moins de 65 ans (49.0%) et pour les ménages monoparentaux (48.7% de propriétaires parmi ces ménages).

D'une manière générale, les ménages avec enfants dépendants remboursent plus souvent un prêt que les ménages sans enfants. Les taux de propriétaires pour ces deux types de ménages sont similaires (70.5% pour les ménages sans enfants et 71.1% pour les ménages avec enfants). Mais, comme les ménages avec enfants sont le plus souvent des ménages « jeunes », ils remboursent beaucoup plus souvent un prêt (57.1% de l'ensemble des ménages avec enfants et 24.1% des ménages sans enfants).

Ce ne sont pas les ménages avec enfants qui sont à l'origine de l'écart entre le Luxembourg et la moyenne européenne quant au taux des propriétaires (voir Graphique 4). A titre d'exemple, le taux des propriétaires parmi les ménages de 2 adultes avec 2 enfants dépendants est de 75.5% au Luxembourg et de 75.6% dans la zone euro. C'est parmi les adultes seuls de moins de 65 ans et de 65 ans et plus que le taux de propriétaires est largement plus élevé au Luxembourg que dans la zone euro.

Seulement 16% des Luxembourgeois sont locataires, contre 50% des étrangers

Les résidents de nationalité luxembourgeoise sont, dans leur écrasante majorité, propriétaires de leur logement. 83.9% de ménages dont la personne de référence est de nationalité luxembourgeoise sont

dans ce cas, alors que pourcentage des étrangers résidant au Luxembourg propriétaires de leur logement n'est que de 50.5%. Cet écart entre autochtones et étrangers quant au statut du logement est une constante dans tous les pays européens, même si les niveaux sont très différents: dans la zone euro en moyenne, les résidents ayant la nationalité du pays déclarant sont à 65.7% propriétaires, contre 31.8% des étrangers.

Autour de 43% des résidents du Luxembourg vivent dans des ménages remboursant un prêt hypothécaire, contre seulement 28% dans la zone euro

42.6% des résidents du Luxembourg font partie de ménages qui remboursent encore un prêt hypothécaire, alors que le pourcentage des personnes dans ce cas n'est que de 28.4% en moyenne dans la zone euro. Autrement dit, en ne considérant que les propriétaires, 60% des personnes propriétaires de leur logement au Luxembourg ont un prêt hypothécaire en cours, contre seulement 42% des propriétaires dans la zone euro en moyenne (voir Tableau 2).

L'écart entre le Luxembourg et la zone euro en cette matière résulte primordialement du pourcentage élevé de ménages en risque de pauvreté qui remboursent un prêt: au Luxembourg, près d'un tiers des personnes (32,1%) en risque de pauvreté font partie d'un ménage remboursant un prêt (ce qui correspond à 75% des propriétaires en risque de pauvreté). Dans la zone euro, seulement 13.3% des personnes vivant en risque de pauvreté font partie de ménages

remboursant un prêt (ou 29.0% des propriétaires en risque de pauvreté).

Avec plus de 140 m², la surface moyenne des logements au Luxembourg est parmi les plus élevées en Europe

En moyenne, la surface des logements au Luxembourg est de 144.1 m² au Luxembourg, contre 104,8 m² dans la zone euro (voir Graphique 5). Seulement dans deux pays (Chypre, 156.4 m² et Islande, 147.1 m²) les logements sont en moyenne plus grands qu'au Luxembourg. En Roumanie, les logements sont les plus petits (46.9 m² en moyenne). Les pays baltes se situent également en fin de tableau, tout comme la Bulgarie et la Hongrie. En ce qui concerne les pays voisins du Luxembourg, la surface moyenne de logement est de 127.3 m² en Belgique, 106.8 m² en Allemagne et 101.8 m² en France.

Au Grand-Duché, la surface moyenne des maisons isolées est particulièrement importante: 186.2 m², contre 157.1 m² pour les maisons mitoyennes et 85.9 m² pour les appartements (voir Tableau 4). En France, la surface moyenne des maisons isolées n'est que de 123.7 m² et celle des maisons mitoyennes de 104.5 m². Les écarts de surface entre le Luxembourg et les pays voisins sont globalement moins importants pour les appartements que pour les maisons.

D'une manière générale, le niveau de vie des pays est corrélé positivement à la surface de logement (voir Graphique 6). Plus le niveau de vie est élevé, plus les logements sont grands. Chypre et l'Islande sont un peu excentrés par rapport à la droite de régression: les

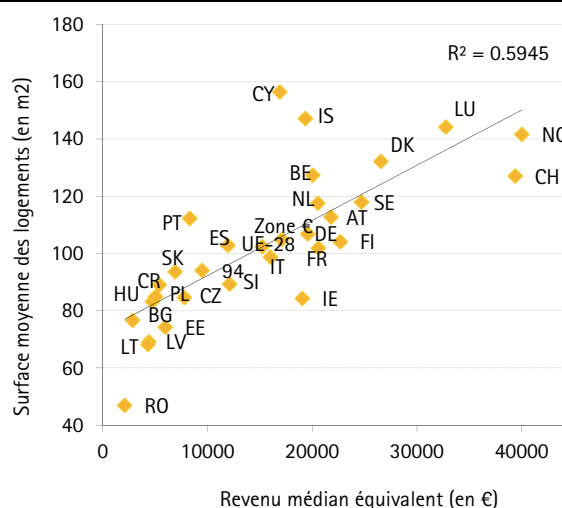
logements y sont plus grands que ne le laisserait supposer le niveau de vie. A l'inverse, en Irlande, les logements sont un peu moins grands à ce que l'on pourrait s'attendre vu le niveau de vie dans ce pays.

Tableau 4 : Surface par type de logement, 2012

	Maison		
	Maison isolée	Maison mitoyenne	Appartement
UE-28	127.3	114.6	79.2
Zone €	132.7	115.0	83.0
BE	149.8	129.6	83.4
DE	142.0	126.0	81.5
FR	123.7	104.5	71.4
LU	186.2	157.1	85.9

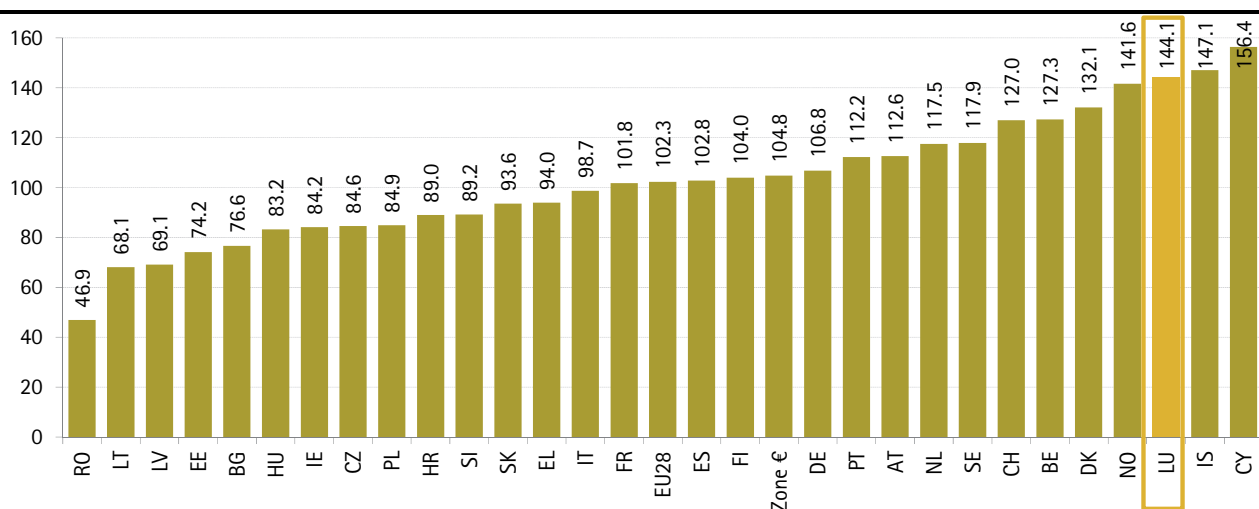
Sources : STATEC, EUROSTAT

Graphique 5 : Surface moyenne des logements en m² et revenu médian, 2012



Sources : STATEC, EUROSTAT

Graphique 6 : Surface moyenne des logements en Europe, 2012 (en m²)



Sources : STATEC, EUROSTAT

Les inégalités de revenu se reflètent dans les inégalités de surface de logement, particulièrement au Luxembourg

La surface moyenne de logements des ménages non-pauvres au Luxembourg est de quelque 150 m². Pour les ménages en risque de pauvreté, elle n'est que de 107 m². L'écart est donc de quelque 41%. Dans la zone euro, en moyenne, on trouve également un écart consistant entre ménages pauvres et non-pauvres (88 m², contre 108 m²), mais il est moins important (23% de différence) qu'au Grand-Duché (voir Graphique 7).

La surface plus grande des logements au Luxembourg se reflète dans le nombre de pièces par personne (voir Tableau 1). On y trouve en moyenne 2.0 pièces par personne, contre 1.7 pièces dans la zone euro. L'écart entre ménages pauvres et non-pauvres que l'on a constaté au niveau de la surface se retrouve pour le nombre de pièces: 1.4 pièces par personne pour les ménages en risque de pauvreté, contre 2.1 pour les ménages non-pauvres au Luxembourg. Dans la zone euro en moyenne, la différence est beaucoup moins importante (1.6, contre 1.7 pièces).

L'interprétation de la moyenne/médiane de la surface de logement et l'écart entre les « pauvres » et « non-pauvres » pourrait résulter d'un biais statistique, dans la mesure où la taille des ménages pauvres ou non-pauvres peut varier. Or, il n'y a nullement de biais statistique. En ramenant la surface moyenne des logements à la surface par tête, on note qu'au Luxembourg la surface moyenne est de 34.7 m² par tête pour les personnes en risque de pauvreté (dont le

revenu se situe en-dessous de 60% du revenu médian) et de 57.2 m² par tête pour les personnes non-pauvres (voir Tableau 1).

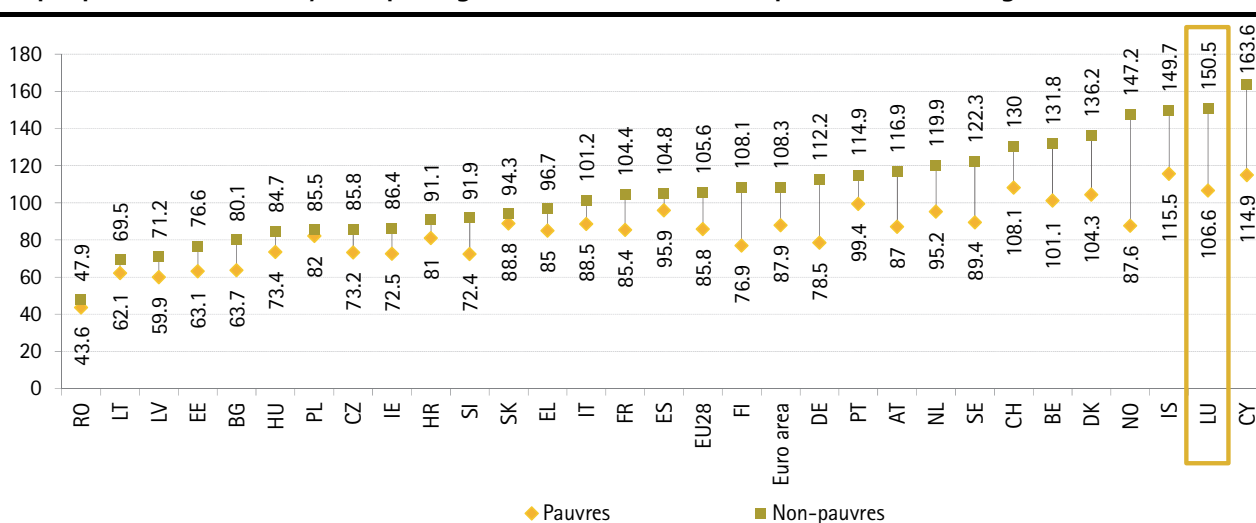
Les chiffres des surfaces par type de ménage confirment cette interprétation (voir Tableau 5). A titre d'exemple, pour un adulte seul en risque de pauvreté, la surface moyenne est de 68.1 m² contre 107.1 m² pour un adulte seul non-pauvre. Pour un ménage de deux adultes avec 2 enfants dépendants se situant en-dessous du seuil de pauvreté, la surface moyenne est de 96.1 m², contre 162.4 m² pour un ménage de ce type dont les membres sont non-pauvres.

Tableau 5 : Surface moyenne et médiane par type de ménage et selon le statut de pauvreté au Luxembourg, 2012 (en m²)

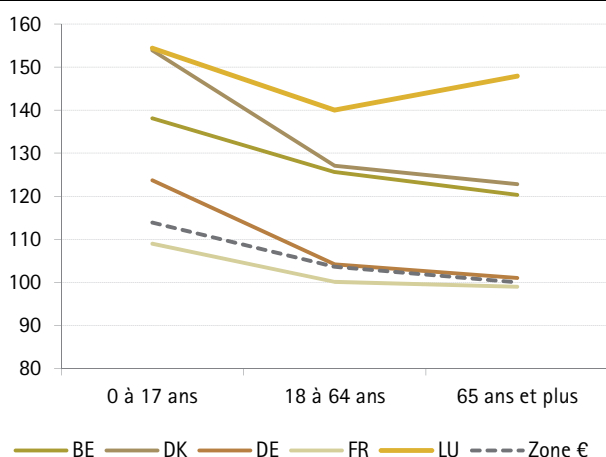
Types de ménage	Moyenne			Médiane		
	Total	Pauvres	Non-pauvres	Total	Pauvres	Non-pauvres
Adulte seul	101.4	68.1	107.1	90.0	50.0	92.0
1 adulte, 1 enfant à charge	98.7	70.4	117.6	90.0	67.0	100.0
1 adulte, 2 enfants à charge	127.5	123.7	130.0	120.0	120.0	130.0
1 adulte, 3 enfants à charge	127.2	120.1	141.6	100.0	95.0	140.0
2 adultes	140.2	89.2	143.3	130.0	72.0	135.0
2 adultes, 1 enfant à charge	135.8	103.3	140.3	130.0	95.0	135.0
2 adultes, 2 enfants à charge	153.0	96.1	162.4	143.0	83.0	150.0
2 adultes, 3 enfants à charge	169.9	122.7	184.3	160.0	110.0	178.0

Sources : STATEC, EUROSTAT

Graphique 7 : Surface moyenne par logement selon le statut de pauvreté des ménages, 2012



Sources : STATEC, EUROSTAT

Graphique 8 : Surface moyenne du logement selon l'âge, 2012

Sources : STATEC, EUROSTAT

La surface de logement moyenne pour les personnes âgées dépasse les 150m² au Luxembourg

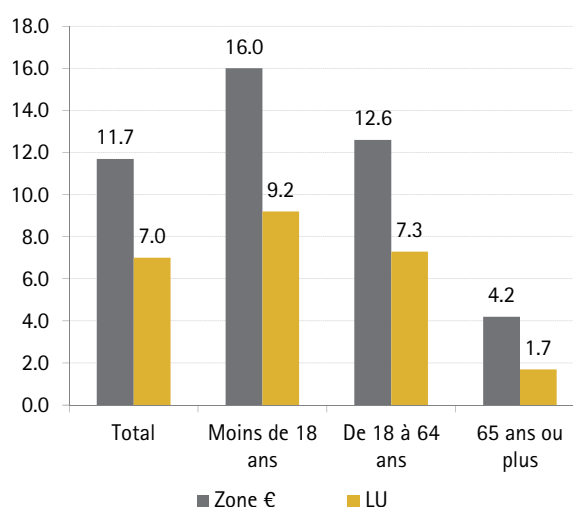
Globalement, la surface moyenne des logements diminue avec l'âge. Ce n'est pas le cas au Luxembourg (voir Graphique 8). Logiquement, les jeunes de moins de 18 ans – qui habitent le plus souvent dans une famille avec d'autres enfants et des adultes – vivent dans les logements les plus grands (154.4 m² en moyenne pour les moins de 18 ans). C'est également lié au fait que la taille des logements récents est plus importante que celle des logements plus anciens. Pour la catégorie des personnes âgées de 18 à 64 ans la surface moyenne du logement est un peu moins importante (140.0 m²). La taille des logements a tendance à diminuer avec l'âge dans pratiquement tous les pays européens, à l'exception du Luxembourg cependant. Le fait que la surface du logement diminue avec l'âge peut être dû au fait qu'avec le temps les enfants partent du ménage et que les parents cherchent un logement plus petit correspondant à leurs nouveaux besoins. En tout état de cause, dans la zone euro, la surface moyenne des logements passe de 113.9 m² pour les 0-17 ans à 103.6 m² pour les 18-64 ans et 100.0 m² pour les 65 ans et plus. Par contre, au Luxembourg, la surface moyenne augmente en passant de 140.0 m² dans la classe d'âge des 18-64 ans à 147.9 m² pour les 65 ans et plus.

Un taux de "surpeuplement" des logements se situant en-dessous de 10% au Luxembourg ...

Un indicateur des conditions de logements publié au niveau européen est le taux de surpeuplement des logements. Il correspond au pourcentage de la population vivant dans un ménage surpeuplé. Une personne est considérée comme vivant dans un ménage surpeuplé si ce dernier ne dispose pas d'un nombre minimal de pièces, soit:

- une pièce par ménage;
- une pièce par couple composant le ménage;
- une pièce pour chaque personne célibataire âgée de 18 ans ou plus;
- une pièce pour chaque paire de personnes célibataires de même sexe âgées de 12 à 17 ans;
- une pièce pour chaque personne célibataire âgée de 12 à 17 ans non incluse dans la catégorie précédente;
- une pièce par paire d'enfants âgés de moins de 12 ans.

7.0% des résidents du Luxembourg vivent dans un logement dit "surpeuplé", contre 11.7% en moyenne dans la zone euro (voir Graphique 9). Le taux de surpeuplement diminue avec l'âge: au Luxembourg on passe de 9.2% pour les moins de 18 ans (contre 16.0% dans la zone euro en moyenne dans cette classe d'âge) à 7.3% pour les 18-64 ans (contre 12.6% dans la zone euro). Pour les 65 et plus, le taux de surpeuplement des logements se réduit à seulement 1.7% au Luxembourg (contre 4.2% dans la zone euro en moyenne).

Graphique 9 : Taux de surpeuplement selon l'âge, 2012

Sources : STATEC, EUROSTAT

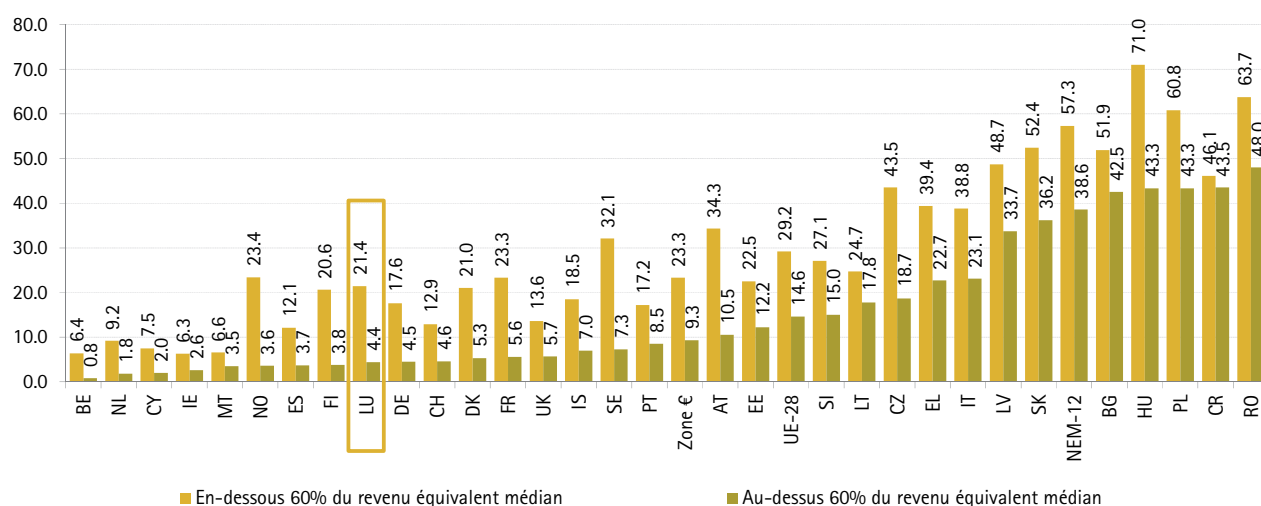
... mais près d'un quart des personnes en risque de pauvreté vit dans des logements surpeuplés

Au Grand-Duché, 21.4% des personnes en risque de pauvreté habitent dans des logements dits surpeuplés, soit un pourcentage qui se situe assez près de la moyenne de la zone euro (23.3 %) (voir Graphique 10). Pour les personnes en risque de pauvreté, le taux qui caractérise le Luxembourg est largement supérieur à celui de la Belgique (6.4% des personnes pauvres y vivent dans des logements surpeuplés) et supérieur à celui de l'Allemagne (17.6%). En France, le taux correspondant est légèrement plus élevé (23.3%) que celui du Luxembourg. A noter que, pour les personnes en risque de pauvreté, le taux de surpeuplement dépasse les 70% en Hongrie. Dans les pays de l'Est de l'Europe, le taux de surpeuplement dépasse souvent les 40% pour les personnes en risque de pauvreté. En

Grèce, le taux de surpeuplement pour les personnes en risque de pauvreté est de 39.4%. En Italie, il atteint 38.6%.

Par contre, le taux de surpeuplement pour les personnes non-pauvres n'est que de 4.4% au Luxembourg, contre 9.3% en moyenne dans la zone euro. Avec ce taux (et contrairement au taux de surpeuplement pour les pauvres), le Luxembourg se situe plutôt favorablement dans la comparaison avec les autres pays européens. En Allemagne, le taux de surpeuplement des non-pauvres se situe à un niveau similaire (4.5%), en France il est de 5.6%. En Belgique, par contre, il est largement inférieur (0.8%) au Luxembourg. Dans les pays de l'Est de l'Europe, les taux de surpeuplement dépassent les 30% même pour les non-pauvres (voir Graphique 10).

Graphique 10 : Taux de surpeuplement selon le statut de pauvreté en Europe, 2012 (en %)



Sources : STATEC, EUROSTAT

Tableau 6: Taux de surpeuplement par type de ménage au Luxembourg et en Europe, 2012 (en %)

	Un adulte de moins de 65 ans	Un adulte de 65 ans ou plus	Personne seule avec enfants dépendants	Deux adultes	Deux adultes moins de 65 ans	Deux adultes dont l'un au moins a 65 ans ou plus	Deux adultes avec un enfant dépendant	Deux adultes avec deux enfants dépendants	Deux adultes avec trois enfants dépendants ou plus
UE-28	13.0	6.1	23.0	3.9	4.6	3.1	15.2	16.3	27.2
UE-15	12.1	4.1	17.6	2.1	2.7	1.5	8.4	9.7	19.5
NEM	19.3	14.9	61.7	13.4	14.0	12.6	42.0	48.1	68.4
Zone €	12.1	4.5	19.1	2.4	3.0	1.8	9.2	11.4	21.3
BE	4.2	1.2	1.3	0.2	0.2	0.2	0.4	0.7	4.0
DE	14.2	4.9	21.3	1.3	2.0	0.5	5.3	4.5	13.7
FR	15.3	4.9	16.8	1.9	2.7	0.7	5.6	4.6	17.1
LU	13.8	3.5	12.2	1.4	2.2	0.3	3.8	5.4	11.3
NL	6.6	0.4	2.5	1.2	2.0	0.2	0.8	1.0	4.2

Sources : STATEC, EUROSTAT

En ce qui concerne le taux de surpeuplement au Luxembourg, c'est parmi les ménages d'un adulte seul (13.8%), les ménages monoparentaux (12.2%) et les ménages de deux adultes avec 3 enfants dépendants (11.3%) qu'il est le plus élevé (voir Tableau 6). A noter que la proportion élevée pour les adultes vivant seuls vient du fait qu'assez fréquemment ceux-ci vivent dans un studio ou une chambre et que l'indicateur prévoit une chambre dédiée exclusivement au ménage (pour un adulte vivant seul, un logement non surpeuplé a donc au moins 2 chambres). Pour un ménage type de 2 adultes avec 2 enfants, le taux de surpeuplement est de 5.4% au Luxembourg, contre 11.4% dans la zone euro et 48.1% dans les nouveaux Etats membres de l'est européen. Pour les ménages de deux adultes avec trois enfants dépendants et plus, le taux de surpeuplement au Luxembourg monte à 11.3%. Ce taux reste néanmoins largement inférieur à celui de la zone euro pour le même type de ménage (21.3%). Pour deux adultes dont l'un au moins a 65 ans, le taux de surpeuplement est extrêmement faible au Luxembourg (0.3%). Dans la zone euro, le taux de surpeuplement est également peu élevé pour ce type de ménage (1.8%).

Un taux de sous-occupation élevé des logements au Luxembourg (près de 60%) ... plus particulièrement pour les personnes âgées de 65 ans et plus où le taux de sous-occupation dépasse les 80%

EUROSTAT publie également un indicateur sur la sous-occupation censé refléter le contraire du surpeuplement. Un logement sous-occupé est un logement considéré comme trop grand pour les besoins du ménage en termes de pièces disponibles. La sous-occupation des logements est l'indicateur opposé du surpeuplement. La cause classique de la sous-occupation est le fait que des individus âgés ou des couples âgés restent dans leur logement après que les enfants soient partis du domicile familial. Pour des raisons statistiques, le logement est considéré comme sous-occupé si le ménage qui y vit a à sa disposition un plus grand nombre de pièces que le minimum considéré comme adéquat à la composition du ménage. Le minimum est le même que celui fixé pour le taux de surpeuplement, soit: une pièce par ménage; une pièce par couple composant le ménage; une pièce pour chaque personne célibataire âgée de 18 ans ou plus; une pièce pour chaque paire de personnes célibataires de même sexe âgées de 12 à 17 ans; une

Tableau 7 : Proportion de personnes vivant dans des logements sous-occupés par âge et statut de pauvreté au Luxembourg et dans la zone euro, 2012 (en %)

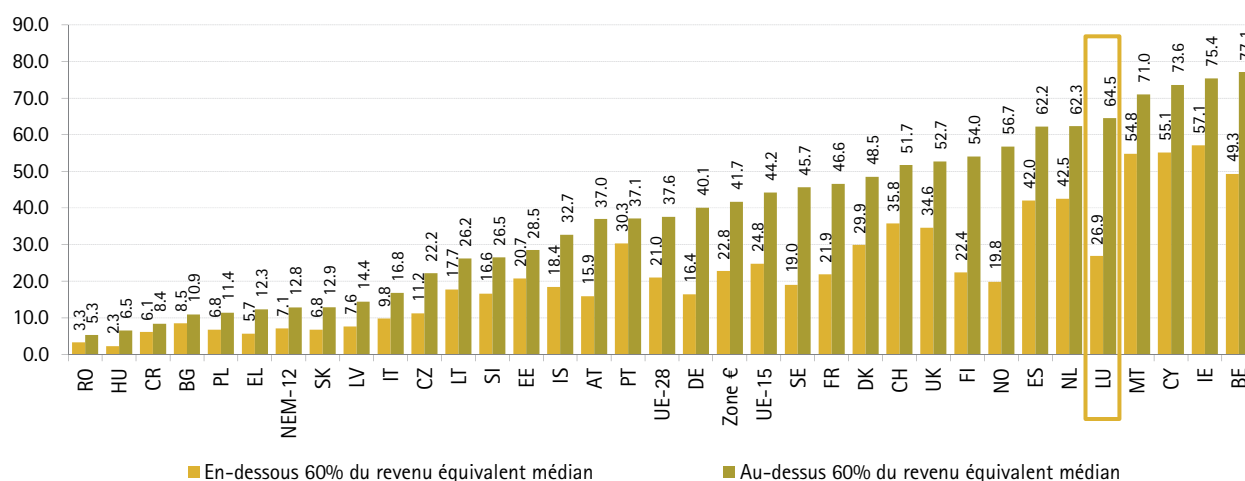
	En-dessous 60% du revenu équivalent médian		Au-dessus 60% du revenu équivalent médian		Total	
	Zone €	LU	Zone €	LU	Zone €	LU
Total	22.8	26.9	41.7	64.5	38.5	58.8
Moins de 18 ans	16.0	28.0	35.5	57.5	31.5	50.8
De 18 à 64 ans	20.9	23.9	39.4	62.4	36.3	56.8
65 ans ou plus	40.8	55.5	54.8	83.4	52.9	81.7

Sources : STATEC, EUROSTAT

pièce pour chaque personne célibataire âgée de 12 à 17 ans non incluse dans la catégorie précédente; une pièce par paire d'enfants âgés de moins de 12 ans.

Selon la définition citée ci-dessus, au Luxembourg, 58.8% des personnes vivent dans des logements sous-occupés. Dans la zone euro en moyenne, la proportion ne serait que de 38.5% (voir Tableau 7). La sous-occupation des logements augmente avec l'âge. Il s'agit-là d'une constante pour tous les pays européens. Au Grand-Duché, la proportion de personnes vivant dans des logements sous-occupés passe de 50.8% pour les moins de 18 ans à 56.8% chez les 18-64 ans et 81.7% chez les 65 et plus. Dans la zone euro, les niveaux des taux de sous-occupation sont moins élevés qu'au Luxembourg, mais augmentent également avec l'âge : on passe d'un taux de sous-occupation de 31.5% chez les 0-17 ans à 52.9% chez les 65 ans et plus. Ce dernier taux est cependant très inférieur à ce qu'il est au Luxembourg (81.7%).

La proportion de la population vivant dans des logements sous-occupés est beaucoup plus importante chez les non-pauvres que chez les personnes vivant en-dessous de ce seuil : 64.5% des non-pauvres au Luxembourg vivent dans des logements sous-occupés (voir Graphique 11). Ce taux est largement supérieur à la moyenne de la zone euro où 41.7% des personnes non-pauvres habitent des logements sous-occupés. En revanche, seulement 26.9% des personnes en risque de pauvreté du Luxembourg vivent dans des logements sous-occupés, un taux assez proche de la moyenne européenne (22.8% des personnes en risque de pauvreté dans la zone euro vivent dans des logements sous-occupés).

Graphique 11 : Proportion de personnes vivant dans des logements sous-occupés par statut de pauvreté, 2012 (en %)

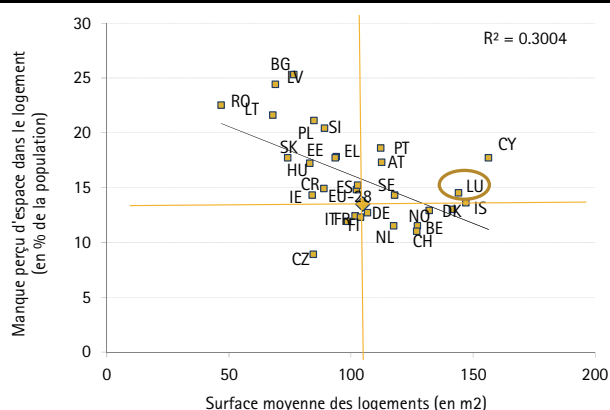
Sources : STATEC, EUROSTAT

Environ 15% de la population du Luxembourg considèrent qu'ils manquent d'espace dans leur logement

14.5% des personnes enquêtées au Luxembourg manquent d'espace dans leur logement. La proportion est très similaire dans la zone euro (13.5% en moyenne). Cependant, cette perception est très inégale. Les personnes en risque de pauvreté disent beaucoup plus fréquemment manquer d'espace dans leur logement que les non-pauvres : 31.4% des personnes en risque de pauvreté au Luxembourg ont cette perception, contre 11.5% des non-pauvres (voir Tableau 8). Dans la zone euro, 20.9% des personnes en risque de pauvreté perçoivent un manque d'espace dans leur logement, contre 12.0% des personnes non-pauvres. D'une façon générale, il semble donc que plus le revenu est élevé, moins la perception du manque d'espace est fréquente. Cela est lié au fait que, plus le revenu est élevé, plus la surface du logement est grande (voir plus haut).

On retrouve cette même logique en comparant les pays européens (voir Graphique 12). On a vu déjà vu que les logements sont les plus petits dans les pays de l'Est de l'Europe. C'est aussi dans ces pays que les habitants perçoivent plus fréquemment un manque d'espace. A titre d'exemple, en Roumanie, la surface moyenne des logements est de seulement 46.9 m² (contre 144.1 m² au Luxembourg). Le pourcentage des personnes manquant d'espace dans leur logement est de 22.5% en Roumanie (contre 14.5% au Luxembourg)

A noter toutefois que la corrélation entre la surface du logement et le manque d'espace n'est pas parfaite. La dispersion autour de la droite de régression est assez importante. Dans les pays situés en-dessous de la droite de régression la perception du manque d'espace est moins prononcée que ne le laisserait supposer la taille moyenne des logements. C'est notamment le cas en République tchèque où la taille moyenne des logements est relativement faible (85.6 m²), mais où la perception du manque d'espace n'est pas très fréquente non plus (8.9% des habitants). D'un autre côté, il y a les pays situés au-dessus de la droite de régression où les gens se plaignent plus du manque d'espace que ne le laisserait supposer la surface moyenne des logements. C'est notamment le cas en Chypre au Portugal, mais également au Luxembourg. Au Grand-Duché, la taille moyenne des logements se situe largement au-dessus de la moyenne européenne (144.1 m² contre 104.8 m² dans la zone euro), mais la part des personnes manquant d'espace dans le logement est également un peu plus élevée au Luxembourg que dans la moyenne européenne (14.5% au Luxembourg, contre 13.5% dans la zone euro).

Graphique 12 : Surface moyenne des logements et manque perçu d'espace dans le logement, 2012

Sources : STATEC, EUROSTAT

Tableau 8 : Proportion des personnes manquant d'espace dans leur logement selon l'âge et le statut de pauvreté

	Âge			Statut de pauvreté	
	0-17 ans	18-64 ans	65 et plus	Pauvres	Non pauvres
UE-28	22.0	15.2	5.8	21.9	13.3
Zone €	20.0	13.9	5.3	20.9	12.0
BE	18.7	11.4	3.2	21.9	9.7
DE	20.1	13.6	3.9	20.0	11.3
FR	19.3	12.5	3.4	24.1	10.5
LU	20.4	14.4	5.3	31.4	11.5
NL	14.8	12.1	4.6	17.7	10.8

Sources : STATEC, EUROSTAT

Tableau 9 : Qualité du logement au Luxembourg (en% de la population)

	LU	Zone €	BE	DE	FR
Installations électriques inadéquates	7.7	5.7	3.5	2.6	9.1
Installations/canalisation d'eau inadéquates	6.7	6.5	2.6	1.2	13.7
Logement non équipé d'appareils de chauffage	0.2	1.9	0.2	0.0	0.0
Logement non confortablement chaud en hiver	4.2	13.6	12.6	3.6	17.7
Logement non confortablement frais en été	10.2	20.6	12.7	13.6	18.9
Logement humide*	17.1	15.2	18.4	13.5	12.8
Ni baignoire ni douche dans le logement	0.1	0.5	0.9	0.1	0.5
Pas de toilettes intérieures	0.6	0.8	1.9	0.9	0.5
Logement considéré comme trop sombre	6.6	5.9	7.3	3.9	7.7

* Part de la population totale vivant dans un logement ayant soit des fuites dans la toiture, soit des murs, sols ou fondations humides, soit de la pourriture dans l'encadrement des fenêtres ou au sol

Sources : STATEC, EUROSTAT

On a vu que, pour les personnes âgées vivant au Luxembourg, la surface du logement est grande. D'une manière générale, on a vu qu'avec l'âge le taux de surpeuplement diminue. Chez les personnes âgées de 65 ans et plus il est le faible, alors que le taux de sous-occupation est élevé. Logiquement, et en tendance, la perception du manque d'espace diminue

avec l'âge (voir Tableau 8). Au Luxembourg, 20.4% des jeunes de 0 à 17 ans vivent dans des logements dont les habitants perçoivent un manque d'espace. Le taux correspondant descend à 14.4% chez les 18-64 ans. Seulement 5.3% des 65 ans et plus vivant au Luxembourg manquent d'espace dans leur logement.

Les caractéristiques sont similaires dans les pays voisins et en Europe d'une façon générale (voir Tableau 8). A titre d'exemple, en Belgique, le manque d'espace perçu est de 18.7% pour les 0-17 ans, mais seulement de 3.2% chez les 65 ans et plus. A noter toutefois que seuls les ménages privés sont pris en considération et non pas les ménages collectifs.

Qualité du logement : une situation assez mitigée au Luxembourg

Dans le module 2012 sur les conditions de logement de l'enquête SILC, on pose également des questions sur la qualité du logement : installations électriques adéquates ou inadéquates, installations et canalisations d'eau adéquates ou inadéquates, absence ou présence d'appareils de chauffage, logement confortablement chauffé ou non en hiver ; logement confortablement frais ou non en été ? A cela s'ajoutent des questions qui sont posées de façon récurrente dans l'enquête EU-SILC : humidité dans le logement, baignoire ou douche dans le logement, toilettes intérieures au logement, logement jugé sombre ou non ?

En ce qui concerne les installations de base comme les toilettes intérieures, la salle de bain, les installations de chauffage, les manques sont peu fréquents au Luxembourg (entre 0.1% et 0.6% de la population vit dans de tels logements). D'ailleurs, dans les pays voisins, pour l'absence de ces installations, les taux sont seulement ponctuellement et marginalement plus élevés, mais grosso modo, les pourcentages sont faibles (voir Tableau 9).

En revanche, avec 7.7% des personnes vivant dans des logements dont les habitants considèrent que les installations électriques sont inadéquates, le Luxembourg fait moins bien que la moyenne européenne (5.7% dans la zone euro), l'Allemagne (2.6%) et la Belgique (3.5%). En France, le pourcentage des personnes insatisfaites des installations électriques (9.1%) est, par contre, plus élevé qu'au Luxembourg. La proportion des personnes habitant des logements considérés comme humides est plus élevée au Luxembourg (17.1%) que dans la moyenne de la zone euro (15.1%). En Allemagne et en

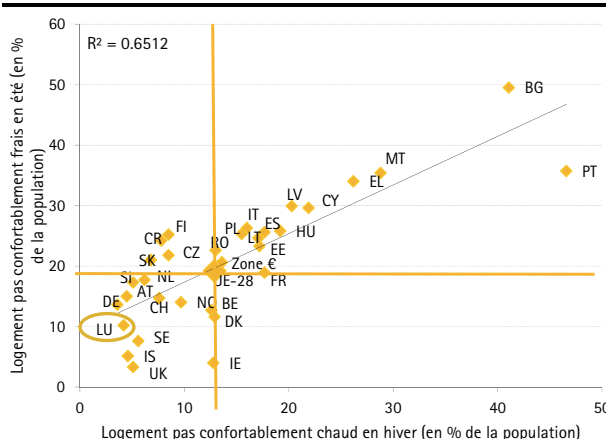
France, les taux sont encore plus faibles (13.5% et 12.8%). Enfin, le Luxembourg n'est que moyennement classé en ce qui concerne la luminosité des logements. 6.6% des habitants du Grand-Duché vivent dans des logements considérés comme trop sombres. Dans la zone euro, la proportion n'est que de 5.9%. Il convient de noter que les réponses à ces questions de manque de qualité ne peuvent être interprétées en absolu étant donné que les normes (réglementaires et d'usage) en matière d'installations ne sont pas identiques dans tous les pays européens. Les réponses à ces questions contiennent donc une part de « subjectif » et une part d'« objectif ».

... mais un pourcentage très élevé de personnes au Luxembourg considérant que leur logement est confortablement chaud en hiver et confortablement frais en été

Dans le module 2012 d'EU-SILC ont été posées deux questions qui reflètent assez bien la qualité globale des logements, à savoir « Est-ce que votre logement est confortablement chaud en hiver » et « Est-ce que votre logement est confortablement frais en été ». Conceptuellement ces deux questions ont une certaine cohérence : elles sont exclusivement subjectives (ne se référant pas à des normes générales) et elles ne se limitent pas à l'appréciation de la qualité des installations, mais à l'effet des installations (chauffage, isolation thermique, etc.). Au Luxembourg, seulement 4.2% considèrent que leur logement n'est pas confortablement chaud en hiver (voir Tableau 1 et Graphique 13). Le pourcentage correspondant est plus de trois fois plus élevé en moyenne dans la zone euro (13.6% estiment que leur logement n'est pas confortablement chaud en hiver), en Belgique (12.6%) et en France (17.7%). En Allemagne (3.6%), le taux se situe au même niveau qu'au Luxembourg. Au Portugal, le taux des personnes qui disent que leur logement n'est pas confortablement chaud en hiver atteint 46.6% et en Bulgarie 41.1%.

En outre, seulement 10.2% des habitants du Luxembourg vivent dans des logements pas confortablement frais en été, alors que le pourcentage atteint 20.6% dans la zone euro en moyenne, 18.9% en France, 13.6% en Allemagne. Là-encore les pourcentages au Portugal et en Bulgarie sont très élevés : au Portugal, 35.7% des personnes habitent des logements non confortablement frais en été, en Bulgarie 49.5%.

Graphique 13 : Logements non confortablement chauds en hiver et logements non confortablement frais en été dans les pays européens, 2012 (en %)



Sources : STATEC, EUROSTAT

La température dans le logement et certes liée au climat, mais le confort et la qualité du logement (installations de chauffage, isolation thermique ...) semblent jouer un rôle non-négligeable dans la comparaison entre pays. En fait il y a une corrélation nette : les pays où le pourcentage des logements non confortablement chauffés est faible, sont également les pays où le pourcentage des logements non confortablement frais en été est faible. Parmi ces pays bien situés on trouve le Luxembourg, mais également les pays nordiques, l'Allemagne, l'Autriche, les Pays-Bas, le Royaume-Uni. Dans le groupe de pays se situant au-dessus de la moyenne pour les logements non confortablement chauds en hiver et non confortablement frais en été, on trouve les pays baltiques et les pays du Sud de l'Europe.

Les inégalités en matière de qualité de logement sont non-négligeables

Il est indiqué de comparer les indicateurs de qualité de logement pour les non-pauvres (personnes dont le revenu se situe au-dessus de 60% du revenu médian) et pour les pauvres (personnes dont le revenu se situe en-dessous de ce seuil).

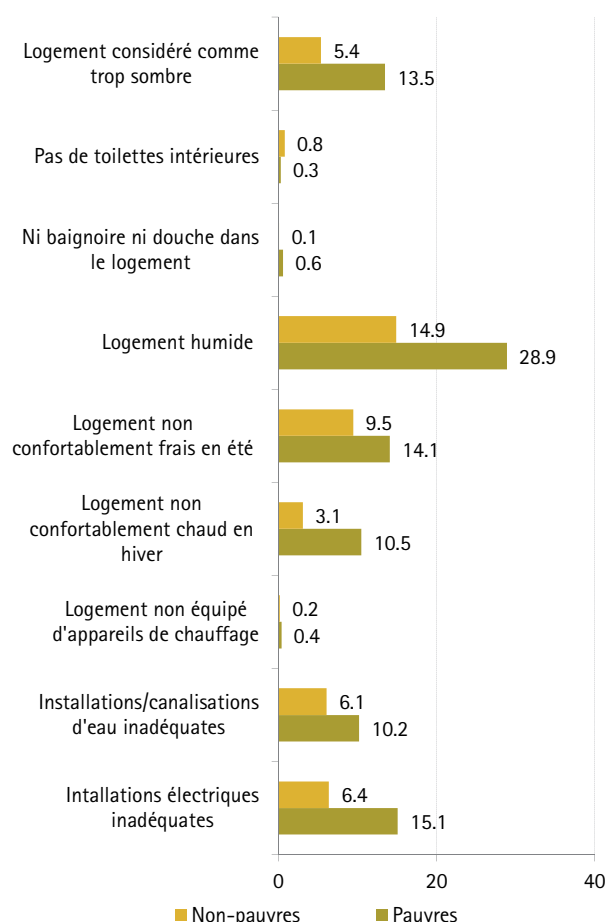
Au Luxembourg, 13.5% des personnes en risque de pauvreté vivent dans des logements trop sombres, contre 5.4% des non-pauvres (voir Graphique 14). Pas moins de 28.9% des personnes vivant sous le seuil de risque de pauvreté habitent dans des logements humides, alors que ce n'est le cas que pour 14.9% des non pauvres. 15.1% des personnes en risque de pauvreté vivent dans des logements avec des installations électriques inadéquates, contre 6.4% des

non pauvres. 10.2% des personnes en risque de pauvreté occupent des logements avec des installations/canalisation d'eau inadéquates, alors que seulement 6.1% des non-pauvres sont dans ce cas.

Enfin, le pourcentage des personnes en risque de pauvreté habitant des logements pas confortablement chauds l'hiver est de 10.2%, soit le triple du pourcentage qui vaut pour les non-pauvres (6.1%). La différence entre pauvres et non-pauvres quant au fait de vivre dans des logements non confortablement frais l'été est un peu moins prononcée: 14.1% des pauvres sont dans cette situation, contre 9.5% des non-pauvres.

On peut également appréhender la qualité du logement – notamment le fait de pouvoir vivre dans un logement confortablement frais en été et confortablement chaud en hiver –, à travers d'autres caractéristiques personnelles des résidents ou des logements, comme l'âge des habitants, le type de logement (maison, appartement) et le statut du logement (propriétaire ou locataire) (voir Tableau 10). On peut noter que les personnes âgées sont relativement peu nombreuses à vivre dans des logements non confortablement chauds en hiver et frais en été. Seulement 2.4% des personnes âgées de 65 ans et plus se plaignent d'un logement non confortablement chaud l'hiver (contre 4.3% des 18-64 ans). 6.0% des 65 ans et plus habitent un logement pas confortablement frais l'été, contre 10.6% des 18-64 ans. Les locataires vivent beaucoup plus fréquemment dans un logement pas confortablement frais l'été ou chaud l'hiver que les propriétaires. 1.9% des propriétaires (en train de rembourser un prêt) habitent un logement non confortablement chaud en hiver et 6.2% un logement non confortablement frais l'été. Les pourcentages correspondants pour les locataires sont beaucoup plus élevés avec respectivement 8.4% vivant dans les logements mal chauffés en hiver et 16.6% habitant dans des logements pas assez frais l'été. Les personnes habitant une maison sont beaucoup mieux loties que celles habitant dans un appartement, surtout quand il s'agit de logements confortablement frais l'été. 17.9% des personnes vivant dans un appartement font état d'un manque de fraîcheur l'été, contre seulement 6.6% des personnes vivant dans une maison isolée et 5.6% des personnes habitant une maison mitoyenne.

Graphique 14 : Qualité du logement selon le statut de pauvreté au Luxembourg, 2012 (en %)



Sources : STATEC, EUROSTAT

Tableau 10 : Logements pas confortablement chauds en hiver et logements pas confortablement frais en été au Luxembourg, 2012 (en %)

	Logement pas confortablement frais en été	Logement pas confortablement chaud en hiver
Total	10.2	4.2
0-17 ans	11.8	5.3
18-64 ans	10.6	4.3
65 ans et plus	6.0	2.4
Pauvres	14.1	10.5
Non-pauvres	9.5	3.1
Zone densément peuplée	12.3	5.0
Zone urbanisée intermédiaire	11.2	3.8
Zone faiblement peuplée	8.8	4.4
Propriétaires (remboursant un prêt)	6.2	1.9
Propriétaires (ne remboursant pas de prêt)	8.6	2.8
Locataires (sur le marché libre)	16.6	8.4
Maison isolée	6.6	4.1
Maison mitoyenne	5.6	3.4
Appartement	17.9	5.1

Sources : STATEC, EUROSTAT

Près d'une personne sur 10 parmi les habitants en risque de pauvreté au Luxembourg vit dans un état de privation matérielle sévère liée au logement

Un autre indicateur – synthétique – donne un aperçu plus global de la qualité du logement en Europe : le taux de privation matérielle sévère liée au logement. Il s'agit de la part de la population vivant dans un logement surpeuplé et qui présente au moins un des défauts suivants: absence de baignoire ou de douche, de toilettes intérieures, logement humide, logement sombre. Un logement est dit « surpeuplé » s'il ne dispose pas d'un nombre minimal de pièces, soit: une pièce par ménage; une pièce par couple composant le ménage; une pièce pour chaque personne célibataire âgée de 18 ans ou plus; une pièce pour chaque paire de personnes célibataires de même sexe âgées de 12 à 17 ans; une pièce pour chaque personne célibataire âgée de 12 à 17 ans non incluse dans la catégorie précédente; une pièce par paire d'enfants âgés de moins de 12 ans.

Le taux de privation matérielle sévère liée au logement est de 2.4% au Luxembourg (voir Tableau 11). Avec ce taux, le Luxembourg fait un peu mieux que la moyenne européenne (3.5% dans la zone euro et 5.1% en moyenne dans l'UE-28), mais les pays du Nord de l'Europe, mais également la Suisse, la Belgique, l'Irlande, Malte, l'Allemagne, le Royaume-Uni, Chypre et l'Espagne sont mieux situés que le Grand-Duché. Pour les non-pauvres, le score du Luxembourg est d'ailleurs meilleur que pour les pauvres dans la comparaison avec les autres pays européens. Ainsi, le taux de privation matérielle sévère liée au logement est de seulement 1.2% au Luxembourg pour les personnes qui ne sont pas en risque de pauvre (c'est-à-dire dont le revenu se situe au-dessus de 60% du revenu médian). En revanche, pour les personnes en risque de pauvreté au Luxembourg, le taux atteint 9.4%, c'est-à-dire un pourcentage supérieur à la moyenne de la population pauvre dans la zone euro (8.6%). A noter les taux élevés de privation matérielle sévère dans certains pays baltiques, de l'Est et du Sud de l'Europe. A titre d'exemple, en Roumanie, 22.8% des personnes vivent en privation matérielle sévère liée au logement. Parmi les personnes en risque de pauvreté dans ce pays, le taux atteint même 49.2%.

Tableau 11 : Taux de privation matérielle sévère liée au logement en Europe, 2012 (en %)

	En-dessous 60% du revenu équivalent médian (en risque de pauvreté)	Au-dessus 60% du revenu équivalent médian (non- pauvres)	Total
Belgique	2.0	0.3	0.6
Irlande	1.5	0.4	0.6
Finlande	2.8	0.5	0.8
Pays-Bas	2.5	0.7	0.9
Malte	1.6	0.9	1.0
Chypre	3.6	0.8	1.2
Norvège	5.2	0.7	1.2
Espagne	3.6	0.6	1.3
Suède	4.6	1.0	1.5
Suisse	3.5	1.4	1.8
Allemagne	5.3	1.2	1.9
Royaume-Uni	4.2	1.6	2.0
Danemark	6.7	1.5	2.2
Luxembourg	9.4	1.2	2.4
Islande	5.9	2.1	2.4
France	8.7	1.5	2.6
Zone euro (18 pays)	8.6	2.4	3.5
Autriche	10.9	2.6	3.8
République tchèque	13.5	2.9	3.9
Portugal	7.8	3.6	4.3
Estonie	9.6	3.7	4.7
Union européenne (28 pays)	12.6	3.6	5.1
Slovaquie	15.3	3.6	5.1
Grèce	13.2	5.1	7.0
Lituanie	14.2	5.5	7.1
Slovénie	16.9	6.8	8.1
Italie	16.7	6.4	8.4
Croatie	13.1	8.7	9.6
Pologne	22.9	7.9	10.5
Bulgarie	32.3	7.7	12.9
Lettonie	31.5	12.8	16.4
Hongrie	48.0	12.2	17.2
Roumanie	49.2	15.1	22.8

Sources : STATEC, EUROSTAT N.B : Taux de privation matérielle sévère liée au logement = part de la population vivant dans un logement surpeuplé et qui présente au moins un des défauts suivants: absence de baignoire ou de douche, de toilettes intérieures, logement humide, logement sombre. Logement surpeuplé = si le logement ne dispose pas d'un nombre minimal de pièces, soit: une pièce par ménage; une pièce par couple composant le ménage; une pièce pour chaque personne célibataire âgée de 18 ans ou plus; une pièce pour chaque paire de personnes célibataires de même sexe âgées de 12 à 17 ans; une pièce pour chaque personne célibataire âgée de 12 à 17 ans non incluse dans la catégorie précédente; une pièce par paire d'enfants âgés de moins de 12 ans.

Tableau 12 : Environnement du logement par type de nuisances et selon le statut de pauvreté, 2012 (en % de la population)

	En-dessous 60% du revenu équivalent médian	Au-dessus 60% du revenu équivalent médian	Total
Nuisances sonores provenant des voisins ou de la voie publique			
UE-28	22.1	18.2	18.8
Zone €	23.9	19.0	19.8
BE	22.3	16.1	17.0
DE	33.6	24.7	26.1
FR	23.7	15.9	17.0
LU	26.6	15.3	17.0
Pollution, saleté ou autres problèmes environnementaux			
UE-28	15.1	13.7	14.0
Zone €	17.4	15.2	15.6
BE	20.5	14.4	15.3
DE	25.7	21.8	22.4
FR	13.7	10.8	11.3
LU	19.9	13.0	14.0
Délinquance, violence ou vandalisme aux alentours			
UE-28	16.3	13.0	13.6
Zone €	16.0	12.9	13.4
BE	22.5	13.4	14.7
DE	18.6	11.4	12.5
FR	18.8	14.1	14.7
LU	15.7	14.1	14.4

Sources : STATEC, EUROSTAT

L'environnement du logement : la fréquence des nuisances au Luxembourg comparable à la moyenne européenne

17% des habitants du Luxembourg sont confrontés à des nuisances sonores provenant des voisins ou de la voie publique (voir Tableau 12). Avec ce taux, le Luxembourg se place près de la moyenne européenne dans ce domaine (19.8% dans la zone euro). En Belgique, le taux est très proche (17.0% se plaignant de nuisances sonores), de même qu'en France (également 17.0%). En revanche, le taux des personnes se plaignant de telles nuisances sonores en Allemagne atteint 26.1%. Il convient de préciser que le fait d'indiquer des nuisances dans l'environnement du logement peut évidemment résulter de faits réels, mais également d'une acceptation plus ou moins grande de tels phénomènes.

Le pourcentage des personnes qui se plaignent d'un problème de pollution, de saleté ou d'autres problèmes environnementaux est de 14.0% au Luxembourg (voir Tableau 12). Le Luxembourg se situe légèrement en-dessous de la moyenne européenne (15.6% dans la zone euro) pour ce genre de nuisances.

En Belgique, le pourcentage correspondant (15.3%) est très proche de la moyenne européenne et en France (11.3%), il est inférieur à cette moyenne. En revanche il est largement supérieur à la moyenne européenne en Allemagne où 22.4% des habitants se plaignent de pollution, de saleté et d'autres problèmes environnementaux.

En ce qui concerne la violence, la délinquance et le vandalisme, 14.4% des résidents du Luxembourg sont confrontés à ce genre de problèmes. En France (14.7% des habitants qui sont dans ce cas) et en Belgique (également 14.7%) les pourcentages sont similaires, alors qu'en Allemagne, la part des personnes qui évoquent ces problèmes dans l'environnement de leur logement est légèrement inférieur (12.5%) au taux du Luxembourg (voir Tableau 12).

Les personnes en risque de pauvreté sont plus fréquemment confrontées à des nuisances dans l'environnement du logement que les personnes non pauvres

Les différences de revenu se reflètent dans les inégalités dans l'environnement du logement. 26.6% des résidents dont le revenu se situe en-dessous du seuil de risque de pauvreté font état de nuisances sonores provenant des voisins ou de la voie publique, contre seulement 15.3% des non-pauvres. Cet écart est un peu plus important que dans la zone euro en moyenne, où 23.9% des personnes en risque de pauvreté évoquent des nuisances sonores et 19.0% des personnes non-pauvres (voir Tableau 12).

Au Grand-Duché 19.9% des habitants en risque de pauvreté affirment qu'aux alentours de leur logement ils ont constaté de la pollution, de la saleté ou autres problèmes environnementaux. Pour les non-pauvres, le pourcentage correspondant n'est que de 13.0%. En retrouve cette inégalité dans les autres pays européens, mais elle semble un peu moins prononcée : Dans la zone euro, 17.4% des habitants en risque de pauvreté disent qu'ils ont constaté de la pollution, de la saleté et de problèmes environnementaux près de leur logement ; ce n'est le cas que pour 15.2% des non-pauvres. L'écart entre pauvres et non-pauvres dans les pays voisins est également plus réduit qu'au Luxembourg. A titre d'exemple, en France 10.8% des personnes dont le revenu se situe au-dessus du seuil de risque de pauvreté signalent des problèmes de pollution et saleté, contre 13.7% des habitants en risque de pauvreté.

Finalement, contrairement aux nuisances sonores et à la pollution, l'écart entre pauvres et non-pauvres dans le domaine de la délinquance, de la violence et du vandalisme est moins prononcé au Luxembourg que dans les pays voisins et dans la zone euro en moyenne. 14.1% des habitants du Luxembourg qui ne sont pas en risque de pauvreté font état de délinquance, violence et vandalisme aux alentours de leur logement. 15.7% des habitants du Luxembourg en risque de pauvreté sont dans le même cas. En Belgique, 22.5% des personnes en risque de pauvreté affirment que l'environnement de leur logement est marqué par de la délinquance, de la violence et du vandalisme, contre seulement 13.4% des non-pauvres.

Au Luxembourg, en zone urbaine (c'est-à-dire densément peuplée), près de 40% des personnes en risque de pauvreté font état de nuisances sonores provenant des voisins ou de la voie publique, contre 20% des personnes non-pauvres

Les inégalités en matière d'environnement du logement ne sont pas seulement liées aux revenus, mais également au fait de vivre en zone urbaine ou non (voir Tableau 13). Ces deux déterminants se superposent. Dans les zones urbaines (densément peuplées) – au Luxembourg, seule la Ville de Luxembourg est répertoriée dans cette catégorie – 39.0% de pauvres et 20.4% des non-pauvres évoquent des nuisances sonores provenant des voisins ou de la voie publique (soit en moyenne 23.6% des habitants des zones urbaines). Dans les zones rurales (faiblement peuplées au Luxembourg) seulement 10% des habitants se plaignent de nuisances sonores et l'écart entre pauvres et non-pauvres est insignifiant dans ces zones faiblement peuplées.

Au total, 16.3% des habitants des zones urbaines au Luxembourg évoquent de la pollution, de la saleté et autres problèmes environnementaux aux alentours de leur logement (25% des personnes en risque de pauvreté habitant dans ces zones, contre 14.4% des non-pauvres). Dans les zones rurales faiblement peuplées seulement 7.8% de l'ensemble des habitants affirment la même chose (et l'écart entre pauvres et non-pauvres dans les zones rurales est peu important).

Il est à noter que dans les zones urbanisées intermédiaires – au Grand-Duché, il s'agit principalement des communes du Sud du pays et des communes périphériques à la Ville de Luxembourg – le pourcentage des personnes se plaignant de pollution, de saleté et d'autres problèmes environnementaux (20.7%) est même plus élevé que dans les zones urbaines (c'est-à-dire la Ville de Luxembourg) où 16.3% évoquent ces problèmes.

Finalement, en ce qui concerne la délinquance, la violence et le vandalisme, ce sont également les habitants des zones urbanisées intermédiaires qui s'en plaignent le plus : 22.3% des habitants de ces régions (Sud du pays, périphérie de la Ville de Luxembourg, Ettelbrück-Diekirch) affirment qu'aux alentours de leur logement ils ont constaté ces phénomènes, contre 7.4% des habitants vivant dans des zones rurales et 15.9% des habitants vivant en zone urbaine (en clair, la Ville de Luxembourg). L'écart entre pauvres et non-pauvres est très réduit dans ce domaine que ce soit dans les zones densément peuplées, moyennement peuplées ou rurales.

Tableau 13 : Environnement du logement par type de nuisances selon le statut de pauvreté et selon le degré d'urbanisation au Luxembourg, 2012 (en % de la population)

	Zone densément peuplée	Zone urbanisée intermédiaire	Zone faiblement peuplée
Nuisances sonores provenant des voisins ou de la voie publique			
En-dessous 60% du revenu équivalent médian	39.0	35.6	8.9
Au-dessus 60% du revenu équivalent médian	20.4	20.0	10.1
Total	23.6	22.9	10.0
Pollution, saleté ou autres problèmes environnementaux			
En-dessous 60% du revenu équivalent médian	25.0	27.4	8.0
Au-dessus 60% du revenu équivalent médian	14.4	19.2	7.8
Total	16.3	20.7	7.8
Délinquance, violence ou vandalisme aux alentours par degré d'urbanisation			
En-dessous 60% du revenu équivalent médian	14.4	23.4	6.7
Au-dessus 60% du revenu équivalent médian	16.3	22.0	7.5
Total	15.9	22.3	7.4

N.B.: Zone urbaine ou densément peuplée = grappe (cluster) de cellules adjacentes de 1 km² avec une densité de la population dépassant les 1 500 habitants par km² et une population minimum de 50 000 habitants. Seule la Ville de Luxembourg fait partie de cette catégorie. Zone urbanisée intermédiaire = grappe (cluster) de cellules adjacentes de 1 km² avec une densité de la population dépassant les 300 habitants par km² et une population minimum de 5 000 habitants. Font partie de ce cluster, les communes périphériques de la Ville de Luxembourg (Strassen, Bertrange, Hesperange, Walferdange), les deux grandes communes du centre du pays (Ettelbrück, Diekirch) et les communes du Sud du pays (Bettembourg, Differdange, Dudelange, Esch-sur-Alzette, Kayl, Petange, Rumelange, Sanem, Schifflange). Zone rurale (zone faiblement peuplée) = toutes les autres communes du pays.

Sources : STATEC, EUROSTAT

Accès aux services : un accès plus facile qu'en moyenne européenne

Plusieurs éléments définissent l'accessibilité à un service : la proximité géographique, les infrastructures routières, le coût du transport, les heures d'ouverture, l'accès aux bâtiments compte tenu des capacités physiques, la possibilité d'obtenir un service via Internet ou de se faire livrer à la maison. Dans le module 2012 d'EU-SILC on a demandé aux ménages, en tenant compte de ces différents éléments, s'ils accèdent avec grandes difficultés, avec quelques difficultés, facilement ou très facilement aux services suivants : 1. Epicerie, supérette, supermarché, commerce d'alimentation ; 2. Banque ou services bancaires, 3. Services postaux, Poste, 4. Transport public, 5. Soins de santé primaires (médecin généraliste ou centre de soins), 6. Ecole obligatoire.

Dans l'ensemble de la population du Grand-Duché, 12.3% ont un accès difficile ou très difficile à une épicerie, un supermarché ou une supérette (3.0% un accès très difficile et 9.3% un accès difficile). En moyenne, dans la zone euro, 11.2% des personnes affirment avoir un accès difficile ou très difficile à une épicerie (voir Tableau 1 et Tableau 14).

12.4% des habitants du Grand-Duché disent avoir difficilement ou très difficilement accès aux services bancaires (3.0% très difficilement et 9.4% difficilement). Le pourcentage correspondant dans la zone euro est en moyenne un peu plus élevé (15.4% dont 2.9% qui ont très difficilement accès aux services bancaires et 12.5% difficilement). L'accès aux services postaux est très difficile (3.2%) ou difficile (10.5%) pour 13.7% des habitants du Luxembourg au total. Dans de nombreux autres pays européens, l'accès aux services postaux est plus problématique qu'au Luxembourg : 20.3% de la population de la zone euro ont un accès difficile ou très difficile (4.0% un accès très difficile et 16.3% un accès difficile).

L'accès aux transports publics semble également plus facile au Luxembourg que dans la plupart des autres pays européens : 9.8% des résidents du Luxembourg accèdent difficilement (6.7%) ou très difficilement (3.1%) aux transports publics, alors que c'est le cas pour 21.1% des habitants de la zone euro en moyenne (15.1% difficilement et 6% très difficilement). En Italie, par exemple, 30% des habitants affirment avoir un accès difficile ou très difficile aux transports publics.

En Belgique le pourcentage correspondant est de 18.6%, en Allemagne de 23.6% et en France de 12.5% des habitants ayant un accès difficile ou très difficile aux services publics.

11.1% des habitants du Luxembourg ont très difficilement ou difficilement accès aux soins de santé de base ou primaires (2.8% très difficilement et 8.3% difficilement). Le pourcentage des personnes accédant difficilement ou très difficilement aux soins de base dans la zone euro atteint en moyenne de 16.0% (accès très difficile pour 3,1% et difficile pour 12.9%). En Belgique, le pourcentage des personnes ayant difficilement ou très difficilement accès aux soins de base se situe au même niveau (10.9%) qu'au Luxembourg. En France, le pourcentage (6.0%) est même inférieur à celui du Luxembourg et en Allemagne 13.0% des habitants sont dans ce cas, soit un niveau légèrement supérieur au Luxembourg.

Accès aux services : les personnes en risque de pauvreté sont moins bien loties

Les personnes dont le revenu se situe au-dessus du seuil de risque de pauvreté (60% du revenu médian) ont généralement plus facilement accès aux services que les personnes en risque de pauvreté (voir Tableau 14). A titre d'exemple, il est très difficile pour 4.8% des personnes qui habitent au Luxembourg et qui sont en risque de pauvreté d'accéder à une épicerie, contre 2.7% pour les non-pauvres. Similairement, 4.9% des pauvres ont de grandes difficultés d'accéder à des services bancaires, contre 2.7% des non-pauvres. La différence entre pauvres et non-pauvres quant à l'accès aux services semble la plus significative dans le domaine des services de santé de base : 5.7% des personnes en risque de pauvreté affirment accéder très difficilement à ce genre de service, contre 2.2% des non-pauvres.

En général, dans les zones rurales, l'accès aux services est moins facile que dans les zones densément ou moyennement peuplées

16.0% des personnes habitant en milieu rural affirment ne pouvoir accéder que difficilement ou très difficilement à une épicerie, contre 8.4% en milieu urbanisé intermédiaire et 11.3% en zone urbaine (voir Tableau 15). Pour l'accès aux services bancaires, les pourcentages et les écarts sont très similaires. Pour les services postaux, 17.1% des habitants des régions rurales y ont un accès difficile ou très difficile, contre seulement 8.5% en zone urbanisée intermédiaire (moyennement peuplée). 13.5% des habitants des

régions rurales ont des difficultés ou de grandes difficultés d'accéder aux transports publics. Le pourcentage est beaucoup plus faible dans les zones moyennement peuplées (7.8%) et en zone urbaine (qui se réduit au Grand-Duché à la Ville de Luxembourg) où seulement 4.2% des habitants n'ont qu'un accès difficile ou très difficile aux transports publics. L'accès à l'école obligatoire est une exception : c'est en milieu rural que l'accès semble le moins difficile. 6.8% des habitants des zones rurales évoquent des difficultés d'accès à l'école, alors que les pourcentages sont de 9.3% dans les zones urbanisées intermédiaires et de 8.1% en zone urbaine.

Tableau 14 : Accès aux services selon le statut de pauvreté au Luxembourg, 2012 (en %)

	Total	Pauvres	Non-pauvres
Accès à une épicerie			
Très difficilement	3.0	4.8	2.7
Difficilement	9.3	10.6	9.1
Facilement	42.3	40.0	42.7
Très facilement	45.4	44.6	45.5
Accès à des services bancaires			
Très difficilement	3.0	4.9	2.7
Difficilement	9.4	11.0	9.1
Facilement	43.0	39.0	43.7
Très facilement	44.5	45.1	44.4
Accès à des services postaux			
Très difficilement	3.2	4.9	2.9
Difficilement	10.5	10.9	10.4
Facilement	42.8	37.5	43.7
Très facilement	43.5	46.7	42.9
Accès aux transports publics			
Très difficilement	3.1	3.8	3.0
Difficilement	6.7	4.2	7.1
Facilement	38.5	38.4	38.5
Très facilement	51.7	53.6	51.3
Accès aux soins de santé primaires			
Très difficilement	2.8	5.7	2.2
Difficilement	8.3	9.3	8.1
Facilement	45.5	39.8	46.5
Très facilement	43.5	45.2	43.2
Accès à l'école obligatoire			
Très difficilement	2.9	4.8	2.4
Difficilement	5.1	6.5	4.8
Facilement	42.7	39.4	43.6
Très facilement	49.2	49.3	49.2

Sources : STATEC, EUROSTAT

Tableau 15 : Accès aux services selon la densité de la population au Luxembourg, 2012 (en %)

	Zone densément peuplée	Zone urbanisée intermédiaire	Zone faiblement peuplée
Accès à une épicerie			
Très difficilement	2.2	4.2	2.4
Difficilement	9.1	4.2	13.6
Facilement	42.0	35.8	47.7
Très facilement	46.8	55.8	36.4
Accès à des services bancaires			
Très difficilement	2.7	4.0	2.3
Difficilement	9.7	4.1	13.7
Facilement	44.7	35.9	48.3
Très facilement	43.0	56.0	35.7
Accès à des services postaux			
Très difficilement	2.6	3.9	2.8
Difficilement	13.6	4.6	14.3
Facilement	43.5	37.2	47.0
Très facilement	40.2	54.2	35.8
Accès aux transports publics			
Très difficilement	0.8	4.3	3.0
Difficilement	3.4	3.5	10.5
Facilement	37.8	32.2	44.1
Très facilement	57.9	60.0	42.4
Accès aux soins de santé primaires			
Très difficilement	1.3	4.3	2.0
Difficilement	6.9	5.1	11.3
Facilement	50.1	36.9	51.0
Très facilement	41.6	53.8	35.7
Accès à l'école obligatoire			
Très difficilement	1.4	5.7	0.7
Difficilement	6.7	3.6	6.1
Facilement	43.8	34.1	50.7
Très facilement	48.1	56.6	42.5

Sources : STATEC, EUROSTAT

La perception de la charge financière liée aux frais de logement : au Luxembourg, la part des personnes confrontées à de lourdes charges de frais de logement passe de 28.6% en 2005 à 42.5% en 2012, dans la zone euro de 32.0% à 36.0%

Les ménages qui se sentent exposés à de lourdes charges liées aux frais de logement sont de plus en plus nombreux au Luxembourg (voir Graphique 15). Le phénomène se manifeste également dans la plupart des autres pays de la zone euro, mais particulièrement dans les pays du Sud de l'Europe les plus touchés par la crise. Par ailleurs, cette évolution ne se limite pas aux personnes vivant en risque de pauvreté. Au Grand-Duché, 24.1% des habitants avec des revenus se situant au-dessus du seuil de pauvreté (60% du revenu médian) étaient confrontés à des lourdes charges liées au logement. Le pourcentage

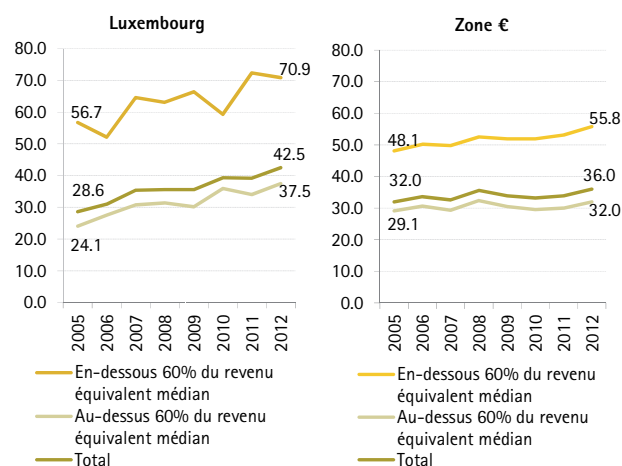
correspondant passe à 37.5% en 2012. Dans la zone euro, en 2005 et en moyenne, 29.1% des personnes qui n'étaient pas en risque de pauvreté considéraient qu'ils avaient de lourdes charges financières liées au logement. Pour ces non-pauvres dans la zone euro, le pourcentage passe à 32.0% (voir Graphique 15).

Au Luxembourg, la part des personnes en risque de pauvreté avec de lourdes charges financières liées au logement passe de 56.7% en 2005 à 70.9% en 2012. Dans la zone euro, on constate également une augmentation, mais elle est plus faible : de 48.1% en 2005 à 55.8% pour les personnes en risque de pauvreté.

A titre de comparaison, la part des personnes en risque de pauvreté confrontées à de lourdes charges financières liées au logement passe de 38.7% en 2005 à 65.8% à 2012 en Grèce, de 56.4% à 72.7% en Espagne et de 49.0% à 67.7% en Italie. Dans les pays voisins du Luxembourg, l'augmentation est moins prononcée : en 2005, 46.4% des personnes en risque de pauvreté en Belgique mentionnaient de lourdes charges de logement, en 2012, la part atteint 51.8%.

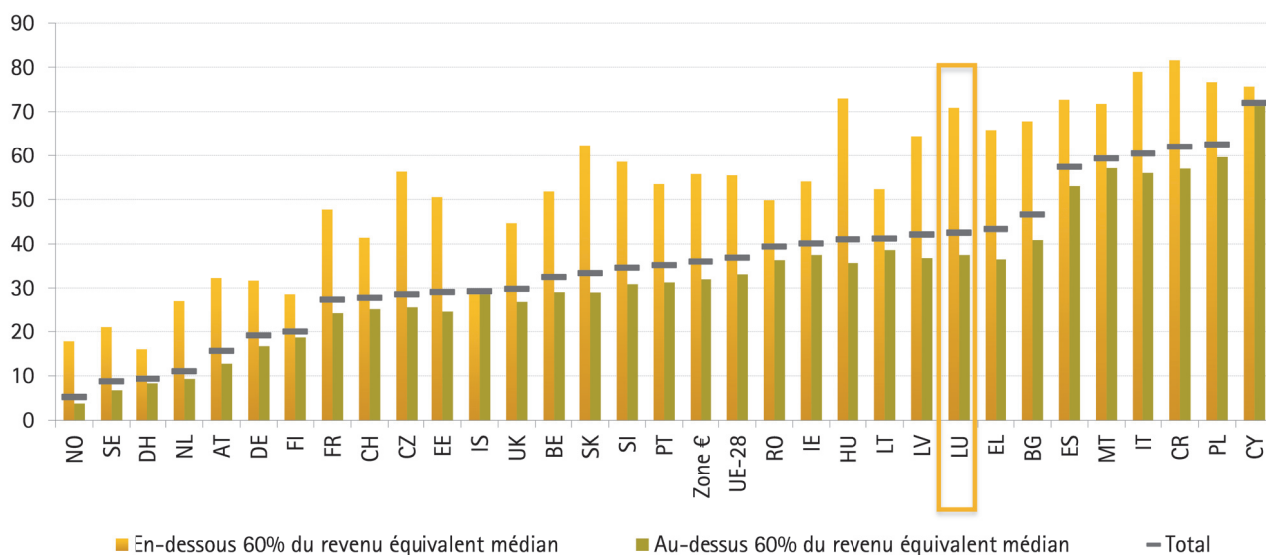
En France, on passe de 37.3% en 2005 à 47.7% en 2012 de personnes pauvres qui estiment que les charges liées au logement sont lourdes.

Graphique 15 : Perception de lourdes charges financières liées aux frais de logement au Luxembourg et dans la zone euro selon le statut de pauvreté, 2012 (en %)



Sources : STATEC, EUROSTAT

Graphique 16: Perception de lourdes charges financières liées aux frais de logement au dans les pays européens selon le statut de pauvreté, 2012 (en %)



Sources : STATEC, EUROSTAT

Tableau 16 : Perception de lourdes charges financières liées aux frais de logement au Luxembourg et dans la zone euro selon le statut de pauvreté, 2012 (en %)

	Ménages ayant de lourdes charges financières liées aux frais de logement	Ménages ayant des charges financières liées aux frais de logement	Ménages sans charges financières liées aux frais de logement
Total			
En-dessous 60% du revenu équivalent médian	70.9	24.3	4.7
Au-dessus 60% du revenu équivalent médian	37.5	47.3	15.3
Total	42.5	43.8	13.7
Un adulte de moins de 65 ans			
En-dessous 60% du revenu équivalent médian	57.4	30.6	12.0
Au-dessus 60% du revenu équivalent médian	30.6	46.8	22.6
Total	35.2	44.0	20.8
Un adulte de 65 ans ou plus			
En-dessous 60% du revenu équivalent médian	31.5	47.6	20.9
Au-dessus 60% du revenu équivalent médian	27.6	50.6	21.7
Total	28.0	50.4	21.6
Personne seule avec enfants dépendants			
En-dessous 60% du revenu équivalent médian	81.2	14.5	4.3
Au-dessus 60% du revenu équivalent médian	56.3	34.7	9.0
Total	68.0	25.2	6.8
Deux adultes moins de 65 ans			
En-dessous 60% du revenu équivalent médian	54.1	44.7	1.2
Au-dessus 60% du revenu équivalent médian	30.5	50.4	19.1
Total	32.1	50.0	17.8
Deux adultes dont l'un au moins a 65 ans ou plus			
En-dessous 60% du revenu équivalent médian	57.9	29.6	12.6
Au-dessus 60% du revenu équivalent médian	23.6	49.9	26.5
Total	25.0	49.1	26.0
Deux adultes avec un enfant dépendant			
En-dessous 60% du revenu équivalent médian	77.5	20.9	1.6
Au-dessus 60% du revenu équivalent médian	35.9	51.4	12.7
Total	40.9	47.7	11.4
Deux adultes avec deux enfants dépendants			
En-dessous 60% du revenu équivalent médian	73.2	22.6	4.1
Au-dessus 60% du revenu équivalent médian	41.3	46.4	12.3
Total	45.9	42.9	11.1
Deux adultes avec trois enfants dépendants ou plus			
En-dessous 60% du revenu équivalent médian	71.4	25.7	2.8
Au-dessus 60% du revenu équivalent médian	46.9	42.9	10.3
Total	53.0	38.6	8.4

Sources : STATEC, EUROSTAT

Globalement, le Luxembourg est situé peu favorablement par rapport à la plupart des pays européens concernant la perception de la charge financière liée aux frais de logement (voir Graphique 16). La Lituanie et la Lettonie (autour de 41% de l'ensemble des personnes y habitant considèrent que leurs frais de logement sont lourds) sont situés dans le voisinage du Grand-Duché (42.5%), tout comme la Grèce (43.3% de la population y sont confrontés à des frais de logement lourds) et la Bulgarie (46.6%). Le pourcentage le plus élevé se trouve en Chypre : 72% des habitants y considèrent qu'ils sont confrontés à des charges financières liées au logement lourdes.

La charge financière liée au logement est plus fréquemment jugée lourde dans les ménages monoparentaux (68% des personnes vivant dans ces ménages au Luxembourg) et par les ménages avec enfants (53% des personnes vivant dans des ménages de deux adultes avec 3 enfants et plus au Luxembourg) que pour les adultes vivant seuls et les ménages de deux adultes sans enfants

En 2012, 35.2% % des adultes vivant seules de moins de 65 ans affirmaient qu'ils étaient confrontés à de lourdes charges de logement. On retrouve évidemment les écarts entre pauvres et non-pauvres (voir Tableau 16). Le taux atteint 57.4% pour les adultes vivant seuls en situation de risque de pauvreté, alors qu'il n'est que de 30.6% pour le même type de ménage vivant au-dessus du seuil de pauvreté. « Seulement » 28% des adultes de 65 ans et plus vivant seuls font état de lourdes charges de logement (27.6% des « non-pauvres » et 31.5% des « pauvres » pour ce type de ménage).

Pour les ménages monoparentaux, la part des personnes avec de lourdes charges liées au logement atteint 68% et même 81.2% pour les ménages monoparentaux vivant sous le seuil de risque de pauvreté (contre 56.3% pour les ménages monoparentaux non-pauvres). Près de la moitié des personnes (45.9%) vivant dans des ménages de deux adultes avec deux enfants perçoit de lourdes charges

de logement (73.2% des personnes vivant dans des ménages de ce type situés en-dessous du seuil de risque de pauvreté et 41.3% pour les personnes non-pauvres dans ce type de ménage).

Les indicateurs « objectifs » moins négatifs pour le Luxembourg

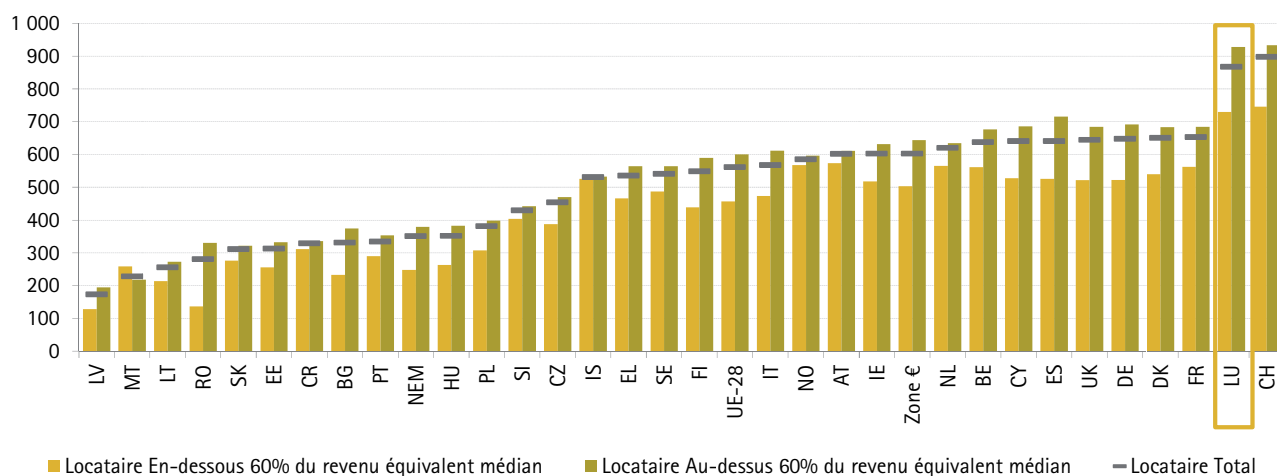
Est-ce que cette perception « négative » des coûts du logement (pourcentage élevé de la population considérant que les frais liés au logement sont lourds) est le reflet des faits réels ? Un premier indicateur semble aller dans ce sens. Ainsi le loyer moyen payé par les locataires est largement supérieur à la moyenne européenne : au Luxembourg ce loyer moyen atteint 867 € en parités de pouvoir d'achat, PPA (731 PPA pour les logements occupés par les personnes en risque de pauvreté et 928 PPA pour les non-pauvres) (voir Graphique 17 a). Seul en Suisse, le loyer moyen est plus élevé (898 PPA). En moyenne dans la zone euro, le loyer moyen est d'un peu plus de 600 PPA.

Ce constat peut être nuancé en comparant – pour les locataires – le loyer au revenu disponible. Au Luxembourg, en 2012, le loyer correspondait en moyenne à 23.5% du revenu disponible des ménages (voir Graphique 17 b). Pour les ménages en risque de pauvreté, le loyer atteignait pratiquement 1/3 de revenu disponible (31.6%), alors que pour les non-pauvres le poids du loyer se situait à 19.8% du revenu disponible.

Avec ces taux, le Luxembourg se situe tout près de la moyenne de la zone euro : le loyer y représentait en moyenne 24% du revenu disponible des ménages (36.4% pour les pauvres et 19.3% pour les non-pauvres). En Grèce, en Espagne, en Islande, en Norvège et en Suisse, par exemple, le loyer est beaucoup plus élevé comparé au revenu disponible (plus de 30% de ce revenu). A l'autre bout de l'échelle, on trouve Malte (en moyenne le loyer y représente 6.0% du revenu disponible des locataires), la Lettonie (10.5%), la Slovaquie (12.1%) et la Croatie et la Slovénie (le loyer y représente 16% du revenu disponible des locataires en moyenne) (voir Graphique 17 b).

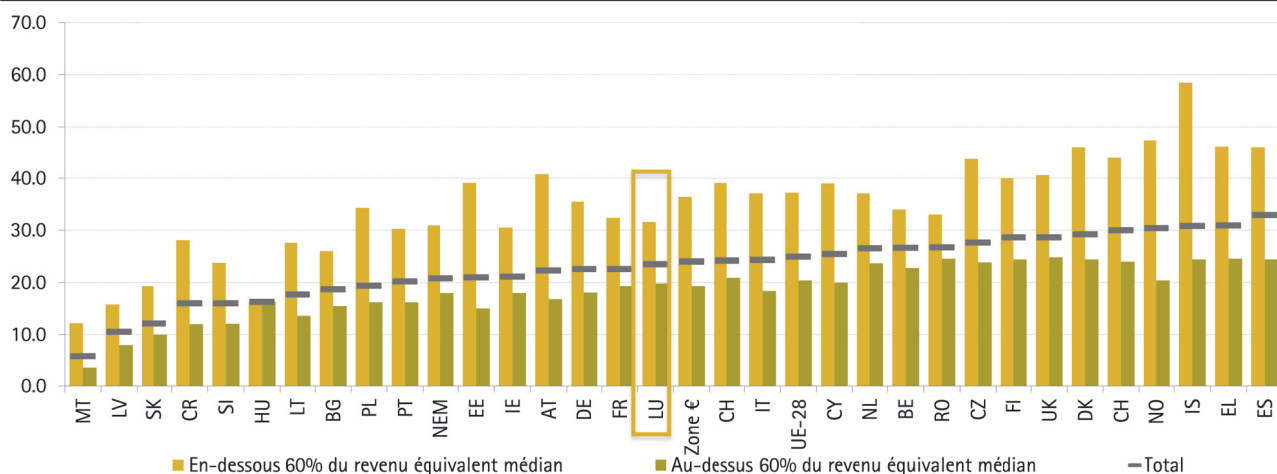
Graphique 17 : Indicateurs objectifs du coût du logement, 2012

a) Coût du loyer actuel relatif au logement occupé par niveau de revenus (en PPA)



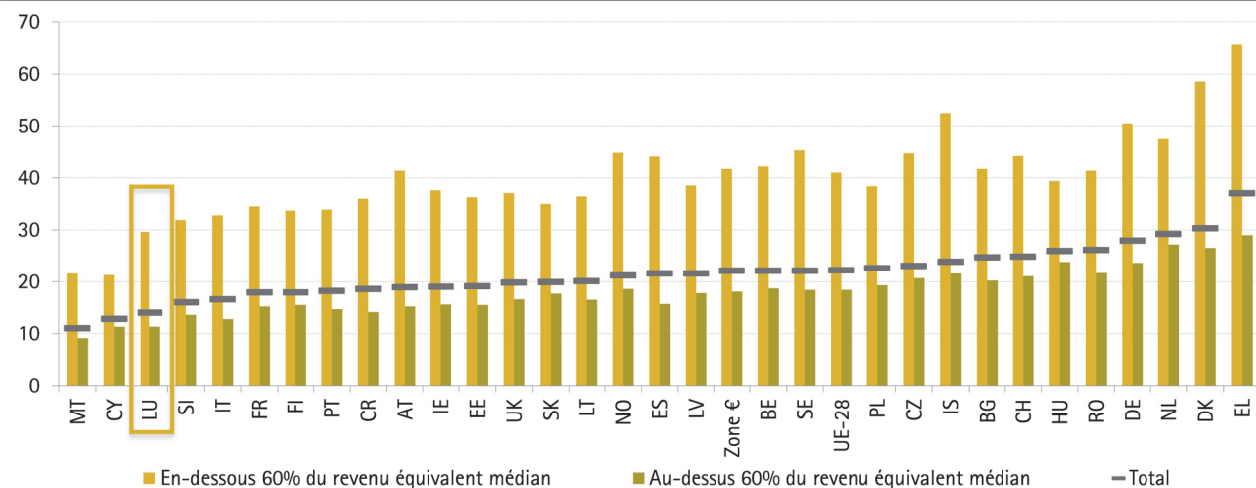
Sources : STATEC, EUROSTAT

b) Part du coût du loyer actuel relatif au logement occupé (locataires) dans le revenu disponible du ménage par niveau de revenus (en % de la population)



Sources : STATEC, EUROSTAT

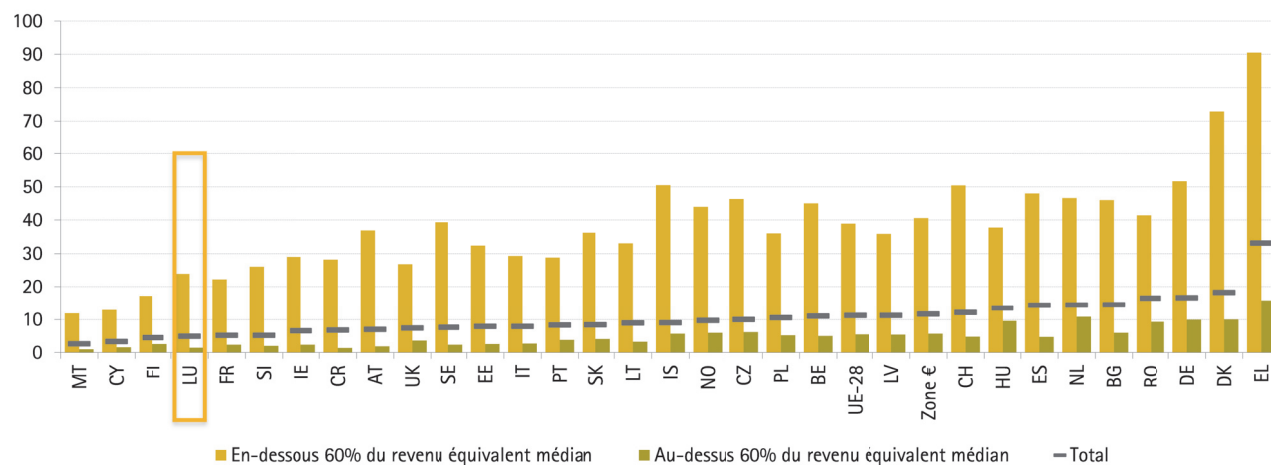
c) Part du coût du logement (locataires et propriétaires) dans le revenu disponible du ménage par niveau de revenus (en % de la population)



Sources : STATEC, EUROSTAT

Graphique 17 : Indicateurs objectifs du coût du logement, 2012 (suite)

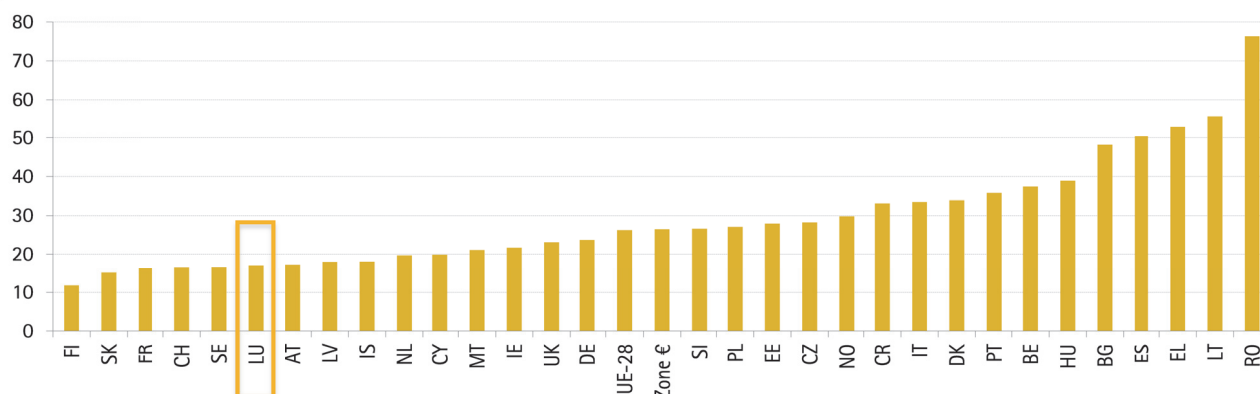
d) Taux de surcharge du coût du logement (locataires et propriétaires) selon le niveau de revenus (en % de la population)



Sources : STATEC, EUROSTAT

Le taux de surcharge des coûts du logement représente, en pourcentage, la part de la population vivant dans des ménages dont les coûts totaux de logement (après déduction des allocations de logement) représentent plus de 40 % du revenu disponible (après déduction des allocations de logement). Les coûts du logement n'incluent pas le remboursement du capital en cas de prêt. Ceci est considéré comme investissement.

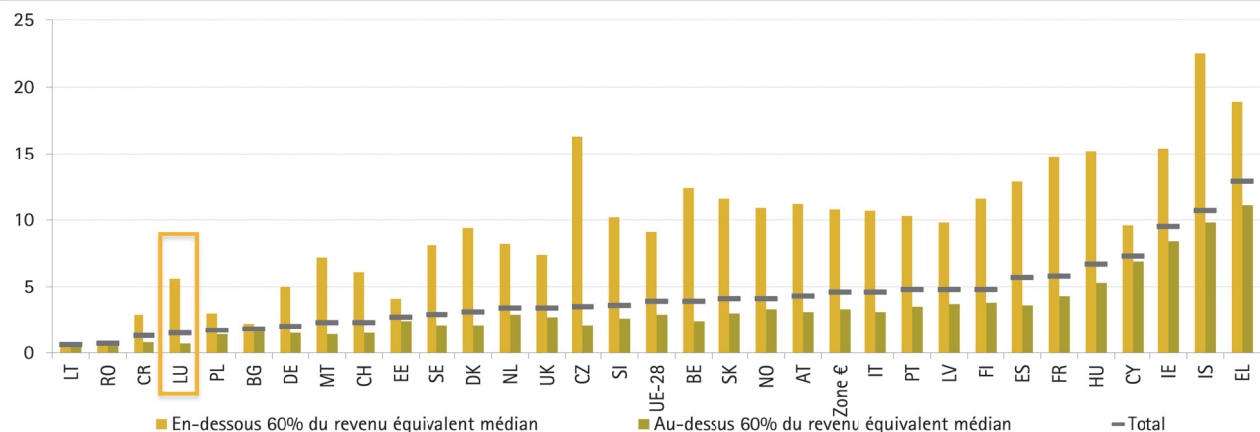
e) Taux de surcharge des coûts du logement pour les locataires (en % des locataires)



Sources : STATEC, EUROSTAT

Le taux de surcharge des coûts du logement représente, en pourcentage, la part de la population vivant dans des ménages dont les coûts totaux de logement (après déduction des allocations de logement) représentent plus de 40 % du revenu disponible (après déduction des allocations de logement). Les coûts du logement n'incluent pas le remboursement du capital en cas de prêt. Ceci est considéré comme investissement.

f) Arriérés de paiement d'hypothèque ou de loyer selon le niveau de revenus



Sources : STATEC, EUROSTAT

Tableau 17 : Taux de surcharge des coûts du logement par type de ménage, 2012 (en % de la population)

	Luxem- bourg	Zone €
Personne seule	13.5	24.9
Un adulte de moins de 65 ans	17.7	28.7
Un adulte de 65 ans ou plus	3.6	18.9
Personne seule avec enfants dépendants	24.9	23.5
Femme seule	11.4	25.5
Homme seul	15.8	24.1
Deux adultes	2.7	8.6
Deux adultes moins de 65 ans	3.7	10.5
Deux adultes dont l'un au moins a 65 ans ou plus	1.3	6.5
Deux adultes avec un enfant dépendant	4.6	10.2
Deux adultes avec deux enfants dépendants	1.9	9.7
Deux adultes avec trois enfants dépendants ou plus	1.8	9.1
Deux adultes ou plus sans enfants dépendants	1.9	7.6
Deux adultes ou plus avec enfants dépendants	2.9	9.3
Trois adultes ou plus	0.2	5.2
Trois adultes ou plus avec enfants dépendants	3.8	7.6
Ménages sans enfants dépendants	5.5	12.4
Ménages avec enfants dépendants	4.5	10.6

Le taux de surcharge des coûts du logement représente, en pourcentage, la part de la population vivant dans des ménages dont les coûts totaux de logement (après déduction des allocations de logement) représentent plus de 40 % du revenu disponible (après déduction des allocations de logement). Les coûts du logement n'incluent pas le remboursement du capital en cas de prêt. Ceci est considéré comme investissement.

Sources : STATEC, EUROSTAT

Il est également possible de comparer le coût total du logement (propriétaires et locataires) au revenu disponible des ménages. La vue que cet indicateur fournit est cependant un peu distordue. En effet, dans le coût du logement des propriétaires n'est pas inclus le remboursement du capital (considéré comme un investissement), mais ce sont seulement les intérêts de l'emprunt qui sont pris en considération. Quoiqu'il en soit, selon cette définition du coût de logement, le Luxembourg est bien placé dans la comparaison européenne (voir Graphique 17 c). Il représente au total que 14% du revenu disponible moyen des ménages en 2012. Chypre et Malte sont légèrement mieux placés que le Grand-Duché. Dans la zone euro en moyenne, le coût total du logement atteint 22.1% du revenu disponible moyen des ménages, tout comme en Belgique d'ailleurs. L'écart entre pauvres et non-pauvres est cependant substantiel : le coût total du logement se situe au Luxembourg à 29.6% du revenu disponible pour les ménages qui se situent en-dessous du seuil de pauvreté, contre seulement à 11.3% du revenu des ménages « non-pauvres ».

Un autre indicateur « objectif » de la charge des frais de logement est le taux de surcharge des coûts du logement qui représente, en pourcentage, la part de la population vivant dans des ménages dont les coûts totaux de logement (après déduction des allocations

de logement) représentent plus de 40 % du revenu disponible (après déduction des allocations de logement). Rappelons que les coûts du logement n'incluent pas le remboursement du capital en cas de prêt (remboursement qui est considéré comme un investissement), mais seulement les intérêts de l'emprunt. Au Luxembourg, en 2012, 4.9% de la population doivent faire face à une surcharge des coûts du logement, contre 11.6% de la population de la zone euro en moyenne (voir Graphique 17 d). A noter qu'en Grèce le taux est extrêmement élevé avec quelque 33% de la population pour lesquels on constate une surcharge des coûts du logement. L'écart entre personnes en risque de pauvreté et personnes non-pauvres est important dans ce domaine. Au Luxembourg, près du quart de la population en risque de pauvreté (23.9%) doivent faire face à une surcharge des frais de logement. Dans la zone euro, 40.6% de la population en risque de pauvreté sont dans ce cas. Et en Grèce, 90.5% de la population en risque de pauvreté se trouvent face à une surcharge des coûts du logement.

On peut également limiter l'indicateur de surcharge aux locataires (qui paient des loyers au prix du marché). Cela ne change rien à l'image globale. En 2012, avec 17% de la population vivant en location et qui sont confrontés à une surcharge des coûts de logement, le Luxembourg fait mieux que la plupart des autres pays européens (voir Graphique 17 e). Le taux correspondant est de 26.5% dans la zone euro en moyenne et il atteint 76.3% en Roumanie, 55.7% en Lituanie, 53% en Grèce et 50.4% en Espagne.

Finalement, le fait d'avoir des arriérés de paiement de loyers ou d'hypothèque peut être un signe d'une charge de logements trop importante par rapport au revenu. Là-encore, le Luxembourg est bien placé dans la comparaison avec les autres pays européens. Seulement 1.9% de la population au Luxembourg se voit confronté à des arriérés de paiement d'hypothèque ou de loyer, contre 4.6% de la population de la zone euro (voir Graphique 17 f). Dans les pays les plus touchés par la crise, les taux sont plus élevés : en Irlande 9.5% de la population ont des arriérés d'hypothèque ou de loyer, en Islande 10.7% et en Grèce 12.9%. Alors qu'au Luxembourg le taux n'a pratiquement pas bougé avec la crise (il était de 1.2% en 2006), tel n'est pas le cas en Grèce où la proportion de la population avec arriérés d'hypothèque ou de loyer est passée de 4.5% en 2006 à 12.9% en 2012, en Espagne (de 2.9% en 2006 à 5.7% en 2012) et en Irlande (de 4.3% à 9.5%).

La population en risque de pauvreté est évidemment plus touchée par le phénomène des arriérés de paiement (voir Graphique 17 f). Au Luxembourg, 5.6% de la population sont dans ce cas en 2012, contre 0.7% de la population non-pauvre. Dans la zone euro, 10.8% des pauvres doivent faire face à ce genre d'arriérés, contre 3.3% des non-pauvres. En Irlande, parmi la population pauvre même 15.4% dont des arriérés, en Islande 22.5% et en Grèce 18.9%.

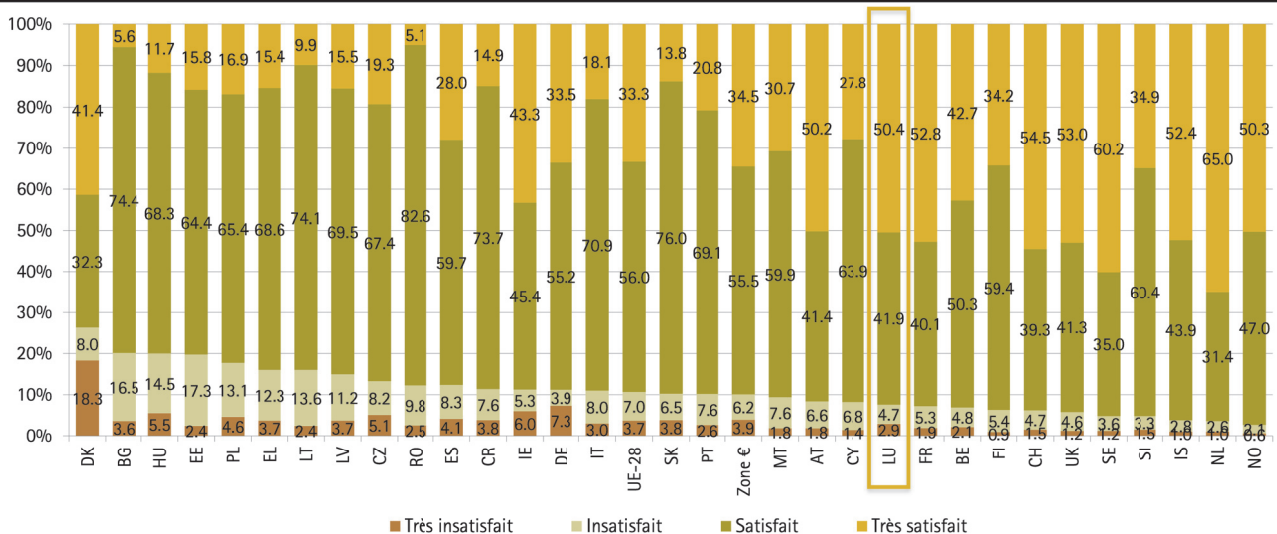
Finalement, on peut jeter un regard sur la mobilité (le changement de logement) et sur les raisons de la mobilité (voir Tableau 1). Dans l'enquête EU-SILC de 2012, on a demandé aux enquêtés s'ils ont changé de logement au cours des 5 dernières années et quelles sont les raisons de ce changement. Au Luxembourg, la mobilité semble globalement plus fréquente que dans la zone euro en moyenne. 27.2% de la population ont changé de logement au cours des 5 dernières années (contre 17.6% dans la zone euro). Les personnes en risque de pauvreté sont plus mobiles que les non-pauvres : au Luxembourg, 41.1% des personnes en risque de pauvreté ont changé de logement au cours des 5 dernières années, contre 25% des non-pauvres. Quant aux raisons de la mobilité, au Luxembourg, plus d'un tiers des personnes indiquent des « raisons familiales » (37.7%) pour expliquer le changement de logement et le pourcentage est identique pour les pauvres et les non-pauvres. Un cinquième de la population du Grand-Duché (19.3%) explique le changement de logement par le souhait de changer de statut de logement (de locataire à propriétaire dans la majorité des cas). Dans la zone euro, seulement 11.3% indiquent cette raison. A noter que les personnes en risque de pauvreté au Luxembourg mentionnent

beaucoup plus rarement le souhait de changer de statut de logement pour expliquer leur mobilité (10.4% des pauvres contre 21.6% des non-pauvres). Enfin, seulement 3.2% des enquêtés au Luxembourg expliquent leur changement de logement par de raisons financières (contre 5.3% dans la zone euro). Néanmoins, la fréquence de cette explication est beaucoup plus élevée pour les personnes en risque de pauvreté : au Luxembourg, 5.6% de personnes en risque de pauvreté ayant changé de logement évoquent des raisons financières pour ce changement, contre 2.6% de non-pauvres. Dans la zone euro en moyenne, 10.1% des personnes en risque de pauvreté affirment qu'ils ont changé de logement au cours des 5 dernières années pour des raisons financières, contre 4.1% des non-pauvres.

Les résidents du Luxembourg, plutôt satisfaits de leur logement

D'une manière générale, le Luxembourg se place plutôt à l'avant du peloton européen quant à la satisfaction globale avec le logement (voir Graphique 18). 50.4% sont très satisfaits de leur logement en 2012 et 41.9% sont satisfaits. Au total, 92.3% des habitants sont donc satisfaits ou très satisfaits du logement qu'ils occupent. Le Luxembourg se situe à peu près au même niveau que la France et la Belgique. La Norvège et les Pays-Bas (plus de 95% de satisfaits ou de très satisfaits) se trouvent en tête de peloton, alors que certains pays de l'est européen, comme la Bulgarie, la Hongrie, l'Estonie et la Pologne se trouvent à l'arrière du peloton (autour de 80% de personnes satisfaites ou très satisfaites de leur logement).

Graphique 18 : Satisfaction et insatisfaction avec le logement en Europe, 2012 (en % de la population)



Sources : STATEC, EUROSTAT

... mais les personnes en risque de pauvreté sont plus fréquemment insatisfaites ou très insatisfaites de leur logement (14.2%) que les non-pauvres (6.4%)

Le degré de satisfaction globale avec le logement est lié au niveau de revenu. Cela notamment de façon indirecte. On a vu que la surface des logements des non-pauvres est plus grande, que la qualité de leur logement est meilleure et que, dans l'environnement de leur logement, il y a moins de nuisances. Il n'est donc pas surprenant de constater que les personnes en risque de pauvreté sont plus fréquemment insatisfaites de leur logement que les non-pauvres (voir Tableau 18). Au Luxembourg, 14.2% des personnes en risque de pauvreté sont insatisfaites (10.8%) ou très insatisfaites (3.4%) de leur logement, alors que ce n'est le cas que pour 6.4% des non-pauvres (2.8% de personnes très insatisfaites et 3.6% de personnes insatisfaites). On retrouve des écarts entre pauvres et non-pauvres dans les autres pays européens. En France, par exemple, 18.6% des personnes en risque de pauvreté sont insatisfaites ou très insatisfaites de leur logement, contre seulement 5.3% des non-pauvres.

Tableau 18 : Satisfaction et insatisfaction avec le logement selon le statut de pauvreté, 2012 (en % de la population)

	Degré de satisfaction	Total	Pauvres	Non-pauvres
Euro area	Très insatisfait	3.9	5.4	3.5
	Insatisfait	6.2	12.2	4.9
	Satisfait	55.5	61.2	54.4
	Très satisfait	34.5	21.3	37.1
BE	Très insatisfait	2.1	3.9	1.8
	Insatisfait	4.8	12.6	3.4
	Satisfait	50.3	58.0	49.0
	Très satisfait	42.7	25.4	45.8
DE	Très insatisfait	7.3	7.5	7.3
	Insatisfait	3.9	8.6	3.0
	Satisfait	55.2	65.1	53.3
	Très satisfait	33.5	18.8	36.4
IE	Très insatisfait	6.0	8.1	5.7
	Insatisfait	5.3	6.5	5.0
	Satisfait	45.4	51.8	44.2
	Très satisfait	43.3	33.7	45.0
EL	Très insatisfait	3.7	5.8	3.1
	Insatisfait	12.3	20.0	10.0
	Satisfait	68.6	64.5	69.8
	Très satisfait	15.4	9.7	17.1
ES	Très insatisfait	4.1	4.0	4.1
	Insatisfait	8.3	12.9	6.9
	Satisfait	59.7	61.7	59.1
	Très satisfait	28.0	21.4	29.8
FR	Très insatisfait	1.9	6.9	1.1
	Insatisfait	5.3	11.7	4.2
	Satisfait	40.1	44.6	39.3
	Très satisfait	52.8	36.9	55.4
IT	Très insatisfait	3.0	4.2	2.7
	Insatisfait	8.0	14.8	6.3
	Satisfait	70.9	70.8	71.0
	Très satisfait	18.1	10.2	20.0
LU	Très insatisfait	2.9	3.4	2.8
	Insatisfait	4.7	10.8	3.6
	Satisfait	41.9	51.5	40.2
	Très satisfait	50.4	34.3	53.3

Sources : STATEC, EUROSTAT